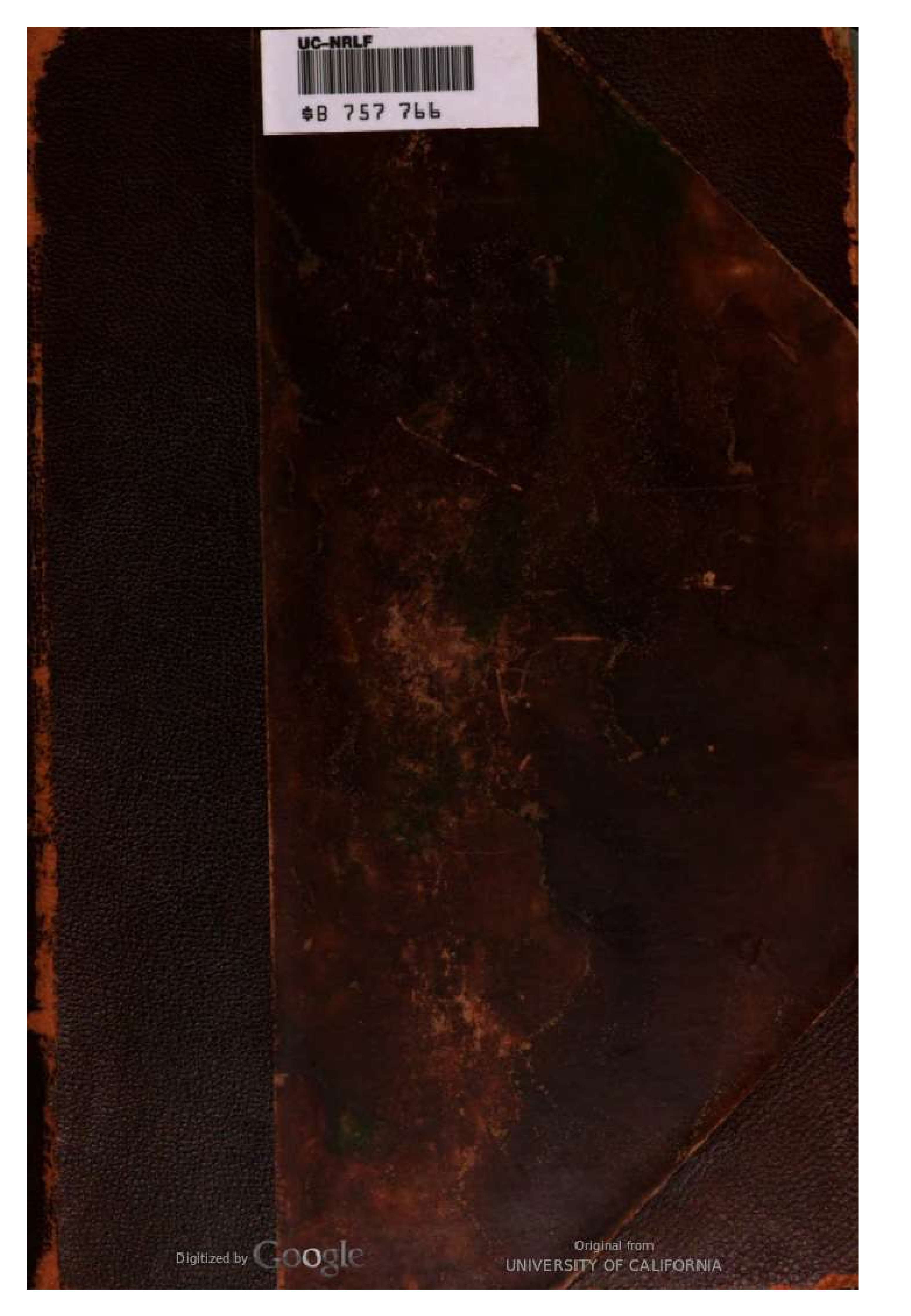



SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
LVX
FIAT
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS



LA BOHÊME

DEPUIS

LA MONTAGNE-BLANCHE

DEUXIÈME PARTIE

LA RENAISSANCE TCHÈQUE

VERS LE FÉDÉRALISME

PAR

Ernest DENIS

PROFESSEUR ADJOINT A LA SORBONNE

DEUXIÈME ÉDITION

PARIS

LIBRAIRIE ERNEST LEROUX

28, RUE BONAPARTE, VI[e]

—

1930

LA BOHÊME

DEPUIS LA MONTAGNE-BLANCHE

DEUXIÈME PARTIE

LA RENAISSANCE TCHÈQUE

VERS LE FÉDÉRALISME

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Huss et la guerre des Hussites (couronné par l'Académie française). Leroux, Paris, 1878.

Histoire des littératures slaves, de Pypine et Spasovic, traduit du russe. Leroux, Paris, 1881.

Fin de l'Indépendance bohême, I, Georges de Podiébrad, les Jagellons. II. Les Premiers Habsbourgs, La Défenestration de Prague. A. Colin et C[ie], Paris, 1890.

L'Allemagne de 1789 à 1810. Société française d'éditions d'art. L. Henry May, Paris, 1896.

L'Allemagne de 1810 à 1852. Société française d'éditions d'art. L. Henry May. Paris, 1898.



LA BOHÊME

DEPUIS

LA MONTAGNE-BLANCHE

DEUXIÈME PARTIE

LA RENAISSANCE TCHÈQUE

VERS LE FÉDÉRALISME

PAR

Ernest DENIS

PROFESSEUR ADJOINT A LA SORBONNE

PARIS

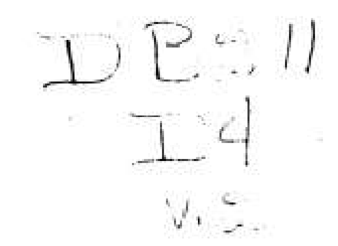
ERNEST LEROUX, ÉDITEUR

28, RUE BONAPARTE, VIe

—

1903




DB211
I4
v.2

LIVRE PREMIER

LE RÊVEIL

Tome II.



CHAPITRE PREMIER

Les précurseurs.[1]

Causes générales de la Renaissance slave. — La première partie du règne de François Ier : abandon de la politique réformatrice. Retentissement de la Révolution française parmi les paysans. Inquiétudes de la noblesse : ses défaillances. — Le régime conservateur : lois sur la presse et les réunions. La routine administrative. L'École et l'Église. Décadence économique : la banqueroute de 1811. — L'Empire d'Autriche : les projets de Napoléon Ier sur la Bohême. — Les grandes périodes de l'histoire bohême au XIXe siècle. — Les initiateurs : la Société des Sciences. — Dobner, Peltzel. — Dobrovsky, le fondateur de la philologie slave. — Ioungmann crée la littérature tchèque moderne. — Les rénovateurs de la poésie tchèque : Pouchmayer. — Kramérius.

Depuis qu'au XVe siècle s'est brisée l'unité chrétienne, l'histoire de l'Europe est déterminée par une sorte de rythme des courants nationaux et cosmopolites qui, dans une alternance régulière, entraînent tour à tour les peuples.

1. Springer, *Gesch. Œsterreich's seit dem Wiener Frieden* (jusqu'en 1849); écrit dans un esprit très allemand, mais remarquable et très important. — Hormayer, *K. Franz I und Metternich*, 1849. — Meynert, *Franz II und sein Zeitalter*, 1834. — Id., *K. Franz I u. s. Regierung*, 1871. — Wertheimer, *Gesch. Œst. u. Ungarn's im ersten Jahrz. des 19. Jahrh.* (jusqu'en 1809), 1884. — Beer, *Zehn Jahre œsterr. Politik*, 1877. — Fournier, *Gentz u. Cobenzl.* — Bidermann, *Die staatsrechtlichen Wirkungen der œsterr. Gesammtstaatsidee.* — Büdinger, *Zu den Verwaltungsgrundsætzen des K. Fr.* (Œst.-Ung. Revue, 1888). — L'ouvrage déjà souvent cité de Beidtel, *Gesch. der œsterr. Staatsverwaltung* (tome II), est fort curieux pour cette période; Beidtel, très catholique, a recueilli la tradition orale et peut ici être considéré comme un témoin oculaire.

Pour comprendre la Renaissance tchèque, il est nécessaire d'étudier les mouvements analogues chez les autres peuples ; il sera ainsi très utile de lire les livres de Pypine et Spasovitch sur les littératures slaves (en russe. J'ai donné une traduction française du 1er volume), d'Éliade Pompiliu, sur



A l'époque de la fondation des grandes monarchies succède l'ère des guerres religieuses qui abolissent les frontières et effacent dans des haines et des passions communes les rivalités précédentes : les Jésuites et les Calvinistes, également héritiers sur ce point des humanistes de la Renaissance, embrassent dans leurs calculs l'Europe entière, et les armées qu'ils organisent les uns contre les autres, sont formées de milices venues des coins les plus éloignés de l'horizon. — Ils n'entraînent cependant derrière eux qu'une élite tumultueuse, tandis que la foule reste dominée par ses souvenirs particularistes et comme liée à la glèbe. Les souverains exploitent la fatigue que provoquent les luttes confessionnelles pour accroître leur autorité, et ils se servent de leurs pouvoirs agrandis pour étendre leur puissance au dehors. Leurs ambitions s'accordent d'ailleurs avec le désir instinctif des peuples qui, en Allemagne comme en Russie, en Angleterre aussi bien qu'en France, se groupent autour des dynasties qui leur semblent capables de les protéger contre les usurpations étrangères et de leur garantir le plein développement de leurs destinées naturelles.

la Renaissance roumaine, de Kont, sur l'influence de la littérature française en Hongrie.

Pour la Bohême, en dehors de Masaryk, de Kaizl, de Murko et de Kalousek déjà cités, les histoires générales de Jaroslav Vltchek, (excellente et qui a renouvelé la question, malheureusement ne va encore que jusqu'en 1815 environ) et de Flajchhans (médiocre, mais commode). L'histoire scientifique de cette période ne sera possible que quand on aura publié les correspondances des chefs du mouvement et donné des éditions critiques de leurs œuvres. Quelques publications importantes ont déjà paru : *La Correspondance de Dobrovsky et de Durych* (éditée par Patera, 1894); — *Briefwechsel zwischen Dobrovsky u. Kopitar* 1808-1828, 1885 ; — *Nouvelles lettres de Dobrovsky, Kopitar*, etc. (éditées par Jagic, 1897), — *Lettres de Kopitar à Vostokov* (éditées par Srezniévski 1873). — *Lettres de Ioungmann* (publiées dans le Journal du Musée bohême depuis 1880). — *Lettres de Marek à Ioungm.* (1888).

Le panslavisme a été étudié dans le livre de Perwolf, Rapports réciproques des Slaves (en russe), dont on peut contester les conclusions, mais qui a résumé tous les faits, et dans ses articles de la Rouskaya rietch, de l'Osviéta et du Messager d'Europe.

Pour les origines de la littérature tchèque, Rybitchka, *les Premiers évocateurs du peuple tchèque* (1883); Vltchek, *La nouvelle école poétique tchèque* (avec des études très fines sur Tham, Pouchmayer Hniévkovsky et Voit. Neyédly). — Schulz, *La ballade et la romance tchèque* (Osviéta 1877).



Quelque légitime et nécessaire que fût ce travail de concentration et d'expansion nationale, il imposait aux sujets de très lourds sacrifices et il les condamnait à une discipline militaire qui rapidement parut insupportable. La philosophie du XVIII[e] siècle traduisit ce besoin de repos des foules surmenées, et, comme partout les souffrances avaient été semblables, les revendications des mécontents furent unanimes. Ce que réclament les économistes, c'est d'abord l'amélioration des conditions matérielles de la vie et, pour cela, des réformes politiques et sociales qui, en entraînant une répartition moins inégale des charges publiques, diminueront la part de misère et de souffrances dans le monde. Les guerres ne cessent pas, mais elles sont conduites sans conviction; les défaites ne laissent pas plus de rancunes que les victoires ne provoquent d'enthousiasme. Le XVIII[e] siècle, a écrit un illustre critique, n'a été ni français ni chrétien : on lui a beaucoup reproché son affirmation, qui n'a pourtant qu'un tort, c'est d'être beaucoup trop timide. Partisan de la loi naturelle et du culte de la raison, le XVIII[e] siècle a été très logiquement anti-chrétien et cosmopolite, et il a abouti par une conséquence tout à fait normale à la Déclaration des droits de l'homme, qui, quelles qu'en soient les origines historiques, n'en a pas moins un caractère universel, et à la propagande girondine : paix aux chaumières, guerre aux châteaux [1].

La guerre de propagande révolutionnaire tourna vite à la guerre de conquête. La connivence des vaincus facilita d'abord les invasions françaises, mais ils cessèrent bientôt de goûter des doctrines qui se traduisaient par la domination étrangère, et, pendant que les princes virent dans la nécessité de résister à l'oppression napoléonienne un prétexte pour restaurer leur pouvoir contesté, les penseurs

1. Il va sans dire qu'il ne saurait s'agir ici que des courants généraux. Il y a eu évidemment en France sous Louis XV des patriotes ardents, mais trouverait-on rien d'analogue à la longue émotion laissée par le traité de Francfort? Et de même, en Allemagne, je n'ignore pas la popularité de Frédéric II parmi ses contemporains, mais justement elle va à l'homme, au roi-philosophe, non pas à la Prusse.



et les écrivains aperçurent les faiblesses et les excès de la religion cosmopolite. Les apôtres de l'Évangile encyclopédiste étaient devenus odieux aux peuples : pour les combattre, les meneurs de l'opinion se réclamèrent des traditions particularistes, opposèrent à l'homme abstrait les hommes tels que les ont façonnés la nature et l'histoire, demandèrent pour chaque groupe ethnique le droit de fonder son bonheur à sa guise et de se développer suivant ses instincts naturels. On revenait par un détour au nationalisme du XVII[e] siècle, transformé par l'idée démocratique.

Les Romantiques, qui succèdent aux Encyclopédistes dans la conduite des esprits, sont des disciples de Rousseau et, s'ils affectent pour la monarchie une piété passionnée, c'est que les rois sont à leurs yeux l'incarnation de l'âme populaire, qui se perpétue de génération en génération, toujours semblable à elle-même au milieu de ses avatars successifs. Cette âme, dont ils vénèrent les manifestations les plus pures dans les classes les plus instinctives et les moins accessibles aux influences extérieures, ils veulent la protéger contre la corruption étrangère et lui permettre de s'épanouir dans son intégrité virginale. Leur patriotisme sentimental se revêt d'une exaltation mystique qui regarde comme sacrilège la moindre concession : il n'accepte aucune prescription et relève les titres les plus surannés, pour rendre à la nation les parcelles de l'héritage qu'elle a perdues; la terre qu'ont occupée les aïeux n'est-elle pas demeurée imprégnée de leur vie, et n'est-ce pas de la combinaison des plus subtils effluves du passé que se forme la gloire future du peuple? Les apôtres du nouvel Évangile s'indignent de l'apostasie qu'ont voulu leur imposer les rationalistes : ils s'attachent à ce qui constitue l'originalité de la race, recherchent les légendes et les traditions locales, collectionnent les chants et les contes populaires; par dessus tout, ils travaillent à développer la langue qui reflète le lent travail des générations antérieures. L'his-

toire du siècle reçoit sa marque propre de cette conception. Cavour, Bismarck, Napoléon III, Gortchakov et Disraëli, quelque dissemblables qu'aient été leurs méthodes et leurs destinées, sortent de l'école romantique et s'inspirent de son idéal.

Le mouvement semble aujourd'hui avoir épuisé sa puissance, et les passions nationalistes perdent de leur énergie, justement parce qu'elles ont obtenu satisfaction sur les points essentiels. De même que, dans le domaine de l'art, les théories réalistes et idéalistes dominent tour à tour les esprits, la réaction fatale qui suit toujours les grands mouvements intellectuels et politiques, doit amener maintenant le triomphe des doctrines cosmopolites, mais cette orientation nouvelle ne sera aussi que passagère, et surtout les résultats obtenus par le XIX[e] siècle seront maintenus sur leurs points essentiels. C'est que l'organisation pacifique et le développement de l'humanité ont pour condition primordiale la satisfaction des divers groupes qui la constituent : il suffit, pour s'en rendre compte, de songer à l'élément redoutable de perturbation qu'a jeté dans le monde le partage de la Pologne. La servitude d'un peuple provoque un malaise général qu'à la longue l'ensemble ne peut supporter et l'intérêt de tous exige la liberté de chacun. Les lois économiques sont ici d'accord avec la morale : la division du travail, dont la nécessité est toujours plus évidente, rattache le progrès commun à l'épanouissement des divers peuples, dont la collaboration ne saurait être féconde que si leurs dons naturels ne sont pas atrophiés par l'oppression. L'idée de paix universelle est absurde et immorale, si elle n'est pas précédée par la démolition des bastilles dans lesquelles trop de peuples demeurent encore emprisonnés.

Si, dans l'intérieur des États, aucun ordre durable n'est possible que par la suppression des privilèges, l'avènement d'une ère de réconciliation et de fraternité suppose qu'aucune nation ne prétendra imposer son hégémonie à ses voisines. L'esclave a, non seulement le

droit, mais le devoir de se révolter contre la servitude qui l'avilit et l'annule, et de continuer la résistance jusqu'au moment où l'ennemi reconnait que l'égoïsme bien compris l'oblige à abdiquer des prétentions injustes. Le jour où les sectes religieuses se sont aperçues qu'elles ne parviendraient pas à s'anéantir réciproquement, l'idée de la tolérance est née; l'idée de la solidarité humaine date de l'heure où les races à qui un hasard heureux avait donné une supériorité momentanée, ont rencontré en face d'elles d'autres peuples qui refusaient de se laisser effacer de la carte du monde. A ce point de vue, les promoteurs de la Renaissance slave ont droit à la gratitude et au respect de tous ceux qui croient au progrès par la justice.

Les Dobrovsky, les Ioungmann, les Chafarjik, les Havlitchek, les Palatsky, les Rieger, les Hérold et, à côté d'eux, la foule anonyme des vaillants qui ont soutenu une gageure que les sages jugeaient absurde, et qui, en dépit des assauts les plus furibonds, ont maintenu le joyeux drapeau rouge et blanc sur le bastion à demi démantelé de la vieille Bohême, n'ont pas remporté de triomphe aussi retentissant que les fondateurs de l'unité allemande ou italienne. Si l'on se rend compte cependant du point d'où ils partaient et des ressources dont ils disposaient, on reconnaitra que les résultats acquis ont dépassé les prévisions les plus optimistes. — Quel sera l'avenir de la monarchie autrichienne? Il est difficile de le prévoir, bien que je ne croie guère pour ma part aux prophéties qui annoncent sa dissolution prochaine. En admettant même les circonstances les plus défavorables, quand la Bohême devrait être englobée dans l'Empire germanique, la race tchèque a été si fortement disciplinée et elle a si solidement chevillée au cœur la volonté de vivre, que les plus rudes épreuves ne dépasseraient pas son énergie. Et si, comme j'en ai la conviction raisonnée, les haines ont atteint leur paroxysme, si la réconciliation doit sortir de l'excès même des passions, les patriotes sont en état de faire leurs conditions et d'obtenir pour leur peuple les

garanties d'indépendance qui, en le protégeant contre les surprises de l'avenir, lui permettront d'apporter au concours universel des nations des forces qui se seraient étiolées sous la domination étrangère. Ils n'ont pas été ainsi, comme essaient de le prétendre leurs détracteurs, les timides gardiens d'un idéal dépassé, mais de bons ménagers de l'avenir.

On ne diminue en rien leur dévouement et leur mérite, on comprend mieux l'origine et le caractère de leur œuvre, en remarquant que la seconde moitié du xviiie siècle voit renaître une longue série de nationalités oubliées, Roumains, Grecs, Magyars, Slaves surtout. En 1762, le bulgare Pajsij gourmande « les insensés et les fous... qui ne font rien pour la langue bulgare, apprennent le grec et rougissent quand on les nomme slaves ». — Dans un pauvre couvent de Serbie, Dosithée Obradovitj (1739-1811), le rénovateur de la littérature serbe, médite les ouvrages où s'allumera la foi de Vouk Stefanovitch Karadjitj, un de ces grands écrivains, qui au début du siècle, sonneront la diane aux peuples de l'Europe orientale. — En Dalmatie, en Slavonie, chez les Croates et les Slovènes, quelques ecclésiastiques, pris de pitié pour le peuple, veulent lui fournir les moyens de s'instruire et sont amenés par là à écrire dans le dialecte qu'il comprend. — En Pologne, le malheur épure les âmes et le père Marc ouvre la glorieuse série des poètes qui versent aux jeunes courages l'ivresse du sacrifice : « Ton peuple, ô Pologne, ne portera pas de fleurs, tant que tu ne t'en serviras pas comme d'une lance; ...alors seulement, les siècles reprendront leur course vers l'éternité. » — Et, tandis que les Polonais crachent leur désespoir au front des Russes qui les écrasent, ceux-ci commencent à s'agiter sous le despotisme des Allemands qui les gouvernent : au-dessous de la cour cosmopolite et de la littérature occidentale, perce l'école de Karamzin.

Le levain généreux qui a soulevé cette pâte, c'est la philosophie du xviiie siècle, ce sont les doctrines d'émancipation qui, venues d'Angleterre et prêchées par la France,



ébranlent le monde ancien. Il est aisé de nous montrer les faiblesses et les défaillances des Encyclopédistes, il est piquant de prouver que Voltaire était un courtisan très adroit, et je ne conteste pas l'intérêt de ces études de détail, pourvu seulement qu'elles ne nous fassent pas oublier que ces flagorneurs de Frédéric et de Catherine II furent les apôtres de la liberté et qu'ils poursuivirent d'une haine constante l'injustice et l'oppression.

Plus tard, chez Rousseau et ses disciples, l'idée démocratique se précise : non seulement ils revendiquent pour tous le droit à l'instruction et au bonheur; mais, en accordant une sorte de supériorité au sentiment et à l'imagination, qui sont des facultés instinctives, ils sont amenés à voir dans le troupeau des déshérités et des ignorants la source féconde de la vie morale et politique; ils renversent ainsi les barrières les plus solides, suppriment les différences de castes et, sous la croûte superficielle des aristocraties, ils aperçoivent la foule, anonyme et misérable, réserve sacrée de l'avenir, matrice éternellement bénie d'où sortent les pensers nouveaux et les labeurs heureux. — Au nom de quel principe, en vertu de quel verdict impie exclure telle ou telle race, la condamner à une infériorité éternelle? Les arguments qui portent contre les injustices individuelles, n'ont-ils pas la même valeur contre la hiérarchie des peuples, et, si Dieu n'a pas dit à certains hommes : commande, et à d'autres : obéis, où sont les titres des nations qui se décernent un brevet de supériorité? — Il est très difficile d'établir la filiation des idées, surtout quand elles arrivent simultanément de plusieurs côtés. Il est incontestable que les théories de Rousseau avaient pénétré en Bohême dès la fin du XVIII[e] siècle et elles y avaient été en particulier répandues par diverses loges maçonniques; elles s'y étaient propagées d'autant plus rapidement qu'elles répondaient aux besoins les plus profonds des races slaves, mystiques et éprises d'égalité, et qu'elles paraissaient un écho élargi de l'Unité des Frères et de Comenius. Elles ne s'emparèrent

complètement des esprits que vers 1815, et les impressions primitives furent fortifiées et exaltées par l'influence des écrivains allemands, Kant, Gœthe et spécialement Herder.

Quiconque est un peu habitué à suivre les métamorphoses déconcertantes des systèmes et sait avec quelle plasticité ils subissent la pression des milieux, ne s'étonnera pas de voir le rationalisme cosmopolite franco-germanique aboutir à une exaspération des passions patriotiques, et les sarcasmes des contempteurs du passé se résoudre en un hymne d'admiration pour des souvenirs oubliés. L'idée essentielle demeure la même, faite du respect de l'individu, du culte de la nature, de la pitié pour les faibles et les humbles.

L'évolution des idées égalitaires et émancipatrices en fanatisme national fut facilitée et hâtée en Bohême à la fois par les généreuses ardeurs et les violences maladroites de Joseph II. Au moment où il ouvrait largement le pays aux théories occidentales, l'application imprudente qu'il en faisait contraignit les hommes qui avaient d'abord adopté en bloc ces doctrines, à les examiner de plus près; ils n'abjurèrent pas leur credo, mais éprouvèrent quelques doutes sur les conséquences qu'en avait tirées l'Empereur et la manière dont il avait réalisé l'enseignement de ses maîtres. La conscience des penseurs, une fois éveillée, trouva une précieuse indication dans les répugnances de la foule pour le régime nouveau. Les paysans n'avaient que de la haine pour la civilisation allemande qui était représentée par le seigneur, l'agent du fisc et le juif usurier. Les deux siècles qui venaient de s'écouler n'avaient laissé dans leur esprit que l'impression d'un affreux cauchemar : depuis la bataille de la Bila-Hora, ou même depuis l'avènement des Habsbourgs, quel était le prince dont le nom eût pu se graver dans la mémoire du peuple? Il faut bien pourtant un aliment à la pensée, à la fantaisie : les paysans cherchaient un refuge contre un présent odieux dans un passé lointain; il n'était pas jusqu'à ceux qui adoraient la statue de Népomucène qui ne sussent

cependant que c'était un parvenu, d'origine récente, et leur prière naïve montait vers Saint-Venceslas et Jean Hus qu'ils vénéraient également comme les patrons du royaume. Çà et là s'étaient conservés des groupes d'hérétiques, fort énergiques, relativement instruits, entourés du respect de ceux-mêmes qui n'osaient pas imiter leur courage : ils avaient oublié le catéchisme, mais ce qu'ils savaient, c'est que jadis le royaume avait été libre et les paysans redoutés.

Les eaux les plus pures roulent des détritus corrompus, et les mobiles les plus nobles se panachent de calculs mesquins : les cercles agricoles, peuplés par les Tchèques, se plaignent dès lors, non sans raison, d'être sacrifiés aux cercles industriels, habités par les Allemands ; on interdit l'exportation des céréales pour que la main-d'œuvre soit à bon marché, et d'autre part les droits protecteurs élèvent le prix des objets manufacturés dont les paysans ont besoin : qui profite de leur gêne ? — L'Allemand, l'étranger, l'éternel ennemi, celui à qui au moyen âge des rois imprévoyants ont livré les marches du pays. L'heure de la revanche ne sonnera-t-elle donc jamais ? C'est dans cette atmosphère que grandissent la plupart des protagonistes de la littérature tchèque ; ils sortent des rangs du peuple, beaucoup ont des origines hérétiques, ils ont vu couler les larmes de leurs parents, ils ont dès la première heure, à l'école, subi les railleries de leurs camarades allemands, ils gardent leur vie durant la rancœur d'un système d'éducation qui leur a imposé la camisole de force d'un dialecte étranger. Comment ne seraient-ils pas tentés de réclamer pour leur race une situation moins humiliée ! Autour d'eux, c'est comme un frisson de réveil : les autres Slaves, même les moins civilisés, s'agitent sous le joug ; les Tchèques resteront-ils en arrière et, dans le combat qui s'ouvre, les descendants des Hussites seront-ils les seuls à manquer au rendez-vous ?

Les guerres révolutionnaires entretiennent une agitation favorable aux désirs d'indépendance, en même temps que

le rôle prépondérant de la Russie caresse l'orgueil des opprimés qui, dans leur pays, supportent avec une irritation croissante l'outrecuidance germanique. Quand les Russes et les neiges eurent détruit la Grande Armée, a écrit Heine, les Allemands se révoltèrent. Bien longtemps avant lui, Vojtiéch Neyédly montrait la Russie libre et fière, debout en présence du conquérant corse, devant lequel l'Europe entière était prosternée. L'incendie de Moscou a inspiré à Tchélakovsky une de ses pièces les plus réellement belles : — « Ce n'est pas la grêle, ce n'est pas l'ouragan qui, sur la vaste plaine, a couché la moisson. Au pied de la vieille Moscou, sur les champs, dans les vallées endeuillées, beaucoup de braves soldats russes, beaucoup de soldats français ont touché de leur front la terre humide. A vous, enfants fidèles d'une mère illustre, à vous, les défenseurs de la patrie adorée,... en récompense de votre vaillance, du sacrifice précieux de vos vies, nous offrons cette fête des morts ; jamais le monde n'en a vu de semblable, jamais les oreilles humaines n'ont rien entendu de pareil. Nous n'avions pas assez de cierges, nous n'avions pas assez de cire et de lumières pour la multitude de vos âmes, et dans le temple de Dieu, nous allons allumer un seul flambeau, c'est la mère Moscou, en votre honneur, mes fils, et pour la honte de nos ennemis. » — Ce flambeau magnifique fut pour les Slaves la nuée qui dans la nuit du désert ralliait les Hébreux découragés et les guidait vers la terre promise. L'impression produite sur les âmes par l'héroïsme moscovite fut d'autant plus profonde que la politique autrichienne était plus plate et plus misérable [1].

1. **Divers écrivains** ont essayé d'expliquer les causes de la Renaissance **tchèque. Skene,** qui, en sa qualité de Morave, aurait pu facilement être **mieux informé, n'y** voit qu'un complot de grands seigneurs qui se servent **de leurs chapelains** et de leurs précepteurs pour susciter une opposition **favorable à leurs intérêts** personnels. — Si les Moraves n'avaient eu d'autres guides que les nobles, il y a longtemps qu'ils auraient oublié leurs traditions et leur dialecte ! — Helfert et Jiretchek rattachent exclusivement le mouvement tchèque à la réaction provoquée par les essais de germanisation de Joseph II. Ils ne tiennent pas compte de ce qu'il y a d'universel dans un élan qui se produit en même temps en Bohême, en Pologne, en Bulgarie,



*
* *

Depuis quelques années, une réaction timide se manifeste en faveur de François Ier [1] (1792-1835), sans qu'aucun de ses défenseurs ait apporté jusqu'à présent de raison assez probante pour infirmer le verdict plutôt sévère des contemporains. Avec Marie-Thérèse une heureuse alliance avait rajeuni le sang des Habsbourgs sur qui pesait la double hérédité de Charles le Téméraire et de Jeanne la Folle, et l'exubérante activité de Joseph II, non moins que la souplesse alerte de Léopold, rappellent avec évidence les qualités de ces ducs de Lorraine qui, grands ferrailleurs et adroits diplomates, après avoir rempli le XVIIe siècle du bruit de leurs aventures, n'avaient abandonné leur couronne ducale qu'en la troquant contre

etc., et ils oublient que presque tous les précurseurs de la Renaissance tchèque sont des « éclairés », des « Joséphins » qui, s'ils regrettent certaines des mesures de l'Empereur, n'en demeurent pas moins des voltairiens. — Masaryk, qui est aujourd'hui un des chefs de la jeunesse tchèque, a eu le mérite de rattacher les événements de Bohême à la fois à son histoire antérieure et à l'évolution générale des Slaves. Malheureusement, il est dominé par des préoccupations mystiques qui l'amènent souvent à des conclusions déconcertantes. Kaizl a montré combien plusieurs de ces hypothèses étaient gratuites et combien surtout Masaryk exagère l'influence des tendances romantiques et religieuses. Que les traditions de l'Unité des Frères et de Komensky aient exercé une grande influence sur la Renaissance bohême, c'est incontestable, mais elles n'ont agi qu'indirectement et sous la forme que leur avaient donnée les écrivains du XVIIIe siècle. Voir dans Dobrovsky et Havlitchek des continuateurs directs des Frères, c'est aller à l'encontre des faits les plus évidents; leur attribuer des préoccupations chrétiennes, de manière à les transformer en précurseurs de Tolstoï, c'est une fantaisie qui prouve seulement la puissance d'imagination de Masaryk. — Murko de son côté a singulièrement exagéré les influences allemandes, bien que je sois loin d'en méconnaître l'importance. — En somme, la Renaissance bohême, déterminée par la politique de Joseph II et soutenue par le progrès général de la conscience slave, a été exaltée et quelquefois dévoyée par le romantisme allemand; dans son fond permanent et essentiel, elle est avant tout un des épisodes de l'évolution démocratique du siècle, qui a ses origines dans le rationalisme philosophique.

1. Le fils aîné de Léopold, François, porte comme Empereur d'Allemagne le nom de François II; il déposa la couronne impériale en 1806 et on le désigna dès lors sous le titre de François I, Empereur d'Autriche.

l'Empire. Marie-Thérèse, souvent mieux inspirée, choisit pour femme à Léopold, Marie-Ludovique, fille de Charles III d'Espagne, issue de cette lignée de Bourbons ibériques qui, de Philippe V à Charles IV, ont toujours été guettés par la folie. Presque tous les frères de François Ier furent atteints de troubles nerveux graves; son fils Ferdinand Ier fut épileptique et idiot. N'y a-t-il pas une part de maladie mentale dans la phobie de François Ier pour ce qui, de près ou de loin, ressemble à un progrès? — Le misonéisme est un trait universel de l'esprit humain : à un certain degré cependant et quand il affecte une forme violente, il prend un caractère suspect.

L'exemple de son père et l'éducation qu'il reçut, accrurent chez l'enfant cette horreur instinctive de la nouveauté. Léopold, très soupçonneux, avait fait de la police le principal ressort du gouvernement, et sa défiance n'épargnait même pas ceux à qui il était obligé de déléguer une part de son autorité. Le mobile essentiel de François Ier fut une sorte de peur nerveuse : même vers la fin de sa vie, alors que des succès imprévus auraient dû le rasséréner, il est hanté par la terreur des complots; cela finit par lui créer comme une originalité, lui donne à distance l'apparence d'une certaine tenue. Il a érigé en système son vice essentiel : il veut éviter la plus légère secousse; tout assoupir, tuer jusqu'au désir de l'action, consolider son repos par l'immobilité générale, il n'a pas d'autre idéal politique.

Il n'est pas étonnant que, dès la première heure, il ait été antipathique à Joseph II. Ce neveu, lent, lourd, apathique et sournois, qui n'avait appris ni à danser ni à faire des armes, ni à monter à cheval, paraissait au turbulent souverain incapable « de servir l'état dans un emploi quelconque »; il ne lui reconnaissait guère d'autre qualité qu'une certaine application, « mais il y a là plutôt de la machinalité; il n'y a rien de lui : les pensées n'y sont pas ». Pour le dégourdir, il l'appela à Vienne, essaya de l'initier aux affaires : l'élève était peu doué et le précepteur détestable. Les sautes d'humeur de Joseph eussent découragé

des volontés mieux trempées que celle de François : le jeune homme, ahuri, ne songeait qu'à se mettre à l'abri des algarades. Il garda de ce surmenage une courbature incurable. Pendant tout son règne, qui fut long, il ne se haussera jamais à l'intelligence des intérêts généraux, s'absorbera dans des pratiques futiles, cachant une indifférence égoïste et une absolue sécheresse d'âme sous les dehors d'une bonhomie paterne.

Il ne fut pas impopulaire parce que ses défauts n'étaient pas désagréables à la plupart de ses sujets. L'éducation à laquelle les Autrichiens avaient été soumis durant des siècles avait supprimé chez eux le besoin même de la pensée; le despotisme douceâtre des Habsbourgs avait imprimé à la longue une certaine naïveté à l'âme du peuple et donné à la vie publique un caractère idyllique. Les Viennois, dotés par Joseph II de libertés qu'ils n'avaient pas sollicitées, avaient fait joujou avec les idées nouvelles: ils en étaient déjà ennuyés et ils revinrent sans regret à leurs antiques amusements, la musique et la gaudriole. La Révolution française ne les détourna pas une heure de leurs distractions favorites.

Il n'en fut pas absolument de même en Hongrie et en Bohême où, sous l'action des nouvelles de France, l'agitation des dernières années se continua dans un cercle restreint. Les concessions de Léopold avaient cependant satisfait sur les points essentiels le clergé et la noblesse qui, effrayés par l'explosion révolutionnaire, se serrèrent auprès du gouvernement. Comme de plus les partisans des réformes ne formaient pas un groupe organisé, l'opposition se borna à d'incertaines manifestations sans portée, qui furent facilement étouffées et qui servirent seulement au roi de prétexte commode pour établir un régime d'impitoyable compression. — François avait appris de son père qu'il est plus aisé de prévenir le mal que de le conjurer. « L'essence de l'État, disait Léopold dans son règlement du 1er septembre 1790, réside dans l'union de la volonté et des forces de tous les citoyens, et sa loi suprême est le

maintien de l'ordre public; tout ce qui menace cet ordre public, tout ce qui provoque ou paraît pouvoir provoquer des troubles et des divisions, tout ce qui diminue l'obéissance due au prince et fait que les devoirs politiques ou religieux sont accomplis avec plus de tiédeur, doit donc être considéré comme suspect. Les règles de la prudence ordonnent, pour prévenir ces résultats fâcheux, d'interdire les livres qui critiquent ou blâment les lois souveraines, parce qu'ils affaiblissent chez les sujets l'esprit d'obéissance et rendent plus difficile l'exécution des volontés du roi. » Son successeur se pénétra de ces instructions et l'appareil gouvernemental fut organisé de manière à signaler les plus légères manifestations libérales et à les étouffer aussitôt. Le ministre dirigeant, Thugut, qui détestait la Révolution, — la hache seule peut éteindre cet incendie, disait-il avec une certaine hardiesse d'image, — avait trop d'expérience et de fermeté pour s'effrayer d'incidents isolés, et il eût volontiers négligé ces vétilles. L'Empereur les prenait plus au tragique : il avait pour confidents, des niais, tels que Colloredo, à qui, suivant Lacuée, « on s'accordait généralement pour refuser les moyens même ordinaires », ou des ambitieux qui, comme Saurau ou le comte Pergen, espéraient établir leur crédit en accueillant les plus invraisemblables dénonciations. Leur triomphe fut le procès de 1795, à la suite duquel le lieutenant-colonel Hebenstreit fut pendu et dans lequel furent impliqués un certain nombre de Hongrois, dont la culpabilité se bornait à avoir pris au sérieux les prédications iconoclastes de Joseph II. Il n'est pas démontré que la cour elle-même se soit fort alarmée des crimes qu'on leur imputait : dans le doute, l'occasion lui parut bonne pour jeter la terreur parmi les mécontents.

En Bohême, les francs-maçons suivaient d'assez près les événements de France, et les Illuminés, que n'effrayaient pas les théories radicales, avaient dans les Loges un certain nombres d'adeptes. Les paysans étaient visiblement irrités du rétablissement 'e la corvée : déjà en 1775, on signalait



le danger qu'il y avait « à implanter dans leurs têtes le désir de liberté, dont ils n'avaient certainement rien moins qu'une idée juste », et depuis leur attitude n'était certes pas plus pacifique. Les émeutes qui, dans diverses parties de l'Allemagne, en particulier en Saxe, coïncidèrent avec les troubles de France, accrurent l'épouvante de la cour. Elle ordonna aux gouverneurs de redoubler de surveillance. Le 11 novembre 1792, des primes étaient offertes à quiconque dénoncerait les perturbateurs qui affichent ou propagent des bruits et des appels inquiétants et « fournissent ainsi aux politiques de carrefour l'occasion de montrer leur sagesse et leur science dans les cabarets et les cafés [1] ». Les nouvelles qui arrivaient de Prague, paraissaient menaçantes. On continue à répandre et à afficher des placards séditieux, écrivait le Grand-Burgrave; j'en ai encore reçu deux. On raisonne de plus en plus dans les cafés et dans les auberges, comme j'en suis averti par la police secrète. — L'armée même était menacée par l'infiltration des idées nouvelles : « Je me suis entendu avec le gouverneur militaire : dès qu'on signalera un officier dans ce cas, il sera, sur l'heure et sans plus, livré aux prévôts. Quant aux civils, j'ai promis une prime à chaque agent secret qui me livrera un tel raisonneur ou toute autre personne convaincue d'avoir écrit et distribué un pamphlet, ou mêlée de n'importe quelle manière à une affaire analogue. Quelques personnes de la municipalité sont suspectes de chercher à gagner des voix par leur attitude d'opposition. »

On craignait que la Bohême ne fût particulièrement visée par les émissaires français : « Le bruit est généralement accrédité, bien que d'ailleurs sans fondement, que les agitateurs y trouveraient des raisons et des matières pour leur système de désordre. » — Ces terreurs reposaient-elles sur quelques indices précis? Rien ne permet de l'affir-

1. Geheime Aktenstücke, publiés dans la Correspondenz, Prague 1868, (novembre).



mer, et la question de la propagande révolutionnaire est des plus obscures. Dans tous les cas, la Chancellerie d'État écrivait aux gouverneurs qu'on avait « remarqué çà et là qu'on affichait et qu'on répandait des pamphlets et des publications scandaleuses », et leur ordonnait « de regarder comme l'auteur de la publication et de frapper en cette qualité d'une punition exemplaire, sans acception de classe, les personnes trouvées en possession de pasquins, manifestes, appels ou autres écrits analogues, ou qui seraient convaincues de les avoir communiqués à d'autres oralement ou par écrit ». La police était invitée à surveiller de près les étrangers; les émigrés n'échappaient pas au soupçon et ils étaient entourés d'espions.

La Chancellerie réclama un rapport détaillé sur l'état des esprits. Les renseignements qui lui arrivèrent de la Bohême orientale, le centre éternel du radicalisme, étaient assez pessimistes : — « Le fanatisme qui se répand partout d'idées de liberté exagérée, écrit-on de Litomychl, commence à avoir tellement cours parmi le peuple des campagnes, que je ne puis plus le regarder d'un œil indifférent. Tant que les paysans ont traité les événements de France, des Pays-Bas et même d'Allemagne, comme de l'histoire, il m'a paru suffisant de leur donner quelques instructions amicales. Mais les cas deviennent toujours plus nombreux où ils osent discuter avec moi. Ainsi un d'eux a crié en passant sous ma fenêtre : Vive la liberté française! A la potence, les officiers! Un autre, qui se plaignait de divers griefs, a ajouté en présence de beaucoup de ses compagnons : Je ne serais pas étonné que l'on aille chez nous aussi loin qu'en France. Un troisième : Croyez-moi, cela ne marchera pas bien tant que nous n'aurons pas massacré tous ces seigneurs et ces prêtres. » Dans leurs cabarets et devant leur verre d'eau-de-vie, beaucoup vont plus loin encore. — « Je sais bien, ajoute le policier, qu'avec le bien-être qui règne ici et la sagesse du gouvernement qui accorde à tous une exacte justice, un soulèvement n'est guère à redouter »; à la longue

cependant, l'impunité pourrait affaiblir le respect dû à l'autorité.

Le capitaine du cercle de Chroudim, Poulpan, signale la présence d'un assez grand nombre de bavards et de malpensants. Les journaux tchèques, que presque tous les prêtres reçoivent et qui arrivent aux mains des paysans par lesquels ils sont lus avec une extrême avidité, contribuent beaucoup à ces mauvaises dispositions du peuple; il serait difficile de les interdire, mais la censure devrait veiller à ce qu'on y parlât de la Révolution française sur un ton et avec des remarques propres à effrayer le peuple et à lui inspirer l'amour de l'ordre, de la jouissance paisible de la propriété et de l'obéissance aux lois. Poulpan proposait encore un moyen pour relever la considération des fonctionnaires, c'était de distribuer aux braillards de quinze à vingt-cinq coups de bâton, ce qui les rendrait plus réservés : « Cependant, pour ne pas se tromper, il n'a rien voulu faire avant d'avoir averti son Excellence. » — Le gouverneur de Bohême, Lazansky, qui était un esprit froid et modéré, ne prit pas ces révélations au tragique, et, en invitant Poulpan à punir conformément aux lois ceux qui menaceraient l'ordre public, il lui recommanda de ne pas voir un factieux dans le premier ivrogne venu.

Que conclure de ces indications? — Il est probable que, dans une partie au moins du royaume, les idées françaises avaient été accueillies avec faveur, mais nulle part on n'aperçoit ni programme précis ni surtout trace de complot. On signale bien de petites émeutes rurales : des serfs refusent la corvée, des conscrits se réfugient dans les bois, les soldats sont accueillis à coups de pierres [1]. — Ces incidents ne sont pas rares dans l'histoire de la Bohême et ils ne paraissent pas avoir alors une gravité spéciale.

La nouvelle de la mort de Louis XVI éloigna du parti français les modérés et les poltrons : même dans les cercles de Tchaslav, de Boleslav, de Kourzim et de Kralové-

1. V. sur les dispositions du peuple en 1793, les Mittheil., 1892.



Hradets où une partie de la population témoignait d'une indifférence qui scandalisait les fonctionnaires, beaucoup d'habitants, si nous en croyons un témoin contemporain « avaient passé de l'enthousiasme à l'horreur ». Dans le reste du pays, l'épouvante, sinon l'indignation, était générale.

La Direction centrale de Vienne s'arrangea pour maintenir ces dispositions favorables : — on rendra une justice exacte aux paysans, de manière à ce qu'ils n'aient pas à invoquer des griefs légitimes, on dédaignera les nigauds et les fous; on sévira avec d'autant plus de décision contre les malveillants. La bastonnade soulève de sérieuses objections : les coups irritent plus qu'ils n'effraient; mieux vaut inspirer la terreur, répandre le bruit que les suspects seront envoyés à l'armée, jetés en prison ou déportés sur les frontières de Turquie; dans le cas où ces bavards feraient mine de passer à l'action, on recourra sans hésitation aux mesures de rigueur; le gouvernement de Vienne sera tenu au courant des moindres incidents qui seraient de nature à menacer l'ordre public. — A ces instructions, François II avait ajouté de sa main une note où il recommandait de rappeler doucement aux prêtres qu'ils devaient montrer beaucoup de discrétion dans le prêt des journaux; les écrivains tchèques seraient invités à une extrême prudence et les censeurs redoubleraient de surveillance.

Nous ne savons pas de quelle manière ces instructions furent appliquées; la police et les seigneurs possédaient un pouvoir discrétionnaire, et l'arrestation de quelques paysans ne laissait guère de traces. La surveillance la plus active n'empêchait pas le mécontentement : « nous devons fournir beaucoup de corvées, disaient les habitants, payer les impôts, et, de plus, on nous prend tous nos gens pour la guerre », des prophéties annonçaient la levée prochaine du soleil de liberté. Les autorités avaient particulièrement l'œil sur les dissidents, dont les droits étaient très parcimonieusement mesurés et qui étaient soumis à diverses taxes supplémentaires. En 1797, le supérintendant des



Réformés en Moravie fut arrêté et, après avoir reçu dix coups de bâton, il révéla, dit-on, un projet « de rébellion helvétique » [1]. Conspiration fort invraisemblable ! Dans tous les cas nous ne trouvons pas la moindre preuve d'un commencement d'exécution.

Les seigneurs exploitèrent les terreurs officielles pour enterrer décidément la question du rachat des corvées. En 1798, comme le blé était très cher, ils attribuèrent la disette aux paysans qui refusaient de travailler : pour en finir avec leurs récriminations perpétuelles, il fallait les mettre en demeure de racheter leurs prestations dans un temps déterminé ; naturellement le prix de leur émancipation serait fixé par le propriétaire ; le délai expiré, aucun changement ne pourrait être apporté à la condition de ceux qui n'auraient pas profité du bénéfice de la loi. — Le gouvernement refusa de garantir ainsi la perpétuité des corvées, et la patente du 1er septembre 1798 réserva aux paysans le droit de se libérer quand il leur conviendrait. Concession de pure forme puisqu'elle laissait les seigneurs maîtres de fixer le prix de l'affranchissement. Les capitaines des cercles veilleraient seulement à ce que les contrats ne fussent pas trop onéreux pour les cultivateurs. La restriction était élastique et, dans l'interprétation la plus favorable, elle ne pouvait qu'arrêter les rachats. Les fonctionnaires furent en même temps invités, tout en ne permettant pas que les paysans fussent opprimés, à ne pas les protéger injustement et à éviter ce qui serait de nature à répandre l'esprit d'insubordination et de révolte. — Cette neutralité théorique du gouvernement garantissait en fait l'arbitraire de la noblesse, et d'autres dispositions de la loi, qui favorisaient les majorats et les fidéicommis, indiquaient que la cour avait décidément rompu avec les tendances de Joseph II. Les seigneurs n'en demandaient pas davantage et, tranquilles désormais sur leurs intérêts matériels, ils oublièrent vite leurs revendications politiques.

1. Journal historique pour l'histoire du protestantisme bohême.



Quand quelques libéraux reprirent en main la question de la représentation des villes à la Diète, on leur répondit qu'en principe leur demande était intéressante, mais que « dans les conjonctures actuelles, la moindre innovation était grave » parce qu'avec l'esprit de vertige universel, on serait exposé ensuite à de nouvelles réclamations qui ne pourraient pas toujours être refusées par des raisons suffisantes (22 juin 1792) [1]. Au nombre des hommes qui signèrent cet aveu d'impuissance, se rencontraient des progressistes effrayés par la Révolution. Aussi, quand la Chancellerie recommanda au Grand-Burgrave de veiller à ce que les États évitassent à l'avenir de prendre le nom de Convention nationale, comme il leur était arrivé quelquefois, « ce qui était un titre complètement faux, une véritable hérésie politique... et, dans les circonstances, constituait une sorte d'inconvenance », la majorité s'inclina et elle refusa de suivre les entêtés qui lui proposaient de se désigner comme « les États et représentants de tous les sujets du royaume ». — Les progrès les plus bénins n'étaient guère moins suspects à l'oligarchie qu'au roi.

Comment une noblesse ainsi égoïste et apeurée aurait-elle eu le courage de maintenir les prérogatives du Royaume en face du souverain !

Léopold était mort avant que les négociations avec la Diète fussent terminées. En général, il ne lui avait pas ménagé les promesses. Les États les rappelèrent à son successeur, lui demandèrent des concessions plus précises. Il les ajourna à la paix et, quand ils revinrent à la charge après le traité de Lunéville, on ne leur répondit pas. Ils se découragèrent et assistèrent avec une résignation indifférente aux lentes usurpations qui les dépouillaient des pauvres droits qu'ils avaient un moment cru avoir reconquis. Le Comité du pays, qui était leur principal agent d'exécution, perdit jusqu'à l'apparence de l'indépendance. Divers membres de la Diète essayèrent d'user

1. Kalousek, p. 509.



de leur initiative : leurs propositions ne furent même pas discutées. Léopold avait déclaré aux États qu'il les consulterait sur les lois générales : sous prétexte de tenir cet engagement, le décret du 30 avril 1792 créa une « commission de concertation » qui fut chargée d'examiner les projets du gouvernement : un représentant de la Diète y était perdu au milieu de la foule des fonctionnaires. Les Seigneurs demandèrent du moins que, dans les questions graves, leur délégué fût obligé d'en référer à l'assemblée plénière des États : satisfaction platonique qu'il n'y avait aucune raison de leur refuser ! On leur permit même de discuter quelques articles du nouveau Code civil ; seulement personne ne s'inquiéta de leurs résolutions.

Jusqu'au droit de la Diète de voter l'impôt direct qui était contesté ! Dieu sait pourtant que sa bonne volonté eût mérité plus de ménagements : elle accordait tout ce qu'on lui demandait, avec de très humbles observations sur la ruine du pays. Son ambition se bornait à réclamer des égards, un certain contrôle sur l'assiette et la perception de l'impôt. Le gouvernement répondait par des fins de non-recevoir : le temps pressait ; dès que les circonstances le permettraient, on reviendrait aux pratiques normales. Que les États pussent à l'occasion refuser la contribution, cette idée ne se présentait à l'esprit de personne, et la preuve, c'est qu'il n'y avait même plus de vote. On leur donnait lecture des propositions royales, puis on ne s'occupait plus de rien ; les comptes n'étaient pas arrêtés, les exercices n'étaient pas clos. Au moment de la banqueroute de 1811, dans cette crise terrible qui ébranla l'État et toutes les fortunes privées, personne ne s'occupa de la Diète.

Au milieu du fracas des trônes qui s'écroulaient, qui donc eût songé à défendre des prérogatives surannées ? La guerre perpétuelle absorbait l'attention et épuisait les énergies. Puis, quand on redoutait chaque jour l'effondrement de la monarchie, la plus légère réclamation prenait des allures de haute-trahison. La plupart des nobles étaient attachés



au souverain par des liens de fidélité personnelle et ils auraient regardé comme indigne de leur loyauté d'ajouter à ses tristesses par des récriminations intempestives. La monarchie était dans un état perpétuel de transformation : parmi les provinces perdues, plusieurs, comme les Pays-Bas et le Tyrol, conservaient d'assez larges libertés et opposaient une sérieuse résistance aux empiétements du pouvoir central ; leurs prérogatives profitaient aux autres. Les territoires nouveaux au contraire n'avaient ni titres ni garanties; le gouvernement les modelait à sa guise, et les administrateurs y contractaient l'habitude du despotisme.

On vivait d'un bout à l'autre de l'Empire sous une sorte d'état de siège, et les nécessités de la guerre émoussaient les besoins de liberté, ou, dans tous les cas, ils n'émergeaient plus à la surface. Ceux des hommes qui demeuraient convaincus de la nécessité de réformes profondes, ne fréquentaient plus les assemblées, où ils n'avaient aucune chance d'être entendus. Ils en abandonnaient ainsi la direction aux égoïstes et aux sots qui n'attachaient d'importance qu'aux plus vaines futilités et se consolaient de leurs déboires en obtenant la permission de porter un habit rouge; encore après 1830, la Diète consacrait de longues séances à discuter l'uniforme, la culotte de cérémonie, l'habit de petite tenue, les galons, les broderies. En 1837, à une époque où depuis longtemps les sessions s'écoulaient dans un calme souverain, un orage surgit à propos d'une ordonnance qui autorise les membres des États à porter des galons d'argent de la même largeur que les fonctionnaires de sixième classe. — Pour qui les prenait-on? Ils n'étaient pas des employés : ils voulaient des galons d'une largeur spéciale. Ils étaient faits pour s'entendre avec un gouvernement qui dénonçait comme ennemis publics les hommes qui préféraient les pantalons aux culottes courtes et portaient des gilets à revers et des cravates à la Jacobine.

« Votre seule et suprême mission, disait le comte Wallis aux seigneurs le 9 septembre 1805, consiste à prévenir même les plus fugitifs désirs du souverain. » Ils n'y con-



tredisaient pas, et non seulement par servilité, mais à cause d'une affinité naturelle profonde. Comme François Ier, ils avaient horreur du mouvement et ce qui existait leur paraissait sacré. Le mot de réaction, par lequel on désigne souvent le gouvernement de François Ier n'est pas absolument exact; conservateur, convient beaucoup mieux, à condition de prendre le terme dans son sens complet. De 1800 à 1848, l'Autriche demeure figée dans une véritable catalepsie.

Jamais les esprits n'ont été ployés à une discipline plus rigoureuse. « Si peu disposé que je sois, disait l'Empereur au lendemain de son avènement, à interdire une liberté modérée de la presse, je m'étonne de voir que divers journaux annoncent des changements et d'y lire des nouvelles en l'air et sans fondement. » Depuis lors, il ne cesse de multiplier les précautions pour empêcher cette « liberté modérée » de dégénérer en licence. — Les censeurs contrôleront, avant d'en permettre la publication, l'exactitude des renseignements que donnent les journaux, ils écarteront les livres suspects; la police est spécialement invitée à poursuivre les écrits clandestins. Le 3 février 1793, on interdit tout ouvrage, « national ou étranger, qui présentera sous un jour favorable les événements de France... et s'inspirera de principes opposés au système d'une monarchie bien organisée et en particulier des États autrichiens ». Le décret du 22 février 1795 fixe le régime général de la librairie : chaque auteur remettra au censeur son travail en deux exemplaires d'une belle écriture, avec une marge pour les observations; il ne cherchera pas à savoir à qui son manuscrit a été renvoyé et attendra patiemment la réponse; le censeur sera libre d'exiger des changements et des suppressions, et sa décision sera sans appel; si un écrivain s'écarte de ces indications, l'édition sera mise au pilon, et le coupable paiera une amende de 500 florins par exemplaire vendu ; s'il ne peut pas payer, il ira en prison. Le colportage est interdit : les colporteurs seront enfermés et les auteurs des livres qu'ils vendent, poursuivis.

Depuis 1781, des cabinets de lecture étaient ouverts dans les villes de quelque importance : ils sont supprimés, « parce qu'au lieu d'être utiles, ils étaient devenus nuisibles »; les bibliothèques de prêt sont interdites. Défense d'imprimer un livre à l'étranger sans autorisation préalable. Après les journaux politiques, les journaux littéraires sont visés, soumis à la plus étroite réglementation.

Les censeurs finirent par devenir suspects. Par pudeur, par respect pour le travail, par esprit de corps, il leur arrivait de laisser passer des œuvres, qui, sans avoir rien de subversif, n'étaient pas de simples panégyriques. — Ce n'est pas là le rôle de la censure, écrivait sévèrement le président de la police en 1801, elle n'a pas à faire œuvre de science, mais de surveillance : — « Avec l'esprit qui domine actuellement, quand tant d'écrivains ont une tendance visible à propager des principes contraires à la religion et à l'État, je n'hésite pas à affirmer que la police, avec la connaissance qu'elle doit avoir du public et de ses dispositions, est seule en mesure de la diriger dans un esprit qui garantisse la sûreté de l'État sans nuire à la véritable civilisation [1]. » Le 18 septembre 1801, les censeurs furent en effet subordonnés au ministre de la police. Il leur recommanda la plus absolue prudence : surtout qu'ils prissent leur temps, sans s'inquiéter des impatiences des auteurs.

La censure fut étendue aux tabatières, aux jouets, aux éventails. Une « commission de révision » fut chargée en 1803 d'examiner à nouveau tous les ouvrages parus depuis 1780 : en deux ans elle en condamna deux mille cinq cents [2]. On finit par où l'on aurait dû commencer, en ordonnant aux journaux « de ne publier en fait de nouvelles sur les affaires politiques que celles qui leur seraient transmises par le gouvernement ou qui auraient déjà paru dans le Journal officiel ».

1. G. Wolf, Gesch. des K. K. Archivs in Wien. p. 155.
2. Springer, p. 63.

En 1809, au moment du ministère Stadion, dans la pensée de réveiller l'opinion et d'exalter le patriotisme, on publia quelques circulaires libérales; personne ne les prit au sérieux, et, après la paix de Vienne (1809), on recommença paisiblement le train-train habituel : les livres continuèrent à être répartis en quatre catégories: interdits, permis sous condition, — ils pouvaient être laissés pendant un temps déterminé à des personnes recommandées, dont le nom était soumis à l'Empereur, — tolérés, ils pouvaient être lus, mais non annoncés, — et enfin autorisés; c'était la catégorie la moins nombreuse.

La police ne se contentait pas de surveiller l'opinion, elle prétendait la diriger par des circulaires, des journaux officieux, des communications qu'elle adressait à la Correspondance de Hambourg ou, plus tard, à la Gazette d'Augsbourg, — depuis 1803, — qui comptaient d'assez nombreux lecteurs dans la monarchie et achetaient par leurs complaisances la demi-tolérance dont ils jouissaient. Naturellement ces savantes combinaisons ne trompaient personne. On souriait, quand on lisait, à chaque anniversaire de l'Empereur, que les églises regorgeaient de fidèles accourus pour appeler les bénédictions célestes sur le monarque et que, dans l'après-midi, des foules joyeuses célébraient ces beaux jours dans des fêtes émues. En réalité, la popularité triviale de François ne dépassait pas Vienne, où les badauds lui savaient gré de la bonhomie de ses allures, de la facilité avec laquelle il accordait des audiences, de l'attention qu'il prêtait aux ragots qu'on lui rapportait, du jargon viennois qu'il parlait. Dans les provinces, l'atmosphère de suspicion et de peur étouffait tout esprit public et les populations ne s'intéressaient aux événements que par le contre-coup direct qu'ils avaient sur leur situation. L'émotion qu'ils provoquaient de temps en temps ne se propageait que dans un cercle assez étroit, de façon que, loin de créer un sentiment de solidarité générale entre les diverses provinces de la monarchie, elle augmentait les différences qui les séparaient. De même, la terreur que causaient au pouvoir

les écrivains étrangers, constituait une véritable protection en faveur des petites littératures provinciales.

Les mesures dont les associations internationales étaient l'objet, avaient un résultat semblable. Les francs-maçons étaient les plus redoutés, et ils avaient une influence réelle, ainsi que l'avait montré l'éclatant succès de la Flûte enchantée, qui s'explique en partie par les allusions maçonniques qu'elle renfermait. Fort mal vus par Léopold, ils inspiraient à son fils autant d'aversion que d'épouvante : en présence des dispositions de la cour, la désertion se mit dans leurs rangs, et les défections devinrent si nombreuses qu'à la fin de 1793, les derniers Frères décidèrent de se séparer, en attendant des circonstances plus favorables. François Ier, à qui cette décision fut communiquée, l'approuva fort, sans oublier ses soupçons antérieurs. On était débarrassé du mal : il fallait l'empêcher de reparaître. Les sociétés secrètes furent interdites sous les peines les plus sévères. Les employés prêtèrent serment qu'ils n'appartenaient à aucune association proscrite et renouvelèrent leur promesse par écrit : cette obligation fut maintenue de 1801 à 1848.

La suspicion du gouvernement s'étendait aux cercles les plus inoffensifs, à des réunions de bienfaisance, aux confréries religieuses ; les particuliers qui donnaient un bal, invitaient le commissaire de police, pour ne pas être exposés aux plus fâcheux soupçons. Défense aux Universités d'entretenir des relations avec les corps savants de l'étranger. Les voyages au dehors étaient presque entièrement prohibés et les passeports étaient exigés avec la plus intolérable rigueur. On parlait à Olomouts en 1798 et en 1799 d'exécutions secrètes, de citoyens enlevés à leurs familles ; ces bruits avaient leur origine dans les visites domiciliaires fréquentes et dans les agissements de la police secrète, qui s'amusait à répandre la Terreur. Les articles du Code étaient si vagues qu'ils permettaient aux autorités d'impliquer dans une accusation de complot tous ceux qui leur déplaisaient. Elles étaient d'autant plus

attentives qu'elles se sentaient épiées par une nuée de sbires et de mouchards et que les dénonciations les plus absurdes étaient accueillies sans contrôle; les notices individuelles avaient été rétablies et les fonctionnaires étaient mis en disponibilité ou à la retraite, sans qu'on les avertît des fautes qui leur étaient reprochées. Comme d'autre part les réformes de Joseph II avaient singulièrement élargi la compétence de l'État et que le nombre des candidats aux fonctions publiques était considérable, ce système politique avait un profond retentissement sur les mœurs. L'ensemble des citoyens vivait dans un état de torpeur anxieuse et de somnambulisme effaré. Aucune confiance réciproque; dans les cafés, dès qu'un étranger entrait, un silence complet se faisait. Les conversations roulaient dans un cercle étroit de plaisanteries frivoles et grossières; les mœurs étaient faciles et les supérieurs fermaient volontiers les yeux sur les fredaines de leurs subordonnés, parce qu'ils les jugeaient ainsi à l'abri de séductions plus dangereuses.

Les angoisses du gouvernement s'expliquent en partie par la défection latente des employés. François Ier se plaignait de l'esprit ironique et frondeur des fonctionnaires : — ils critiquent les ordres qu'ils reçoivent : « même dans les charges supérieures, il se rencontre des hommes qui contestent les idées qui sont les miennes... Quiconque n'est pas désigné par sa situation pour donner son avis ou quiconque n'est pas interrogé par le souverain, n'a à exprimer ni approbation ni blâme. — Les présidents veilleront à ce que les reproches ou les observations que je crois devoir adresser, soient acceptés respectueusement, sans remarque insolente [1]. »

Il est extrêmement aisé de réduire au silence des gens dont l'avenir dépend d'une note de police ; il l'est beaucoup moins d'obtenir d'eux un travail utile. La plupart des fonctionnaires étaient mécontents, mal payés, ruinés par

1. Wolf, Gesch. des Archivs in Wien, p. 238.



le change, démoralisés par l'antipathie qu'ils sentaient autour d'eux. Ils se vengeaient de leur servitude par une indolence, à demi-naturelle, à demi-calculée. François avait respecté le système de Joseph II, avec son extrême complication de recours et d'appels et son extension abusive de l'intervention directe des administrations centrales : les fonctionnaires secondaires, très adroitement, s'embusquaient dans leurs attributions pour ne rien faire. Sous les prétextes les plus futiles, ils en référaient à leurs supérieurs, demandaient des instructions; les enquêtes se multipliaient, les rapports se succédaient et les solutions étaient indéfiniment ajournées. Comme, par économie, on restreignait le nombre des expéditionnaires, en compliquant les formalités. les pièces les plus indispensables n'étaient pas fournies à temps. Beidtel raconte que la ville d'Olomouts avait sollicité en 1798 l'autorisation de construire à ses frais une salle de spectacle; l'affaire traîna jusqu'en 1818. Il faut huit ans avant d'obtenir les fonds nécessaires pour réparer une église qui menace ruine.

Beaucoup de postes étaient donnés au concours : plusieurs mois s'écoulaient avant que les formalités fussent accomplies; l'on voyait ensuite arriver en Bohême un homme dont la carrière s'était passée en Dalmatie ou en Bukovine, complètement étranger aux habitudes de la région, et qui s'acquittait mal d'une besogne qu'il ne connaissait pas. Ses subordonnés s'amusaient à le mettre en défaut. La centralisation, qui avait pour but de renforcer le pouvoir du prince, entraînait en réalité une paralysie complète de l'organisation gouvernementale : avec un personnel très coûteux et très nombreux, les affaires courantes n'étaient pas expédiées; à plus forte raison les innovations les plus urgentes, et les plus simples, se heurtaient-elles à l'indifférence sceptique ou à la nonchalance sournoise des agents qui avaient mission de les réaliser!

Les théories radicales de Joseph II demeuraient l'Évangile officiel — : « Les désirs, les avantages et les revendications des diverses provinces doivent être sacri-

fiés au besoin supérieur de maintenir l'unité de puissance de l'État tout entier. » — Seulement, cet État, abstraction redoutable à laquelle on sacrifiait les individualités historiques, il était incapable d'user des pouvoirs qu'on revendiquait pour lui et même d'organiser les institutions centrales qui auraient dû, dans la pensée de ses ambitieux représentants, imprimer aux diverses parties une direction commune. Le règne de François Ier est rempli par une série d'essais incohérents qui ont pour but de porter remède aux intolérables conflits de compétence des bureaux respectifs et des Directions auliques. Aucune de ces tentatives ne remédia au mal, parce qu'il était dans le système lui-même, qui n'était rien moins qu'adéquat aux besoins essentiels de la monarchie et à sa nature intrinsèque.

Tour à tour on réunit à la Chancellerie aulique les finances ou la justice, on lui rattacha ou on en détacha certaines provinces, sans autre succès que de jeter le désarroi dans les services. Quand la confusion devenait inextricable, on instituait des commissions spéciales, qui étaient à la fois des conseils délibératifs et des agents d'exécution ; leur intervention, mal réglée et intermittente, ne se traduisait par aucun résultat utile, de sorte que, dans un pays où aucune dissidence d'opinion n'était tolérée, la volonté du souverain n'avait de puissance que pour supprimer les éléments d'action. L'archiduc Charles, le frère de l'Empereur, signalait en 1802 « le sentiment de tristesse » que cette banqueroute de l'autorité provoquait parmi les plus fidèles sujets. — « Le zèle des meilleurs employés se refroidit parce qu'ils n'aperçoivent nul effet de leurs travaux ; toutes les branches de l'administration intérieure sont en pleine désorganisation, et un très grand nombre d'institutions introduites dans les autres États pour le plus grand avantage de leur bien être, de leur prospérité et de leur puissance, sont en Autriche des choses inconnues. » En dépit de la triple autorité de la naissance, des talents et des services, il ne réussissait même pas à suppri-

mer les graves abus de l'organisation militaire : on avait substitué le service à temps au service perpétuel, mais on laissait aux nobles et aux autorités municipales le soin de dresser les listes de conscription, ce qui prêtait naturellement aux procédés les plus arbitraires et rendait plus odieuses les levées que la guerre multipliait.

L'archiduc Charles avait obtenu en 1801 la création d'un *Ministère d'état et de la conférence;* qui, divisé en trois sections, intérieure, extérieure et questions militaires, devait, suivant les paroles de l'Empereur, « mettre dans une plus étroite union les diverses branches de l'administration » et permettre au souverain « d'embrasser d'un regard l'ensemble des affaires, de manière que le gouvernement, une fois mis en mouvement, continuât à marcher de lui-même, comme une montre bien réglée [1] ».

Malheureusement ce ressort central agissait moins comme moteur que comme obstacle. Les décisions du Ministère d'État n'étaient que des propositions, « que l'Empereur se réservait d'accepter ou de repousser »; les projets les plus urgents s'entassaient sur son bureau sans qu'il s'arrêtât à une décision, et le Ministère, déjà composé en majorité de partisans du statu quo, fut bientôt découragé par le peu de succès de ses premières ouvertures. Les réunions plénières devinrent rares et furent remplacées par des rapports écrits; les chefs de service reprirent leur autorité, et le Ministère d'État, au lieu d'introduire, comme on l'avait espéré, plus d'unité dans l'administration, alourdit encore la machine gouvernementale et compliqua d'un nouveau rouage un appareil qui semblait ingénieusement combiné pour ralentir l'action publique.

Par une sorte d'instinct, le souverain recherchait les hommes qui s'arrangeaient le mieux de cette ataxie constitutionnelle; il redoutait les jeunes gens qu'une certaine chaleur de sang induit en changement; les étrangers, c'est-à-dire les Allemands que quelques ministres appe-

1. Cité par Springer, I, 62.



lèrent à Vienne, dans la pensée d'exploiter en faveur de l'Autriche le réveil de l'opinion publique irritée par les envahissements de la France, lui étaient suspects; ceux-mêmes qui devinrent les instruments dociles de Metternich, Müller, Pilat, jusqu'à Gentz, restèrent de longues années mal en cour et ils ne conquirent les bonnes grâces de l'Empereur que quand ils eurent fourni des gages, non pas de leur sincérité, mais de leur prudence et de leur placidité. Il détestait le zèle, même quand il s'appliquait à la grandeur de sa Maison; les néo-catholiques lui étaient ainsi plus antipathiques que les protestants, parce que leur apostasie révélait une inquiétude fâcheuse; il ne se sentait en confiance qu'avec les hommes de tout repos, que ne tourmentait aucun besoin intellectuel.

A ce point de vue, les nobles offraient des garanties spéciales : aussi le nouveau souverain avait-il rompu avec les pratiques de Joseph II qui, tout en laissant encore les principaux postes à l'aristocratie, affectait de dédaigner les droits de la naissance et s'efforçait de hâter l'essor de la bourgeoisie. Les nominations furent désormais presque exclusivement déterminées par la condition sociale et les liens de parenté. L'administration ne fut plus qu'une coterie, dont les membres se ménageaient et se soutenaient mutuellement : « un système de népotisme effréné envahit rapidement les provinces occidentales, avec ses suites ordinaires, la corruption, l'intrigue et la servilité [1] ». Rien n'était mieux fait pour favoriser l'avènement des médiocres, qui considéraient leurs places comme des sinécures, ne demandaient qu'à ne pas avoir d'affaires et rabrouaient « les faiseurs de projets, les fortes têtes, les génies, les littérateurs, les patriotes ». L'Autriche devint alors ce qu'elle est demeurée presque jusqu'à nos jours, une monarchie bureaucratique, où l'autorité publique est concentrée entre les mains d'une oligarchie résignée à sa décadence politique, parce qu'elle exploite dans son

1. Beidtel, Gesch. der Verwaltung in Œst., II, p. 46.



intérêt propre la puissance de l'État. La domination de la noblesse, précisément parce qu'elle avait été un moment contestée, et aussi parce que malgré tout quelques idées d'égalité pénétraient peu à peu dans l'Empire, s'étala avec des allures de revanche et elle affecta une morgue et une insolence qu'elle n'avait pas eues sous les règnes précédents; indifférents aux questions d'intérêt général, les fonctionnaires réservèrent ce qu'ils avaient d'ardeur à maintenir dans une étroite dépendance les classes inférieures dont les progrès eussent menacé leur monopole.

Les derniers restes de l'autonomie municipale furent supprimés. Dès 1797, François II déclarait que l'élection, — cette ombre d'élection qu'avaient laissé subsister les ordonnances de Joseph II, — « troublait visiblement la paix civile et la concorde et produisait des divisions infinies, des inimitiés et des discordes ». Pour les éviter, il déclara viagères les charges municipales; en cas de vacances par suite de décès ou de démission, les candidats adressaient leur demande au capitaine du cercle qui l'examinait et, d'accord avec les autorités supérieures, établissait une liste d'éligibles : un comité d'élection, composé de quelques délégués désignés par les corporations, choisissait parmi eux; leur vote devait être ratifié par le Gubernium.

Le décret du 3 mars 1808 supprima toute intervention des habitants dans le choix des bourgmestres et des conseillers qui conservaient des fonctions judiciaires ; ils furent nommés par le gouvernement et le tribunal d'appel sur la proposition du conseil municipal; un simulacre d'élection ne fut maintenu que pour les conseillers dont les attributions étaient purement administratives et dont l'influence réelle était nulle. La compétence des municipalités était sans cesse réduite : en 1800, on leur accorde le droit d'ordonnancer les dépenses jusqu'à concurrence de 50 florins; pour une réparation de 300 florins, l'autorisation du sous-chambellan est nécessaire; au-dessus de 300 florins, il en référera au Gubernium et, au-dessus de 3,000, à la Chancel-



lerie. Si du moins cette tutelle ombrageuse s'était exercée dans l'intérêt des populations! L'incurie est telle qu'on se demande par moment si elle n'est pas calculée dans la pensée de ruiner la bourgeoisie. Les finances sont dilapidées, les pauvres débris des domaines municipaux, mis à l'encan. La ville de Prague qui, à l'avènement de Léopold II, avait demandé qu'on lui confirmât les humbles privilèges qu'elle avait sauvés de la débâcle, n'obtient une réponse favorable qu'en 1808, et il lui faut ensuite trois ans de discussions et de sollicitations pour écarter les chicanes ridicules qu'imagine la mauvaise humeur des employés.

Le système d'éducation prépare merveilleusement les sujets aux abdications qu'on attend d'eux. Aucun indice ne permet de soupçonner que les professeurs aient le moins du monde abusé de la liberté relative que leur avait rendue Léopold. Leur prudence ne rassura pas François Ier, et les Universités furent de nouveau placées sous la surveillance de directeurs d'études, que l'on choisit le plus souvent, non pas parmi les savants, mais parmi les fonctionnaires qui avaient donné des preuves de leur docilité. Ils n'avaient pour les érudits que méfiance et jalousie. Toute recherche libre était suspecte : que les maîtres se bornent à inculquer aux élèves les connaissances pratiques qui leur sont strictement indispensables et évitent ce qui éveillerait en eux un vain esprit de curiosité scientifique. Les professeurs sont astreints à suivre ligne à ligne des manuels vieillis, si bien que presque toujours les étudiants n'emportent de l'Université, avec un très léger bagage de données positives, que le dégoût de l'étude.

La plupart des hommes qui, en Autriche, se sont élevés au-dessus du niveau moyen, — très bas, — sont des autodidactes; ils se sont formés eux-mêmes, sans méthode, ce qui sans doute fait grand honneur à leur volonté, mais ce qui explique aussi les lacunes singulières, les erreurs bizarres, qui nous étonnent chez les meilleurs esprits. Et quel gaspillage de forces et de temps que de priver ainsi les étudiants du bénéfice des méthodes récentes, de forcer

chacun d'eux à recommencer presque sans aide le travail des siècles passés! De là aussi l'atonie et l'absence d'unité dans l'esprit public. Les Hohenzollern n'étaient peut-être pas plus réellement libéraux que les Habsbourgs; ils comprirent du moins que les institutions ne rendent des services que si elles se développent dans des conditions normales et que les professeurs n'agissent sur leurs élèves qu'en proportion de leur supériorité intellectuelle. Quelle influence pouvaient bien avoir sur les âmes ces répétiteurs médiocres dont la police contrôlait les lectures et dictait les cours!

Le nombre des gymnases avait été accrû, parce que le recrutement du clergé devenait difficile; les procédés d'instruction restaient détestables, la mémoire seule était développée au détriment des facultés de raisonnement et de réflexion. Par un résultat naturel, les examens révélaient la décadence constante des études.

Le nombre des enfants qui fréquentaient les écoles communales était assez élevé, mais ils n'y apprenaient pas grand'chose. La commission chargée de rechercher les causes des progrès de la criminalité, déclarait en 1813 qu'une lourde part de responsabilité revenait au gouvernement et en particulier à l'abandon dans lequel il laissait l'enseignement primaire : « L'instruction des basses classes n'est nullement confiée aux meilleures mains et elle est en général distribuée par des personnes qui ont été incapables de se créer une meilleure situation que celle, misérable, d'instituteur [1]. — Les maîtres d'école étaient soumis au curé, au doyen, au consistoire. L'autorité ecclésiastique était assez coulante : « les brebis galeuses étaient rares dans le troupeau, et il ne paraissait vraiment pas nécessaire de surveiller de trop près les jeunes agneaux ». — Les capitaines de cercles et la police sont plus pointilleux : ils se font présenter les livres, s'effarent de la moindre allusion. Les instituteurs ont été classés officiellement parmi les fonction-

1. Mémoires de Jæger, Mittheil. 1874.



naires et ont reçu le droit de porter un uniforme : c'est un symbole; ils doivent se rappeler sans cesse qu'ils ont pour mission de former des sujets dociles. Cet honneur ne les empêche pas de mourir de faim : leur traitement, déjà insuffisant, leur est payé en monnaie dépréciée; pour joindre les deux bouts, ils sont obligés d'avoir recours aux plus étranges métiers supplémentaires; la plupart sont les ménétriers du village, se grisent avec les paysans; leur culture intellectuelle est des plus humbles.

Autour d'eux, le peuple des campagnes végète dans une ignorance absolue, et la naïveté de ses espoirs et de ses superstitions nous transporte en plein moyen âge. Un des patriotes tchèques nous a tracé un amusant tableau de l'état d'âme des paysans vers la fin des guerres françaises. Les juges et les conseillers des communes rurales se réunissent à la brasserie; les conversations roulent d'ordinaire sur les rapports avec les seigneurs, sur les corvées, puis sur les dernières guerres et la banqueroute de 1811 : personne ne l'avait oubliée, parce que chacun en avait souffert. — On n'aperçoit les événements les plus récents qu'à travers un brouillard opaque : Napoléon est né dans une île lointaine, c'est le fils d'un tailleur, — le curé l'a affirmé en chaire, — et il « est vrai que les curés avaient pour mission de tromper le peuple par de semblables balourdises, et les paysans étaient toujours prêts à se laisser duper ».

Une fois, le bruit se répand que l'Empereur a ordonné d'indemniser les cultivateurs qui ont souffert pendant la guerre, mais que les nobles ont gardé l'argent : les paysans se réunissent et vont présenter leurs réclamations au seigneur, qui condamne les meneurs à la prison et au fouet. Un vieux soldat s'offre alors à porter leurs plaintes au souverain; on réunit une petite somme, que notre escroc va tranquillement manger à Prague, puis il revient rendre compte de sa mission. — Il passait devant le château; Frantichek l'a aperçu de la fenêtre, lui a fait signe de monter, a appelé l'Impératrice : Viens donc, voici

notre vieil ami, Chanda, de Bohême; il a sans doute faim; donne-lui quelque chose à manger. L'heure du dîner était passée; l'Impératrice tire cependant du buffet un morceau de gâteau, un restant d'oie, une cruche de bière. — Tout en mangeant, Chanda expose les griefs des paysans. L'Empereur entre en fureur, ses cheveux se dressent sur sa tête, son visage est enflammé de colère : — Tromper ainsi mes pauvres Bohêmes! Les choses ne se passeront pas ainsi; les voleurs rendront gorge. — Comme cependant l'argent n'arrivait pas, Chanda, le bon apôtre, faisait une nouvelle collecte pour renouveler sa visite à la Cour, quand on découvrit la supercherie et qu'on l'arrêta.

« Et d'où ce pauvre peuple aurait-il pu tirer quelque instruction? On avait si longtemps poursuivi tous les livres tchèques que non-seulement ils étaient devenus très rares, mais que le goût de la lecture avait disparu. En dehors de quelques ouvrages de piété, qui ne renfermaient que des sottises, on n'eût pu découvrir un seul volume dans le village. On ne lisait même plus les légendes de Mélusine ou la vision de Georges. » — En réalité, l'ignorance et la crédulité n'étaient pas partout aussi profondes; mais, quand un gouvernement absurde employait les forces dont il disposait à étouffer la réflexion et la pensée, quand il s'effrayait de la moindre preuve d'activité intellectuelle et ne permettait aucune allusion aux événements politiques, comment aurait-il espéré la formation d'un patriotisme autrichien! Sur les champs de bataille, les armées de Schwarzenberg faisaient assez piètre figure à côté des soldats de Blücher, parce que les soldats ne comprenaient rien aux causes de la guerre et que le sort de la monarchie ne les touchait en rien. De même à l'intérieur, ce régime, purement négatif, de compression à outrance et d'abêtissement, devait faciliter la propagande de ceux qui sauraient s'adresser à l'âme des foules et satisfaire les besoins de leur imagination.

Le gouvernement comptait sur les prêtres pour bercer le sommeil des âmes. On s'est souvent trompé sur la nature des rapports de François II et de l'Église. L'Empereur



était un bon catholique, en admettant qu'il soit possible d'être bon catholique avec un cœur aussi sec et un instinct religieux aussi peu développé, mais il n'était nullement disposé à reconnaître aux évêques une situation prépondérante, et son gouvernement ne cesse pas de s'inspirer des principes de Joseph II, à peine atténués dans l'application. Le clergé, dans les provinces allemandes et slaves, était si bien plié à la servitude qu'il avait été facile à Léopold de l'apaiser par quelques concessions d'importance très secondaire : les rapports des évêques et du pape furent toujours soumis à une surveillance rigoureuse, le placet impérial fut maintenu, les pouvoirs des prélats sur leurs prêtres, très étroitement limités; l'État conserva l'administration du fonds de religion, qui avait été formé avec le bien des couvents confisqués; la situation de l'Église fut ainsi en réalité inférieure même à ce qu'elle était en France sous le régime des articles organiques. La Bohême demeura ce que l'avaient faite deux siècles de religion d'État et de domination jésuite, un pays d'indifférentisme profond voilé par des pratiques superstitieuses.

Dans la plupart des familles bourgeoises, les exercices de dévotion n'étaient affaire que de convention mondaine et ne supposaient aucune conviction sincère. Les curés étaient pauvres et les candidats au ministère si rares qu'on était obligé d'accepter les premiers venus; après tout, des talents supérieurs n'étaient pas nécessaires pour le rôle qu'on leur destinait. Proudhon disait de Thiers en 1849 que, quand il désespéra de maintenir le peuple dans l'obéissance avec le secours des gendarmes, il les renforça en faisant appel à la maréchaussée céleste. Thiers reprenait ici la tradition du gouvernement autrichien. Aux yeux de François Ier, le curé était d'abord un auxiliaire de la police : son devoir essentiel était de persuader à ses paroissiens que les sujets rebelles étaient réservés à la damnation. Pour cela, nul besoin d'une solide instruction théologique.

Dans les séminaires, on avait conservé la plupart des manuels choisis par Joseph II. Les prêtres qui sortaient

de là, se divisaient en deux catégories : les uns tâchaient de tirer le meilleur parti possible de leurs fonctions, et, quand ils avaient dit leur messe et prononcé, les jour de fêtes carillonnées, un sermon d'un quart d'heure, ils se regardaient comme parfaitement en règle avec leur conscience; c'était de braves gens, qui ne paraissaient jamais à l'école et qui n'avaient d'autre défaut que d'arroser un peu largement le travail supplémentaire auquel ils se livraient pour grossir leurs ressources. A côté de ces indifférents, quelques curés se prenaient de pitié pour le peuple dont ils voyaient l'abandon, cherchaient à l'améliorer, lui parlaient sa langue et rêvaient avec lui le retour d'un ordre de choses où la Bohême serait de nouveau sa propre fin à elle-même et dirigerait ses destinées. Leur piété, sincère mais peu éclairée, était fort tolérante et ils admiraient indistinctement tous ceux qui avaient jadis contribué à la gloire du pays, Hus et Comenius, aussi bien que Charles IV et Saint-Venceslas. Sur ce domaine aussi, l'absolutisme béat et frivole de François I[er] énervait l'autorité centrale. Comme, indifférente aux besoins des peuples, elle bornait son ambition à se maintenir, elle laissait le champ libre aux influences centrifuges et préparait aux promoteurs de la Renaissance tchèque des auxiliaires dans ceux des instituteurs et des prêtres qui finissaient par s'indigner de l'espèce de trahison qu'on leur imposait et se refusaient à être plus longtemps des endormeurs publics.

L'obscur mécontentement causé par le despotisme de Vienne était exaspéré par les souffrances matérielles du pays. Malgré la censure, les livres d'Adam Smith avaient conquis quelques adeptes parmi les jeunes fonctionnaires. Ils étaient fort mal vus en cour, et les théories les plus surannées dominaient au ministère des finances ou du commerce. En 1805, pour empêcher la disette en Bohême, on interdisait aux Juifs de faire le commerce des grains, et on obligeait les paysans à vendre leurs blés dans un délai très court; en 1809, pour combattre la dépréciation du papier-monnaie, on frappait de droits énormes l'im-

portation du café, puis on l'interdisait complètement.

De semblables expédients n'allégeaient pas le fardeau sous lequel ployaient les populations. Dans les années qui précèdent la chute de Napoléon, la Bohême paye 24,000,000 de florins, dont 22 sont consacrés aux dépenses militaires : il faut y ajouter les réquisitions, très lourdes, mal réparties, qui souvent ruinent absolument une région, le passage des troupes alliées ou ennemies, les levées d'hommes, incessantes. La population qui depuis la guerre de Sept-Ans avait augmenté d'un tiers, de moins de 2,000,000 (1768) à plus de 3,000,000 (1791), tombe de 1806 à 1810 de 3,150,000 à 3,070,000; en 1816, elle n'est encore que de 3,140,000 [1]. Dans la Moravie, qui compte environ 1,100,000 habitants, des variations analogues se produisent. Les tenures rurales sont lourdement grevées par les dîmes, les corvées, les taxes de justice. Les employés seigneuriaux, en dépit des lois de Joseph II, conservent une autorité fort étendue : dans les questions de conscription, de répartement des impôts, de règlement des successions, ils disposent en réalité d'un pouvoir discrétionnaire; les fonctionnaires supérieurs n'interviennent que dans les cas scandaleux, et le plus souvent les cultivateurs préfèrent ne pas s'exposer par des réclamations à des inimitiés redoutables. Seulement, ils se découragent : le progrès s'arrête, la culture de la pomme de terre ne s'étend pas au-delà des districts montagneux où elle avait d'abord pénétré. Les routes, déjà trop rares, ne sont pas entretenues et ne sont plus que des fondrières impraticables; les projets de travaux publics sont renvoyés de commissions en commissions. Depuis le XVIIe siècle, on discutait l'établissement d'un canal entre l'Elbe et le Danube par la Vltava; en 1813, un professeur de Prague, Gerstner, propose d'y substituer un chemin de fer à chevaux qui irait de Boudiéjovitse à Mauthausen : l'idée provoque un très vif

1. Gœhlert, Mittheil. 1879.

intérêt, ce qui n'empêche pas qu'elle n'est réalisée qu'en 1832.

L'élan donné au mouvement industriel par Marie-Thérèse et Joseph II s'était un moment continué. Après une longue lutte avec les corporations locales, G. Berger obtient en 1798 le privilège d'établir une fabrique de draps à Reichenberg, et de ce moment date vraiment le grand développement économique de cette ville; quelques machines à vapeur apparaissent çà et là ; un peu plus tard, le blocus continental, en affranchissant les industriels de la concurrence anglaise, et la baisse du change, qui leur crée une surtaxe de protection, favorisent certains manufacturiers. Gains de mauvais aloi et dont l'ensemble ne profite guère ! Les négociants manquent des conditions de sécurité indispensables et ils sont condamnés à la spéculation et au jeu qui entassent les ruines, démoralisent les producteurs et éloignent les clients. En 1800, le Gubernium constate que l'exportation des toiles est tombée de 6 ou 7 millions à 3 ou 4, parce que les acheteurs se plaignent de la qualité des marchandises. Il soumet à la cour un projet de règlement, ne reçoit aucune réponse, et, deux ans plus tard, les conseillers constatent au procès-verbal « qu'il est décourageant pour eux de voir ainsi négliger par l'administration supérieure toutes leurs indications ».

Les impôts rentrent difficilement. Comme il est impossible de charger davantage le peuple et que le gouvernement ne veut pas demander de nouveaux sacrifices aux privilégiés, il a recours à des expédients, altération des monnaies, emprunts forcés, surtout émission de papier-monnaie. Le procédé est aisé, d'autant plus qu'au début, il semble n'avoir que des avantages. L'abondance des billets et l'agio permettent aux créanciers de s'acquitter de leurs dettes, facilitent aux paysans la vente de leurs produits. Bientôt la dépression du change s'aggrave, l'argent disparaît, la défiance gagne les esprits, et la gêne s'installe à tous les foyers. L'administration combat le mal à coup de décrets, dont il est impossible de dire s'ils



sont plus étranges ou plus vains. Ils abondent en promesses aussitôt oubliées; on en arrive à ce point où l'État paraît près de sombrer dans l'écroulement des fortunes particulières. Comme, de l'aveu du ministère, les mesures prises antérieurement n'ont produit aucune amélioration, — « pour sauver les sujets de la misère et relever la prospérité nationale », la patente du 20 février 1811 déclare la banqueroute et réduit le papier-monnaie au cinquième de sa valeur nominale. Les détails de l'opération, maladroitement combinés, aggravent et prolongent la catastrophe : les nouveaux billets ne tardent pas à tomber au-dessous du pair. Le gouvernement, en dépit de ses engagements formels, a recours à de nouvelles émissions; les brusques variations du change et des fonds publics attirent à Vienne une bande de banquiers juifs et de traitants cosmopolites qui s'enrichissent de la misère publique. L'Autriche s'enfonce de plus en plus dans ces habitudes désastreuses d'emprunts onéreux, d'expédients usuraires et d'agiotage, qui, pendant tout le siècle, paralyseront son action au dehors, arrêteront le développement normal de son industrie et de son commerce et maintiendront les populations dans l'inquiétude et la gêne, pour le plus grand avantage d'une poignée d'agents d'affaires avides et véreux.

Des observateurs éclairés commencent à comprendre la nécessité d'un changement radical; pour qu'elle puisse affronter sans inquiétude une rupture avec la France ou la Russie, écrit un publiciste, il faut et il suffit « qu'elle élève et vivifie les forces morales; elle compenserait ainsi complètement les pertes que lui avait infligées le traité de Vienne [1] ».

D'autres, serrant la question de plus près, voient la cause essentielle du mal dans la contradiction entre la nature de la monarchie et les institutions que lui impose l'ambition de ses souverains. C'est pour ne pas renon-

1. Betracht. über den Frieden zu Wien, p. 65.



cer à leurs prétentions surannées, surtout à leur domination sur l'Allemagne, qu'ils ont jugé nécessaire de créer un pouvoir central omnipotent; seulement le rendement de cette machine compliquée est relativement très faible, parce que les frottements sont énormes, de sorte que les résultats réels ne sont nullement en rapport avec les efforts qu'on exige des populations. Pourquoi s'obstiner à la poursuite d'un but impossible à atteindre? Les Habsbourgs ne trouveraient-ils pas un emploi suffisant de leur activité à se faire les protecteurs et les guides des petites nationalités qui ont cherché un abri sous leur sceptre, et n'obtiendraient-ils pas alors de leur reconnaissance un appui plus effectif que de leur soumission morose?

La tâche était séduisante; il ne s'agissait de rien moins pour les Habsbourgs que de gagner les sympathies des raïas de Turquie que leur indifférence livrait à la Russie. Talleyrand, avec moins de brusquerie que Bismarck, obéissant à une idée analogue, essayait de pousser vers l'Orient les ministres de François. Quelques politiques avisés commençaient à se rendre compte qu'en admettant même, ce qui était évident pour la cour de Vienne, que la domination de Napoléon ne fût qu'un épisode, la situation de l'Europe aurait été si modifiée par son passage qu'il ne serait pas possible de reprendre purement et simplement les anciens projets. L'Autriche ne réclamerait ni les Pays-Bas ni les possessions de Souabe, elle ne rétablirait ni la noblesse immédiate d'Empire ni les principicules ni les territoires ecclésiastiques; à la place de cette poussière de souverains qui avaient formé jusque là sa fidèle et docile clientèle, elle devrait traiter avec des princes qui auraient une politique indépendante et des ambitions individuelles. L'échec de Stadion, quand, en 1809, il essaya de se mettre à la tête d'un mouvement révolutionnaire allemand, prouva, — ce que l'avenir a plusieurs fois démontré depuis, — que les traditions et la nature de la monarchie la rendaient absolument impropre à des tentatives analogues: la Prusse



seule profita d'un effort dont on craignit un moment qu'il ne marquât la ruine complète de l'Empire. Parmi les hommes qui désiraient le plus vivement faire de l'Autriche le centre de la coalition anti-française, les plus sincères lui conseillaient, comme Jean de Müller, de chercher ses prises vers l'Est, et les plus clairvoyants, comme Gentz, avouaient au moins par intervalles qu'elle n'avait d'autre espoir de reconquérir le rang qu'elle avait perdu que dans un rapprochement avec ses sujets non allemands.

François et ses confidents étaient incapables de se hausser à une conception aussi hardie, et, alors même que les circonstances le forcèrent à renoncer à la couronne germanique, ses pensées de revanche ne s'écartèrent pas des chemins battus et des ambitions fanées. La fondation de l'Empire d'Autriche, qui eût pu ainsi marquer le point de départ d'une ère féconde, ne fut que l'adoption d'une nouvelle raison sociale par une vieille maison qui ne change aucune de ses habitudes. Il est vrai, d'autre part, qu'elle ne modifia en rien la condition juridique des divers pays soumis aux Habsbourgs et, après comme avant, l'autonomie théorique de chacun de leurs royaumes ne fut pas contestée.

Quand l'ambassadeur autrichien à Paris, Philippe Cobenzl, annonça à sa cour que Napoléon se préparait à prendre la couronne impériale, son gouvernement, en accueillant avec joie un changement constitutionnel qui, disait-il, mettrait fin à la Révolution, s'alarma du titre que revendiquait le César victorieux. Respecterait-il la préséance que les souverains n'avaient jamais contestée aux chefs du Saint-Empire, et, si cet Empire même venait à disparaître, ce qui était à prévoir, le roi de Bohême et de Hongrie ne serait-il pas dans un état d'infériorité pénible vis-à-vis de la France et de la Russie? Il était tout naturel dès lors que la cour de Vienne songeât à joindre à la tiare germanique une dignité Impériale qui ne dépendît pas de l'élection, de manière à ce que les

Habsbourgs ne fussent dans aucun cas surpris par les événements.

Napoléon pressenti ne fit aucune objection et déclara même qu'il verrait sans peine « le titre de roi disparaître de l'Europe »; il suggéra le titre d'Empereur de Bohême et de Hongrie (3 août 1804)[1]. En Bohême, la Diète n'eût soulevé aucune difficulté; mais, en Hongrie, elle eût peut-être essayé de faire acheter son consentement par quelques concessions. — « Nous avons aussi des formes constitutionnelles, répondait spirituellement Philippe Cobenzl à Talleyrand, qui lui parlait du vœu de la nation auquel Napoléon avait obéi, et, si Mon Maître croyait avoir besoin d'adresses et d'inscriptions, il ne lui serait pas plus difficile de s'en procurer qu'il ne l'a été à Bonaparte. » — Ces procédés au demeurant ne plaisaient guère à la cour de Vienne, et ils eussent supposé des longueurs d'autant plus fâcheuses que Napoléon s'était demandé dès la première heure si l'on ne cherchait pas un prétexte pour ne pas le reconnaître. On le savait méfiant, emporté, et on redoutait sa fameuse boutade : — et alors « tant pis pour la monarchie autrichienne ».

Les ministres de François désiraient « n'affecter le titre impérial à aucun des états héréditaires en particulier, mais à la monarchie dans son ensemble ». Depuis longtemps, la langue diplomatique parlait de la Maison d'Autriche ou plus simplement de l'Autriche. L'idée se présenta d'elle-même de choisir un nom qui rappelât, non tel ou tel pays, mais la famille qui gouvernait cet amalgame de territoires. Dans la patente du 11 août 1804[2], François prend, comme chef de la maison de Habsbourg, le titre d'*Empereur* héréditaire d'Autriche; il n'est nulle part question d'un *Empire* d'Autriche, et les termes de la pro-

1. Correspond. de Napoléon, IX, 448. — Les textes ont été réunis dans l'étude de Boh. Rieger : — Comment a été fondé l'Empire d'Autriche; Osvěta, 1893.

2. La proclamation officielle de l'Empire d'Autriche eut lieu le 10, mais la patente fut datée du 11, pour ne pas rappeler l'anniversaire de la chute de Louis XVI.



clamation ont été visiblement pesés dans l'intention de calmer les inquiétudes qu'aurait pu éveiller parmi les défenseurs de l'ancien droit public le changement qui s'accomplissait. L'Empereur parle, à plusieurs reprises, des *États autonomes, des royaumes indépendants* qui composent la monarchie; pas la moindre allusion à cette pensée de fortifier l'unité de l'Empire qu'ont voulu depuis y voir certains juristes. Il ne s'agit que de maintenir « la complète égalité des honneurs et de la dignité héréditaire » des Habsbourgs avec les plus illustres dynasties de l'Europe; les royaumes et États dont se compose la monarchie conserveront « leur titre, leur constitution et leurs privilèges ». Les souverains continueront à recevoir l'hommage de leurs sujets suivant la forme traditionnelle. De fait, le successeur de François Ier, Ferdinand, fut couronné roi de Bohême en 1836, tandis qu'il n'y a jamais eu de sacre d'Empereur d'Autriche, bien qu'il en ait été question à plusieurs reprises. Les traités ont été signés depuis par l'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême. La renonciation de François à la dignité impériale allemande (1806) n'altéra naturellement en rien cette situation.

Bien qu'il soit incontestable que les changements de 1804 et de 1806 n'impliquaient ainsi aucune pensée d'usurpation, ils contribuèrent pourtant à miner l'indépendance politique de la Bohême et servirent les projets des unitaires. A partir de 1806, l'habitude s'introduisit, d'abord dans la diplomatie, puis dans l'administration intérieure, de se servir des mots : Empire d'Autriche, État impérial autrichien. Le nom d'*États héréditaires,* qui indiquait déjà lui-même une atténuation de l'indépendance primitive de la Bohême, tomba en désuétude et fut même formellement interdit en 1822; beaucoup de Tchèques s'habituèrent à parler de l'*Empereur*, et le sentiment de l'individualité historique de la couronne s'affaiblit peu à peu. Le titre nouveau mit en vedette les liens communs des divers États, et, en donnant la sen-

sation de l'unité, il créa un préjugé défavorable aux fédéralistes.

Ces progrès de l'idée panautrichienne étaient encore assez lents pour qu'à cette époque où les imaginations se donnaient libre carrière, le projet de séparer les divers tronçons qui constituaient le domaine des Habsbourgs fût un de ceux qui se présentaient le plus régulièrement à la fantaisie des diplomates. En 1808, la Russie, pour détourner Napoléon d'enlever la Silésie à la Prusse, lui offrait carte blanche en Bohême : « J'ai été le maître de démembrer la monarchie de Votre Majesté, écrivait-il durement à François Ier après l'entrevue d'Erfurt. — Le seul fait que les souvenirs de l'ancienne autonomie n'eussent pas disparu créait aux Habsbourgs une situation très périlleuse, d'autant plus que la haine commune des monarques d'ancien régime contre le parvenu corse ne les empêchait pas de chercher à profiter de ses caprices. Les ambitions de la Prusse par exemple avaient été exaspérées par sa défaite, et le colonel Knesebeck rappelait à Frédéric-Guillaume III « que les États allemands d'Autriche ne forment pas un seul tout, encore moins la Bohême et la Hongrie par rapport l'une à l'autre [1] ». Napoléon racontait lui-même à Metternich que des projets de démembrement de l'Autriche lui étaient venus de Berlin, et Metternich avait les meilleures raisons de croire qu'il ne mentait pas.

Pendant la guerre de 1809, Napoléon affecte de parler des États allemands d'Autriche et des trois royaumes (Bohême, Hongrie, Galicie), et, à plusieurs reprises, il fait allusion à la « séparation de ces trois couronnes ». Malheureusement, ce renégat de la liberté n'avait d'audace que sur le champ de bataille, et ses combinaisons politiques étaient timides, parce qu'elles étaient chimériques : pas plus contre les Habsbourgs que contre les Romanov, le conquérant ne sut se servir des passions populaires qu'il eût si

1. Wertheimer, Gesch. Œst. u. Ungarns im ersten Jahrzehent des XIX Jahrh. II, p. 102. — Comp. sur ces événements, Beer, Zehn Jahre œst. Politik 1801-1810.



facilement réveillées, à condition que ses projets eussent été plus poussés et qu'ils eussent été vraiment la revanche de la justice et non les expédients d'un régime d'aventure. Bien plus aisément qu'en Westphalie, il eût installé en Bohême un maréchal français, qui, en abolissant les droits féodaux et en promulguant le Code Napoléon, aurait immédiatement groupé autour de lui d'ardentes sympathies. Mais quel effet pouvaient produire de vagues proclamations qui cachaient la plus absolue incertitude de pensée! Un moment, le vainqueur songeait à rattacher la Bohême à la Bavière; une autre fois, il réclamait pour la Saxe la rive droite de l'Elbe. Excellent moyen pour rallier tous les habitants aux Habsbourgs! — « Que la Bohême sache, d'après les propres publications du gouvernement français, qu'on veut faire de sa patrie un état tributaire comme la Bavière [1]. » Ces appels de la Cour ne soulevaient dans le pays qu'un enthousiasme médiocre, mais les Tchèques n'avaient évidemment aucune raison de se compromettre pour un batailleur étranger qui les eût abandonnés à la première difficulté.

Les voyageurs qui pénétraient en Autriche étaient frappés de la placidité universelle, qui contrastait étrangement avec l'agitation de l'Allemagne; c'est ce « calme » que signale avant tout Madame de Staël : « La nation autrichienne s'était tellement livrée au repos et aux douceurs de la vie que les événements publics n'y faisaient pas grand bruit. » — Les émigrés allemands qui arrivent à Prague, étouffent bientôt dans cette chambre close. Caroline de Humboldt nous trace un tableau assez maussade de la ville : « Il n'y a vraiment pas de société; ...la tension dans laquelle vivent, non seulement les diverses nationalités, mais aussi les diverses classes, détruit le peu de vie sociale qui pourrait naître »; on dirait que la paralysie a gagné jusqu'au cœur : « Les jolies femmes et jeunes filles

1. Metternich, cité par Rieger, Napoléon et la Bohême en 1809, Osviéta 1897.



ne manquent pas, mais leurs charmes restent solitaires..... Je n'ai pu découvrir un seul lien d'amourette... Cela manque ici de femmes émues qui animent le cœur [1]. » La ville est sombre, silencieuse, fort mal entretenue; les couvents et les palais grandioses lui donnent un aspect magnifique, mais l'étouffent de leur ombre. — O Prague silencieuse, écrit Maurice Hartmann dans ses Élégies bohêmes, la plus sincère et la plus belle de ses œuvres, quels fiers accents ont soulevé ton cœur dans les temps qui ont disparu; tu ressembles maintenant à une statue sur un sarcophage. — Et c'est une image analogue qui revient dans l'élégie du hongrois Szarvady qui fut l'émule de Hartmann et de Meissner : « Il est minuit, la lune répand sa clarté sur la ville et se reflète sur les flots silencieux de la Vltava. Tout est calme et solennel comme dans une tombe royale. »

Ce que n'apercevaient pas les étrangers qu'attiraient les souvenirs mélancoliques d'un passé glorieux, ce que ne soupçonnaient pas les administrateurs qui veillaient nonchalamment à ce qu'aucun rêve dangereux ne hantât le sommeil de leurs sujets, ce que ne remarquaient pas les deux douzaines de seigneurs qui débattaient sans conviction les propositions royales et laissaient glisser de leurs mains nouées par l'âge et la goutte les privilèges de la nation, c'était le travail de germination d'où allait sortir un printemps imprévu. La première partie du règne de François Ier coïncide avec la plus complète décadence politique du pays : jamais les libertés publiques n'ont été plus vaines, le peuple moins soucieux de ses traditions, l'administration plus tatillonne et plus bornée. — Seulement, au-dessous de cette croûte d'égoïsme et de paresse, une poignée de patriotes ont pris au sérieux les exhortations des écrivains qui, sous le règne de Joseph II, défendaient les droits du tchèque; ils ont appris tant bien que mal leur langue maternelle, ils veulent l'enseigner au peuple, lui rendre la place qu'elle a depuis longtemps perdue dans

1. Kar. v. Humboldt, Briefwechsel, p. 73.



la science et dans la vie. La tâche est ingrate : mais ils ont la foi et ils sont les seuls dans le royaume. Tous les incidents les servent; les événements les plus défavorables en apparence redoublent leur ardeur et leur amènent de nouvelles recrues; ils sont le passé et la jeunesse, ils représentent la patrie et l'humanité, la tradition et le progrès; leur programme satisfait les préjugés et berce l'espoir des idéalistes. Aussi, en dépit des obstacles qui barrent leur route, ils s'avancent régulièrement de succès en succès et balaient méthodiquement devant eux leurs adversaires déconcertés.

L'histoire de la Renaissance slave en Bohême se divise en trois périodes assez distinctes. De 1780 à 1815, les idées rationalistes dominent, et elles viennent de France, directement ou non; les maîtres de la pensée tchèque à cette époque sont Voltaire et Lessing, et c'est d'eux que s'inspirent essentiellement les deux hommes qui mènent le mouvement, Dobrovsky et Ioungmann. Les désirs des patriotes pendant cette première période sont modestes, ils ne sont pas très sûrs que leur idiome ne soit pas destiné à disparaître, ils veulent surtout aider leurs concitoyens à sortir de l'ignorance où ils croupissent et ils se refusent à croire que le meilleur moyen de les instruire soit de leur parler une langue inconnue; ils ont l'esprit très libre et très précis, regrettent les exagérations et les erreurs de Joseph II, en admirant sa bonne volonté; ils demeurent étrangers à tout mysticisme, et, s'ils cherchent un réconfort dans la pensée de la grandeur moscovite, ils sont tchèques plus que Slaves.

Sous l'influence de Herder, de Gœthe et du romantisme allemand, la génération suivante (1815-1840) a des ambitions plus vagues et plus grandioses; Kollar et Chafarjik lancent le panslavisme littéraire; le mouvement s'étend et les âmes s'exaltent; c'est l'heure des rêves enthousiastes et aussi des déceptions. — Heureusement, après 1840,

Palatsky et Havlitchek ramènent leur peuple à une conception plus claire et plus concrète, lui tracent un programme de travail et lui apprennent l'utilité de l'effort méthodique.

Après 1860, nous sortons de l'âge héroïque et de la période littéraire : les Tchèques ont refait leur langue et rassemblé leur peuple; il est désormais évident que la germanisation est impossible et les plus fougueux centralisateurs renoncent à l'espoir de supprimer les Slaves. Il ne s'agit plus de fonder la nationalité, mais d'en obtenir la reconnaissance officielle et de lui conquérir dans la monarchie la situation qui lui appartient. Les écrivains cèdent désormais le premier rôle aux politiques; l'unité entretenue par la lutte contre l'ennemi se brise, dès que le péril est surmonté; des partis s'organisent et des écoles s'opposent, dans lesquelles se reflètent plus ou moins clairement les oscillations de la pensée européenne. La période d'orage et d'assaut est terminée, et le peuple, reconstitué et devenu un des facteurs essentiels de la politique autrichienne, est désormais soumis aux conditions communes de la concurrence vitale. Les questions qui aujourd'hui passionnent les esprits à Prague n'ont qu'une importance très secondaire, si on les compare à celles qui se posaient au début du siècle, alors que chaque coup de vent pouvait éteindre la dernière lueur de l'existence nationale.

Il ne viendra à l'esprit de personne de prendre à la lettre les divisions précédentes. Les influences romantiques ont commencé à agir bien avant 1815 et elles n'ont pas disparu en 1840; Dobrovsky dépasse l'époque rationaliste, et les principaux travaux de Ioungmann sont très postérieurs à la pénétration des idées de Herder; Palatsky, qui est un des chefs de la réaction contre le romantisme, est tout pénétré de ses doctrines. Une époque n'est qu'un moment de la vie d'un peuple et les idées qui paraissent la caractériser ne sont que la transition entre les doctrines de la veille et les convictions du lendemain; les révolutionnaires les plus hardis traînent comme des chaînes bri-



sées les théories qui ont bercé leur enfance, et les esprits les plus conservateurs sont emportés par la marche du siècle. Les courants généraux sont formés en réalité par une multitude de remous contradictoires, et la tâche des biographes est de nous montrer comment les influences opposées se combinent et réagissent dans l'œuvre de leur héros. L'histoire générale est condamnée à négliger ces détails et à se contenter d'une vérité approximative, comme ces cartes à grande échelle qui suppriment les méandres des fleuves et les retours des côtes pour marquer seulement l'orientation réelle. Mais, dans ce sens, la Renaissance tchèque nous apparaît bien, d'abord comme rationaliste et critique, puis comme sentimentale, romantique et panslaviste, enfin comme réaliste et politique. Elle reproduit ainsi dans ses lignes maîtresses la marche de la pensée en Allemagne qui passe de Lessing à Gœthe et à la Jeune-Allemagne, puis abdique entre les mains des diplomates et des généraux.

Les coryphées de la Renaissance tchèque sont avant tout des croyants, et quelques-uns d'entre eux sont des apôtres, ce qui ne veut pas dire que leurs œuvres aient une valeur durable. Le chauvinisme tchèque, mal inspiré sur ce point, risque de les diminuer, en revendiquant pour eux une autre gloire que celle à laquelle ils ont le droit de prétendre. Ce furent avant tout des évocateurs d'hommes; leur mérite a été de faire surgir du sol des héritiers qui les ont dépassés. Beaucoup d'entre eux sont des historiens ou des philologues, c'est-à-dire que leurs travaux sont appelés à vieillir rapidement. Les littérateurs proprement dits ont à lutter contre des conditions si défavorables qu'elles excluent absolument la naissance de productions vraiment supérieures. Ils sont contraints d'épuiser le meilleur de leur talent dans une prédication patriotique, indispensable et souvent admirable de conviction et d'élan, mais contraire par essence à la définition même de l'œuvre classique qui doit conserver un caractère général et humain. La fin d'un genre doit être cherchée

dans les conditions de son développement : l'art n'est que la transcription de la réalité par un esprit puissant, c'est-à-dire qu'il suppose une individualité nationale fortement marquée, mais qu'il perd sa valeur en poursuivant un résultat matériel et concret.

A mesure que l'idée nationale jette dans le sol des racines plus profondes, les écrivains tchèques échappent peu à peu à leurs préoccupations et à leurs craintes, ils sont plus artistes et moins patriotes. Ils profitent aussi des efforts de leurs devanciers, leur langue est plus claire, plus vivante et plus colorée ; il n'est pas de jouvenceau qui ne manie aujourd'hui le vers avec plus de souplesse que Kollar. Les précurseurs ne pouvaient prétendre, et ils y ont réussi, qu'à créer une situation qui permît au talent de leurs successeurs de donner pleinement sa mesure, et où le génie, affranchi des entraves qui paralysaient leur propre élan, fût libre à l'occasion de se manifester par quelqu'une de ces œuvres qui attirent l'attention de l'humanité entière et méritent à un peuple ses lettres de grande naturalisation. Ces bonnes fortunes sont plus ou moins rapides ; elles ne manquent jamais aux nations qui conservent le goût et la volonté de l'indépendance, et déjà la gloire des musiciens tchèques dépasse les bornes de leur patrie.

Des trois grandes périodes de la Renaissance tchèque, la première est actuellement jugée avec une certaine injustice ; ses héros sont négligés, quelquefois dénigrés comme Ioungmann, souvent travestis comme Dobrovsky. Cette défaveur s'explique par le renouveau de sentimentalisme romantique qui a marqué la fin du XIXe siècle [1]. Cette inique

1. Cette tendance a un représentant éminent dans le professeur de l'Université de Prague, Masaryk. Masaryk est un esprit libre et il a rendu à la Bohême des services incomparables : il a osé le premier réagir contre la tendance idyllique et hagiographique qui aurait fini par défigurer l'histoire du XIXe siècle tchèque et aurait énervé les âmes. Mais, tout pénétré lui-même, en dépit du drapeau de réaliste qu'il arbore, des doctrines idéalistes et disciple direct de Herder et de Mitskiewicz, il croit à une mission spéciale réservée au peuple tchèque et enrôle de gré ou de force sous sa bannière des hommes qui ne l'auraient certainement jamais accepté



sévérité ne saurait être que momentanée, et l'histoire mettra certainement tout à fait au premier plan les Dobrovsky et les Ioungmann, non seulement parce qu'ils ont ouvert la voie, ce qui est bien quelque chose, mais pour leurs qualités éminentes de raison et de droiture, de largeur d'esprit et de pondération; moins pénétrés que leurs successeurs par les influences étrangères, ils sortent de la vraie souche nationale et, chaque fois que le peuple bohême cherche sa voie dans l'incertitude et le doute, il peut avec une pleine et entière confiance se retourner vers eux et leur demander son mot d'ordre.

Trois choses étaient surtout nécessaires : renouveler les traditions historiques qui se fondaient dans la brume des légendes et n'offraient plus assez de consistance pour qu'on y rattachât un programme de réorganisation politique; — restaurer par l'étude des livres anciens et l'établissement d'une méthode scientifique la langue qui, moins déformée encore par l'ignorance de la foule que par les imaginations saugrenues des pseudo-savants, était incapable dans son état actuel de suffire aux besoins d'une nation civilisée; il fallait enfin, en rendant au peuple le goût de son idiome et de son passé, réveiller en lui le patriotisme et donner par là une base solide à un mouvement qui eût aisément dégénéré en une fantaisie de dilettanti. Ce triple travail de reconstitution historique, de rénovation philologique et de propagande patriotique, se résume dans les noms de Dobrovsky, de Ioungmann et de Kramérius, sans d'ailleurs que cette énumération épuise leur mérite et surtout sans qu'il convienne de parquer chacun d'eux dans un domaine particulier.

Dobrovsky, dont la gloire domine cette période, se rattache à un groupe d'érudits que réunissaient autour d'eux, vers le dernier quart du XVIIIe siècle, quelques nobles qui, comme Antoine Nostits et plus tard Joseph Kinsky, joignaient à un goût très vif pour les sciences une sympathie

pour guide. Quant à ceux qu'il lui est vraiment impossible d'annexer, il les supprime, ou n'aperçoit pas leur mérite.



sérieuse pour le peuple et un sincère attachement aux traditions bohêmes. Vers 1770, ces réunions devinrent plus régulières, des discussions et des lectures remplaçèrent les conversations, et le salon prit tournure d'Académie [1].

On rencontrait là quelques grands seigneurs éclairés, des professeurs de l'Université, de hauts fonctionnaires, des moines et des prêtres. Plusieurs sont francs-maçons, la plupart sont déistes; tous ont l'esprit très ouvert et ils ont horreur de la superstition et de l'intolérance. Ils ne sont nullement dominés par les entités de race; ils sentent seulement que la germanisation complète de la Bohême ne sera pas terminée avant plusieurs siècles et ils s'attristent de la condition lamentable qui sera faite à leur peuple pendant ce long espace de temps. Ils parlent eux-mêmes presque exclusivement l'allemand et ils n'ont aucune haine contre l'Allemagne; la théorie du *Kulturvolk*, du peuple choisi par Dieu pour répandre dans le monde la civilisation et la vertu, n'est pas encore née et personne n'éprouve, par conséquent, le besoin de s'insurger contre elle. Ils ne croient guère à la possibilité de changer la direction du flot qui depuis des siècles emporte la Bohême, et d'empêcher l'absorption définitive de leur race : on le leur a reproché, ce qui est une sottise, puisqu'il leur fallait un courage plus haut pour se consacrer au service d'un peuple condamné à une mort rapide.

Leur pessimisme a ses racines dans la plus haute de leurs vertus, ils ont le goût, la passion de la vérité. S'ils ont leurs faiblesses, leurs vanités mesquines, leurs piques puériles d'amour-propre, ils ont l'horreur du mensonge en soi. Ils ne comprendront jamais les pieuses fraudes et leur probité s'indignera toujours des supercheries et des tartuferies du patriotisme. Leur œuvre, exclusivement

1. C'est la future Société des sciences de Prague, qui se constitua publiquement en 1784 et qui est, pendant toute la fin du XVIII[e] siècle, le centre de la vie intellectuelle en Bohême. — V. Kalousek, *Histoire de la Société bohême des sciences*, 1885 (en tchèque et en allemand). C'est une mine précieuse de renseignements pour ces origines.



scientifique, se recommande par le sérieux de l'effort et la sincérité de la recherche; quand on feuillette les publications de la Société des sciences depuis 1771, on est frappé de ce qu'il y a là de travail solide et de conviction patiente; au sortir du long régime d'ignorance et de servitude auquel la Bohême avait été condamnée, rien ne lui était plus salutaire que cette cure d'études austères, où la volonté se trempe et où l'esprit s'aiguise [1].

Au milieu de ces collectionneurs et de ces érudits, Dobner et Peltzel ont une valeur particulière, le premier par sa perspicacité et l'audace de ses aperçus, l'autre par l'action qu'il a exercée. Dobner [2] a mis fin aux menteries, écrivait énergiquement un contemporain. Ce piariste était un critique très hardi, et sa vie tout entière fut consacrée à un immense travail d'échenillage. Jusqu'à lui les écrivains croyaient que l'histoire consistait à reproduire pieusement ce qui avait été avancé par leurs prédécesseurs : le premier, il demanda leurs titres à ces autorités que l'on acceptait de confiance, compara les textes, discuta leur provenance. Beaucoup de ses dissertations sont des modèles de finesse et de raison. Ses études critiques ont rendu possible l'œuvre de ceux qui, après lui, ont essayé de substituer un

1. Je n'écris pas une histoire de la littérature tchèque et je ne saurais par conséquent énumérer les noms des érudits qui ont pris une part, même intéressante, au mouvement des esprits. — Parmi les hommes qui ont laissé des œuvres importantes, il faut citer Nicolas Voigt (1733-1787), piariste, le père de la numismatique bohême; — ses Acta litteraria Bohemiae et Moraviae sont une contribution précieuse à l'histoire de la littérature bohême. — Cornova (1740-1822), jésuite, franc-maçon, une des personnalités les plus curieuses de la Prague d'alors : traduit en allemand et commente Stransky. — Ungar (1743-1807), organisateur de la bibliothèque de l'Université. — Dlabatch (1758-1820), dont les catalogues témoignent d'une conscience et d'une application admirables. — Dourich (1735-1802), un des plus remarquables, le père des études slaves et de l'exégèse en Bohême. — Faustin Prochazka (1749-1809), qui avec Dourich traduisit la Bible. — Il faudrait ajouter à cette liste les mathématiciens, fort nombreux, les astronomes, etc.

2. Gélase Dobner (1719-1790), piariste. — Son œuvre capitale est : Wenczeslai Hagek a Liboczan Annales Bohemorum (1762-1786); six volumes, dans lesquels il épluche son auteur et compare son récit aux textes authentiques. — Ses Monumenta historica Bohemiæ (1764-1785), malgré leurs imperfections, n'en ont pas moins rendu de très grands services. — V. Kalousek, *Hist. de la Société des sciences*, p. 24 et sq.; Palatsky, *Würdigung der alten bœhm. Geschichtschreiber*.

récit fondé sur les documents aux légendes romanesques; mais son influence personnelle dépasse singulièrement son œuvre; il a introduit en Bohême un esprit nouveau, il a réimporté dans la patrie de Koniach la recherche et le respect de la vérité.

Peltzel, qui le complète et qui lui était supérieur comme paléographe, ne saurait lui être comparé pour la force et la pénétration de la pensée, mais il entre en relations plus directes avec le peuple [1]. A toutes les époques, les historiens ont été les hérauts du patriotisme : ils sentent vivre dans leurs textes l'âme éternelle du peuple dont ils aperçoivent l'unité à travers ses métamorphoses continues, et comment supporter l'idée que cette nation, dont ils ont partagé les souffrances et les joies, soit réservée à une mort prochaine! Comment ne pas s'efforcer d'écarter cette catastrophe intolérable! — Peltzel qui, en 1784, s'avouait incapable d'écrire un livre tchèque, publiait en 1791 sa nouvelle Chronique tchèque, appuyée sur de solides études, mais écrite dans un esprit vraiment populaire et dont le succès fut durable. — Longtemps après, des jeunes gens égarés dans la montagne frappaient à une ferme isolée. — Qui est là? — Des étudiants, des étudiants de Rychnov. — Bravo! Bravo! Rychnov, la bonne ville qui nous a donné Peltzel. — Le paysan, un de ces autodidactes chez lesquels se conservait le culte de la littérature nationale, fait grand accueil à ces hôtes que lui recommande le nom de l'historien. On cause longuement de la Bohême, de son passé : Oui, cela vaudrait bien mieux, s'ils vivaient encore, ces hommes qui portaient sur la tête la couronne de Venceslas et celle de Charles IV, s'ils vi-

1. Franc. Mart. Peltzel (ou Peltsl) (1734-1801), chargé de l'éducation des enfants du comte Nostits (1769), ce qui le mit en relations avec tout le monde savant de Prague; fut le premier professeur appelé à la chaire de langue tchèque créée à l'Université de Prague (1793). Ses œuvres principales sont sa : Geschichte der Bœhmen (3e édit, très augmentée en 1782). — Gelehrte und Schriftsteller aus dem Orden der Jesuiten (1786). — Gesch. der Deutschen und ihrer Sprache in Bœhmen (1788) et enfin sa Nouvelle chronique tchèque (1791), en tchèque. — V. l'Almanach de Peltzel, 1893, avec une biographie de Tircher.



vaient à Prague, la mère des villes, s'ils vivaient, ceux que nous décrit Peltzel. Allons, garçons, buvons à la santé du peuple [1]. — Ainsi se préparait cette alliance des savants et des masses rurales, qui est un trait si curieux de l'histoire bohême contemporaine.

Cette école primitive est dominée par Dobrovsky, et je ne crois pas que, dans le siècle entier, un homme en Bohême mérite de lui être comparé. Avec Hus et Komensky, il complète la Trinité tchèque, et ils résument bien, dans leurs rapports et leurs différences, la mission du peuple qui a mérité de vivre par son respect de la pensée personnelle, son amour de l'instruction et son zèle pour la science.

Dobrovsky [2] naquit par hasard en Hongrie; ses ancêtres étaient Tchèques, et il n'a jamais cessé de se regarder comme « Bohême d'origine et slave de langue ». Très pauvre, comme la plupart des hommes qui sont devenus dans le royaume de Saint-Venceslas les guides de leur peuple, il avait dû à un hasard heureux de pouvoir continuer ses études, et ses maîtres, à l'Université de Prague, l'avaient initié aux méthodes qu'appliquaient en Allemagne Adelung et Schlœzer. Il a toujours proclamé hautement sa reconnaissance pour les érudits étrangers qui lui avaient montré la route; pas plus que Hus et Komensky, il n'était capable de jalousie ou d'ingratitude, en fils légitime de ce généreux XVIII[e] siècle, si ouvert aux idées d'humanité et de fraternité. Il continuait la lignée des Frères de l'Unité, dont la pensée lui arrivait transformée par les

1. Almanach de Peltzel, p. 146.

2. Joseph Dobrovsky (1753-1829), commence son noviciat chez les Jésuites (1772) et continue ses études à Prague, après la dispersion de l'Ordre. Précepteur des enfants du comte Nostits (1776-1787), il publie son Étude sur l'Évangile de S. Marc (1778) et fonde diverses revues littéraires; consacré prêtre (1786) et directeur du séminaire général de Hradichtié (1786-1790); il entreprend un grand voyage d'exploration scientifique dans le nord et l'est de l'Europe (1792), souffre par intervalles depuis 1795 d'une maladie nerveuse qui va quelquefois jusqu'à l'aliénation mentale; à cette époque (1795-1810) appartiennent surtout ses grands travaux de philologie tchèque. Il fonde en 1806 la revue le Slavin et, en 1813, la Slovanka.

Déistes anglais et les Encyclopédistes; lui-même est complètement dégagé de préoccupations dogmatiques et il ne confesse d'autre Dieu que la raison et la science.

Il avait commencé son noviciat chez les Jésuites, mais sans rien abdiquer de sa liberté morale, et il n'hésitait pas davantage à accepter la direction d'un séminaire général où il appliquait les méthodes de Joseph II, qu'à démontrer que le célèbre manuscrit de Prague attribué à Saint-Marc, n'était certainement pas de l'Évangéliste, d'abord parce que les apôtres ne parlaient pas latin, et ensuite parce que le document était du IXe siècle (1778). Il avait comme ses contemporains le culte de la nature et ne comprenait ni le célibat ni les vœux perpétuels : « Permettez aux ecclésiastiques d'être des hommes, écrivait-il en 1781, puisque dans cette enveloppe d'argile, ils ne peuvent s'élever à la perfection des séraphins. » Il avait pour l'oppression une haine profonde, par dessus tout pour celle qui menace la conscience : « Nous devons rougir, disait-il à propos des persécutions qui suivirent la Montagne-Blanche, d'un passé où l'on faisait un tel abus de la religion, et il convient de condamner sans réserve les conseillers vindicatifs qui poussèrent Ferdinand II à des mesures aussi peu glorieuses pour lui que funestes au pays. » Ce jésuite était franc-maçon, et il demeura fidèle à ses convictions, même quand les loges se dispersèrent.

Son amour pour le peuple tchèque a ses origines directes dans sa passion pour la liberté et l'égalité. Il a lu Herder, dont l'action a été si profonde sur les Slaves et en particulier sur les Tchèques : il n'y a rencontré, sous une forme éloquente, que l'Évangile du siècle, le droit de toutes les nations à la vie, et l'horreur de l'injustice. Jusqu'à son dernier jour il demeurera fidèle à son idéal et à sa foi. Il avait peu le goût des effusions et des éjaculations sentimentales, et, comme il avait la dent dure et la parole imagée, les meneurs du parti national, dont il a plus d'une fois souligné les sottises, l'ont accusé de tiédeur : « Dobrovsky, malgré son grand mérite, écrit Ioungmann en 1813, me semble



plutôt être un Allemand » ; et en 1823 : « j'ai toujours pensé que ce n'était pas un Slave, mais un Allemand slavisant ». — Ioungmann était un savant éminent, ce qui ne l'empêchait pas d'avoir une vanité très chatouilleuse, et il ne pardonnait pas au maître d'avoir parlé des gens auxquels leur Bohémisme montait à la tête. Ces attaques prouvent seulement, ce que nous n'ignorons pas, qu'il n'est pas d'église qui n'ait ses querelles et que les plus nobles passions n'excluent pas les rancunes personnelles. — La vie et la correspondance de Dobrovsky montrent sa confiance dans l'avenir des Slaves : la raison allemande, dit-il, ne saurait être comparée ni à l'esprit français, ni à l'*oum* slave ; les Allemands ont été les hérauts des meilleures méthodes, les Slaves apporteront au monde une civilisation nouvelle. — Il y a dans l'introduction du Slavin, le journal qu'il envoie aux frères de Slavie, une intensité et une sincérité d'émotion que je trouve plus saisissantes que les plus sonores fanfares de Ioungmann et de Kollar.

Les Tchèques sont-ils appelés à tenir leur place dans le monde slave régénéré ? Dobrovsky sait qu'on ne remonte pas aisément le cours des siècles. Il ne se berce pas d'illusions et il se rappelle que le pire des égarements est de croire qu'une chose est vraie parce que nous désirons qu'elle le soit. — Si Dieu ne nous vient en aide, la cause de notre peuple est désespérée, écrit-il à Kopitar en 1811. — Il ne lui est pas possible néanmoins de désespérer ; il écoute avec une ironie attendrie les vastes projets du philologue slovène et, en soulignant d'un sourire ce qu'ils ont de chimérique, il en caresse la possibilité. Kopitar ne parlait de rien moins que de faire de Vienne le centre d'un grand mouvement panslaviste : « — Si l'Autriche voulait seulement ! Il est étrange que la cour regarde toujours les Slaves avec des yeux *niemtsichen* [1]. Le Gottorp a pu se russifier complètement en Russie et la princesse de Zersbt redevenir slave : pourquoi ne le devenons-nous pas à Vienne,

1. Niémets en tchèque signifie allemand.



un peu, au moins à-demi, sinon aux trois-quarts, ex ratione subditorum? Les armées ne sont-elles pas purement slaves? Pourquoi ne les commande-t-on pas en slave? Natura faciet, tardius quidem [1]! » C'est à l'Autriche qu'il appartient de prendre la direction des Slaves, non aux Russes, « à cause de leur épouvantable servage; nous n'avons rien à en attendre d'humain encore pendant des siècles »; à Vienne, il serait facile d'instituer une Académie, qui imprimerait une direction unique aux travaux isolés, introduirait une orthographe semblable, préparerait une langue littéraire panslave et réunirait ainsi dans un effort commun les tribus que leurs dissensions livrent à la domination étrangère. — Dobrovsky mettait en garde Kopitar contre ses illusions : « Faites attention que nous avons à faire aux Allemands qui nous oppriment depuis si longtemps. — Les Italiens, les Allemands et les Juifs ont toujours eu en foule des missionnaires, des convertisseurs et des saints; chez nous, Slaves, cela n'est pas si abondant. »

Par moments cependant ses aspirations éclataient avec une sorte de fougue. Le travail incessant, les fatigues et les déceptions de nombreux voyages de recherches, peut-être aussi une blessure qu'il avait reçue à la chasse, provoquèrent chez lui une maladie nerveuse qui allait quelquefois jusqu'à des accès de folie. Dans ces heures de demi-délire, sa passion échappait à la maîtrise que sa ferme raison exerçait d'habitude sur elle. — Après Dieu, qu'est-ce qui peut m'être plus cher que ma patrie? écrit-il à Dourich dès 1795. Mais je veux aussi être utile aux étrangers et à l'humanité entière. — Ce que vous avez dit d'une langue d'église commune à tous les Slaves est une erreur historique, mais est vrai prophétiquement. — Dieu montrera au monde de grandes choses par les Slaves et chez les Slaves : le royaume de Bohême s'étendra et s'agrandira; la Pologne, qui a été punie pour avoir négligé sa langue maternelle, refleurira;

1. Correspondance de Kopitar et de Dobrovsky, dans l'Archiv de Iagitch, v, p. 442. — C'est une des sources les plus précieuses pour l'histoire de la première partie du siècle en Bohême.



l'Empire russe étendra ses limites jusqu'aux frontières de l'Inde et de la Perse; les Slaves reprendront leurs anciens territoires. » — Ces lettres, où se mêlent d'une façon singulière l'exaltation la plus fumeuse et la lucidité la plus aiguisée, étaient accueillies par les littérateurs tchèques avec une sorte d'émotion religieuse. « Bien que j'aimasse ma langue maternelle par dessus tout et que je haïsse ses ennemis, lui écrivait Pouchmayer, votre lettre a encore enflammé mon patriotisme brûlant. »

Le but est admirable, mais la route est longue et semée d'obstacles. On n'en triomphera pas par des déclamations : « Il vaut mieux agir, (même en silence), que de jeter des cris de trompette dans les journaux. » Dobrovsky donne l'exemple d'un labeur incessant : son érudition est prodigieuse et s'étend aux domaines les plus divers.

Avec cela, rien chez lui qui rappelle les grandioses et imprudentes constructions des romantiques. Par ses racines vitales, il appartient à son siècle, qui est un siècle d'examen et de critique ; il est impitoyable pour les hypothèses gratuites ou les conclusions prématurées. — Des preuves, des preuves précises, écrit-il, voilà ce que je demande et non des suppositions ; des preuves, et non des déclamations. — Il exerce sur ses amis les plus chers un contrôle impitoyable, On l'a accusé d'hypercriticisme et on lui a reproché une certaine raideur; il avait « les vertus d'un dictateur », dit Dourich, qui avait été son initiateur et qui était devenu son disciple docile; défauts précieux à cette heure et tyrannie féconde ! Les Tchèques n'eurent pas à se louer plus tard d'avoir secoué le joug de ce maître sévère et probe, qui croyait que la vérité est un Dieu jaloux, qu'il ne faut sacrifier à rien, même à la gloire de son peuple.

Non pas sans doute qu'aucune de ses thèses n'ait été infirmée depuis; on a découvert des textes nouveaux, on a apporté des faits qu'il ne connaissait pas. Mais ses erreurs mêmes étaient fécondes, parce qu'il avait un cœur droit, un esprit clair et une méthode précise. Quelque langue qu'il écrive, sa pensée se détache lumineuse. Quand on sort de

lire les dissertations de ses contemporains, écrit Kalousek, trop longues, flottantes, avec des étais peu solides, on éprouve en ouvrant un essai de Dobrovsky une impression exquise de sécurité et de lumière.

Avec ces mérites, il eût pu n'être qu'un Dobner d'une qualité supérieure, s'il n'apportait dans ses travaux ce sentiment de la continuité de la vie et de ses métamorphoses organiques qui le classe au nombre des grands initiateurs de la science contemporaine. Ce disciple des Encyclopédistes a le sens de l'histoire ; il sait que le passé est la condition de l'avenir et il transforme les études de linguistique, en leur appliquant la doctrine de l'évolution, dont Herder a aperçu le sens général et la portée. Il a vu et établi nettement que la langue d'un peuple est le résultat de son développement intellectuel et moral et qu'elle traduit comme les époques de son âme ; il en a conclu que des lois naturelles président à ses destinées et il a déterminé quelques-unes des règles essentielles du progrès historique des dialectes slaves. Il a été ainsi vraiment le créateur de la science philologique slave, autant que le mot créer peut s'appliquer à l'homme, c'est-à-dire qu'il a exprimé avec précision des idées qui n'avaient été entrevues que dans une pénombre mystérieuse, qu'il a prouvé scientifiquement la vérité de certaines affirmations hypothétiques et qu'il a tiré des conséquences grandioses d'aperçus signalés d'un trait fugitif [1]. Deux de ses livres résument son influence, sa Grammaire scientifique du tchèque et ses Principes de paléo-slave [2].

1. Une biographie complète de Dobrovsky, — et elle reste à faire, malgré les mérites de celles qu'ont publiées Brandl et Sniégirev, — devrait rechercher dans Herder, Fulda, Engel, Adelung, Schlœzer, etc., les germes de ses découvertes, nous montrer ce que sont devenues ensuite ses théories avec Vostokov, Miklosits, Schleicher, Iagitch, etc. ; nous aurions ainsi le bilan exact de son œuvre. — Je n'aurais pas la compétence nécessaire pour entreprendre un pareil travail, mais il ne rentrait pas dans le cadre de mon livre, où j'essaie de dégager l'évolution générale des idées en Bohême et l'action qu'a exercée Dobrovsky sur l'histoire par la science, et non pas sur la science.

2. Ausführliches Lehrgebaüde der bœhm. Sprache, 1809. — Institutiones linguae slavicae dialecti veteris 1822.



La langue tchèque avait presque cessé d'être une langue vivante, les mots manquaient ou leur sens était incertain, la syntaxe fourmillait de germanismes. Quelques grammairiens, à l'instar des sociétés qui s'étaient formées en Allemagne pour épurer la langue, avaient entrepris d'améliorer cet état de choses. Mieux auraient valu de sages ennemis! Comme leur préparation scientifique était nulle et leur tact faible, ils avaient procédé au hasard, patronné les barbarismes les plus étranges, proscrit les mots les plus anciennement usités. Dobrovsky mit fin à ces fantaisies : — « Le tchèque qui n'a déjà pas tant de défenseurs, et encore dans la classe peu éclairée, est rendu ridicule par ces imaginations; le lecteur peu instruit qui prend un livre rédigé selon la nouvelle formule, s'étonne et s'irrite de ne pas comprendre sa langue maternelle; n'inventez pas, lisez. »

Timidité dangereuse, a-t-on dit; Dobrovsky, en écartant les néologismes et en condamnant les écrivains à n'employer d'autres mots que ceux qu'avaient consacrés les auteurs du XVIe siècle, les réduisait à se servir d'une langue morte. — Mais, sans compter que ce retour aux modèles classiques était alors le seul moyen d'arrêter les influences corruptrices, Dobrovsky indiquait aux novateurs téméraires une source où ils pouvaient puiser sans danger, l'usage populaire : « Il faut se mettre en contact avec les paysans, dont la langue est moins corrompue que celle des citadins. — Ce que nous voulons, c'est le dictionnaire de la langue qui existe, et non celui de la langue que vous prétendez former. » Il posait ainsi les principes du développement régulier du tchèque, qui ne retrouverait quelque sève qu'en se retrempant aux sources originelles, d'une part le peuple, et de l'autre la littérature classique. Du même coup, il mettait fin aux petites amusettes de mots et aux fantaisies étymologiques que l'on prenait auparavant pour la grammaire, il leur substituait une analyse scientifique des formes et jetait ainsi les bases de la philologie rationnelle. Depuis lors, des découvertes ré-

centes ont permis de recommencer son œuvre avec plus de précision, mais la science contemporaine était en germe dans ses travaux : Hattala et surtout Gebauer ne sont que ses disciples et ses continuateurs.

L'influence de Dobrovsky ne se limita pas à la Bohême, et sa grammaire raisonnée du tchèque devint le type des grammaires des dialectes slaves. Il avait été lui-même amené par ses travaux à l'étude du paléo-slave et, par là, à la philologie comparée des diverses branches du rameau slave; il avait essayé de définir leurs ressemblances et de les classer suivant leur degré de parenté; il avait montré comment ces analyses grammaticales, conduites dans un esprit de rigueur et de probité complètes, fournissent à l'historien et au philosophe les indications les plus sûres et les plus précieuses. Peu importe que, sur telle ou telle question, il se soit trompé; il avait ouvert la route et fixé les procédés à l'aide desquels on a rectifié ses erreurs. De très bonne heure, l'importance de ses recherches apparut, et son nom fut entouré d'un respect universel. De Russie en particulier lui arrivaient des marques de sympathie touchantes.— « Vous avez sans doute des admirateurs partout où l'on sait apprécier la science profonde et les talents éminents, lui écrivait le chancelier Roumjantsev en 1821; placez-moi, je vous prie, dans ce groupe comme votre sincère partisan; ne refusez pas mes services; tout ce que je pourrai faire pour vous sera une joie pour moi. » Il était désigné par l'admiration unanime à la présidence de cette Académie slave que Kopitar projetait de fonder et « dont les sociétés de Prague, de Varsovie et de Pétersbourg, sans compter la future académie illyrienne, seraient autant de sections ». Quand les troupes russes arrivaient à Prague en 1813, leur général lui rendait solennellement visite. Cette renommée anoblissait le peuple tchèque entier, le tirait de l'humiliation où il avait vécu, lui rendait avec l'estime des autres le souci de ses droits. Force admirable de la science! Les *Institutions du paléo-slave* deviennent comme une revanche de la Montagne-Blanche, et



un grammairien, dans son cabinet, sans intrigue, par l'obstination de son labeur, reconquiert à son peuple la place que l'égoïsme de son aristocratie et les fautes de ses politiques lui ont enlevée.

A côté de Dobrovsky, qui ne paraîtrait inférieur? Ioungmann[1] n'a ni la même hauteur morale ni la même largeur de vues, et il n'a pas de siège dans cette Académie européenne où n'entrent que ceux dont les services dépassent les limites étroites de leur patrie. Né vingt ans après Dobrovsky, il dépasse bien plus encore que celui-ci la première période de la Renaissance tchèque, puisque sa carrière se prolonge jusqu'à la veille de la révolution de 1848; ses principaux ouvrages sont postérieurs à 1815 et les Romantiques le regardent volontiers comme leur chef. Il n'a pas en linguistique les scrupules de Dobrovsky, ouvre largement la porte aux néologismes, et son imagination, plus ardente et plus fumeuse, est indulgente aux exagérations des patriotes.

Malgré tout cependant et bien qu'il annonce évidemment une génération nouvelle, par les fibres les plus profondes de son être, par les aspirations intimes de sa pensée, il appartient au XVIIIe siècle. A chaque pas, on retrouve chez lui l'influence de Lessing. — « Si nous considérons les doctrines philosophiques depuis les temps les plus reculés jusqu'aujourd'hui, note-t-il dans son journal personnel, nous

1. Joseph Ioungmann, 1776-1847, fils d'un cordonnier, fait ses études à l'Université de Prague; professeur au gymnase de Litomierzitse, où il commence sa prédication patriotique, traduit Atala (1805) et le Paradis Perdu (1811); on rattache à ces traductions les origines du romantisme en Bohême. Il publie diverses poésies lyriques et collabore à plusieurs journaux tchèques, plus ou moins éphémères. Nommé au gymnase de la Vieille Ville de Prague 1815, il devient le centre du mouvement national; des discussions de prosodie et de philologie, la part encore mal déterminée qu'il prend à la publication des célèbres manuscrits tchèques, le mettent en lutte avec Dobrovsky; il est l'inspirateur de l'école patriotique et publie les ouvrages qui l'ont immortalisé : l'*Histoire de la littérature tchèque* (1825) et le *Dictionnaire tchèque* (1834-1839). — Les sources pour l'histoire de Ioungmann sont ses *Notes et souvenirs* (Journ. du Musée boh. 1871) et sa Correspondance (Même recueil 1880, 81, 82, 83, 84, 86, 90). Une bonne biographie par Zélény (1873), un peu hagiographique et pas très pénétrante, mais précise et exacte.

avons l'impression d'une maison d'aliénés où chacun étale sa folie. Telle fut la volonté de Dieu : il ne nous a pas donné la science et la connaissance, comme il ne nous a pas donné de vêtements, pour que nous les conquérions, attendu que c'est cette recherche qui fait l'homme. » — Plus que Lessing encore, Voltaire laisse sur lui une trace profonde; il en parle avec une sorte d'émotion pieuse qui nous étonne : « La lecture de ses ouvrages élève l'âme d'une manière étonnante et lui donne des ailes pour planer au-dessus des bassesses et des vulgarités du monde. — Le combattre, c'est combattre la saine philosophie, la beauté et la raison [1] ». — Il ne se contente pas de l'admirer, il l'imite, et souvent dans ce qu'il y a de moins louable en lui : il lui emprunte ses procédés d'une habileté un peu suspecte, ses ruses d'une correction douteuse; il n'aime pas s'exposer directement aux coups et il cache volontiers la main qui lance le trait. Ses verrues choquent justement les délicats; du moins, ses péchés véniels n'altèrent pas les qualités très hautes qu'il a empruntées aussi à Voltaire, le goût de la justice, la passion du travail et le culte de la réflexion libre. — L'erreur a beau triompher pendant des milliers d'années; elle n'en devient pas plus digne de respect parce qu'elle est plus ancienne, et le devoir de l'homme est de scruter courageusement les opinions les mieux assises et de travailler à l'affranchissement de l'esprit. Que chacun se serve de sa raison, ce don de Dieu, que seul les aveugles osent condamner! — Par là Ioungmann est bien sorti de la même école que Dobrovsky et, alors qu'il n'était pas très brave par tempérament, il puise dans les doctrines émancipatrices des encyclopédistes le courage de se consacrer à une cause dangereuse et compromise et de lui demeurer fidèle jusqu'à sa mort.

Sa vie durant, par la plume et par la parole, il s'efforça de

1. Ces citations me paraissent suffisantes pour démontrer qu'il est impossible de voir dans Ioungmann un romantique, et l'étude de Murko, dont les détails sont très instructifs, me semble dominée par une idée absolument fausse. — Masaryk ne pardonne pas à Ioungmann son rationalisme impénitent.



réveiller chez ses compatriotes l'amour de leur langue et de leur rendre une littérature. — « Proposez-vous un but sublime, disait-il aux séminaristes de Litomierzitse pour lesquels il avait ouvert un cours de tchèque ; dites-vous, je veux être un orateur, un historien, un philosophe, un poète tchèque ; peut-être votre espoir sera-t-il trahi par vos forces, vous deviendrez du moins de bons prédicateurs et de bons patriotes. — Jusqu'à présent, le Slave a été l'esclave des autres peuples, mais la roue de la fortune n'a pas cessé de tourner et le moment approche où une autre destinée s'ouvrira pour lui. — Que votre langue soit pure, correcte, grave, respectez-la même dans la conversation courante, aidez-la à se dégager des éléments impurs, qu'ont introduits les fonctionnaires, les bourgeois germanisés et malheureusement aussi certains ecclésiastiques. » Pendant quarante ans, il reste sur la brèche, sans que sa verve tarisse ou que sa conviction faiblisse. Il a les plus hautes vertus du soldat, l'élan et la constance. Bien plus que Dobrovsky, il est sûr du succès, et son optimisme survit aux plus pénibles déceptions. Il croit à la bienveillance des Habsbourgs, il n'admet pas qu'un jardinier néglige systématiquement les meilleures plantes de son verger, qu' « en bon pasteur de ses peuples, notre roi bien-aimé » ne prête pas à la longue une oreille bienveillante aux désirs de tant de millions de ses sujets et ne devienne pas, comme jadis Charles IV et Rodolphe, « un véritable père pour eux ». Il déploie dans sa Défense du tchèque des qualités de souplesse, de verve et d'abondance, qui révèlent en lui un polémiste de premier ordre, et il y obtient des succès presque inouïs : un journaliste qui avait publié contre les Slaves un article violent, fut converti par ses réponses et composa ensuite des poésies tchèques [1].

1. Il importe, dans le cours de cette histoire de la Renaissance tchèque, de ne pas oublier que ces révoltés contre l'Allemagne ont grandi dans des écoles allemandes et qu'ils ont été pénétrés jusqu'aux moelles par les influences étrangères : Ioungmann termine par des citations de Jahn sa défense de la langue tchèque. Murko a eu le grand mérite de mettre en lumière ce fait que les historiens bohêmes avaient un peu négligé. — Les accu-

Sa supériorité sur Dobrovsky, qui jusqu'aux dernières années de sa vie n'a écrit qu'en allemand et en latin, c'était de prêcher d'exemple. Par Ioungmann, le tchèque redevient vraiment une langue vivante. Il ne se contente pas de protester contre le mépris dans lequel on tient l'idiome national, il essaie de prouver par ses œuvres qu'il convient aux formes les plus délicates et les plus hautes de la production intellectuelle, à l'épopée et à la poésie lyrique aussi bien qu'à la prédication morale ou à la science. Aucune difficulté ne le rebute : les vieux combattants meurent et, au milieu de l'indifférence du public, personne ne se lève pour les remplacer; ses élèves sont négligents; la gangrène de la germanisation gagne de nouvelles couches du corps social. Son cœur ne faiblit pas. Il rencontre des accents héroïques pour consoler les amis qui lui crient leur détresse : — « Les tristes pensées qui vous tourmentent me poursuivent aussi. Mais je songe à l'instabilité des choses humaines et, tant que le peuple n'a pas disparu, j'espère que quelqu'un naîtra qui relèvera la patrie, et cette conviction me réconforte. Et d'ailleurs, la mort de ces hommes excellents me rappelle d'autant plus vivement qu'il nous appartient de veiller au bien public. Quand le vieux maître meurt, le jeune doit prendre en mains la direction de la maison... Que chacun de nous travaille donc, dans la mesure de ses forces, pour laisser, si c'est possible, à nos descendants une patrie meilleure que celle que nous ont laissée nos ancêtres. Si elle doit disparaître que ce ne soit pas tant que nous sommes là. »

Ses terreurs nerveuses, les susceptibilités mesquines dont il est coutumier, ses manœuvres souterraines, les libertés qu'il lui arrive de prendre avec la vérité, ces tares

sations d'ingratitude qui sont à la mode dans certains milieux germaniques, n'en sont pas moins absurdes. Ce serait un singulier savant que celui qui reprocherait à ses élèves d'appliquer ses méthodes et de continuer ses découvertes, ou bien l'oppression deviendrait-elle excusable parce qu'elle est exercée par des Allemands et non des Français, de sorte que les principes de liberté et d'indépendance seraient excellents sur l'Elbe inférieur et sans valeur sur le Haut-Elbe?



humaines que catalogue avec quelque âpreté la critique contemporaine, s'effacent devant ces qualités maîtresses de confiance et de dévouement. « Votre séjour à Prague, lui écrivait en 1815 son ami le plus intime, Marek, aura de grands et utiles effets; la jeunesse studieuse s'attachera à vous avec confiance et vous suivra comme un chef. » Pendant une quinzaine d'années, il est l'âme de la vie intellectuelle bohême, le directeur d'une sorte d'atelier où chacun, encouragé et guidé par lui, défriche un domaine déterminé, Logique, Physique, Histoire naturelle, Rhétorique, etc. Kollar lui confie le soin de faire imprimer les premiers sonnets de la Fille de Slava; Tchélakovsky rafraîchit son énergie « à l'ardeur du petit père »; un des premiers, il songe à la fondation d'un Musée tchèque et il s'applique à lui donner une tendance nationale; il inspire les premiers essais de Palatsky et de Chafarjik.

Il était devenu poète par un effort de volonté, parce qu'il croyait nécessaire d'ouvrir à son peuple le domaine supérieur de l'art. Ses qualités naturelles font avant tout de lui un érudit éminent. Son Histoire de la littérature bohême [1], qui est essentiellement un répertoire bibliographique et qui témoigne d'un extraordinaire labeur, est encore indispensable à quiconque s'occupe d'histoire slave. Au moment de son apparition, l'effet produit sur les Tchèques fut analogue, quelque étrange que paraisse d'abord cette comparaison, à celui qui suivit en France la publication des Victoires et conquêtes : c'était une sorte de revue solennelle où, contre les étrangers qui foulaient le sol bohême et raillaient la misère du peuple, Ioungmann évoquait les légions des vieux combattants qui avaient jadis maintenu l'éclat de la langue slave.

Aux néophytes qui se sentiraient assez de courage pour reprendre l'œuvre des ancêtres, Ioungmann en offrait les moyens matériels, et son Dictionnaire apportait aux futurs

1. La première édition est de 1825, mais il avait commencé à s'en occuper en 1806.

écrivains les éléments de leurs succès. Dès 1779, Dobrovsky insistait sur la nécessité d'une semblable publication : Ioungmann hésita longtemps devant l'immensité de la tâche, fut ensuite arrêté par des questions de plan, des dissentiments avec Dobrovsky. Quand l'œuvre fut terminée, gigantesque [1], on reprocha à l'audacieux compilateur d'avoir mis sur pied un dictionnaire, non pas tchèque, mais slave. Cette critique, parfaitement justifiée en fait, n'émut guère sans doute l'auteur, et elle prouve seulement que ceux qui la lui adressaient n'avaient pas compris sa pensée. — L'idée d'une langue panslave semble remonter à Krzizanits, qui fut au XVIIe siècle le précurseur du panslavisme; pendant le règne de François, elle préoccupait très vivement les écrivains slaves : pourquoi ne serait-il pas possible d'établir au-dessus des dialectes particuliers une langue littéraire commune? Les plus modérés envisageaient du moins les moyens de rendre plus faciles les rapports réciproques des divers groupes ethniques slaves en adoptant un même alphabet et un même système d'orthographe [2]. Ioungmann se déclarait prêt, dans son Journal intime, à sacrifier s'il le fallait le tchèque à cette langue commune, et il essayait de répondre aux objections politiques que provoquait ce projet de panslavisme littéraire : « Pourquoi la communauté de langue qui n'entraîne pas l'unité politique des Allemands, entraînerait-elle celle des Slaves? Le Panslavisme, devant l'apparition duquel on tremble ou on fait semblant de trembler, est l'invention d'une haine aveugle qui se complaît dans son pangermanisme;.... (il veut nous) maintenir isolés afin de faire peser sur nous un éternel esclavage. »

Ces utopies n'ont eu aucun résultat pratique : un peuple ne choisit pas sa langue par calcul diplomatique, et, parce

1. Le premier volume parut en 1834; le cinquième en 1839. L'œuvre entière représente plus de 4,500 pages.

2. V. sur cette question les travaux de Perwolf, qui était lui-même un panslaviste convaincu, en particulier : la Pensée slave en Russie, dans la Osviéta, 1879, avec de très nombreuses indications bibliographiques; et la Pensée slave en Autriche, dans la Ruskaja Rietch, 1879.

que deux dialectes sont voisins, ce n'est nullement une raison pour qu'ils fusionnent. Ioungmann espérait du moins un rapprochement graduel, et, pour cela, il voulait que les Tchèques empruntassent à leurs frères de race, en particulier aux Polonais et aux Russes, les termes qui leur manquaient. Son dictionnaire n'était pas un inventaire de la langue usitée, mais un immense magasin où se ravitailleraient les auteurs nouveaux. Il avait d'ailleurs apporté dans son œuvre délicate un tact supérieur, évitant autant que possible les inventions arbitraires, ramenant à la surface un très grand nombre d'expressions oubliées. Tels étaient les services qu'il rendit ainsi à la cause littéraire tchèque, que les romantiques qu'il rabrouait volontiers ne se révoltèrent jamais contre ce « Nestor de la Renaissance », qui représentait au milieu d'eux une époque éprise avant tout de sincérité et de clarté.

Le respect dont l'entourait la jeune génération, il en usa, — et ce ne fut pas le moindre service qu'il rendit à sa patrie, — pour combattre les exagérations d'une école « qui ne procure à l'homme ni joie, ni progrès moral, ni instruction, et qui ne peut que distraire la fantaisie sans la satisfaire ». Il avait gardé de ses premières années le goût des idées nettes et des contours arrêtés, il écrivait une prose grave, sonore, un peu apprêtée dans son amplitude, mais vraiment marquée au coin national. « Il était notre père spirituel à tous », disait Tchélakovsky au moment de sa mort, et l'éloge est mérité. Si Dobrovsky a rendu possible la renaissance tchèque, Ioungmann a créé la littérature bohême moderne, et il faut prendre ici le mot créer dans son sens complet : il a fait sortir quelque chose de rien.

Dobrovsky déjà, Ioungmann bien davantage, s'ils appartiennent par la nature intime de leur esprit à la plus ancienne période de la Renaissance tchèque, continuent à exercer leur influence longtemps après que cette première époque est close, et, en essayant de définir leur action, on

risque d'oublier que, de 1790 à 1815, leur voix tombe sans écho dans l'indifférence de la foule.

A ce moment, le personnel littéraire tchèque se résume dans une vingtaine d'écrivains, qui, avec une maladresse touchante, travaillent à acclimater dans leur patrie les divers genres poétiques, traduisent des ballades et lancent des Almanachs des Muses. L'étude des œuvres de Neyédly, de Pouchmayer et de leurs collaborateurs est fastidieuse, et c'est tout au plus si elles sont feuilletées de temps en temps par un commentateur audacieux qui se dédommage ensuite de son cruel ennui en essayant de réparer ces gloires fripées. Enthousiasme sans danger qui ne trompe personne. Les auteurs de ces premiers essais n'avaient eux-mêmes aucune illusion sur l'étendue de leur génie : « Mes Violettes, écrivait plus tard Pouchmayer, quand il publiait la première édition complète de ses œuvres, sont de modestes fleurs des champs, mais les violettes, les reines des prés, les perce-neiges et autres fleurettes analogues n'en sont pas moins les messagères du printemps. Puisse la volonté de Dieu permettre qu'elles devancent des fleurs plus odorantes et plus somptueuses qui embelliront notre Hélicon! » Ils ne se regardent que comme des pionniers et ils savent que de longues années s'écouleront avant que des moissons luxuriantes lèvent sur le sol amendé.

Ils sont perdus au milieu de l'indifférence de leurs compatriotes. Quand Venceslas Tham publie en 1785, sous le titre de *Poésies en vers*, le petit recueil par lequel s'ouvre la littérature néo-tchèque, il a beau faire appel aux collaborateurs bénévoles, — et certes ses exigences n'étaient pas excessives, — il lui faut compléter son modeste petit volume par des rééditions de poésies anciennes. L'inexpérience des auteurs est complète. Lorsque Pouchmayer et ses amis lisent leur premier essai au censeur, Prochazka, très bienveillant et paternel, il les félicite de leur bonne volonté : — il y a beaucoup d'incorrections, ils ne feraient peut-être pas mal d'apprendre la grammaire. — Comme il n'y a chez eux aucune trace d'infatuation, ils retournent



à la besogne, puis timidement présentent leur ours à Dobrovsky. — Celui-ci leur montre ce qu'il y a de factice et d'incohérent dans le système prosodique, que naïvement ils ont imité des modèles étrangers : le rythme s'adresse à l'oreille, et la versification tchèque doit avoir pour base l'accent. — Sans lassitude, ils remportent leur manuscrit et, suivant les indications du maître, le remettent sur le métier. Pouchmayer resta ainsi toute sa vie un bon ouvrier ès-lettres, sans ombre de génie, — et qu'eût-il fait de génie! — diligent, animé des meilleures intentions, très dévoué et attentif.

On l'a accusé de plagiat, ce qui l'eût stupéfait. Plagiaire, c'était à ses yeux et à ceux de ses amis le titre d'honneur qu'ils eussent réclamé. Ils n'avaient aucune invention et ils mettaient leur gloire à acclimater en Bohême les fleurs des autres climats. La plupart avaient hésité au début de leur carrière entre le slave et l'allemand; ils ne s'étaient déterminés que par des raisons de générosité et d'humanité. Leur culture était toute germanique : M. Schultz, qui a étudié avec beaucoup de précision la poésie lyrique tchèque de 1795 à 1825, constate que sur douze ballades, auxquelles son indulgence attribue une valeur durable, sept sont des traductions de Bürger, de Schiller et de Gœthe. Ils imitent les auteurs allemands jusque dans les détails extérieurs, la disposition des matières, les caractères typographiques. A leur suite, ils cultivent, à côté de la ballade, l'épigramme, la satire morale, l'épître philosophique, la pastorale sentimentale, même l'épopée. Ils l'entendent naturellement à la façon de Wieland et de Voltaire : ils n'ont à aucun degré le sens de l'héroïsme et de l'histoire; ils soulignent d'un clin d'œil oblique l'étrangeté de l'aventure qu'ils narrent et ils déguisent leurs personnages en parangons de tolérance et de galanterie; leurs héroïdes ne sont que des romans à la Calprenède, arrangés au goût du XVIII[e] siècle. Déjà, les adaptations des Allemands nous paraissent lourdes et gauches, les Tchèques renchérissent sur leurs modèles; ils plaisent par là à leur public, peu

raffiné, qui ne sourit qu'aux plaisanteries appuyées et ne comprendrait pas les sous-entendus.

La gravure qui orne la première page du recueil de Tham, représente une bergère penchée sur son amant, qui joue de la flûte; un chien couché à leurs pieds les regarde avec attendrissement, tandis qu'au fond on apercoit des brebis paissant dans la forêt. — C'est le symbole de l'école : de 1780 à 1815, le trait essentiel de la littérature tchèque est l'idyllisme [1]. Les auteurs n'écrivent pas pour obéir à l'inspiration et traduire les impressions profondes de leur âme; ils ne voient dans la poésie qu'un amusement élégant et un moyen de répandre des idées raisonnables; ils proscrivent les images grandioses, et les mouvements passionnés. Au moment où l'Europe est ébranlée par la lutte du passé et de l'avenir, quand partout retentit la fanfare des clairons et que les mugissements des canons ébranlent les trônes, ils se réfugient dans la littérature comme dans un temple paisible où ne pénètre pas le tumulte du monde. Leurs vers nous disent les joies d'une vie retirée, les agréments de la campagne et les douceurs de l'amitié. Ils continuent les poètes qui, un siècle et demi plus tôt, avaient imité en Bohême l'école silésienne; ils traduisent Horace et ils empruntent aux Gleim, aux Gesner, aux Florian et aux Dorat, leurs grâces vieillottes et leurs charmes apprêtés. Ce sont de très honnêtes bourgeois, professeurs, employés, ecclésiastiques surtout, le cœur très pur, avec très peu de tempérament; leurs amours sentent l'huile, et leur vin est une liqueur légère qui ne trouble guère les têtes; leurs malices ne sont pas empoisonnées.

1. Je préfère décidément l'expression de Jiretchek à celle de Vltchek, qui parle de l'époque du rococo. Il me semble que ce qui caractérise le rococo, c'est la prédominance de l'esprit, l'ironie sournoise, les sous-entendus égrillards, un froufou de soie et de galanterie sèche, superficiellement trempée de sentimentalisme larmoyant; il y a dans les Allemands qui imitent la France et encore plus dans les Tchèques, beaucoup plus de naïveté et moins de malice, une intention morale plus candide et un goût plus sincère pour la nature. Je ne trouve pas que la théorie de Vltchek rende raison du talent de Pouchmayer pour ne pas parler de Hniévkovsky.



Ils sont protégés contre le ridicule par leur candeur, et leur maladresse désarme par ce qu'il y a de touchant dans leur bonne volonté. Elle ne les sauve pourtant ni de la monotonie ni de la platitude. Aujourd'hui, cette petite pluie d'épîtres et de ballades produit bien vite une impression de somnolence et de langueur. Le public d'alors, moins difficile, acceptait sans enthousiasme, non pas sans complaisance, ce pot-au-feu littéraire, et il goûtait cette langue incolore et diffuse, mais claire et simple, ces images en grisaille, ces plaisanteries honnêtes et cette bonne humeur morale et ratiocinante.

Ce qui lui plaisait chez ces rimailleurs consciencieux, c'est que ces imitateurs de l'étranger conservaient un certain goût de terroir, juste de quoi piquer la curiosité des lecteurs du crû. Nous nous expliquons par là que les poètes qui se groupent autour de Pouchmayer et que distingue un air de famille, gardent cependant leur physionomie individuelle. A côté du chef de l'école, qui est surtout un moraliste, Vojtiech Neyédly et Hniévkovsky empruntent volontiers leurs récits aux légendes locales; leurs ballades, beaucoup trop longues, sans aucun raffinement d'art, plaisent au peuple par leur sincérité et se gravent aisément dans les mémoires; tel des récits de Hniévkovsky se chante encore dans les villages. Pouchmayer lui-même qui n'a guère écrit que des traductions ou des adaptations, est un patriote trop sincère pour faire fi des traditions autochtones. C'est presque toujours par l'intermédiaire de la Pologne que lui arrivent les œuvres des littératures occidentales et il n'imite La Fontaine qu'à la suite des fabulistes de Varsovie; il sait regarder autour de lui et il choisit adroitement le trait qui donne à l'anecdote étrangère comme une saveur locale.

Les poètes idylliques ne s'adressent malgré tout qu'à un public très restreint; leur œuvre essentielle consiste à épurer et à assouplir la langue, à éveiller l'imagination de quelques jeunes gens, à renouer la tradition littéraire. La masse partout n'est atteinte que par le journal et le théâtre.

Le théâtre suppose déjà un public assez nombreux, des ressources matérielles importantes, une langue perfectionnée. Il faudra plus d'un demi-siècle d'efforts pour qu'il sorte de la longue période des essais avortés et des tâtonnements. L'histoire même de ces tentatives n'est pas cependant sans intérêt parce qu'elle nous permet de mesurer l'intensité des sympathies qui soutiennent dès l'origine les promoteurs du mouvement tchèque et de suivre les évolutions de l'opinion.

Au XVIIIe siècle, le théâtre rural avait pris un certain développement, les scènes de marionnettes s'étaient multipliées, et il s'était formé des types de paillasses tchèques, le *pimprlé* et le *kachparek*. C'était un théâtre d'opposition, qui raillait volontiers les seigneurs, les curés et les moines; l'Église, pour le combattre, avait cherché à rétablir les représentations de mystères. Elles furent interdites en 1768[1]. Le pays était parcouru par des troupes nomades, très misérables, qui ne rencontraient quelque succès que quand elles jouaient les pantalonnades viennoises. A Prague, il s'était fondé en 1737 un théâtre permanent allemand qui végétait sans éclat. Le directeur, qui joignait péniblement les deux bouts, espéra attirer une nouvelle classe d'auditeurs en faisant traduire quelques farces en tchèque. Le premier essai en 1771 fut lamentable : la traduction était grotesque, les acteurs estropiaient le slave, le public siffla. En 1786, des amateurs obtinrent l'autorisation d'ouvrir sur le Marché aux chevaux, — aujourd'hui la place de Saint-Venceslas, — une *Baraque* en planches que Joseph II ne dédaigna pas de visiter et qui prit dès lors le titre pompeux de théâtre impérial et royal national tchèque. Le public était restreint et il était nécessaire de renouveler fréquemment l'affiche. Tham, qui était un des auteurs les plus féconds et qui a mérité d'attacher son nom à cette première

1. Sur le théâtre bohême, Leo Blass, *Das Theater und Drama in Dœhmen bis zum Anfange des XIXen Jahr.* 1877. — Stankovsky, dans l'Almanach de la Matitse du théâtre, 1881. — Mikovets, *Les traces du théâtre des paysans en Bohême,* 1855. — On trouve aussi de très curieux renseignements dans le Peuple Bohême, de Zibrt.



période de l'art dramatique tchèque, dit que l'on écrivit, de 1780 à 1795, un millier de pièces. Presque toutes ont été perdues, ce qui ne saurait être considéré comme un malheur. L'immense majorité n'étaient que des adaptations rapides de drames ou de farces étrangères, et on traduisait naturellement surtout les fournisseurs ordinaires du public allemand à cette époque, Schrœder, Iffland ou leurs rivaux. Les dramaturges, qui n'avaient ni entente de la scène ni préoccupation littéraire, étaient des rationalistes et des patriotes, qui voulaient à la fois développer la langue nationale et combattre les préjugés et la superstition.

Ce n'était pas une bonne recommandation aux yeux de Léopold, et sous prétexte que la Baraque gênait la circulation, le gouvernement en ordonna la démolition. Il fallut chercher un nouveau local, moins bien situé : la curiosité du public s'était émoussée ; le théâtre disparut en 1804, et, en 1806, les représentations tchèques cessèrent complètement pour une période assez longue.

La propagande des journaux et des revues fut plus féconde. L'histoire de la littérature néglige ces modestes vulgarisateurs qui n'ont aucune prétention artistique et que ne recommande aucune œuvre originale. L'histoire proprement dite n'est pas aussi dédaigneuse, et, si elle ne place évidemment pas sur la même ligne les Dobrovsky et les entrepreneurs de librairie qui ont monnayé ses idées et popularisé ses doctrines, elle a le devoir de retenir le nom de ces honnêtes courtiers qui furent les intermédiaires nécessaires entre les écrivains supérieurs et la masse des lecteurs. Si de plus, comme ce fut le cas pour Kramérius, ils ont uni à beaucoup de conscience et de droiture des dons littéraires, secondaires sans doute, mais rares, ils méritent que leurs services ne soient pas oubliés.

La Bohême compte à ce moment un certain nombre de braves gens qui se sont imposé pour mission d'initier le peuple aux bienfaits de la civilisation et de la lecture ; ce sont de très humbles prédicateurs, sans éclat et sans profondeur, un peu naïfs et balourds, très convaincus et très

respectables. Au milieu d'eux, Kramérius se distingue par l'ardeur de sa foi et aussi par une certaine spontanéité et une bonne grâce qui surprennent et plaisent 1.

Élevé en partie par charité chez les Jésuites, Kramérius, pour continuer ses études, se soumit à ce régime de privations et de travaux à-demi manuels qu'ont connu depuis tant de jeunes écrivains tchèques et qui a contribué à donner à la littérature bohême son caractère particulier. La pauvreté n'est pas toujours une bonne école, il manque à la plupart des auteurs qui ont traversé ces épreuves trop dures et trop longues, une certaine fleur d'élégance; le duvet de leur âme s'éparpille aux hasards des chemins, ils ne comprennent guère l'esprit et ils ne s'élèvent pas à la conception supérieure de l'art. Du moins de leurs œuvres émane un parfum de gravité morale et de pitié; ils croient à l'étude et au travail et ils ne reculent devant aucun effort pour communiquer aux humbles et aux ignorants ces trésors de science qu'ils n'ont amassés eux-mêmes qu'au prix de douloureux sacrifices. Kramérius fut présenté par Dobrovsky au chevalier Jean de Neuberg, un type curieux de cette fraction, assez peu nombreuse, de la noblesse indigène qui avait gardé le respect du passé et des traditions locales. A cette école, il étudia le tchèque qu'il parlait encore assez incorrectement : à sa mort, il laissa trente volumes d'extraits des anciens auteurs et de remarques grammaticales qui prouvent assez avec quel sérieux il s'était entraîné à son rôle d'éducateur.

Il écrivait, nous dit-il, « par attachement à la vérité, par respect pour la loi naturelle et sociale et dans la pensée

1. Kramérius 1759-1808. Se fait connaître par quelques traductions inspirées par un esprit d'humanité et de réforme; son influence et sa notoriété s'étendent quand il prend la rédaction du *Journal de la Poste* de Schœnfeld (1786); il publie son *Nouvel Almanach de la Tolérance* (1787-1798). Il fonde en 1791 le *National*, dont la vogue fut extrême. Il édite en même temps un nombre considérable d'ouvrages, livres de lecture amusante ou instructive, voyages, histoire, et il groupe autour de lui plusieurs écrivains qui le soutiennent dans son œuvre de propagande et d'instruction. Il édite aussi beaucoup d'anciens ouvrages bohêmes. — V. Rybitchka, Les premiers rénovateurs du peuple tchèque.



d'éclairer ses compatriotes plongés dans la superstition et qui avaient besoin d'être instruits ». Sa vie durant, il ne s'écarta pas de ce programme. Ses écrits eurent une vogue extraordinaire et ils la méritaient par la solidité et la clarté de la langue, leur bonne humeur et leur probité morale, la richesse et la variété des enseignements qu'ils apportaient. Peu à peu, il rallia autour de lui un assez grand nombre de collaborateurs convertis à ses idées, et il devint comme le directeur général de la littérature populaire tchèque. Il avait fondé une imprimerie, qui prospéra : l'*Expédition tchèque*, — c'est ainsi que l'on désigna bientôt sa maison, — fut le quartier-général où les patriotes du pays entier venaient chercher leur mot d'ordre. Comme la bourgeoisie de Prague était encore en grande partie allemande, la capitale n'exerçait pas la prépondérance absolue qu'elle a conquise plus tard, et le mouvement tchèque trouvait surtout son appui dans la population des campagnes ou des villes secondaires ; les cercles qui s'y formaient étaient rattachés entre eux par l'*Expédition* de Kramérius, qui devint ainsi pour les classes moyennes, suivant la remarque de Vltchek, ce qu'étaient pour les savants ou l'aristocratie la Société des sciences ou les salons du comte Nostits, de Lazansky ou de Sternberg.

On a souvent nommé Kramérius le Véleslavin du XIXe siècle et, en tenant compte de la différence des époques, il présente avec le grand imprimeur du XVIe siècle de nombreux traits de ressemblance. Comme lui, son activité se marque sur les terrains les plus divers et il a un sens très juste des besoins de son peuple ; il ménage ses goûts en cherchant à les affiner ; il est à l'affût de ce qui peut améliorer la condition matérielle et morale de ses lecteurs et étendre leur intelligence, mais il ne les rebute pas par un étalage de morale. Chez lui, pas ombre de pédantisme ; la leçon se dissimule et la science s'insinue sous le couvert de l'anecdote. A son exemple, ses collaborateurs traduisent ou adaptent les journaux étrangers, mêlent les descriptions de voyages aux recettes agricoles et

les conseils moraux aux contes plaisants; ils fouillent les vieilles collections et rééditent les textes disparus; ils prêchent la tolérance et la propreté, l'hygiène et la justice, ils réveillent chez les paysans avec le besoin de la réflexion le culte du passé et le respect de la langue.

Toute l'année, mais en particulier vers la Saint-Venceslas et la Saint-Jean, arrivaient à l'Expédition des visiteurs qui venaient renouveler leurs provisions de livres; ils en repartaient, après quelques instants de causerie, rassérénés et réconfortés. Kramérius connaissait la Bohême entière; pas de village perdu où il n'eût quelque ami; pas de petite ville où un groupe d'amateurs ne lui fournît un correspondant. Très gai, grand amateur de chansons, avec ses yeux bleus, son visage souriant, il respirait le courage et la confiance; son attention dépassait le Royaume proprement dit, s'étendait à la Moravie dont il essayait de secouer l'inertie, aux Slovaques qui, trop éloignés du centre, se détachaient peu à peu de Prague et espéraient résister plus heureusement aux entreprises magyares ou allemandes en développant leur dialecte particulier; il leur montrait les dangers de cette scission et les suppliait de ne pas affaiblir la cause commune par un schisme imprudent. Pour hâter le triomphe des Tchèques, il comptait sur l'appui moral des autres Slaves et sur l'ascendant de la Russie. Il donnait à tous le bon exemple du travail incessant : gravement malade, il écrivait encore; sur son lit de mort, il dictait son journal à son fils. Il s'endormit, ainsi que l'écrivait un de ses amis, « pour la plus grande douleur de la Bohême savante, dans la quarante-neuvième année d'une vie toute de dévouement à sa langue et à son peuple ».

« Ce fils fidèle de la patrie, nous dit le même auteur, avait réveillé la Bohême de son sommeil léthargique. » — En réalité, les progrès accomplis n'apparaissaient guère et les plus optimistes se demandaient encore avec angoisse si le résultat de tant d'efforts ne serait pas de retarder de quelques années une abdication inévitable. La postérité a constaté depuis, que, de 1789 à 1815, un changement pro-



fond s'était accompli. Le goût de la lecture s'était répandu; l'histoire, dégagée des légendes qui l'obscurcissaient, exerçait sur les âmes une action plus sérieuse; les lois de la langue avaient été fixées et les conditions de son développement nouveau, reconnues; le vocabulaire avait été épuré et étendu; des essais littéraires, fort médiocres en eux-mêmes, avaient attiré l'attention des lecteurs et piqué d'émulation un certain nombre de jeunes gens; le contact avec les autres Slaves avait été renoué. Dans cette veillée d'armes, s'était équipée, organisée et aguerrie la cohorte qui allait avec fracas revendiquer pour ses compatriotes le droit à la lumière et à la liberté. Le peuple qui, à l'avènement de Joseph II, était encore prêt à acheter l'émancipation par l'apostasie, comprenait désormais quel marché de dupe il avait failli conclure, et c'était par lui-même qu'il entendait conquérir les progrès matériels et moraux qu'il désirait.

Quand on songe aux talents et aux vertus de cette génération de précurseurs, à leur largeur d'esprit et à leur passion pour la vérité, à leur tolérance et à la sincérité de leur patriotisme, on est pris d'un sentiment de respect profond pour ce grand XVIIIe siècle dont ils étaient les élèves, comme pour ce rationalisme français dont ils furent les hérauts, et l'on se demande s'il est vraiment heureux qu'ils aient été remplacés par les Romantiques. Ceux-ci, en substituant le sentiment à la raison, abdiquèrent nécessairement plusieurs des qualités essentielles de leurs devanciers, et non des moindres. Ils se formèrent à l'école de maîtres dangereux, qui ne les mirent pas en garde contre l'esprit de système et les idées vagues et creuses : on a peine par moments à reconnaître la sincérité de leurs convictions sous l'emphase de leurs phrases sonores et à travers leurs allures de théâtre.

Il serait injuste cependant de leur reprocher trop durement des erreurs qui ne furent pas sans utilité, — d'autant plus qu'au moment où ils passent au premier plan leur intervention était nécessaire. Vers 1815, l'école idylli-

que et rationaliste était épuisée : ces braves gens, animés des intentions les plus droites, avaient rassemblé les bataillons de l'armée nationale ; ils manquaient vraiment trop de flamme et de panache pour la mener au combat. Ils se représentaient le monde comme une oasis paisible où les bonnes volontés sont toujours récompensées ; ils chantaient les renoncements mélancoliques et ils redoutaient le tumulte des révolutions, même quand il s'agissait de renverser les abus. Les doctrines encyclopédiques, qui dans leur bouche s'étaient épurées, s'étaient aussi amenuisées et avaient perdu leur force de propagande. De toutes les notions qui leur manquaient, la plus essentielle était celle du mouvement et du progrès ; c'étaient des conservateurs libéraux, de pieux épigones qui se croyaient quittes envers la patrie s'ils la préservaient de nouvelles pertes. Ils ne suffisaient plus à la génération qui avait grandi sous leur influence. A partir de 1810, des signes manifestes indiquent l'apparition d'un esprit nouveau, plus ambitieux et plus alerte; l'on cherche des modèles plus brillants ; Gleim et Florian paraissent fades aux lecteurs de Chateaubriand et de Goethe. Les chefs du mouvement tchèque, Jean Neyédly et Dobrovsky, qui se sentent dépassés et dépaysés, observent avec une défiance visible les tendances nouvelles de ces jeunes gens qui leur doivent tout et qui, suivant une loi fatale, leur prouvent leur reconnaissance en les accusant de médiocrité et de timidité. Ioungmann, plus jeune, plus ouvert aux inspirations modernes, en dépit des préférences essentielles de sa nature, prête à ces novateurs l'appui de son autorité et paraît leur chef, parce qu'il se laisse entraîner par eux.

Le changement qui couve vers la fin du règne de Napoléon, éclatera avec une fougue subite au lendemain de la paix. Les dernières années ont été accablantes ; jamais le despotisme n'a été plus lourd, comme si le gouvernement eût voulu se venger sur ses sujets de la tutelle insupportable que lui imposait l'Empereur des Français. La détente en 1815 sera d'autant plus brusque. Ce sera,



après un hiver infini, l'explosion triomphante du printemps : une fièvre de vie et de joie gonfle les âmes et emporte les peuples. Ils sont grisés par les promesses de leurs souverains, et, comme ils ne leur ont marchandé ni leur or ni leur sang, ils comptent sur leur reconnaissance. Ils furent vite détrompés, nulle part plus durement qu'en Autriche. Mais le despotisme patelin et hypocrite de Metternich, s'il étouffa un moment les manifestations extérieures de l'esprit d'indépendance, ne le supprima pas, et les désirs de réforme et de liberté, exaltés par la privation, prêtèrent à l'idée patriotique, avec laquelle ils se confondaient, une vigueur et un éclat inconnus jusque-là.

CHAPITRE II

Le régime de Metternich et le Romantisme [1]

Caractères généraux du romantisme : l'influence allemande en Bohême : intensité et limites. — Les déceptions des Tchèques après 1815. Metternich et ses projets de réforme administrative. Kolovrat. — La victoire de la routine : la censure, le régime scolaire; maintien des traditions joséphines dans les rapports avec l'Église. — Les éléments d'opposition — Bolzano. — Le despotisme ne laisse aux âmes d'autre refuge que le patriotisme national. — Les débuts de la nouvelle génération littéraire : Le Musée bohême. Les romantiques : les manuscrits. — Le panslavisme : Kollar et la Fille de Slava, Chafarjik et les Antiquités slaves. — Les dangers du panslavisme littéraire : la réaction du patriotisme spécifique. — Tchélakovsky et Macha.

Le mouvement tchèque, si peu bruyant et si modeste, causait malgré tout de temps en temps un peu de mauvaise humeur aux ministres autrichiens. — « Nous n'avons d'autre ressource, écrivait Marek à Ioungmann, que de

1. Pour la connaissance générale de l'Autriche à cette époque : Metternich, *Mémoires et papiers d'état*, publiés par son fils (1880); je cite d'après l'édition française. — Hartig, *Genesis der Revolution in Œsterreich*. — (Hormayr), *K. Franz u. Metternich*.

Parmi les mémoires qui nous procurent la sensation du régime de Metternich, les plus intéressants sont ceux de Grillparzer (tome XIX de ses œuvres complètes). On trouve des renseignements précieux sur la censure et la police dans les Mémoires de Castelli, et dans G. Wolf, *Gesch. des k. k. Archivs in Wien*.

Pour l'organisation administrative, Joh. Springer, *Statistik des oesterr. Kaiserstaates*, 1840.

L'histoire de l'Autriche d'Ant. Springer, déjà citée, demeure la meilleure. — Ad. Schmidt, *Zeitgenœssische Geschichten, II : Œsterreich 1830-1848* (1857), est plus favorable à Metternich ; il se sert surtout des papiers des chargés d'affaires suisses.

Pour la Renaissance bohême, les correspondances de Ioungmann, de Kinsky, de Marek, de Kollar, de Palatsky (dans le Journal du musée



faire secrètement et en silence ce que nous pourrons afin de conserver notre nationalité pour de meilleurs temps; on avait pu croire que ces temps étaient enfin arrivés; en réalité, l'avenir seul nous les réserve. Avant tout, ne pas perdre le courage et l'espoir! Si notre peuple s'est maintenu si longtemps et contre tant d'adversaires, il se maintiendra bien encore! » — Les hommes qui ne se contentaient pas de ces lointaines consolations, cherchaient en dehors de Prague un air plus respirable, et ils jouissaient à Vienne d'une tolérance relative. Un professeur de l'Université, Hromadko, y avait fondé en 1812 un journal, auquel il joignit l'année suivante un supplément littéraire, les *Prémices des beaux-arts* (en tchèque) qui, dans le silence presque complet qui s'était fait en Bohême, devint le centre du mouvement littéraire. Les jeunes écrivains slaves qui y collaboraient et que l'idyllisme et le rococo commençaient à ennuyer, se rencontraient là avec les représentants les plus tapageurs du romantisme allemand qui, vers 1810,

bohême), les *Lettres* de Hanka (Slovanski Sbornik 1883) et sa *Correspondance* avec Rosciszewsky publiée par Ielinek en 1894. — Tchélakovsky, *Lettres choisies* (2 vol.). — Les *Lettres de la seconde femme de Tchélakovsky* (à partir de 1839. — *Des années du réveil*, 1873). — Les *lettres* adressées à Bourian (publiées par Tchensky, 1875). La *correspondance* de Dobrovsky et de Kopitar (Jagitch 1885), les *Lettres* adressées à Pogodine (Popov, Moscou 1879). — *Autobiographie* de Palatsky (Novatchek, 1898).

Parmi les histoires générales de la Renaissance tchèque, Helfert, *Wiederaufleben der bœhm. Sprache u. Literatur* (1883), dans la collection : Die Vœlker Œsterreichs-Ungarns. — Le volume consacré à la Bohême dans la grande collection publiée sous les auspices de l'archiduc Rodolphe : *Œsterreich in Wort und Bilder.* — Les travaux déjà cités de Masaryk (la *Question tchèque* 1895, et *Notre crise actuelle*, 1895), très intéressants, à consulter avec la plus extrême prudence. — Kaizl (*Les pensées tchèques*, 1895, réponse à Masaryk). — Maly, *Souvenirs et réflexions d'un vieux patriote* (1872); et *Notre Renaissance* (1880) : (Maly était un brave homme, médiocrement intelligent). — Un livre attristant et utile à lire pour se faire une idée de la conception qu'ont les centralistes allemands du mouvement bohême est celui de Skene, *Entstehen und Entwickl. der slav.-nat. Bewegung in Bœh. u. Mæhren.* 1893).

Je reçois, encore assez à temps pour m'en servir, un livre excellent de M. Frantsev, Contributions à l'histoire de la Renaissance bohême. — Les relations intellectuelles tchéco-russes à la fin du XVIII[e] et au commencement du XIX[e] siècle — (en russe, Varsovie, 1902), avec une abondante bibliographie. C'est un précieux fragment de cette histoire du panslavisme contemporain qu'il serait intéressant d'écrire.

célébrait ses grandes assises dans la capitale de l'Autriche; les théories de Gentz et de Frédéric Schlegel que représentaient avec plus ou moins d'intransigeance et de talent le *Deutsches Museum*, le *Journal général de littérature de Vienne*, et, un peu plus tard, les *Annales littéraires de Vienne,* s'accordaient facilement avec les leçons que ces échappés de Prague avaient reçues de Balbin, de Kinsky et de Tham. Allemands et Slaves communiaient dans une haine farouche contre la tyrannie, et ils développaient avec la même verve de brillantes fioritures sur la célèbre parole de Guillaume de Humboldt : la langue est la vraie patrie [1].

Ces doctrines, qui en Prusse aboutirent au pangermanisme, tournaient en Autriche à l'avantage du particularisme. Les romantiques allemands qui connaissaient mal la monarchie et qui ne soupçonnaient pas la portée dernière des désirs de ces peuples dont la décadence leur semblait irrémédiable, leur prêtaient indirectement appui par leur engouement pour les dialectes populaires. La guerre de 1809 et l'insurrection du Tyrol, dont le retentissement avait été prodigieux, avaient exalté le patriotisme provincial, et le gouvernement se prêtait assez volontiers à des manifestations locales où ne se mêlait aucune arrière-pensée de libéralisme.

La fusion paradoxale qui, sous l'œil bienveillant et paterne du gouvernement, jetait dans les bras les uns des autres les hérauts du pangermanisme et les apôtres du réveil slave, était bénie par le célèbre savant Kopitar, dont l'autorité à cette époque était extrême, et qui unissait à une érudition très sûre et à un sens critique très éveillé, une singulière chaleur d'imagination [2].

1. Murko, Deutsche Einflüsse, p. 4.

2. Kopitar, 1780-1844; Slovène, vient à Vienne en 1808 et y séjourne jusqu'à sa mort. A sa grammaire (1808) se rattache la littérature néo-slovène; il fut un des fondateurs de la philologie slave. Il était en même temps très Slave et très Autrichien, détestait les Russes et se défiait des Tchèques, qui l'accusèrent à diverses reprises d'être l'instrument de Metternich. Ces soupçons ont longtemps empêché les historiens de rendre à sa science et à ses services l'hommage qu'ils méritent.



Très jeunes pour la plupart, emportés par le courant général de réaction contre les théories françaises qu'avaient provoqué les violences de Napoléon, les collaborateurs de Hromadko et leurs amis avaient reçu dans les gymnases une éducation purement germanique et ils étaient tout disposés à se mettre à la remorque des hommes qui avaient en Allemagne la direction des esprits. Sans doute leur programme ne fut pas très différent de celui de leurs devanciers, puisqu'il s'agit toujours en dernière analyse de rendre au peuple bohême son indépendance morale, mais ils mirent dans leurs revendications un emportement et une exaltation que n'avait pas connus la génération précédente : ce qui n'avait été chez les collaborateurs de Pouchmayer que l'accomplissement d'un devoir d'humanité, eut dès lors l'apparence d'un besoin religieux. Convaincus que chaque peuple possède une nature propre qui se transmet de génération en génération et qui se conserve dans sa complète intégrité chez les classes populaires et en particulier chez les paysans, moins accessibles aux influences étrangères, ils opposèrent à la réflexion désenchantée et à la raison analytique les forces intuitives qui soulèvent les foules et qui seules sont réellement fécondes. Ils recherchèrent les textes et les documents des époques les plus lointaines, alors qu'agissaient dans leur puissance naïve les instincts primitifs, affaiblis depuis par l'invasion de la critique et les méthodes scientifiques ; ils aimèrent les vieilles légendes, les chants populaires, les proverbes, les antiques formules juridiques ; ils essayèrent de s'approprier les procédés des plus anciens rapsodes ; ils raillèrent l'art classique, sa régularité, ses formes poncives, les divisions rigoureuses qu'il traçait entre les genres, son goût de logique et son besoin de clarté ; ils réhabilitèrent le moyen âge et agenouillèrent devant l'autel l'Europe révoltée.

Nous apercevons aujourd'hui les points faibles des romantiques allemands et leurs ridicules ; il ne faudrait pas que leurs erreurs nous fissent oublier qu'ils ont renouvelé la poésie et l'art, ouvert à la science des horizons inconnus

et qu'ils ont donné son impulsion au siècle tout entier. Malheureusement, leurs théories n'étaient guère moins dangereuses que fécondes, leur philosophie était nébuleuse, et ils furent souvent punis de leur dédain pour le bon sens et la volonté ; ils devinrent les jouets de leur rêve et les victimes de leur imagination ; par haine de la Révolution, ils combattirent le mouvement et le progrès, et, pour faire pièce à Boileau, ils tombèrent dans la divagation et l'incohérence ; ils remplirent le monde d'allégories et de fantômes, et, sous prétexte de fuir les règles convenues, ils se plurent à l'obscurité et aux imaginations bizarres. Surtout, ils émoussèrent le sens de la réalité, dédaignèrent la vie, et, très vite, s'éloignèrent de ce peuple qu'ils avaient placé au pinacle ; leurs œuvres revêtirent un caractère d'affectation et de recherche, et leur enthousiasme, qui partait de la tête plus que du cœur, se traduisit en bruyantes pantomimes et en gestes de cabotins.

Les Tchèques qui s'étaient rangés sous leurs drapeaux, ne les suivirent pas jusqu'au bout [1]. D'abord, et c'était une des conséquences de l'histoire du pays, les romantiques bohêmes, dont plusieurs étaient protestants, furent mis en garde par leur éducation et leurs tendances rationalistes contre les billevesées catholiques et réactionnaires ; leurs maîtres en philosophie, c'est Kant et Fichte, et ils ne subissent que par exception l'influence des disciples de Schelling. Comme de plus ils sont rattachés par leurs fibres les plus intimes aux classes rurales dont la plupart sont issus, leur activité conserve un caractère pratique, et leurs préoc-

1. C'est ce que me paraît n'avoir pas assez indiqué Murko, à qui je ne saurais trop répéter que je dois beaucoup pour cette période. Il convient ici de le corriger par Masaryk et Kaizl. Murko a signalé avec une intéressante précision les emprunts extérieurs des romantiques tchèques à leurs maîtres d'Allemagne ; il a complètement oublié que ces Tchèques, même les plus dociles comme Kollar et Chafarjik, avaient cependant une forme d'esprit différente et que les mêmes idées ne produisent pas les mêmes effets à Weimar ou à Prague. Il convient aussi de se rappeler que l'école romantique n'a jamais supprimé ou absorbé en Bohême les autres courants. Ce sont ces nuances que je voudrais indiquer, sans pouvoir malheureusement entrer dans le détail et apporter les preuves qui résultent pour moi de la longue pratique des écrivains de cette période.



cupations morales les protègent contre les pires écarts de leurs modèles. Les réminiscences qui nous frappent à chaque pas quand nous parcourons leurs œuvres, dissimulent, ne suppriment pas la différence que créent entre eux et les Novalis, les Brentano et les Fouqué, leurs lointaines origines, les souvenirs de l'Unité des Frères et le fond de leur éducation première.

De plus, en pleine période romantique, l'ancienne école ne cessa pas d'être représentée par un assez grand nombre d'épigones, dont l'action fut souvent très profonde; Bolzano, par exemple, qui nous apparaît comme un continuateur direct de Komensky, eut certainement sur beaucoup de patriotes une influence plus directe que les apôtres de la philosophie de la nature et, parmi les poètes mêmes, plusieurs, et non des moindres, n'acceptèrent des théories esthétiques nouvelles que celles qui sortaient naturellement du développement antérieur.

Il est parfaitement vrai, ainsi que l'ont depuis longtemps déjà remarqué les critiques, que nous retrouvons en Bohême, à partir de 1810 environ, quelques-uns des traits caractéristiques du romantisme allemand. Le culte de la langue s'illumine en extase et le respect des traditions s'échauffe jusqu'à une sorte de fièvre d'archéologie; non seulement on recueille les chants populaires et les anciennes légendes, mais les écrivains y cherchent la source presque exclusive de leur inspiration et on les admire avec une naïveté si passionnée qu'on ne songe pas le moins du monde à en critiquer l'origine. Les historiens se plaisent à reconstituer les époques les plus éloignées, et, comme les documents sont rares, ils les remplacent trop souvent par des combinaisons arbitraires; ils tracent du passé un tableau fantaisiste où entrent à doses très inégales quelques données précises et beaucoup d'hypothèses sentimentales. Les Tchèques, en face de l'oppression germanique, avaient dès la première heure demandé un réconfort à la pensée qu'ils avaient derrière eux des milliers de Slaves; sous l'influence du romantisme, ils dressent en pied une

Slavie, dont ils parent l'image des célestes vertus qui flattent leur imagination.

Sans contester les ressemblances frappantes qui rapprochent des romantiques allemands les contemporains de Hromadko et de Kollar et sans nier que la plupart de ces derniers sont les disciples directs de la pensée germanique, il convient cependant de ne pas oublier que la plupart des traits essentiels de cette génération, nationalisme exubérant, idéalisation du passé, culte de la Slavie, imitation des chants populaires, études historiques consacrées de préférence aux époques les plus lointaines, apparaissent déjà chez les apôtres de la première heure et s'expliquent de la façon la plus simple par les conditions même où était placé le pays. Il est juste d'ajouter que les théories venues d'au-delà des frontières apportèrent aux instincts qui s'étaient manifestés auparavant une sorte de consécration officielle et qu'en transformant en système des tendances obscures, elles leur permirent d'arriver à leur complet développement. D'autre part, à l'école des nouveaux maîtres, les imaginations s'enflammèrent; des genres nouveaux naquirent, les ambitions des écrivains devinrent plus hautes, et leurs espoirs, moins timides. Ce ne fut pas le moindre mérite des romantiques d'avoir définitivement écarté les lugubres pronostics dont Dobrovsky et ses amis de la première heure n'avaient pas toujours su se protéger.

Vers 1815, les Slaves de Bohême crurent un moment que le gouvernement de Vienne n'était pas éloigné de renoncer à sa politique de germanisation. Il recommandait aux professeurs d'exercer les étudiants en théologie à la prédication slave, accordait une subvention à Tham qui, trois fois par semaine, donnait des leçons de tchèque dans le gymnase de la Vieille-Ville. Presque partout, les souverains, à la suite du congrès de Vienne, ménageaient les susceptibilités de leurs sujets, dans les Pays-Bas, en Norvège, en Pologne. — Votre langue, disait Frédéric-



Guillaume III aux habitants de Posen, sera employée dans l'administration publique à côté de l'allemand. François Ier, pour ne pas provoquer en Galicie des comparaisons fâcheuses, introduisait à l'Université de Lvov l'enseignement de la littérature polonaise ; on renonçait à imposer l'étude de l'allemand aux élèves des gymnases de Lombardie ; on parlait de la formation d'un royaume slave qui unirait la Galicie et la Bohême, et cette nouvelle provoquait une vive émotion parmi les patriotes de Prague [1]. Ces vagues indices d'un revirement favorable aux Tchèques furent confirmés par une décision de la commission aulique des études (23 août 1816). — Dans les villes tchèques ou utraquistes, on ne nommerait professeurs ou directeurs de gymnases que des hommes connaissant les deux langues ; les élèves tchèques seraient exercés dans la traduction et la composition slave ; on rappellerait chaque année aux étudiants en droit que, pour les nominations administratives, on tiendrait compte de la connaissance du tchèque. — Le 20 décembre, un nouveau décret prescrivit de fournir aux étudiants en théologie les moyens d'apprendre l'idiome populaire ; les médecins qui brigueraient un poste officiel, devraient prouver une certaine habitude du slave [2]. Ces résolutions, quelque vagues et incomplètes qu'elles fussent, furent accueillies par les patriotes tchèques avec une joyeuse surprise : « Peut-être, écrivait Ioungmann, la terrible blessure que Joseph II a portée à notre

1. « Plaise au Ciel que ce bruit se confirme, écrit Ioungmann à Marek (1817) ! Que l'on choisisse pour langue dominante le tchèque ou le polonais, peu importe. Ce sera toujours une langue slave : peut-être même les deux finiront-elles par se confondre ! Dieu ! C'est une trop belle pensée. Un ange l'a imaginée pour me consoler, à moins qu'un démon ne l'ait répandue pour me relever et m'accabler ensuite. »

2. Murko rappelle que ces décrets libéraux avaient été appuyés par l'abbé de Strahov, Milo Grün, qui était un Allemand, et il en conclut qu'il n'y avait encore aucune rivalité entre les deux nationalités de Bohême, unies dans le culte romantique du passé. Mais les projets de Grün avaient rencontré chez la majorité de ses compatriotes une très vive opposition. Il est certain que les luttes de races étaient alors beaucoup moins vives qu'elles ne le sont devenues depuis, mais surtout parce que les Allemands ne se croyaient nullement menacés ; même à cette époque, très rares sont parmi eux les libéraux disposés à accorder aux Slaves une égalité complète.

langue doit-elle commencer à se guérir à notre époque, et avec le temps, s'il plaît à Dieu, se cicatriser. — A la longue, de meilleurs Tchèques occuperont les fonctions publiques et ainsi notre nation refleurira. Dieu le veuille ! »

Quelques mesures universitaires suffiraient-elles à arrêter les progrès toujours plus menaçants de la germanisation? — Helfert, qui a recueilli les traditions contemporaines, traduit par quelques anecdotes amusantes l'état des mœurs à cette époque. — Deux jeunes patriotes s'offraient une petite fête, parce qu'ils avaient entendu deux Messieurs convenablement habillés qui causaient en tchèque. — Parlons allemand, disait une jeune fille à sa compagne, on nous prendrait pour des cuisinières [1]. — Ces récits, un peu trop spirituels et dont il est impossible d'établir l'origine, ne doivent pas être pris à la lettre. En gros, il ne paraît guère douteux que la bonne volonté des défenseurs du tchèque avait tout au plus ralenti, non arrêté, la défection des classes supérieures. « La foule, écrit Palatsky, continuait sans doute à parler tchèque, mais les hommes qui voulaient être ou au moins paraître civilisés, s'attachaient complètement à l'allemand; ils regardaient ensuite ceux qui s'intéressaient au tchèque comme des fous ou des originaux, et n'avaient pour eux que du mépris ou au moins de la pitié. Quand j'arrivai à Prague (en 1823), je rencontrai encore dans la meilleure société bourgeoise quelques vieillards, débris de l'époque de Joseph; ils ne savaient presque pas un mot d'allemand, ne s'intéressaient d'ailleurs en aucune façon à nos efforts; leurs petits-fils avaient déjà quelque peine à s'entendre avec eux. Ainsi la vieille génération s'enfonçait rapidement dans la mort et la nouvelle ne grandissait que pour l'autre camp. » Même dans les campagnes, les Tchèques constataient avec désespoir les progrès de la germanisation, et, comme ils vivaient dans

1. Helfert, Wiederaufleben, p. 252, 271. On raconte que Ioungmann aurait dit, un jour où il avait chez lui Marek et Jean Presl : si le toit s'effondrait, toute la littérature bohème serait ensevelie avec nous. — L'anecdote me paraît extrêmement suspecte, et elle exagère singulièrement la réalité.



la perpétuelle épouvante d'une catastrophe irréparable, ils soulignaient les moindres symptômes de revirement avec un enthousiasme presque maladif.

Émus peut-être par leur joie, leurs adversaires obtinrent aisément de la cour le retrait des résolutions de 1816. D'ailleurs, elles étaient demeurées lettre morte dans la plupart des villes; très vite, le tchèque fut réduit dans l'enseignement et l'administration à la même portion congrue qu'auparavant. Le gouvernement de Vienne conserva seulement de cet épisode une certaine méfiance contre les Tchèques qu'il soupçonnait d'affinités morales avec les têtes chaudes qui parlaient de bouleverser l'Europe.

La mousse libérale, qui montait à la tête de jeunes fous, suffisait à épouvanter l'âme timorée de Frédéric-Guillaume III et le mysticisme flottant d'Alexandre Ier. Metternich, plus perspicace et plus calme, jouait avec prestesse du spectre rouge et étalait des terreurs qui lui donnaient barre sur le Tsar. Il avait aussi son point faible, l'Italie, qu'agitaient les carbonari, et, comme il devait avant tout son prestige à la conviction universellement répandue que l'Autriche était inaccessible à l'esprit révolutionnaire, il réprimait avec une implacable brutalité les plus légers symptômes de fermentation. Quelques dizaines d'étudiants autrichiens suivaient les cours des universités allemandes; — c'étaient presque tous des protestants de Hongrie, et parmi eux des Slovaques; ils reçurent l'ordre de revenir immédiatement. Puis, les mesures les plus rigoureuses furent prises à l'intérieur contre ceux que l'on soupçonnait de suivre avec trop d'intérêt les événements du dehors.

Les étudiants de Prague avaient accueilli avec une sympathie un peu bruyante des hôtes d'Iéna et de Halle et avaient essayé d'introduire à l'Université les associations qui florissaient chez leurs camarades d'Allemagne. Il n'est pas impossible à la rigueur, bien que nous n'en ayons aucune preuve, que, dans leurs réunions, après boire, des paroles imprudentes aient été prononcées. L'administra-

tion prit au tragique ces enfantillages. On était sous le coup de la fête de la Wartbourg et de l'assassinat de Sand; pendant la nuit, des agents de police enlevèrent de leur lit ces redoutables conspirateurs; des patrouilles parcouraient la ville, « qui était remplie de postes militaires comme Rome à l'époque de Catilina ». Naturellement l'enquête ne révéla aucune trace de complot. Les prévenus que l'on avait gardés le plus longtemps possible en prison, furent traduits devant la commission aulique des études, condamnés au cachot, au jeûne ou à la réprimande, en vertu d'antiques règlements universitaires qui interdisaient aux étudiants de se montrer dans les auberges et autres lieux publics; on impliqua dans les poursuites des élèves des gymnases, aussi coupables que leurs aînés.

Une véritable terreur pesait sur le royaume. Ioungmann avait repris en 1816 le projet qu'il caressait depuis longtemps de grouper les hommes qui s'intéressaient à la cause tchèque : « seulement, écrivait-il à Marek, pas de tapage; car, au seul mot de société, notre gouvernement, ou plus exactement notre despotisme, sent tous ses membres frémir de terreur. Le pauvre Klitspéra m'a raconté qu'il a été cité à cause de ce mot devant la police municipale. Une telle société peut bien subsister sans que le monde ait besoin d'en connaître autre chose que les effets. » — Il rengaina pour le moment ses desseins : « Chaque tchèque était suspect au gouvernement »; — « je veux me garder, écrivait-il à Kollar encore en 1824, de tout ce qui pourrait fournir une arme à mes adversaires. » — Quelques historiens l'ont à ce propos taxé de pusillanimité, mais sa réserve n'était-elle pas imposée par les circonstances? Bolzano, qui n'était pas incapable à l'occasion d'une fermeté presque héroïque, disait à ses élèves en 1810 : — « La prudence est d'autant plus nécessaire que nous sommes entourés de surveillants perfides et malveillants. Cherchant leur garantie dans l'oppression des droits sacrés de l'humanité, ils regardent comme un ennemi quiconque s'intéresse au bien général, comme



dangereux tout homme qui pense. Gardons-nous, mes amis, d'attirer sur nous par des manifestations intempestives, l'attention de ces méchants; gardons-nous surtout de leur fournir l'occasion de nous déclarer des perturbateurs dangereux et d'interrompre pour toujours notre action. — C'est une folie de se jeter dans le péril, quand il n'y a aucune chance de succès, sans autre espoir que de conquérir les palmes du martyre. — Celui qui cherche inutilement à briser ses chaînes, les voit plus solidement nouées autour de lui. »

Il semble bien pourtant que les Tchèques se trompaient en partie en supposant chez le gouvernement viennois des intentions particulièrement défavorables. Il redoutait l'agitation au point que ceux qui n'étaient pas absolument satisfaits de l'ordre de choses établi lui paraissaient aussitôt suspects; mais il ne confondait pas les Slaves de Bohême avec les révolutionnaires italiens et, en les surveillant de très près, il éprouvait plutôt pour eux une vague bienveillance qui ne se traduisait malheureusement par aucun acte précis. Le parti centraliste et joséphin avait à peu près complètement disparu. — « Rien ne donnerait plus de force et d'énergie au gouvernement autrichien, écrivait encore en 1802 le comte Chotiék, que l'unité des principes du gouvernement et la fusion dans un même corps politique des divers royaumes et provinces. Il faudrait rapprocher et unifier les lois locales si souvent contradictoires, ...détruire les préjugés nationaux et provinciaux mesquins, les jalousies et le mépris réciproques..... Toutes les directions provinciales, écrivait-il aussi, sont funestes; elles isolent l'un de l'autre les pays qui devraient former un seul état et donnent aux constitutions régionales plus d'influence que ne le comporte une tendance uniforme dans l'expédition commune des affaires [1]. » —

1. Ad. Wolf, Rod. Chotiék, p. 9 et p. 24. Ces déclarations sont d'autant plus importantes qu'elles ne sauraient être attribuées à un esprit de flatterie, puisque Chotiék n'avait pas hésité à se mettre en opposition formelle avec Joseph II et à résigner ses fonctions plutôt que de collaborer à l'établissement d'un système d'impôts qu'il blâmait.



Cette école d'administrateurs n'était plus guère représentée à Vienne que par des employés secondaires, et, dans les sphères supérieures, le triomphe des tendances conservatrices avait pour corollaire une certaine sympathie pour les anciennes coutumes. Les romantiques de leur côté étaient hostiles aux usurpations de l'État, et leurs arguments en faveur des franchises communales et provinciales étaient volontiers écoutés par les souverains qui n'étaient pas fâchés de payer ainsi en détail les promesses qu'ils avaient faites à leurs peuples : ils jugeaient avec raison que des conseils généraux, même dotés d'attributions relativement étendues, seraient moins difficiles à manier que des assemblées parlementaires. Adam de Müller, un des auxiliaires de Metternich, qui n'était certes pas suspect de libéralisme, admettait que « le meilleur moyen de rajeunir l'aigle et de lui permettre de retrouver la verdeur de la jeunesse », serait d'accorder une émancipation modérée aux provinces et de « restaurer en partie les droits des États, qui ne sont pas supprimés, mais qui sommeillent [1] ».

Le Chancelier Metternich essaya, semble-t-il, sans beaucoup de fermeté ni d'entrain, d'orienter dans ce sens la politique de François Ier. Bien qu'il ait beaucoup écrit, nous ne sommes jamais sûrs de connaître sa pensée réelle, parce qu'il éprouvait pour la vérité une aversion instinctive. Le trait dominant de sa nature, — les historiens sont d'accord sur ce point, — c'était la plus étonnante fatuité; il passait sa vie à s'étonner de son génie, à s'émerveiller du contraste entre sa hauteur intellectuelle et morale et la médiocrité des pygmées qui l'entouraient; quand la révolution de 1848 le tira brutalement du sommeil où il passait complaisamment la revue de ses succès, il se consola en s'imaginant qu'il avait tout prévu, qu'il avait longtemps à l'avance imaginé les plans qui auraient empêché la catastrophe et qu'elle n'était imputable qu'à la négligence ou à la mauvaise volonté des collaborateurs qui n'avaient pas

1. Lettre à Gents, 19 sept. 1820.



compris ses intentions. Il lui arrive ainsi sans cesse de donner rétrospectivement à ses vagues combinaisons une précision qu'elles n'ont jamais revêtue et de transformer en un dessein régulièrement poursuivi de fugitives velléités. Il se payait volontiers de formules creuses, de truismes emphatiques et de tautologies enfantines, qui nous disposent mal à estimer très haut ses talents de réformateur. — « Je suis bien éloigné de prétendre, écrivait-il, qu'en adoptant mes propositions, on préviendrait tout embarras à l'avenir; mais ce qu'on ne pourrait nier, c'est qu'un mode de gouvernement basé sur des principes éclairés, nettement formulés et définis, — ce qui est la conséquence forcée d'idées justes et vraies, — rend tout progrès facile, tandis que la confusion des idées et des attributions dans l'autorité suprême rend tout progrès impossible. » Les Mémoires du Chancelier fourmillent de ces maximes grandiloquentes et prudhommesques qu'il prenait pour des pensées.

Il faut donc se garder, malgré ses affirmations intéressées, de lui attribuer un large plan de réorganisation politique de la monarchie, et il n'avait ni l'ouverture d'esprit, ni les connaissances précises, ni le courage, qui eussent été nécessaires pour rompre nettement avec le système de centralisation que les Habsbourgs poursuivaient depuis des siècles avec plus ou moins de pétulance. Sous ces réserves fondamentales, il est permis de dire qu'il pressentait l'appui que le souverain trouverait un jour dans les sympathies des Slaves. Il conservait l'espoir d'assurer en Allemagne la prépondérance de ses maitres, mais il n'y avait aucune hâte; plus désireux de consolider les avantages acquis que de les étendre et satisfait pour le moment de l'hégémonie morale que lui abandonnait la Confédération, il ne croyait pas nécessaire de préparer une fusion plus intime par la transformation de l'Autriche. Né sur ces bords du Rhin si profondément pénétrés au XVIIIe siècle par les influences françaises, il ne voyait dans l'Allemagne qu'une expression géographique, et les déclamations des

unitaires lui semblaient à la fois dangereuses et saugrenues.

En 1849, son secrétaire particulier publia un Mémoire qui prétendait résumer les principes généraux qui avaient dicté sa politique. — « Les rapports de l'Autriche et de l'Allemagne, y lisons-nous, ne peuvent être que ceux d'une alliance offensive et défensive contre leurs ennemis extérieurs ou intérieurs... parce que l'Autriche est un état magyaro-slave... Elle est devenue membre de la Confédération, non pas dans l'intérêt de l'Allemagne, mais dans son propre intérêt... Elle forme une réunion d'États dont chacun exige que l'on ménage ses intérêts propres et que n'unit à l'Allemagne aucune sympathie de langue, de religion et de mœurs, et c'est vrai même pour les populations des contrées qui parlent allemand... Jadis la germanisation pouvait rattacher à l'ensemble par des liens sociaux et politiques les provinces slaves, tandis que le réveil de leurs tendances nationales aurait creusé le fossé. Maintenant que les divers peuples sont unis étroitement à la monarchie, ...je ne vois aucune raison d'étouffer (leurs) désirs... On s'est étonné que j'aie soumis la presse allemande à une censure plus sévère que celle de Hongrie, de Bohême ou d'Illyrie, c'est que je ne voulais pas supprimer la liberté des peuples en particulier, mais empêcher leur union avec la Germanie... La Bohême n'a aucune sympathie pour l'Allemagne, le gouvernement autrichien ne saurait que s'en réjouir. » — Metternich constatait aussi que l'Empire des Habsbourgs ne ressemblait à aucun autre, ni dans sa formation, ni dans son développement ultérieur : les diverses parties, sauf exceptions, avaient été annexées, non par conquête, mais par succession ou mariage ; elles avaient réservé leurs droits et leurs privilèges qui, en général depuis, — et sauf l'exception de Joseph II, — avaient été respectés. Il en concluait que toute tentative de fusion aboutirait à des froissements graves et à une rupture violente. D'après lui, « le résultat le plus sûr d'un essai de centralisation, — en Prusse ou en Au-



triche, — au moyen d'un système nettement représentatif, serait leur désagrégation; elles se décomposeraient non pas en parties à déterminer arbitrairement, mais en parties déjà toutes déterminées et qui sont séparées par un plus grand nombre de différences radicales qu'il n'en existe entre la Hollande et les Pays-Bas eux-mêmes [1] ».

La tentation serait naturelle, en s'appuyant sur ces textes, de voir dans Metternich le précurseur d'une politique fédéraliste. En quoi faisant, on dépasserait de beaucoup la mesure. En réalité, il n'avait pas de système du tout; il gouvernait par expédients et couvrait son empirisme de maximes d'État mirifiques; après s'être mis ainsi en règle avec sa conscience, le plus souvent il n'y pensait plus. Pour se concilier les écrivains qu'il savait assez mal disposés à son égard, il avait chargé un de ses affidés d'inviter à dîner ceux qui passaient par Vienne : il croyait franchement que quelques menues grâces suffiraient à désarmer l'opinion; il pensait de même qu'on s'attache les peuples par des faveurs sans conséquence. Les Tchèques que dupèrent ses formules onctueuses, furent tristement déçus. Mais il est vrai qu'il affectait volontiers de les ménager, et que, sous sa direction, le système de germanisation, sans être le moins du monde abandonné, fut pratiqué avec une hypocrisie doucereuse. Comme il prêtait à Alexandre les ambitions les plus folles et qu'il détestait la Russie, il se gardait des provocations inutiles qui auraient poussé les Slaves vers elle, et il se ménageait en eux un secours dans le cas qu'il ne jugeait pas prochain, toujours possible cependant, de la soumission de l'Allemagne à la prépondérance des Hohenzollern. Il n'était pas d'ailleurs autrement fâché que les préoccupations nationales passassent au premier plan; elles lui paraissaient protéger les esprits contre l'invasion des idées révolutionnaires. Il ne s'apercevait pas qu'il préparait à la monarchie des périls autrement graves que ceux qu'il cherchait à détourner.

1. Metternich, III, p. 181.

Un des avantages les plus clairs d'une réorganisation administrative libérale, eût été, en diminuant la différence qui existait entre la situation de la Hongrie et celle des autres parties de la monarchie, de rendre moins intraitables les Magyars dont l'attitude inquiétait sérieusement la cour. Metternich l'avait aperçu : il conseillait de les ménager beaucoup et il condamnait sans réserve les tentatives de coup d'État. Il préférait dompter leur insolence en s'appuyant sur les autres peuples qui vivaient à côté d'eux dans les pays de la couronne de Saint-Étienne, spécialement sur les Slaves. Il développa ses vues dans un Mémoire de 1817. — « Une longue expérience, disait-il à l'Empereur, a appris à Votre Majesté que rien n'est plus opposé à mes tendances que le désir de toucher à l'administration sans nécessité et de faire des réformes quand même... J'ai tout examiné, tout pesé, et, je ne crains pas de le dire, le résultat de mes études est sans contradiction très satisfaisant, car je suis arrivé à des propositions d'une vérité indiscutable... Le gouvernement, tel qu'il est constitué, repose sur un principe de centralisation trop étendu dans l'application journalière.

« Au point de vue politique et administratif, l'Empire d'Autriche forme en quelque sorte un État fédératif sous un souverain commun... Pour qu'un gouvernement soit fort, il faut que sa manière d'agir soit en parfaite harmonie avec sa situation, ce qui n'est pas le cas en Autriche. En effet, tandis que la Hongrie jouit de privilèges qui vont jusqu'à paralyser l'action de la grande machine politique, les autres provinces sont comme absorbées par ce centre commun. De cette inégalité résulte pour les Hongrois un privilège, au point qu'ils se croient indépendants, tandis que la nationalité des autres États autrichiens, qui mérite après tout d'être prise en considération, s'use et se perd en froissements entre le gouvernement et les provinces. »

Ces *propositions d'une vérité incontestable* manquaient un peu de limpidité; elles semblaient cependant indiquer une tendance à réagir contre le *système de fusion* que l'on



constatait dans la partie allemande de la monarchie, tandis que « la machine elle-même reposait non seulement sur un principe très opposé, mais devait reposer, conformément à l'intérêt bien entendu, sur des bases toutes différentes ». Malheureusement les palliatifs de Metternich étaient fort insuffisants; il voulait que l'on nommât un ministre de l'Intérieur dont relèveraient quatre chanceliers pour la Bohême, l'Illyrie, l'Autriche et l'Italie; « de cette façon, les chancelleries de Hongrie et de Transylvanie perdraient l'importance exceptionnelle qu'elles ont, et ce serait le premier pas d'une réforme générale[1] ».

Les projets du Prince, déjà si modestes, parurent encore trop hardis à la cour. La patente de 1817 qui instituait une *Chancellerie de cour unie*, dont relèveraient les quatre chancelleries d'Italie, de Galicie, de Bohême et d'Autriche-Illyrie, lui attribuait la mission, « conformément à notre système d'unité, de guider tous les pays et tous les peuples de l'Empire vers un même but qui est le bien général et individuel, — de répandre la culture et l'instruction d'après des principes uniformes », et, si elle ajoutait qu'elle devrait, en ne perdant pas de vue ces grands résultats, prendre en considération et ménager avec un soin scrupuleux, partout où il y aurait lieu de le faire, « les différences et les particularités de langue, de mœurs, d'habitudes, de climat et de nationalité », il était impossible d'admettre que ces formules contradictoires et embarrassées annonçassent une orientation nouvelle de la politique générale. Ni les administrations locales ne reçurent une plus large liberté d'action, ni l'autonomie du royaume de Bohême ne fut plus respectée; encore moins fut-il question d'accorder aux représentants du pays quelque influence sur les affaires publiques.

Sur ce point, François I[er] était intraitable. Ses défauts capitaux, qui étaient l'apathie et la timidité de l'esprit, n'étaient pas de ceux que l'âge atténue, et la confiance

1. Metternich, III, p. 70.

que lui avaient inspirée les récents succès de l'Autriche, s'aigrissait en opiniâtreté conservatrice. Metternich, qui fut sans doute un des hommes les mieux en état de le connaître à fond et qu'il serait singulier de considérer comme malveillant, cite comme ses qualités maîtresses, son calme, son impartialité, une égalité d'âme qui ne se démentait jamais; ces éloges diplomatiques signifient, si on les traduit en termes vulgaires, qu'il n'était pas tourmenté par l'esprit. Personne dans l'Europe entière n'avait poussé plus franchement après la chute de Napoléon le fameux : Ouf! qui, d'après le Conquérant lui-même, devait accueillir sa chute. Enfin, nous allons pouvoir dormir tranquilles! Quand François s'aperçut que les sujets n'éprouvaient pas le même besoin de repos, il fut exaspéré : il regardait comme un ennemi personnel quiconque voulait déranger le moins du monde le programme qu'il appliquait depuis un quart de siècle avec une méthodique régularité. On a bien souvent rappelé les paroles qu'il adressait en 1820 à une députation hongroise : « Totus mundus stultizat et, relictis suis legibus, constitutiones imaginarias quærit. Vos constitutionem a majoribus acceptam illæsam habêtis ; amatis illam, et ego illam amo et conservabo [1] ». Excellent résumé de sa politique : ne rien innover. Avec la cruauté rageuse d'un égoïste menacé dans ses aises, il frappait les mécontents qui troublaient son repos. — Dans les questions d'amnistie, disait-il lui-même, je suis un mauvais chrétien; Metternich n'obtint jamais de lui la grâce des Italiens condamnés pour causes politiques, bien que les charges qui pesaient sur eux fussent des plus légères.

L'Empereur eût vite considéré comme des traîtres les conseillers qui n'auraient pas flatté ses instincts et ménagé ses défiances. L'agitation qui se manifestait dans presque toute l'Europe décida cependant Metternich à lui présenter un nouveau plan de réformes. En 1818, il proposa l'établis-

1. « Tout le monde est fou et, abandonnant ses anciennes lois, cherche des constitutions imaginaires. Vous avez une constitution que vos ancêtres vous ont transmise intacte; vous l'aimez, et moi aussi, je l'aime et la conserverai. »



sement d'un *Conseil d'Empire*; la majorité des membres serait nommée par le souverain, on leur adjoindrait quelques délégués des diètes. Le Chancelier se vantait, en poursuivant une centralisation plus complète des affaires, d'avoir absolument écarté les idées françaises et tenu compte des faits, « sur lesquels reposait la constitution de l'Empire, c'est-à-dire de l'état de séparation relative des diverses parties dont il se composait ». Il voyait dans cette assemblée nouvelle le moyen d'assurer l'avenir : « Votre Majesté se figure-t-elle la marche actuelle des affaires, sans sa présence, sans l'influence souveraine sur laquelle la direction de l'État repose presque exclusivement? » Sans doute, l'heure où l'Empereur serait obligé d'abandonner cette direction, était encore éloignée; mais il importait que tout fût préparé longtemps à l'avance. — Ce conseil d'Empire n'eût été qu'un conseil d'État agrandi, analogue à celui que créèrent Schwarzenberg et Bach, son influence eût été nulle, et nous avons peine à prendre au sérieux l'enthousiasme qu'inspirait à Metternich son invention falote.

Sous les phrases amphigouriques auxquels il se complaît, on devine bien une inquiétude vague et le sentiment qu'il y a quelque chose de pourri dans l'État. Mais jamais il n'a clairement aperçu les causes du malaise et jamais surtout il n'a abordé le problème avec franchise et courage. Il était encore possible de choisir entre deux systèmes. Si l'on eût à ce moment accordé à la monarchie un gouvernement parlementaire, comme les partis nationaux n'étaient pas encore solidement constitués et qu'ils se recrutèrent en majorité parmi les jeunes gens qu'exaspérait un despotisme médiocre et taquin, les luttes politiques, en augmentant l'influence de Vienne et en détournant des questions locales l'attention publique, auraient cimenté l'unité de l'Empire; il eût suffi alors de quelques réformes sociales pour rattacher au gouvernement les masses profondes du peuple, et l'œuvre de Joseph II, reprise avec des procédés conformes au temps, aurait eu les plus sérieuses chances de succès. — Ou bien, il fallait rompre nettement avec les tra-

ditions centralistes, rendre aux diètes une partie de leur autorité et, en achetant ainsi leur dévouement, se préparer en elles des alliés solides pour l'heure du péril. Au contraire, les petites finesses diplomatiques et les tergiversations ne pouvaient que mécontenter tout le monde, et les concessions puériles que conseillait Metternich n'auraient pas eu plus de résultat que les incessantes modifications administratives que l'on expérimentait sans conviction et qui faisaient seulement plus vivement ressortir les inconvénients du système et l'incurie des conseillers impériaux.

François Ier lut le mémoire de son Chancelier, reconnut que la question était grave et qu'elle méritait d'être mûrement étudiée. Metternich ne le pressa pas. Il menait grand bruit de ses triomphes diplomatiques, dont mieux que personne il savait l'inanité. Il avait pour le moment domestiqué la Prusse et la Russie : seulement, combien de temps la poltronnerie de Frédéric-Guillaume III et la candeur cauteleuse et mystique d'Alexandre demeureraient-elles dupes de ses machiavéliques combinaisons? A la longue, dans la lutte entre les États, le triomphe appartient à celui dont la puissance réelle est la plus solide : la prospérité de l'Autriche était soufflée et elle n'eût pas supporté une épreuve sérieuse. « Nos ministres, écrivait Nostits, ont beaucoup frayé avec les femmes et ils apportent dans les plus hautes affaires des procédés de boudoir. » Metternich n'ignorait pas que, même avec les femmes, le moment arrive de payer de sa personne, et il n'eût pas mieux demandé que de donner à la vieille monarchie un peu d'élasticité et de vigueur. Seulement il n'était pas assez sûr de son fait pour risquer son crédit en importunant le souverain.

François Ier n'avait eu longtemps pour lui qu'une sympathie assez tiède; les événements de 1813 et plus encore ceux qui suivirent le Congrès de Vienne l'avaient ramené à des sentiments plus bienveillants, et, après la défaite des révolutionnaires italiens, il lui avait témoigné sa satisfaction en lui accordant la dignité de Chancelier d'État

(25 mai 1821); cela ne signifiait nullement qu'il fût disposé à lui reconnaître un pouvoir discrétionnaire. Sa défiance ombrageuse ne s'appliquait guère moins à ses ministres qu'à ses adversaires; même au moment où il comblait Metternich de ses faveurs, il écoutait volontiers ses ennemis, et, à travers les grâces du maître, perçait çà et là l'agacement que lui causait le libertinage de cœur et d'esprit de son confident. Il lui rappelait avec complaisance que les affaires intérieures n'étaient pas de son ressort, et les rivaux du prince, encouragés par cette sourde connivence du souverain, repoussaient la moindre ingérence de la Chancellerie d'État dans les questions administratives. Quand Metternich s'avisa de demander directement quelques renseignements au gouverneur de la Moravie, le comte Mitrovsky, celui-ci s'adressa à ses chefs immédiats pour savoir ce qu'il devait faire: ils lui déclarèrent que le Chancelier s'était trompé et qu'il n'y avait pas de réponse. — « On s'informait rarement de l'opinion du Prince sur la politique intérieure, nous dit Hartig qui était en mesure d'être bien renseigné, et on l'en tenait éloigné à dessein. » — La noblesse, dont l'influence était considérable, le traitait comme un intrus et le gardait à distance. Ses services ne lui valurent jamais ses lettres de grande naturalisation. Les étrangers dont il s'entourait n'évitaient pas toujours des bévues grossières dont on faisait des gorges chaudes et qu'exploitaient contre lui les administrations rivales. Il était ainsi paralysé par une coalition que l'Empereur ne voyait pas d'un mauvais œil et qui eût probablement suffi à frapper d'inertie une volonté plus arrêtée que la sienne. C'était, disaient plus tard les pamphlétaires, un cocher de bonne maison, qui conduit la voiture, mais ne sait pas ce qui s'y passe.

Il se dégoûta vite du rôle de réformateur et il renferma ses projets, quitte à exagérer ensuite ses crève-cœurs et à se draper dans un rôle de victime et d'incompris. Stein, qui ne l'aimait pas, l'a cependant jugé sans prévention : il est adroit, écrit-il, intelligent, aimable; ce qui lui fait

défaut, c'est la force, le sérieux, la profondeur, les connaissances, l'ardeur au travail, la sincérité ; — « la qualité qui manquait le plus à son habileté politique, dit Guizot qui avait lié partie avec lui, c'était le cœur, j'entends le courage d'impulsion et d'entreprise », — et Hardenberg écrivait en 1812 : « N'ayant pas assez de cœur pour faire dans le besoin usage des ressources du pays, il crut pouvoir suppléer au courage d'esprit et à la force par la ruse. »

Il avait évidemment dû prendre sur lui pour s'avouer et pour représenter à l'Empereur la nécessité de réformes, quelque modestes qu'elles nous paraissent. Il n'éprouva aucun déchirement à rentrer dans l'immobilité. « Nous avons un saint, écrit-il dans ses Mémoires, qui a conquis le ciel parce qu'il est resté pendant je ne sais combien d'années debout sur une colonne en se tenant sur un pied. Bien que je me tienne sur mes deux pieds, je puis néanmoins me comparer à saint Simon le Stylite : son mérite est d'avoir gardé pendant longtemps une position incommode ; le mien ne l'est pas moins [1]. » De temps en temps, la pensée lui revenait que ce n'était pourtant pas là une situation normale ; mais, à ne pas bouger, il s'était ankylosé et, quand il parlait de nouveau de se mettre en marche, tout le monde souriait, et lui le premier. Il jugeait plus commode, plutôt que de rompre avec des habitudes invétérées, de faire la théorie du *statu quo*. — Ce que l'on doit se proposer, disait Gentz dans un mémoire célèbre où il exposait le fond de la pensée du maître, est facile à déterminer : ce n'est rien de plus et rien de moins que de maintenir ce qui existe. Dans les circonstances actuelles, il n'est guère moins dangereux de passer de l'ancien au nouveau que de revenir à ce qui n'existe plus... Il ne faut d'aucune manière s'écarter de l'ordre existant de quelque origine que ce soit. » — Metternich dodelinait de la tête d'un air convaincu : « Le principe que les Monarques doivent opposer à ce plan de destruction universelle (des révolution-

1. III, p. 351.



naires), c'est celui de la conservation de toutes choses légalement existantes... Il est impossible à la fois de conserver et de réformer dans un sens de justice et de raison, quand la masse du peuple est en mouvement (1821) [1]. » — Puis, quand cette masse du peuple se fut calmée, il lui parut sans doute qu'il n'y avait aucune raison de rien modifier, puisque personne ne se plaignait plus. L'Empereur fit allusion à son projet de Conseil d'Empire en 1827, à la suite d'une indisposition qui avait failli l'emporter : il était fermement résolu à faire examiner sa proposition. Il y revint en 1834 : vraiment il se repentait de ne pas avoir donné suite à l'affaire, il fallait qu'une décision fût prise avant la fin de 1835 ; — la mort le dispensa de tenir sa promesse [2].

La maladie de 1826 avait fait de l'Empereur un vieillard courbé, amaigri, chancelant, encore plus lent que par le passé et plus hostile au progrès. Avec plus de ponctualité que jamais, il s'asseyait dans son cabinet, lisait des rapports et signait, signait, signait. Quand, dans le fatras des pièces administratives, il tombait sur un projet d'importance, il le mettait soigneusement de côté. Si on insistait, il collectionnait les avis et inventait toujours un prétexte suffisant pour ajourner sa décision. Metternich, disait spirituellement Vehse, tenait le gouvernail d'un navire à l'ancre que ballottaient les vagues.

La vie n'admet pas cependant l'immobilité absolue et l'inertie du pouvoir ne supprimait pas les rivalités et les coteries, dont les jalousies n'étaient pas moins funestes à la marche des affaires parce que leur origine était plus misérable. Un petit groupe de fonctionnaires que l'on désignait fort improprement sous le nom de libéraux et qui n'étaient que des disciples attardés de Joseph II, se réunissait autour du baron de Pillersdorf, tandis que la faction aristocratique avait pour principal représentant le comte Kolovrat.

1. III, p. 505.
2. III, p. 77.



Descendant d'une illustre famille de Bohême, il avait été capitaine de Prague, puis Grand-Burgrave en 1810 et il avait témoigné aux Tchèques une certaine bienveillance. De là, l'implacable sévérité avec laquelle le traitent Springer et les autres historiens allemands. Ministre d'État et de la Conférence en 1825, il reçut en 1826 la présidence de la section administrative et financière du Conseil d'État. Ses fonctions, assez mal définies, lui ouvraient le cabinet de l'Empereur. Ses ennemis l'accusaient de favoriser la noblesse et de montrer aux Slaves une préférence scandaleuse; d'après eux, il ne refusait rien à qui l'abordait en disant : je suis Tchèque et je me nomme Venceslas. — Il est vraiment fâcheux que ce fanatisme bohême ne se soit jamais manifesté que par de banales protestations. — Kolovrat était un causeur aimable, qui avait su adroitement se pousser dans la faveur d'un maître ennuyé et qui épuisait son activité, qui était minime, à se maintenir; ses idées étaient courtes, ses connaissances bornées et il avait juste les talents nécessaires pour briguer le pouvoir, non pour en user. Cela suffisait pour le rendre désagréable à Metternich, et la jalousie de ces deux hommes, que séparaient des nuances assez indécises, remplit les dernières années de François Ier et le règne de son successeur. Ce duel mit un intérêt assez vif dans la vie des courtisans et augmenta le désordre de l'administration.

Les employés, médiocrement payés, peu considérés et durement traités, étaient aigris et paresseux. Leur scepticisme négligent prenait avantage des tiraillements et des sursauts que la molle direction de l'Empereur était incapable de prévenir. Les bureaux, sous l'œil bienveillant des chefs, s'amusaient à se jouer de mauvais tours ou se renvoyaient avec acrimonie la responsabilité des fautes commises. Au milieu de cette atonie universelle, un seul pouvoir conservait quelque autorité, c'était la police, et son président, le comte Sedlnitzky, fut de 1817 à 1848, le premier personnage de l'Autriche, le plus détesté aussi.

Peut-être sans raison. Il ne manquait pas d'instruction



ni même d'une certaine bonté naturelle : malheureusement, il avait un système; obsession redoutable pour les intelligences médiocres! Pour lui, la curiosité d'esprit était un symptôme révélateur des plus funestes penchants, et il se regardait comme un médecin chargé d'arrêter la contagion révolutionnaire, avant qu'elle fût devenue dangereuse. On est souvent tenté d'accuser d'exagération et de parti-pris les écrivains qui nous ont tracé le tableau du régime de tracasseries niaises et d'espionnage odieux qu'il conduisit à sa perfection : les faits sont établis cependant par des textes d'une si incontestable authenticité que nous sommes bien obligés d'en accepter la réalité.

La police avait entouré la société entière d'un réseau à mailles infiniment ténues; aucun acte n'était assez insignifiant pour échapper à son contrôle, aucune classe assez haute ou aucun individu assez sûr pour être au-dessus de ses enquêtes. Ni les officiers supérieurs ni les fonctionnaires les plus élevés ni les chefs mêmes de la police n'étaient à l'abri de ses dénonciations; toutes les correspondances étaient lues, toutes les réunions étaient suspectes; les cafés, les auberges, les voitures publiques, les salons, étaient encombrés de mouchards ; les propos les plus inoffensifs donnaient lieu à des instructions criminelles. Grillparzer, qui n'avait certes rien d'un révolutionnaire, si timoré, si loyaliste, dont l'esthétique a pour base l'horreur et l'épouvante de la passion, nous trace dans ses Mémoires un tableau saisissant dans sa simplicité de l'angoisse lourde sous laquelle les âmes haletaient; de la résignation prostrée dans laquelle végétait la population, sans cesse exposée pour les motifs les plus frivoles aux tracasseries de l'administration; de l'hostilité sournoise dont l'Empereur et ses auxiliaires poursuivaient les manifestations de l'esprit. « La science et l'art, écrit Hartig, sont en Autriche des choses que l'on regarde comme nécessaires à cause de l'étranger et des convenances, mais à qui l'on n'attache pas d'importance réelle ; on les tolère, on ne les encourage pas. » Encore avait-on une manière bien

singulière de comprendre la tolérance. Les exigences de la censure dépassaient les bornes du ridicule : elle n'autorisait la représentation de Don Carlos qu'à condition que le prince ne fût plus amoureux de sa belle-mère; dans les Brigands, elle changeait le père en oncle et, dans Wallenstein, le capucin en conseiller municipal ; on rayait comme immoralé la phrase : elle a une blanche et riche poitrine, et on la remplaçait par : elle est bien bâtie par devant. Si le malheureux écrivain en appelait à Sedlnitzky, celui-ci ne répondait pas, à moins que l'auteur n'eût intéressé à sa cause quelque jolie figurante.

Les règles n'étaient naturellement pas plus douces pour les écrivains bohêmes. Peut-être cependant leurs livres étaient-ils jugés avec moins de légèreté, et l'éloignement de Vienne encourageait les censeurs à certains ménagements. La cour, qui suspectait leur zèle, les rappelait vertement à l'ordre à l'occasion et elle était particulièrement dure pour ceux que, suivant le mot de Stendhal, elle jugeait susceptibles d'enthousiasme. Quand Ioungmann fut chargé par Kollar de faire imprimer la première édition de la Fille de Slava, il crut sage de supprimer les sonnets où le patriotisme slave du poète s'exprimait en vers trop éloquents : « Dieu garde, lui écrivait-il, qu'on trouve la moindre allusion à l'union de l'Oural et des Tatras ! L'ouvrage serait condamné et on imposerait à la littérature des chaînes encore plus lourdes. Vos belles paroles, — ah! si belles! — relatives à la Slavie ne peuvent être présentées à la censure sans un danger manifeste pour la bonne cause; c'est à grand'peine que le reste passera. » Malgré les précautions de Ioungmann, le censeur exigea des corrections et des suppressions nombreuses; d'après Tchélakovsky, la moitié du manuscrit aurait été barrée. — « Sur l'objet qui nous tient particulièrement à cœur, lisons-nous dans une lettre de Ioungmann à Marek en 1827, que pourrais-je écrire, sinon des lamentations?... On nous défend presque de nous reconnaître comme Slaves, on craint vraiment que nous ne devenions polonais ou à la



longue peut-être même russes. Aussi avec ce mot : slave, j'agis avec une précaution infinie vis-à-vis de la censure, et il en est de même de tous les écrivains raisonnables ; c'est ainsi que Palatsky a pris pour règle fondamentale de ne mentionner dans son Journal ni la Slavie ni les Slaves. » — « C'est à grand'peine, écrit à son tour Palatsky, que le gouvernement nous permet d'être Tchèques et de rappeler notre fraternité avec les Silésiens et les Moraves ; penser aux Slaves en dehors de ceux-ci est considéré comme un délit », et il recommandait à ses correspondants la plus extrême réserve, afin de ne causer aucune difficulté à leurs protecteurs, qui, disait-il, ne manquaient pas.

Ils étaient bien tièdes vraiment ou bien faibles, ces protecteurs qui ne parvenaient pas à défendre leurs amis contre les plus sottes et les plus fastidieuses persécutions. Elles finirent par rendre impossible la publication du Journal allemand du Musée bohême, revue exclusivement scientifique et rédigée avec une circonspection que Ioungmann lui-même taxait de pusillanimité.

« La rigueur de la censure, écrit Palatsky en 1830, n'a cessé d'augmenter depuis trois ans dans des proportions tout à fait étonnantes ; j'ai eu souvent l'espoir qu'elle avait atteint son apogée, mais elle m'a toujours trompé ». Elle interdisait la publication de la Didactique de Comenius, « parce que c'était un émigré bohême », et de Vchehrd, un juriste du xve siècle, parce qu'il était visiblement défavorable aux Allemands et que son livre « était conçu en général dans un esprit clairement contraire à la politique actuelle du ministère ». Elle daigna cependant pousser la condescendance jusqu'à permettre à l'érudit qui avait préparé l'édition, de se servir de ce document pour écrire une histoire des tribunaux bohêmes. — En 1833, la Société royale des Sciences proposait une réimpression de Dalimil, le chroniqueur du xive siècle : la Censure demande un mémoire où on lui exposera « les raisons de cette publication, la valeur littéraire du texte, et les objections

qu'ont soulevées chez diverses personnes les tendances politiques de cette chronique ». Palatsky répond par une étude très documentée qui ne suffit pas à triompher des scrupules de l'administration, et l'édition est interdite. — En 1839, le comte Léo Thun, le futur gouverneur de Bohême, soumet au Grand-Burgrave, le comte Chotiék, le manuscrit d'une brochure sur l'État actuel de la littérature bohême, qui n'était certes pas de nature à soulever des passions trop ardentes : Chotiék loue le livre sans oser en autoriser la publication. Dans un voyage à Vienne, il en parle à Metternich qui déclare ne pouvoir rien faire sans l'approbation de la police; le livre est examiné par les Censeurs, revu par le Chancelier d'état qui demande encore à Thun un mémoire, dans lequel celui-ci indiquera le point de vue qu'il a choisi.

Il fallait vraiment avoir la passion littéraire chevillée au corps ou un sentiment du devoir bien profond pour continuer à travailler dans ces conditions. Sans compter que chaque écrivain est classé à ce seul titre parmi les suspects et exposé aux plus désagréables mésaventures. Kollar et Palatsky sont accusés d'avoir fondé à Presbourg une société coupable de manœuvres panslavistes; c'est une calomnie saugrenue, et ils le démontrent aisément. Sedlnitzky daigne agréer leurs excuses : — il espère que cet incident éclairera les « savants qui favorisent le slavisme avec excès et leur apprendra à l'avenir à éviter avec le plus grand soin jusqu'à l'apparence de préoccupations politiques, afin d'enlever tout prétexte à des suppositions qui pourraient avoir des suites fâcheuses pour leur bonne renommée politique et leur condition civique ». — Avis gros de menaces, quand on connait les formes de langage de l'administration autrichienne.

On avait beau se surveiller, on n'évitait pas les conflits. La diète est convoquée par le roi, écrit un géographe; — rayé. — Pourquoi? demande l'auteur; la diète a-t-elle donc le droit de se réunir de sa propre autorité? — La censure refuse le visa à un livre, parce que la mère de Saint-Ven-



ceslas, Drahomira, n'y est pas représentée « suivant les croyances populaires, acceptées depuis des siècles » ; sur l'intervention du Grand-Burgrave, Sedlnitzky autorise la publication, à condition qu'on supprimera le passage incriminé et quelques autres réflexions aussi pernicieuses. — Le pouvoir lui fut confié par le peuple, écrit Palatsky ; — rayé : cette phrase dangereuse implique la reconnaissance de la souveraineté nationale. — Dans la lutte entre Frédéric le Beau d'Autriche et Louis de Bavière (XIVe siècle), le droit était du côté de ce dernier ; — rayé : « cette pensée étant inadmissible chez un Autrichien ».

Quand Palatsky arrive à l'histoire de l'hérésie hussite, la censure n'incrimine plus des phrases isolées, mais l'esprit même de l'œuvre. Il avait atténué les faits autant qu'il était possible sans outrager audacieusement la vérité, et, pour s'en convaincre, il suffit de comparer le tableau qu'il trace de la corruption du clergé au XVe siècle au réquisitoire du catholique, Tomek, autrement vigoureux et accablant. — Le censeur n'en déclare pas moins que l'État, protecteur de l'Église, ne saurait admettre qu'on la livre ainsi au jugement des fidèles; il accuse Palatsky de se prononcer pour Hus contre le Concile : — « On doit supposer que, si les États catholiques de Bohême paient un écrivain pour raconter l'histoire du Royaume et des Hussites, ils désirent que les catholiques bohêmes et en général tous les catholiques ne soient pas troublés dans l'opinion qu'ils professent d'accord avec l'Église entière sur l'hérétique, sa conduite et sa condamnation. » — Le jeune savant est accusé de semer la haine entre les citoyens en évoquant le souvenir des luttes nationales : « L'administration, très éloignée de vouloir s'opposer au développement naturel d'une quelconque des races de l'Empire, n'a aucune objection contre les progrès de la littérature bohême; mais elle ne saurait supporter que dans un État où tant de nations sont unies sous un souverain d'origine allemande, une de ces nationalités se permette d'en combattre, d'en injurier et d'en ruiner une autre, sur-

tout la nationalité dominante [1]. » Palatsky se défendit avec une réserve qui nous inspire aujourd'hui une sorte de tristesse; Sedlnitzky n'en exprima pas moins son étonnement « des expressions véhémentes de l'auteur contre le censeur qui avait rempli son devoir avec prudence et impartialité », et il pria le Gouverneur de lui représenter vivement « l'inconvenance de sa lettre ». — « Cela va de mal en pis avec la censure, écrit de même Erben en 1842; tout d'abord c'était le panslavisme ou le russisme qui étaient à la mode; ils en ont fait tant d'embarras qu'à la fin personne ne voulait plus les prendre au sérieux. Ils ont inventé alors un nouveau fantôme plus dangereux. Depuis quelque temps nos prêtres, au moins ceux qui vivent près de la crosse, se sont mis dans la tête que la littérature tchèque veut répandre le Hussitisme; ils se sont plaints que quelques-unes de nos études, entre autres l'Histoire générale de Tomek, ne sont pas composées dans un esprit assez orthodoxe. La censure a pris peur et, pour éviter les difficultés, elle condamne tous les ouvrages où il est le moins du monde question de religion. »

Metternich affectait de se désintéresser de ces chicanes, et les étrangers qu'il admettait à l'honneur de lui entendre ressasser quelqu'une de ces éternelles anecdotes ou de ses théories nuageuses et pédantesques, apercevaient sur sa table les ouvrages que ses agents arrêtaient à la frontière. Sa désinvolture cachait mal son horreur profonde de la libre recherche, qui allait souvent jusqu'au ridicule. — Les documents relatifs à la maison Impériale, dit le règlement des Archives du 12 janvier 1818, même quand leur contenu paraît insignifiant, ne doivent être communiqués dans aucun cas; les savants chargés officiellement de quelque travail de diplomatique, de généalogie et d'histoire, ne peuvent en prendre connaissance que sur l'ordre exprès de l'Empereur et avec l'autorisation spéciale du ministre des affaires étrangères... Les traités secrets, les actes addi-

1. Livre en l'honneur de Palatsky, p. 671.



tionnels, les documents qui pourraient compromettre les souverains, les ministres ou d'autres personnes publiques ou privées, vivantes ou mortes, et rouvrir des litiges apaisés, ne seront pas communiqués. — On refusait à Ranke l'autorisation de consulter les rapports des ambassadeurs vénitiens du XVI[e] et du XVII[e] siècle : « Les temps n'étaient pas assez éloignés ; ces recherches jetteraient peut-être un jour peu favorable sur des gouvernements qui existent encore. » — Afin de se mettre désormais à l'abri des demandes gênantes, on interdit la communication des pièces postérieures à 1740 ; pour les époques plus reculées, les archives n'étaient ouvertes qu'après une enquête minutieuse de la commission, par une décision spéciale du ministre ; s'il accordait l'autorisation, un employé parcourait d'abord les cartons et enlevait ce qui lui paraissait dangereux, « de telle façon que l'érudit qui étudierait ces actes ne s'aperçût pas de ces soustractions [1] ». Précautions puériles dont le seul effet était de décourager les chercheurs qui auraient été tentés d'écrire l'histoire de la maison d'Autriche, et de laisser ainsi une influence prépondérante aux écrivains locaux, qu'il était impossible de surveiller d'aussi près. Comme d'ailleurs le gouvernement ne leur ménageait pas ses tracasseries, il nourrissait chez eux les pensées d'opposition et de rancune et il affermissait parmi tous ceux qu'écœurait un pareil régime, la haine de la centralisation.

Les ministres de François I[er] n'avaient aucune illusion sur les sentiments des gens de lettre ; mais ils préféraient les mater que les conquérir, et ils s'imaginaient qu'ils préviendraient éternellement la propagation de leurs colères dans la masse des habitants. — Voilà ce que c'est qu'une révolution prise à temps, disait triomphalement Metternich, quand il écrasa sans coup férir les tentatives d'agitation en Allemagne. Mieux valait encore pourtant éviter jusqu'à l'apparence d'une lutte et, pour cela,

1. G. Wolf, Gesch. des K. K. Archivs in Wien, p. 56-63.



étouffer d'avance dans les âmes les désirs de résistance. L'éducation était combinée de façon à ce que le peuple vieillît dans une véritable innocence paradisiaque.

On n'avait pas osé toucher aux règlements qui décrétaient l'obligation de l'instruction primaire; seulement les autorités fermaient les yeux sur la façon dont ils étaient appliqués, et le nombre des enfants qui ne fréquentaient pas l'école était considérable. Une partie très importante de la population échappait ainsi complètement à l'action gouvernementale. Comme les méthodes étaient détestables et la discipline brutale, que de plus, dans les écoles supérieures, les instituteurs étaient obligés de se servir de l'allemand qu'ils savaient eux-mêmes mal et que les enfants ne comprenaient pas, les élèves ne conservaient de leur séjour à l'école que le souvenir des coups qu'ils avaient reçus et qui s'associaient étroitement pour eux au dialecte étranger qu'on prétendait leur inculquer.

La plupart des gymnases étaient dirigés par des religieux, braves gens, médiocrement instruits, ennuyeux et bornés; la plus grande partie des journées se consumait en exercices de piété ou en récitations, et le seul bagage que rapportaient les élèves de leurs cinq ou six années de lycée, était quelques bribes de mauvais latin. C'était encore trop aux yeux du gouvernement : il réduisit le nombre des gymnases et fixa à quatre-vingts le chiffre des nouveaux élèves que chaque établissement fut autorisé à recevoir chaque année; il y voyait le double avantage de combattre la fringale de science qui s'était emparée d'une partie de la bourgeoisie et d'obtenir une nouvelle prise sur les parents. Les livres de classe, dont les professeurs étaient obligés de ne pas s'écarter, étaient composés dans l'esprit le plus étroit, d'une sécheresse rebutante, et il était interdit aux élèves de rien lire en dehors de leurs manuels; de temps en temps on envahissait leurs logements et on confisquait les ouvrages qu'ils y cachaient; on saisissait ainsi chez le futur poète Meissner un exemplaire d'Hermann et Dorothée qui appartenait en réalité à son

propriétaire et dont celui-ci eut toutes les peines du monde à obtenir la restitution. Dans beaucoup de gymnases, on exigeait que les élèves parlassent latin, et on avait conservé, de même que les procédés pédagogiques des Jésuites, leurs méthodes morales ; on encourageait parmi les étudiants la délation et l'espionnage. Les seuls maîtres qui ne fussent pas très rapidement gagnes par la contagion de cette désastreuse atmosphère étaient ceux que soutenait un idéal, c'est-à-dire les libéraux et les patriotes, — et par la faute de la cour les idées de liberté et de nationalité étaient alors inséparables. Ces professeurs groupaient autour d'eux un petit cénacle, qui se recrutait parmi les meilleurs élèves et les plus intelligents, et les vexations multiples auxquelles cette élite était exposée l'attachaient par le sacrifice et l'orgueil à la cause bohême.

Quand ces jeunes gens arrivaient à l'Université, beaucoup étaient déjà enrôlés sous la bannière slave et, comme ils y rencontraient le même régime de tutelle puérile, ils n'avaient certes ancune raison de se réconcilier avec le gouvernement. Metternich avait par moments l'instinct du ridicule et de l'inanité des prescriptions universitaires; il savait « que les étudiants considérés en eux-mêmes sont des enfants, que leurs associations sont un jeu puéril qui n'a rien de pratique et qu'il n'y a pas de conspirateurs plus maladroits que les professeurs pris isolément ou en masse ». A la première agitation, il oubliait ces sages maximes. Pour « étayer l'édifice vermoulu de l'Europe qui, suivant lui, faisait pitié à l'homme d'esprit et horreur à l'homme vertueux », pour étouffer la présomption et l'individualisme qui gangrenaient la société moderne, il fallait ployer les jeunes gens à la règle, leur apprendre la docilité. A l'Université, au moins pendant la première année, ils étaient astreints aux mêmes exercices religieux qu'au lycée, devaient se confesser chaque trimestre et assister au cours de religion où le professeur démontrait les vérités catholiques « d'abord par la raison et ensuite sans la raison ». Le premier devoir du maître était de calmer les esprits :

je n'ai pas besoin de savants, disait l'Empereur aux professeurs de Lioubljana (Laybach), mais de sujets attachés à leurs devoirs. Une circulaire ministérielle de 1822 avertissait les candidats aux fonctions universitaires que les nominations seraient déterminées moins par les titres scientifiques que par les notes politiques. Les professeurs ne recevaient leur institution définitive qu'au bout de trois ans, quand la police avait eu le temps de se convaincre de leur docilité.

Sous ce régime, à l'exception des universités de médecine à qui l'autorité témoignait quelque tolérance et où se concentrait la vie intellectuelle officielle, les écoles supérieures tombèrent dans un tel discrédit qu'après un demi-siècle de réformes et de travaux, elles ne se sont pas relevées de la déconsidération où les avait réduites la sottise des Sedlnitzky. Les souvenirs de Meissner, d'Hartmann, de Springer, les correspondances des contemporains nous donnent l'idée de l'impatience que soulevaient dans la jeunesse ces règlements stupides, et il était naturel qu'elle profitât à peu près exclusivement au parti tchèque, puisque seul il existait alors et offrait aux âmes l'occasion d'enthousiasme qu'elles appelaient. Les Mémoires de Hasner, qui fut plus tard un ministre centraliste, nous laissent suivre l'évolution psychologique qui fut alors celle de beaucoup de jeunes gens : on leur avait donné comme précepteur un jeune slave, très passionné ; au début, ses élèves sont plutôt disposés à se moquer de ce pauvre diable, à l'air minable, bizarre, qui écorche l'allemand. Il les gagne bientôt par sa douceur, la sincérité de sa foi, il leur lit du Kollar : pour la première fois, ces enfants se sentent en présence d'une âme vivante, ils sont entraînés par ce souffle de dévouement et de sacrifice si contagieux pour les natures délicates et tendres. Hasner se met à étudier cette littérature qui naît. Il se fût vite rebuté, s'il eût eu d'autres livres, « mais on tuait, on étouffait tout sentiment allemand ; non seulement toute pensée politique, mais tout effort scientifique paraissait dangereux..... Je vivais dans un monde d'employés, et mon père, qui connaissait les gens dont dépen-



dait son avenir, était prudent..... Les meilleurs esprits finissaient par s'éteindre dans ce marais.....; c'était de ce bourbier que les patriotes sortaient la tête et ils évoquaient en moi au moins la pensée qu'il pouvait y avoir au-delà un monde [1]. »

Le même système de despotisme mesquin et tracassier était appliqué à l'Église, et il ne servait de même qu'à déconsidérer la religion et à rejeter dans l'opposition les meilleurs des prêtres, qui ne croyaient pas que leur tâche fût remplie quand ils avaient apporté au ministère l'appui de leur autorité. On a prétendu, sans preuve matérielle, que les événements avaient éveillé chez l'Empereur des idées mystiques et qu'il eût voulu une entente plus intime avec la Curie. Il avait si peu d'imagination et une intelligence si courte qu'il est bien invraisemblable que les questions philosophiques l'aient beaucoup tourmenté; dans tous les cas, sa bonne volonté se traduisit en gros par une phrase de son Testament où il priait son successeur de résoudre « le grand problème qui lui tenait tant à cœur » et de rétablir la paix avec l'Église. La question parut si grave qu'on l'étudiait encore en 1848. Metternich, qui s'est vanté aussi d'avoir aperçu la nécessité d'une union étroite avec la Papauté pour combattre la Révolution, « aimait tellement la religion et son triomphe », qu'il en était réduit à prier ses intimes de ne pas communiquer les lettres qu'il leur adressait de Rome et qui étaient médiocrement édifiantes [2]. Il raillait sans miséricorde le petit groupe d'ultramontains qui s'était formé autour du Père Hofbauer: « Je ne puis pourtant pas du haut du Quirinal prendre à partie le docteur Martin Luther, et j'espère que je pourrai néanmoins arriver à de bons résultats sans qu'on ait besoin d'attaquer le protestantisme jusque dans sa source. » Il goûtait dans le catholicisme une religion « qui ôte le courage de penser aux choses inaccoutumées et défend l'exa-

1. Denkwürdigkeiten von Leop. v. Hasner, p. 17.
2. III, p. 201.

men personnel comme le plus énorme des péchés ». A ce point de vue, il se fût très bien entendu avec les Jésuites, mais il redoutait leurs intrigues et il parvint longtemps à les arrêter à la frontière.

Les évêques, choisis avec soin, étaient très souples et la plupart assistaient avec indifférence au réveil piétiste qui agitait l'Église; sous la crosse qu'ils tenaient d'une main somnolente, beaucoup de prêtres croupissaient dans une complète indifférence morale; les moines traînaient une vie de paresse, inutile et peu édifiante. A Prague même, dans le célèbre couvent de Strahov, des Prémontrés rentrent la nuit en escaladant le mur et, pendant la messe, échangent des signes avec les femmes qui assistent au culte. Chez les Chevaliers de la croix, quelques religieux courent dès la première heure s'informer du menu et vont ensuite de cellule en cellule l'annoncer à leurs compagnons; leur intérêt s'étend de la cuisine à la cuisinière qu'à cause de ses charmes plantureux ils ont baptisée Marie-Thérèse. La plupart des conventuels passent leur temps à jouer aux cartes et à boire; ceux qu'ont poussés dans le cloître les inquiétudes de leur âme et les angoisses de leur foi, incapables de supporter longtemps un tel milieu, jettent le froc aux orties [1].

Peu à peu cependant, la renaissance catholique, qui a son origine véritable dans la Révolution et qui, après 1815, se traduisit en Allemagne par une recrudescence du sentiment religieux, commençait à gagner aussi la Bohême; dans le clergé, les cœurs les plus nobles s'indignaient de la dépendance où les condamnait le pouvoir, et réclamaient pour l'Église une situation plus conforme à sa gloire. Seulement, comme depuis longtemps les liens avec la Curie étaient rompus et que les relations avec le dehors étaient rares, les troubles de la conscience ne se traduisaient pas par une effervescence théocratique, comme en France ou en Belgique, mais par un sentiment plus vif des devoirs du

1. Springer, Mémoires, 1re partie.

prêtre envers ses ouailles et par une pitié plus émue pour le peuple. Au milieu de la stagnation universelle, le zèle de quelques curés qui ne s'enfermaient pas dans leur besogne quotidienne, causait une sorte de scandale ; ils puisaient à la fois leur inspiration dans l'Évangile et dans la philosophie du xviiie siècle et étaient ainsi doublement antipathiques à l'administration. Ses condamnations accrurent leur influence, en ajoutant au prestige de leurs paroles l'auréole de la persécution.

Ce fut le cas de Bolzano, une des plus généreuses victimes de ce gouvernement absurde, un des hommes aussi dont l'action a été la plus réelle sur la génération qui arrivait à la pensée et à la vie morale vers 1820. Très sincèrement catholique, parce qu'il avait la conviction que le catholicisme est plus que toute autre doctrine favorable au développement moral, il se rattachait au rationalisme du xviiie siècle par sa foi dans le progrès et son désir d'améliorer la condition du genre humain; il avait subi l'influence de Kant et fait de l'Impératif catégorique la règle dominante de sa vie [1]. Professeur à l'Université, il avait vite gagné par sa droiture et sa bonté les étudiants qui l'avaient d'abord accueilli avec défiance. Il ne leur demandait pas de réciter docilement ses leçons, mais d'examiner et de discuter ses arguments; il se plaisait à répéter la parole de l'apôtre : éprouvez toute chose et retenez ce qui est bon. Il avait une foi absolue dans la force de la vérité : « l'absence de lumières, l'ignorance et l'erreur sont les seules causes des maux de l'humanité »; Dieu a dit : que la lumière soit! C'est l'offenser que de se défier de la raison. La science emporte quelques légendes. — Et après? — La légende d'Adam et d'Ève n'est pas vraie. — Qu'en concluez-vous contre Dieu? — Josué n'a pas arrêté

1. Le livre dont je me suis le plus servi pour Bolzano est l'étude éloquente de Madame Marie Tchervinkova, trop tôt enlevée aux lettres bohêmes. — On consultera aussi utilement : *Skizzen aus dem Leben B.'s.* (par son médecin Wisshaupt, 1850); — Hoffmann, *Bruchstücke zu einer künftigen Lebensbeschr. B.'s.* 1851.

le soleil. — Qu'est-ce que cela prouve contre Jésus? Les dogmes et les rites varient, la religion est immuable, parce qu'elle est l'amour et le progrès.

De tous les athéismes, aucun ne lui semblait plus odieux que celui qui avilit la religion jusqu'à en faire la garantie des abus et des privilèges sociaux. — « On ne saurait affirmer sans blasphème que les distinctions juridiques et l'organisation de la famille, de la propriété et de l'état social en général, tels qu'ils existent de nos jours, dureront jusqu'à la fin des siècles et qu'il y aura éternellement parmi nous des maîtres et des esclaves, des pauvres et des riches »; que chacun de nous s'applique à préparer l'approche d'un monde meilleur en se demandant sans cesse : que dois-je faire pour que par moi le mal diminue? — et qu'il n'hésite jamais à suivre le cri de sa conscience.

Autour de sa chaire se pressait une nombreuse jeunesse, « ivre de Bolzano »; il n'en fallait pas davantage pour déchaîner les jalousies; elles furent appuyées par les poltrons, les routiniers, les imbéciles, la multitude. Les fêtes de la Wartbourg disposaient la police aux plus absurdes sottises : Bolzano, rencontrant quelques étudiants qui fêtaient des camarades venus d'Iéna, leur avait remontré l'imprudence de leur conduite; ils avaient promis de ne pas recommencer. — Preuve de l'influence qu'il exerçait! — Déjà on avait dénoncé à Pie VII la Bohême comme un pays de tradition hérétique : « dans tous les sermons, il n'est question que de morale, on néglige complètement le dogme. » A qui la faute, sinon à Bolzano? — On institua une commission à Vienne avec l'ordre d'examiner son enseignement (1818). Les étudiants de Prague étaient très émus et le professeur remit en quelque sorte sa cause entre leurs mains : « Ce qui ne vous paraît pas démontré, ne l'acceptez pas parce que je vous le dis; — mais ce qui est la vérité, ce qui résiste à l'examen, tenez-vous y, et, précisément parce que c'est une acquisition de votre raison, conservez-le comme une propriété personnelle et durable ». — Après cela, son crime était patent et la com-



mission demanda qu'on le relevât de ses fonctions. On arrêta (20 janv. 1820) un de ses disciples, Fessl, professeur au séminaire de Boudiéjovitse, qui avait fondé parmi ses élèves une Ligue Chrétienne, afin qu'après leur sortie du séminaire, la vie intellectuelle et morale ne s'éteignît pas en eux. Le mot de Ligue, de *Bund*, produisait sur la police viennoise l'effet du chiffon rouge sur le taureau.

Le procès qui fut ouvert contre Bolzano mit dans une si éclatante lumière la droiture de son cœur et la pureté de sa foi que ses adversaires hésitèrent à prononcer une condamnation. L'archevêque de Prague, Léopold de Chloumtchan, prélat politique, — timide, âgé, peu ferré en théologie, — eût voulu en finir rapidement avec cette ennuyeuse histoire. Il demandait à l'accusé une simple rétractation générale. — J'ai beau m'examiner et m'éprouver, répondait le professeur, je trouve dans mes discours et mes livres bien des imperfections et des lacunes, je n'aperçois pas d'erreur. — Ses admirateurs remarquent, — et le rapprochement se présente naturellement à l'esprit, — que l'hérésie hussite n'avait pas commencé autrement. L'archevêque suppliait, pleurait, parlait de la mort prématurée où le réduirait cet entêtement pernicieux. Il est à craindre qu'il n'eût cédé aux injonctions qui lui arrivaient de la cour si Dobrovsky, dont l'autorité morale était grande, ne l'eût menacé de prendre publiquement en mains la cause du prévenu. Chloumtchan manda le professeur qui lui répéta une fois de plus qu'il ne s'était jamais séparé de l'Église et qu'il était prêt à jurer la formule de foi du Concile de Trente. — En vérité, voilà qui est parfait, s'exclama l'archevêque : actum et consommatum est. — Bolzano se mit à rire, et on alla dîner. Après le repas, l'archevêque l'entreprit de nouveau pour lui arracher une rétractation plus précise, il s'aperçut bientôt qu'il n'obtiendrait pas davantage et n'insista pas. Fessl, moins heureux, fut enfermé pendant quatre ans dans une prison fort dure : on ne lui permettait même pas de donner de ses nouvelles à sa vieille mère ; son évêque, qui sollicitait sa grâce, fut

averti que s'il ne cessait pas ses démarches, une instruction serait ouverte contre lui : il prit peur et abandonna ses fonctions. Quand Fessl, après quatre ans de captivité, eut acheté sa grâce par une abjuration complète, il fut interné en Styrie; il ne fut autorisé à séjourner à Vienne qu'en 1832 et ne reçut jamais la permission de rentrer en Bohême.

Bolzano, qui n'avait pas été réinstallé dans sa chaire, n'éprouva aucune amertume de sa disgrâce : il avait toujours désiré ne pas « avoir trop de biens terrestres et ne pas jouir d'une portion plus grande que celle qui lui reviendrait en cas de partage égal entre les hommes »; son influence, désormais plus restreinte, fut aussi plus profonde; mathématicien distingué, l'esprit très cultivé et très ouvert, il agissait cependant surtout par la noblesse de son âme et l'odeur de vertu qu'il répandait. — Il était étranger à tout égoïsme et supérieur à toute vanité. Il avait la foi candide d'un enfant et s'attristait de voir l'Église renoncer à son rôle divin d'éducatrice et de protectrice des misérables pour chercher dans l'alliance des souverains une fausse sécurité. Il était ainsi très nettement dans la tradition nationale qui avait toujours concilié l'humble soumission à l'Évangile et l'indépendance de la pensée; chez lui comme chez Comenius, des tendances démocratiques se combinaient avec le respect des autorités traditionnelles et le dévouement à l'humanité n'excluait pas un patriotisme profond. « Il faut apprendre au peuple, disait-il, à connaître son passé et ses nobles ancêtres.... C'est toujours le même soleil qui brille sur notre Bohême; nous avons été grands et nous pouvons l'être encore, si nous le voulons. » — La langue qu'il écrivait était l'allemand, comme son éducation entière avait été allemande; il ne se croyait pas tenu pour cela de mépriser les Slaves : « Tchèques et Allemands, ne formez qu'un seul peuple; vous ne serez forts que si vous êtes unis, si vous vous considérez comme frères; que chacun de vous enseigne sa langue à l'autre »; les Allemands ont été longtemps favo-

risés par les circonstances : qu'ils aident leurs compatriotes moins heureux et ne s'irritent pas de quelques hâbleries et de quelques paroles amères ; .... il est naturel que le souvenir des injustices commises contre les aïeux se perpétue chez les descendants, surtout quand leurs conséquences durent encore et qu'aux iniquités anciennes de nouvelles s'ajoutent, comme c'est le cas ici. — La pitié qu'il ressentait pour ce peuple appauvri et méprisé, qui ne pouvait même pas faire parvenir sa plainte jusqu'au cœur des hommes de qui dépendait sa destinée, l'avait rapproché de quelques-uns des coryphées du parti slave. Havlitchek exagérait quand il écrivait au moment de la mort de Bolzano, le 22 décembre 1848 : « Le mouvement libéral en Bohême est en grande partie le fruit de la semence qu'il a répandue » ; il est vrai du moins qu'à l'humble foyer du professeur destitué, plus d'un cœur s'était réchauffé et que cet « idéaliste utilitaire » possédait justement les qualités contradictoires de modération et d'enthousiasme, d'ardeur et de prudence, qui étaient alors particulièrement nécessaires aux Tchèques.

Les disciples qu'il avait dans le clergé, étaient fort mal vus par les autorités; plusieurs furent arrêtés, destitués, excommuniés. Beaucoup d'autres étaient protégés par leur humilité; sans bruit, dans leurs cures lointaines, ils parlaient de charité, d'égalité, de respect pour les ancêtres, et ils n'avaient même pas besoin de prononcer le mot de patrie pour que leurs fidèles sentissent à leur voix se réveiller en eux, plus vive et plus amère, la haine d'une tyrannie qui ne leur avait jamais apporté que honte et misère ; dans certaines circonstances et avec certaines dispositions, l'Évangile est le plus redoutable des pamphlets. Un assez grand nombre de ces prêtres s'intéressaient au mouvement littéraire, collaboraient à quelque journal; les plus timorés achetaient les publications nouvelles, recueillaient des souscriptions, prêchaient aux enfants l'amour du tchèque, engageaient les parents à envoyer à l'Université les élèves qui donnaient quelques espérances, les recom-

mandaient aux chefs du mouvement; ils étaient les recruteurs de l'armée nationale, les intermédiaires entre les prophètes et la foule. Grâce à eux, les littérateurs restèrent en relation avec le peuple, gardèrent contact avec la réalité, échappèrent par là au danger de tomber dans le dilettantisme ou dans la fantaisie, tandis que d'autre part la masse sortait peu à peu de son inertie morose et qu'elle apprenait à transformer en programme concret et précis ses vagues rancunes et ses instincts obscurs.

La génération qui entrait dans la carrière et dont Chafarjik et Palatsky publiaient en quelque sorte le manifeste en 1818 [1], affichait de hautes ambitions : avec l'injustice habituelle aux jeunes gens, elle reprochait à ses prédécesseurs leur optimisme souriant, la frivolité de leurs travaux et la timidité de leurs désirs : — Au peuple qui crie de misère et de faim, vous ne savez apporter que quelques mauvais vers... C'était un triste spectacle que celui de la patrie désolée après 1620; c'est un spectacle plus lamentable encore que le réveil de cette patrie depuis quarante ans. La tâche des patriotes tchèques est-elle accomplie quand ils ont offert à leurs concitoyens, en attendant qu'ils se fondent dans la masse allemande, quelques traités de morale pratique ou d'agronomie? — La réalité calma vite l'exubérance de ces jeunes enthousiastes dont les courages encore vierges battaient la campagne, flamberge au vent. Très sûrs d'eux-mêmes, férus de nouveautés, ils menaient l'attaque contre leurs aînés avec un tapage héroïque qui contrastait singulièrement avec l'importance minime des objets en discussion; ils livraient d'homériques combats à propos de la substitution des caractères latins aux caractères gothiques ou de l'orthographe figurée à l'orthographe traditionnelle; les *iotistes* méprisaient les *ypsilonistes;* les poètes qui mesuraient leurs vers par la longueur des syllabes, traitaient de réactionnaires les *accentistes* qui les

1. Les débuts de la poésie tchèque, en particulier de la Prosodie, Presb. et Prague, 1818.

accusaient de trahison ; le public ne comprenait rien à ces polémiques furibondes. — Vous autres, Messieurs les savants tchèques, demandait l'archevêque de Prague dans son langage macaronique où le latin faisait bon ménage avec le slave et l'allemand, quelle nouvelle querelle avez-vous pour l'instant ? — Il ne sentait pas que ce qui se manifestait par là, c'était un besoin de rajeunissement, un effort pour se dégager d'un programme trop restreint et trop timide ; que la langue était devenue une sorte de symbole mystérieux et que par conséquent tout ce qui s'y rapportait revêtait un caractère presque sacré : « Notre langue est sainte, dit Ioungmann. » — « Ce que la langue a uni, répond Marek, l'homme ne saurait le séparer ». Les querelles grammaticales prenaient ainsi l'apparence des luttes théologiques et en avaient la fureur.

Ce que désiraient les *modernes* en face des représentants de la vieille école qui avait toujours Dobrovsky pour chef vénéré, c'est que la Bohême ne s'enfermât plus peureusement dans son passé, qu'elle prît part à la vie commune de l'Europe. Ils voulaient aborder tous les genres : Marek publiait une philosophie, Palatsky s'occupait d'esthétique ; Svatopluk Presl, professeur de minéralogie et de zoologie à l'Université (1820-1848), travaillait à affranchir ses compatriotes de la dépendance dans laquelle ils étaient encore vis-à-vis de l'Allemagne, en leur permettant d'acquérir une éducation scientifique complète dans leur propre langue, et il réussissait à maintenir pendant vingt ans le *Krok*, « journal scientifique général pour les classes éclairées du peuple tchéco-slave », où s'élabora peu à peu la langue technique. La division du travail était encore fort incomplète : le *Krok*, à côté des dissertations de botanique, publiait des études philologiques, et Pourkynié, l'illustre physiologiste, se délassait de ses expériences sur l'œil, dont Gœthe avait un des premiers signalé l'importance, en traduisant Schiller ou le Tasse. Ce mélange n'était pas toujours très heureux, et la production intellectuelle présentait en général un caractère d'intention

et de propagande qui lui enlevait toute valeur durable.

En dehors des circonstances extérieures, très défavorables, la redoutable intensité de la fièvre patriotique qui brûlait les auteurs, faussait leur inspiration et ne leur laissait pas la sérénité morale sans laquelle nous ne saurions concevoir de création vraiment belle : ils étaient si complètement prisonniers de leurs passions qu'ils ne dominaient pas leurs œuvres. Si de même il était parfaitement légitime d'introduire dans la langue les mots nouveaux nécessaires, les néologistes procédaient avec plus de bonne volonté que d'intelligence, et les vocables, souvent obscurs et bizarres qu'ils consacraient arbitrairement, n'avaient aucune chance d'être acceptés par le peuple. Enfin, les polémiques étaient menées avec une violence au moins inutile et éloignaient de la cause slave un grand nombre d'hommes de talent et de bonne volonté, qu'écœuraient ces dissensions intestines et ces querelles puériles. En somme, vers 1818, le parti national, favorisé par les maladresses du gouvernement et par le mouvement général des idées en Europe et rajeuni par l'entrée en ligne de combattants pleins de fougue et de sincérité, traversait une crise de croissance qui inspirait aux plus avisés de ses chefs certaines inquiétudes. Il était nécessaire de discipliner et d'assagir ces volontaires, de plier ces enthousiasmes à une exacte discipline et de les détourner de disputes futiles en leur présentant un but précis à atteindre. Ioungmann et à sa suite ceux des jeunes gens qui s'étaient le plus vite dégagés des nuages de leurs vingt ans, entre autres Palatsky, espérèrent un moment trouver dans la Société patriotique du Musée la direction dont ils sentaient le besoin.

L'idée de fonder un Musée bohème avait été inspirée par la création d'une Société des Antiquités provinciales de Styrie qui avait eu pour patron l'archiduc Jean. Sous sa forme primitive et telle qu'elle avait été d'abord approuvée par le Grand-Burgrave, le comte Kolovrat, en 1817, la Société du Musée avait surtout un but d'utilité; il s'agissait « de répandre les connaissances les plus importantes



pour la vie pratique, de provoquer le progrès des diverses branches de l'industrie et d'assurer l'emploi rationnel des ressources intérieures du pays ». Kolovrat avait ainsi en vue un établissement analogue à notre Conservatoire des Arts et Métiers, qui n'aurait eu absolument aucun caractère spécifique tchèque. Ioungmann, qui eut vent de son projet, lui délégua quelques amis qui obtinrent qu'on fît dans la nouvelle institution une place à l'étude du tchèque, et l'appel qu'il rédigea devint presque un manifeste slave : — Allons, patriotes! Le voilà rempli, le désir que nous nourrissions depuis si longtemps de fonder une société pour conserver et ennoblir notre langue. Sous la puissante protection de notre noblesse, il va se constituer un Musée dont le but principal sera le maintien de notre langue, de notre nationalité. Nous sommes encore une nation, tels sont les mots qui sont sortis de la bouche auguste de notre Gouverneur; puissent-ils retentir d'un bout à l'autre du pays! — Les statuts du Musée furent approuvés par l'Empereur et la Société entra en activité en 1821. Elle devint le refuge de quiconque conservait la curiosité des choses de l'esprit, répandit le goût de l'histoire, rapprocha les nobles des écrivains et acquit à ces derniers des protections un peu dédaigneuses et intermittentes, précieuses malgré tout. Elle fut loin cependant de répondre à ce qu'en avait attendu Ioungmann.

Il avait prêté aux paroles de Kolovrat une portée qui dépassait de beaucoup les intentions du Grand-Burgrave, et, parmi les seigneurs les plus favorables aux Tchèques, bien peu, je ne dis pas partageaient, mais même comprenaient ses lointaines ambitions. Les Sternberg, qui sont certainement les membres de l'aristocratie qui ont à ce moment le sentiment national le plus vif, qui sont aussi le plus étroitement unis aux patriotes et le plus intimement initiés à leurs pensées, ont une intelligence trop compréhensive et une sérénité scientifique trop complète pour se livrer à un seul parti. Gaspard Sternberg, qui dès 1786 écrivait en tchèque une partie de sa correspon-

dance et que scandalisait la sottise de la politique centraliste de Vienne, suit avec une sympathie manifeste les progrès de la littérature tchèque et il attire sur elle l'attention de Gœthe, mais il ne croit guère au succès durable de ces essais et il n'y attache aucune importance particulière. Il fut un des principaux fondateurs des congrès des naturalistes allemands : il n'y a qu'une Allemagne, disait-il dans la première de ces réunions, comme il n'y a qu'une science naturelle [1]. Ses sympathies partagées semblaient tièdes à ceux qui, non contents d'être aimés, voulaient être préférés. Encore était-il une exception dans sa caste ! En face du nom de presque tous les autres membres du Comité du Musée, Ioungmann écrivait rageusement : allemand, archiallemand. Ils oublièrent vite le but de la Société, et les imaginatifs qui avaient salué dans son inauguration l'aurore d'un siècle nouveau, retombèrent durement sur le sol du haut de leurs illusions.

Palatsky, un des jeunes protégés des Sternberg, moins prompt au découragement, essaya de rendre quelque vie à l'institution. Il voulait qu'elle prît la direction morale des esprits et qu'elle créât à cet effet une Revue qui publierait des fascicules tchèques et des numéros allemands. Gaspard Sternberg et Dobrovsky hochaient la tête : il était bien tard pour s'opposer à l'invasion de l'étranger ; à quoi bon essayer de remonter un courant irrésistible ? — Sans doute, répliqua

1. V. Laube, d. les Mitth. f. Gesch. d. Deutschen, XVIII. — Comp. Kraus, Gœthe et la Bohême, qui voit dans Sternberg un patriote tchèque. Il n'est, suivant moi, que la première ébauche des féodaux de l'école de Léo Thun. Sternberg est plus libéral que Thun, plus intelligent aussi, mais comme lui, il se place au-dessus des partis, et, s'il réclame l'égalité politique pour le tchèque, il reconnaît en fait la supériorité de l'allemand. Gœthe de même ne se rendait nullement compte de la situation vraie et il était plus frappé de la ressemblance des deux groupes ethniques de Bohême que de leurs différences. Il présentait à ses compatriotes le nouveau Journal du Musée, pour « faire connaître des Allemands à des Allemands..... Les poètes tchèques ont beau faire : même quand ils suivent les vieux modèles, par la tournure de leur esprit, leurs pensers, leurs images, leur éducation, ils sont allemands ». La sympathie de Gœthe pour le mouvement slave est faite avant tout de scepticisme : c'est une tentative intéressante, — et peu dangereuse pour l'Allemagne. — Ce sont des sentiments analogues à ceux de l'Académie française en face des félibres.

Palatsky, si nous suivons l'exemple des savants qui n'ont jamais écrit qu'en allemand; pour moi, si je descendais d'une famille de Tsiganes et que je fusse le dernier représentant de ma race, je regarderais comme mon devoir de travailler de toutes mes forces à ce qu'elle laissât un souvenir honorable dans les annales de l'humanité. — Son émotion emporta les hésitations et, en 1827, parut le premier numéro du Journal du Musée bohême. C'est encore un des plus importants organes des études historiques et littéraires en Bohême.

Les débuts furent très difficiles : les abonnés étaient rares, les collaborateurs inexpérimentés, la police ombrageuse; Palatsky était condamné à une extrême prudence et les jeunes gens l'accusaient de timidité. Ils se groupaient plus volontiers autour de quelques déclamateurs plus exubérants, de Hanka [1] entre autres, qui avait ouvert des cours libres de tchèque à l'Université et qui les séduisait par ses défauts plus encore que par ses qualités, convaincu, éloquent, mais l'imagination fumeuse, vaniteux, inconstant. Il leur apportait toutes chaudes les théories romantiques dont il s'était pénétré à Vienne et qui convenaient admirablement à ces adolescents, exaltés par les catastrophes des dernières années et préparés aux hallucinations par la fièvre d'un patriotisme sans cesse ballotté entre les plus hautes espérances et les plus sombres prévisions. Il était naturel que la compression à outrance provoquât une crise d'hypéresthésie sentimentale.

L'école romantique, qui traduisait l'état d'âme d'une

1. Hanka (1791-1861), fils d'un paysan. Après des études tardives et incomplètes, il collabore aux journaux de Hromadko (1813-1814) et, à son retour en Bohême, devient un des chefs de la jeunesse tchèque; il trouve (?) le manuscrit de Kralové-Dvor et est nommé bibliothécaire du Musée bohême; partisan de la solidarité slave, il pousse souvent jusqu'au ridicule, — on a dit quelquefois jusqu'à l'infamie, — le dévouement à la Russie; poète médiocre, savant superficiel, conservateur malhonnête, — il a altéré de la façon la plus condamnable les documents dont il avait la garde, — il a été protégé jusqu'à la fin de sa vie par l'étalage d'un patriotisme fougueux. Ses lettres sont un document important pour l'étude de la Renaissance slave : à Maciejovski (Slov. Sbornik, 1883), à Roscizewski (publiées par Jelinek, 1894); Lettres de Kinsky a Hanka (Journ. du Musée boh., 1881).

génération dont les nerfs avaient été ébranlés par de trop fortes secousses et que l'absence d'une activité régulière condamnait à ne vivre que par l'imagination, eut un succès d'autant plus foudroyant qu'elle n'apportait à proprement parler aucune idée nouvelle, mais transposait sur un ton plus aigu les pensées depuis longtemps répandues parmi les écrivains tchèques. De même, elle n'intronisa aucun prophète nouveau, mais elle augmenta extraordinairement l'autorité de quelques-uns des guides acceptés, en excluant ceux qui représentaient le sens critique. De tous les inspirateurs qui contribuèrent à former le symbole de l'école nouvelle, aucun n'exerça sur la pensée tchèque une maîtrise aussi souveraine que Herder.

Très bon patriote russe, fervent admirateur de Pierre le Grand et de Catherine II, il avait, comme Tacite dans sa Germanie, opposé à la décadence des peuples occidentaux chez lesquels la civilisation avait étouffé l'imagination et le sentiment, les Slaves qui, restés plus près de la nature, en avaient conservé la spontanéité et la fraicheur. Il avait écrit sur leur rôle dans l'humanité quelques pages qui avaient déjà enthousiasmé Ioungmann et qui, développées par Kollar et Chafarjik, sont devenues l'Évangile des Slavophiles. — Les peuples slaves occupent plus de place sur la terre que dans l'histoire. Malgré leurs exploits, ils ne furent jamais une race d'entreprises, d'aventures et de proie comme les Allemands. Ils n'arrivaient que pour occuper les terres abandonnées. Ils aimaient l'agriculture, paissaient les troupeaux, apportaient des ustensiles nouveaux, cultivaient les arts domestiques, et partout, avec les produits de leur travail, ils commencèrent le commerce. Ils exploitaient les mines, fondaient et coulaient les métaux, préparaient le sel, tissaient la toile, brassaient l'hydromel, plantaient des arbres fruitiers et menaient au milieu des chants une vie joyeuse et douce ; ils étaient bienfaisants, hospitaliers jusqu'à la prodigalité... et fuyaient le vol et le meurtre. Ils expièrent par une dure oppression leurs instincts pacifiques. Mais la roue de la fortune tourne sans cesse ;

ils occupent les plus belles régions de l'Europe; la législation et la politique favorisent de plus en plus le labeur fécond....., et ainsi, peuples diligents, aujourd'hui si profondément déchus, vous rejetterez vos chaînes, vous posséderez librement vos riches patries, vous vous réveillerez de votre long sommeil et vous célébrerez dans vos libres demeures vos joyeuses fêtes du travail.

Ce tableau idyllique n'est pas absolument faux. Les Slaves, aussi bien que les Germains, ont aimé la guerre, mais ils n'ont pas été en général placés dans des conditions favorables au développement de leurs facultés belliqueuses; plus souvent victimes que conquérants, ils se sont habitués à vénérer comme vertus cardinales la ténacité patiente et l'effort obstiné qui leur étaient particulièrement nécessaires. Leurs panégyristes, éclairés par Herder, louèrent désormais comme des traits de nature les habitudes qui étaient nées de l'adaptation à des conditions sociales déterminées, et, comme il arrive si fréquemment, travaillèrent à modeler leurs concitoyens sur l'idéal qu'ils avaient conçu. Leur psychologie, qui au point de vue historique n'était que très vaguement exacte, devint créatrice de l'histoire future.

De quelle manière s'accomplirait la révolution qui rendrait aux Slaves l'influence à laquelle ils avaient droit? — Sur les détails, les opinions étaient très divergentes : les Russes croyaient qu'elle avait pour condition le triomphe de l'Orthodoxie, et les Polonais comptaient sur le réveil du catholicisme, tandis que les Tchèques espéraient une réconciliation des peuples communiant dans la tolérance et la liberté. Sur un point du moins, les dissidences s'effaçaient : les haines et les rancunes qui divisaient les diverses tribus slaves avaient leur origine dans les influences étrangères qui avaient déformé le génie primitif de la race et au-dessous desquelles il fallait retrouver le type originel et commun de la race. Pour que les fils de la Slavie, affranchis de préjugés impies, legs maudit de plusieurs siècles de servitude, se reconnussent frères, il suffisait d'écarter

les éléments empruntés et de dégager sous les altérations diverses le tuf ethnique commun; les traits essentiels de ce caractère fondamental seraient fournis par les documents les plus reculés et en particulier par ceux qui étaient sortis directement de l'âme de la nation, les chants populaires.

Depuis le milieu du xviiie siècle, ces chants étaient devenus l'objet d'un engouement universel en Europe. L'intérêt provoqué par les volumes de Percy, de Macpherson, de Chatterton et par diverses études critiques éveilla l'attention des érudits slaves et d'importants recueils parurent en Russie et en Serbie. Vers 1815, la publication des chants serbes par Vuk Karadzitj piqua d'émulation les Tchèques, chez lesquels les théories et les exemples de Herder, de Grimm, de Savigny, de Fouqué et de Brentano avaient créé un enthousiasme frénétique pour le Folk-lore. Ils se mirent de tous côtés à chercher les restes de leur plus ancienne littérature, et ils y apportèrent une telle passion qu'il eût été vraiment étrange que leurs fouilles fussent demeurées vaines.

En effet, on découvrit bientôt dans des conditions aussi singulières que mal éclaircies, plusieurs documents anciens, dont deux surtout causèrent une extrême émotion [1]. Le premier de ces manuscrits fut mis au jour par Hanka en 1817; il est connu sous le nom de *Manuscrit de Kralové-Dvor*. Il renferme divers fragments lyriques et épiques, dont le plus important est le récit d'une victoire remportée sur les Tatars au xiiie siècle; plusieurs de ces morceaux ont une réelle valeur poétique et ils répondaient surtout avec un merveilleux à-propos aux goûts et aux convictions esthétiques du moment. *Le Jugement de Liboucha*, dont le manuscrit fut envoyé au Musée par un donateur anonyme en 1818, de médiocre intérêt littéraire, avait en revanche une importance historique surprenante. Les découvertes qui se

1. V. sur ce curieux épisode, l'article de Louis Leger dans son dernier volume (1902).



produisirent encore les années suivantes, ne peuvent en aucune manière être comparées aux premières [1].

1. Il ne saurait naturellement s'agir de retracer ici l'histoire des luttes passionnées qu'a provoquées la question de l'authenticité des manuscrits. Dobrovsky, qui n'avait d'abord soulevé aucune objection contre le Manuscrit de Kralové-Dvor, rejeta immédiatement les autres et il s'exprima dès lors avec beaucoup de scepticisme sur ces trouvailles; malgré ses réserves et celles de Kopitar, l'opinion, habilement travaillée, accepta comme article de foi l'authenticité des nouveaux documents, et telle était la confiance qu'à deux reprises, des attaques — l'une de Büdinger en 1859, la seconde de Chembéra en 1878, — très dignes d'attention, furent dédaigneusement écartées. Cependant les philologues les plus autorisés, tels que Miklositch, ne faisaient aucun usage de ces textes, et les travaux de Gébauer, qui avaient renouvelé l'histoire de la langue tchèque, y révélaient d'étranges anomalies. Quand, après la fondation de l'Université tchèque, l'école réaliste et critique fonda l'Athenaeum et opposa son programme à l'idyllisme nationaliste, elle pensa qu'il n'y avait pas de meilleur moyen pour réveiller l'opinion et pour établir nettement ses intentions que de s'attaquer aux manuscrits. La lutte fut conduite avec une remarquable vigueur par Masaryk, Goll et Gébauer. Leurs arguments n'ont pas convaincu tout le monde, mais quelque attention que méritent les raisons d'hommes tels que Tomek et Kalousek, malgré l'intervention in extremis de Flajchans, — dont l'autorité est malheureusement affaiblie par ses variations, — quoique enfin certains points demeurent encore obscurs, la question est aujourd'hui définitivement tranchée. — Les circonstances dans lesquelles se sont produites les découvertes sont absolument suspectes et, dans toutes, — sauf une, — nous retrouvons la main de Hanka et de deux ou trois de ses amis intimes. Hanka a été pris à plusieurs reprises sur le fait d'interpolation ou de falsification, il possédait les connaissances matérielles et littéraires nécessaires pour composer les manuscrits. — Ils ne nous apportent aucun fait nouveau et ils reflètent au contraire avec la plus inquiétante précision les idées politiques, morales et esthétiques, des romantiques tchèques; ils présentent des ressemblances très étranges avec une traduction de Marco Polo, avec l'Alexandréide, avec la traduction d'Atala, textes que connaissait Hanka. — La langue donne lieu à des objections aussi graves; elle présente non seulement des formes contraires à l'usage du XIII[e] siècle, mais un mélange de formes empruntées à des siècles très différents et toutes conformes aux théories grammaticales alors acceptées.

A ces arguments, les défenseurs de l'authenticité opposent surtout une raison sentimentale : Hanka et ses amis n'avaient pas assez de talent pour composer des œuvres pareilles, et la preuve c'est qu'il n'y a rien dans leurs ouvrages personnels qui puisse même de loin être comparé au Manuscrit de Kralové-Dvor. — La valeur esthétique d'une œuvre est quelque chose de fort incertain et de très subjectif et il est permis de se demander ce qu'il y a de spontané et ce qu'il y a de voulu dans l'admiration inspirée par ces poésies légendaires. Il ne manque pas d'ailleurs d'écrivains qui, dans des circonstances données, ont produit une œuvre supérieure et n'ont pas récidivé ; ce n'est pas une raison suffisante pour contester à Roger de Lisle la paternité de la Marseillaise que la médiocrité de ses autres vers.

Quel est l'auteur de la fabrication ? — Joungmann paraît devoir être mis hors de cause, bien qu'il ne soit pas sûr qu'il n'ait pas au moins soupçonné la fraude et fermé volontairement les yeux. Il semble bien que la principale responsabilité retombe sur Hanka, qui aurait été à la tête d'un consor-



Elles tendaient du moins également à prouver que les Tchèques étaient arrivés de très bonne heure à une civilisation fort avancée, que dès l'origine ils avaient eu des institutions libres, et que, depuis les siècles les plus reculés, ils avaient été en lutte avec les Allemands, contre lesquels ils défendaient les principes de justice et d'humanité. Les manuscrits bénéficièrent de l'engouement que montrait alors partout le public pour les chants populaires : ils furent traduits dans les divers dialectes de l'Europe, Gœthe les admira et l'enthousiasme qu'ils avaient d'abord rencontré parmi les Tchèques, s'accrut du succès qu'ils eurent au loin. Ils devinrent une sorte de livre sacré où respirait l'âme des ancêtres, et les jeunes gens se proposèrent pour but d'édifier l'avenir sur le type du canon qu'une sorte de miracle leur avait rendu.

Cela n'allait pas sans de très graves inconvénients et, quand on essaie de dresser le bilan de l'action romantique en Bohême, on s'aperçoit que les services incontestables de la Jeune École furent compensés par de dangereuses erreurs. Avant tout, elle créa une nationalité de fantaisie, fort éloignée de la vérité, et, à la contempler, elle oublia le peuple vivant, s'éloigna du terrain solide de la réalité ; au point de vue littéraire, elle se perdit dans l'abstraction et l'emphase ; en politique, elle se complut dans

tium de faussaires. — Le fait n'est pas cependant encore clairement démontré, mais l'argument que les défenseurs du manuscrit prétendent tirer de cette obscurité, ne porte pas : il n'est nul besoin de désigner le coupable pour établir la fausseté d'une pièce.

Les colères qu'a soulevées une discussion qui aurait dû demeurer purement scientifique, commencent heureusement à se calmer, ce qui prouve les progrès du bon sens et de la raison. Il est parfaitement exact que l'histoire d'un peuple constitue ses titres de noblesse, et il est naturel que tout ce qui diminue l'éclat de cette histoire ne soit accueilli qu'avec une certaine tristesse. Mais, d'abord, cela ne s'applique qu'à l'histoire qui est en quelque sorte demeurée vivante, par exemple pour la Bohême à Hus, à Zizka, à Podiébrad ou à Comenius, et que Jaroslav de Sternberg ait battu ou non les Tatars en 1241, cela ne signifie rien. Et surtout, mieux vaut infiniment n'avoir pas d'histoire que d'entretenir dans le peuple le goût du mensonge. C'est une fausse piété que de vouloir dissimuler les fautes des ancêtres ; le seul moyen d'honorer la mémoire de nos pères c'est de nous dépouiller de leurs erreurs.



les plus vaines et les plus dangereuses illusions. Ces fautes ne sauraient d'autre part nous faire oublier qu'en pimentant la résistance nationale d'un élément passionnel, elle versa dans les veines des défenseurs de l'idée tchèque une fureur de patriotisme que la froide raison d'un Dobrovsky ou même d'un Ioungmann n'auraient jamais suffi à provoquer. Elle créa le fanatisme de la patrie et repoussa comme une défaillance coupable toute pensée d'un compromis inégal. Livrée sans défense aux redoutables embûches d'ennemis irréductibles, elle s'attacha avec une angoisse d'agonie à cette Slavie dans laquelle seule elle puisait quelque apaisement, et, bien que ces sentiments et ces idées n'eussent rien d'inattendu, à partir de 1815 et plus particulièrement depuis la découverte des manuscrits, ils s'emparèrent de la plupart des âmes avec une telle violence qu'ils donnèrent à la génération d'alors sa physionomie distincte.

Les traits essentiels du romantisme tchèque se résument dans Kollar et Chafarjik qui dominent la deuxième période de la Renaissance tchèque, comme Dobrovsky et Ioungmann caractérisent la première; Palatsky et Havlitchek, dans la période suivante, représenteront la réaction contre l'exubérance et la creuse exaltation des panslavistes.

A première vue, les différences sont profondes entre Kollar [1] et Chafarjik. Celui-ci est un érudit, dont les hypo-

1. Jean Kollar 1793-1852, slovaque, né dans la Hongrie du Nord-Ouest, protestant. A Presbourg, il était déjà gagné au mouvement national, mais ses idées se précisèrent à Iéna (1817-1819) où il subit profondément l'influence des professeurs Luden, Oken et Fries, et où il connut Frédérique Schmidt qui devint pour lui une sorte de divinité ; il lui dédia sa Fille de Slava, et l'épousa longtemps après. Son œuvre principale parut d'abord en 1821 sous le nom de Poésies, puis en 1824, de *La Fille de Slava* (très développé) et il ne cessa de l'étendre depuis. Il avait été nommé en 1820 pasteur de l'église slovaque de Pesth et ses tendances slaves lui attirèrent de nombreuses difficultés. — Il publia ses Commentaires ou Explications de la Fille de Slava et, en 1837, d'abord en allemand, sa dissertation sur la Solidarité littéraire (Wechselseitigkeit entre les diverses branches et dialectes de la nation slave, — dont le retentissement fut extrême. En 1849, il fut nommé professeur d'archéologie slave à l'Université de Vienne : ses ouvrages scientifiques n'ont aucune valeur. — Beaucoup de lettres de Kollar ont été publiées dans le Journal du Musée bohême et le Slovansky Sbornik (II et IV). Les deux

thèses les plus aventurées reposent sur une base solide [1]; l'autre est un poète qui n'est jamais plus complètement la dupe de son imagination que quand il croit faire de la science. Ces dissemblances extérieures s'effacent sous l'air de famille qui nous révèle à première vue les frères nés du même sein et grandis dans le même milieu. Ils sont slovaques l'un et l'autre, c'est-à-dire qu'ils sont Bohêmes d'adoption, non de naissance, et on ne saurait exagérer l'importance de ce fait. Ils sortent de cette petite tribu de pâtres et de laboureurs, que leurs montagnes ont proté-

hommes qui ont le plus fait pour la connaissance du poète sont Jean Jakoubets (en particulier dans la Osviéta) (1893), et Murko. Cp. le recueil d'articles publiés en 1893 sous la direction de Pastrnek pour le centième anniversaire de la naissance de K. — Ce recueil renferme nombre d'études précieuses; mais je ne puis m'empêcher de remarquer que l'habitude très répandue en Bohême de publier ainsi des volumes d'hommage, me paraît déplorable au point de vue scientifique; on se trouve amené par là à faire de l'hagiographie. Des travaux relatifs à l'œuvre littéraire de Kollar, les plus intéressants me paraissent être ceux de Jarosl. Vltchek (Quelques chapitres de l'histoire de notre poésie 1898), et Vrchlitsky. — Il est toujours intéressant de voir un poète juger un poète : — Nouvelles études et portraits, 1897. M. Louis Leger a donné un excellent résumé de l'œuvre de K. avec de nombreuses traductions dans son volume : Russes et Slaves (1890).

1. Paul Joseph Chafarjik, 1795-1861, slovaque, fils d'un pasteur évangélique; un article de Ioungmann éveille en lui le patriotisme tchèque (1811), et il publie en 1814 la *Muse des Tatras;* pendant son séjour à Iéna (1814-1817) il se lie avec Kollar et subit les mêmes influences. Ses *Débuts de la littérature tchèque, en particulier de la prosodie* (1818) provoquèrent des polémiques violentes. Professeur au gymnase serbe de Novy-Sad (Hongrie méridionale) 1819, il étudie les littératures des Slaves du sud et se consacre dès lors aux études historiques et philologiques. Sa *Gesch. d. slav. Sprache und Litteratur nach allen Mundarten* (1826) et sa dissertation *Ueber die Abkunft der Slaven*, 1828, renferment l'esquisse de ses travaux postérieurs. En 1833, il se fixe à Prague où Palatsky réussit à lui assurer un revenu de 500 florins et où il reste depuis lors jusqu'à sa mort. Il publie en 1837 ses *Antiquités slaves* qui marquent une date importante dans l'histoire des Origines slaves et dont le retentissement fut considérable, et son *Ethnographie slave* (1842) qui lui assura une immense popularité. Il collabore avec Palatsky et Ioungmann à l'Anthologie de la littérature tchèque, qu'il fait précéder d'une étude grammaticale très importante. Il était à ce moment une des gloires du monde slave et présida le Congrès slave de 1848 à Prague. Ses dernières études furent consacrées à l'étude du paléo-slave. — Les travaux les plus importants consacrés à Chafarjik sont ceux de Jos. Jiretchek, son gendre, dans la Œsterreichische Revue (1865); de Brandl (1887); de Jar. Vltchek (excellent, 1896, avec, à la fin, l'indication des principales publications); de Const. Jiretchek (le petit fils de Chafarjik, — Chafarjik chez les Slaves du sud, 1895, très important —; de Murko dans l'Archiv für slav. Philol. XVIII. — V. dans le Journal Historique tchèque 1895, les articles de Niederle, de Polivka et de Machal.



gés contre l'invasion étrangère, mais qui n'ont pas d'histoire propre et d'ambition individuelle. Placés au centre géographique des groupes slaves septentrionaux, les Slovaques forment comme la transition entre les Ruthènes, les Polonais et les Tchèques; pendant longtemps ils n'ont eu d'autre littérature que celle que leur ont apportée les réfugiés : ils n'ont vécu que des échos qui leur arrivaient du dehors. Kollar et Chafarjik n'ont pas de patriotisme individuel et primesautier; ils ont la conviction que les peuples sont très plastiques et qu'il n'est pas très malaisé d'obtenir d'eux qu'ils renoncent à leurs traditions spéciales. Ils sont protestants, mais leurs croyances sont celles des églises qui se sont développées loin des écoles scientifiques et chez lesquelles les convictions dogmatiques s'atténuent et se vaporisent; leur credo, encore élargi par les influences rationalistes, se borne à la haine de l'Inquisition et ne les éloigne pas de l'Orthodoxie grecque, dont la précision matérialiste laisse une large place aux envolées de la fantaisie. Ils ont vu dans leurs montagnes les familles qui se haussaient à un rang supérieur, abandonner leur nationalité et se ranger du côté des Magyars; aussi, ont-ils peu de sympathie pour la noblesse et ils ont pour idéal une société démocratique, fondée sur le travail et l'égalité, où les besoins sont modestes et les rivalités sans amertume.

Leur passé et leur éducation les préparent admirablement à subir l'action de Rousseau et de Herder qu'ils retrouvent dans les romantiques allemands. Quand ils arrivent à Iéna, à la veille de la fête de la Wartbourg, ils sont aussitôt grisés par la fièvre patriotique et libérale des Fries, des Luden et des Oken. Les sentiments qui fermentaient dans leur âme s'exaltent, à la fois par imitation et par réaction, et, en face de l'Allemagne, à l'exemple des Allemands, ils dressent la statue de la Slavie à qui appartiendra la gloire de proclamer dans le monde le règne de la fraternité et de l'amour. Ils empruntent à leurs maîtres leurs procédés et surtout leur méthode, ils aiment les vastes syn-



thèses et les généralisations audacieuses, ils croient aux miracles de l'intuition qui pénètre jusqu'à la vérité intrinsèque des choses; ils vénèrent dans le poète un prophète divin et ils jugent l'historien « non par le succès de ses recherches, mais par la pureté et la sincérité de ses opinions et par la hauteur du but qu'il se propose ». Chafarjik, même quand une longue habitude du travail scientifique commence à l'affranchir de ses préjugés d'adolescent, éprouve une véritable angoisse si des écrivains slaves jugent leurs concitoyens avec quelque sévérité. — « Que Dieu pardonne à ces insensés! Ils ne savent pas le mal qu'ils font. — Un peuple, qui livre lui-même son histoire au dédain et à la raillerie, est un peuple perdu. » — D'une probité trop rigide pour fausser ou solliciter les textes, il est dans l'état d'esprit d'un Chrétien pieux pour qui l'exégèse n'est jamais qu'un moyen de faire éclater la vérité des Livres saints.

Après leur retour d'Iéna, la vie maintint et fortifia chez Kollar et chez Chafarjik ces hallucinations patriotiques et cet idéalisme sentimental. Chafarjik, professeur dans le petit séminaire serbe de Novy-Sad, y fut très malheureux : isolé au milieu des Serbes, marchands de cochons, rustres forts indifférents aux destinées de leur race, et des Slovaques, pauvres et tremblants, il n'avait d'autre consolation que de parcourir les couvents de la Frouchka-Gora, où il recueillait des parchemins oubliés; en même temps qu'ils attiraient de plus en plus son attention sur les origines des Slaves, ils fortifiaient en lui la conviction que les dissensions qui avaient condamné son peuple à l'impuissance, avaient pour cause unique l'abandon des traditions primitives de la race. Plus le présent était lamentable, et plus cette Slavie lointaine se dorait de rayons étincelants; Chafarjik comptait sur elle pour ouvrir des voies nouvelles à l'Europe troublée et incertaine : — « Chez le Slave, écrivait-il, les puissances intellectuelles sont en équilibre; le sentiment, l'imagination et la raison sont réunis à doses égales, le cœur et la tête sont en parfaite har-



monie. ... Chez lui, le sentiment est pensée et la pensée est sentiment : les deux sexes de la nature humaine se sont unis dans le temple de Slava, et de ce mariage est née une vie nationale plus intense, qui synthétise dans son unité la plus complète possible l'idéal de l'humanité. C'est pour cela que le Slave n'erre pas à l'aventure comme l'Espagnol, ne s'abandonne pas à la passion comme l'Italien, ne se perd pas dans les recherches et les raffinements de l'esprit comme le Français, ne subit pas les alternatives de la mélancolie et de l'exaltation comme l'Anglais, ne s'égare pas dans les subtilités du raisonnement comme l'Allemand. » — Rêveries creuses, qui ne furent inoffensives ni pour l'historien dont elles troublèrent la perspicacité, ni pour le politique, qu'elles préparaient mal aux dures réalités et aux conditions véritables des luttes prochaines. Du moins, elles enivraient les Tchèques de la confiance religieuse qui leur était indispensable pour engager un combat inégal.

Chafarjik lui-même traversa de cruels moments. Grâce à Palatsky qui avait autant d'estime pour ses travaux que de vénération pour son caractère et qui réussit avec quelques amis à lui assurer un traitement de quelques centaines de florins, il se fixa dans cette ville de Prague qui était à ses yeux le poste avancé et la capitale intellectuelle de la Slavie. Ressources bien faibles pour suffire aux charges d'une famille assez nombreuse ! Les livres de Chafarjik ne lui rapportaient rien et lui coûtaient cher; il aurait dû renoncer à publier ses travaux sans l'appui de ses admirateurs étrangers, russes surtout.

Ces subventions étaient trop incertaines et intermittentes pour le tirer de la gêne; il sollicita une place de censeur, pauvrement rétribuée, qui lui imposait d'humiliantes compromissions. Sa santé, qui avait toujours été médiocre, fut de bonne heure complètement ruinée par le surmenage et les soucis; à plusieurs reprises, il faillit perdre la vue, il était tourmenté par des rhumatismes et des névralgies qui dégénérèrent en maladie nerveuse ; dans

un accès de délire, il essaya de se noyer. Aux tristesses privées s'ajoutaient les désillusions de la vie publique; les haines qui déchiraient les Slaves étaient toujours aussi âpres, le gouvernement autrichien réservait sa faveur aux Allemands; la révolution de 1848 n'était que le prélude du triomphe du despotisme militaire et le congrès slave de Prague n'était qu'un beau rêve sans lendemain.

Malgré tout, à travers ses heures d'angoisse, il caressait au fond de son cœur l'espoir doré dans l'avenir. « Tout n'est pas perdu, écrivait-il déjà à Palatsky dans sa prime jeunesse. Dieu est vivant dans le ciel, qui tôt ou tard couronne ses fidèles par le succès. Et quand tout cela ne serait qu'un songe et une illusion, qu'importe! Si nous mourons, comme nos pères, sans avoir rien gagné, nous serons morts pour une idée, et c'est la marque glorieuse de l'homme de savoir mourir pour une idée! » Par là il se distinguait des romantiques allemands, de valeur morale si débile et qui cherchèrent si vite un refuge dans l'abdication et le servilisme. La hauteur de son courage et la droiture de sa pensée le protégeaient contre les doctrines de l'art pour l'art, du dilettantisme et de l'ironie; il crut jusqu'au dernier jour que, de même que la vertu seule fait la valeur de la vie individuelle, le droit est la base durable de la fortune des peuples, et que « le but supérieur de l'histoire est de former l'humanité au bien, en rapprochant de la justice idéale les conditions de la société ».

Kollar, dans sa cure de Pesth, après une crise morale analogue, arrivait à des conclusions pareilles. En butte à la fois aux rancunes des Magyars et aux défiances des Allemands, assez mal soutenu par ses paroissiens slovaques, ignorants et misérables, il oubliait le présent en évoquant le passé et l'avenir, et, dans le péril extrême qui menaçait son peuple, il appelait à son aide le génie de la race. Nous avons aujourd'hui une certaine peine à comprendre l'enthousiasme que déchaîna le recueil où Kollar a réuni ses rêves, la Fille de Slava (1824), et son œuvre a peut-être plus vieilli en Bohême qu'à l'étranger. Il est devenu clas-

sique, dans le mauvais sens du mot : les élèves des gymnases ânonnent quelques-uns de ses sonnets, et, une fois sortis du lycée, n'y reviennent guère : ce n'est plus qu'un nom illustre et sa gloire a connu les pâleurs du tombeau.

La respectueuse indifférence de la foule est plus sincère et plus juste que les apologies historiques des critiques. Au début, la popularité de Kollar dépassa son mérite, parce qu'il apportait aux jeunes gens exactement la parole qu'ils attendaient et qu'il réfléchissait avec une fidélité absolue les tendances de sa génération; son œuvre fut par excellence une œuvre de circonstance, par conséquent destinée à vieillir assez vite. Quand le parfum des idées qu'il chantait se fut évaporé et que l'on jugea l'œuvre en elle-même, on s'aperçut qu'elle révélait beaucoup de bonne volonté, un effort souvent heureux, un progrès sensible sur les productions des poètes antérieurs; il ne lui manquait que la spontanéité et le don céleste, c'est-à-dire tout.

Pendant son séjour à Iéna, Kollar s'était amouraché de la fille d'un pasteur, pas très jolie, le cou trop long, les traits trop marqués, avec de petits yeux enfoncés sous d'épais sourcils; médiocrement instruite, sans aucune élévation d'âme ni d'esprit, Frédérique accueillit le culte de cet amoureux transi avec le trouble paisible d'une jeune fille qui se ménage un pis-aller. La passion du jeune étudiant de théologie fut-elle elle-même bien sérieuse ? Il est permis de juger étrange la facilité avec laquelle pendant quinze ans il admit l'idée que Mina, — c'était le nom qu'il lui avait donné, — était morte : le souvenir lui suffisait. Il finit par l'épouser, quand elle approchait de la quarantaine; ce fut comme la régularisation d'une vieille liaison. Ils eurent une fille qui n'apprit jamais le tchèque et épousa un professeur allemand. En somme, pauvre roman, qui explique ce qu'il y a si souvent de convenu et de factice dans l'émotion de l'écrivain. On dépasserait la mesure en parlant de son manque de sincérité, mais il paraît trop qu'il met quelque complaisance à se faire illusion sur l'état de son cœur. — « J'ai vu souvent de jolies Allemandes se

presser autour de moi et mon cœur ne s'est pas ému, mes yeux n'ont pas souri. Mes lèvres ne se sont ouvertes que pour toi, ô Mina. Une Slave seule peut séduire un amant slave : l'égal aime son égal; sans patrie, pas d'amour. » — Sans compter que l'expression est un peu plate et que l'idée est contestable, nous nous demandons s'il a vraiment suffi à Kollar que le père de Frédérique fût curieux d'archéologie et possédât peut-être dans sa bibliothèque une vieille grammaire vende pour voir sérieusement une Béatrice slave dans une petite oie germanique.

C'est une obsession qui ne nous quitte guère pendant la lecture de son poème : nous avons peine à écarter l'impression que l'inspiration vient moins du cœur que de la tête. Sous sa forme primitive, l'œuvre se composait avant tout d'une série de sonnets amoureux, — pas très passionnés, mais dont beaucoup sont d'une grâce exquise; — perdus au milieu, quelques sonnets patriotiques. Dans les éditions qui suivirent et que l'auteur augmenta sans cesse, — celle de 1852 ne compte pas moins de 645 sonnets, — l'idylle se transforme en épopée. Frédérique qui est déjà devenue Mina, la personnification de ces Serbes qui, sur les bords de l'Elbe inférieur, ont peu à peu été mangés par la race germanique, se transfigure : elle devient la Fille de Slava et guide le poète dans son pèlerinage à travers les pays qu'occupèrent jadis ou que peuplent encore ses compatriotes. Le moindre danger de cette conception n'est pas de provoquer des comparaisons accablantes : il serait ridicule de rapprocher de l'œuvre sublime du Dante les derniers chants de la Fille de Slava, pauvres et plates compilations où l'écrivain met péniblement en vers ses souvenirs archéologiques et les conquêtes récentes d'une érudition de mauvais aloi. Mais même les premières parties, les mieux venues, pâlissent étrangement à côté de Byron : la pensée de Kollar est trop souvent obscure et flottante, ses sentiments sont monotones et ses haines larmoyantes; le plan est purement extérieur; la langue s'embarrasse de néologismes médiocrement heureux

et de germanismes qui sont de véritables incorrections. Les lecteurs d'aujourd'hui sentent d'autant plus vivement ces défauts qu'ils ont grandi sous l'influence d'une esthétique absolument opposée à celle de l'école romantique et qu'ils ont été exaspérés par les bardes d'arrière-saison qui ont si fort usé la corde patriotique que leur mélodie n'est plus qu'une suite de couacs incohérents.

Ces critiques ne sauraient nous faire oublier que, s'il a manqué à Kollar les qualités divines du véritable poète, la puissance créatrice, le don de marquer les idées d'une empreinte personnelle indélébile, la fécondité aussi et le don de se transformer, nous trouvons en lui des fragments d'écrivain supérieur. Les rimailleurs qui l'avaient précédé, non seulement Neyédly et Pouchmayer, mais Ioungmann et même Marek et Polak [1], dont les œuvres avaient été accueillies avec des transports de joie, ne sont que des écoliers et ils n'ont d'autre mérite que d'avoir frayé la voie à des successeurs plus heureux. Kollar, avec ses imperfections, a sur eux un avantage tel qu'il n'y a pas entre ses prédécesseurs et lui de commune mesure. Il a vraiment existé, il a été lu, admiré, et, encore aujourd'hui, nous comprenons l'enthousiasme qu'il a excité; notre mauvaise humeur partage même, au moins par moments, l'émotion qu'il a soulevée. Vrchlitsky, qui a parlé de lui comme seul un grand poète peut parler d'un poète, a dit que les sonnets de son poème sont comme les grains d'un rosaire qui glissent entre nos doigts : les liens du rosaire se sont brisés, mais dans la poussière, des perles brillent d'un éclat durable. — Kollar, qui imita de si près les procédés des romantiques allemands, n'a cependant pas la même conception de la poésie. Sur ce point

1. Ant. Marek (1785-1877), ami de Ioungmann, qui l'employait à doter la littérature tchèque des genres qui lui manquaient.

Mathieu Polak (1788-1856), major général, a écrit *la Sublimité de la nature*, poème didactique et philosophique, inspiré de Thomson et de Kleist (1819), qui fut plus loué par la critique que lu. — « Ce n'est pas un véritable artiste, écrit très justement Vltchek (Quelques chapitres de littérature tchèque, p. 19), il ne sait pas traduire par la parole ce qu'il a vu, senti et pensé. »

capital, il est beaucoup plus voisin de la France que de l'Allemagne : plus orateur que poète, il est incapable de sortir de lui-même et il ne traduit que ses propres sentiments; les cordes de sa lyre ne sont pas très variées, il ne s'adresse qu'à une partie de l'âme et il n'agit que sur des lecteurs déjà préparés par leur éducation à subir son influence; sa gloire ne saurait dépasser le monde slave. Dans ces limites, elle durera, parce qu'il a vraiment souffert des misères de sa race.

« Il disait que l'année avait trois jours de deuil, les anniversaires de Kosovo, de la Bila-Hora et de Masiéjowitse, où disparurent pour des siècles les peuples serbe, tchèque et polonais. Ce n'est pas là une image poétique: quand il parle des malheurs des Slaves, les sanglots lui montent aux lèvres; il porte toutes leurs tribus dans son cœur, il les entoure d'un impartial amour. » — Il est arrivé à ces sentiments par la réflexion et la littérature, et nous apercevons trop souvent les traces de cette genèse, mais ils sont devenus une partie intégrale de lui-même et ils lui inspirent des morceaux d'une tristesse poignante qui laissent un émoi profond et prolongé dans l'âme des fidèles.

Que de jeunes gens ont senti leur cœur se gonfler de désespoir et de rage en récitant le célèbre prologue : — Là, devant mes yeux mouillés de larmes, s'étend cette terre, jadis berceau, maintenant tombeau de mon peuple. Des rives traîtresses de l'Elbe aux plaines de la Vistule infidèle, du Danube qui roule des flots écumeux à la Baltique envahissante, résonnèrent jadis les sons harmonieux de la langue slave. Ils offensaient la haine et la haine les a étouffés. Qui a commis ce crime odieux? Qui, dans une nation, a insulté ainsi l'humanité entière? Honte à toi, Allemagne furibonde! Cet entassement de crimes, ta main en demeure souillée. Seul il est digne de la liberté, celui qui sait respecter la liberté d'autrui. Mon œil cherche des Slaves sur la terre slave, et il n'en trouve plus. Les premiers ils ont éveillé la vie dans le nord, ils ont enseigné aux hommes à



se lancer sur la mer et à chercher au-delà des flots des rivages fortunés ; ils ont arraché les métaux des entrailles de la terre, moins par amour du gain que pour honorer les Dieux ; d'autres parmi eux ont appris aux laboureurs à fendre avec la charrue le sol encore infécond et à lui faire porter des moissons dorées; ils ont planté le long des routes le tilleul, l'arbre sacré de la Slavie, pour qu'il répande sur le voyageur son ombre et son parfum. Et pour tes bienfaits et tes leçons, ô mon peuple, quelle a été ta récompense ? — Un voisin perfide s'est glissé dans la maison et a jeté de lourdes chaînes autour du cou du souverain : les Dieux eux-mêmes se sont enfuis, la terre seule est demeurée fidèle : les forêts, les rivières, les murs des villages et des cités n'ont pas renié leurs noms slaves ; l'âme a disparu. —

Dans son douloureux pèlerinage, les pieds du poete se meurtrissent aux ruines sous lesquelles agonise son peuple : « l'étranger avide boit notre sang le plus pur, et les fils, ignorants de la gloire de leurs pères, s'enorgueillissent de leur esclavage. » Sur aucune tribu la main du vainqueur impitoyable ne s'est abattue plus durement que sur la Bohême :

— « Comment te saluer, par des larmes ou par des chants, comme une mère ou une marâtre, terre pleine d'honneur et de honte, qu'ont illustrée la faveur et la colère des Dieux ! Tes châteaux sont hantés par les hiboux et les reptiles, et ce ne sont plus des Tchèques qui cultivent tes plaines ; tu as sur ton bouclier un lion rugissant, tandis que la mort et la misère se cachent dans tes vêtements.... O Dieu bon, dont la main paternelle s'étend sur tous les hommes, pourquoi personne sur la terre ne traite-t-il les Slaves avec justice ? »

Ces accès de désespoir, qui ont, suivant moi, inspiré à Kollar ses sonnets les plus pathétiques, sont assez rares. L'optimisme du poète écarte ces sombres visions ; les Slaves sont devenus la proie de leurs adversaires parce qu'ils ont tourné les uns contre les autres leurs mains fratricides.

Que les haines s'effacent, que les dissensions intestines disparaissent! — Coulez dans la Vltava, mes tristes larmes, comme la pluie qui tombe des nuages, et portez ce mot d'ordre aux enfants de la Slavie : laissez là ces discordes qui ont creusé le tombeau de la patrie ; c'est à une même race qu'appartiennent Hus, Nepomouk et Cyrille. — Cent fois je vous l'ai dit, et je vous le répète encore, Slaves désunis : soyons un ensemble, et non des fragments. On vous appelle un peuple de colombes, mais du moins les colombes aiment un colombier commun : voilà la vertu que je vous souhaite. Slaves, peuple morcelé, l'union fait la force, et le torrent perd sa puissance, qui divise ses eaux. Ah! si je pouvais, de toutes nos tribus dispersées, or, argent, bronze, je fondrais une seule statue. Avec les Russes, je formerais la tête, et la Pologne serait le tronc ; des Tchèques, je ferais les bras et les mains ; avec les Serbes, les Vendes, les Croates, les Silésiens, les Slovaques, je taillerais les vêtements et les armes. Et au pied de la statue gigantesque, l'Europe se prosternerait; sa tête dépasserait les nuages et ses pieds reposeraient solidement sur le sol. »

L'heure n'est pas loin où ces visions se réaliseront : — Slavie, Slavie, nom à la douce harmonie, aux souvenirs amers! Tes maux ont été lourds, et des ennemis injustes ont déchiré tes flancs, tes fils ingrats t'ont trahie; tu as survécu cependant... Nous avons tout, mes amis, croyez-moi, tout ce qui peut nous mériter une place entre les plus glorieux et les plus nobles des fils de l'humanité; seules l'union et la lumière nous manquent. Donnez-les nous, donnez-nous l'esprit panslave, et vous verrez un peuple tel que n'en a pas connu l'histoire. Entre le Grec et le Teuton, notre nom brillera sur la voûte du ciel lourde d'étoiles. Pourquoi nos cœurs frissonneraient-ils? Pourquoi nous lamenter et gémir, parce que nous n'avons trouvé devant nous qu'un désert qu'aucune charrue n'a encore déchiré? Je ne veux pas d'une victoire qui nous tomberait des cieux sans effort et sans sueur; d'autres s'avancent sur une route plus

facile, nous arrivons péniblement derrière, nous nous traînons loin à leur suite, mais aussi nous sommes les plus jeunes. Nous savons ce qu'ont fait nos devanciers, personne ne sait ce que nous écrirons un jour sur le livre de l'humanité.

Déjà luit à l'œil ravi du poète une aurore de réveil. — Que serons-nous Slaves, dans cent ans ? Que sera toute l'Europe ? La vie slave, comme un déluge, étendra partout son empire. Cette langue, que la haine stupide des Allemands flétrit comme une langue d'esclaves, elle résonnera sous la voûte des châteaux et dans la bouche même de nos ennemis. Les sciences couleront alors par le fleuve slave ; les costumes, les mœurs, les chants de notre peuple triompheront sur la Seine et sur l'Elbe. Ah ! Que n'ai-je pu vivre à cette époque, ou si du moins je pouvais alors sortir de mon tombeau ! —

Par la suite, Kollar développa sous une forme plus précise et plus concrète ses théories et ses désirs dans une Dissertation sur la Solidarité slave et dans un Recueil de sermons, dont la valeur littéraire est faible, mais dont le retentissement ne fut guère moindre que celui de la Fille de Slava. Son panslavisme ne menaçait pas l'ordre de choses établi. — Notre vraie patrie, avait déjà écrit le poète, nous la portons dans notre cœur, et là, nul ne peut nous l'arracher. Qu'aujourd'hui ou demain, un conquérant mêle les provinces et courbe les vaincus sous ses lois ; nous réunissons nos âmes et la patrie demeure entière dans chacun de ses fragments. — Les frontières réelles, celles qui bravent les hasards de la guerre, c'est la langue, les mœurs et la concorde des cœurs. — Pour ramener la fortune, Kollar ne compte pas sur les insurrections et les combats : « Que chacun travaille suivant ses forces et sa destinée sur le sol héréditaire. S'il accomplit fidèlement sa tâche, serviteur ou roi, il est grand. Souvent la cabane paisible du pâtre peut faire plus pour la patrie que le camp d'où Zizka lançait la guerre. »

Dans la Solidarité slave, la pensée pacifique du poète

apparaît plus clairement encore; son panslavisme est un « agneau innocent et paisible », et les éclats de fanfare qui sonnaient comme des appels de combat se sont éteints. — « Notre peuple ne doit exister que par la vertu; plutôt périr que de conquérir la gloire et la vie avec des armes déshonorées. Les anciens Slaves ne cherchaient pas la puissance et la richesse et ils savaient que Dieu ne se plaît pas aux persécutions et aux violences..... N'opprimons pas et n'étouffons pas les buissons étrangers qui grandissent à l'ombre du tilleul. » Dieu saint, Dieu de miséricorde, disait Kollar quand il commença son ministère à Pesth, donne à ton serviteur la flamme vivante de la foi, à mes auditeurs l'esprit de bonne volonté, à nos voisins et à nos frères la tolérance, pour qu'un peuple n'enlève pas à un autre peuple sa langue et sa liberté. — Ni les persécutions de ses adversaires, ni les tristesses de sa carrière n'ébranlèrent sa volonté de modération. Chez lui, le patriotisme n'était qu'une des formes de la croyance au progrès; il comptait sur les Slaves pour ramener l'harmonie dans l'Europe divisée. Ils étaient jeunes, affranchis des préjugés dans lesquels était emprisonnée la pensée des races vieillies : ils concilieraient les antinomies entre lesquelles se débattaient les nations occidentales. Ces synthèses, ainsi que l'a remarqué Masaryk, étaient à ce moment-là fort à la mode. Schelling prédisait l'avènement de l'Évangile de Saint-Jean, devant lequel Pierre et Paul abdiqueraient leurs haines, et Kirijevsky annonçait la fusion du catholicisme et du protestantisme dans le sein de l'Orthodoxie. Cette œuvre sainte de réconciliation demandait des apôtres dont les mains fussent pures de sang.

A quoi bon, d'ailleurs, recourir à la violence, quand la simple force des choses et le mouvement naturel des esprits assuraient visiblement le triomphe? — « Le peuple slave fait effort pour revenir à son unité primitive, comme la plante qui s'est épanouie en fleur et en fruit, fait effort vers son germe et son origine. Les tribus et les littératures slaves doivent être semblables à un arbre qui se divise



en quatre grands rameaux; chacun d'eux est couvert d'une luxuriante moisson, mais ils se rattachent tous à un même tronc et tirent leur suc de racines communes; si l'un d'eux se dessèche, l'arbre entier en souffre dans sa force et sa beauté. »

Il est inutile que chacun des groupes historiques renonce à sa vie particulière, pourvu qu'ils conservent le souvenir constant de leur unité d'origine. Kollar indique les moyens de développer la conscience de cette solidarité : tout homme qui aspire à exercer sur ses concitoyens une action directrice, apprendra les quatre principaux dialectes slaves (russe, polonais, illyrien et tchèque); de cette façon, une sorte d'atmosphère commune enveloppera les diverses productions de l'esprit slave et, sans nuire à l'originalité des individus, maintiendra entre eux un air de famille; les dialectes se rapprocheront et les termes étrangers seront remplacés par des mots empruntés aux langues voisines; une orthographe rationnelle sera partout établie d'après des principes analogues; les jeunes gens étudieront dans les universités des autres pays slaves, les savants collaboreront à des œuvres communes et se réuniront en congrès fréquents. Dans cette association féconde, les rancunes s'effaceront, les préjugés tomberont, et de cette fusion des âmes se dégagera l'idéal d'amour et de paix que les Slaves ont la mission de réaliser.

« Tout cela, écrivait Chafarjik à Kollar, après avoir reçu ses sermons, est écrit comme de mon cœur et de mon âme. » En réalité, il est presque impossible de dire auquel des deux amis appartient la paternité de ces aphorismes dont ils ont l'un et l'autre emprunté à Herder le sens et la moelle. Ce que Kollar apercevait dans un élan d'imagination, Chafarjik essayait de l'établir par des méthodes scientifiques. « Son effort, dit excellemment Jiretchek, allait exclusivement à dégager les éléments de civilisation que le slavisme renferme en lui-même, dans sa langue, sa littérature, ses traditions, son histoire, à les mettre en lumière et à leur permettre ainsi d'exercer une nouvelle action sur

la vie. D'après lui, les conquêtes intellectuelles des Slaves devaient constituer l'objet d'une science qui aurait pour but et pour résultat de former les générations présentes et futures en même temps qu'elle leur mériterait le respect des autres peuples. » L'idée nationale était devenue une des catégories de sa pensée : il écrivait dans un rapport sur une géométrie de Sedlatchek que « c'était un livre dans lequel l'esprit scientifique, adouci par l'aimable cordialité slave et exprimé dans la pure langue nationale, saisit avec une irrésistible puissance à la fois la raison et le cœur du lecteur sensible ». Il avait entrepris son premier travail d'érudition, son Histoire de la langue et de la littérature slave dans ses divers dialectes (1826), pour démontrer l'intensité de la vie intellectuelle et morale chez ses concitoyens et il fut conduit avant tout à la composition de ses Antiquités slaves par le désir de rendre à ses compatriotes leurs titres de noblesse et de prouver qu'ils n'étaient pas des étrangers au milieu des Aryens de l'Europe.

Sa préoccupation cessera de nous surprendre si nous nous rappelons l'importance que les publicistes attribuaient alors à l'histoire et la tournure que l'école de Savigny avait imprimée aux discussions politiques : c'était le moment où, sous l'influence des Polonais, on ne voulait voir dans les Russes que des Tatars et des Mongols, et, quelque bizarres que nous paraissent aujourd'hui ces arguments, il serait puéril de nier l'impression qu'ils produisaient sur la masse de l'opinion. Des livres, qui n'auraient dû être jugés qu'au point de vue de l'érudition, étaient lus comme des pamphlets. L'*Ethnographie slave* (1842) devenait un manifeste de combat. « Quant j'ai apporté ici un exemplaire de cette carte, écrivait à Chafarjik un des chefs du mouvement illyrien, tous se sont précipités sur elle avec une telle fureur que j'ai pu craindre qu'elle ne fût déchirée..... C'est une sorte d'effroi qu'elle inspire ; elle fera chez nous plus de patriotes que n'aurait pu en faire toute une littérature. » Ainsi s'explique qu'un érudit timide, modeste, qui fuyait le bruit et la réclame et dont les œuvres sont d'une lecture plutôt



dure, soit arrivé non seulement à la gloire, mais à la popularité. Quand en 1848 se réunit à Prague le congrès qui était la réalisation vivante de cette unité slave qu'il avait fondée, il ne sembla pas possible de choisir un autre président. — « Tu as aperçu, disait le poète petit russien Chevtchenko dans une ode célèbre, l'étincelle de fraternité qui brillait sous la cendre ; à ta voix, par un miracle, les morts sortent de leur tombeau et ouvrent les yeux, le frère embrasse son frère et ils prononcent les paroles ailées de l'éternel amour. »

Le poète ruthène expia son enthousiasme par un long exil dans les steppes d'Orembourg, et sa destinée éclaire d'une lumière brutale les illusions des panslavistes. Il ne suffisait pas d'un poète et d'un archéologue pour supprimer quinze siècles d'histoire qui avaient brisé l'unité primitive : on a remarqué que Kollar lui-même n'a jamais compris les écrivains qui, comme Mitskiewitch, Pouchkine et Gogol traduisent avec le plus de fidélité les formes caractéristiques du génie slave et qui ne répondaient pas au type fantaisiste qu'il s'était forgé d'après les conceptions allemandes. A plus forte raison, les exhortations évangéliques des apôtres du Panslavisme étaient-elles impuissantes à apaiser les passions qui depuis des siècles mettaient aux prises les Polonais et les Russes ou les Croates et les Serbes !

Quel a été le résultat de leurs efforts ? demande aujourd'hui la critique à qui cette griserie a laissé un violent mal aux cheveux. L'introduction dans la langue de quelques vocables russes qui n'ont pas fait fortune, la création d'un petit nombre de chaires de littérature slave. — Pauvres succès. Aujourd'hui encore, c'est à l'Allemagne que les Tchèques demandent leurs inspirations et leurs méthodes, et les échos de la pensée russe s'éteignent à la frontière ; même les relations scientifiques entre les deux peuples sont difficiles et rares : les Bohêmes n'ont pas une seule bonne histoire de la littérature russe et, s'ils veulent connaître le passé du peuple moscovite, ils en sont réduits à traduire des ouvrages français ou allemands. Dans la lutte inégale qu'ils sou-



tiennent contre la Germanie, quels secours ont-ils reçus de cette Slavie qu'évoquaient leurs poètes et leurs historiens? — Le grand lyrique Zeyer a traduit avec une amère éloquence la colère soulevée dans les cœurs par cette religion nouvelle qui, comme les anciennes, avait trompé ses fidèles et ne laissait aux lèvres qu'un goût de cendre et de pourriture. — « Que d'autres voilent d'un masque éclatant ton visage flétri, ô Slavie! Son éclat doré ne me trompe pas et j'aperçois sous ses scintillements tes os décharnés. Pourquoi ne meurs-tu pas, puisque tu ne peux pas vivre et que Dieu a oublié de te souffler une âme? Tu ne sais que t'agenouiller et courber la tête, ô mendiante, et tu offres ton sourire de fiancée à tous ceux qui piétinent ta nuque? Que ne périt-il plutôt, ton grand corps, qui traîne d'une mer à l'autre, pour que cette honte finisse. Puisse la puanteur de ta corruption étouffer cette bande de vautours et de chiens inassouvis qui guettent leur proie. »

Traduites en simple prose, ces imprécations signifient que le panslavisme littéraire n'a pas justifié les grandioses espérances qui avaient entouré son berceau. C'est la loi commune : Quelle est la révolution dont on n'ait pas proclamé la banqueroute? Est-ce à dire que les théories de Kollar et de Chafarjik n'ont eu aucune action sur la marche des événements! — Sans doute, la politique de la Russie n'a pas cessé d'être avant tout dominée par des considérations d'intérêt pratique, et les influences allemandes ont souvent dicté la conduite de son gouvernement. Sans parler cependant d'événements plus récents, qui donc pourrait prétendre que les Slavophiles, qui se réclament du même programme que Kollar et Chafarjik, n'ont pas à certains moments exercé sur les Tsars une pression irrésistible, et n'ont-ils pas imposé à Alexandre II la guerre des Balkans? En Autriche même, le mouvement illyrien, la renaissance des Croates et des Slovènes, ne se rattachent-ils pas étroitement au mouvement d'idées qui, de 1820 à 1840, entraînait la Bohême? Le Congrès slave de 1848 n'a eu aucun résultat pratique immédiat; il a préparé du moins l'alliance

parlementaire qui, en dépit des égoïsmes et des préjugés, oppose depuis vingt ans une infranchissable barrière aux envahissements des Allemands. Il est vrai que l'Europe orientale n'a pas cessé d'emprunter à la culture germanique les normes de sa vie intellectuelle et morale, et cela ne saurait nous surprendre beaucoup, d'abord parce que les Allemands détiennent presque partout le pouvoir et que leur autorité trouve un étai solide dans la connivence des classes dirigeantes, ensuite parce qu'ils avaient une avance considérable et qu'avant de les remplacer, il fallait bien commencer par se mettre à leur école. N'est-il pas manifeste pourtant que leur puissance d'assimilation s'est singulièrement atténuée et que ceux mêmes des Slaves qui sont le plus profondément imbus des méthodes occidentales, ont une conscience assez claire de leur devoir envers la patrie pour déjouer les plus habiles manœuvres des suborneurs ?

« Illustre Slave, écrivait à Kollar un étudiant en philosophie après la publication de la Fille de Slava, ma main tremble; je veux cependant vous exprimer les sentiments qui fermentent dans mon cœur depuis la lecture de votre admirable épopée. Et ce n'est pas mon cœur seulement, c'est celui de chaque lecteur de votre poème qu'envahit une puissante ivresse. Vous avez conquis notre respect et notre amour à tous, vous en avez la preuve dans la passion avec laquelle jeunes et vieux lisent et relisent sans cesse votre œuvre. » — Il n'y a aucune exagération à prétendre que les livres de Kollar et de Chafarjik ont été l'Évangile de toute la jeunesse tchèque de 1825 à 1848 : elle y puisa sa foi dans l'idéal, sa haine de l'oppression, son esprit de renoncement et de sacrifice, sa confiance dans l'avenir de la Slavie, sa passion de progrès. Un pauvre slovène, fort inoffensif, avait été jeté en prison pour s'être laissé affilier à une société secrète : il mourut en 1845 après vingt-huit ans de captivité. Dans les dernières années de sa vie, il réussit à se procurer un exemplaire de la Fille de Slava; il se mit à pleurer comme un enfant : « Maintenant, je suis tran-

quille; la patrie panslave est sauvée par son prophète. » La génération contemporaine de Kollar ressemblait à ce prisonnier : il lui apportait la délivrance, il créait l'illusion féconde, créatrice de forces et de victoires.

Au contact de ces visionnaires, les préjugés les plus invétérés désarmaient. — « Les savants bohêmes, écrivait Mitskiewitch, cherchent dans l'étude du passé politique et littéraire le lien capable de réunir les Slaves dans une seule communauté. Cette étude du passé, ils l'ont entreprise avec un enthousiasme tout religieux; ils sont pour ainsi dire les apôtres de la nationalité. .... Russes et Polonais ont également confiance en eux, car ils parlent avec la même impartialité de Saint-Jean de Cracovie ou de Saint-Cyrille; ils aspirent à noyer dans une glorieuse lumière le souvenir des luttes fratricides [1]. » Prague était la Jérusalem où les frères ennemis venaient se désaltérer à la source vivifiante de la science slave, près de ces écrivains « qui avaient vraiment fait de la Bohême une nation de savants et de philologues ».

Les étudiants accouraient dans un acte de pieuse adoration « vers la Sion, jadis glorieuse, maintenant abandonnée. Leurs pieds frémissaient quand ils gravissaient le Vychehrad, leurs yeux se mouillaient de larmes quand ils arrivaient à la Bila-Hora [2] ». Ils recueillaient avec une vénération religieuse l'enseignement des érudits tchèques dont la vie de labeur et de silence justifiait les plus ardentes admirations. — « On ne saurait parler qu'avec attendrissement des savants de Prague, écrivait à son ministre le russe Pogodine, qui fut mêlé de très près à ce mouvement panslaviste; semblables aux Chrétiens qui, dans les catacombes, conservaient les saintes traditions, ils s'efforcent de maintenir le sentiment national dans leur peuple; pour cela, ils supportent tous les sacrifices, se résignent aux plus dures privations, ne reculent devant aucun effort, ne s'effraient d'aucun préjugé. »

1. Les Slaves, I, p. 46.
2. Fritch, Mémoires, I, p. 122.



Des maîtres, l'enthousiasme gagnait les élèves, et de proche en proche se répandait un grand souffle de renoncement et de sacrifice. Les âmes les plus vigoureuses en demeurèrent jusqu'à la fin courbées dans une même direction; les esprits moins bien trempés étaient comme arrachés d'eux-mêmes et jetés dans une sorte de délire : le patriotisme a sa folie comme la religion. L'histoire a retenu le nom de quelques-uns de ces hallucinés dont la manie illustre l'intensité des passions qui agitaient alors les esprits : Kalina qui avait quitté un poste lucratif chez le riche Jérusalem pour ne pas se laisser amollir; Grégoire, qui s'était donné pour mission de répandre autant de livres que Koniach en avait brûlé, — 60,000; c'était une sorte de géant, très doux, obstiné; chaque matin, il partait, les poches bourrées de volumes, et jusqu'au soir, il battait le pavé, montait les étages, arrêtait connus et inconnus, et ne lâchait pas son interlocuteur que celui-ci, intimidé par son éloquence et sa taille, ne lui eût acheté quelques exemplaires. — Chmidinger, au contraire, était un petit maigriot, souffreteux, toussotant; il partait à pied, avec, dans son habit et son parapluie, des livres de toutes sortes, parcourait les villages, catéchisait les paysans et recueillait des souscriptions pour les sociétés patriotiques. Les contemporains, en souriant de ces excentricités, en éprouvaient quelque émotion, on vivait dans une atmosphère très pure et la moralité était très haute; les sceptiques mêmes en étaient frappés. « Quand je suis arrivé à Prague, disait à Helfert un de ses amis, j'étais allemand d'inclination comme d'origine, et je le suis resté; mais en voyant le dévouement des écrivains tchèques, qui se nourrissaient littéralement de pain et de lait et qui souffraient les pires misères afin de se consacrer exclusivement à la cause de leur peuple, j'ai éprouvé pour eux une admiration et un respect que jusqu'aujourd'hui le temps n'a pas affaiblis en moi. »

Le danger, c'est que cet état d'esprit formait moins des combattants que des martyrs. Les disciples de Kollar et

de Chafarjik étaient un peu dans l'état d'âme des amants qui crient leur amour à la lune et attendent que le ciel couronne leur flamme; ils mettaient leur confiance dans une idole qui n'avait d'existence que dans leur esprit et ils vivaient dans un monde de fantaisie; leur action, très intense, ne s'étendait qu'à un public restreint, et, comme ils perdaient tout contact avec la réalité, ils étaient condamnés à se perdre dans les brouillards ou à ressasser les mêmes phrases dont l'effet s'affaiblissait en se répétant.

Chafarjik du moins fut protégé contre ce danger par la science. Sans rien sacrifier de ses convictions, il s'éleva à une conception plus haute de sa mission et il comprit que la meilleure manière d'honorer son peuple était encore de mériter l'estime des érudits étrangers par la solidité de ses recherches et la probité de ses conclusions. En face de Kollar, dont l'œuvre nous donne l'impression d'une longue décadence, chacune de ses productions nous le montre moins dominé par ses désirs et plus sûr de sa méthode. Les *Antiquités slaves*, en dépit d'erreurs inévitables, constituent dans l'ensemble un monument des plus solides, et, quand on les compare aux célèbres travaux de Zeuss ou de Müllenhof, on s'aperçoit vite que ce n'est pas le savant bohême qui est le plus souvent égaré par ses préventions. Ses dernières publications nous le montrent à peu près complètement dégagé des billevesées romantiques et il se félicitait très légitimement de s'être « affranchi des chaînes qu'imposent à l'esprit de l'homme sa faiblesse naturelle et sa passion »; sa sincérité avait toujours été absolue, elle était devenue plus prudente et plus perspicace. Malheureusement, ses recherches spéciales ne s'adressaient qu'à un petit nombre de lecteurs et la masse ne profitait pas de ses progrès; elle n'avait retenu de ses affirmations que ce qu'elles avaient de moins solide et de son système que ce qui était le plus aventureux. Elle se leurrait du mirage d'illusions et de chimères qu'on avait évoqué devant ses yeux, jusqu'au moment où, par une réaction inévitable, elle apercevrait le néant de ses espé-

rances et retomberait dans l'indifférence navrée qui suit les rêves décevants.

Parmi les contemporains de Kollar, plusieurs, — et des plus grands, — en subissant l'influence romantique et en croyant avec l'auteur de la Fille de Slava que les Tchèques devaient chercher un secours pour leur misère dans un rapprochement plus intime avec les nations de même race, sentaient cependant les dangers d'exagérations qui, sous prétexte de défendre le peuple contre l'invasion germanique, lui demandaient d'abdiquer son individualité. « Kollar fait des vers en philologue et de la philosophie en poète, écrivait Tchélakovsky [1] dès 1832; il serait à souhaiter qu'il abordât un autre genre; il reprendrait peut-être de la vigueur. » Il avait le sentiment très net que l'inspiration du poète s'épuise vite quand il ne plonge pas dans le sol et qu'il se condamne à vivre de sa propre substance. A la différence de Kollar, qui aimait la Bohême parce qu'il était Slave, il était Tchèque non seulement d'adoption et de volonté, mais de naissance et d'instinct, et son esprit, ouvert aux souffles lointains de la Slavie, n'en conservait pas moins sa personnalité propre. Grand lecteur d'ouvrages allemands et admirateur passionné de

1. Ladislas Tchélakovsky (1799-1852), né à Strakonitse en Bohême. Renvoyé du gymnase de Boudiéjovitse, parce qu'il avait été surpris lisant les sermons de Hus. Se fait connaître d'abord par diverses traductions, en particulier de chants populaires slaves ; sa première œuvre remarquable est l'*Écho des chants russes* (1829). Il dirige l'*Abeille tchèque* (1833) dont l'action sur le mouvement littéraire tchèque est très importante. A la suite d'une plainte de l'ambassadeur russe, provoquée par quelques réflexions relatives à un discours du Tsar Nicolas, il est forcé d'abandonner son journal et la chaire de langue tchèque qui lui avait été confiée par intérim (1834). Dans ces années de dure misère, il compose son *Écho des chants bohêmes* (1839) et sa *Rose aux cent feuilles* (1840) qui sont très chaleureusement accueillis. Nommé professeur de slavistique à Breslau, il ne se consola pas de son exil et, quand il revint à Prague (1849), ses forces étaient épuisées. La dernière partie de sa vie avait été consacrée à des études philologiques et historiques de valeur secondaire. — Les documents les plus sûrs pour l'étude de Tchélakovsky sont ses *Lettres choisies* (1864, 2 vol.) et sa correspondance avec sa seconde femme (*Des années du réveil*) 1872. Il n'existe pas, je crois, de bonne biographie de Tchélakovsky ; celle de Hanouch (1855) est insuffisante. L'étude de beaucoup la meilleure qu'il ait inspirée est celle de Machal (Efforts de Tchélakovsky pour renouveler la littérature tchèque) 1900 ; j'en ai souvent profité.

Gœthe, il n'avait pas cependant passé par les universités germaniques et il n'avait subi qu'indirectement les influences romantiques. Il était préservé d'ailleurs contre les imaginations fumeuses de l'école par un fond naturel de mesure et de raison. Il a écrit nombre d'épigrammes, dont plusieurs sont très spirituelles et dont beaucoup sont très acérées : — Si tu étais seul au monde, dit l'une d'elles, contre qui tournerais-tu tes flèches? — Contre moi-même. — Le poète chez lui ne se séparait pas d'un critique très averti et il ne se contentait pas d'un programme vague et général; il eut les intentions de tout ce qu'il fit.

Son but déjà était plus précis que celui de Kollar : il voulait affranchir la littérature de la servitude où elle demeurait en face de l'Allemagne; surtout, il en aperçut plus nettement les moyens. Il connaissait très bien les littératures slaves, avait appris le serbe, le russe, le polonais, — à fond, de manière à en sentir les finesses et à en goûter les beautés. — Il était en relations directes avec la plupart des slavistes éminents, suivait avec une attention continue les événements politiques et littéraires qui intéressaient son peuple. Il était ainsi capable de faire ce que Kollar s'était contenté de prêcher : il recherchait les proverbes, les légendes, se plaisait aux vieux costumes et aux usages anciens; mais il goûtait les œuvres des autres Slaves dans la proportion directe où elles s'accommodaient aux besoins intellectuels de son peuple. Ses traductions de chants populaires, plus tard son Écho des chants populaires russes (1829) furent accueillis par une moins bruyante fanfare que les sonnets de Kollar; ils pénétrèrent plus profondément dans la masse de la nation et ils ont conservé des lecteurs plus fidèles, parce que, même dans l'imitation, Tchélakovsky demeure plus vraiment bohême. Avec lui, on se sent aussitôt en confiance. Pas de bric-à-brac mythologique, d'énumérations accablantes, d'érudition indigeste; pas d'hyperboles non plus ou de points d'exclamation. Il n'écrit pas d'hymne patriotique : vingt mots lui suffisent pour éveiller l'émotion du

lecteur : — Terre qu'ont consacrée les sueurs et le sang, mère de grands hommes, par quel miracle, après tant de tempêtes, ta race vit-elle encore ? — La discrétion même de l'expression révèle la sincérité du poète et ouvre à l'âme de vastes horizons.

Il a horreur de l'emphase et il ne monte jamais sur des échasses; par là, il est beaucoup plus Slave que Kollar chez lequel déborde la sentimentalité particulière aux littérateurs d'outre-Rhin. Il sait regarder autour de lui, il aime le détail précis. Ses qualités de finesse, de charme délicat, de grâce souriante, éclatent en pleine lumière dans son *Écho des chants bohêmes* (1839) qui n'est pas la plus célèbre de ses œuvres, qu'il m'est bien permis après tout de préférer, puisque c'était celle pour laquelle il avait une prédilection avouée : Kamaryt, son ami le plus tendre, les jugeait avec une amitié clairvoyante quand il le félicitait à leur apparition « d'avoir frayé une voie nouvelle... Répéter ce qui a été dit si souvent, chanter sur des paroles tchèques les airs allemands, il y avait là de quoi inspirer le dégoût. » Tchélakovsky avait été ramené par Gœthe à l'intelligence des conditions éternelles de l'art, l'observation de la réalité : ses personnages ne sont pas la banale reproduction de types convenus, ses amoureux ne sont pas toujours fidèles et ses paysannes regardent sournoisement sous leurs paupières baissées. Nous ne sommes plus dans un pays indéterminé, nous reconnaissons, comme les habitants, le sol et la lumière. Si la Fille de Slava avait été la proclamation de l'indépendance, l'Écho des chants bohêmes est ainsi comme le premier acte de la liberté reconquise.

Tchélakovsky, et sur ce point essentiel aussi il se sépare des romantiques, ne sacrifie pas le présent au passé. Il goûte les chants rustiques, mais il est loin de croire qu'ils soient le dernier épanouissement de la poésie. La civilisation a créé des besoins nouveaux et compliqué les âmes; la littérature moderne doit la suivre dans son évolution, s'adapter aux instincts des lecteurs modernes. Comme Pouchkine et Mitskiewitch, qui avaient aussi commencé par des

chants populaires, le poète tchèque veut traduire les aspirations de son époque, chanter ses douleurs, hisser le drapeau autour duquel se grouperont les égarés perdus dans les ténèbres et l'incertitude. Il n'y réussit pas, en partie par la faute de la destinée qui lui fut très dure, surtout sans doute parce que la tentative était prématurée. Tchélakovsky était sévère pour lui-même : sa forme est très supérieure à celle de Kollar; sa langue, plus souple et plus correcte; sa prosodie, plus libre et plus harmonieuse; dans l'état où était encore le tchèque, cette perfection relative supposait un travail acharné où il s'épuisa vite. Il avait aussi des ambitions trop multiples et des curiosités trop diverses; son âme était si compréhensive et si plastive qu'elle perdit assez vite la puissance de réagir; il avait trop ouvert l'oreille aux bruits du dehors, il ne parvenait plus au milieu de ce tapage à distinguer les voix intérieures. La Rose aux cent feuilles, qui est avant tout un essai de poème philosophique, très intéressante à ce titre et avec des parties remarquables, n'en demeure pas moins, suivant moi, une œuvre manquée [1].

Il semble bien que l'auteur en ait jugé ainsi : il renonça dés lors à la poésie et son silence prématuré laissa la place libre aux suivants attardés du romantisme pur qui encombrèrent le marché de leurs déclamations grandiloquentes et creuses et de leurs banales rapsodies. Du moins, les œuvres de Tchélakovsky ne cessèrent pas d'être lues et elles révélèrent peu à peu aux écrivains les mieux doués une esthétique supérieure, fondée sur la sincérité et la nature; la génération de Nérouda et de Svatopluk Tchekh est beaucoup plus voisine de lui que de Kollar. — Il fallut cependant près d'un demi siècle pour que cette influence provoquât un

1. Je crois devoir prévenir le lecteur que la plupart des critiques tchèques jugent la Rose aux cent feuilles beaucoup plus favorablement que moi. Il est évident qu'il y a de grandes chances pour qu'ils aient raison : je ne puis pourtant dire que ce que je sens. Dans tous les cas, l'influence du poème de Tchélakovsky fut certainement faible et limitée à un très petit cercle, et, au point de vue du développement général de l'histoire tchèque, c'est la seule chose qui importe.



revirement du goût public; pendant longtemps encore, l'opinion allait être menée par des déclamateurs boursouflés dont le patriotisme fumeux s'évaporait en tirades et qui se croyaient quittes envers le peuple quand ils avaient célébré dans quelques centons emphatiques les vertus sublimes de la Slavie.

Ils étaient si complètement maîtres du pavé qu'ils étouffèrent sous leurs huées la voix d'un jeune homme qui se réclamait aussi de l'école romantique, mais cherchait ses modèles en Angleterre et non plus en Allemagne. A première vue, on n'aperçoit que des contrastes entre Tchélakovsky et Macha [1] : celui-ci est torturé par une imagination inquiète et trouble, celui-là est épris de mesure et de clarté ; le premier demande son inspiration aux sources nationales, le second reste toute sa vie hanté par les personnages de Byron dont ses héros ne sont que de pâles copies. Tchélakovsky a des idées nettes, une volonté ferme, des desseins suivis ; Macha nous émeut surtout par sa faiblesse et les frissons d'une âme mélancolique, aussi incapable de résister à ses passions que de braver les coups de la destinée. Sur un point cependant, ils se rapprochent, et ce point est essentiel. Quelque profondes qu'aient été sur eux les influences étrangères, ils ne les subissent pas sans résistance et ils ont l'un et l'autre au fond du cœur un désir persistant d'affranchissement. « Quand j'aurai vaincu By-

1. Macha (1810-1836), né à Prague, d'une famille pauvre; son éducation, comme celle de tous ses contemporains, fut exclusivement allemande. Entraîné dans le mouvement national, les événements de 1830 et la révolution de Pologne firent sur lui une profonde impression et les écrivains polonais l'amenèrent à Byron, dont il resta dès lors possédé. Ses nouvelles en prose, *Krzivoklat*, *Marinka*, passèrent complètement inaperçues; la censure interdit son roman *Les Tsiganes*. Son poème, *Mai* (1836), qui demeure son œuvre maîtresse, fut très durement jugé, et son nom demeura inconnu jusqu'au moment où, en 1857, les représentants d'une nouvelle génération littéraire (Halék, Nérouda, Heydouk, Barak, etc.), le prirent comme symbole de leurs tendances. Des traductions allemandes de Macha ont été publiées par Waldau (1862), Rambousek (1881) et Ch. Müller (1882). — Une bibliographie très complète des articles qui lui ont été consacrés, dans l'Encyclopédie d'Otto. — Les plus remarquables sont ceux de Vitchek, d'Arbes qui est revenu très souvent sur ce sujet, et du polonais Zdziechowski (*Macha et le byronisme en Bohême*) (1895).

ron, qui me poursuit comme un vampire, écrit Macha, je retournerai à la Bohême et ma poésie ne quittera plus la patrie. »

Il mourut trop vite pour briser ses chaînes et peut-être n'y eût-il jamais réussi. Les critiques le jugent aujourd'hui avec une complaisance où perce le désir tardif de venger d'injustes dédains le poète longtemps méconnu ; il est possible que leurs espérances rétrospectives soient assez arbitraires. Macha succomba si jeune qu'il est parfaitement possible de soutenir qu'il n'avait pas donné sa mesure ; ce n'est pourtant qu'une hypothèse, et en somme complètement gratuite, parce que ses œuvres ne nous montrent aucun développement progressif de sa personnalité ; elles ne trahissent même pas une intelligence plus pénétrante de Byron, et le critique polonais Zdziechowski me semble bien avoir raison quand il prétend que Macha n'a jamais vu que les côtés extérieurs du grand révolté. Il y a dans son imitation un peu d'enfantillage et les récits par lesquels il cherche à produire une impression de terreur nous font sourire.

Du moins, les sentiments que ses fantoches sont chargés de traduire, il les a éprouvés lui-même et ce sont de vraies douleurs que racontent leurs sanglots. Il se rapproche par là de Tchélakovsky qu'à travers le pastiche, l'homme apparaît, et que nous apercevons au-delà de la littérature, la vie. Comme les Échos des chansons tchèques, Mai est une révolte contre le convenu, le poncif, les tableaux académiques, les phrases toutes faites. Macha ne parvient pas à donner à sa pensée une forme claire et vraiment indépendante, — et, à ce point de vue, on ne saurait, quoi qu'en disent ses admirateurs, réclamer pour lui une place au premier rang, — mais cette pensée a ses origines dans le sol national. Ses vers conservent le goût de terroir, soit qu'ils nous dépeignent la détresse morale de cette jeunesse à qui le régime de Metternich enlevait avec la joie de l'action, le goût de la vie, soit qu'ils nous décrivent avec une émotion contagieuse les beautés de la nature. Ce qu'il aime, ce sont les plaines que dominent les monts des Géants

et les vallées qu'arrosent les affluents de la Sazava et de la Vltava, ce sont aussi les pauvres quartiers de Prague, dont il nous a tracé un tableau si pittoresque dans sa Marinka, un de ses premiers essais, un des plus gros de promesses aussi et qui reste un des chefs-d'œuvre de la nouvelle tchèque.

Macha est patriote, parce qu'il est impossible de briser les liens qui rattachent l'homme aux ancêtres dont il a reçu l'héritage et au sol sur lequel il a grandi; il aime la langue tchèque parce qu'il ne saurait trouver de meilleure traduction pour crier au ciel ses angoisses. Mais ces instincts, qui sont la condition même de la pensée du poète, ne sauraient suffire à remplir son âme; il souffre des douleurs communes à l'humanité, et la littérature, qui n'était trop souvent jusque-là qu'un instrument de propagande monotone, devient avec lui l'expression de sentiments universels. Par là, il est en quelque sorte l'opposé de Kollar, moins slave et plus tchèque, moins exclusif et plus humain. Par là aussi, s'explique l'admiration de ses successeurs; il fut vraiment un précurseur et, si ses œuvres sont imparfaites, ses aspirations furent hautes. Il eut de l'art une idée très noble et du patriotisme une conception très juste; il devina que, pour défendre les droits d'un peuple, le plus sûr moyen n'est pas d'établir sentencieusement ses titres, mais de justifier ses réclamations par ses services.

Il ne fut pas compris et il ne pouvait pas l'être, d'abord parce qu'il n'avait pas un génie suffisant pour détourner le courant qui emportait la foule, ensuite parce que le romantisme n'avait pas encore produit ses derniers résultats utiles. C'est que la Bohême était alors dans une situation très particulière et les clairons d'airain des disciples de Kollar, qui nous paraissent assourdissants et monotones, étaient nécessaires pour réveiller les somnolents et pour animer les soldats. Il ne s'agissait pas seulement, comme chez les nations depuis longtemps constituées, de maintenir la vie publique; il fallait rendre à un

peuple depuis longtemps plié à la servitude, le désir de l'indépendance et la confiance dans ses destinées.

A eux seuls cependant, les romantiques purs n'eussent pas réussi à organiser une armée de combat et à la conduire à la victoire; leur enthousiasme avait fait sortir de terre une petite cohorte prête à tous les sacrifices; il s'agissait maintenant de grouper autour d'elle les masses sans lesquelles l'héroïsme des chefs serait demeuré vain et de substituer aux aspirations idéales un programme clair et rapproché. Les prophètes, tout en conservant encore quelques années la conduite supérieure des esprits, sont peu à peu rejetés au second plan par les politiques. La direction vers 1840 passe de Kollar et de Chafarjik à Palatsky et à Havlitchek.

CHAPITRE III

LA FONDATION DU PARTI NATIONAL [1]

La révolution de 1830 et l'insurrection polonaise. — Progrès des Tchèques en Bohême : la Matitse ; la propagande littéraire ; Tyl et l'Abeille tchèque ; le théâtre ; les bals de société. — Les hésitations du gouvernement et l'inertie de Metternich. — Une nouvelle phase de la renaissance nationale : les historiens et les politiques remplacent les littérateurs : Palatsky. — L'Empereur Ferdinand : la diète de Prague et le réveil de l'opposition. Écho qu'elle trouve dans l'opinion : paysans et ouvriers. Le parti national s'étend et s'organise. — Schisme des Slovaques. — Havlitchek. — A la veille de la Révolution.

Les jeunes admirateurs de Kollar n'avaient aucune idée d'opposition contre le gouvernement autrichien. Le mouvement libéral qui avait un moment agité l'Allemagne vers 1818, était passé à Prague à peu près inaperçu. Maly affirme bien que les sociétés révolutionnaires qui s'étaient

1. Sur l'état général de l'Autriche, l'*Augsburger allgem. Zeitung* et les *Grenzboten*; les mémoires de Springer, Meissner, Hasner, Hanslick, Wirkner, Hartmann. — (Andrian Wertburg) *Œsterreich und dessen Zukunft* (1843); — (Hartig), *Genesis der Revol. in Œsterr.* (1850, trop vanté). — Pillersdorf, *Rückblick auf die polit. Beweg. in Œst.* — Vitzthum d'Eckstædt, *Berlin u. Wien*, 1845-1852. — Hübner, *Ein Jahr meines Lebens* 1848-49. — Arneth, *Schmerling* et *Wessenfels*.

Pour le mouvement politique en Bohême, Kalousek, *le Couronnement de 1836* (Osviéta 1886); — (Falk) *Der bœhm. Landtag im J. 1847* (recueil de textes); — les articles de Havlitchek (édités par *Tobolka*) et sa biographie par Touma. — Palatsky, *Articles politiques* et *Mémorial*. — Helfert, *Léo Thun* (dans les *Œsterr. Jahrb.* 1894). — Brauner, *Bœhm. Bauernzustænde*. 1847. —Tobolka, *Les commencements de la vie constitut. en Bohême* 1898.

Nebesky, *Gesch. des Museums des Kœn. Bœhm.* 1868. — Tieftrunk, *Hist. de la Matitse tchèque* (1881). — Choubert, *Le théâtre national à Prague*, 1881. — Iejek, *Services rendus par le clergé à la langue et à la littérature tchèques*, 1880.



formées en Russie pendant les dernières années d'Alexandre Ier, avaient des ramifications en Bohême, mais nous ne voyons pas qu'elles aient manifesté leur existence au-dehors et elles ne comptaient certainement qu'un nombre dérisoire d'adhérents. Nous savons en revanche que les amis de Ioungmann suivaient de leurs vœux les armées russes en Turquie et saluaient dans les victoires de Nicolas (1828) l'espoir d'une prochaine renaissance slave en Europe.

Les résultats, plutôt médiocres, des triomphes de Paskiewitch (1829), leur causèrent quelque déception, mais bientôt les nouvelles de France ranimèrent leur courage. Ils n'avaient encore aucun désir précis, seulement un besoin de liberté toujours plus vif et l'horreur du régime qui pesait chaque année plus lourdement sur le pays. L'insurrection de Pologne entretint quelque temps l'agitation provoquée par la chute des Bourbons. Les Russophiles, qui reconnaissaient Hanka pour chef, n'y voyaient qu'une odieuse ingratitude : comment des hommes qui avaient le bonheur d'avoir pour souverain l'Empereur des Slaves, n'étaient-ils pas satisfaits de leur destin! — Leur clientèle était faible et les penchants intimes de cette génération qui avait le romantisme dans le sang étaient doucement caressés par cette prise d'armes qui, entreprise sans réflexion et maladroitement conduite, fut mise en scène avec un art supérieur. Les femmes et les adolescents surtout étaient emportés par une sorte de délire : tout Polonais était par définition un héros et un saint; dans beaucoup de maisons, on apercevait le portrait de Kosciuszko, on chantait sur l'air fameux de *la Muette* de Portici un hymne que l'on attribuait à Ioungmann : « Depuis longtemps, la patrie gémissait sous le joug, elle reprend sa force et relève la tête. — Allons, Prague! Varsovie t'a donné l'exemple du courage. Allons, imite-la. » Les mélodies polonaises étaient dans toutes les bouches; le *Hej Slovane,* — Allons, Slaves, — qui est devenu un des chants nationaux de la Bohême, commençait à se répandre.

Quelques tetes chaudes songèrent à exploiter cette fièvre, très à fleur de peau, pour organiser des sociétés secrètes; ils n'eurent aucun succès. Les Bohêmes avaient gardé de leurs épreuves l'épouvante des solutions hasardées; ils n'avaient pas dans leurs rangs comme les Magyars une petite noblesse, très nombreuse, famélique, coutumière des coups de main. Les agitateurs firent buisson creux et, après la défaite de la Pologne, le calme se rétablit rapidement.

Le souvenir des récentes catastrophes ne disparut pas cependant. L'opinion s'était répandue en Europe que Louis-Philippe ne règnerait pas longtemps et que sa chute serait le signal d'un bouleversement universel. Les Tchèques furent ainsi amenés à se demander quelle attitude il leur conviendrait de prendre dans le cas où un hasard favorable s'offrirait à eux et quelles revendications pratiques ils auraient à présenter. Naturellement, ces idées ne revêtirent pas chez la plupart d'entre eux une forme précise; ils sentirent seulement le besoin de descendre des étoiles sur la terre, et, sans cesser de chanter leurs hymnes à Slava, ils aperçurent la nécessité de s'attacher à un travail plus déterminé et plus rémunérateur. Avant tout il importait d'augmenter le nombre de leurs adhérents et de répandre dans la masse du peuple les idées qui étaient encore renfermées dans un cénacle assez restreint.

Les Tchèques avaient des émissaires naturels dans un grand nombre de prêtres, dans une partie des instituteurs et dans ceux des étudiants qui suivaient la direction de Ioungmann, de Hanka, de Kollar et de Chafarjik. Il s'était déjà formé dans quelques villes de province, à Kralové-Hradets par exemple, des centres d'action assez animés. Les résultats cependant ne répondaient pas complètement á la bonne volonté déployée, parce que les efforts étaient individuels et mal combinés. Le Musée bohême avait trompé les espérances des patriotes, qui ne s'intéressaient guère à l'œuvre utraquiste et purement scientifique dans laquelle il se renfermait. Par un détour, ils le ramenèrent à ce qui,



dans leur pensée, aurait dû toujours être son dessein. Le Grand-Burgrave Chotiék avait autorisé Ioungmann à tenir avec quelques amis des réunions régulières pour étudier la publication d'une Encyclopédie. Palatsky décida le Conseil du Musée à s'annexer la commission de l'Encyclopédie, et, quand on s'avoua que les ressources dont on disposait étaient insuffisantes à tous les points de vue pour lancer d'emblée une entreprise aussi vaste, on résolut de la préparer de loin, en fondant une association qui faciliterait l'édition des travaux importants et à l'occasion les susciterait (1831). La Matitse [1], — ce fut le nom qu'on lui donna à l'imitation des Serbes de Hongrie, — ne réunit d'abord que très peu de souscripteurs, et les sympathies de quelques grands seigneurs ne la protégèrent pas sans peine contre les soupçons de la police qui flairaient en elle une société secrète. Elle vécut cependant, et, grâce à elle, Chafarjik fut appelé à Prague et Ioungmann publia son dictionnaire. En 1840, elle commença une quadruple série de publications, rééditions d'anciens ouvrages tchèques, travaux de haute érudition, traductions de classiques et Bibliothèque de lecture et de vulgarisation.

A mesure que les livres tchèques devenaient ainsi plus nombreux, ils s'adressaient à des lecteurs plus divers et l'accroissement du public à son tour encourageait les éditeurs. Malgré les rigueurs de la police, quelques revues littéraires réussissaient à se maintenir : les « Fleurs tchèques » trouvaient un accueil favorable dans une partie de la bourgeoisie et commençaient ainsi à rattacher à la cause nationale les classes moyennes, jusque-là indifférentes ou hostiles. Elles étaient fort bien dirigées par Tyl [2].

1. Matitse signifie la reine des abeilles.

2. Tyl (1808-1856). L'éditeur Pospichil lui confia la direction des *Fleurs*, qu'il venait de fonder (1834); il la conserva jusqu'en 1846. — Il y publia nombre de romans et de nouvelles, qui furent très favorablement accueillis et qui lui ont mérité d'être regardé comme le père de la prose narrative tchèque : leur valeur absolue est faible, mais ils ne sont pas ennuyeux et ils contribuèrent beaucoup à gagner au tchèque le gros des lecteurs. La meilleure de ses nouvelles, le *Dernier tchèque* (1844), fut très vivement attaquée par Havlitchek dans un article célèbre qui peut être considéré comme



Il a été fort attaqué et bien qu'il ne manquât pas d'esprit, sa cause était si médiocre, et son adversaire, Havlitchek, si supérieur, qu'il est demeuré en mauvaise posture vis-à-vis de la postérité. On pourrait le comparer à Alexandre Dumas père, en ce sens que les snobs n'osent pas avouer qu'ils s'y plaisent. Ce ne sont pas après tout des qualités si fréquentes ni si méprisables que la facilité inépuisable et la bonne humeur; il est vrai qu'elles sont voisines du bavardage et de la vulgarité. Tyl n'était pas un artiste et il ne se piquait pas de raffinement, mais c'était un excellent ouvrier de lettres, un Kramérius avec plus d'imagination et de vivacité. Il était toujours prêt et traitait avec la même abondance aisée et la même clarté alerte les sujets les plus divers. Il avait brisé la longue période à la Véleslavin, lente et pompeuse, l'avait accommodée aux goûts et aux besoins du jour. Avant lui, les lecteurs ne prenaient le plus souvent un livre tchèque qu'avec la pensée de remplir un devoir, c'était un sacrifice à la patrie : il leur prouva qu'un Tchèque n'est pas nécessairement monotone et pédant. Il avait un don précieux, le mouvement, et au théâtre ou dans le roman, il donnait l'illusion de l'action.

Il apportait les mêmes qualités dans la vie réelle. Personne n'a plus contribué à faire un parti de ce qui n'était guère encore qu'une Académie, à lui gagner de nouvelles sympathies, à lui rallier les femmes et les jeunes filles. Il avait le sens du réel et il persuada plus d'un romantique qu'il ne suffisait pas de poser la main sur son cœur en murmurant : slave, tchèque, mais qu'il devait appliquer ses principes, parler le tchèque ailleurs que dans ses livres et l'apprendre à ses enfants [2].

le manifeste de l'école nouvelle contre le romantisme idyllique. Tyl, médiocre écrivain, mais patriote très actif, travailla avec beaucoup de succès à répandre l'idée nationale dans la société bohême. Il avait la passion du théâtre et il a laissé une centaine de pièces, dont quelques-unes se jouent encore. Après 1848, forcé de quitter Prague à cause de son drame de Jean Hus, il erra misérablement dans le Royaume à la suite d'une troupe de comédiens nomades et finit par mourir de misère à Plzeñ.

2. Tournovsky n'exagère pas quand il dit : Il n'est pas de journal, avant

Les Fleurs avaient introduit une innovation : elles payaient leurs rédacteurs [1]. Très modestement sans doute. C'était dans tous les cas une étape vers un ordre de choses plus normal et la condition d'une bonne organisation du travail intellectuel. Sa magnificence relative avait créé à Tyl une certaine popularité parmi les jeunes gens, d'autant plus qu'il n'était pas très exigeant. Il ne demandait à ses collaborateurs que l'originalité, ce qui me paraît avoir signifié pour lui l'amour de la Bohême. Il lâchait la bride à un débordement de poésies patriotiques : Kamenitsky mettait en sonnets l'histoire du pays jusqu'à la mort de Brzétislas I ; Vinarzitsky célébrait la beauté de la langue nationale ; Votsel enfin, — pour ne pas prolonger une énumération trop facile, — chantait, dans de vastes et ennuyeuses épopées, les Przémyslides ou le Calice. Tous ces braves gens avaient les meilleures intentions du monde et leur gloire aurait été durable s'il suffisait de bien aimer sa mère pour faire œuvre de littérature ; leurs élucubrations, dont quelques épisodes ne manquent pas d'intérêt, — mais si longues, monotones, raboteuses, — sont insupportables, ce qui ne veut pas dire qu'elles aient été inutiles.

Il est malaisé de dire jusqu'à quel point cette petite pluie continue de poésies sentimentales pénétrait les lecteurs. Rien n'est plus difficile que d'établir à un moment donné l'état de l'opinion publique, puisque nous n'avons d'autre guide que les impressions subjectives de témoins isolés. En l'absence pourtant de documents précis, nous sommes bien obligés de nous contenter des renseignements que nous possédons, sauf à ne jamais oublier qu'ils n'ont qu'une faible valeur absolue. De 1820 à 1840, il ne semble pas que la société bourgeoise ait été atteinte par le mouvement slave, — ce qui naturellement

1848, dont la propagande ait été aussi heureuse que celle des *Fleurs*, et le même éloge revient au groupe littéraire, dont Tyl était le centre. — Tyl et son temps (p. 43).

1. Tyl lui-même avait reçu comme honoraires pour une de ses nouvelles un pardessus, encore bon.



ne saurait s'entendre que d'une façon générale, mais les exceptions étaient certainement rares. — Springer nous raconte dans ses Mémoires que ses camarades d'école (vers 1830) parlaient tchèque avec les domestiques et les paysans et juraient en tchèque : « Nous ne supposions pas même en rêve que l'enseignement pût se donner en tchèque; nous ne voyions jamais un livre tchèque et nous étions convaincus que la lecture, le calcul et les sciences supérieures, telles que l'orthographe et la grammaire, ne pouvaient être enseignés qu'en allemand. Les petits bourgeois, au milieu desquels j'ai grandi, n'avaient pas d'autre opinion. Notre professeur, slave de naissance, tenait sévèrement la main à ce que nous nous servissions exclusivement de l'allemand. » — « Aux représentations théâtrales tchèques, nous dit de son côté Hanslick, on envoyait les domestiques : personne de notre monde n'y est jamais allé. Douter de la supériorité de l'allemand, même de son droit exclusif dans les relations, l'art, la science, l'école, l'administration, était une idée qui ne venait à personne [1]. »

Quand on connaît l'esprit de la bourgeoisie, qui est le même dans tous les pays, ses petites vanités, son horreur des nouveautés, ce tableau paraît très vraisemblable. — « Vous ne voulez pas croire que Prague se germanise, écrivait en 1841 le patriote Bourian; vous avez tort. J'y suis né, il y a quarante ans; j'y ai été à l'école, j'y ai tenu garnison jusqu'en 1819 : s'il n'y avait pas alors plus de Tchèques que maintenant, ils représentaient l'élément dominant... Aujourd'hui, presque tous les bourgeois et leurs femmes savent l'allemand : ce n'était pas vrai alors. Autour de notre demeure, nos voisins étaient tous des Tchèques, les maisons étaient désignées par des noms

1. Aus meinem Leben, I, p. 15. Le témoignage de Hanslick est important parce que son père connaissait fort bien le tchèque et avait de très amicales relations avec Hanka, Pourkynié, Palatsky; tous lui parlaient en allemand. — D'après lui, ce n'est que vers 1845 que les patriotes commencèrent, — très timidement, — à réclamer contre l'exclusion du tchèque.

tchèques. Dans les rues on n'entendait que le tchèque : aujourd'hui, ce n'est plus que l'exception. Je ne vous accorde qu'une chose, c'est que le slave correct est en progrès et qu'il compte plus d'amis et de soutiens qu'alors. » Ce témoignage est intéressant, et il indique bien l'existence d'un double courant opposé : les lois scolaires et les pratiques administratives agissaient d'une façon automatique en faveur de l'allemand, tandis que les Tchèques qui résistaient contre l'invasion étrangère avec un acharnement désespéré, devenaient plus nombreux et dans une certaine mesure plus hardis. Cette lutte de quelques individus isolés contre la machine gouvernementale et l'impulsion acquise était très ingrate et les succès en furent longtemps à peine visibles. Helfert, — qui est un témoin digne de foi, un peu pessimiste, — affirme que jusqu'en 1848, il était encore fort rare d'entendre des personnes bien mises parler tchèque dans la rue, surtout des femmes ; on n'aurait jamais osé interpeller un inconnu en tchèque, de peur de s'attirer quelque insolence.

Le pire, c'est que les « matadors » du parti national n'échappaient pas à l'influence du milieu. Fritch nous raconte à ce propos une anecdote amusante : il se débattait contre Tomek qui voulait le gagner à l'histoire, refusait de renoncer à la poésie : Madame Palatsky prend parti pour lui : — Das ist brav! C'est d'un poète que nous avons besoin, poursuit-elle toujours en allemand, mais d'un grand. — Le patriotisme tchèque n'en était qu'à sa première période de développement ; il n'était pas encore passé à l'état de préjugé, n'était pas descendu de la tête dans le cœur. Le parti se recrutait en majorité parmi les étudiants d'origine rurale, mal tenus, humbles, qui n'arrivaient pas à se persuader à eux-mêmes qu'ils étaient les égaux des bourgeois allemands, et le même esprit de timidité dominait parmi les chefs. — Ils avaient peur de ce qui sortait des voies battues et une visite au café était pour eux un scandale ; ils regardaient comme abandonné de Dieu quiconque fumait, et comme dangereux tous ceux



qui passaient leur soirée à la brasserie: c'étaient des malheureux qui compromettaient la bonne cause; leur candeur veillait avec l'attention inquiète d'une mère sur « la virginité » de la littérature tchèque; ils fuyaient en général la politique, et ceux qui s'y intéressaient puisaient exclusivement leurs idées dans le dictionnaire de Rotteck, que tous les libéraux de l'Allemagne acceptaient alors comme un Évangile. « Palatsky, écrit Fritch qui nous a tracé le tableau, un peu chargé, non inexact, de la société bohême avant 1848, tirait toutes ses idées de la Gazette d'Augsbourg et il se préoccupait des rapports des pouvoirs législatifs et exécutifs, sans se douter que nous avions bien d'autres difficultés à résoudre. »

Cette réserve excessive, ce culte de la convention et cette peur de l'inconnu que les patriotes traînaient comme des haillons de servitude, retardaient la conversion de la foule, dont l'adhésion a toujours besoin d'être violentée. Mais, comme elle n'est pas moins incapable de résistance que d'initiative, son indifférence n'avait qu'une importance relative, et elle ne voile pas complètement les progrès du mouvement national qui s'étendait à la fois en profondeur et en surface.

Les livres, plus nombreux, étaient aussi d'une valeur moyenne supérieure; la langue, plus simple et plus claire. Quelques auteurs commençaient à écrire moins par devoir envers la patrie que parce qu'ils y trouvaient plaisir, et leur entrain communicatif leur assurait une popularité assez étendue. Tyl avait attiré de nouveau l'attention sur le théâtre, « qui est la vie, disait-il, et qui crée à son tour la vie ». Les représentations tchèques, qui avaient été interdites en 1820, avaient recommencé en 1824, mais dans des conditions si pitoyables qu'elles éloignaient les spectateurs; il n'était pas rare que l'on supprimât la fin de la pièce ou même que l'on baissât tranquillement le rideau au milieu de l'acte, si la matinée menaçait de se prolonger. Tyl organisa un petit théâtre à la Mala-Strana (1834-1837), dégrossit quelques acteurs, ramena les audi-

teurs découragés. Les directeurs du théâtre officiel lui confièrent alors le soin d'organiser les représentations populaires : il s'était engagé à fournir chaque année deux pièces originales assez longues pour remplir la représentation, six traductions; il réglait la mise en scène, dirigeait les répétitions. Ce travail d'improvisation hâtive, qui ne pouvait guère être poussé, ne laissait pas que de faire illusion aux spectateurs qui n'étaient pas très difficiles. Il avait le don, l'entente de la scène. Le public s'amusait et revenait.

Il eut des imitateurs : dans les campagnes ou dans les faubourgs, des troupes d'amateurs se formaient. Quand les ressources étaient trop modestes, on se contentait de déclamer quelques poésies, on chantait les aimables mélodies ou les chœurs de Nepomouk Chkroup [1], le compositeur à la mode. Les femmes et les jeunes filles qui avaient été longtemps éloignées de la cause slave par une sorte de fausse honte, étaient peu à peu converties par leurs maris et leurs frères; le premier bal national fut un événement.

Ici aussi, l'initiative était venue de Tyl : quelques réunions restreintes réussirent assez bien pour qu'une poignée de téméraires s'avisât d'organiser une de ces grandes fêtes mondaines qui rassemblent dans la salle du Jofyn l'élite de la société et qui donnent tant de charme et d'éclat à la vie de la vieille capitale. — « Un bal tchèque à Prague! Ce fut un beau tapage : on s'étonna, on s'esclaffa, on se querella. » Les mauvaises plaisanteries ne manquèrent pas : une jeune fille demandait aux commissaires s'il était vrai que l'on placerait sur un autel, au milieu de la salle, le Dictionnaire de Ioungmann, autour duquel on danserait comme jadis les Hébreux devant l'arche. — D'autres prétendaient qu'avant d'entrer, on serait obligé de réciter quelques pages de la grammaire tchèque de Neyédly [2]. Le bal fut très brillant (5 fév. 1840)

1. C'était le frère de François Chkroup, qui doit sa renommée à son hymne, Kde domov muj (Où est ma patrie), devenu le chant national tchèque.
2. Zibrt, Comment on dansait jadis en Bohême, p. 308 et sq. Avec sa conscience et son talent habituels, Zibrt a épuisé la question.



et le lyrisme avec lequel les journaux en parlèrent nous donne une idée assez exacte de l'état d'esprit où l'on vivait alors et qui était une sorte d'enfantillage héroïque. — « Neuf heures n'avaient pas sonné et déjà, sous les voûtes de la salle décorée aux couleurs nationales, se pressaient de charmantes dames et de gracieuses jeunes filles ; à côté, de hauts fonctionnaires, des officiers, des professeurs, les vénérables vétérans de notre littérature et leurs jeunes compagnons. Et ces cœurs, ces esprits, un seul sentiment, une seule pensée les domine. La conversation en tchèque, une conversation naturelle, sincère, anime tous les cercles, et c'est un charme de voir les jolies danseuses qui, sans qu'on ait besoin de les y pousser, confessent sans honte la langue maternelle et rappellent d'elles-mêmes à l'ordre les danseurs négligents ! » Quand on aperçut les menus en tchèque, ce fut du délire : chacun voulut en avoir un, comme une relique.

Le succès encouragea les ordonnateurs ; ils recommencèrent l'année suivante. Prague, bien qu'elle comptât déjà 105,000 habitants, — plus que Pesth (90,000), le tiers environ de Vienne, — était demeurée une ville de province ; tout le monde se connaissait et les commérages étaient en grand honneur : le bal tchèque était un des sujets ordinaires de conversation, on en parlait plusieurs mois à l'avance. Les représentants de l'aristocratie ne dédaignaient pas d'honorer ces réunions de leur présence ; le Grand-Burgrave s'était risqué dès 1841. Les fonctionnaires subalternes, hargneux, beaucoup plus allemands, entretenaient avec les organisateurs une petite guerre où le dernier mot ne restait pas toujours à la police. Elle se vengeait par des brutalités, gardait par exemple plusieurs semaines en prison le jeune Ladislas Rieger, dont elle préparait ainsi la renommée. Ces tracasseries, du moment qu'elles n'effrayaient plus, augmentaient l'ardeur des néophytes et les rendaient intéressants. La province suivait l'exemple de Prague ; les bals et les soirées littéraires étaient autant de prétextes à manifestations patriotiques ;



ces *besedy* (réunions) rapprochaient les mécontents excédés du gouvernement de Metternich. A Vienne, les Tchèques, les Slaves du sud et les Polonais organisèrent des bals slaves; celui de 1847 fut extrêmement brillant : on y comptait plus de deux mille personnes, le prince Miloch de Serbie, les princes Liechtenstein et Auersperg, les comtes Ferdinand Kolovrat, Léo Thun, Fr. Chlik, Tchernin, Deym, etc.; on eût dit que la haute aristocratie, à la veille de la Révolution, passait la revue de ses forces.

Pendant que l'on dansait, Havlitchek, enfermé dans sa chambre solitaire, raillait amèrement les jeunes héros qui sauvaient gaiement la patrie au son des cornets à piston : « Dieu bon! Dieu puissant! Regarde avec indulgence leurs amusements et pardonne-leur, si le sourire d'une jeune bohême leur fait quelquefois oublier le joug de leurs frères et de leurs sœurs! » — Sa belle colère n'était pas beaucoup moins enfantine que les manifestations giratoires de ses amis. Les étudiants étaient jeunes et ils prenaient un peu aisément des airs de héros; le moment n'était pas venu de monter au Capitole : même dans les bals tchèques, on parlait beaucoup allemand, et parmi les nobles invités, la plupart n'étaient pas des alliés bien sûrs. Ce tapage un peu frivole n'était pourtant pas inutile; les Slaves devenaient moins timides et ils s'habituaient à afficher publiquement leurs idées; ils ralliaient un petit nombre de bourgeois, marchands de bois, brasseurs, un ingénieur, quelques nobles même, le baron Villani, la comtesse Éléonore Kaunits. Le prince Charles de Schwarzenberg tenait à ce que ses officiers sussent le tchèque; le colonel Degenfeld faisait traduire en tchèque la théorie. Ces conversions, dont la sincérité n'était pas toujours indiscutable et qui ne furent pas toujours très durables, n'en avaient pas moins une réelle importance; ce qui avait jusqu'alors manqué aux Tchèques, c'était avant tout des chefs politiques, des hommes qui, par leur éducation et leurs relations, fussent en état de traduire et de présenter au souverain les désirs de la masse ; l'adhésion, même superficielle, de quelques

seigneurs, apportait à leurs revendications une consécration officielle. Les paysans qui étaient restés, non pas indifférents, mais réservés et sceptiques, suivaient d'un œil plus attentif les événements. A la veillée, on racontait dans les villages que les Allemands seraient expulsés du royaume et que l'archiduc Joseph y travaillait [1].

Les étrangers commençaient à s'apercevoir qu'il y avait quelque chose de changé en Bohême : Louis Gaj, qui fut le véritable créateur du mouvement illyrien, se rencontrait à Prague avec les quelques Polonais que n'absorbait pas la haine de la Russie, et avec les Slovaques qui cherchaient les moyens de résister à l'oppression magyare. Les Serbes de Lusace venaient y étudier dans le séminaire vende, et l'un d'eux, Jordan, fondait un journal : l'Est et l'Ouest, dans le but de réveiller le sentiment national chez les Slaves perdus en Saxe et en Prusse. Les facultés de médecine attiraient d'assez nombreux étudiants étrangers : l'Université de Vienne devait en grande partie son éclat à Rokytansky, dont les travaux sur l'anatomie pathologique avaient une renommée européenne, et à Chkoda, dont le livre sur la Percussion et l'Auscultation (1839) avait complètement transformé le diagnostic. Ni Rokytansky, ni Chkoda n'étaient des patriotes tchèques, mais ils étaient originaires de Bohême, et les étudiants slaves citaient volontiers leurs noms pour réfuter les sophismes de ceux de leurs adversaires qui prétendaient les reléguer au ban de la civilisation. Ils avaient d'ailleurs à Prague des amis et des disciples, quelques-uns très distingués, Pitha, Bochdalek, Hamernik surtout, la bête noire des cléricaux qui finirent par obtenir sa destitution. Il savait à peine l'allemand, qu'il écorchait impitoyablement : les étudiants tchèques en tiraient vanité.

Les Allemands avaient montré au début une certaine condescendance, parce qu'ils ne supposaient pas qu'il vînt

1. 1845. Tchensky, Des années du réveil, p. 32. — En 1844, l'archiduc Joseph, fils du palatin de Hongrie et petit-fils de Léopold II, avait été nommé gouverneur de Bohême.



à l'esprit de personne de contester leur primauté native et la dignité éminente de la civilisation germanique. Du moment où les Slaves parlèrent d'égalité, leurs voisins se cabrèrent contre cette insolente prétention. — Que ces hilotes se regardassent comme un « Kulturvolk », qu'ils voulussent surtout être placés sur la même ligne que le « Peuple de l'Intelligence et de la vertu », n'était-ce pas un sujet de scandale et d'indignation? Dès lors, les divers partis commencent à se dessiner, avec les traits généraux qu'ils conservent encore. En face des Tchèques qui, sous l'influence de l'école historique, adoptent comme programme le retour à la constitution de 1627, les Allemands reviennent aux théories rationalistes françaises, naturellement en les interprétant au mieux de leurs intérêts, et ils poursuivent l'établissement d'un régime parlementaire, qui donnera le pouvoir aux classes moyennes, en grande partie germanisées. Un juif de Prague, Kouranda, le fondateur de la presse libérale autrichienne, sans avouer nettement ses désirs, menait une campagne très habile contre le gouvernement réactionnaire de Vienne, et son journal, les *Grenzboten*, très lu malgré l'interdiction qui le frappait, fort bien renseigné, avait une incontestable action sur la bourgeoisie. Kouranda, qui s'occupait souvent des Tchèques, constatait leurs progrès, la valeur de leur clergé, « supérieur au clergé du reste de la monarchie », la passion généreuse qui animait leurs étudiants, la curiosité intellectuelle de leurs partisans, « telle que les doctrines des professeurs faisaient souvent à Prague le sujet des conversations »; il en concluait qu'il était d'autant plus nécessaire de les surveiller de près : « Notre alpha et notre oméga, c'est la rivalité des Allemands et des Tchèques; on nous accusera de rabâcher; il faut bien cependant y revenir sans cesse, à cause de l'importance de la question. »

Entre les deux adversaires, la partie de la noblesse qui avait gardé quelque intérêt pour les affaires publiques, s'essayait au rôle d'arbitre. Comme les Tchèques étaient



encore privés des droits les plus élémentaires, ces médiateurs leur témoignaient une certaine condescendance.

Le comte Mathias Thun, qui avait déjà traduit le Manuscrit de Kralové-Dvor, protestait contre les accusations de trahison dont les Slaves étaient sans cesse l'objet [1] : « Une nationalité autrichienne est une chimère, écrivait-il, car l'Empire est, sinon une fédération d'états, au moins une fédération de peuples. Il ne peut trouver un point d'appui solide que dans le développement de ses diverses nationalités, de même que la Bohême ne peut maintenir sa nationalité qu'en restant unie à la puissante monarchie des Habsbourgs. » — La brochure de Léo Thun sur l'État actuel de la littérature bohême (1842), celle dans laquelle il prit la défense des Slovaques contre le magyaron Pulzky (1843), furent accueillies avec une sympathie très chaude, et les Tchèques s'habituèrent dès lors à fonder de hautes espérances sur ces aristocrates qui venaient généreusement à leur aide.

Erreur grave, qui entraîna les plus fâcheuses conséquences. Léo Thun [2] n'avait aucune ressemblance avec le

1. Der Slavismus in Bœhmen, 1845.

2. La maison de Thun, une de celles dont l'action sur l'histoire de la Bohême contemporaine a été la plus importante, est originaire du Tyrol méridional; en Bohême, sa puissance remonte à la guerre de Trente-Ans.

Joseph Mathieu Thun (1794-1868), qui fut à la tête de nombreuses entreprises de bien public, avait pris la défense du tchèque, mais sa hautaine condescendance avait irrité quelques patriotes, et Maly lui avait répondu (*Worte eines Tchequen*) en repoussant la pitié et en réclamant justice. — Il fut un des chefs de l'opposition à la Diète ; sa conduite parut assez louche et il ne fit pas preuve en général de beaucoup de fermeté et de suite dans les idées. Il accepta la présidence du Congrès slave et n'y parut pas. Membre de la Chambre des Seigneurs en 1861, il se rattacha aux centralistes.

Le seigneur de Thun-Diétchin, François Antoine, eut trois fils :

François Thun (1809), qui a surtout attaché son nom à des créations artistiques ;

Frédéric Thun (1810), président de la Diète de Francfort (1850 à 1852) ; c'est son fis aîné, François Thun, qui a été en 1895 gouverneur de Bohême et, après la chute de Gautsch, président du conseil.

Léo Thun (1811), gouverneur de Prague en 1848, ministre de l'instruction publique et des Cultes (1849-1860) ; membre de la Chambre des Seigneurs, il fut un des adversaires les plus énergiques de Schmerling et de Beust. Il avait épousé, en 1847, la sœur d'Henri Clam-Martinits qui devint en 1860 le chef du parti féodal en Autriche.

fantoche grotesque que les journalistes libéraux se sont amusés à nous dépeindre : sorti d'une famille où les vertus étaient héréditaires, élevé avec une vigilance un peu timide par une mère dont la piété n'était pas toujours très éclairée, mais qui unissait à la tendresse la plus vive les intentions les plus droites, on lui avait donné des maîtres excellents et il avait profité de leurs leçons. Il avait voyagé, connaissait bien l'Angleterre, avait de bonnes relations en France ; il avait été le disciple de Bolzano et il avait dans ses conversations avec lui plié son âme aux plus nobles vertus [1]. Entré dans l'administration, il avait éprouvé un serrement de cœur à voir la bureaucratie routinière, les intérêts du pays méconnus, et, avec la belle audace de la jeunesse, il espérait infuser une vie nouvelle à ce grand corps somnolent. C'était un aristocrate, — de la trempe la plus haute, — c'est-à-dire qu'il regardait comme son privilège de travailler au bien public, — à sa guise naturellement et suivant l'inspiration de sa conscience : il avait les plus fermes résolutions de fraternité, à condition que chacun demeurât au poste que lui avait fixé la Providence. Que le peuple prétendît avoir une opinion et réclamât le droit de régler ses propres affaires, cette exigence lui paraissait plus saugrenue encore que périlleuse.

On ne comprend rien à l'histoire de l'Autriche depuis un demi-siècle si on ne se représente pas nettement cet état d'esprit de l'aristocratie, qui n'est certes ni cruelle ni même hautaine, qui a seulement toujours vécu loin de la foule, dans un cercle si fermé, qu'avec la meilleure volonté du monde, il lui est impossible de ne pas s'attribuer un pouvoir supérieur et une mission spéciale.

Elle représentait une telle puissance, que les Tchèques furent naturellement tentés de rechercher son alliance et elle n'avait aucune raison de les écarter puisque les réclamations populaires donnaient une base solide et une

1. V. les études de Helfert, Graf Leo Thun (Oest. Jahrbuch, 1891 et sq.). — Hagiographique, mais fort important, avec de très nombreux documents.

couleur de justice à ses ambitions de caste. Mais elle eut bien soin d'établir qu'il s'agissait d'une alliance et non d'une fusion et qu'elle n'acceptait le programme des Slaves que sous bénéfice d'inventaire. Très différents à ce point de vue de la noblesse hongroise qui, bien que sortie des souches les plus diverses, se solidarisait avec la race magyare, les féodaux de Prague affectèrent une neutralité rigoureuse : *ni Tchèques ni Allemands, — Bohêmes*. Encore interprétèrent-ils souvent leur programme de la façon la plus étrange : ils prirent pour règle moins la justice que le désir de ne rompre avec aucun des deux partis, et furent ainsi condamnés à des complaisances infinies pour les Allemands, qui, en possession du pouvoir, criaient à la persécution dès qu'on faisait mine de réduire leurs privilèges.

Léo Thun avait une sympathie réelle pour les patriotes et plusieurs de leurs chefs; il nommait volontiers le tchèque sa langue naturelle et il s'essayait même une fois à écrire à Palatsky en tchèque : — Je ne serai content que quand vous reconnaîtrez enfin en moi un Tchèque. — Au fond de son cœur pourtant, il traitait de chimères les plus intimes espérances de ses amis; il jugeait « hors de saison, dans les circonstances actuelles, la création d'une littérature nouvelle »; il se fût déclaré satisfait si le gouvernement, « qui était le même qu'au lendemain de la Montagne-Blanche et qui voyait de fort mauvais œil que les fils de la Bohême se regardassent comme une nation », s'était départi de ses plus extrêmes rigueurs.

Cette bonne volonté platonique n'était pas rare dans les rangs de la noblesse et même de l'administration. « Je cherche, écrivait le Grand-Burgrave Chotiék, à maintenir la nationalité bohême, sans négliger pourtant le rattachement étroit à l'Autriche et à tout l'organisme politique; je ne suis en rien séparatiste, mais chaque peuple de la monarchie doit conserver son nom, sa langue, les avantages que lui a donnés la Providence et former un ensemble qui cherche à se distinguer des autres groupes; une semblable



émulation ne peut avoir que des avantages pour tous [1]. » Chotiék, était un conservateur libéral, ce qui veut dire qu'il se piquait de modération et qu'il désirait être bien avec tout le monde : le maintien du *statu quo* suffisait à ses énergies, et, s'il est vrai qu'il excluait la pensée de persécutions systématiques contre les Slaves, il écartait aussi tout espoir d'affranchissement. Le résultat, assez paradoxal, de cette sympathie platonique, — et le fait s'est bien souvent reproduit depuis, — c'est que les Tchèques n'étaient pas mal en cour, sans que leur condition s'améliorât et ils étaient traités avec la plus criante iniquité par un gouvernement qui n'avait pour eux aucun mauvais sentiment particulier.

Ils demandaient avant tout une modification du régime scolaire, et de 1832 à 1838, ils entretinrent sur ce point une agitation assez vive. Ils mettaient habilement en relief les arguments qui étaient les plus propres à frapper les ministres [2] : — Quand, pendant les dernières années, l'orage révolutionnaire a soulevé le peuple autour de nous et que, sous l'action de cette tempête, divers symptômes de mécontentement se sont manifestés, même en Autriche, la Bohême n'est-elle pas restée calme, paisible, semblable dans son dévouement filial à un ange gardien qui veille à côté du souverain?... Que l'unité de langue vienne à s'établir, et, avec la rivalité des peuples qui briguent à l'envi la faveur du monarque, s'écroulera le plus ferme pilier de la monarchie. — Ces raisons n'étaient évidemment pas d'un ordre très relevé ; elles répondaient bien du moins aux secrètes pensées du ministère, et, comme les désirs des Tchèques, — fort modestes, — se bornaient à ce que, dans l'enseignement primaire, la langue de l'école fût celle de la majorité des habitants et à ce que dans les gymnases

1. 1842. Cité par Helfert, *Leo Thun* (Oest. Jahrb, 1892, p. 89).
2. On a publié un mémoire de Vinarjitsky (Journ. du Musée Bohême 1872), et un autre de Slama (Id. 1877), consacrés à la défense de la langue nationale; mais la suite des événements n'est pas bien établie, comme en général toute cette histoire contemporaine tchèque reste à faire.

l'instruction religieuse fût, pendant les premières années, donnée en tchèque, le Grand-Burgrave n'aurait pas été éloigné de leur accorder satisfaction.

Il fallait compter avec les Allemands, indignés et stupéfaits de l'outrecuidance de « quelques ultras, incapables d'élever leurs regards jusqu'à la culture germanique et qui se plaisaient aux bas-fonds de la littérature tchèque ». Le hasard nous a livré le nom d'un de ces germanisateurs furibonds dont l'ardeur ne reculait pas devant les plus odieuses intrigues : c'était un professeur de l'Université, nommé Knoll.

En même temps qu'il faisait patronner par Palatsky sa candidature à la Société des sciences de Prague, il le dénonçait à la Chancellerie comme un révolutionnaire et un séparatiste : — N'avait-il pas récemment révélé ses coupables desseins en proposant que les statuts de la Compagnie fussent modifiés, de manière à permettre la publication de travaux rédigés, non plus seulement comme auparavant en latin, en allemand et en français, mais aussi en tchèque ? Digne chef d'un peuple perfide ! Les Tchèques étaient l'avant-garde de la Russie, comme les Polonais celle de la Révolution. — Knoll n'admettait même pas que l'on apprît l'histoire tchèque : le passé des Habsbourgs est si étroitement uni avec la plus magnifique des histoires, avec celle de l'Empire allemand, qu'on ne saurait s'occuper d'autres origines. Pour déjouer les dangereuses conspirations des Slaves, il avait conçu un plan de longue haleine : on fonderait des bourses à Vienne, de manière à y attirer les étudiants tchèques, on y installerait une école normale d'instituteurs bohêmes, on établirait des internats pour les jeunes filles tchèques, on mettrait dans les villes slaves des régiments allemands, etc. « Cette monarchie n'est ni italienne, ni hongroise, ni polonaise ou bohême, elle est autrichienne, c'est-à-dire allemande; la langue allemande ne saurait donc être considérée comme étrangère dans aucune des parties de l'Empire; elle ne doit par consé-

quent reculer sur aucun des points où elle a pénétré, mais s'y établir solidement [1] ».

Knoll était un vulgaire mouchard, mais ses pareils trouvaient un appui redoutable dans une partie des fonctionnaires. En 1840, des jeunes gens de Vienne s'étaient cotisés pour acheter des journaux et des livres slaves : la police eut vent de la chose, lança une foule d'arrestations, ouvrit une enquête minutieuse. Elle constata que les patriotes soupçonnés avaient adressé à un poète à propos de sa convalescence une lettre de félicitation signée : les Tchéco-slaves de Vienne. — Tchéco-slaves ! Évidemment, c'était une société secrète. — Vous êtes membres du Musée bohême, demandait-on à un des inculpés ; quelles obligations secrètes avez-vous contractées ? — Pour cette police d'opérette, tout Tchèque était un panslaviste, un affidé de Nicolas, un ennemi de l'Empereur. Les ministres tremblaient devant elle. Chotiék rengaina ses bonnes dispositions et il serait impossible de citer de 1830 à 1848 aucune mesure de quelque importance favorable aux Tchèques. — C'est la stupidité qui nous gouverne, écrivait en 1832 Palatsky, qui n'était pas coutumier des gros mots ; nos censeurs agissent en dépit du sens commun, la police secrète poursuit partout l'esprit national, et même l'esprit en général, comme si elle voulait se venger sur nous des désagréments qui lui arrivent par ailleurs.

Kolovrat lui-même, que les Allemands dénonçaient comme une sorte de chef du complot slave, n'osait pas avouer ses sympathies. Quand, dans un de ses passages à Prague, en 1840, il reçut quelques habitants, venus pour le remercier de ses sympathies, il les harangua en allemand, leur recommanda la plus absolue prudence. — Surtout, pas de sociétes secrètes ; sous cette réserve, le gouvernement qui encourageait le développement de la langue magyare, ne leur refuserait pas la même bienveillance. — On n'entendait jamais d'en haut que ce langage d'oracle.

1. Dvorsky, dans le Pamatnik de Palatsky.



On eût dit qu'il y avait derrière les coulisses un croque-mitaine qui n'attendait qu'un prétexte pour dévorer les Tchèques et qu'il fallait désarmer à force d'humilité. En réalité, ces inspirateurs de la politique officielle souffraient tous d'une aboulie complète et ils dissimulaient leurs incertitudes sous des protestations contradictoires et vaines.

Metternich ne se dissimulait pas la gravité des questions en jeu, et il avait, comme d'habitude, son orviétan; seulement il en réservait l'application à une époque incertaine. « Partout, disait-il, les hommes de progrès prêchent la fraternité des peuples, et, en même temps, ils pressent les diverses nations de s'enfermer en elles-mêmes et les poussent à se combattre. Le devoir du gouvernement aujourd'hui et de tous ceux qui y voient clair est de se tenir au fléau de la balance et de tâcher de maintenir les plateaux en équilibre. C'est possible, et même facile, si l'on prend les moyens nécessaires [1]. » Il se rendait parfaitement compte qu'il serait longtemps fort malaisé de vaincre les résistances particularistes : « Paris est la ville du monde, écrivait-il, tout comme Londres est celle du commerce; l'une ne ressemble pas à l'autre, car toutes deux sont des êtres particuliers. Vienne est comme le reste des villes habitées; elle compte plus de rues que toute autre; mais, pour être plus grande, elle n'en vaut pas mieux [2]. » Il ne trouvait pas en elle l'appui moral qui lui eût été indispensable; mais, en apercevant l'impossibilité d'accomplir l'œuvre de centralisation si longtemps poursuivie par les Habsbourgs, il n'avait pas le courage de rompre avec un système dont il apercevait les dangers. — « Tout le monde me répète, disait-il à Hubner à la veille de 1848 : il faut faire quelque chose. Sans doute; mais quoi? Notre monarchie est un vieil édifice; tout est à refaire, mais on n'improvise pas de pareilles reconstructions [3]. » — Sa pensée flottait, incertaine et déconcertante. — Dans un recueil

1. Wirkner, Erlebnisse, p. 175.
2. III, p. 135.
3. Hubner, *Une année de ma vie*, p. 26.

de documents préparés par Palatsky, écrivaient les Grenzboten, les textes tchèques ont été rayés : il s'agissait d'une édition faite par la Société des Sciences, à 300 exemplaires, et qui devait ainsi à peine arriver jusqu'au public. A côté de cela, un professeur de Plzein, germanophobe bien connu, écrit un article qui tend visiblement à l'expulsion des Allemands du royaume ; son travail est imprimé dans le Journal du Musée, un riche meunier en fait tirer 2,000 exemplaires et les répand gratuitement.

Comment s'étonner qu'une pareille méthode ne satisfît personne? — Les Allemands, exaspérés par les procédés de la police et que rien n'attirait vers Vienne, cherchaient au-delà des frontières de la monarchie une direction et un appui moral ; les plus ardents, les meilleurs, cessaient sans s'en apercevoir d'être Autrichiens, et l'abîme qui les séparait des Slaves grandissait, puisqu'ils ne communiaient même plus dans un même loyalisme. Les Tchèques de leur côté n'avaient aucune reconnaissance pour une administration dont la sympathie intermittente se traduisait par des tracasseries qui, à la longue, créaient un état d'énervement intolérable. Le gouvernement avait lassé leur confiance, les avait acculés à la conviction qu'on n'obtiendrait jamais rien de sa bonne volonté.

Il leur était impossible de se résigner éternellement à la situation qui leur était faite : ils avaient remis en honneur leur idiome, créé au moins un embryon de littérature, réuni un groupe important de jeunes gens pleins de dévouement et de foi ; ils commençaient à entamer la bourgeoisie ; ces conquêtes, si laborieuses, étaient sans cesse minées par l'effet mécanique des lois qui les condamnaient à un hilotisme lamentable. Le moment était venu d'obtenir la réforme des règlements les plus funestes : les littérateurs devaient laisser la place aux politiques ; les rêveries panslavistes, aux programmes concrets et précis. Vers 1840 entre en scène une génération nouvelle, qui, sous l'inspiration de Palatsky et plus tard de Havlitchek, commence à attacher une plus grande importance aux

questions constitutionnelles et à comprendre la nécessité d'améliorations pratiques. Grandie dans l'admiration passionnée de Kollar, elle ne renie pas son idéalisme mystique, et Palatsky lui-même gardera sa vie entière l'empreinte de son éducation romantique, trop dominé par la religion du passé, s'exagérant la puissance des traditions et la magie de certaines formules. Il n'est plus de ceux du moins, qui croient qu'il suffit, pour transformer le monde de sonnets éloquents ou de dissertations philologiques; surtout il entend se placer sur le terrain solide de la réalité et il cherche sa force non pas dans une Slavie mythique, mais dans le peuple de Bohême; il marque ainsi une réaction nécessaire contre les idées vagues et les sentimentalités dispersées.

Palatsky [1] était né en 1798 et il est mort en 1876; il do-

1. Palatsky (1798-1876), né à Hodslavitse (Moravie), fait à Presbourg la connaissance de Chafarjik (1817), avec lequel il publie les *Commencements de la littérature tchèque* (1818); il se fixe à Prague en 1823 et devient aussitôt un des principaux chefs du mouvement national; un des fondateurs du Musée et de la Matitse, il dirige de longues années le Journal du Musée. Après quelques essais de poésie et d'esthétique, il se consacre à l'histoire et fonde sa réputation par son édition du troisième volume des *Scriptores rerum bohemicarum* (1826) et sa *Würdigung der alten bœhm. Geschichtschreiber* (1830). — Nommé historiographe par les États de Prague, il publie (1836-1876) les cinq volumes de son *Histoire de Bohême*, depuis les origines jusqu'à la mort de Louis Jagellon (1526), qui lui vaut une renommée européenne et une immense popularité. Il fonde, dirige ou encourage les plus importantes entreprises littéraires ou historiques, l'*Archiv Tchesky*, journal d'études archéologiques et d'érudition, l'*Encyclopédie tchèque*; il publie lui-même des textes nombreux, entre autres les *Documenta magistri Hus vitam spectantia* (1869).

Pendant la révolution de 1848, il joue un rôle éminent en Bohême, à Vienne et à Kromierjitse. Surveillé de près par la réaction et abandonné par la plupart des patriotes découragés, il reprend la lutte dès 1858 et reste depuis lors jusqu'à sa mort, avec son gendre Rieger et Clam-Martinits, le chef du parti du droit historique bohême.

Les principaux travaux relatifs à P. sont sa Biographie par Kalousek (succincte),—l'étude (très intéressante) de Goll sur *Palatsky historien*, et surtout la série d'articles réunis dans le *Mémorial pour le centième anniversaire de la naissance de P.* — Depuis, on a entrepris la publication de sa *Correspondance* (le 1er volume, seul paru, renferme son Journal jusqu'en 1863; son Autobiographie a été publiée par sa petite-fille, en 1885), et de ses *Petits Écrits*. Le volume consacré aux *Écrits politiques*, édité par Boh. Rieger (1898), son petit-fils, est une des sources principales de l'histoire contemporaine de la Bohême. — V. sur P. une étude magistrale de M. Louis Leger dans ses *Nouvelles études slaves* (1880). — Cp. Zibrt, Bibliographie, II, p. 796 et sq.



mine et résume le siècle de la Renaissance tchèque. Disciple de Dobrovsky, uni à Chafarjik par une intime amitié, compagnon d'armes de Havlitchek, les grands courants qui ont tour à tour entraîné le peuple se rencontrent en lui, de même que les trois tribus du groupe tchèque semblent s'unir dans ce Morave qui a passé sa jeunesse chez les Slovaques et le reste de son existence à Prague; il est comme la synthèse des inspirations qui ont soulevé trois générations, et l'incarnation des éléments divers dont la fusion forme la patrie tchèque. Ceux qui, comme moi, ont eu l'honneur de l'approcher dans les dernières années de sa vie, ne sauraient parler de lui sans une émotion presque religieuse : ses longs cheveux blancs, la gravité majestueuse de ses manières, sa voix caressante qu'adoucissait encore le léger tremblement de la vieillesse, la douceur profonde de son regard évoquaient un long passé de dévouement et de labeur; même ses adversaires, — car il n'eut jamais d'ennemis, — respectaient son âme de cristal; les préventions nationales et les haines politiques désarmaient devant la pureté de son cœur.

Le mérite essentiel de l'illustre historien fut de comprendre de très bonne heure que la liberté politique était la condition nécessaire de l'indépendance nationale. Il a rallumé la vie publique et il a proposé à ses amis un programme, assez large pour suffire pendant longtemps aux plus hautes ambitions, assez souple pour rallier les partis les plus divers, assez vaste pour satisfaire les imaginations les plus ardentes, assez précis pour être découpé en articles et devenir une plate-forme électorale. Il a donné aux Tchèques leur mot d'ordre, le droit historique, et il eût été difficile d'en trouver un qui convînt mieux à la situation, qui fût mieux calculé pour rallier et exalter les patriotes slaves, plus propre aussi à arrêter l'attention d'une dynastie comme celle des Habsbourgs, dont la puissance est fondée sur les traités et les traditions, et à rallier une noblesse à la fois timide et vaine de ses souvenirs.

Si le succès n'a pas été aussi décisif qu'il était permis de

le désirer, cela tient avant tout au hasard des circonstances et à la difficulté de dévier l'évolution générale de la monarchie autrichienne, dont la direction était déterminée par une longue continuité des événements. Peut-être cependant quelques-uns des échecs subis s'expliquent-ils aussi par le caractère de Palatsky lui-même. A mesure que les documents nouveaux sont publiés, il nous apparaît toujours plus désintéressé, plus dégagé d'ambition personnelle. — C'est le signe des théoriciens qui ne sont pas nés pour l'action. Il connaissait mieux les textes que les hommes : de là, son absence de souplesse, ses obstinations maussades, la rigueur inflexible avec laquelle il jugeait ceux qui se séparaient de lui. Il se regardait comme le grand-prêtre de la justice et il croyait que, pour en assurer le triomphe, il suffit de la proclamer. On l'a comparé souvent à l'illustre patron de la Hongrie moderne, à François Deak, et ce qui nous frappe en effet, chez l'un comme chez l'autre, c'est la même sincérité de patriotisme, la même absence de retours égoïstes, la même confiance dans le droit écrit. Seulement Deak a grandi dans un pays de libre discussion; il a été mêlé de bonne heure aux luttes parlementaires, il a pratiqué les électeurs; il sait la valeur des occasions et il a le sens aiguisé des réalités; il unit à la science du juriste l'expérience de l'homme d'affaires. Palatsky est surtout un apôtre qui, à défaut de succès, trouve une satisfaction suffisante dans le sentiment du devoir accompli. C'est le même appétit de martyre qui, à toutes les époques, a tenté les Tchèques, et Palatsky est bien de la race de Hus et de Zérotyn : seulement les saints illustrent les défaites plus souvent qu'ils n'organisent la victoire.

Quand il arriva à Prague, en 1823, il hésitait encore dans ses projets, s'occupait d'esthétique, après s'être essayé à la poésie; le but de sa vie, du moins, lui apparaissait clairement, qui était le progrès intellectuel et moral de son peuple. Ce n'était pas un esprit de tout premier ordre, en ce sens qu'il n'était pas capable d'invention, et sa philosophie était un peu étroite et terre-à-terre. Après une heure

de crise, il avait trouvé le repos dans la doctrine de Kant, légèrement édulcorée et rabaissée; rationaliste et religieux, il flottait entre un protestantisme libéral vague et un agnosticisme inconséquent. Sa doctrine se résumait dans une volonté d'espérance et il avait fondé sa vie sur le postulat du Progrès. Comme il était lui-même modéré, incapable de violence, il voyait ce progrès dans la réconciliation des instincts et des forces opposées qui se disputent l'humanité.

Il détestait l'esprit d'exclusion, d'intolérance et de despotisme, qu'il s'exerçât au nom d'un homme, d'une doctrine ou d'une race, et il pensait que l'injustice ne se légitime pas en durant; mais il avait trop étudié l'histoire pour ne pas tenir compte de l'influence qu'exerce le passé. Il ne croyait pas, comme Kollar, qu'il fût possible de faire de la nationalité la seule base de la vie publique et que les affinités ethnographiques fussent appelées à se substituer à tous les facteurs politiques anciens. Seulement, il constatait que l'État s'affaiblit lui-même, s'il contraint les sujets à une apostasie qui les émascule et les atrophie, en leur arrachant les organes essentiels de leur être intellectuel et moral : — la centralisation, utile et nécessaire dans son principe, « a de nos jours dépassé le but et provoqué la résistance d'une force contraire, l'opinion publique », qui est ici la résistance de l'individu qui se refuse à mourir. « De même que chaque homme, chaque peuple a sa conception particulière, sa manière de sentir », et si l'on supprime un groupe constitué, on prive l'humanité d'un de ses éléments de développement. Le triomphe dans le monde d'une tyrannie unitaire, en réduisant dans des proportions extraordinaires la force vitale et créatrice des peuples, serait un désastre pour la civilisation européenne; en Autriche, la victoire exclusive d'une race serait le signal d'une décadence fatale et peut-être de la ruine de la dynastie.

Palatsky trouve dans ses études spéciales la confirmation de sa philosophie. A ses yeux, l'histoire de la Bo-



hême se résume dans la lutte des deux nationalités qui se partagent le royaume. Conception certainement exagérée, mais qui ne saurait nous étonner beaucoup, si nous songeons à la place que les questions ethniques tiennent dans les œuvres de cette période et si nous nous rappelons que nous ne cherchons jamais dans le passé que l'explication du présent. Dans le duel inégal des Slaves de Bohême contre les forces supérieures de l'Allemagne, les sympathies de Palatsky vont aux opprimés. Il ne dissimule cependant ni leurs faiblesses ni leurs erreurs et son érudition loyale n'a d'autre inspiratrice que la vérité. Avec une patience et un labeur admirables, il fouille les archives, recueille des documents nouveaux, visite les dépôts étrangers, rassemble et critique des textes inédits. Son HISTOIRE DU PEUPLE BOHÊME ne représente ainsi qu'une faible partie du travail de sa vie; il fournit aux savants qui lui succèdent les moyens de vérifier et de compléter son œuvre, encourage les jeunes écrivains, dont quelques-uns, Tomek, Emler, Kalousek, prennent bientôt un rang éminent dans l'équipe des érudits européens. Non moins grand par ce qu'il prépare que par ce qu'il crée, il laisse plus qu'un livre, une école.

Il ne croit pas cependant que son œuvre soit terminée quand il a établi la vérité : il veut qu'elle pénètre dans la foule, qu'elle devienne un élément de moralité et de patriotisme ; pour cela, il faut intéresser les lecteurs et les retenir. Il ne s'avance pas comme Michelet au milieu d'éclairs prophétiques, il ne poursuit pas comme Augustin Thierry le détail pittoresque et l'anecdote caractéristique, il ne se plaît pas comme Guizot aux vastes considérations philosophiques ; il cherche à reproduire dans sa marche majestueuse et cadencée l'évolution rythmique qu'il admire dans la nature. Aucun ornement de rhétorique. Son récit clair, ample, se déroule avec une simplicité de haute allure dans sa sobriété ; le lecteur, baigné dans une atmosphère de probité morale et de confiance sereine, est peu à peu transporté dans une région inaccessible aux orages et envahi par un mystérieux apaisement fait de piété

pour les morts, de dédain de l'injustice, de confiance dans l'avenir.

Aujourd'hui l'espèce de splendeur auréolée qui enveloppe le récit de Palatsky nous étonne d'abord. Nous sommes habitués à des tableaux plus heurtés, où l'ombre se mêle davantage à la lumière et notre conception moderne de l'histoire est plus réaliste : il est bien sûr que l'Histoire du peuple de Bohême, en tant qu'œuvre de science, est destinée à disparaître et beaucoup de parties ont déjà vieilli. Dans l'ensemble, elle n'en marque pas moins un effort admirable et une date considérable de la pensée slave : — « Recevez nos félicitations sincères pour l'achèvement de votre grande œuvre patriotique, écrivait Pertz à l'auteur en 1867. Exegi monumentum ære perennius : c'est votre impérissable devise. » — La louange banale s'appliquait ici avec une remarquable justesse. Palatsky, qui fut un érudit éminent, fut surtout un écrivain de premier ordre. Certains de ses volumes, Hus, Georges de Podiébrad, seront lus aussi longtemps qu'il y aura des Tchèques et qui aimeront leur patrie. Comme l'a remarqué très finement Goll, ses ouvrages nous donnent le sentiment à la fois de l'époque qu'ils racontent et de celle où ils ont été écrits ; ils ne sont pas seulement un récit, mais un document.

Avant même 1836, où le premier volume de l'Histoire du peuple tchèque met Palatsky hors de pair, il est à la tête des entreprises les plus importantes, et, dans les domaines les plus divers, il exerce une influence prépondérante ; il modère les imprudents, relève les découragés, apaise les querelles; au milieu des conflits linguistiques qui troublent les cervelles, il joue le rôle d'une Académie, maintient l'unité, à égale distance des néologistes et des archaïsants. Il désarme les soupçons des patriotes les plus facilement portés à la médisance, tels que Ioungmann, et il a l'oreille de l'administration et de l'aristocratie.

Pendant sa jeunesse, en Hongrie, il avait pénétré dans les cercles de la plus haute noblesse : il y avait acquis cette grâce de manières et cette politesse délicate qui étaient

l'apanage de la bonne société au XVIIIe siècle et qui le distinguèrent toujours au milieu des militants tchèques, un peu frustes, obséquieux ou renfrognés, plus ou moins gênés dans leurs relations avec les représentants des classes supérieures. Par nature et par conviction, c'était un aristocrate. L'amour qu'il éprouvait pour le peuple venait d'un peu haut, et il croyait, comme les Encyclopédistes, que la foule est trop ignorante et grossière pour diriger ses propres destinées ; entre la démocratie qu'il redoutait et le despotisme qu'il détestait, il voulait remettre le gouvernement *aux meilleurs*, c'est-à-dire, en réalité, — comment en effet trouver un critérium? — aux plus riches, aux nobles, à ceux que leurs intérêts, leurs loisirs et leur nom font les dépositaires naturels de la pensée publique. Ses théories se rapprochaient beaucoup de celles de Guizot, modifiées par les conditions particulières de la monarchie autrichienne, où la bourgeoisie n'existait pas.

Il se trompait, — et ce fut l'erreur capitale de sa vie, — sur la valeur morale de l'aristocratie bohême, d'une part parce qu'il n'était en relations qu'avec une élite d'hommes dont gratuitement il prêtait les qualités à l'ensemble de leur caste, — et surtout parce qu'il avait trop vécu avant 1526. — Il avait assez peu étudié l'histoire depuis 1618, ne se rendait pas un compte précis de la décadence à laquelle deux siècles de servitude avaient réduit l'oligarchie tchèque, de sa timidité vis-à-vis de la cour, de son égoïsme et de sa médiocrité. Il fut aussi trompé par son séjour en Hongrie, négligea les différences radicales qui séparaient les Magyars des Bohêmes. Il convient d'ajouter que, si, cette alliance étroite du parti national avec la noblesse historique eut par la suite des conséquences fâcheuses, vers 1840 elle était très naturelle. — « Tant que nous n'aurons pas gagné la haute noblesse, écrivait Palatsky à Kollar, en 1832, il n'y aura pas de salut pour nous ». Du moment où il s'agissait de reconquérir « la plénitude de l'existence nationale », on était bien obligé de s'appuyer sur la seule caste qui eût encore conservé quelques titres légaux.

Palatsky n'aimait pas les coups de force et les révolutions : — « La vie des peuples, écrivait-il en 1820 à propos de l'insurrection espagnole, se développe d'un pas majestueux et sûr ; il est imprudent de vouloir devancer la marche des événements et il est contre nature de vouloir les précipiter. » — Mais, en dehors de toute doctrine, les radicaux les plus farouches qui se plaignaient avec amertume « de la politique étouffante » de l'Autriche, auraient été fort embarrassés rien que pour présenter leurs griefs, et ils furent amenés, comme Palatsky, à chercher un secours dans les institutions existantes et à invoquer l'intervention des États.

La diète de Prague faisait si peu de bruit que beaucoup de personnes avaient oublié son existence, et qu'elle-même ne savait plus au juste quelles étaient ses attributions. Là où avait échoué l'impétuosité de Joseph II, la constance sournoise de François Ier triomphait : les États ne prenaient même plus la peine de voter régulièrement les propositions royales, — tant leur approbation était entendue d'avance, — et ils se déchargeaient sur leur Comité, qui était entièrement entre les mains du gouverneur, de leurs fonctions administratives, qui n'étaient pas sans importance. La Diète mourait littéralement d'inanition. Rien n'eût été plus facile que de la supprimer : le gouvernement n'y songea pas, par dédain, par paresse ; il s'aperçut par la suite de son imprudence.

L'émotion provoquée par la mort de François Ier (2 mars 1835) avait été fort modeste. Le Chancelier avait mis en circulation une prétendue lettre de l'Empereur défunt à son fils : « Ne touche pas aux bases de l'État, ne change rien, confie-toi au prince Metternich, mon meilleur ami et mon plus fidèle serviteur. » Ces conseils paraissaient presque inutiles, tant le calme était profond. — Il faut laisser passer la nuit là-dessus, répondait volontiers François quand on lui proposait un changement; il avait dressé les peuples à son image, si dociles qu'on n'avait même pas reculé devant la pensée de remettre le sceptre aux mains défaillantes d'un Ferdinand (1835-1848).



Le fils aîné de François Ier, doux, bienveillant, — on l'appelle le Débonnaire, — était un pauvre innocent, de santé débile, incapable de travail et d'attention; de fréquentes attaques d'épilepsie avaient achevé de ruiner en lui la volonté, et le pouvoir fut exercé par une Conférence d'État que présida l'oncle de l'Empereur, l'archiduc Louis. Celui-ci, qui n'avait jamais eu beaucoup d'initiative, était vieux: il se plut à se regarder comme l'administrateur d'un majorat qu'il devait remettre intact à son légitime propriétaire; le prétexte était excellent pour justifier l'inaction. Plus que jamais on piétina sur place. Une sorte de désespoir s'empara des ministres eux-mêmes qui avaient institué un système de freins si merveilleux qu'il leur était impossible de bouger. « Clément est triste, écrit la princesse Metternich en 1839, ou plutôt il est dégoûté de tout ce qu'on fait chez nous, je dirais presque de tout ce qu'on n'y fait pas : la paresse, l'inertie, la négligence empirent tous les jours. — Notre belle monarchie tombe en ruines, elle tombe en pourriture, car elle ne renferme que des éléments de destruction et n'a en elle-même aucun principe de conservation. Que Dieu ait pitié de nous, car nous sommes bien à plaindre, bien malades, bien malheureux et, sans le secours de Dieu, nous serions bientôt tout à fait abandonnés [1]. »

Bien entendu, quand le chancelier avait ainsi soulagé son âme, il regardait sa responsabilité comme dégagée. Tout au plus pourrait-on dire qu'à mesure qu'il sentait le péril grandir et se rapprocher, il lâchait plus largement la bonde à ses tautologies niaises et à ses truismes prudhommesques : — D'après mon intime conviction, les entreprises de chemins de fer sont une de ces nouveautés qui surgissent inopinément dans le cours du temps..... Les innovations de ce genre se distinguent toujours par un caractère éminemment pratique; quand ce caractère leur manque, elles s'évaporent et ne laissent pas de traces.....

1. VI, p. 318.



etc., etc.[1]. — Ce radotage dure pendant des pages, et ce fut cette sagesse dont les peuples autrichiens vécurent un quart de siècle. Qu'ils s'y soient docilement soumis, c'est évidemment le meilleur éloge qu'il soit possible de faire du dressage auquel François Ier les avait rompus : le pouvoir n'avait plus besoin de s'exercer pour être obéi; on vivait sous la terreur d'une ombre, et cette superstition de la souveraineté paralysait jusqu'aux ministres qui n'osaient pas y toucher, même pour en user. « Depuis longtemps, écrit Ficquelmont qui était un des principaux agents de Metternich, personne ne voulait plus se servir de la puissance. ... C'était comme un interrègne du gouvernement. ... Une administration, fortement organisée, dirigeait les régions inférieures, jusqu'à les épuiser. Là où des pensées plus élevées et une direction supérieure eussent été nécessaires, le vide commençait. »

Il était cependant impossible qu'à la longue les inconvénients de ce régime n'apparussent pas aux observateurs, et, à partir de 1840, une série de pamphlets attirent l'attention de l'opinion publique sur la nécessité de réformes importantes[2]. — Dans l'*Autriche et son avenir* (1843), qui eut un vif succès de curiosité, le baron Andrian-Werburg insistait avec force sur la banqueroute du despotisme qui était plus impuissant encore qu'oppressif : pourquoi l'État s'obstinait-il à usurper des fonctions dont il était visiblement incapable de s'acquitter? Qu'il se contentât de son rôle de surveillance générale, qu'il limitât les empiétements de la bureaucratie, cette plante parasitaire qui se développait en étouffant le peuple, qu'il rendît quelque indépendance à la noblesse, actuellement « condamnée à une absence de pensée contre nature ». ... Sans cela l'Autriche « ne durerait pas une génération; c'était la convic-

1. VI, p. 557.
2. Les plus lus furent (Andrian), Œsterreich und dessen Zukunft (1843), et (Maehrung), Sibyllinische Bücher aus Œsterr. (1847). — Mais il y a à côté une littérature fort abondante de : Questions d'un Autrichien, Revue d'Autriche, etc.



tion générale des gouvernés comme des gouvernants, et cette conviction seule suffirait pour amener un bouleversement qui éclaterait fatalement et bientôt [1] ».

La brochure d'Andrian venait à son heure; les nouvelles de Pesth où, depuis la réunion de la diète de 1825, la vie politique était très active, étaient lues et commentées à Prague. Les Magyars obtenaient une série de lois qui faisaient de leur langue la langue officielle du royaume et ils les appliquaient sans ménagement; les Slaves de Hongrie, trop faibles pour résister par eux-mêmes, faisaient retentir de leurs plaintes toute la monarchie, et elles trouvaient un écho en Bohême : — les Tchèques n'étaient ni moins nombreux ni moins riches que les Magyars et leur histoire n'était pas moins glorieuse : pourquoi en étaient-ils réduits à cet excès de honte de ne pouvoir pas même venir au secours de leurs compatriotes? Le seul avantage qu'eussent sur eux leurs voisins, c'était leur constitution, ou plus justement l'usage qu'ils en faisaient; pourquoi n'essaierait-on pas de suivre cet exemple? Les événements de Presbourg étaient loin d'être décourageants, prouvaient que le gouvernement était hors d'état de repousser une attaque un peu vivement conduite.

Les fêtes du couronnement (septembre 1836) répandirent l'esprit d'opposition [2]. Les ministres y avaient vu un moyen de ranimer les sentiments de fidélité dynastique; l'événement ne répondit pas à leurs désirs. Le choléra éloigna une partie de la noblesse, les cérémonies furent mal réglées, troublées par des désordres populaires, contrariées par le temps. Le roi fit assez piteuse figure; le serment du sacre rappela l'époque de l'indépendance. Il n'est pas impossible que quelques personnes de l'entourage

1. Œst. u. dessen Zukunft, p. 167. Andrian qui est, sinon fédéraliste, du moins hostile à la centralisation, ne conteste pas l'hégémonie allemande : — « En Autriche, au moins pour le présent et l'avenir le plus rapproché, ce sera la nation allemande qui précédera les autres sur la voie du progrès politique; sa richesse et sa civilisation l'y autorisent » (p. 161).

2. V. sur le sacre de Ferdinand à Prague, les articles de Kalousek, dans la Osviéta (1886).



immédiat de l'Empereur, pour se concilier l'appui de la noblesse contre Metternich et par crainte de l'influence prépondérante des Magyars, aient encouragé ce réveil de l'esprit particulariste ; l'archiduchesse Sophie, la femme de l'archiduc François-Charles, l'héritier présomptif de la couronne, que l'on disait fort ambitieuse, qui dans tous les cas était fort intelligente et n'avait pas l'habitude d'agir sans motif, apprenait le tchèque et le faisait apprendre à ses enfants. François-Charles que l'on ne savait pas si poétique, publiait dans *les Fleurs* des vers tchèques en l'honneur de la mémoire de son père. Le mouvement se propageait de proche en proche ; on racontait qu'un membre de la haute aristocratie s'était battu avec un Magyar qui insultait les Slaves ; le prince Windischgrætz cherchait un *bon Tchèque* pour précepteur de ses enfants.

Quelques-uns des membres de la noblesse avaient été effleurés par le souffle libéral qui traversait l'Europe et souffraient du rôle humiliant qu'ils étaient condamnés à jouer ; le Grand-Burgrave, qui manquait un peu de flair et de tact, les poussa à bout par ses procédés arbitraires. Charles Chotiék, qui, en 1826, avait succédé à Kolovrat comme gouverneur de Bohême, descendait d'une des plus illustres familles du royaume ; elle avait fourni aux Habsbourgs des administrateurs distingués, et Charles lui-même, pendant son séjour à Prague, déploya une très féconde activité ; les routes furent améliorées et plantées d'arbres, des bateaux à vapeur sillonnèrent l'Elbe depuis Mielnik jusqu'à la frontière ; la capitale fut transformée ; on prépara la construction des chemins de fer qui, suivant la remarque d'Helfert, devaient rendre à Prague, au moins en partie, les avantages que lui avait valus au moyen âge sa situation au centre géographique de l'Europe.

Chotiék, comme beaucoup d'hommes d'action, n'aimait pas à être gêné dans ses projets et il traitait avec une désinvolture peu dissimulée la diète dont le pédantisme et les lenteurs l'ennuyaient. A propos de la construction d'un monument en l'honneur de François I[er], voté par les

États, il se substitua à eux avec une telle impudence que quelques seigneurs se fâchèrent, demandèrent qu'on leur présentât des comptes, réclamèrent la nomination d'une commission d'enquête. Le Grand-Burgrave ne s'émut pas de cette attaque et, s'il ajouta dans son rapport à la Chancellerie que, dans le cas où on le désapprouverait, il était prêt à donner sa démission; c'était dans sa pensée une pure clause de style. Metternich, autant que nous en pouvons juger par le journal de Mélanie, sa femme, aperçut la portée de l'incident et fut d'avis de soutenir le Gouverneur. Kolovrat, qui n'aimait pas l'homme qui l'avait remplacé aux Hratchany, désireux peut-être de ne pas compromettre sa popularité en Bohême, fit adopter un moyen terme; on blâma la résolution des États et on accepta la démission de Chotiék (juillet 1842).

Cette reculade, mal dissimulée sous de puériles rebuffades, était une invite à l'opposition. Les nobles ne savaient guère jusqu'où s'étendaient leurs droits : sur la proposition du prince Schwarzenberg, ils prièrent Palatsky de leur faire des conférences sur la constitution de 1627 et les changements qu'elle avait subis; depuis longtemps en relations personnelles avec quelques-uns de ces tories, il les aidait à dégager leurs revendications constitutionnelles. Les historiens jugent en général sans bienveillance cette Fronde aristocratique; Springer, très attentif et ordinairement bien renseigné, très passionné aussi, l'accable de ses sarcasmes; les mémoires de Pinkas ne sont pas beaucoup plus favorables. — D'après lui, les nobles n'étaient pas le moins du monde hostiles en principe au despotisme, mais ils étaient agacés d'être soumis à l'autorité des capitaines de cercles, des conseillers auliques et des secrétaires qui étaient en général des bourgeois; leur héroïsme se bornait à des clabauderies et, dès que la cour avait parlé, les plus audacieux se taisaient; le public, pourtant en général peu favorable au gouvernement, était enchanté des semonces que s'attirait une caste détestée; qu'attendre d'ailleurs d'une bande où la jeunesse était arrivée à un état

d'ignorance, de corruption et de sottise qui aurait pu facilement provoquer de sanglantes explosions et où les femmes soulevaient par leurs désordres l'indignation populaire ?

Ce réquisitoire, trop véhément pour ne pas éveiller quelque scepticisme, n'est certainement pas complètement faux. Le portrait très amusant, — et ressemblant, — du comte Frédéric Deym dans les Mémoires de Meissner, ne nous donne pas une idée très glorieuse de certains aristocrates, bornés, hautains, qui appliquaient de la plus étrange sorte les idées libérales dont ils se targuaient. Frédéric Deym [1], dont l'idéal politique eût été l'Angleterre, « si elle n'avait pas eu une Chambre des communes pour tout déranger », n'admettait pas qu'il y eût d'autres intérêts que ceux de la grande propriété. Parmi ses amis, beaucoup partageaient les mêmes préjugés; le prince Hugo Salm refusait de prendre part à l'inauguration du chemin de fer de Prague : — « Il s'agit d'un sacrifice sur l'autel de Mammon, on veut célébrer un événement qui ressemble à une tempête; ses avantages pour l'avenir sont problématiques, les ruines actuelles qu'il entasse sont certaines. Il n'y a pas lieu de se réjouir, mais d'attendre. » — Le comte Waldstein demandait que l'on aggravât les peines dont les braconniers étaient passibles; la majorité des Diètes repoussait les projets de rachat des corvées et maintenait avec une cupidité farouche son monopole de vente de l'eau-de-vie et de la bière sur les domaines seigneuriaux. — Une classe qui avait si peu l'intelligence des désirs et des besoins du peuple, n'avait aucune chance de trouver des sympathies dans la masse de la nation, et, isolée en face du pouvoir, elle était condamnée à l'impuissance et à la lâcheté, puisqu'il est dans la nature humaine que dans un combat trop inégal, les soldats se battent mal.

Il est en somme difficile d'admettre avec les quelques écrivains qui se sont constitués les apologistes des États de Bohême, que la révolution de 1848 est venue malheu-

1. Ne pas confondre avec Albert Deym qui se rattachait au parti national tchèque et fut l'ami de Havlitchek.



reusement interrompre une campagne qui eût abouti à la conquête d'une constitution libérale. Prenons garde cependant de condamner en bloc un parti qui se composait d'éléments très divers. Un groupe assez nombreux de seigneurs comprenait la nécessité de mériter la confiance du peuple par des concessions, et il était dans la nature des choses que ce groupe s'accrût à mesure que la lutte avec le gouvernement devenait plus sérieuse. S'il n'y a rien d'étonnant à ce que des hommes qui avaient dans le sang deux siècles de servitude et qui, en général, étaient liés aux Habsbourgs par des liens de fidélité personnelle, n'aient pas toujours montré beaucoup de fermeté, et si ces troupes improvisées furent sujettes à de brusques paniques, il semble bien du moins que, dans les escarmouches de 1842 à 1847, elles s'aguerrirent sensiblement, et il est certain que ces premiers engagements contribuèrent à réveiller dans la masse le goût des libertés publiques; en dépit de quelques défaillances de détail, le rôle de la diète pendant cette période, sans être glorieux, ne fut ni sans utilité, ni même sans honneur.

En apparence, les questions en jeu, surtout au début, étaient très insignifiantes; ce qui se débattait au-dessous, c'était le droit pour les États de voter l'impôt et d'en surveiller l'emploi, c'est-à-dire, en dernière analyse, tout le régime politique. Metternich s'en alarmait fort : « La Bohême est maintenant exposée à tous les dangers, écrivait la princesse en 1843 ; personne n'agit, on laisse aller les choses et on se borne à protéger personnellement des gens qui, pour la plupart, n'ont pas grand mérite [1]. » Le gouvernement donnait la mesure de sa faiblesse par ses indécisions, ses maladresses, ses déclarations cassantes, suivies de brusques défaillances. Il crut désarmer l'opposition en désignant comme gouverneur du royaume, l'archiduc Etienne. Excellent cavalier, homme du monde accompli, l'archiduc, suivant l'expression des Grenzboten,

1. VI, p. 654.



jeta quelques rayons de soleil dans la vie monotone et grise du palais silencieux de la Vltava; mais il n'avait aucune expérience des affaires, il ne connaissait pas le pays, et sa nomination, qui révélait les inquiétudes de la Chancellerie, accrut l'audace des mécontents.

En 1845, une députation présenta au roi leurs requêtes. Leur thèse était hardie : — dans les temps les plus anciens et avant tout droit écrit, les États ont existé..... Ils ont pour origine ou le contrat fondamental de la monarchie ou des chartes formelles; mais, dans l'un et l'autre cas, ils sont les représentants du pays, et les rois seraient obligés de respecter leurs prérogatives alors même que leur intérêt ne le leur commanderait pas. — La cour, maladroitement, se laissa entraîner sur le terrain des principes, et, tout en affirmant qu'elle n'avait jamais méconnu les titres de la Diète et n'avait pas la moindre intention de les contester, elle rappela les réserves sous lesquelles les privilèges du pays avaient été confirmés par Ferdinand II; elle mettait en présence le droit du peuple et celui du souverain qui, suivant l'expression de Retz, ne s'accordent jamais si bien que dans le silence. La question posée était de celles qui ne se résolvent que par un coup de force, d'en haut on d'en bas.

La Diète n'eut pas de peine à démontrer à quelles absurdes conséquences aboutissait la théorie du ministère: — Eh quoi, faisait très justement remarquer le comte Albert de Nostits, est-ce à dire que les États sont une assemblée à bail temporaire? Leur condition serait ainsi inférieure à celle de n'importe quelle société particulière qui a au moins le droit de compter sur l'avenir, à condition de ne pas dépasser ses statuts. — On chargea une commission de préparer une nouvelle adresse. La discussion y fut très animée : on parla de la souveraineté du peuple, des libertés naturelles. En définitive, les remontrances furent assez molles et la majorité ne les soutint qu'avec une évidente timidité : la cour disposait dans la Diète d'une importante minorité, formée par le banc ecclésias-

tique, les villes [1] et la plupart des chevaliers que leur pauvreté livrait à toutes les séductions; il lui suffisait de gagner une dizaine de seigneurs pour emporter le vote, et les opposants étaient tenus aux plus extrêmes ménagements, s'ils ne voulaient pas être abandonnés par leurs alliés les plus timorés. Les patriotes tchèques, peu exigeants, bien placés du moins pour juger la situation, n'étaient pas mécontents : encore quelques années, écrivait Havlitchek, et nous n'aurons rien à envier à la constitution hongroise. Tchélakovsky saluait l'aurore de la liberté : — seulement des écoles et tout ira bien!

La lutte reprit, plus véhémente, à propos de la réforme judiciaire. Depuis longtemps, les villes se plaignaient des frais que leur imposait l'entretien des tribunaux criminels; la Diète ne contestait pas la justesse de leurs réclamations, mais ne voulait voter l'argent nécessaire que si on la consultait sur les principes du nouveau régime. Pour éviter son intervention, la Chancellerie déclara que les dépenses nouvelles seraient imputées sur le budget général de l'Empire. Les Seigneurs, déjà très peu satisfaits de cette solution, éprouvèrent une indignation naturelle quand ils virent le gouvernement, par une véritable escroquerie, ajouter aux impôts ordinaires du royaume un crédit supplémentaire de 50,000 florins, qui correspondait exactement aux frais des nouveaux tribunaux (1846).

Au milieu de l'émotion générale, le comte Lamberk prononça un discours qui parut très hardi parce qu'il abandonnait la fiction historique et traduisait en langage moderne les désirs du groupe constitutionnel : — il demandait en concluant que le gouvernement ne contractât aucun emprunt sans l'autorisation des États, qu'il leur soumît chaque année un projet de budget et leur présentât ses comptes à la fin de l'exercice [2]. — La majorité ne suivit pas

1. Les villes étaient représentées par leurs magistrats municipaux qui étaient à la discrétion du gouvernement. C'était une des raisons pour lesquelles les Seigneurs se montraient très peu disposés à leur accorder une représentation moins dérisoire; il en était de même en Hongrie.

2. Falk, Der bœhm. Landtag von 1847, p. 168 et sq.



Lamberk dans ses propositions un peu vagues, mais elle repoussa les crédits (1847). La cour le prit de haut, traita ce refus d'inconvenant et invita la Diète à inscrire sans discussion les 50,000 florins. — Ce qu'on exige de nous, répliqua le prince Auersperg, c'est de renoncer à notre droit le plus précieux, le vote de l'impôt. Divers orateurs furent plus vifs, Nostits, Wurmbrandt. — Un membre de la Diète, dit Lazanski, doit être prêt à sacrifier ses biens et sa vie pour la patrie; je ne serai jamais un rebelle, mais je donnerai volontiers ma tête pour mon pays[1]. — Frédéric Deym attaqua vivement les conseillers qui avaient amené le roi à violer la parole qu'il leur avait engagée et qui auraient à répondre devant Dieu, devant les peuples et devant l'histoire, d'avoir compromis la couronne.

La réplique du Directeur des États, fort maladroite, mit le feu aux poudres : le droit de la diète de voter l'impôt, dit-il, implique pour elle le devoir moral de ne faire usage de sa prérogative que dans l'intérêt du peuple; elle ne voudrait pas forcer le roi qui les avait jusqu'alors traités en père, à parler en souverain. — Wurmbrandt, un des plus animés, protesta contre cette tentative pour intimider « les libéraux »; — je ne changerais pas d'opinion, s'écria Lazanski, même si des baïonnettes étaient aux portes de cette salle; une menace ne saurait avoir d'influence sur une conscience libre. — Comme la majorité persista dans son opposition, la cour ordonna aux administrations financières de passer outre et elle adressa un blâme sévère au comte Lamberk; en même temps, elle invitait ses agents à ne plus permettre à l'avenir que les orateurs s'aventurassent sur un terrain qui n'était pas de la compétence des États (sept.-oct. 1847).

Quelle eût été la réponse des nobles à ces provocations? — Diverses résolutions avaient prouvé qu'en face de l'attitude des ministres, ils commençaient à comprendre la

1. Falk, p. 224.

nécessité de se concilier les sympathies des populations : ils avaient demandé la fondation d'une Banque hypothécaire, l'établissement à Prague d'une Filiale de la Banque d'Autriche, la création d'une caisse d'épargne ; en 1846, ils renonçaient au privilège fiscal que leur avait restitué Léopold II et ils prenaient à leur charge une surtaxe de 360,000 florins dont étaient dégrevées les tenures rurales ; ils se montraient favorables à l'ouverture d'un théâtre tchèque et mettaient à l'ordre du jour la nomination dans les gymnases de professeurs tchèques, rétribués sur le budget du royaume. Ces avances, accueillies avec sympathie par le parti national à Prague, n'avaient dans le reste du royaume qu'un faible retentissement, et quelques concessions, incomplètes et lentes, ne désarmaient pas les rancunes des paysans : l'alliance du peuple et de l'aristocratie était impossible tant que le régime de la propriété foncière n'avait pas été modifié et que les corvées subsistaient. Le gouvernement, qui connaissait ces divisions et qui en avait déjà profité en Galicie, s'imaginait qu'il lui serait toujours facile, en exploitant les haines sociales, d'intimider les nobles ou de les écraser ; il ne lui venait pas à l'esprit de se demander si ses calculs trop apparents ne se retourneraient pas un jour contre lui et s'il ne se trouverait pas alors isolé en face de partis coalisés dans une colère commune.

Les débats de la diète tendaient déjà à répandre dans les classes les plus diverses la conviction que le régime actuel ne pouvait se prolonger et à surexciter les désirs d'affranchissement économique et politique, ce qui naturellement coïncidait dans les régions slaves avec une haine plus vigoureuse contre l'administration allemande. Wessenberg, arrivant en 1839, était frappé de « l'espèce de deuil qui s'étendait sur les champs, à perte de vue. Tout cela est si inanimé, plongé dans un tel silence, que l'on dirait toujours que le pays attend son réveil. A de longs intervalles seulement apparaissent des villages qui ne consistent le plus souvent qu'en misérables cabanes, couvertes

de paille; nulle part aucune trace de richesse. Les paysans, au moins les jours de travail, sont pauvrement habillés; les femmes, nu-pieds et couvertes de haillons.,.. Partout la saleté; les auberges sont détestables; il n'y a pas un village du canton de Berne qui n'ait une meilleure hôtellerie que les villes de province en Bohême »[1].

Naturellement, ce témoignage d'un voyageur n'a qu'une valeur médiocre, et il convient de ne pas pousser le tableau trop au noir; les réformes de Joseph II avaient rendu quelque confiance aux paysans, et, depuis lors, l'amélioration des routes, l'introduction des machines, le progrès des sciences naturelles et de la chimie agricole, avaient certainement accru la prospérité publique. Le système des jachères était abandonné, les prairies artificielles se multipliaient, la charrue inventée en 1827 par les frères Véverka élevait dans une proportion sensible le rendement des récoltes. La mortalité baissait et la natalité s'élevait; la population augmentait rapidement et le royaume n'était dépassé à ce point de vue que par les provinces italiennes.

La condition moyenne des paysans était certainement moins mauvaise en 1848 qu'en 1780, ce qui ne prouve pas qu'ils fussent contents de leur sort ni qu'ils eussent lieu en général de se tenir pour satisfaits. A mesure en effet que l'instruction se répandait, les plus fortunés des cultivateurs sentaient plus vivement les inconvénients du régime féodal qui se survivait, tandis que la masse végétait encore souvent dans un état d'extrême misère qui avait son origine dans l'existence d'immenses latifundia et dans les redevances de toutes sortes qui pesaient sur les tenures rurales. C'est ainsi que l'accroissement de la population était surtout sensible dans les régions industrielles des montagnes, qui, avec leurs 2,000,000 d'habitants, dépassaient les neuf cercles purement agricoles du centre qui n'en comptaient que 1,950,000; à côté des provinces de

1. Arneth, Wessenberg, II, p. 206.



Chroudim, de Kralové-Hradets et de Boleslav, où la situation était relativement bonne, les pays de l'ouest et du sud étaient sensiblement moins avancés.

Bien que le service militaire eût été réduit de quatorze à huit ans, le paysan avait conservé la coutume, pour prévenir toute contestation sur son droit de propriété ou pour exempter son fils, de lui transmettre de très bonne heure son domaine : il avait alors de quarante à quarante-cinq ans, des enfants au berceau, d'autres naissaient encore. Le jeune propriétaire, obligé de payer une pension à ses parents, d'entretenir ses frères jusqu'à leur majorité, de leur rembourser en argent leur part d'héritage et souvent d'acquitter les engagements de son propre père vis-à-vis de ses oncles, entrait dans la vie avec une charge accablante qu'il traînait jusqu'au moment où il succombait à la tâche ou s'en déchargeait à son tour sur les épaules de son successeur. Jusque-là, suivant l'expression énergique de Brauner qui avait étudié de près la situation des paysans, il avait dans tous les siens « autant de voleurs légaux »[1] ; comme le crédit foncier n'existait pas, il tombait bientôt dans la main de l'usurier juif qui consommait sa ruine. Son existence n'était qu'une longue lutte contre la misère et il n'avait ni l'entrain ni les capitaux nécessaires pour améliorer son exploitation : à la veille de la révolution de 1848, l'Autriche importait plus de produits agricoles qu'elle n'en exportait, bien que sa consommation fût très faible[2].

Malgré les réformes de Joseph II, le régime féodal pesait sur le pays d'un poids assez lourd pour affaiblir de la façon la plus grave l'esprit d'initiative et d'entreprise. Le seigneur n'avait pas cessé de détenir une partie de l'autorité publique et les lois qui protégeaient en principe ses tenanciers, étaient bien souvent illusoires. Les corvées surtout demeuraient fort oppressives. Les nobles, intimidés par l'opinion publique, étaient les premiers à condamner

1. De là, de terribles luttes intestines qui vont quelquefois jusqu'au crime. — Brauner, Bauernzustænde, p. 15.
2. Violand, *Die soziale Gesch. d. Revolution in Oest.* Leipz., 1850.

un système de culture qui, disaient-ils, était très onéreux pour le paysan et très peu fructueux pour le propriétaire. Naturellement cela ne les empêchait pas de s'opposer sournoisement au rachat, d'autant plus que beaucoup d'entre eux, très obérés, n'étaient pas en état d'entreprendre une exploitation directe. Le gouvernement, à qui incombait la tâche de servir d'arbitre aux deux partis, par une négligence criminelle, — à moins que ce ne fût par un calcul odieux, — écartait les projets de réforme qui lui étaient présentés; il enfouit ainsi dans ses cartons un plan de Mathias Thun (1836), bien étudié et qui avait été expérimenté avec succès dans plusieurs états d'Allemagne. Quand les jacqueries polonaises le forcèrent à sortir de son inaction, son effort se borna à l'ordonnance du 18 décembre 1846 qui autorisait les paysans à racheter leurs corvées, c'est-à-dire qu'il leur reconnaissait une liberté qui n'avait jamais été sérieusement mise en question et dont ils jouissaient dans tous les cas sans contestation depuis plus d'un demi-siècle. Naturellement, les cultivateurs ne montrèrent aucun empressement à profiter d'une loi qu'ils avaient toujours considérée comme inique et leur rancune s'accrut contre le ministère viennois qu'ils accusaient de les avoir encore une fois trahis.

Il n'était pas rare même alors que les diverses redevances seigneuriales enlevassent aux travailleurs la moitié de leur gain, et, comme l'impôt absorbait de 17 à 24 pour 100, ils conservaient à peine un tiers du produit brut [1]. — En Silésie, écrit la Constitution [2] (1848), un laboureur qui cultive trente arpents de terre, doit par an de 108 à 144 jours de corvée avec un attelage de deux chevaux et

1. V. Zenker, Die Wiener Revolution 1848 in ihren sozial. Voraussetz., 1897. Il ne peut évidemment s'agir ici que de moyennes très générales; la situation variait de commune à commune, et souvent même sur un seul domaine les différences étaient très grandes. — Tegoborski (Des finances et du crédit public en Autriche, Paris, 1862, p. 162) donne des chiffres sensiblement inférieurs; les radicaux tracent au contraire un tableau beaucoup plus sombre de la situation. Les conclusions de Zenker me paraissent modérées et vraisemblables.

2. Journal radical, qui choisit évidemment ses exemples.



28 jours de corvée simple, sans compter les corvées de chasse, six nuits de veille au château, le bois à couper, — plus le cens, la dîme, l'impôt. Un journalier, qui ne possède pas un pouce de terrain, doit cinquante-deux jours de corvée par an ; ajoutez-y les prestations, la contribution scolaire, les fournitures au curé, les logements militaires, les redevances communales : bref, il paie en tout au moins 100 florins; dans les cas les plus favorables, s'il n'est pas malade, s'il ne chôme pas, il peut gagner 120 florins; il lui reste ainsi pour vivre un peu moins de vingt sous par semaine. Le petit propriétaire, plus malheureux encore, paie plus qu'il ne gagne et il ne vit que du travail de sa femme et de ses enfants; la dîme lui prend chaque sept ou huit ans une récolte complète; les lods et ventes, les taxes de justice, les exactions des employés achèvent de lui arracher jusqu'à son dernier sou. — Je répète qu'il est imprudent de tirer de quelques faits particuliers des conclusions trop générales et je crois que les écrivains qui, comme Violand, parlent à ce moment « de la misère indescriptible des habitants des campagnes » dépassent la mesure. Les textes du moins nous permettent d'affirmer que les redevances qui pesaient sur eux étaient très lourdes, et, — ce qui au point de vue historique n'est pas moins important, — qu'ils les supportaient avec une impatience croissante. Les discussions sans cesse renouvelées et les préambules des ordonnances leur avaient inspiré l'ardente conviction qu'ils étaient victimes d'une injustice odieuse et leur haine hésitait entre le maître qui les dépouillait et le gouvernement qui ne les protégeait pas. Ils n'avaient aucune organisation et étaient ainsi hors d'état de prendre l'initiative d'une révolution, mais ils l'appelaient de leurs vœux les plus ardents et leur concours était acquis à tous ceux qui les aideraient à briser leurs chaînes.

Les ouvriers, pas plus que les paysans, n'avaient aucune raison d'être satisfaits de la politique de la Cour[1]. Les diffi-

1. KUDLICH, *Rückblicke u. Erinner.*, Vienne, 1873. — BEER, *Die Finanz. Oest. im XIX J.*, 1879. — RESCHAUER, *Gesch. der Kampfes der Handwerker*



cultés et les souffrances qu'entraînait dans l'Europe entière le développement de la grande industrie étaient accrues en Autriche par les pratiques d'une administration timorée et ignorante. François I[er], qui voyait dans les industriels « des libéraux déguisés », aurait voulu leur retirer les franchises dont ils jouissaient depuis Joseph II et rétablir le système des corporations. Comme sa volonté était faible, ses ministres, qui redoutaient le contre-coup financier de ces changements, avaient à peu près réussi à apaiser son ardeur réactionnaire, mais naturellement il ne pouvait être question de supprimer les vestiges encore nombreux de l'ancien régime. On s'en tenait ainsi à un système bâtard, qui n'était ni celui de la libre concurrence ni celui des corporations et qui avait à peu près les inconvénients de l'un et de l'autre. L'Empereur voyait avec déplaisir l'établissement de nouvelles fabriques, si bien que les anciens manufacturiers étaient les maîtres incontestés du marché et ils constituaient une oligarchie dont l'influence était d'autant plus étendue que les plus grand seigneurs étaient directement intéressés aux affaires industrielles. L'alliance du despotisme et de l'aristocratie, qui, en dépit de quelques froissements momentanés, plus bruyants que graves, était la caractéristique même du gouvernement autrichien, se traduisait sur le terrain économique par les monopoles, par les tarifs prohibitifs qui fermaient la monarchie aux articles étrangers, et par l'abandon de la classe ouvrière à l'autorité discrétionnaire des patrons.

Metternich, qui commençait à pressentir les avantages politiques que la Prusse tirait du Zollverein, apercevait les dangers d'une tradition qui rendait impossible tout rapprochement intime avec l'Allemagne, et il signalait « l'influence des plus fâcheuses qu'exerçait cette attitude de passivité au point de vue du développement et du bien-être des provinces et en particulier de la Bohême [1] ». Comme

Zünfte und der Kaufmannsgremien mit der oest. Bureauk., Vienne 1882. — Naske, *Die gewerbpolit. Beweg. in Oest.*, Brünn 1896.

1. VI, p. 561.



en politique, il critiquait et n'agissait pas. On mena grand tapage de l'arrivée au ministère d'un parvenu qu'on disait homme d'initiative, Kubeck; il se trouva qu'il avait dépensé toute son énergie pour vaincre les obstacles qui l'écartaient du pouvoir et ses réformes se bornèrent à une série de rapports[1]. La réforme douanière de 1844, mal étudiée et insuffisante, ne fit qu'aggraver le mal.

Les manufacturiers, qui n'étaient pas tenus en éveil par la concurrence étrangère, produisaient des articles médiocres qu'ils vendaient cher; ils ne s'adressaient ainsi qu'à un marché très étroit, qui se dérobait aux moindres crises, et leurs bénéfices, énormes et incertains, donnaient à leurs affaires une apparence de jeu plus que de véritable commerce. Cela créait chez eux une inquiétude qui se traduisait par une impitoyable dureté. Les mêmes hommes qui sollicitaient sans cesse l'intervention abusive de l'État, s'indignaient de la plus légère tentative de protection en faveur des ouvriers. Ils n'admettaient même pas que la loi se préoccupât des femmes et des enfants que la misère poussait toujours plus nombreux dans les ateliers. — A quoi bon? demandait le rapport officiel qu'ils avaient inspiré : les enfants ne travaillent que douze ou treize heures par jour tout au plus. Ils sont malades? — Mais quelles sont leurs maladies? — Des fluxions de poitrine, parce qu'ils s'agitent trop dans les récréations, et des maladies d'estomac, parce que leurs parents les gâtent. D'ailleurs, les anciens règlements suffisent : le décret de 1786 n'a-t-il pas en effet ordonné que les enfants employés dans les manufactures seront peignés et lavés au moins deux fois par semaine, et visités deux fois par an par les médecins? — Le décret de 1842, qui fixait à douze heures le maximum de travail pour les enfants de douze ans, se heurta à une résistance obstinée de la part des patrons et il ne fut pas exécuté. Les salaires atteignaient à peine le chiffre nécessaire pour que les ouvriers ne mourussent pas

1. Schmidt, Zeitgenœss. Gesch., p. 590 et sq.

de faim, et la très faible consommation du sucre, du café et du tabac, témoignait de l'exiguïté de leurs ressources.

L'introduction de nouvelles machines, et en particulier des perrotines, qui commencèrent à pénétrer en Bohême vers 1840, jeta la consternation dans ces populations, réduites aux abois, d'autant plus qu'elle coïncidait avec une crise industrielle qui affolait déjà les ouvriers des Monts des Géants. Des émeutes éclatèrent à Brno en 1843. L'année suivante, les ouvriers de Prague se mirent en grève, détruisirent les machines dans cinq fabriques : l'armée intervint, rétablit l'ordre. Mais, quelques jours plus tard, les terrassiers qui construisaient la ligne de Pardoubitse à Prague, licenciés par l'entrepreneur, s'ameutèrent, voulurent pénétrer dans la ville; ils furent arrêtés aux portes par les grenadiers, essayèrent de forcer la consigne : une décharge en abattit sept, il y eut de nombreux blessés (8 juillet 1844 [1]).

Le gouvernement, après avoir tenté de faire le silence, présenta des explications saugrenues : il signala dans ces troubles la main du Tsar Nicolas qui soudoyait l'agitation communiste pour effrayer les gouvernements et obtenir d'eux les mesures répressives qu'il désirait. Comme cependant les troubles continuaient, on nomma une commission d'enquête qui révéla des faits graves : les patrons imposaient aux ouvriers des amendes abusives, les forçaient à acheter des marchandises avariées. Conclusion facile à prévoir, bien que paradoxale, on édicta contre les travailleurs des mesures de répression plus rigoureuses : on leur interdit d'organiser des collectes, on soumit leurs caisses de secours mutuels à la surveillance de l'administration; beaucoup d'ouvriers, réduits à la plus noire détresse, sollicitèrent la permission d'émigrer : on la leur refusa. La crise fut aggravée par une série de mauvaises récoltes : les routes

1. Horatchek, Les origines du mouvement ouvrier tchèque, dans les Travaux de l'Académie, v, p. 18. Horatchek me paraît s'en être tenu aux renseignements semi-officiels; il aurait pu tirer un meilleur parti des Grenzboten et des autres journaux.



étaient infestées de mendiants; les grandes villes, en particulier Vienne et Prague, étaient envahies par une population famélique, démoralisée par la misère; le malaise universel se traduisait par de brusques explosions, des rixes, des « chasses aux Juifs ». « L'emploi de la force brutale, écrivait Metternich, est le plus grand malheur qui puisse atteindre une société. Les canons sont la dernière ressource, mais elle n'est excusable que s'il est démontré que tout autre moyen de sauver la société est impossible. » C'est à cette impasse que son apathie avait conduit la monarchie.

Les paysans et les ouvriers tchèques étaient tout naturellement poussés par leurs souffrances et leurs colères vers le parti national. La plupart des patriotes tenaient de trop près par leurs origines aux déshérités pour ne pas compatir à leur détresse, et ils furent en partie arrachés par ces préoccupations matérielles au domaine des rêves où ils s'attardaient. Naturellement, ils conservèrent toujours la tare de leur éducation, un idéalisme fumeux, une confiance aveugle dans les formules, une disposition lamentable à prendre les mots pour des idées, un optimisme qui faisait bon marché des difficultés concrètes, cet ensemble en un mot de vertus et de ridicules, de fantaisie, de panache et de bonne volonté qui donne une physionomie si distincte à la génération de 1848, candide et déclamatoire, héroïque et burlesque, admirable et puérile. Du moins, ils commencent à s'affranchir de l'hypnotisme littéraire, aperçoivent l'existence du monde réel, sortent de la coterie où ils ont jusqu'alors vécu, étendent leur propagande et la varient.

Amerling, dont l'action fut grande de 1835 à 1848, est un exemple curieux de l'évolution qui se produit alors. Ce disciple de Comenius et ce contemporain de Kollar était aussi un adepte de Saint-Simon : il réclamait pour son peuple la mission de convertir l'Europe à la religion de la justice et de la paix, et, pour qu'il fût capable de tenir le rôle qu'il lui réservait, il poursuivait une réforme radicale de l'éduca-



tion, de manière à permettre à tous les hommes de développer intégralement toutes leurs facultés. Il avait ouvert à Boudets en 1839 un vaste établissement qui devait être à la fois une école normale idéale et un Institut, le foyer de la vie nationale et le laboratoire de l'avenir. L'entreprise, trop complexe et médiocrement menée, périclita vite; mais de ces utopies généreuses, quelques parcelles survécurent. Amerling attirait à lui des ouvriers, leur faisait des cours de chimie et de technologie, s'intéressait à leurs métiers. Ses amis, à sa suite, sortaient de leur tour d'ivoire, éprouvaient le besoin de se rapprocher de la masse laborieuse. En 1844, ils eurent l'idée de fonder un cercle : un prêtre, Jean Arnold, très actif, recruta de nombreuses adhésions; comme l'administration refusa d'abord l'autorisation, on s'adressa à l'archiduc Étienne, qui approuva les statuts. Le *Cercle bourgeois*, la Miéstianska Bécéda, compta dès 1846, au moment de son inauguration, une centaine de membres actifs, et elle est depuis lors un des principaux centres de l'opposition slave. Très rapidement, des associations analogues s'organisèrent dans les autres villes et groupèrent les hommes qui étaient demeurés fidèles aux traditions nationales. La police était fort ombrageuse : du moins, à se trouver ainsi réuni, on se sentait moins faible, on s'habituait à l'action publique; on confessait plus hardiment ses opinions. Le *Slava* (gloire) national se substituait au *vivat* traditionnel; on travaillait à s'affranchir de l'hégémonie économique des Allemands et on conquérait sur eux la majorité dans la Société industrielle, après une lutte animée où se formèrent quelques-uns des futurs orateurs du parti tchèque.

Les patriotes étaient un peu novices sur ce terrain d'activité pratique et il leur arrivait de ne pas toujours proportionner leurs efforts à l'importance réelle du but à atteindre; ils vivaient au jour le jour, sans programme général, sans prévoir les difficultés, et leur négligence leur attira une déconvenue des plus fâcheuses et dont les conséquences pèsent encore lourdement sur la Bohême. Prague produit

sur ses habitants une intoxication analogue à celle que subissent les Parisiens; la vie y est si intense qu'on y oublie le reste du monde. Les plus remarquables écrivains de la Renaissance tchèque étaient venus de Moravie et de Hongrie, mais ils ne s'étaient pas assez préoccupés de maintenir des rapports constants entre la capitale et ces populations lointaines qui formaient la réserve de l'avenir [1]. Le réveil slave fut ainsi très lent en Moravie, et, sans doute, le voisinage de Vienne, l'ignorance des habitants et les résistances de la bourgeoisie beaucoup plus germanisée qu'en Bohême, expliquent en partie cette longue torpeur; seulement, on ne voit pas que ces difficultés aient le moins du monde excité l'ardeur du prosélytisme tchèque et, en dehors des prêtres catholiques, la liste des missionnaires qui répandirent en Moravie l'Évangile national est des plus courtes. Les patriotes, qui manquèrent ici de dévouement et de prévoyance, ne manquèrent pas moins complètement d'adresse : ils renouvelèrent la sottise des seigneurs au xve et au xvie siècle et il s'en fallut de très peu que leur outrecuidance ne provoquât une rupture formelle entre les deux pays.

S'il est vrai qu'il n'y a pas de frontière entre la Bohême et la Moravie, il est vrai aussi qu'elles se tournent en quelque sorte le dos, celle-ci ouverte vers le Danube et le Midi, celle-là vers l'Elbe et la mer du Nord. Leur histoire a été parallèle plutôt que vraiment commune et, en particu-

1. En dépit de toutes les leçons du passé, ces déplorables habitudes n'ont pas disparu. Le voyageur qui arrive à Prague, est frappé de l'extraordinaire ignorance des cercles les plus instruits, quand il est question de la Moravie, de la Silésie et des Slovaques. Je trouve un exemple frappant, — et lamentable — de cette négligence dans la grande Encyclopédie qui se publie actuellement à Prague : l'article relatif à la Bohême est excellent, avec des parties supérieures; l'article consacré à la Moravie est absolument insuffisant, et les questions les plus graves, le progrès slave, la lutte des nationalités, n'y sont même pas abordées. C'est d'autant plus étonnant que les jeunes érudits moraves ne manquent pas et que Slavik, par exemple, eût été certainement en état d'écrire un travail analogue à celui de Tchélakovsky. Il serait indispensable que les politiques bohêmes apprissent à étendre leurs regards autour d'eux; le rétablissement de l'unité de la couronne tchèque ne peut être que la conséquence de l'union étroite des esprits.



lier depuis 1627, elles avaient vécu d'une vie indépendante[1]. Dans le peuple, la haine de l'Allemagne préparait un terrain d'entente ; les classes dirigeantes en Moravie étaient hantées au contraire par la crainte d'être réduites à la condition d'arrière-vassaux et de tomber dans une sorte de dépendance vis-à-vis de Prague. Les Tchèques, qui ne nourrissaient aucun méchant projet, insistèrent imprudemment sur les titres qu'ils tenaient des anciens traités ; leurs déductions, incontestables au point de vue juridique, avaient pour leurs voisins quelque chose de déplaisant et elles furent assez mal accueillies ; les centralistes trouvèrent un argument précieux contre les théoriciens du droit historique dans la tiédeur manifeste avec laquelle le programme de Prague était reçu à Brno. A plusieurs reprises, il ne sembla pas invraisemblable que ces sourdes mésintelligences pussent aboutir à un véritable schisme. Avant 1848, quelques écrivains moraves parlaient d'adopter leur dialecte particulier comme langue littéraire et leur projet n'échoua peut-être que grâce à l'autorité personnelle de Palatsky. Les patriotes moraves étaient d'ailleurs si isolés dans leur propre pays qu'ils eussent commis une lourde imprudence en se privant bénévolement de l'appui des Slaves de Bohême et ils continuèrent bon gré mal gré à venir chercher le mot d'ordre à Prague. Si l'union des deux pays demeura longtemps assez peu cordiale, du moins évita-t-on un divorce retentissant.

Les Slovaques, qui, à l'est de la Moravie, habitent, dans la Hongrie septentrionale, les hautes vallées des Beskides et des Tatras, furent moins bien inspirés. Ils formaient un groupe d'environ 2,000,000 d'hommes, très voisins des Tchèques, solides travailleurs, sobres, économes, mais qui, abandonnés par les classes supérieures, avaient grand'-peine à arrêter la poussée magyare. Ils n'avaient pas

1. Les historiens tchèques exagèrent beaucoup l'importance réelle des liens qui unissaient le margraviat au royaume et ils tombent à ce propos dans leur péché mignon, qui consiste à prendre des textes de lois pour des réalités ; quand le droit ne crée pas le fait, il est supprimé par lui.



réussi à défendre leur capitale Pozoun (Presbourg) contre les Allemands, et leurs autres centres, Saint-Martin, Nitra, Trnava, Trentchin, ne sont que des bourgades où quelques pauvres ecclésiastiques entretiennent seuls une faible vie intellectuelle [1]. Leurs besoins à tous les points de vue étaient faibles, et leur dialecte, qui se développait avec une extrême lenteur, restait beaucoup plus voisin de ses origines que le tchèque proprement dit. Ils avaient accepté le bohême comme langue littéraire au moment où, au xve siècle, quelques Hussites leur avaient apporté l'hérésie ; ils avaient ensuite à diverses reprises offert un refuge aux protestants persécutés, en particulier aux Frères. Quand, sous Léopold, le catholicisme reprit l'offensive en Hongrie, — il n'y a plus aujourd'hui parmi les Slovaques que 800,000 dissidents sur une population totale de 2,000,000 d'habitants, — le clergé, par défiance pour la langue de Hus, ou simplement par désir d'être mieux compris de la population, s'écarta peu à peu des modèles consacrés, et, comme d'ailleurs Prague n'exerçait plus aucune attraction sur les esprits, les écrivains firent de larges emprunts aux dialectes locaux. A la fin du xviiie siècle, quelques patriotes, pour résister à l'invasion de l'allemand, érigèrent en système ce qui n'avait été jusqu'alors qu'une évolution inconsciente, et le curé Antoine Bernolak (1762-1813) groupa autour de lui une école assez active et féconde, qui introduisit officiellement le slovaque dans la littérature.

Il avait adopté le dialecte des régions occidentales, assez différent de celui qu'emploie la majorité des habitants. Certaines particularités de son orthographe n'étaient pas non plus très heureuses ; l'opposition soulevée par son programme fut vive, surtout chez les protestants, pour lesquels le tchèque était la langue liturgique, et ils pensèrent avoir cause gagnée quand Kollar et Chafarjik eurent pris rang parmi les chefs les plus éminents du mouvement pra-

1. Pitch, Esquisse sur l'histoire politique et littéraire des Slovaques, 1875 et 1877 (en russe). — J. Vltchek, La littérature Slovaque (1880, Prague), dans la Bibliothèque tchéco-slovaque de Pokorny.



guois. Les Slovaques étaient à ce moment dans une situation très critique; les Magyars, chez lesquels ils avaient trouvé pendant tout le moyen âge des alliés bienveillants, avaient été pris d'une fièvre de prosélytisme qui n'est pas encore tombée et ils avaient commencé contre les autres nationalités une chasse sans merci; leur chauvinisme était surtout impitoyable pour les Slaves dans lesquels ils détestaient l'avant-garde de la Russie. Il eût semblé naturel que les persécutés demandassent un appui à leurs frères d'origine, mais ils ne rencontrèrent à Prague que des sympathies un peu trop intermittentes et ils furent amenés ainsi à se demander si leur alliance avec les Tchèques n'avait pas plus d'inconvénients que d'avantages.

Le meilleur moyen d'intéresser le peuple à la cause nationale n'était-il pas de lui parler son propre dialecte, celui qu'il avait balbutié tout enfant, plutôt qu'un idiome qu'il n'entendait qu'à demi? Et ce retour au slovaque n'était-il pas aussi la meilleure réponse à opposer aux Magyars qui affectaient de poursuivre dans le tchèque une langue étrangère et dans ceux qui la parlaient des criminels de haute trahison. Ces arguments, qui furent très vivement appuyés par le clergé catholique, s'étayaient de raisons sentimentales, qui venaient directement du romantisme. — Les Slovaques n'étaient-ils pas comme leurs frères de Bohême les fils légitimes de la Slavie? Pourquoi auraient-ils eu besoin d'introducteurs à son foyer? Tous les dialectes avaient le même droit au respect, et leur langue sonore, très rapprochée du paléoslave et pure d'influences étrangères, ne méritait pas les dédains dont elle était l'objet.

Vers 1845, Louis Stour, qui était l'âme du parti national dans la Hongrie septentrionale, abandonna définitivement le tchèque et adopta le dialecte que l'on parlait dans les comitats du centre; Hodja en fixa l'orthographe et Hattala, bien connu depuis par ses travaux de philologie, en établit la grammaire; en 1852, les partisans attardés de Bernolak et les disciples de Stour se réconcilièrent



au congrès de Pozoun (Presbourg), et depuis lors les Slovaques mènent une existence de plus en plus isolée.

Ils n'ont pas eu beaucoup à se louer de leur résolution et, en face des Magyars, dont la force et les exigences croissent sans cesse, il est peu vraisemblable qu'ils parviennent, avec leurs seules ressources, à sortir de la situation subordonnée où ils sont réduits. Quant aux Bohêmes, ils eurent le tort de ne pas comprendre, — et il n'est pas bien sûr qu'aujourd'hui encore ils aient une complète intelligence de la gravité de cet événement, — quel coup portait à leur cause la sécession de cette grand'garde de deux millions d'hommes, qui perdait contact avec le corps d'armée et qui, en prétendant combattre seule, compromettait le succès général. Par leur impéritie et leur négligence, ils étaient déjà, en partie, responsables du schisme des Slovaques, ils en aggravèrent les suites par leur intolérance et leur raideur; ils parlèrent de défection, ce qui n'avait aucun sens, et ils lancèrent contre les traîtres l'excommunication majeure; puis, après avoir ainsi sottement contribué à rendre plus difficile la réconciliation nécessaire, ils revinrent paisiblement à leurs travaux habituels, reprirent leurs petites querelles, sans plus songer aux fils imprudents qui cherchaient aventure loin du foyer commun.

Cela tient à ce qu'ils avaient malgré tout beaucoup de peine à se guérir de leur idéalisme, à prendre goût à l'humble tâche quotidienne dont est faite la trame de la vie des peuples comme celle des individus. Ils trouvèrent heureusement alors un guide excellent dans un journaliste dont la carrière fut courte, mais qui avait l'esprit si lucide et si ferme et une telle horreur des idées vagues qu'après lui les prophètes et les marchands d'orviétan ne réussissent plus à écouler leur marchandise.

Havlitchek [1] a sur les autres chefs du mouvement une

1. Charles Havlitchek (1821-1856), né à Borovy, près de Niémetsky-Brod; précepteur en Russie (1843-1844), d'où il rapporte ses *Tableaux de Russie*, directeur du Journal de Prague (1846), fonde le *National* (1848, Narodni Noviny), et, après son interdiction, le *Slave* (1850), avec ses admira-



supériorité évidente : il est beaucoup moins pénétré par les influences étrangères, beaucoup plus directement empreint des traditions nationales. Il a passé sa jeunesse dans une ville purement tchèque, et, quand il a connu plus tard les insolentes prétentions des Allemands, sa colère n'a rien eu de littéraire : l'enfant de la maison a senti la rougeur lui monter au front à la vue des intrus qui voulaient le reléguer au second plan. Il n'implore plus la générosité de ses adversaires, il réclame son droit, et il ne se tiendra pour satisfait que le jour où il aura rendu à son peuple sa place, qui est la première. La raison, « son bourreau, son tourment », se révolte chez lui contre les prescriptions de l'Évangile qui ordonnent le pardon des offenses : il a trop la haine de l'injustice pour ne pas haïr les tyrans et il croit que la victime qui se résigne au joug mérite son malheur et perd les sympathies de l'histoire.

Dès ses premières années, il n'avait eu qu'un désir, être un utile et vaillant serviteur de la patrie. — Mon Dieu, fais que je sois appliqué, pour que la Bohême soit un jour satisfaite de moi! — Dans ce but, il entre au séminaire, comme beaucoup de jeunes gens d'alors « qui allaient résolument travailler à la vigne de leur peuple, lâchement abandonné ». L'atmosphère lui en parut vite irrespirable. Fervent de Hus, comme tous ses contemporains, Havlitchek lui a surtout emprunté le respect de sa propre conscience et la haine de la hiérarchie. — « Frère tchèque, rejette le froc noir; c'est ce froc que portaient les Romains,

bles et célèbres *Lettres de Koutna-Hora*. Obligé par la victoire de la réaction, et après une défense merveilleuse de courage et d'esprit, d'abandonner son journal (août 1851), il est traduit devant le jury pour délit de presse; acquitté, il est enlevé de nuit et interné à Brixen : il y écrit ses *Élégies tyroliennes* et sa *Croix de Saint-Vladimir*. Le désespoir et le climat minent sa santé, et, quand il reçoit enfin l'autorisation de rentrer à Prague, c'est pour y mourir. On trouvera les renseignements bibliographiques nécessaires dans sa Biographie par Masaryk, Prague, 1896 : c'est une œuvre très suggestive, qui prouve combien une imagination puissante et des convictions vigoureuses peuvent modifier l'interprétation naturelle des textes. D'après moi, le Havlitchek réel n'a absolument aucune ressemblance avec celui de Masaryk. — Tobolka publie actuellement une excellente édition des œuvres du grand journaliste.



nos ennemis, qui brûlèrent Hus à Constance. — Frère tchèque, foule aux pieds le surplis, le surplis blanc, que portaient les Jésuites, qui ont brûlé notre gloire. » — Sa foi religieuse est très vague : Voltaire, qui a été le maître de sa pensée, ne lui a guère enseigné qu'un dogme, la haine de l'intolérance. — « Tant que l'hérésie n'avait pas été extirpée, les Tchèques étaient condamnés à l'enfer après leur mort, et, en attendant, ils jouissaient du paradis ; depuis que Dieu t'a donnée à nous, Sainte-Vierge de la Montagne-Blanche, nous avons le paradis dans le ciel et l'enfer sur la terre. »

Il quitta la soutanelle et partit pour la Russie ; il y resta deux ans et revint guéri de tout mysticisme panslave. Il apportait un programme précis : conquérir pour ses concitoyens l'égalité complète, absolue, à laquelle ils avaient droit, les affranchir de cette déférence atavique qui courbait les plus hardis devant l'Allemagne. — « Un imbécile tchèque est égal devant Dieu à un imbécile allemand, et, à choisir, j'aimerais mieux être le Tchèque, un peu par préjugé patriotique, un peu parce que tout Tchèque peut devenir un tel imbécile sans grand travail ni tourment. » — « J'ai lu souvent qu'un homme qui sait deux langues vaut deux hommes et j'en demeure d'accord, c'est-à-dire qu'un homme d'esprit qui sait deux ou trois langues, vaut deux ou trois hommes d'esprit, et un sot, dans les mêmes conditions, égale à lui tout seul deux ou trois sots. » — Il faut que les Bohêmes redeviennent maîtres chez eux : — « Jamais les fils d'une même race n'oppriment leurs frères avec la même dureté que des étrangers ; chez ceux-ci l'avidité se renforce de la haine et du mépris qu'éprouvent presque toujours les peuples voisins les uns pour les autres. Si un hôte qui n'a pas été appelé, s'installe par la force dans une maison qui ne lui appartient pas, pour sa plus grande commodité et au dam des maîtres du pays, et qu'il soit ensuite chassé, a-t-il le droit de crier à l'injustice ? » — Il traduisait ainsi dans un langage d'une précision souveraine les vagues exhorta-



tions des patriotes, et il mettait en même temps ses auditeurs en garde contre les espérances vaines et les compromissions dangereuses. Il ne doutait pas que l'avenir n'amenât une réconciliation universelle dans la justice, mais il jugeait que de bons poings et de solides épaules ne nuisent pas aux bonnes causes ; il ne pensait pas que l'on s'acquittât de ses devoirs envers son peuple en prononçant quelques paroles sonores, et il demandait « que le patriotisme descendît de la bouche dans les mains ». Surtout, il recommandait à ses lecteurs de ne pas se laisser duper par les mots — « L'idée de Kollar est vaine : les Russes, les Polonais, les Tchèques, les Illyriens ne forment pas un seul peuple... Pour être de bons Slaves, nous devons, avant tout, rechercher le bien de notre propre nation. Sans doute, nous sommes libres d'attendre passivement qu'à un moment donné la Russie nous arrache à nos ennemis; c'est très commode et médiocrement honorable..... Mais nous pouvons aussi travailler par nous-mêmes à développer notre nationalité et, en servant ainsi l'idée de liberté que ne connaît pas la Russie, exercer sur elle une influence favorable... Je ne conteste pas la réalité de la Slavie, mais elle a pour base la réalité des divers groupes slaves. » — Palatsky disait de même : Je suis slave, mais tchèque; seulement, Havlitchek avait l'art de parler aux foules, et peu d'hommes possédaient au même degré que lui le talent de dégonfler les ballons.

Pour dérouter la censure, il avait pris pour thème ordinaire de ses articles dans le Journal de Prague les événements d'Irlande; les lecteurs saisissaient au vol les allusions et le nom de Repeal devint vite populaire. La surveillance méticuleuse de la police ne parvenait pas à prévenir toute agitation : quelques adeptes de Mazzini avaient essayé de fonder à Prague une section de la Jeune-Europe; on répandait par milliers d'exemplaires la lettre où Ronge [1] expliquait son apostasie. Une brochure intitulée : Un mot

1. Ronge, prêtre allemand, s'était séparé de l'Église (1844) et avait fondé la secte des néo-catholiques.



sur le patriotisme et la nation tchéco-slave, demandait le rétablissement de la monarchie de Saint-Venceslas et formulait nettement pour la première fois le programme politique du parti national.

C'est de ces désirs de liberté et d'autonomie que s'inspirait le petit groupe, qui se réunissait à la Balance d'or, sur le marché aux légumes, et qui se désignait lui-même sous le nom de club du Repeal. Il y avait là quelques Allemands, mais la majorité était formée de Tchèques : Gautch, un de ces agents d'affaires que les seigneurs accusaient d'exciter leurs paysans ; Sabina, orateur chaleureux, journaliste éminent, qui resta jusqu'à ses dernières années l'idole du parti radical [1]; Emmanuel Arnold, ancien intendant du prince de Rohan; très remuant, il venait de publier un livre contre les Jésuites, qui était en réalité l'œuvre de Sabina et qui lui valut un an de prison. Les membres du Repeal avaient gagné des partisans dans l'Université grâce à un étudiant en médecine, Ruppert, et au fils d'un des avocats les plus connus de Prague, Fritch, qui n'avait pas encore dix-huit ans, mais avait déjà donné des preuves de son exaltation politique et tirait un certain prestige des relations qu'il avait eues à Londres et à Paris avec l'émigration polonaise. Ils comptaient d'assez nombreux amis parmi les élèves de l'École des Beaux-Arts, dirigée par un Allemand dont le fanatisme exaspérait ces jeunes gens; dans le clergé, quelques prêtres mystiques encourageaient leurs espérances. Ils rencontraient des sympathies assez vives dans le peuple, où avaient pénétré les ouvrages des socialistes français, et les ouvriers les écoutaient volontiers commenter les articles de Havlit-

1. Sabina fut condamné à mort en 1849; sa peine fut commuée en dix-huit ans de carcere duro. Après l'amnistie de 1857, il revint à Prague, prit une part très active au mouvement littéraire et fut un des précurseurs du socialisme. Il fut accusé par J. Grégr de relations suspectes avec la police et ne réussit jamais à se disculper. — Pour moi l'affaire reste obscure : fut-il vraiment poussé par la misère? Fut-il seulement imprudent? Dans tous les cas, les ouvriers ne lui tinrent pas rigueur. — V. les articles très intéressants d'Arbès, dans Notre Époque (2e année); il n'arrive pas à des conclusions très fermes, mais paraît plutôt favorable à Sabina.



chek. — Un peuple qui perd sa nationalité, disait-il, est condamné au mépris et à la misère : les vainqueurs se réservent les fonctions bien rétribuées, accaparent le commerce, l'industrie et en général les occupations lucratives et faciles, et laissent aux vaincus les tâches grossières et pénibles.

A côté du Repeal, des centres d'opposition s'organisaient. Pinkas, qui était surtout un libéral, représentait l'opinion moyenne de la bourgeoisie qui n'attachait encore qu'une importance secondaire aux questions de races et désirait avant tout être débarrassée de la censure et de la police. Dans les cafés, le banquier Læmmel critiquait la politique financière du gouvernement et Brauner parlait de la nécessité d'abolir la corvée. Les patriotes se donnaient rendez-vous *au Primat*, chez le brasseur Vaniék, ou à l'*Oie Dorée*, dont le patron, le père Faster, bon enfant, exubérant et bavard, était une des physionomies amusantes de Prague.

On est toujours tenté en histoire de prendre pour des causes des événements qui, en réalité, ne frappent nos regards que dans la lumière des incidents qui ont suivi. Il est bien certain que la révolution de 1848 aurait parfaitement pu être retardée encore et que les petites intrigues qui agitaient la Bohême n'ont pas déterminé la chute de Metternich. Mais d'abord elles nous prouvent que l'autorité du gouvernement faiblissait, et ensuite elles nous expliquent la facilité avec laquelle fut accepté le nouvel ordre de choses. Le Chancelier succomba avant tout à une conspiration de palais, mais cette conjuration sournoise n'aurait pas eu un tel retentissement si depuis longtemps l'opinion n'eût escompté et désiré un changement radical.

En Bohême, les patriotes avaient d'abord remis en honneur la langue et l'histoire nationale, rendu au peuple le goût de la lecture, réveillé chez lui l'amour des vieilles traditions; pour relever son courage, ils lui avaient montré dans le lointain la masse redoutable de la Slavie, dont l'ombre se projetait sur l'Allemagne. Leur programme s'était ensuite précisé et accentué; ils avaient compris que



l'indépendance politique était la condition du maintien de leur nationalité, et ils avaient eu dès lors pour alliés plus ou moins conscients les nobles, désireux de retrouver quelque autorité, les libéraux, humiliés et exaspérés, les masses populaires enfin, qui depuis un demi-siècle, attendaient l'accomplissement des promesses de Joseph II. Ils avaient ainsi peu à peu entraîné dans leur orbite les classes les plus différentes qui oubliaient un moment leurs rivalités pour marcher à l'assaut du pouvoir. Les funérailles de Ioungmann (nov. 1847) furent comme une revue solennelle des forces slaves à la veille du combat et elles prirent une grandeur symbolique. La première génération, celle qui avait soulevé la pierre du tombeau où dormait le peuple tchèque, avait terminé son œuvre : elle s'endormait, la conscience paisible et satisfaite de son œuvre, après une journée de dur labeur vaillamment supportée, en laissant à ses successeurs le soin de conduire vers la liberté et l'autonomie cette nation qu'ils avaient ressuscitée. Les jeunes combattants acceptaient sans peur la lourde tâche qui leur incombait. — « Nous revenions avec mon père de cette grandiose manifestation, écrit Fritch, nous marchions fièrement comme des vainqueurs qui se préparent à de nouvelles luttes, décisives ; quand nous fûmes rentrés, mon père respira à fond, comme si on lui eût enlevé une pierre de la poitrine : Mes enfants, dit-il, il me semble que nous gagnerons ; notre force est déjà grande : avec la permission de Dieu, ils ne l'écraseront pas. »

A la même époque, Metternich voyait partout s'écrouler l'édifice qu'il avait si péniblement soutenu jusqu'alors : en Suisse, en Italie, en Allemagne, la révolution levait la tête ; en Hongrie, l'audace du parti radical grandissait rapidement et le mouvement, se propageant de proche en proche, gagnait le Tyrol, la Moravie, la Basse-Autriche. Les inquiétudes du prince perçaient dans sa correspondance de plus en plus morose : « le monde est bien malade, écrivait-il à Apponyi : chaque jour montre que la



gangrène morale s'étend, et, si vous ne me voyez pas fléchir devant le mal, n'en cherchez la cause que dans un caractère qui ne sait pas plier devant les difficultés et dans la force que prête la vérité à ceux qui savent la reconnaître [1]. » — Bien qu'il plastronnât encore par habitude, il se sentait atteint, isolé, poussé vers la retraite par la coalition de toutes les impatiences et de toutes les défaillances, et il avait perdu jusqu'au goût de la lutte : — il m'a fallu bien du temps, disait-il à sa femme, pour comprendre certaines paroles qui se trouvent souvent répétées dans la Bible, par exemple, celles qui concernent Abraham : Et fatigué de l'existence, il se coucha pour s'endormir de l'éternel repos. Combien cela est clair pour moi maintenant! Je suis si fatigué de la vie ! — Ses vantardises et l'étalage de ses aphorismes poncifs ne faisaient plus illusion à personne : « Quand on le voit, écrivait un témoin d'une perspicacité médiocre, Vitzthum d'Eckstædt, sourd comme un pot, ratatiné à l'état d'ombre, perdu dans des phrases et des truismes depuis longtemps usés, on s'aperçoit que ce n'est pas lui qui domptera la tempête. Et l'Empereur! Je l'ai aperçu hier pour la première fois; je ne le croyais pas si mal. » Hubner, qui est un apologiste du Chancelier et du régime, raconte que, quelque temps avant la Révolution, à son passage à Milan, il fut invité à dîner chez le maréchal Radetzky : « remarquez-vous comme il tremble, dit à Hubner son voisin, le général Walmoden, en désignant le maître de la maison; c'est qu'il se fait vieux, — après quoi il s'endormit. — Regardez-le, dit alors Radetzky à Hubner, en clignant de l'œil; cela fait encore le galant, et cela ronfle en plein dîner. » C'était un résumé pittoresque de la gérontocratie autrichienne : l'édifice était vermoulu, et au premier souffle, il tomba en poussière.

1. VII, p. 330.

LIVRE II

RÉVOLUTION ET RÉACTION

CHAPITRE PREMIER

LA RÉVOLUTION A PRAGUE [1]

Une époque nouvelle. — Le 11 mars à Prague : le Comité de Saint-Venceslas; les Tchèques et le ministère : dualisme ou fédéralisme. — Le Décret du 8 avril et les résistances allemandes. — Le Parlement de Francfort et Palatsky. — Le Comité national (10 avril). — La fuite de l'Empereur à Innsbruck : essai d'alliance des Tchèques et de la cour; le comte Léo Thun. Le congrès slave. — Le maréchal Windischgrætz et l'émeute de la Pentecôte.

1648, 1748, 1848, — par trois fois, à un siècle d'intervalle, la Bohême subit une crise qui détermine pour longtemps ses destinées. Mais, tandis que la paix de Westphalie l'avait livrée à l'absolutisme catholique et qu'après le

1. Les textes se trouvent réunis dans Schopf, *Wahre u. ausfürl. Darstel. der am 11 Mærz..... Prag begonnenen Volksbewegung*, et dans Tcherny, *La lutte pour le droit*, Prague, 1893. — Cp. la *Provinzial Gesetzsammlung d. K. Bœhmens f. d. J. 1848.* — Les principaux journaux sont : en tchèque, le *Journal de Prague* (rédigé d'abord par Havlitchek, puis par Sabina, avril-juin, devient ensuite l'organe officiel), — et le *National* (fondé par le comte Vojtiéch Deym avec Havlitchek pour rédacteur); — en allemand, la *Bohemia* et le *Konstit. Blatt von B.* Les articles de Havlitchek ont été publiés par Touma et plus complètement par Tobolka. — Les histoires de Springer et de Helfert, *Gesch. Oesterreichs vom Ausgange des Wiener October-Aufstandes*, 1869, — titre d'ailleurs assez inexact, — ne doivent être consultés qu'avec prudence; Springer est un libéral centraliste, Helfert un fédéraliste, catholique et réactionnaire, tous deux très passionnés. — Touzimsky, *A l'aurore des temps nouveaux* (Prague 1898), ouvrage de vulgarisation, bien étudié ; les nombreuses gravures qu'il renferme le rendent intéressant à consulter même pour les personnes qui ne savent pas le tchèque. — L'origine du mouvement et le Congrès slave ont été l'objet de deux monographies importantes de Tobolka, *Débuts de la vie constitutionnelle en Bohême* (1898) et *le Congrès slave* (1901) avec de très complètes indications bibliographiques. — Sur les événements de Prague : (Helfert), *Aus Bœhmen nach Italien, der Prager Juni-Aufstand* (1897), et ses articles sur

traité d'Aix-la-Chapelle Marie-Thérèse l'avait dépouillée des derniers débris de sa liberté, 1848 marque un arrêt dans cette descente continue vers la servitude. Le peuple, depuis si longtemps opprimé, fait tête à ses adversaires et les force à reculer. — Triomphe éphémère, non sans portée ni sans lendemain.

D'abord, en Bohême comme dans une grande partie de l'Europe, la révolution supprime à peu près complètement les restes du régime féodal. Que les deux-tiers ou les trois-quarts de la population soient désormais libres de disposer de leur travail, qu'ils deviennent vraiment des membres actifs de la société et qu'ainsi dégagée du poids mort qui encombrait sa marche, elle s'avance allègrement vers l'avenir, ce n'est certes par une conquête insignifiante, et, pour le parti national tchèque en particulier, ce n'est pas un médiocre gain que l'émancipation de ces masses rurales qui forment le fonds solide de son armée.

Puis, la réaction peut bien écraser l'insurrection populaire, elle n'ose pas restaurer ouvertement les principes de l'ancien régime. Si les successeurs de Metternich tiennent le pouvoir d'une main plus brutale, ils ne se présentent jamais que comme des dictateurs intérimaires. Tout aussi bien que Napoléon III, Schwarzenberg parle du couronnement de l'édifice, et il ne conteste pas en théorie la souveraineté du peuple; le despotisme n'est plus une doctrine, il n'est plus qu'un expédient.

Thun dans l'*Œsterreich. Jahrbuch*, 1896. — La Revue des Deux Mondes a publié en 1848 un article de Thomas, la *Praguerie de 1848*; l'auteur s'est servi de journaux allemands de Bohême et son récit est curieux comme indication des tendances du moment. — Sur les rapports des deux nationalités, Marchan, *les Tchèques et les Allemands en 1848*. — La partie constitutionnelle a été traitée dans le livre de Boh. Rieger, *Notre développement constitutionnel depuis 1848* (*1897*). Les Mémoires contemporains les plus intéressants sont ceux de Fritch 1891, de Sob. Pinkas qui s'arrêtent malheureusement dès les premières semaines, de Meissner, de Hartmann, Hanslick, Holenia, etc. — Je reçois le second volume de Zibrt, *Bibliographie de l'histoire tchèque*, Prague, 1902. C'est une œuvre monumentale, avec laquelle il sera facile de compléter ces indications sommaires. L'œuvre de Zibrt s'arrête actuellement vers 1420, mais on trouvera des renseignements précieux dans les chapitres généraux.



Cette apparition d'un droit nouveau était favorable aux Tchèques, — et dangereux. — A la théorie féodale qui fondait l'État sur des conventions juridiques se substituait la conception moderne qui lui donne pour base la volonté populaire. Les Slaves d'Autriche, qui se réclamaient eux aussi de l'Évangile démocratique, n'abandonnaient pas cependant sans inquiétude les garanties précises que leur fournissaient les anciens textes; d'autant plus que, dès le premier jour, il fut évident qu'entre les divers peuples de la monarchie, le règlement des droits ne serait pas facile, et que les Allemands, habitués à l'exercice du pouvoir, se posèrent aussitôt comme les héritiers de la dynastie et prétendirent retenir leurs concitoyens dans une situation inférieure.

En face de ce retour offensif de l'absolutisme centralisateur que dissimulaient mal une phraséologie moderne et l'étalage de principes démocratiques, les Tchèques hésitèrent entre deux systèmes divergents, et, pour établir leurs titres, ils invoquèrent tour à tour la liberté des peuples de disposer d'eux-mêmes et les traditions historiques; ils parlèrent à la fois de DROIT D'ÉTAT et de VOLONTÉ NATIONALE. Cette hésitation théorique donna souvent à leur tactique une apparence d'incertitude, et, de même que leur programme manquait de netteté, à plusieurs reprises, aux moments décisifs, le trouble de leur pensée se traduisit par des tergiversations et des incohérences. Ils n'apportèrent pas dans leurs revendications l'inflexible volonté des Magyars, qui, moins soucieux de logique que de succès, sacrifièrent sans discussion les principes à l'intérêt de leur race.

Il est vrai qu'ils étaient en beaucoup moins bonne posture. — Les Slaves, écrivait Havlitchek, — et il traduisait sur ce point l'opinion unanime de ses amis, ont absolument besoin de l'Autriche, puisque sans elle ils ne sauraient échapper aux ennemis qui les guettent de tous les côtés. — Ils étaient par conséquent obligés à des ménagements extrêmes vis-à-vis de la dynastie qu'ils savaient qui leur

était indispensable ; ils se trouvaient dans la situation de diplomates dont on prévoit que dans aucun cas ils n'iront jusqu'à une rupture ouverte. Le voisinage de l'Allemagne était pour eux un rappel continu à la sagesse, et la présence dans le royaume même d'un groupe compact d'ennemis irréductibles, riches, instruits, guidés par des chefs très ardents, qu'il eût été dangereux de pousser à bout, exagérait encore leur réserve. Ils ne pouvaient pas non plus compter, comme les Magyars, sur une noblesse belliqueuse et dévouée à l'idée nationale, et la richesse même de leur peuple, arrivée à un état de civilisation fort avancée, leur imposait les plus extrêmes ménagements. Il est possible qu'ils aient parfois un peu trop vivement senti cette nécessité de la prudence et, à certaines heures, il n'aurait pas été mauvais que le souverain n'eût pas été trop sûr d'avance de leur résignation. Cependant, quand on songe aux périls qu'aurait aussitôt créés une fausse manœuvre, on hésite à condamner une tactique qui, à en juger par les résultats, n'était pas après tout si mauvaise. Il est vrai que les Slaves de Bohême n'ont pas rempli tout leur programme et leurs succès n'ont pas eu l'éclat triomphal de ceux des Magyars : ils sont tels cependant qu'ils les protègent contre toute surprise et leur permettent de regarder l'avenir sans inquiétude.

Naturellement, dès le moment où ils sortirent de l'opposition passive, les meneurs du parti se divisèrent. Suivant leur caractère et leur tempérament, les uns cherchèrent leur appui dans la noblesse, et les autres, dans le peuple ; ceux-ci, plus dominés par la question nationale et le droit naturel, et ceux-là, par les préoccupations politiques et les traditions historiques. Ces divergences, qui provoquèrent une douleur naïve, étaient inévitables et elles n'eurent pas les suites désastreuses qu'on leur attribue volontiers. Je ne crois pas le moins du monde, par exemple, comme l'affirment volontiers les libéraux, que l'entêtement orgueilleux de Clam-Martinits ou les complaisances de Rieger pour la noblesse féodale expliquent l'échec des fédé-

ralistes en 1871, et, quoi qu'en disent les conservateurs, je suis convaincu que, même sans l'échauffourée de la Pentecôte, la révolution de 1848 eût fatalement provoqué une réaction absolutiste. Il eût fallu un véritable miracle pour qu'une poignée d'hommes, sans expérience, sans tradition, sans alliés, réussît du premier coup à imposer à ses adversaires le respect de ses désirs; il suffisait pour le moment qu'ils les eussent formulés et qu'ils eussent ainsi inscrit la Bohême sur le tableau de l'avenir.

*
* *

La nouvelle de la chute de Louis-Philippe éclata à Prague au milieu du joyeux tumulte du carnaval qui n'avait jamais été si brillant (29 février). On l'annonçait depuis si longtemps que personne n'y songeait plus et, au début, la stupeur fut générale [1]. Les jours suivants, en dépit de la censure, les rumeurs les plus étranges se répandirent : la révolution se propageait de proche en proche, c'était comme un écroulement de châteaux de cartes; les autorités n'attendaient pas la première sommation pour capituler. Les libéraux allemands, réunis à Heidelberg, préparaient la réunion d'un Parlement à Francfort (5 mars); l'Italie était en feu depuis le commencement de l'année; Kossuth à Pesth, dans un discours célèbre, réclamait « une constitution pour tous les pays de l'Autriche ».

A Prague, quelques membres des États, à leur tête les comtes Deym et Wurmbrandt, demandèrent au Grand-Burgrave de convoquer la diète : au moment où le trône

1. Quelques écrivains, entre autres Maly, croient à l'existence d'une vaste conspiration européenne; ils parlent d'émissaires de la propagande révolutionnaire et essaient de prouver que le coup de main de février avait été annoncé à Prague et y était attendu. — Ce sont là des songeries creuses. Fritch a certainement raison quand il remarque que les républicains français, — qui d'ailleurs furent très surpris de leur triomphe, — n'avaient peut-être jamais entendu parler de la Bohême et avaient sur sa géographie des idées aussi peu précises que celles de Shakespeare.



était menacé, il convenait de grouper autour de lui ses plus loyaux défenseurs. Leur dévouement parut suspect, on leur objecta qu'il ne fallait pas accroître l'agitation; leur démarche, qui ne fut connue que plusieurs semaines après, n'eut aucune action sur la suite des événements. Les conservateurs tchèques déplorent aujourd'hui que les défiances de l'administration n'aient pas alors permis aux États de prendre la direction du mouvement et ils se plaisent à supposer qu'au milieu de l'ouragan qui bouleversa l'Empire, ils auraient réussi à sauver du naufrage les droits historiques du royaume. — Tout est possible.

En l'absence d'une représentation régulière du peuple, les quelques radicaux qui avaient formé le club du Repeal, se mirent en avant. On raille volontiers les fautes qu'ils commirent par la suite; peut-être serait-il juste aussi de reconnaître que leur initiative supposait un certain courage. Seraient-ils suivis? — S'ils échouaient, ils jouaient leur liberté et peut-être leur vie. — Ils rédigèrent une proclamation, dont le préambule un peu emphatique servait d'introduction à des conclusions assez modestes; ils invitaient les Praguois à se réunir le samedi suivant, 11 mars, à 6 heures du soir, dans une salle qu'ils indiquaient, pour prendre les mesures que comportait la situation. Cet appel fut affiché dans les rues et des convocations adressées par la poste aux principaux habitants.

Les personnes auxquelles ils s'adressèrent pour présider la réunion se dérobèrent. Brauner, dont l'influence était grande dans les campagnes et qui passait pour fort énergique, avait la goutte : fâcheux contretemps! Du moins, il reçut les délégués du Comité, discuta avec eux le projet de résolution qu'ils comptaient soumettre à la réunion et qu'il jugea vague, trop conforme aux formules alors courantes. Il avait l'esprit précis et connaissait bien le pays et les dispositions de ses habitants : il ne supprima pas les articles qui étaient de style à ce moment, liberté de réunion et de discussion, respect du secret des lettres, droit de pétition, suppression de la censure. Il en ajouta d'autres qui

avaient une tout autre portée : rachat de la corvée, abolition du règne féodal, égalité des citoyens devant l'impôt et le service militaire, égalité complète des deux nationalités au point de vue de l'enseignement et de l'administration; les fonctionnaires seraient tenus de posséder à fond les deux langues du pays, les diverses provinces de la couronne, — Bohême, Moravie et Silésie, — seraient unies sous une administration générale commune, et les questions d'intérêt général relèveraient du Parlement du royaume qui se réunirait alternativement à Prague et à Brno. — Ce programme, trop vaste et qui posait trop de questions et trop complexes, résumait du moins avec une remarquable sûreté les désirs essentiels des diverses catégories du parti tchèque et il avait été tracé d'une main si ferme que, depuis lors, chaque fois que les Slaves de Bohême ont formulé leurs vœux, ils sont revenus au projet de Brauner.

Plusieurs radicaux jugèrent la pétition un peu timide et regrettèrent surtout qu'il n'y fût pas question de l'organisation du travail. Comme ils désiraient n'inquiéter personne, ils se résignèrent et obtinrent à cette condition le concours d'un petit employé, Trojan, qui n'était pas fâché de jouer un rôle et d'ouvrir sur les foules enthousiastes les robinets intarissables de son éloquence monotone et creuse. Il sollicita le consentement des autorités qui avaient complètement perdu la tête. Le directeur de la police et le commandant en chef de l'armée, Windischgrætz, étaient absents; le Grand-Burgrave, Rodolphe Stadion, avait été envoyé à Prague avec la mission de mater la diète, mais rien ne justifiait la réputation de vigueur et d'adresse qu'on lui avait faite; le bourgmestre, dans son effroi, recourait aux plus étranges expédients.

La révolution de 1848 restera toujours en histoire un des exemples les plus curieux des phénomènes d'autosuggestion collective : les bourgeois s'évanouissaient devant des fantômes et les gouvernements s'effondraient devant des apparences d'insurrection. Malgré les progrès de la grande industrie en Bohême, il ne pouvait encore y



être vraiment question de parti ouvrier; les manufactures étaient rares, la production se répartissait entre un grand nombre de petits patrons qui avaient autour d'eux deux ou trois compagnons; les prolétaires n'avaient ni organisation, ni chef, ni programme. Parce que cependant on avait annoncé une réunion publique, des rumeurs sinistres couraient : on voyait déjà les débardeurs et les portefaix du Podskal [1] installer dans la capitale leur tyrannie sanguinaire; les boutiquiers couraient retirer leur argent de la caisse d'épargne et les rentiers se réfugiaient à la campagne. Les fonctionnaires affolés passaient par les alternatives les plus lamentables de couardise et de férocité. Quand Trojan leur promit de maintenir l'ordre, ils saisirent avec empressement ce prétexte pour dégager leur responsabilité.

L'endroit choisi pour la réunion, les *bains de Venceslas,* au milieu de casernes et d'établissements publics où s'embusquèrent les agents de police, indiquait à lui seul que les instigateurs de l'entreprise n'avaient aucune arrière-pensée d'insurrection. Le 11 mars, vers sept heures, quelques curieux apparurent, assez rares; la nuit était tombée, un vent tiède fondait la neige, on piétinait dans la boue; le propriétaire du local, — une de ces salles de concert et de bal telles qu'on en trouve beaucoup à Prague, — refusait d'ouvrir; des fenêtres des casernes voisines, les soldats consignés se moquaient des manifestants déconfits. Enfin, vers sept heures et demie, Faster arriva, puis Trojan; ils décidèrent l'aubergiste, après de pénibles négociations, à leur donner les clés. La foule, qui avait peu à peu grossi, s'engouffra dans la salle, à la lueur vacillante de quelques lampes fumeuses qu'on s'était procurées à grand'peine; l'estrade des musiciens servit de tribune. La discussion fut très calme, rapide, et la pétition de Brauner fut acceptée en général, avec certains amendements qui lui imprimèrent un caractère plus radical. Après avoir fait élire

1. On désignait ainsi le faubourg qui s'étend sur la rive droite de la rivière, en amont, au pied du Vychehrad.



un comité d'une trentaine de membres, que l'on désigna depuis sous le nom de comité de Saint-Venceslas et qui reçut la mission de donner à la pétition sa forme définitive et de la transmettre à l'Empereur, Trojan, qui commençait à être débordé, éteignit les lumières, et l'assemblée se dispersa paisiblement. Le mouvement était lancé : les Praguois, les premiers dans l'Autriche occidentale, avaient donné le signal de la lutte contre l'absolutisme, et le programme qu'ils avaient tracé, liberté politique, égalité des races, autonomie des groupes historiques, est bien encore le seul qui puisse réconcilier dans la justice les divers peuples de la monarchie.

Les autorités, qui n'avaient pas osé interdire la réunion du 11, ne s'opposèrent pas non plus ouvertement aux réunions du Comité, mais elles cherchèrent sourdement à paralyser son action. Leurs intrigues furent déjouées par les événements de Vienne et, à partir du moment où arriva à Prague (14 mars) la première nouvelle de l'émeute de la capitale et de la retraite de Metternich (13 mars), elles perdirent jusqu'à la volonté de défendre leur pouvoir. Le 15, Stadion se rendit au théâtre pour annoncer que l'Empereur avait accordé à ses peuples une constitution, la liberté de la presse et la formation de gardes nationales. La prétendue insurrection de Vienne n'avait guère été qu'une parade, peut-être préparée, certainement prévue sans tristesse par une partie de la Cour et quelques très hauts personnages. Au milieu du brouhaha, dans l'énervement des conseils contradictoires qui se croisaient, l'archiduc Louis avait accepté la démission du Chancelier, et cette concession, qu'il eût été extrêmement facile de ne pas accorder, avait jeté le désarroi dans le parti gouvernemental. Même après cependant, Windischgrætz, qui reçut un moment la dictature, se faisait fort de rétablir l'ordre; l'archiduc recula et, dès lors, la révolte fut maîtresse de la ville.

Cette héroï-comédie fut vite transfigurée par la légende; on narrait sur le ton épique les exploits des Viennois, on



se grisait d'héroïsme; les étudiants, rassemblés à l'Université, cataloguaient à leur tour leurs griefs et juraient de mourir pour la patrie. L'enthousiasme s'échauffait d'heure en heure; après la déclaration de Stadion, ce fut un délire. Du milieu de la foule un cri s'éleva : des lampions, des lampions! Une immense promenade aux flambeaux fut organisée (15 mars); on alla saluer les principaux habitants de la ville, Faster, le comte Vojtiéch Deym, le prince Camille Rohan, que sa charité avait rendu populaire; il parut à la fenêtre avec de longues banderolles rouges et blanches, — ce sont les couleurs nationales, — les baisa, les lança au peuple; puis, pour symboliser la ruine de l'ancien régime, il jeta dans la rue une pluie de chapeaux haute-forme de toutes couleurs, noirs, blancs, gris; on l'acclama. Éternel enfantillage des foules, si semblables sous tous les climats! La Révolution de 1848 est une preuve curieuse de la rapidité avec laquelle se propagent les modes et les épidémies morales.

Le résultat le plus clair de ce triomphe de la liberté, dit Helfert, qui a tracé de ces événements un tableau peu bienveillant, mais pittoresque et précis, fut un enrouement général, tellement tout le monde avait hâte de crier sa joie et de donner son avis sur ce qu'il convenait de faire. Ce peuple, que le hasard plus encore que sa volonté sacrait souverain, n'avait aucune idée politique, on ne lui avait rien appris, on lui avait interdit comme un crime de se servir de sa raison. Il était animé des intentions les plus hautes et les plus pures; il croyait à l'idéal et il avait une confiance candide dans la bonté naturelle de l'homme, et après tout, les vertus dont il donna alors l'exemple ne sont-elles pas un des meilleurs arguments qu'il soit possible d'apporter en faveur de l'optimisme? — Il se grisait de rêves d'égalité et de fraternité au point d'en oublier ses misères, la lueur de l'avenir irradiait ses yeux d'une telle clarté qu'il n'apercevait plus ses anciens ennemis. Les tâches les plus délicates paraissaient faciles et simples; les rancunes désarmaient, les ambitions rivales

communiaient dans un même acte d'espoir et de foi.

Tout était à la constitution, les journaux, les places, les danses, les croissants; la vie était une fête, et la rue, un spectacle. Les villes s'égayaient de costumes chatoyants et bariolés; un des instincts les plus impérieux de l'homme a toujours été de se déguiser et de se parer d'oripeaux éclatants. Les gardes nationales se constituaient partout et les uniformes rivalisaient de luxe et de fantaisie. Les étudiants paradaient et manifestaient : leurs camarades de Vienne leur avaient écrit pour leur narrer sans fausse modestie leur héroïsme; ils n'avaient pas voulu demeurer en arrière; juristes, médecins, philosophes, polytechniciens, avaient formé leurs cohortes, que commandaient des tribuns, des décurions et des centurions. On les aimait, parce qu'ils étaient jeunes, et on les suivait volontiers, parce que, s'ils ne savaient pas où ils allaient, ils y marchaient d'un pas relevé et joyeux. Après tout, leurs idées n'étaient pas beaucoup moins précises ni leurs connaissances plus superficielles que celles de la plupart de leurs concitoyens et, au demeurant, le monde est si souvent conduit par des vieillards sans paraître s'en trouver beaucoup mieux! Les peuples qui sortaient de la gérontocratie metternichienne étaient excusables d'en avoir assez de l'expérience.

Un article de la Bohémia nous donne dans son lyrisme poétique le ton de cette révolution d'adolescents, dont les enfantillages gardent une candeur charmante. — « Prague à la tête chenue a retrouvé sa jeunesse et elle ressemble à du lait et du sang. De quelque côté que se portent les regards, on n'aperçoit que du blanc et du rouge... L'aurore de la liberté verse ses lumières roses sur les sombres forêts bohêmes; le vieux sapin étonné agite ses aiguilles et les rosiers étincelants trempent leurs rameaux verts à des larmes d'humaine émotion. Les alouettes qui ont, pendant des siècles, à l'indignation de la censure, répété leur chant de liberté, joyeuses, entourent de leur ronde étincelante l'aigle affranchi, tandis que les escargots, les censeurs dont on a brisé les crayons, versent des larmes de sang au pied

du tilleul slave..... Comme le soleil paraît clair! Comme l'air est léger! On dirait que Dieu flotte sur le monde dans ses vêtements blancs comme la neige et lui tend la blanche bannière de la paix. Ce qui dominait jusqu'à présent sur la terre, c'était la jalousie des cabinets, nous aurons maintenant la fraternité des peuples, l'embrassement des nations dans le rayonnement des droits de l'homme. »

Aucun pouvoir régulier ne subsistait plus. Suivant l'expression que Vitzthum d'Eckstædt appliquait à Vienne, il régnait partout une anarchie bon enfant; on n'avait qu'une pensée, prouver l'inutilité du despotisme. Malheureusement, dans l'histoire comme dans la légende, l'homme ne se contente pas longtemps du paradis. Le Comité de Saint-Venceslas et la garde nationale, malgré leur extrême bonne volonté, n'arrivaient pas sans peine à faire face aux difficultés d'une situation aussi imprévue et extraordinaire; les bourgeois ahuris apercevaient un drapeau rouge dans chaque tablier de cuisinière, les paysans refusaient la corvée et braconnaient dans les forêts, les ateliers se fermaient. Il était urgent de sortir de cet entr'acte sentimental et de connaître les intentions de la cour; le 19 mars, une grande députation partit pour Vienne, afin de présenter à l'Empereur les demandes de la Bohême.

Pendant toute la journée, la ville avait été sur pied. L'archevêque avait célébré une messe solennelle devant la statue de Saint-Venceslas, sur cet immense et magnifique marché aux chevaux qui semblait un décor tout préparé pour ces manifestations patriotiques. Les blanches théories de jeunes filles appelaient sur le pays la bénédiction céleste; les étudiants de la Légion académique sortaient leur uniforme brillant neuf; la cohorte l'*Union*, — *Svornost*, — pour laquelle on avait retrouvé un costume national plus ou moins authentique, et qui réunissait, à l'épouvante des badauds, les radicaux les plus farouches et les Tchèques les plus intransigeants, causait aux bourgeois un frisson d'inquiétude qui avait son agrément. La foule avec des acclamations enthousiastes accompagna les dépu-

tés jusqu'à la gare : la locomotive était ornée de guirlandes et de drapeaux, le train marchait déjà que Trojan pérorait encore et que Faster l'aubergiste étalait son pittoresque costume, qui le faisait ressembler à un duc de la mi-carême.

A mesure que le jour tomba et que les derniers échos de l'enthousiasme populaire s'éteignirent, les députés qui emportaient avec eux les espérances de la Bohême, éprouvèrent sans doute un moment d'angoisse. Parmi eux comme dans le peuple, l'union n'était qu'apparente, les libéraux se défiaient des nationaux et les modérés des radicaux. Ils allaient aborder sur une terre inconnue, sans guides, sans autorité, exposés par leur inexpérience aux plus redoutables pièges. Quelques seigneurs les avaient recommandés à Kolovrat; mais la noblesse, en majorité, était peu sympathique à un mouvement qui avait dédaigné son concours et lui imposerait sans doute de lourds sacrifices. La masse du peuple, qui avait accepté de confiance le programme national, le comprenait assez mal, et ses convictions étaient trop récentes et superficielles pour offrir un point d'appui bien solide ; dans les provinces annexes, qui devaient constituer avec la Bohême proprement dite la couronne de Saint-Venceslas, ce qui dominait c'était ou bien une hostilité hargneuse comme en Silésie ou une réserve défiante comme en Moravie. Les députés praguois étaient par conséquent dans de très médiocres conditions pour triompher des résistances qu'ils allaient nécessairement rencontrer.

Albert Sorel a démontré que la Révolution de 1789 ne fut pas, comme on se le figure d'ordinaire, une rupture violente avec le passé, mais au contraire le brusque aboutissement d'un long travail antérieur. En 1848 de même, en Autriche, tandis que dans les provinces les sentiments particularistes traditionnels faisaient explosion, dans la capitale, les chefs improvisés que le mouvement démocratique avait portés aux affaires, acceptèrent purement et simplement l'héritage politique des Habsbourgs et ils



entendirent avant tout par liberté le maintien de la prépondérance de Vienne sur le reste de l'Empire, sauf bien entendu à faire la part du feu et à abandonner les domaines qu'il leur était évidemment impossible de conserver. Sur ces questions vitales, l'entente fut aisée entre les démagogues et les ministres qui avaient remplacé Metternich, trop médiocres et timorés pour comprendre les avantages qu'eussent offerts les événements à des hommes d'État perspicaces.

Avant 1848, la monarchie autrichienne était déjà divisée en deux groupes très distincts, et l'autorité du souverain, absolue en fait dans les provinces occidentales, était au contraire étroitement limitée dans le royaume de Hongrie. Cet antagonisme, Metternich en avait souvent signalé les dangers, et il avait compris aussi que le souverain à lui seul était impuissant à triompher d'habitudes invétérées et qu'il avait besoin, pour ramener à de justes bornes les exigences des Magyars, du concours des diverses autres races de la monarchie. Naturellement, comme d'habitude, après avoir dogmatiquement établi l'excellence de ses théories, il s'était cru dispensé de les appliquer. La révolution de 1848 ouvrit aux Habsbourgs une dernière chance de réconcilier et de réunir tous leurs peuples sur le terrain de la liberté. Si, au lendemain du 13 mars, Kolovrat et Pillersdorf avaient convoqué un Parlement général en promulguant une loi électorale démocratique, il est probable que les résistances particularistes, qui étaient encore peu précises, eussent été emportées par l'enthousiasme général, et quelques concessions secondaires, l'égalité des divers dialectes, certaines mesures de décentralisation, auraient satisfait les nationalités rivales, qui n'étaient pas très exigeantes. Seulement, il fallait aller très vite et ne pas lésiner. Les ministres au contraire donnèrent l'impression qu'ils n'acceptaient pas franchement les changements accomplis et ils s'aliénèrent ainsi et rejetèrent vers les partis nationaux la foule compacte des ennemis de l'ancien régime.

Très vite dès lors se constituèrent deux groupes séparatistes, — ou, si l'on veut, — anti-autrichiens, les Magyars et les Allemands, qui acceptèrent aisément la pensée de sacrifier la monarchie et les Habsbourgs pour sauver à la fois la liberté politique qu'ils venaient de conquérir et l'hégémonie qu'ils exerçaient depuis longtemps sur les autres races. Les ministres, bornés et naïfs, crurent que le meilleur moyen de prévenir une rupture violente, était de donner la plus large satisfaction possible aux factions dont les revendications étaient les plus bruyantes, et leur résignation fut d'autant plus facile qu'ils revenaient ainsi aux habitudes invétérées de la cour de Vienne. D'une part, ils prétendirent maintenir le caractère essentiellement germanique de l'Empire, et de l'autre, ils firent aux Magyars des concessions progressives jusqu'à l'ordonnance royale du 11 avril qui sanctionnait les 31 articles constitutionnels votés par la diète de Pesth; la Hongrie formait désormais un état indépendant et l'ancienne Autriche avait définitivement cessé d'exister. Les efforts tentés depuis pour revenir en arrière n'ont jamais eu que des succès éphémères.

Les privilèges concédés aux Magyars créaient aux Tchèques une situation singulièrement difficile. Ils eussent accepté de paraître dans un Parlement général où ils auraient été protégés contre l'intolérance de telle ou telle partie de la majorité par la complexité même des intérêts et la rivalité des factions; du moment au contraire où l'autorité de la Chambre ne devait plus s'appliquer qu'à une partie de l'Empire, en dehors même de toute considération d'amour-propre, — et pourquoi après tout n'auraient-ils pas obtenu un traitement aussi honorable que Kossuth? — ils ressentirent une méfiance très naturelle contre les projets de réorganisation qui menaçaient de remettre le soin de leurs destinées à une majorité limitée et suspecte. Comme tous les Slaves, ils étaient disposés à de sérieux sacrifices pour garantir l'existence de la monarchie, mais ils ne voulaient à aucun prix abandonner leur nationalité, et, pour se défendre contre les surprises du vote d'un Reichsrath



inconnu, ils se cantonnèrent sur le terrain de leurs libertés particulières et réclamèrent une très large autonomie. Le ministre accueillit cette nouvelle menace de schisme avec une extrême inquiétude et il opposa aux demandes des Tchèques une mauvaise humeur dissimulée, mais d'autant plus tenace qu'il avait peu à peu compris son imprudence vis-à-vis des Magyars et que l'appui des Slaves lui était indispensable pour maintenir les Allemands qui menaçaient de se tourner vers Francfort. Son attitude condamna à l'opposition des peuples dont avec quelque loyauté il eût aisément gagné l'appui, et sa sottise engendra une confusion universelle au milieu de laquelle la monarchie faillit périr; on n'en sortit que par la guerre civile et le despotisme.

La première députation praguoise tomba au milieu du plus cacophonique tohu-bohu; le cabinet se composait de fantoches ahuris, qui ne comprenaient rien à ce qui se passait autour d'eux et dont l'habileté consistait à se débarrasser des importuns en distribuant des promesses équivoques. Les délégués, naïfs, partirent très satisfaits; quand, à leur retour à Prague (27 mars), ils lurent à leurs commettants la déclaration de Pillersdorf, peu s'en fallut qu'ils ne fussent hués. Il est probable que les Tchèques ne se rendirent pas tout de suite compte du sens réel de la déclaration ministérielle du 23 [1]; ils aperçurent du moins aussitôt une intention de tricherie que voilaient mal des protestations doucereuses et des phrases ambiguës. Dès ce moment la belle confiance des premiers jours

1. Boh. Rieger a publié sur l'histoire constitutionnelle de la Bohême (1848-1851) une étude de premier ordre; je le citerai bien souvent, je l'ai étudié de très près et il est impossible d'apporter dans ces questions difficiles une érudition plus sûre, une méthode plus rigoureuse, une pénétration plus aiguisée. — J'ai peine à croire cependant avec lui, — et je me rallie ici à l'opinion de Tobolka, — que le mécontentement de la foule ait eu surtout pour cause le refus de Pillersdorf de reconnaître l'autonomie du royaume de Saint-Venceslas. Ces questions de droit d'État n'étaient encore comprises que d'un petit groupe d'initiés. Il me semble que le silence opposé à la pétition des étudiants, l'obscurité de l'article relatif à la liberté de la presse et le refus de supprimer immédiatement la corvée, contribuèrent bien davantage à irriter les esprits.



s'évanouit, et la lune de miel de la Révolution prit fin. Les Slaves et les Allemands se rappelèrent qu'ils étaient ennemis, tandis que les modérés et les radicaux commençaient à se renvoyer la responsabilité de l'échec de la délégation.

Dans la soirée (27 mars), une foule houleuse se répandit dans les rues. On avait préparé d'avance une magnifique illumination pour célébrer le retour de la Commission : quelques nigauds allumèrent leurs lampions ; les étudiants parcoururent la ville en ordonnant d'éteindre les feux et cassèrent les carreaux de ceux qui n'obéirent pas assez vite. Une caricature du temps nous montre Prague plongée dans une obscurité profonde ; — au-dessous, comme titre : Illumination du 27 mars. — Le gouverneur jugea les Tchèques découragés par cette déconvenue, et, secrètement poussé par quelques trembleurs, il essaya, sous prétexte d'écarter les suspects, de se débarrasser du comité de Saint-Venceslas. Les hommes du Repeal n'étaient pas prêts à abandonner la partie; ils fomentèrent l'agitation, convoquèrent des réunions et obtinrent du Comité, qui continuait ses travaux, la promesse d'envoyer à Vienne une seconde députation.

Stadion souleva des difficultés, fit traîner les choses. Alors, le 31 mars, la foule se dirigea vers le palais du Grand-Burgrave, à la Mala-Strana; il consentit à recevoir quelques délégués, et, pendant que dans la rue la foule hurlait et sifflait, ils lui demandèrent de donner à la nouvelle pétition des habitants du royaume un caractère d'authenticité en la contresignant. Surpris, intimidé, désireux d'éviter l'effusion du sang, le gouverneur s'inclina. On écrivit aussitôt sur un placard, en lettres énormes : *Podepsal* (Il a signé) ; puis l'émeute victorieuse promena à travers Prague, au milieu des cris d'enthousiasme de la population, le drapeau de son triomphe. Dans le royaume, comme dans la monarchie entière, il n'y avait plus de gouvernement et la révolution était maîtresse du terrain.

Les mandataires de Prague, en arrivant à Vienne (2 avril) trouvèrent le ministère en complète désorganisation. Les



désastres s'accumulaient; après plusieurs jours de combat, Radetzky avait évacué Milan et la république était proclamée à Venise (22 mars); en Hongrie, Kossuth et l'extrême gauche présentaient au ministère leur ultimatum; ils réclamaient l'indépendance du royaume de Saint-Étienne, tandis que les représentants des Slovaques, des Croates, des Serbes et des Roumains suppliaient la cour de ne pas les abandonner au despotisme magyar; l'émeute grondait à Cracovie et le Parlement préparatoire se réunissait à Francfort. A Vienne, la médiocrité et la couardise de Kolovrat et de Pillersdorf avaient laissé le pouvoir tomber aux mains d'une poignée d'étudiants tapageurs et de journalistes écervelés qui étaient les complices et les dupes des agitateurs pangermanistes. — D'abord allemands, et ensuite autrichiens, c'était la devise du journaliste Reschauer, que suivait docilement la foule; on flétrissait comme réactionnaires ceux qui osaient encore arborer les vieilles couleurs de la monarchie, la cocarde jaune et noire.

Pillersdorf, qui présidait le ministère, était un conservateur libéral et un centraliste modéré; il n'aimait pas les Tchèques, jugea cependant que dans les conjonctures actuelles, il était plus sage de ne pas se les aliéner; les délégués eurent d'ailleurs cette fois la bonne fortune de rencontrer un guide excellent dans un jeune homme qui devait pendant un demi-siècle diriger la résistance nationale des Slaves de Bohême, Ladislas Rieger [1]. Rieger

1. Franç.-Lad. Rieger, né en 1818, dans la petite ville de Semily, près d'Iitchin, au pied des Monts des Géants; fils d'un riche meunier, il collabore à quelques revues, devient un des chefs les plus brillants de la jeunesse et est un moment arrêté, 1842; il prend une part active aux luttes de la Société industrielle et jette les premières bases de la vaste organisation qui aboutit après trente ans d'efforts à la construction du grand théâtre tchèque. — En 1848, il est membre du Comité national, puis député au Parlement dont il est un des orateurs les plus écoutés. Après le coup d'État (7 mars 1849), il séjourne quelque temps à Paris; bien que menacé d'un procès de haute trahison, il rentre en Autriche (déc. 1850) et présente à l'Université une thèse d'économie sociale, qui est refusée parce qu'elle est écrite en tchèque. Il épouse la fille de Palatsky (1850), commence en 1859 la publication de l'*Encyclopédie tchèque* (Naoutchny Slovnik). Après le diplôme de février 1861, il soutient une lutte ardente contre les centralistes, au Reichsrath et à la Diète de Prague. Partisan d'une alliance étroite avec la

appartenait déjà à la seconde génération de la Renaissance tchèque, à celle qui avait profité des travaux des précurseurs et avait ainsi abordé la vie avec plus de confiance et d'audace; malgré l'apparence allemande de son nom, c'était, comme Havlitchek, un pur slave, et il avait la ténacité solide de la race et son sens de la réalité. Il avait obéi à la mode en collaborant à quelques journaux littéraires : sa véritable vocation n'était pas là; il avait le goût de l'action et il comprit que ce dont la Bohême avait besoin désormais, c'était d'hommes pratiques, industriels, juristes, économistes; il donna l'exemple, avec l'allègre décision qui était un des traits essentiels de sa nature. Aujourd'hui encore, tous ceux qui l'approchent, éprouvent un sentiment d'admiration pour ce robuste octogénaire, dont les épaules portent sans faiblir un demi-siècle d'histoire.

Dès son entrée dans la bataille, il témoigna qu'il possédait deux des qualités maîtresses de l'homme d'État, la persévérance dans l'activité et la sérénité; ce terrible lutteur qui lançait de si rudes coups de boutoir à ses adversaires, n'a jamais eu de rancunes, et, au lendemain de la plus amère déconvenue qui puisse atteindre un politique, quand il se vit tout à coup écarté par ce peuple dont il avait été l'idole, il n'éprouva ni abattement ni colère. Il est de la race de ces héros solidement trempés qui grandissent dans l'épreuve et qui, au lendemain des plus cruels revers, ne songent qu'à ramener la fortune. Il est possible qu'il se soit mêlé quelquefois à ses actes une part de vanité et que le fils du meunier ait un peu trop vivement senti l'honneur de pactiser avec les Clam-Martinits et les Schwarzenberg; il est possible aussi qu'il se soit laissé un peu trop docilement conduire par Palatsky, qui avait trop de vertus et pas assez d'adresse pour diriger la politique quotidienne : dans l'en-

noblesse féodale, il prêche la résistance passive; de là, des luttes passionnées avec le parti jeune-tchèque. A la suite de l'établissement du dualisme, son voyage à Moscou (1867) et sa lettre à l'Empereur Napoléon provoquent de violentes discussions. Pendant le ministère Taaffe, il est un des chefs de la coalition qui soutient le gouvernement jusqu'au moment où, à la suite du Compromis avec les Allemands, les électeurs se séparent de lui (1891).



semble, quand on embrasse du regard le chemin parcouru depuis 1848, on peut bien contester l'opportunité de telle ou telle résolution, on n'oserait pas affirmer qu'il eût été possible de mieux faire et d'obtenir davantage.

En 1848, dans tout l'éclat de la jeunesse et de la force, avec « ses yeux de flamme » (Meissner), sa parole abondante et sonore, son geste souverain, il exerçait sur ceux qui l'approchaient une irrésistible fascination; par une rare rencontre, il séduisait les partis les plus opposés, les radicaux par l'éclat de ses métaphores et la chaleur de son courage, les conservateurs par la précision de ses connaissances et son respect pour les traditions historiques. Il obtint de Pillersdorf la *lettre de cabinet* du 8 avril qui fut accueillie à Prague avec une joie presque sans mélange [1].

Elle n'était pas toujours très claire, cette lettre ministérielle, et, bien que sortie d'une négociation avec les délégués de Bohême, elle affectait la forme d'une décision gracieuse du roi : — c'était un précédent fâcheux, — et que vaut une constitution octroyée? — Malgré cela cependant, la satisfaction des patriotes était en somme légitime. — On leur promettait la réunion d'une diète, nommée d'après une loi électorale très libérale, qui discuterait et réglerait les diverses questions relatives au bien du royaume; l'administration du pays serait remise à des fonctionnaires particuliers dont la compétence serait très étendue et qui seraient responsables devant le Parlement de Prague. — Springer dit que la Bohême, qui était auparavant une simple province, devenait du coup un État indépendant : c'est aller beaucoup trop loin, et personne à Prague ne songeait à l'indépendance. Ce qui est vrai du moins, c'est que la déclaration du 8 avril mettait fin à la subordination humiliante à laquelle la Bohême était réduite depuis Marie-Thérèse et qu'elle eût garanti les Slaves contre de nouvelles usurpations.

1. Le texte allemand de la lettre du ministre est dans Schopf, p. 72 (2e cahier). — Comparer sur cette deuxième députation Tobolka (Annexes XX et XXI).



Leurs adversaires organisèrent aussitôt contre eux une résistance très adroitement combinée. D'abord, en Moravie. Les États y avaient élaboré une loi électorale si bien calculée que, dans un pays où les trois-quarts de la population sont tchèques, la Diète se composa de 123 Allemands contre 124 Slaves; parmi ces derniers, la plupart étaient des paysans, qui ne s'intéressaient qu'à la question des corvées et que les centralistes ameutèrent aisément contre les Praguois. — « Votre Moravie est plus riche et plus fertile que leur Bohême, disaient les pamphlets que l'on répandait dans les campagnes; c'est pour cela qu'ils voudraient y dominer et l'exploiter. Le sens commun indique que ce n'est pas pour rien qu'ils vous font des avances; ils poursuivent leur intérêt, non le vôtre. Quand on a de bonnes intentions vis-à-vis de quelqu'un, on ne court pas après lui, on ne le sollicite pas, c'est lui qui vous sollicite. »

Ces arguments grossiers n'étaient pas maladroits. La diète, à une très forte majorité, acclama Belcredi, quand il repoussa dédaigneusement les souvenirs historiques des Tchèques : — « Le Parlement autrichien a la mission de constituer une monarchie puissante, dit-il, et avec l'aide de Dieu il y réussira. A la place de ces vieilles couronnes de bric à brac, dont les morceaux ne sont tenus ensemble que par des parchemins vermoulus, apparaîtra alors une couronne magnifique, la couronne du souverain constitutionnel d'Autriche [1]. » — La situation, en réalité, n'était pas aussi mauvaise que semblerait l'indiquer un examen sommaire des faits; les Moraves n'étaient pas centralistes, et même le parti germanique, qui se recrutait surtout parmi la bourgeoisie industrielle, redoutait une union trop intime avec l'Allemagne, qui eût compromis ses intérêts; le groupe favorable à un rapprochement avec les Tchèques ne tarda pas à grossir. Il fallait cependant quelque temps pour dissiper les malentendus, et, pour le moment, l'attitude

1. Sur ces événements de Moravie, v. Meznik, la Diète morave de 1848 (Osviéta, 1875).



de la Diète de Brno rendait fort difficile la réalisation des promesses du 8 avril.

L'opposition qu'avait aussitôt soulevée en Silésie la pensée d'une union intime avec la Bohême était beaucoup plus irréductible. La population s'y partageait à peu près également entre Allemands et Slaves, mais ces derniers, groupés surtout autour d'Opava (Troppau) et de Tieschin (Teschen), se divisent en Polonais et Tchèques, qui s'entendent assez mal; dans les districts tchèques, les classes supérieures étaient complètement germanisées et l'idée nationale, à peine représentée par quelques prêtres de campagne, que leur évêque surveillait de près, n'avait jusqu'alors trouvé aucun écho; les Slaves n'avaient pas un seul défenseur à la Diète de la province, et elle se prononça à l'unanimité contre la restauration de la couronne de Saint-Venceslas. Quand, un peu plus tard, une certaine agitation se manifesta contre la domination allemande, elle fut presque exclusivement polonaise, et les rares Silésiens qui prirent part au congrès slave demandèrent à être rattachés à la Galicie. Le parti du droit historique, — et c'est là ce qui en a toujours fait la faiblesse, — évoquait des souvenirs depuis trop longtemps oubliés et compromettait sa cause en compliquant ses réclamations légitimes de revendications que rendaient caduques les résistances des populations. — Les Tchèques commencent à s'apercevoir de l'erreur qu'ils ont commise en s'attachant trop étroitement à un passé suranné, et les plus sages d'entre eux ne sont pas éloignés de modifier leur programme traditionnel, en abandonnant les clauses trop évidemment contraires aux désirs des populations et à la réalité vivante.

Sous le voile des arguments historiques, la cause des Bohêmes tirait sa force réelle de l'idée démocratique : ils n'étaient pas Allemands, ils ne voulaient pas se laisser germaniser; sur ce terrain, leur position était inattaquable. Ils l'affaiblissaient singulièrement du moment où ils voulaient obliger les Silésiens à accepter Prague comme capitale, sous prétexte qu'au XIV[e] siècle les Luxembourgs

avaient recueilli la succession de quelques ducs polonais. Ils eussent été mieux inspirés en cherchant leurs prises du côté des Slovaques. Il est vrai que ces derniers espéraient désarmer les Magyars en faisant profession de loyalisme et qu'ils se plaçaient aussi sur le terrain du droit historique, c'est-à-dire déclaraient qu'ils n'entendaient pas se séparer du royaume de Saint-Étienne. Médiocre tactique qui ne les protégea pas contre les pires brutalités et brisa la ligne de défense des Slaves.

Dans la Bohême proprement dite, la déclaration ministérielle du 8 avril avait brusquement interrompu l'entente qui s'était jusqu'alors tant bien que mal maintenue entre les deux nationalités. Au début, un optimisme radieux avait emporté les âmes dans un même enthousiasme; les Allemands avaient à ce moment un patriotisme local assez vif et ils étaient fiers du rôle que Prague avait joué; « ils n'avaient aucune sympathie pour Vienne qui représentait à leurs yeux le despotisme; rien ne les attirait encore du côté de l'Allemagne, ils étaient donc Bohêmes, sinon Tchèques [1]. » Dans l'ivresse des journées de mars, très ménagés par leurs concitoyens qui s'attachaient à prévoir toutes les susceptibilités, ils avaient d'un geste magnanime abdiqué leurs antiques privilèges. Naturellement, comme d'habitude en pareil cas, leur sacrifice impliquait certaines réserves. Ils étaient dans l'état d'âme de ces bourgeois qui parlent volontiers de l'amélioration du sort des classes ouvrières, mais qui s'indignent dès que les prolétaires prétendent fixer eux-mêmes leurs droits. Quand ils acceptaient en principe l'égalité des deux races, il ne s'agissait pour eux que d'une condescendance théorique et platonique, qui, dans leur conviction, ne devait pas compromettre leur supériorité naturelle. Or, il se trouva que par le fait seul de la révolution, ils tombèrent dans une situation pénible. Les statistiques comptaient jusqu'alors à Prague 33,000 Tchèques et 66,000 Allemands; on clas-

1. Marchan, Allem. et Tchèques en 1848, p. 3.



sait dans cette dernière catégorie tous ceux qui répondaient vaguement *ja* à une question. Après le 11 mars, la proportion fut brusquement renversée par le déplacement de cette masse flottante de poltrons et de snobs qui suit toujours la majorité; la crise industrielle qui fermait les ateliers, jetait dans les rues et dans les quartiers élégants la foule des ouvriers, qui parlaient tchèque. Havlitchek invitait les négociants à ne plus dissimuler leur nationalité et quelques marchands arboraient des enseignes tchèques; les étudiants et plusieurs cohortes de la garde nationale avaient introduit le commandement en tchèque; des livres tchèques paraissaient dans les vitrines des librairies; on affichait des placards tchèques, — sans traduction.

Les réactionnaires et les trembleurs, très nombreux, qui n'auraient pas osé attaquer ouvertement la Révolution, exploitèrent habilement ces faits au profit de leurs intrigues politiques. Le Casino du commerce, où se groupait la bourgeoisie rétrograde, commença à répandre l'inquiétude et la suspicion dans les districts du nord et de l'ouest. Le Journal hebdomadaire de Reichenberg, qui venait d'être fondé, publiait en lettres grasses, en tête de son premier numéro, un avis, qui sonnait comme une menace de guerre civile : « — Nouvelles de Prague : — Partout l'anarchie. — Clubs innombrables! Affiches insensées. Les Ultra-Tchèques ont le dessus, mais sont en lutte entre eux. Attention! Unissez-vous, Frères Allemands! » — Un club des Allemands de Bohême, Moravie et Silésie, qui s'était constitué à Vienne, lançait une proclamation où il protestait contre la formation d'un royaume de Saint-Venceslas; il n'admettait pas que le tchèque fût introduit comme langue de l'enseignement dans les gymnases qui existaient déjà et que les fonctionnaires des cercles allemands fussent tenus de savoir le tchèque; l'allemand conserverait sa situation à l'Université. — Ces querelles de races touchaient beaucoup plus profondément l'âme populaire que les questions constitutionnelles ou même les conquêtes libérales; ou, plus justement, ce qui se dissimulait sous les théories

constitutionnelles, c'était le désir de chacun des deux peuples de conquérir une situation prépondérante. Les Slaves reprochent amèrement à leurs rivaux de s'être cramponnés hargneusement à une hegémonie à laquelle ils n'avaient aucun titre : ils étaient dans le cas de tous les partis qui détiennent le pouvoir et il était naïf d'espérer d'eux une abdication volontaire. Rien ne permet de supposer que leurs adversaires dans une situation analogue n'eussent pas agi exactement de la même façon.

Trop faibles pour résister par leur seule force, les Allemands du royaume cherchèrent des alliés dans la Confédération germanique et les Tchèques de leur côté appelèrent à leur aide les Slaves de l'Autriche et même du voisinage. La question bohême s'étendit et se transforma : il s'agit moins dès lors de la constitution de 1627 que du maintien de la monarchie des Habsbourgs et, par suite, de l'organisation de l'Europe. La politique réaliste de Palatsky et de Havlitchek fut bouleversée par une brusque invasion du panslavisme romantique de Kollar et de Chafarjik ; ce fut un malheur, sans doute, mais inévitable, puisque, comme en 1618, l'avenir politique du monde dépendait en partie des événements de Prague.

Les premières agitations unitaires en Allemagne avaient laissé les Autrichiens assez indifférents, et le Parlement préliminaire de Francfort (31 mars-3 avril) ne comptait parmi ses six cents membres que deux représentants de la monarchie des Habsbourgs. A Vienne, le ministre des affaires étrangères, Ficquelmont, vieux routier de l'école de Metternich, avait assez d'affaires sur les bras pour ne pas chercher des difficultés gratuites et il se renferma dans une expectative résignée. — La Gazette d'Autriche, officieuse, reconnaissait que le despotisme n'avait pas réussi à créer un état unitaire ; « aucune puissance militaire, aucune ressource financière ne suffisent à la longue pour maintenir dans un même empire des peuples qui veulent se séparer » ; était-ce une raison pour désespérer de l'Autriche? Assurément non, mais seulement pour adopter un autre



système; qu'elle se transforme en une confédération de nations, dont chacune s'administrera elle-même et qui contribueront dans une juste mesure à l'entretien des forces communes nécessaires à la sécurité de l'ensemble. — Ce plan, qui avait été très favorablement accueilli par les patriotes, impliquait l'abandon des ambitions des Habsbourgs sur l'Allemagne.

Il était difficile que la renonciation de Ficquelmont fût ratifiée par le parti militaire et par la famille impériale, également peu disposés à s'effacer devant l'ambition des Hohenzollern. Les Magyars d'autre part comprenaient que, dès que le calme serait rétabli, le gouvernement central serait obligé de revenir sur les concessions qu'il leur avait faites et qui impliquaient la dissolution de la monarchie : pour éviter une explication, le meilleur moyen n'était-il pas de détruire l'Autriche dont on abandonnerait à l'Allemagne les provinces occidentales? Leurs calculs furent servis par l'exaltation niaise de quelques étudiants viennois qui furent la dupe d'émissaires accourus de Francfort ou de Pesth. Le ministère, sans énergie et qui d'ailleurs n'avait pas de desseins bien arrêtés, se laissa facilement forcer la main, et, le 9 avril, c'est-à-dire le lendemain même du jour où il avait promis aux Tchèques une complète autonomie, il déclarait que l'Autriche ne pouvait pas ne pas être représentée au Parlement de Francfort et il fixait au 29 avril les élections; il ajoutait, il est vrai, que l'Empereur ne se regarderait pas comme lié par les votes de la majorité et qu'il n'accepterait la nouvelle constitution fédérale que dans le cas où elle ne serait pas inconciliable avec les conditions particulières de l'Etat. — En réalité, il confessait son impuissance et invitait en quelque sorte les partis à s'emparer de l'autorité.

Les Allemands n'avaient pas encore complètement dégagé de l'enseignement de Hegel cette commode et hautaine conception métaphysique d'après laquelle leur race, élue de toute éternité pour assurer dans le monde le



triomphe de la civilisation et de la vertu, est par conséquent pleinement autorisée à employer les moyens qui lui conviennent pour fixer la victoire; très fiers, — et à juste titre, — de leurs philosophes et de leurs écrivains, ils s'étonnaient seulement avec ingénuité que les autres peuples ne fussent pas férus du désir de partager leur gloire et leurs destinées. Ils ne reculaient pas devant la pensée d'exercer sur les récalcitrants une pression salutaire, mais ils ne dédaignaient pas de ménager les transitions et ils ne refusaient pas aux hésitants quelques garanties momentanées. Le Parlement préliminaire de Francfort avait nommé, avant de se séparer, un Comité de cinquante membres qui avait pour mission de préparer les élections et de suivre les affaires courantes et qui dut se compléter en appelant dans ses rangs six Autrichiens. Il demanda à Palatsky de se joindre à ses travaux : il avait eu évidemment l'intention de prouver ainsi sa tolérance.

Palatsky répondit par une lettre (11 avril), qui est devenue pour le parti national tchèque une sorte de texte sacré[1]. — J'éprouve le plus grand respect, disait-il, pour les sentiments qui vous animent : pour cela même, il m'est impossible de répondre à votre choix. Je suis un Tchèque, de race slave, et je me suis consacré tout entier et pour toujours au service de mon peuple. Il n'est pas grand, ce peuple, mais il a toujours été indépendant et autonome..... Tous les savants allemands savent aussi bien que moi que les Chefs du Saint-Empire n'ont jamais exercé en Bohême d'autorité législative, judiciaire ou exécutive, n'y ont jamais levé de soldats ou possédé de droits régaliens..... Il s'agirait donc de créer une situation nouvelle, sans précédent historique, contradictoire avec l'existence de l'Autriche comme puissance indépendante. Or, le maintien de l'Autriche, son intégrité et sa consolidation, importent au plus haut degré, non seulement à mon peuple, mais à l'Europe entière, à l'humanité et à la civilisation. A l'Orient de

1. Elle a été bien souvent publiée. V. Palatsyk, Écrits politiques, p. 16.



l'Europe se dresse un redoutable empire, presque inexpugnable, qu'un irrésistible instinct pousse vers l'ouest et le sud; de nouveaux succès de cette puissance aboutiraient à l'établissement d'une monarchie universelle. Je ne suis pas l'ennemi de la Russie, pas plus que je ne suis l'ennemi de l'Allemagne, je suis l'ennemi d'une domination œcuménique, que je considère comme funeste au bien général et au progrès. L'histoire a entassé au sud-est de l'Europe, le long des frontières de la Russie, un groupe de peuples, très divers par la langue, les mœurs et l'histoire, Slaves, Roumains, Magyars, sans parler des Grecs, des Turcs et des Albanais; ces tribus, dont aucune n'est assez forte pour résister à leur redoutable voisin, ont mis en commun leur faiblesse, le Danube est le lien qui les rattache les unes aux autres, et l'État qui les embrasse ne saurait s'en éloigner sans danger; cet État est cependant indispensable à la sécurité de l'Europe et à l'humanité. Si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer. Elle est affaiblie actuellement et menacée parce qu'elle a méconnu le fondement moral de sa puissance, qui est le respect absolu des droits des divers groupes ethniques. L'égalité de toutes les races est d'équité naturelle : aucun peuple sur la terre ne saurait exiger d'un autre qu'il renonce à sa personnalité; la nature ne reconnaît pas parmi les nations de maître ni d'esclave. L'Autriche a oublié cette vérité : de là, les difficultés dans lesquelles elle se débat; mais il n'est pas trop tard pour qu'elle se rattache à cette ancre de salut qu'est la justice. —

La lettre de Palatsky exposait avec une logique lumineuse la politique que les circonstances dictaient aux Tchèques. — Scinder le royaume bohême de la Confédération germanique, écrivait de son côté Havlitchek, voilà le premier point de notre programme..... Notre Confédération naturelle est l'Autriche; nous nous y rencontrons avec nos frères slaves et, par la force des choses, nous y aurons toujours la prépondérance. — C'était justement pour cela que les Allemands refusaient de se séparer de Francfort.



Déjà l'agitation se traduisait par des rixes : des jeunes gens qui avaient arboré les couleurs allemandes, étaient houspillés; on cassait les carreaux de quelques réactionnaires; les charivaris, qui étaient fort à la mode, devenaient plus nombreux et plus tumultueux. Le Comité de Saint-Venceslas, qui avait fini par comprendre plus de soixante membres, se donnait mal de mort pour maintenir l'ordre et répondre de son mieux aux demandes contradictoires qui l'assaillaient; il était assez mal vu des autorités, et le Grand-Burgrave, afin de se débarrasser de lui, constitua une commission chargée de préparer les élections pour la future diète de Prague : les radicaux en furent soigneusement exclus. Ils n'acceptèrent pas leur déchéance et, dans une grande réunion publique où assistaient plusieurs milliers de personnes, la foule décida que le Comité de Saint-Venceslas continuerait ses fonctions et qu'il prendrait le nom de Comité national; il absorba la commission constituée par Stadion et fut renforcé par une soixantaine de nouveaux membres (10 avril).

Le Comité national, beaucoup plus nettement que le Comité de Saint-Venceslas, eut l'apparence d'une Convention provisoire. Dans la réunion d'où il était sorti, les meneurs, d'ailleurs en partie allemands, avaient montré une extrême largeur d'esprit; parmi les élus, se trouvaient les deux poètes allemands les plus connus de la Bohême. Hartmann [1] et Meissner [2] avaient subi l'un et l'autre l'influence de Byron, de Heine et de Lenau; ils avaient, le premier avec une verve plus amère et une colère plus éloquente, le second avec la mélancolie d'un cœur qu'a laissé inconsolé la ruine de ses plus chères espérances, exprimé les désespoirs et les révoltes d'une génération qui haletait

1. Maurice Hartmann, 1821-1872, d'origine juive, député au Parlement de Francfort où il siège à l'extrême-gauche; se réfugie à Paris en 1850 et ne rentre en Autriche qu'en 1868. — Œuvres complètes, 10 vol., Stuttg. 1873. Ses *Revolutionairen Erinnerungen*, sont intéressants.

2. Alfred Meissner, 1822-1885. Son *Zizka* avait soulevé quelque émotion et avait été interdit en Autriche. Sa *Geschichte meines Lebens*, 1884, doit être consultée avec prudence.



sous un despotisme implacable; ils avaient demandé à l'histoire de la vieille Bohême des conseils d'héroïsme. Meissner avait pris Zizka pour héros (1846), et Hartmann avait nommé Calice et Épée le recueil de ses poésies lyriques (1845). Ils sont ainsi d'assez bons exemples de l'évolution morale qui, à cette heure décisive, s'accomplit chez beaucoup d'Allemands. — Que l'histoire redevînt une réalité, que les Slaves rejetassent la civilisation germanique, que les fils de la Teutonie eussent à subir la tolérance de la majorité, c'était, pour la plupart d'entre eux, une sorte de blasphème, et ils en éprouvaient plus que de la colère, une véritable stupeur.

La formation du Comité national représentait dans l'ensemble une nouvelle victoire de l'élément démocratique, c'est-à-dire des Tchèques, et le National (Narodni Noviny), qui paraissait depuis le 5 avril sous la direction de Havlitchek, formulait leurs volontés avec une inexorable précision : — Abolition des droits féodaux, égalité des citoyens devant la loi, jury, réforme radicale du régime scolaire et administratif, garde nationale, les deux nationalités mises sur le même pied, union des pays de la couronne, diète commune, ministère responsable devant elle. — Chacun de ces articles était une menace pour les Allemands et les commentaires du journaliste n'étaient pas de nature à les apaiser. — « Par égalité, écrivait-il, nous n'entendons certes pas que les Allemands aient une moitié, et nous, l'autre; nous regarderions ce partage comme fort inique, puisque les Tchèques forment les trois quarts de la population, et les Allemands seulement un quart; ce que nous voulons, c'est que les Allemands jouissent dans les écoles et l'administration des avantages qu'il sera possible de leur accorder; mais, en dehors de cela, nous sommes en Bohême, la majorité est tchèque, il est juste que nous ayons le premier rang. » —Vous répétez sans cesse, disait-il encore, qu'il ne faut pas sacrifier la liberté à la nationalité; en réalité, la liberté que vous réclamez, c'est celle de nous opprimer : « la liberté sans garantie pour

notre nationalité est pour nous un bourbier empoisonné, un suicide enveloppé de belles couleurs. Partout le tchèque! Le tchèque dans l'église, dans l'école, au théâtre, dans les tribunaux, dans les diètes, à l'armée! Vous voulez nous forcer à y renoncer parce que vous ne le savez pas et que nous savons l'allemand. Oui, nous savons l'Allemand, mais nous ne voulons pas le parler. Vous avez les mêmes droits que nous, rien de plus, et celui d'entre vous qui se targue d'une supériorité intellectuelle qui n'existe que dans votre insolente fatuité, blasphème contre le peuple tchèque [1]. »

Les Allemands recevaient leur mot d'ordre du Club constitutionnel (17 avril) qui avait pris pour programme le maintien « de l'union la plus intime possible avec les autres pays autrichiens qui font partie de la Confédération et des liens les plus solides avec l'Allemagne ». Ils demandaient avant tout que le décret du ministère qui ordonnait de procéder aux élections pour le Parlement de Francfort fût obéi, et l'avenir dépendait en effet de la solution qui interviendrait. — Il ne s'agissait pas de savoir, ainsi que le remarquait Havlitchek, qui menait le combat avec une verve intarissable et un vigoureux bon sens, si la Bohême enverrait à Francfort les 68 députés que lui avait assignés la Diète intérimaire; la question était plus haute. Ce qui était en jeu, c'était l'existence même du pays : serait-il un royaume libre dans une Autriche libre ou une province perdue dans un empire germanique constitué sur les ruines de la monarchie des Habsbourgs? — La situation était dès lors ce qu'elle est aujourd'hui : en face des Slaves, qui étaient exclusivement autrichiens parce qu'ils espéraient bien conquérir l'hégémonie dans un État où ils formaient environ les trois quarts de la population, les Allemands faisaient dépendre leur loyalisme de la conservation de leurs privilèges et ils étaient prêts à briser la monarchie, s'ils ne pouvaient y demeurer les maîtres.

1. Marchan, p. 87.



Ils se dissimulaient à eux-mêmes la brutalité de leurs instincts par des phrases sonores sur la civilisation; la Russie, personnifiée par Nicolas, était à ce moment pour les libéraux une sorte d'ogre redoutable; — que les inquiétudes qu'elle inspirait aux Allemands fussent d'ailleurs souvent sincères, nous devons bien l'admettre, puisque, au moins dans une certaine mesure, elles étaient partagées par Havlitchek et Palatsky. Comment arrêter les progrès redoutables du géant moscovite sinon en constituant un vaste Empire germanique! Dans cette croisade de la liberté contre le servage, de la civilisation contre les barbares, on ne tolérerait pas que l'avant-garde passât à l'ennemi. Les Tchèques n'étaient-ils pas redevables à l'Allemagne de leurs propres progrès et de la culture dont ils étaient fiers? ne tenaient-ils pas d'un Empereur allemand leur dernière conquête, la liberté? Ils avaient besoin de l'Allemagne pour vendre leurs produits; elle s'engageait à les protéger contre leurs adversaires et à respecter leurs droits légitimes. Ils avaient vraiment mauvaise grâce à exiger davantage. A quoi bon, d'ailleurs, se révolter contre une évolution inéluctable de l'histoire! L'Autriche était destinée à disparaître; ceux qui essayaient de s'opposer au développement nécessaire des événements étaient plus catholiques que le pape, c'est-à-dire plus autrichiens que le souverain [1].

Les plus impatients parlaient déjà de contraindre les Slaves par la force, et Maurice Hartmann se vante d'avoir proposé une exécution militaire fédérale si la Bohême persistait dans sa sécession [2]. En attendant, le comité des cinquante de Francfort envoya à Prague quelques délégués avec la mission de ramener les Tchèques à de meilleurs

1. Cette polémique a été résumée dans le livre excellent de Marchan, Les Tchèques et les Allemands en 1848, p. 64 et sq. — Il n'est pas douteux que beaucoup d'Allemands ne fussent sincères quand ils promettaient aux Slaves de ménager leur nationalité. Les Mémoires de Springer sont très intéressants à ce point de vue et nous expliquent bien les inquiétudes d'un groupe important d'hommes qui furent éloignés des Tchèques par la crainte de la Russie et la conviction que la liberté ne pouvait être maintenue que par une Allemagne puissante.

2. Hartmann, Souvenirs, dans la Revue germanique, Paris, 1862.



sentiments. Ils eurent peu de succès. — Pourquoi, leur répondait Rieger dans le Comité national, nous refuser le droit de nous développer librement? La Gazette d'Augsbourg écrivait, il y a quelques jours, que la Bohême ne sera jamais pour l'Allemagne qu'un abcès; coupez donc ce membre gangrené. Nous n'aspirons pas à l'honneur d'être une plante parasite sur le noble tronc du chêne allemand; laissez-la, cette plante parasite, pousser sur son propre terrain et elle deviendra un arbre solide qui, uni avec les autres arbres de la magnifique forêt autrichienne, vous protégera contre la tempête de l'est; vous en avez besoin. — Un des envoyés de Francfort, Schilling, qui était un sot, s'emporta : — J'entends toujours dire ici, nous autres Autrichiens; mais moi aussi, je suis Autrichien, je suis Salzbourgeois; si les Slaves doivent dominer en Autriche, nous autres Allemands, nous refusons d'en faire partie; 5,000,000 d'Allemands y seraient opprimés par 12,000,000 de Slaves; c'est une situation que nous ne saurions accepter. Ou l'Autriche sera allemande ou elle cessera d'exister. L'union des Slaves est une utopie; déjà les Moraves protestent contre l'hégémonie tchèque; fondez un empire slave et vous aurez partout la guerre civile. La Bohême ne peut pas rester isolée, et d'ailleurs en Bohême, tout est allemand : les enseignes sont allemandes, la civilisation est allemande, la liberté est allemande; la liberté n'est pas une idée slave (29 avril). —

Quand, le soir, dans une réunion publique, les Allemands voulurent recommencer ces rodomontades, ils furent interrompus par une bordée de sifflets et d'injures; ils prirent peur, sautèrent par les fenêtres, qui n'étaient pas hautes, entraînant leurs femmes et leurs filles qui s'embarrassaient dans leurs écharpes noir, or et rouge. Havlitchek calma ses amis et, une demie heure plus tard, l'assemblée se dispersait en chantant les fameux couplets par lesquels il avait ridiculisé les Bohêmes qui faisaient le jeu des unitaires étrangers : — Chouselka de là-bas nous écrit, de l'Empire d'Allemagne : Que nous venions en aide aux Alle-



mands, cela grouille dans leur ventre. Hé, vous, lourdauds d'Allemands, nous n'avons pas gardé les cochons ensemble! — L'Allemagne est à vous, la Bohême est à nous. Ne soufflez pas de Francfort sur la soupe slave. Francfort tremblera et lèvera son chapeau, si le lion tchèque secoue sa crinière et remue la queue. —

Ces incidents, que les Allemands dramatisèrent, n'avaient pas seulement l'inconvénient d'aigrir les colères et de rendre une réconciliation plus difficile; ils absorbaient un temps précieux et détournaient les Tchèques de ce qui eût dû être leur but, la réalisation des promesses du 8 avril. Le Comité national, beaucoup trop nombreux, ne comptait que trois véritables politiques, Rieger, Havlitchek et Brauner; ils signalaient les nuages qui s'amoncelaient, pressaient leurs collègues de passer des discussions aux actes; ils voulaient pouvoir opposer à leurs ennemis le fait accompli, s'assurer l'appui des paysans en abolissant la corvée, donner à l'indépendance du royaume une garantie en convoquant la diète à Prague dans le plus bref délai. La majorité approuvait leurs desseins, mais mollement, et ses lenteurs étaient d'autant plus fâcheuses que le ministère était déjà complètement revenu aux idées centralistes. Le 25 avril, Pillersdorf publiait une Charte qui s'appliquait à tous les pays non hongrois. — Ils formeraient une monarchie constitutionnelle indissoluble; les lois générales seraient votées par deux chambres, et la compétence des diètes provinciales serait des plus restreintes; le Parlement central aurait le droit de modifier la division des provinces, ses décisions seraient valables dès que 60 députés seraient présents, c'est-à-dire qu'il suffirait d'une poignée d'Allemands pour supprimer les droits historiques de la Bohême, la morceler en départements; les constitutions locales ne pourraient être modifiées qu'avec l'autorisation de la Diète centrale. — Jamais Joseph II lui-même n'avait aussi brutalement renié les traditions; il semblait que Pillersdorf eût apporté à son projet un esprit de provocation, cherché par cet étalage de despotisme centralisateur à désarmer les étudiants

viennois que choquaient d'autres articles de sa résolution.

L'Ordonnance du 25 avril, qu'il était absolument impossible de concilier avec les promesses du 8, passa à peu près inaperçue en Bohême; les membres les plus influents du Comité national se plurent à se persuader que les ministres avaient eu la main forcée et qu'ils n'oubliaient point leurs engagements antérieurs. Ils voyaient une preuve de leur sincérité dans la nomination du comte Léo Thun comme Grand-Burgrave de Bohême, à la place de Stadion (1er mai), Le nouveau Gouverneur avait manifesté quelque intérêt pour la littérature tchèque, il avait proposé un plan pour la réforme du régime pénitentiaire; on n'en avait pas demandé davantage pour le sacrer patriote et homme d'état et on acclamait d'avance en lui le restaurateur de l'indépendance nationale. Il fallut en rabattre.

Malgré les fautes déplorables que le comte Léo Thun commit en 1848 et les compromissions plus condamnables encore auxquelles il s'abaissa pendant la réaction, bien que son nom demeure attaché à ce Concordat de 1855 qui a pesé si lourdement sur l'Autriche contemporaine, et qu'il ait partagé la responsabilité des pires mesures de Bach, il serait injuste de ne voir en lui qu'un ambitieux vulgaire. Il aimait le pouvoir, non seulement pour les satisfactions de vanité qu'il procure, — bien qu'il fût loin d'y être insensible, — mais aussi pour appliquer ses idées [1]. Seulement sa vanité personnelle, qui était grande, se compliquait

1. Il est très difficile d'arriver à une opinion exacte sur le caractère de Thun. Helfert a écrit son panégyrique et le portrait qu'il nous trace n'a pas une ombre; il cite d'ailleurs un grand nombre de lettres, remarquables par l'élévation du sentiment. Rieger, qui a connu Thun de près, et qu'il est absurde d'accuser de cléricalisme, m'a toujours parlé du comte avec une réelle sympathie : comme nous tous, me disait-il encore il y a deux ans, il avait ses faiblesses; mais c'était un homme de devoir et de bien. — D'autre part, il a commis des actes odieux. — Max de Wachstein raconte dans ses Mémoires (p. 313), qu'il était en bonnes relations avec lui et que, quand il apprit sa nomination au ministère, il accourut tout joyeux pour le féliciter. — « Sa réception fut très réservée, il était devenu un autre homme et il avait complètement oublié son amabilité précédente. » Cette petite anecdote me paraît donner la mesure de Thun : c'était une âme naturellement médiocre, avec de nobles velléités; il avait des desseins élevés et il avait reçu une bonne éducation, malheureusement le fonds manquait.



d'orgueil de caste; il désirait des réformes, à condition qu'elles fussent accomplies par voie hiérarchique, et l'intervention du peuple dans les affaires lui causait une sorte de consternation.

Bien qu'il eût des sympathies personnelles pour plusieurs des membres du Comité national, l'existence seule de ce Conseil d'origine révolutionnaire lui semblait un scandale et il arrivait à Prague avec l'intention arrêtée de rétablir la marche régulière de l'administration et de remettre les choses à leur place. Pointilleux, défiant, il attribuait aux moindres incidents une importance redoutable et il s'exagérait beaucoup les dangers de la situation; il était convaincu que Dieu l'avait spécialement choisi pour terrasser le dragon révolutionnaire. Sa mère, confite en dévotion, l'avait élevé dans une piété superstitieuse; il entra à Prague par un orage épouvantable, il y vit un signe des combats qu'il aurait à soutenir : — « Je veux espérer que Dieu annonce ainsi qu'il foudroiera les hommes qui ne se comporteront pas comme je le désire! » Il avait cependant par moment des doutes sur le succès. — « Il est vrai que grâce à Dieu je peux regarder tout le monde en face. Est-ce une raison pour que je sois vraiment l'homme de la situation. Et puis entre-t-il dans les desseins de Dieu de nous sauver? Ne veut-il pas fournir en nous, dans l'intérêt général du monde, la preuve de ce que le droit public moderne renferme de mensonge et d'irréel? A la grâce de Dieu! J'agirai de mon mieux. » Il était persuadé qu'il jouait sa vie, et il en éprouvait une agréable surexcitation; il avait le goût des attitudes héroïques et le prurit du martyre.

Cet étrange amalgame des intentions les plus droites avec les idées les plus bornées et les imaginations les plus fantasques l'exposait à de redoutables maladresses : il était décidé à ne pas reculer devant un conflit avec les révolutionnaires, et il embrassait sous ce nom quiconque avait pris une part active au mouvement. Avec cela, il n'avait pas abdiqué ses sympathies pour les Tchèques et il avait eu à Vienne à diverses reprises l'occasion d'appré-

cier le tact des Allemands. En 1845, par exemple, dans un banquet en l'honneur d'Ébert, le plus illustre représentant de la littérature germanique en Bohême[1], Castelli, qui a écrit de curieux mémoires, s'était levé et, après un éloge dithyrambique du héros de la journée, il avait cherché un mot de la fin : — On se demande : Ébert est-il un Tchèque, un Allemand, un Bohême-Allemand, un Allemand-bohême; moi, je réponds hardiment : c'est un Bohême, car il nous a volé nos cœurs. — Allusion délicate au proverbe praguois d'après lequel, quand un enfant tchèque vient au monde, on lui présente une bourse et un violon : s'il tend la main vers le violon, il sera musicien; sinon, il sera voleur. Thun goûtait peu ce genre d'esprit. Cependant son séjour dans la capitale, dans les cadres de l'administration centrale, avait développé chez lui les idées de gouvernement, et François Stadion, gouverneur de Galicie, dont il avait été un des agents préférés pendant les derniers mois, très centraliste, lui avait démontré la nécessité d'un pouvoir énergique et respecté. Il estimait d'ailleurs les prétentions des Slaves excessives ou prématurées et, dès la première heure, son attitude suscita parmi les patriotes une irritation d'autant plus vive qu'ils avaient placé en lui de plus chaudes espérances.

Au moment où il prit le pouvoir, il y avait déjà deux mois que l'on vivait sans gouvernement et les inconvénients de cet intérim trop prolongé apparaissaient toujours plus visibles; l'agitation grandissait, augmentée à la fois par les défaillances des autorités, les lenteurs du Comité central, les provocations des réactionnaires et les nouvelles de la capitale. « A Vienne, dit Schouselka, l'ivresse de la popu-

1. Ch. Egon Ebert, 1801-1882, né à Prague, d'une famille allemande. Ses premières œuvres, *Poésies* (1824), *Vlasta, épopée nationale bohême* (1829), son drame *Bretislaw und Jutta*, composées sous l'influence du romantisme, sont toutes brûlantes de patriotisme bohême. Peu à peu, l'idée germanique étouffa en lui ce nationalisme. Les Allemands lui ont fait une petite réputation assez peu justifiée; quelques-unes de ses pièces ne manquent pas de fraîcheur et de grâce, mais le sentimentalisme banal et la fadeur idyllique de ses grandes machines les rendent odieuses.



lation entière avait atteint ce degré qui fait prévoir un terrible mal aux cheveux..... Des saturnales qui durent, deviennent vite des orgies, et, si la bonhomie fondamentale des habitants les protégeait encore contre les pires excès, dans la vie et en particulier en politique, la bonhomie ne suffit pas longtemps. » Au milieu de ce hourvari, les ministres perdaient la tête, et la monarchie fondait entre leurs mains débiles : les Piémontais, bien que leurs progrès eussent été arrêtés par la bataille de Sainte-Lucie (6 mai), refusaient de traiter, même au prix de l'abandon de la Lombardie; depuis que l'Empereur avait sanctionné (11 avril) les trente et une lois qui avaient été votées par la diète de Pesth, la Hongrie, devenue un état indépendant, marchandait ses secours. Les prétentions des Magyars avaient, d'autre part, surexcité les colères des autres nationalités et déjà la guerre civile menaçait; Iellatchitj, nommé ban de Croatie, convoquait à Zagreb la diète croate (5 juin), les Roumains et les Serbes couraient aux armes. Ces rumeurs belliqueuses hâtaient le triomphe à Pesth du parti radical qui se groupait autour de Kossuth et qui, soupçonnant dans ces insurrections la main de la cour, travaillait à entretenir l'émeute dans la capitale, afin d'occuper hors de la Hongrie l'attention des ministres.

Pillersdorf, bon Autrichien, avec la connaissance des affaires, revenait de temps en temps à l'idée de s'appuyer sur les Slaves pour défendre contre les Magyars et les Allemands l'intégrité de la monarchie. Le 8 mai, il mandait Palatsky à Vienne par télégramme et lui offrait le portefeuille de l'Instruction publique[1]. Il est évident que les Tchèques avaient un intérêt capital à avoir à ce moment un représentant au centre des affaires et Palatsky avait le devoir absolu d'accepter sur le champ les offres qu'il recevait. — Malheureusement, des qualités indispensables à l'homme d'état, celle qui lui manqua toujours le plus, c'est le sens de l'opportunité. — Il craignit d'être une

1. Sur cet important épisode, Palatsky, Écrits politiques, p. 33.

occasion de conflit et de pousser à bout ses adversaires. — Ma nomination, dit-il, aurait à cette heure, en Autriche et au-dehors, le sens d'une déclaration en faveur des Slaves. — C'était justement ce qui était nécessaire, engager le gouvernement, l'obliger à avouer des résolutions dont il sentait l'urgence et devant lesquelles sa pusillanimité reculait.

Le ministre, qui se repentait déjà de son audace, vit partir Palatsky avec un soupir de soulagement. Celui-ci, trop honnête et trop obstiné pour soupçonner ces capitulations de conscience, revint à Prague très satisfait, convaincu que le cabinet était animé des meilleurs sentiments pour les Slaves et que leur victoire était certaine à condition qu'ils ne la compromissent pas par quelque imprudence. — « Surtout pas de violences; si nous recourons à la force, nous ne valons pas mieux que nos adversaires. » — Morale très élevée, qui profite surtout aux aigrefins. Je pense, écrivait Palatsky, que « les choses arriveront tranquillement au but que nous poursuivons ». — En fait, jamais les choses n'arrivent tranquillement au but, et même quand les esprits sont convertis et les événements mûrs, les derniers obstacles ne tombent que sous une énergique poussée; en politique comme en morale, la première vertu, au-dessus même de la bonté, est le courage, qui consiste aussi bien à ne pas reculer devant les résolutions viriles qu'à supporter sans faiblir les injustices de la fortune.

L'optimisme évangélique des hommes qui étaient les chefs reconnus de l'opinion à Prague, leur aliénait les intransigeants qui jugeaient avec moins de complaisance la situation, et la colère populaire poussa peu à peu au premier plan des radicaux de talents médiocres et d'autorité contestable. Les délibérations du Comité de Francfort où Schilling parlait « d'employer l'épée pour contraindre les Tchèques à accepter l'union avec l'Allemagne » et où la majorité décidait que les députés de Bohême seraient validés même s'ils avaient été élus par trois électeurs,



étaient commentées dans une série de pamphlets; des émissaires étrangers parcouraient le pays et cherchaient à persuader les paysans que leur intérêt leur commandait de prendre part au vote. Leur succès fut extrêmement faible et, même dans une partie des districts allemands, particulièrement vers le sud, les prophètes du pangermanisme furent assez mal accueillis; leur déconvenue se traduisait par un redoublement d'injures, qui à leur tour soulevaient peu à peu la colère des Tchèques. Le ton de la polémique s'aigrissait de plus en plus, la foule perdait peu à peu son sang-froid et en arrivait à cet état d'exaspération où les résolutions les plus folles paraissent naturelles.

A Vienne, Pillersdorf, capitulant devant l'émeute, retirait la constitution du 25 avril et promettait la convocation d'un Parlement où seraient représentés tous les pays autrichiens en dehors de la Hongrie; il serait élu au suffrage universel et fixerait la nouvelle constitution de l'Empire (16 mai). Cette décision du président du Conseil était en contradiction flagrante avec ses promesses aux Tchèques et supprimait d'un trait de plume les droits historiques de la Bohême en laissant à une majorité composite le soin de régler la condition juridique et politique nouvelle du royaume. L'émotion qu'elle causa fut cependant très peu profonde, vite effacée par la consternation que provoqua la nouvelle de la fuite de l'Empereur, qui allait chercher à Innsbruck un asile contre l'insurrection victorieuse dans la capitale (17 mai). Pillersdorf, maladroitement, au lieu d'exploiter l'émotion universelle pour restaurer son pouvoir, laissa aux radicaux le temps de se remettre de leur surprise, et le parti révolutionnaire, servi par les étudiants et représenté par le Comité de sûreté générale, après un moment d'effarement, reprit vite l'avantage (26 mai).

En présence du péril, la Cour, malgré ses tendances centralistes et bien qu'elle désirât ménager le Parlement de Francfort, se résigna à faire flèche de tout bois. « L'Empereur est convaincu, écrivait le ministre à Thun, que

si un danger menaçait le trône, la constitution ou la puissance autrichienne, les Tchèques n'hésiteraient pas à s'y opposer. » Leur cause paraissait pour le moment se confondre avec celle même des Habsbourgs et, dans un pays de tradition et de vieille aristocratie comme l'Autriche, cette alliance avec la dynastie pouvait avoir les plus heureuses conséquences. La question était de savoir si les ministres avaient pesé les conditions nécessaires d'une entente durable et s'ils jouaient franc jeu ; le contraire est infiniment vraisemblable. Dans l'entourage de l'Empereur, personne n'eut clairement alors la conception d'un état fédéraliste ou du moins ne se résigna à sacrifier la domination de l'Allemagne, ce qui était la condition d'une réorganisation équitable de la monarchie. L'appel aux Tchèques n'était ainsi qu'un expédient, et il est sûr que, dans tous les cas, ils auraient été abandonnés, dès que, grâce à eux, les révolutionnaires de Vienne auraient été écrasés. Quand leurs écrivains affirment aujourd'hui qu'à ce moment la Cour était sincèrement décidée à reconnaître l'autonomie du royaume et que, sans l'insurrection de la Pentecôte à Prague, l'indépendance du pays aurait été rétablie, ils prennent leurs désirs pour la réalité et ils oublient le proverbe, de la Coupe aux Lèvres, qu'ils ont eu cependant la triste occasion de méditer plus d'une fois. Tout au plus est-il permis de dire que l'émeute, en jetant un discrédit fâcheux sur la cause tchèque, facilita le succès des centralistes et des Allemands. Mais, autant qu'il est possible de raisonner d'après des données connues, cette funeste aventure ne modifia pas sérieusement la marche générale des événements, qui était déterminée par des causes autrement anciennes et profondes.

La faute des radicaux serait ainsi dans tous les cas vénielle, en admettant que la responsabilité du conflit retombât directement sur eux. Il est certain qu'ils manquèrent de sang-froid ; on est très disposé à les en excuser, quand on voit le véritable guet-apens où ils furent entraînés par les réactionnaires et la sottise dogmatique de Thun,



qui transforma en une sanglante catastrophe ce qui eût pu n'être qu'une escarmouche sans portée.

Le comte avait les meilleures raisons du monde pour détester les révolutionnaires viennois et il désirait faire de la Bohême le centre de la résistance « autrichienne » contre les séparatistes; à cause de cela même, il mettait une certaine coquetterie à tenir Prague bien en mains, et il n'avait pas la main souple. Les modérés lui pardonnaient bien des choses, parce qu'ils étaient en somme convaincus de son loyalisme patriotique et il leur en donnait un gage précieux par la proclamation du 17 mai qui ordonnait la prompte convocation de la diète de Prague. Sa conduite trahissait cependant quelque hésitation et les radicaux se défiaient de lui. Il avait justifié leurs préventions par quelques maladresses qu'il n'avait pas osé soutenir; il était sorti en fort mauvais point de ces aventures mal préparées, et il n'était pas homme à pardonner à ses adversaires les sottises qu'il avait commises et les déboires qu'elles lui avaient valus. La masse ne voyait pas très nettement où le Gouverneur et la Cour entendaient la conduire et ne les suivait qu'avec une certaine répugnance; si elle n'avait aucune sympathie pour les centralistes viennois, elle comprenait fort bien les dangers d'une réaction militaire et ne voulait à aucun prix faire le jeu du parti absolutiste : Thun ne cherchait-il pas à renouveler le vieux moyen classique des despotes, diviser pour régner? Les sympathies qu'il témoignait aux Slaves, étaient-elles sincères et seraient-elles durables? — Il était permis d'en douter quand on le voyait persister, contre les sollicitations instantes du Comité national, à fixer au 23 mai la date des élections pour le Parlement de Francfort.

A mesure que l'on approchait du jour fixé, les Allemands devenaient plus provocants. Ils répandaient une brochure de Tibaldi (*les Slaves de l'Empire d'Autriche*), très injurieuse pour les Tchèques : — le mouvement slave de Bohême avait été suscité par quelques ratés qui n'avaient que ce moyen d'arriver à la notoriété et à la fortune (!); quiconque



avait le moindre talent se gardait bien d'écrire dans un dialecte de fantaisie, que dédaignaient les classes supérieures et que le peuple ne comprenait pas; cette révolte n'avait d'ailleurs aucun avenir, et les Slaves, refoulés dans la plaine où les montagnards les tenaient assiégés, morcelés en petits territoires isolés par la présence des villes qui leur étaient hostiles, étaient condamnés à capituler rapidement. — Les Tchèques étaient exaspérés, ils accusaient le Grand-Burgrave de trahison, et, si les Allemands de Prague persistaient le 23 mai à les braver en élisant des députés chargés d'aller trafiquer à Francfort de l'indépendance du royaume, toutes les représailles étaient à craindre.

L'émeute de Vienne et la fuite de l'Empereur détournèrent un moment les passions en provoquant un brusque réveil du loyalisme autrichien. Une monarchie qui dure depuis des siècles a engendré bien des intérêts qui n'abdiquent pas si aisément; le clergé, très influent, et la noblesse n'avaient aucune sympathie pour Francfort et beaucoup d'industriels craignaient un rapprochement trop intime avec l'Allemagne qui eût mis en question leurs monopoles. La sourde opposition que rencontraient déjà les orateurs du pangermanisme, soutenue désormais jusque dans les centres allemands par une partie importante de la population, s'exprima plus librement, et cette brusque explosion de patriotisme déconcerta les agitateurs. Le résultat des élections déçut leurs espérances : dans les districts tchèques, il leur fut impossible d'organiser même un simulacre de vote, et dans beaucoup de régions mixtes ou en majorité germaniques, — en particulier dans le sud, — il n'en fut pas autrement. Sur soixante-huit circonscriptions, vingt seulement élurent des députés pour Francfort : encore dans plusieurs, les abstentions furent-elles si nombreuses que douze députés à peine réunirent la majorité légale, et à peu près uniquement dans les cercles où l'on avait procédé au vote avant que la nouvelle des événements de la capitale se fût répandue. A Prague, au dernier moment, les chefs du parti sécessioniste avaient jugé prudent de ne

pas pousser à bout leurs adversaires et trois électeurs seulement avaient envoyé leur bulletin. Dans leur lutte contre Francfort, les Tchèques gardaient l'avantage : ils avaient démontré que les Slaves formaient en Bohême l'immense majorité des habitants et, ce qui n'était guère moins important, que, parmi les Allemands mêmes, les séparatistes n'étaient qu'une fraction secondaire.

L'alarme avait été chaude et l'ébranlement des esprits demeurait profond; les radicaux accusaient Thun d'avoir laissé le champ libre jusqu'à la dernière minute aux manœuvres des pangermanistes, et ses explications embarrassées ne satisfaisaient personne. Puis, comme dans ses précédentes tentatives, il avait paru céder à l'intimidation. Il donnait ainsi de plus en plus l'impression d'un homme dont les intentions ne sont pas droites et qui n'a pas le courage d'aller jusqu'au bout de ses complots; il invitait à la révolte à la fois par ses louches compromissions et par ses concessions tardives. Ces soupçons qui prenaient chaque jour plus de consistance, n'étaient après tout qu'exagérés, plutôt que faux. « Thun, écrivait par la suite Rieger à Helfert, avait cherché autant que possible à écarter les causes de conflit entre les deux races et à maintenir l'égalité des peuples, l'idée autrichienne et l'intérêt commun. » — Il était cependant absurde d'exiger des Slaves, comme il le prétendait en réalité, qu'ils trouvassent dans leur dévouement leur seule récompense, et, puisqu'on leur demandait de sauver la monarchie, ils avaient bien quelque droit à prétendre sortir de la situation humiliée dans laquelle on les avait toujours tenus jusque là. Sans nier leurs titres en principe, le comte commençait par réclamer d'eux un acte de renoncement : ils devaient ne rien demander, s'en remettre à l'équité du souverain et se déclarer satisfaits des concessions les plus frivoles. L'hégémonie des Allemands en Bohême lui semblait de droit divin : Prague pouvait bien redevenir un moment la capitale de la monarchie, mais à condition de cesser d'être une capitale slave. Les clauses du traité négocié

avec la Couronne étaient ainsi suspectes d'avance aux patriotes, et, comme de plus les intentions réactionnaires de la camarilla inspiraient les plus vives inquiétudes aux libéraux, les défenseurs actifs de la Révolution suivaient les manœuvres du Gouverneur avec une anxiété croissante.

Pendant que l'on continuait en Bohême avec une lenteur imprudente à préparer la réunion de la Diète, Thun et le Comité national avaient envoyé à Innsbruck des délégués chargés de protester de leur dévouement à l'Empereur et d'obtenir l'exécution des promesses dont on leurrait depuis si longtemps les Tchèques. Le Grand-Burgrave déclarait qu'il n'obéirait plus aux ordres de Vienne (29 mai) et il suppliait Ferdinand de faire partir immédiatement pour Prague l'archiduc François-Joseph, nommé gouverneur de Bohême, et d'instituer à côté de lui un Conseil central qui prendrait en mains l'expédition des affaires, en attendant que les rapports du Royaume avec le reste de la monarchie eussent été fixés par la constitution. C'était reconnaître implicitement au souverain le droit de délimiter la compétence respective des autorités du royaume et de celles de l'Empire et abandonner par là la pure doctrine du droit d'État, suivant laquelle les rapports de la Bohême avec les autres pays soumis aux Habsbourgs ne pouvaient être réglés que par un libre contrat négocié avec les représentants du peuple. Il n'est pas douteux cependant que, si le projet de Thun eût été accepté, il n'eût créé pour la Bohême une situation des plus favorables; il était évidemment d'une importance capitale qu'au moment où se discuterait la constitution commune, les Tchèques fussent en possession d'organes autonomes et qu'ils n'eussent qu'à défendre leurs privilèges et non plus à les conquérir. Beati possidentes!

Rieger et Nostits qui étaient allés présenter à Innsbruck les propositions de Thun, tombèrent au milieu de luttes très violentes. Le ban de Croatie, Iellatchitj, était en insurrection ouverte contre le gouvernement de Pesth et il



avait convoqué pour le 5 juin une diète à Zagreb. Il était évident que les Croates se prononceraient pour une résistance à outrance contre les Magyars et qu'ils joindraient leurs forces aux Roumains et aux Serbes qui avaient déjà ouvert les hostilités. Le président du ministère hongrois, Batthyanyi, tremblait que cette coalition, déjà redoutable en elle-même, ne se grossît de nouveaux éléments; il avait couru à Innsbruck pour obtenir la révocation de Iellatchitj et arracher l'Empereur aux influences fédéralistes. Il avait pour lui les ministres Doblhoff et Wessenberg qui subissaient la domination des clubs révolutionnaires viennois. La cour hésitait, partagée entre ses haines réactionnaires, la volonté de ménager les Magyars et la crainte de servir les ambitions des Hohenzollern en s'aliénant les Allemands. — François-Charles, l'héritier présomptif du trône, accueillit aimablement Nostits et Rieger : il faut, leur dit-il, que le gouvernement cesse de considérer toutes les affaires du haut du clocher de Saint-Étienne [1]; l'archiduchesse Sophie, sa femme, dont l'intelligence était ferme et claire et qui avait une influence incontestée, semblait également bien disposée.

Les délégués de Prague n'obtenaient cependant toujours pas de réponse décisive. Rieger insista sur la nécessité de se hâter : les circonstances étaient redoutables, chaque jour de retard aggravait les difficultés et était gros de périls imprévus. En partie pour se débarrasser de lui, on le chargea de rédiger le projet d'une déclaration qu'il rapporterait à Thun. — L'Empereur rappelait que le 8 avril il avait promis aux Tchèques une administration centrale, dont la compétence serait très large et s'appliquerait à l'ensemble de la couronne de Saint-Venceslas, de manière cependant à ne pas affaiblir la puissance de l'Empire au dehors. Fidèle à ses engagements, il avait nommé gouverneur du royaume son neveu, François-Joseph, et il avait songé à organiser près de lui une lieutenance. Si les circonstances

1. Œsterr. Jahrb., 1896, p. 217.



avaient empêché jusque là d'arrêter les détails de la constitution qui entrerait en vigueur, les nécessités de l'ordre public et les besoins du pays ne permettaient pas un plus long ajournement. L'Empereur ordonnerait donc à François-Joseph de partir le plus tôt possible pour Prague et il instituerait à côté de lui un conseil provisoire de gouvernement qui serait présidé par l'archiduc et en son absence par Thun ; il exercerait les droits et les pouvoirs de cette administration autonome dont les Tchèques avaient reçu la promesse. En attendant que la compétence de ce Conseil fût déterminée par la constitution, il se substituerait aux anciennes commissions centrales, en particulier à la Chancellerie aulique, mais exclusivement pour ce qui concernait les questions relatives à la Bohême; il serait chargé de proposer les bases d'une organisation définitive de la lieutenance du royaume et d'une cour supérieure de justice [1].

Le projet de Rieger fut-il accepté par la cour, et la patente impériale qu'il fut chargé de remettre à Thun était-elle conforme à la minute de son rapport? Les historiens tchèques l'admettent [2], mais nous ne connaissons pas la pièce elle-même et leurs arguments ne sont pas absolument décisifs [3]. D'ailleurs, même le texte de Rieger ouvre la porte à bien des difficultés et il ne saurait être considéré que comme une ébauche assez vague. Le parti centraliste n'avait pas désarmé et, le 6 juin, Doblhoff écrivait à Thun qu'à propos des doutes qui s'étaient élevés relativement au caractère de l'assemblée convoquée à Vienne, l'Empereur avait jugé bon de déclarer officiellement que ce futur Parlement devait être considéré comme Constituant. En réalité, on se débattait au milieu d'un imbroglio inextricable; la

1. Tcherny, p. 281.
2. Boh. Rieger, Notre développement constitutionnel, p. 30.
3. Helfert s'est cru tenu à une certaine réserve et il n'a pas voulu révéler ce que contenaient les documents qui lui avaient été communiqués confidentiellement; j'avoue que j'ai quelque peine à admettre que sa discrétion n'eût pas été plus transparente si le texte de la patente impériale avait été clair.



Cour ne se rendait même plus compte des contradictions qu'elle acceptait et des honteux embarras où allaient la jeter ses promesses inconciliables : Constituante à Francfort, Constituante à Vienne, Constituante à Prague. — A laquelle de ces assemblées reviendrait définitivement le dernier mot? De toutes les chartes constitutionnelles qui coulaient de la plume des ministres et que contresignait sans les lire le débonnaire Ferdinand, laquelle serait regardée comme valable? Que signifieraient, le jour d'une victoire de la réaction, des engagements arrachés par la force, ambigus, et, en admettant même que Thun fût sincère, aurait-il le courage et le pouvoir d'exiger de l'Empereur le respect de sa parole?

En résumé, de toutes les négociations avec la cour, un seul fait subsiste pour moi, c'est qu'il n'eût pas été impossible d'obtenir la réunion d'une Diète à Prague, et je reconnais que c'eût été un fait d'une extrême conséquence : les Tchèques auraient eu dès lors, en effet, l'avantage d'avoir une représentation régulière qui eût imposé à la cour quelques ménagements. Les centralistes, qui, même après les dernières concessions de l'Empereur, cherchaient un prétexte pour ajourner la convocation de l'assemblée de Prague, furent bien servis par les réactionnaires et les militaires qui attendaient depuis longtemps une occasion de conflit.

Les négociations engagées à Innsbruck étaient demeurées secrètes et la population vivait dans une ignorance favorable aux racontars les plus absurdes et aux plus folles surprises de l'imagination. Thun semblait prendre à tâche d'exaspérer les habitants, et, au moment même où il pressait la Cour d'accorder aux Bohêmes une large autonomie, il traitait le Comité national avec une intolérable insolence. Quand, le 20 mai, Trojan avait demandé que l'on désignât quelques hommes de confiance qui agiraient de concert avec le Gouverneur, le comte avait répondu « qu'il n'avait besoin d'aucun avis pour savoir ce qu'il avait à faire et qu'il n'entendait pas se laisser terro-

riser, pas plus par en bas que par en haut »; cette algarade ridicule avait amené des récriminations acerbes et les esprits étaient si montés que le Grand-Burgrave lui-même jugea nécessaire quelque concession. Il annonça deux jours plus tard qu'il avait résolu d'instituer un Conseil provisoire de gouvernement, auquel il appela entre autres Brauner et Palatsky. Ce bon mouvement n'eut pas de suite et, même envers les hommes dont il estimait le plus le caractère, il ne se départit pas de sa hautaine réserve [1].

Cette attitude entretenait l'émotion universelle. Aussi la situation était-elle toujours plus troublée, les charivaris plus nombreux, les réunions plus tumultueuses, les esprits plus affolés. Le Congrès slave porta à son comble la fièvre populaire.

*
* *

L'exemple de Francfort avait éveillé chez les divers groupes slaves la pensée de s'unir contre le danger commun : l'idée germa rapidement dans une génération pénétrée des doctrines de Kollar et, d'un avis unanime, on reconnut que les Tchèques étaient les médiateurs nécessaires de cette sainte alliance. Le projet de convoquer les représentants des diverses tribus slaves à de grandes assises où ils fixeraient leurs destinées futures, était de ceux qui, une fois lancés, ne peuvent pas être écartés; en Bohême cependant les chefs les plus écoutés ne s'y rallièrent pas sans inquiétude. Palatsky et même Chafarjik sentaient le

1. Quelles raisons précises, dans ces circonstances, avaient déterminé Thun à former ce conseil *d'en cas?* On raconta à ce moment que le Comité national lui avait forcé la main (Schopf, IV, p. 27); on prétendit même que la dixième section du Comité avait décidé, s'il résistait, de le jeter par la fenêtre, et Helfert ajoute qu'un ou deux membres étaient résolus à le poignarder en pleine séance (Oest. Jahrb, 1896, p. 213). Helfert accepte sans critique les plus niais racontars, s'ils sont hostiles aux révolutionnaires, et son récit est inadmissible; d'ailleurs, je crois, comme lui, que Thun était incapable de céder aux menaces. Il paraît vraisemblable qu'il avait simplement voulu éviter une rupture ouverte avec la majorité du Comité en lui donnant une apparence de satisfaction.

terrain glissant et ils redoutaient visiblement d'être entraînés plus loin qu'ils ne voudraient; ils entendaient ne donner aucune prise à leurs adversaires, qui les accusaient de séparatisme et de trahison, et ils voulaient que l'on prît pour point de départ l'existence de l'Autriche, qu'il s'agissait de régénérer, non de détruire.

Ils ne se dissimulaient pas qu'il y avait une certaine contradiction entre la pensée même du Congrès slave et le programme dans lequel ils entendaient le renfermer. Ce qui rapprochait en effet les Slovaques, les Serbes, les Polonais et les Tchèques, ce n'était pas le droit historique, mais bien le droit naturel, et par quelle bizarre pusillanimité, après avoir vérifié les titres de parenté originelle des divers Slaves, exigerait-on d'eux aussitôt qu'ils les oubliassent en vertu de traités surannés? Les Polonais supposaient bien que la logique et la force des choses seraient plus puissantes que les considérations de prudence et ils ne désespéraient pas de triompher de quelques archéologues timorés. Ils avaient été surpris par les événements de 1848 en pleine désorganisation, et, depuis lors, leurs tentatives avaient été malheureuses; il ne leur restait d'autre atout qu'un bouleversement général et ils comptaient sur le Congrès slave pour mettre le feu aux poudres. Leurs désirs et leurs desseins étaient ainsi absolument opposés à ceux de la plupart des Tchèques; dans les débats du Congrès, ce qui se cache sous les discussions de forme, c'est le désir des révolutionnaires d'arracher la direction aux modérés, pour obtenir de l'Assemblée qu'elle se réclame du droit idéal et poursuive une réorganisation complète de l'Europe.

Sans doute, disaient Palatsky et ses amis, nous regrettons de ne pouvoir réparer les injustices sur lesquelles se sont élevés les états modernes; seulement, pour y arriver, il faudrait déchaîner une guerre universelle, dans laquelle nous aurions contre nous les souverains et une bonne partie des peuples. Écartons donc des désirs légitimes, mais irréalisables, et bornons-nous à préparer aux Slaves un



avenir meilleur, en rajeunissant l'Autriche. — Mais cette Autriche, répondaient les intransigeants, n'est-elle pas l'obstacle essentiel, le mortel ennemi, et tant qu'elle existera, comment les nationalités italienne, roumaine, serbe, polonaise, se développeront-elles? — Les historiens bohêmes reprochent volontiers aux Polonais de sacrifier les intérêts de la Slavie à leurs rancunes et à leur égoïsme : accusations peu sérieuses! En réalité, les divers groupes obéissaient alors comme toujours à leurs intérêts propres; pour les uns, l'Autriche était une geôle et pour les autres un refuge, et chacun interprétait les principes au gré de ses besoins et de ses passions.

Cette divergence essentielle se compliquait d'autres tiraillements qui se rattachaient d'ailleurs à la même cause fondamentale. Les Tchèques, qui n'avaient rien à craindre des Russes, avaient quelque sympathie pour le Tsar Nicolas que détestaient les Polonais, tandis que ces derniers se rappelaient avec reconnaissance l'attitude des Magyars en 1831 et leur étaient secrètement favorables contre les Slovaques et les Croates. Démocrates d'allure, friands de la lame, amoureux de panache et de tapage, ils sentaient au fond du cœur un peu de dédain pour la politique de cabinet de ces érudits qui attendaient de la libre discussion le triomphe de leur cause. Les Tchèques avaient conscience de ces oppositions de principes, d'habitudes et de situations, et ils n'espéraient pas grand chose de semblables auxiliaires. Ils comptaient, pour les contenir, sur les Slaves du sud et en particulier sur les Croates qui avaient les mêmes intérêts qu'eux et sur un groupe de Polonais modérés qui avait pour chef le prince G. Loubomirsky; ces derniers comprenaient le danger des folles tentatives et, sans abandonner le désir d'une restauration politique, ils pensaient que ce qui importait avant tout était de défendre et de développer leur nationalité. Il était à craindre cependant que les théories des radicaux n'exerçassent une irrésistible fascination sur les jeunes gens et les esprits simples et que les inspirateurs du Congrès ne fussent débordés.

Tout dépend, écrivait Chafarjik à Palatsky, de la façon dont seront menées les choses ; il faut de la rapidité, de la résolution et de l'ordre. — Le plus sage eût été de fixer dès le début un programme précis et un règlement qui eût empêché la discussion de dévier; on ne l'osa pas, de peur de diminuer l'autorité de la réunion, en écartant les Polonais. Mathias Thun, le président désigné, très timoré et qui déclarait « qu'il n'y avait pas grand'chose à attendre d'eux », recommandait cependant « de prendre une position intermédiaire ». L'appel que lança le Comité d'organisation garda la trace de ces incertitudes. Il s'adressait spécialement aux Autrichiens : — « Si d'autres Slaves habitant au-delà des frontières veulent nous honorer de leur présence, ils seront les hôtes bienvenus » (1er mai); — il indiquait pourtant un programme très vaste, de manière à justifier ceux qui écrivaient à Mitskiewitch de ne pas se laisser tromper par les formules d'invitation : — « Dans notre situation nous ne pouvions pas faire autrement, mais nous vous engageons à vous faire représenter au Congrès par le plus grand nombre possible de délégués. »

Palatsky, inquiet de cette amphibologie, publia une sorte de commentaire du manifeste — « Nous déclarons solennellement que nous sommes résolus à demeurer fidèles à la Dynastie comme à maintenir l'intégrité de l'Empire et nous protestons contre les calomniateurs qui nous appellent séides de la Russie, panslaves ou séparatistes. Nous n'entendons opprimer personne et le Congrès slave n'a d'autre but que de nous permettre d'obtenir les droits que nous réclamons également pour les autres peuples. » — Cette déclaration tardive n'exprimait après tout qu'une opinion personnelle et Palatsky était-il si sûr de ses propres amis ? — Venez, et venez en grand nombre, écrivait Erben à Stanko Vraz. Je sais que c'est le moment où votre diète doit se réunir; que cela ne vous arrête pas. Il ne s'agit de rien moins que d'amener le gouvernement à abandonner son ancienne politique germanique et à s'unir à nous, Slaves. Nous n'y réussirons que si nous opposons

aux Allemands la plus grande force possible, que si vous autres, frères Slaves, vous venez très nombreux. Maintenant ou jamais ! — Qui peut jamais prévoir où s'arrêtent de telles démonstrations.

Encore à la veille de l'ouverture du Congrès, il était très difficile de dire la tournure qu'il prendrait. Il n'était pas impossible qu'il aboutît à un échec lamentable. — Les délégués ruthènes qui se rendaient à Prague se présentèrent à Cracovie chez le général Schlick qui leur demanda ce qu'ils comptaient faire : — Mon Dieu, c'est bien simple, répondit l'un d'eux; toutes les fois que les Polonais feront une proposition, nous voterons contre. — « Les Polonais, disaient non sans raison les Grenzboten, viennent uniquement voir s'il est possible de se servir de la Bohême pour affranchir leur patrie ; au fond, ils haïssent les Tchèques et les abandonneront, dès qu'ils auront atteint leur but. » — Les Serbes et les Croates ne s'entendaient qu'à condition de ne pas entrer dans le détail de leurs désirs ; les Dalmates se défiaient des Slovènes. C'était partout la plus étrange complication de sentiments, un mélange confus de fraternité voulue et d'instinctives défiances, de rancunes historiques et de solidarité familiale ; les sceptiques et les sots faisaient des gorges chaudes sur ces apôtres qui, dans leur marche vers l'avenir, s'embarrassaient à chaque pas dans les entraves du passé et qui ne réussissaient pas à dépouiller le vieil homme. Les Tchèques les plus sincères ne se dissimulaient pas la force des préjugés qu'ils auraient à vaincre et ils n'espéraient aucun résultat immédiat, mais ils pensaient qu'il n'était pas inutile de jeter la bonne semence, quelque long que dût encore être l'hiver.

Le 2 juin, le jour de l'inauguration solennelle, toutes les inquiétudes furent pour un moment emportées par un grand souffle d'enthousiasme et de joie. Les membres de l'Assemblée se réunirent par sections à 8 heures du matin, au Musée tchèque, et se rendirent en procession à l'église du Tyn. Une cohorte d'étudiants armés ouvrait la marche, suivie d'un chœur de polytechniciens qui chantait des



hymnes patriotiques. Derrière eux un jeune homme, revêtu du costume polonais, élevait un drapeau rouge et blanc et à côté de lui un autre jeune homme, en costume bohême, portait le tricolore slave. Après une compagnie de la Svornost, s'avançait le Comité d'organisation et, derrière lui, les membres du Congrès avec, à leur tête, Palatsky, élu président sur le refus formel de Chafarjik, et les deux vice-présidents, Loùbomirski et Stanko Vraz, le poète slovène, un des principaux collaborateurs de Louis Gaj et l'un des chefs les plus connus de la Renaissance illyrienne. Les étudiants formaient la haie, des étendards tchèques et slaves flottaient aux fenêtres; les acclamations se croisaient : Slava ! Na zdar ! Zivio ! et, au-dessus, dominant tous les cris, emportant les cœurs dans un élan d'allégresse, montait l'hymne national : Hé, Slaves ! Elle vit encore notre langue slave ! — Les députés Yougo-slaves attiraient particulièrement les regards, les Serbes le pistolet à la ceinture, les Croates coiffés de leur tchapkas rouges et le sabre au côté, les prêtres orthodoxes avec leur longue robe et leur chevelure flottante.

L'assemblée, qui se réunit dans l'île de Jofin, comprenait presque tous les hommes que leur dévouement ou leurs travaux avaient désignés à l'amour de leurs concitoyens et il suffisait d'énumérer leurs noms pour confondre les niais qui parlaient de la sauvagerie slave. Le groupe bohême, auquel s'étaient joints les Slovaques, était naturellement le plus nombreux (environ 150 membres) ; la seconde section, polonaise-russe, se composait d'une trentaine de délégués, et les Yougo-Slaves étaient 25. On remarquait parmi les plus illustres, à côté de Palatsky, de Chafarjik et de presque tous les écrivains tchèques, Pourkynié, le célèbre physiologiste, Vouk Karadjitj, le rénovateur de la langue et de la littérature serbes, Danitchitj, que ses travaux de philologie et de grammaire ont illustré, le poète croate Nikanor Grouitj, Louis Stour et Hodja qui défendaient avec héroïsme les droits des Slovaques contre l'insolence magyare. Les Ruthènes se groupaient autour de

Sapiéha, et les sympathies des Polonais hésitaient entre le prince Loubomirski et Libelt de Posen, qui, après avoir combattu courageusement en 1831, avait essayé de soulever une nouvelle insurrection en 1846; condamné à vingt ans de forteresse, il avait été délivré par la révolution de 1848 et ses souffrances n'avaient pas abattu son ardeur. L'Ukraine avait pour représentant Edmond Chojetski qui devait obtenir de beaux succès en France comme romancier et dramaturge sous le nom de Charles-Edmond. La Russie n'avait envoyé que Bakounine.

De tous les discours qui furent prononcés, celui de Chafarjik causa la plus profonde impression; il n'était pas orateur et il n'aimait ni les mots sonores ni les gestes exubérants, mais sa présence à la tribune rappelait à elle seule le labeur et les souffrances de ces évocateurs magiques qui avaient rassemblé les débris épars de leur race et soufflé à ce cadavre une âme vivante. Dans le concert tumultueux de cette révolution de 1848 faite des lamentations de tous les opprimés, le prolétariat des nations se levait à son tour pour protester contre l'ostracisme dont on le frappait.

Partout, dit-il, les peuples se rassemblent, délibèrent sur leur sort et sur le nôtre, sur leur avenir et sur le nôtre. — A quel titre? — Ils nous déclarent indignes de la liberté, incapables de toute vie politique supérieure : pourquoi? — Oh, c'est bien simple. — Parce que nous sommes slaves. — Si nous refusons de nous mettre à leur école, si nous ne voulons pas devenir allemands, italiens ou magyars, la preuve est faite, nous sommes des barbares. Si nous voulons nous développer librement, être et demeurer Slaves, nous trahissons la patrie et la liberté. — En voilà assez et il faut que cela cesse. Pour nous aussi, l'heure décisive a sonné. Le moment est venu de nous justifier par l'action et de montrer que nous sommes faits pour l'indépendance. Sinon, résignons-nous, acceptons la domination étrangère. Cessons d'être Slaves ou soyons-le avec honneur. — Les auditeurs retenaient leur haleine pour écouter ce sanglot qui montait vers le ciel. Quand Chafarjik cessa de parler,



un vent de folie souffla sur l'assemblée; les voisins tombaient dans les bras l'un de l'autre, les Serbes brandissaient leurs armes, les visages étaient inondés de larmes. C'est une scène qu'il est impossible de décrire, a dit un des témoins oculaires, peu suspect d'enthousiasme frivole [1]. Ce fut peut-être le résultat le plus clair du Congrès, — non pas indifférent : parmi les spectateurs, combien furent ce jour-là touchés de la flamme sacrée et conquis pour toujours à la cause de la patrie.

Quand les débats s'ouvrirent, les jours suivants, les divergences apparurent [2]. Même entre les Tchèques et les Slovaques, des dissidences graves se manifestèrent ; les Slovaques auraient voulu que l'Assemblée s'arrogeât une sorte de dictature et se transformât en Convention pour prendre en main la défense commune. — Havlitchek les appuyait. — Mais n'était-ce pas courir au-devant d'un échec certain et ridicule, et qui donc aurait obéi aux ordres du Congrès ? — Les Slovaques accusaient les Tchèques de pusillanimité, leur reprochaient de sacrifier la cause générale à un loyalisme superstitieux. — Vous nous parlez toujours de maintenir l'Autriche, objectait Stour à Palatsky, mais c'est à nous que nous devons penser, non à l'Autriche. — Sans doute, répliquait Tomek, mais c'est précisément pour cela que nous veillons si soigneusement à la conservation de la monarchie, parce que nous voyons en elle notre meilleure garantie. — Vraiment, s'écriait Stour, nous n'aurions pas cru que vous eussiez tant à vous louer des Habsbourgs; votre alliance avec eux vous a enlevé jusqu'à

1. Jiretchek, Œsterr. Revue, 1868, p. 46.

2. On répète partout que les membres du Congrès, pour se comprendre, furent forcés de se servir de l'allemand. Il est vrai que le règlement permettait l'usage d'une langue autre que le slave, mais il ne paraît pas que personne ait profité de cette autorisation. L'Assemblée s'était divisée en sections ; dans les séances générales, on n'abordait que les questions qui avaient déjà été étudiées, de sorte qu'il n'était pas très malaisé de suivre la discussion. Le Congrès se composait d'ailleurs, en grande majorité, de savants et de patriotes militants, et presque tous connaissaient les principaux dialectes slaves, au moins assez bien pour entendre un discours de doctrine.

votre histoire. Le nom même d'Autriche m'inspire de l'horreur, il est synonyme de servilité, d'espionnage et d'autres infamies. — On se mit d'accord sur une formule vague : — Les représentants des pays slaves de l'Empire, y compris les pays de la couronne hongroise, contractent une alliance sur les bases de la liberté constitutionnelle; elle a pour but la défense ou la conquête de leur nationalité, dans le sens complet du mot.

Malgré l'ardeur des débats, les Slovaques et les Tchèques ne se séparaient que sur des points de détail et ils avaient les uns et les autres la volonté de conserver une dynastie assez forte pour les protéger contre les Allemands et les Magyars. Dans la section polonaise, la majorité poursuivait des desseins très différents. Elle était dirigée par Libelt et par Bakounine. Contre les modérés Tchèques, les révolutionnaires polonais et russes se donnaient la main. Bakounine[1], qui descendait d'une famille riche et noble et avait d'abord servi comme officier d'artillerie, avait étudié à Berlin la philosophie de Hegel et était devenu un des disciples d'Arnold Ruge. Le gouvernement moscovite, inquiet de ses relations, l'avait invité à revenir, et comme il n'avait pas obéi, ses biens avaient été confisqués. Il était entré en relation en Suisse avec les cercles socialistes et avait été expulsé de France par la police de Guizot. Il y était revenu aussitôt après la chute de Louis-Philippe, mais l'attitude du gouvernement provisoire qui ne cherchait qu'à rassurer l'Europe, l'avait écœuré, et la timidité du Parlement de Francfort ne l'avait pas moins péniblement surpris. Il était accouru à Prague pour tâter le terrain.

Quoi qu'il en prétendît, il n'était pas complètement

1. Michel Bakounine, 1814-1876; part pour l'Allemagne 1841; ses biens sont confisqués (1847) et il devient dès lors un des chefs du parti révolutionnaire européen. Après 1849, il est condamné à mort par les gouvernements de Saxe, d'Autriche et de Russie; il reste en prison en Russie jusqu'en 1857; interné à Irkoutsk, il réussit à s'échapper, 1861. V. l'article de Rézek, dans la *Revue historique tchèque*, 1896, p. 171, avec toutes les indications bibliographiques nécessaires.



dégagé du préjugé national et il admettait volontiers que les Slaves étaient le peuple d'élection choisi pour apporter au monde une civilisation nouvelle : de Prague était partie la révolte contre la tyrannie religieuse; pourquoi ne donnerait-elle pas le signal de la liberté politique? Seulement, pour pouvoir édifier une société conforme à la raison et aux intérêts des peuples, il fallait faire table rase et abolir le fatras des souvenirs du passé. — Frères, écrivait-il, il s'agit de prendre nettement position. Voulez-vous vous épuiser à maintenir encore quelques jours le vieux monde qui s'écroule, ou favoriser l'éclosion d'un monde nouveau dont la lumière apparaît à l'horizon? Entre les deux camps, révolutionnaire et réactionnaire, il faut choisir. Or, quel est actuellement le but de tous les despotes conjurés? Le maintien de l'Autriche. L'Autriche est le centre du combat. Que devons-nous donc vouloir? Le contraire de ce qu'ils veulent, la dissolution complète de l'Empire des Habsbourgs. Elle est à nos yeux la condition préalable de la révolution universelle qui entraînera le morcellement de la Russie et la transformation radicale de la carte de l'Europe; les grands états se fractionneront en petits groupes dans lesquels se rassembleront les hommes de même sang et qui seront réunis par les liens d'une fédération fraternelle.

Ses doctrines mettaient Bakounine en opposition violente avec les Tchèques et en particulier avec Palatsky qu'il détestait; il lui reprochait sa timidité et ses accointances avec Innsbruck; il lui reprochait plus amèrement encore les théories historiques sur lesquelles il voulait fonder un royaume *pantchèque*, contraire à la volonté des peuples. Ses aphorismes, clairs et saisissants, frappaient vivement les esprits simplistes, et comme Bakounine lui-même, jeune, beau, éloquent, grandi par l'auréole de la persécution, répandait autour de lui un charme d'irrésistible fascination, il réunit bientôt un groupe de séides, peu nombreux, mais dévoués. Il s'entendit avec Libelt pour faire écarter le programme préparé par le Comité d'or-

ganisation. Le 5 juin, Libelt fit observer que les questions soulevées étaient trop difficiles et complexes pour être résolues rapidement; elles provoqueraient des discussions pénibles : mieux valait s'en tenir aux principes, et il proposa de voter une adresse à l'Empereur, un manifeste aux peuples de l'Europe et un projet général de fédération slave. Les Yougo-Slaves, très inquiets des nouvelles de leurs provinces où la guerre contre les Magyars commençait, avaient hâte de rentrer chez eux et ils tenaient à emporter une promesse ferme d'alliance; ils se rangèrent du côté de Libelt qui rallia la majorité.

C'était un vote de surprise. Le manifeste à l'Europe, rédigé par Libelt, partait uniquement du droit naturel et se plaçait ainsi nettement sur le terrain révolutionnaire; de plus, il substituait à la fédération des Slaves-Autrichiens que proposaient les modérés, une alliance panslave universelle; pour la préparer, le Congrès se déclarerait en quelque sorte en permanence; il formerait d'abord une sorte de Comité de propagande qui deviendrait, quand les circonstances le permettraient, un Comité de salut public. — La plupart des membres de l'assemblée aperçurent dès lors le piège où ils étaient tombés et ils s'attachèrent à atténuer la portée de ces vagues motions. Ils ne purent cependant ou n'osèrent écarter certains paragraphes qui furent ajoutés à un contre-projet de Palatsky : — « Nous flétrissons, disaient-ils, et nous avons en horreur cette politique qui ose traiter les pays comme une matière brute, les conquérir, les partager et les échanger, sans tenir compte de la race, de la langue, des mœurs et de la volonté des habitants. Nos ennemis nous jettent à la face le nom de Panslavistes; ce fantôme du Panslavisme, nous connaissons le mot qui le fera rentrer dans l'ombre, c'est celui de justice. Nous élevons énergiquement la voix pour nos malheureux frères de Pologne qu'une criminelle violence a dépouillés de leur indépendance, nous demandons aux Magyars de renoncer sans retard aux moyens tyranniques auxquels ils ont recours contre les Slaves de Hongrie;

nous espérons que nos frères de Turquie ne seront plus longtemps maintenus dans l'esclavage par les calculs d'une politique impitoyable. Entrés les derniers dans la vie publique, nous proposons de réunir dans une assemblée commune les divers peuples de l'Europe ; toutes les questions internationales y seront réglées; nous sommes convaincus que les peuples libres s'entendront plus facilement que les diplomates. Puisse notre proposition trouver un écho avant que les intrigues des cours aient réveillé les haines des peuples et déchaîné de nouvelles luttes fratricides ». — Ces déclamations généreuses étaient un mélange de souvenirs de 1789 et de sentimentalisme romantique. Elles avaient abouti en 1789 à un quart de siècle de guerres; en 1848, elles traduisaient les rêves qui hantaient l'imagination des admirateurs de Kollar. Ils allaient avoir un disciple imprévu dans Napoléon III, qui fut l'apôtre convaincu de cette fédération européenne fondée sur le respect des nationalités, — pour le plus grand profit de Bismarck.

La majorité du Congrès slave n'attachait aucune importance à ce manifeste. Elle saluait les principes pour n'avoir plus à s'en occuper; elle avait exprimé ses véritables desseins dans sa pétition à l'Empereur. — « Ce que nous poursuivons, ce n'est pas la formation d'un état slave. Nous demandons seulement qu'on nous applique, à nous autres Slaves, si durement traités jusqu'ici et si dévoués à la Maison Impériale, la loi de charité et de justice égale pour tous. » — Quant à la fédération panslave proposée par Libelt et Bakounine, le Congrès se déclara incompétent; il chargea seulement un comité d'étudier un projet d'alliance entre les Slaves d'Autriche. Avant que la commission eût eu le temps de présenter le résultat de ses travaux à l'assemblée plénière, l'émeute avait mis fin aux réunions. Dès le commencement du combat, les autorités ordonnèrent aux étrangers, et particulièrement aux Polonais et aux Yougo-slaves, de quitter la ville. On raconte que Chafarjik, en entendant les premiers coups de feu, « éclata

en sanglots, comme Jérémie sur les ruines qui ne devaient pas être relevées [1] ». En réalité, le Congrès slave avait donné tout ce qu'il pouvait produire alors; il avait montré l'existence d'une force immense, encore incertaine dans ses voies, mais qu'il était désormais impossible de négliger; il avait jeté les bases d'une coalition qui se renouvela plus tard dans le Parlement autrichien et qui a opposé jusqu'ici une invincible barrière à la poussée germanique.

*
* *

Les radicaux du Congrès, — c'est-à-dire les Polonais, — voyant la majorité leur échapper de nouveau, avaient-ils eu la pensée de lui forcer la main en la mettant en présence du fait accompli? Helfert les accuse formellement d'avoir déchaîné l'insurrection; mais il n'apporte à l'appui de son affirmation que des ragots sans importance. Il est parfaitement vraisemblable que leurs prédications enflammées, ont, comme celles de Bakounine, exalté quelques jeunes cerveaux : mais ont-ils vraiment concerté une prise d'armes et ont-ils cru trouver à Prague les éléments d'action qui leur étaient nécessaires? — Rien n'est moins probable. Zenker remarque que le socialisme n'a joué à Vienne, en 1848, qu'un rôle absolument secondaire : d'abord les questions politiques absorbèrent l'attention; puis l'intervention prépondérante des étudiants, en donnant à la Révolution un caractère de bonne grâce et de générosité, rejeta au second plan les préoccupations matérielles et les luttes de classes; surtout enfin, les ouvriers, sans journaux, sans organisation, sans capital, étaient absolument hors d'état d'entamer la lutte. A plus forte raison, n'y songèrent-ils pas à Prague. Les indices recueillis par Tobolka semblent bien prouver que les écrits des réformateurs

1. Tobolka, Le Congrès slave, p. 168.

étrangers n'étaient pas complètement inconnus en Bohême et que les clubs révolutionnaires européens y avaient quelques ramifications. Plusieurs membres du Repeal avaient été plus ou moins touchés par les prédications humanitaires, et Kampélik, qui avait à ce moment une certaine popularité, avait probablement lu les ouvrages de Louis Blanc. Les grèves et les manifestations ouvrières qui se produisirent à Prague au printemps de 1848 favorisèrent ensuite la propagande des comités socialistes qui s'organisaient au-delà des frontières. Quand les imprimeurs sur étoffe, le corps d'état le plus nombreux de la ville, celui aussi où la misère était le plus profonde, demandèrent avec la suppression des machines un minimum de salaire, qui serait fixé pour l'ensemble des fabriques du royaume, ils rappelèrent que les « imprimeurs de nos districts allemands voisins » présentaient les mêmes demandes [1]. Évidemment, cela ne permet pas de conclure à un complot européen. Il y avait à Prague comme partout des ouvriers malheureux, mécontents, qui avaient entendu d'assez loin les prédications des pamphlétaires de l'Occident et qui désiraient ne pas être complètement oubliés.

L'appui des ouvriers était recherché par les radicaux, qui redoutaient les surprises de la réaction. Les plus avancés avaient formé le club de la Slavie qui, avec l'ancien cercle du Repeal, était le centre de ralliement des militants. Ils s'étaient partagé les rôles : Ruppert et les frères Tyl travaillaient les faubourgs populaires de la capitale; Gautch et Emm. Arnold cherchaient à nouer des relations avec les paysans; le jeune Fritch préparait une entente avec les tisserands. Les chefs tâchaient de grouper autour d'eux quelques affidés sûrs; on avait constitué une section militaire et l'on avait placé à la tête le jeune Fritch, qu'avait désigné à cette fonction l'honneur d'avoir fait pendant quelques jours l'exercice à Versailles en compagnie de réfugiés polonais. Il n'y avait là qu'un embryon rudimen-

1. Tobolka, Compte rendu du livre de Horatchek, Journ. hist. tchèque, 1898, p. 126.

taire d'organisation, et le récit même d'Helfert, qui a recueilli toutes les calomnies de la réaction, démontre jusqu'à l'évidence que cette agitation n'avait encore abouti à aucun résultat sérieux : parler d'études stratégiques, parce que quelques étudiants faisaient des promenades dans Prague et possédaient des cartes topographiques, c'est abuser de la crédulité des lecteurs.

Les chefs du parti, — s'il est permis de se servir de ces termes beaucoup trop ambitieux, — étaient les premiers à confesser la faiblesse de leurs ressources et ils avaient donné pour mot d'ordre à leurs amis d'éviter tout conflit. Bakounine connaissait sans doute quelques-uns des radicaux les plus énergiques et il est impossible qu'il se soit fait la moindre illusion sur les résultats d'un coup de main. Quelques Polonais peut-être, une fois le combat engagé, cherchèrent à en tirer parti ; dans tous les cas leur intervention fut si discrète que nous en cherchons en vain les traces précises et ils ne réussirent à imprimer à l'insurrection ni un plan ni une direction [1].

1. Maly raconte (II, p. 82) qu'il demanda un jour à l'historien polonais Moraczewski pourquoi ils avaient organisé en Posnanie une révolte condamnée à un échec fatal. Moraczewski lui répondit qu'il était nécessaire que le sang coulât, même sans espoir de succès, pour qu'aucune génération n'oubliât les malheurs de la patrie et son devoir sacré. Je me détournai de lui avec dégoût, ajoute le tendre Maly. La théorie de Moraczewski peut très bien faire supposer que les Polonais virent sans tristesse l'insurrection : mais l'avaient-ils préparée ? Comment, en quelques jours, des étrangers, sans relations, très surveillés, pris dans le tourbillon des cérémonies officielles, auraient-ils pu convertir à leurs idées un groupe important de Tchèques, élevés dans des principes absolument opposés ?

Jiretchek, dans un passage célèbre, parle d'un gouvernement provisoire, dont Bakounine aurait été membre ; il siégeait dans la loge du portier du Clementinum ; ses agents parcouraient sans cesse la ville et rallumaient l'incendie partout où l'apaisement semblait devoir se produire. — Il n'est pas douteux, ajoute Maly, que les coups de feu qui, au début, amenèrent l'intervention de l'armée et entretinrent ensuite la lutte, venaient de ces agitateurs révolutionnaires. — Il est regrettable qu'aucune de ces hypothèses ne soit corroborée par un fait précis. Pas un seul de ces agents provocateurs n'a été arrêté, rien n'indique que les émeutiers aient obéi à une direction centrale ; l'enquête officielle parle bien d'un complot, mais les faits mêmes qu'elle invoque sont en contradiction formelle avec ses conclusions ; les dépositions des témoins les plus opposés concordent pour prouver que la prise d'armes fut purement fortuite. Le récit de Fritch sur ce point est très caractéristique, et pourquoi n'aurait-il pas dit la vérité ? Il n'avait



Tout ce qu'il est permis de retenir des rumeurs répandues alors, c'est que les déclamations de Bakounine, de Libelt et de leurs amis, accrurent l'exaltation de quelques jeunes gens et les préparèrent aux résolutions extrêmes. La présence seule du Congrès, à la suite des récents épisodes qui avaient déjà si profondément ébranlé les âmes, créait dans la ville un état de fièvre et d'énervement qui livrait la foule aux suggestions les plus dangereuses : les militaires qui cherchaient une occasion de relever leur prestige et qui désiraient un conflit, n'eurent aucune peine à faire tomber dans un guet-apens une population qui n'était plus maîtresse d'elle-même.

« Tout tient à un fil, écrivait Chafarjik à Pogodine, dès le 5 avril, et si mince! Au moindre choc, c'est la fin du monde [1]. » — Les réactionnaires s'arrangèrent pour provoquer l'explosion. Après l'échec des élections pour Francfort, ils avaient formé le *Cercle pour la paix et pour l'ordre;* il se composait de négociants, d'industriels, de rentiers, trembleurs que jetaient en convulsions un chapeau à larges bords ou une barbe ébouriffée ; Allemands d'origine, d'inclination et d'intérêts, ils voyaient dans chaque Tchèque un partageux, mais affectaient d'écarter toute étiquette natio-

pas à s'excuser d'une tentative qui n'a pas réussi, mais qui était parfaitement légitime. Tobolka a prouvé que ses Mémoires, rédigés de longues années après les événements, s'appuient sur des notes prises au moment même ; nous n'avons donc aucune raison de repousser ses déclarations.

Helfert, Maly et les conservateurs font le jeu sur ce point des Allemands qui présentèrent les événements de Prague comme le résultat d'une intrigue panslaviste où Palatsky était le complice de Bakounine : la révolution avait dû éclater à la fois à Zagreb, à Prague, à Cracovie et dans les environs de Presbourg.

Je n'attache d'autre part aucune importance aux agents provocateurs hongrois, dont il fut beaucoup question alors. L'argumentation de Palatsky lui-même (Petits écrits, I, p. 346) ne me paraît pas supporter l'examen, et elle prouve seulement combien les esprits les plus exercés et les plus droits sont facilement dominés par les passions du moment. Les Magyars se défiaient des Tchèques, et après tout il ne convient pas de le leur reprocher trop sévèrement, mais ils avaient bien assez d'affaires sur les bras sans courir de nouvelles aventures ; ils connaissaient mal la situation, et comment auraient-ils pu si rapidement réunir des affidés autour de leurs émissaires ? Surtout, où sont les faits ? les preuves ?

1. Popov, Lettres à Pogodine, 361.

nale. Par là, ils gagnèrent les bonnes grâces de Thun; il écoutait avec complaisance leurs déclarations de principes, se rendait à leurs réunions : lourde imprudence à une heure où les âmes s'ouvraient si aisément au soupçon. Il en avait conscience, se cachait, ce qui donnait à ses démarches une allure de conspiration. Il sentait la défiance grandir autour de lui, en souffrait; son humeur était toujours plus sombre, il était hanté par le cauchemar de la ruine de la civilisation et de l'agonie de la société qui allait expirer entre ses mains. Il se demandait s'il n'avait pas lui-même aggravé le mal en donnant l'exemple de l'insubordination et, après avoir déclaré qu'il entendait ne plus rien avoir de commun avec le gouvernement de Vienne, il n'avait pas rompu ses relations avec Pillersdorf et exécutait en maugréant les ordres qu'il en recevait. Ces fluctuations déroutaient ses partisans et donnaient beau jeu à ses ennemis. Aigri par les soupçons qu'il avait provoqués et qu'il savait cependant en grande partie injustes, écrasé sous le poids de responsabilités trop lourdes pour son esprit encore plus que pour son courage, effaré et effrayé, mécontent du peuple qu'il taxait d'ingratitude, il était dans les meilleures conditions pour devenir l'instrument d'une intrigue.

C'est dans ces circonstances (le 5 juin) que reprit son commandement à Prague le prince Alfred Windischgrætz[1], qui était éloigné de son poste depuis le commencement de la Révolution. Très brillant officier, adoré de ses hommes, bien qu'il fût raide et inflexible sur la discipline, le mépris du militaire pour le pékin se compliquait chez lui de la morgue de l'aristocrate. S'il insiste pour que l'on rétablisse la formule traditionnelle de roi « par la grâce de Dieu », il est trop entiché de noblesse pour être un simple parti-

1. Alfred Windischgrætz, 1787-1862; se distingue dans la guerre contre la France (1813-1814); commande l'armée de Bohême depuis 1833; pendant la révolution, il est nommé général en chef de toutes les forces de l'Empire, — en dehors de l'Italie, — soumet Vienne insurgée (octobre) et bat les Hongrois à Kapolna, ce qui permet le coup d'état de mars 1849. Ses échecs contre les Hongrois et aussi des dissentiments avec Schwarzenberg amènent sa retraite.



san de l'absolutisme vulgaire. — Il me semble que vous voulez jouer ici le grand seigneur, lui disait au Congrès de Vienne le grand duc Constantin, dans un accès de colère brutale. — Pourquoi le jouer, puisque j'en suis un, répliquait le prince. — Son dévouement royaliste se combina toujours ainsi avec une morgue intraitable de seigneur féodal. Il réclamait, pour les membres des grandes familles une situation privilégiée dans l'État, et il n'admettait pas qu'on leur contestât le droit de présenter leurs doléances au souverain; un jour qu'on se plaignait devant lui de la diète de Prague qui protestait contre le mot de province, dont le ministre s'était servi pour désigner le Royaume : — Mais aussi, répliqua-t-il assez vivement, la Bohême n'est pas une province. — Seulement, une fois que les remontrances avaient été écartées par le monarque, il ne restait plus qu'à se résigner. En 1847, inquiet de la tournure que prenait la discussion, il avait essayé d'obtenir de l'opposition tchèque une démonstration loyaliste; repoussé, il ne lui pardonna pas son attitude, se défia dès lors des hommes qui parlaient de l'autonomie nationale. D'une façon générale, il voyait un rebelle dans quiconque voulait limiter l'autorité de l'Empereur en matière militaire ou diplomatique. Son idéal était un dictateur militaire, à la tête d'une armée nombreuse, commandée par des généraux d'illustre origine; le tsar Nicolas le réalisait à peu près.

La révolution l'étonna, sans le déconcerter. Il était à Vienne le 13 mars; on le nomma dictateur et, s'il n'eût tenu qu'à lui, l'insurrection eût été vite écrasée. Même après la chute de Metternich, il ne perdit pas la tête, appela des renforts, réorganisa l'armée; ses plans furent contrecarrés par la poltronnerie des ministres; il renonça à ses pouvoirs et attendit. Quand l'Empereur fut obligé de fuir devant l'émeute, il jugea que le moment était venu d'enrayer le mal; il était poussé en avant par l'armée entière. La bureaucratie, un des piliers du régime de Metternich, avait mal résisté à l'épreuve; beaucoup de fonctionnaires avaient pactisé avec le libéralisme; les autres étaient indifférents et

inertes. L'armée au contraire n'avait pas été entamée ; elle avait été réorganisée par Clam-Martinits qui s'était attaché surtout à développer chez elle l'esprit de corps ; les officiers, qui sortaient presque exclusivement de la noblesse, très braves, médiocrement instruits, se considéraient comme les soutiens de l'État et les défenseurs de la société menacée par les barbares. C'est dans ton camp que s'est réfugiée l'Autriche, disait Grillparzer à Radetzky dans une apostrophe célèbre, et c'était vrai. Si la monarchie sortit intacte de la tourmente, elle le dut avant tout à quatre officiers supérieurs, Radetzky, Schwarzenberg, Iellatchitj et Windischgrætz. Schwarzenberg, plus diplomate que soldat, attendait pour entrer en scène que l'œuvre de force fût accomplie ; Radetzky était absorbé par les affaires d'Italie et Iellatchitj n'avait de crédit qu'auprès de ses compatriotes yougo-slaves ; Windischgrætz se trouva ainsi par élimination le héros providentiel chargé de relever l'ordre dans l'État et la puissance de l'Empereur.

Son plan était simple : pour arracher Vienne à la révolution, il fallait d'abord rétablir l'obéissance dans le reste du royaume. — Je pars pour Prague, où mon devoir m'appelle, avait-il dit ; ce qui est en jeu, ce sont les intérêts de mon souverain, de la dynastie et de tous les honnêtes gens. — Il serait exagéré de dire qu'il désirait une journée. Il n'avait pas le goût du sang ; il ne signait qu'avec répugnance les condamnations à mort, affirme un de ses subordonnés, et il était toujours heureux quand on lui suggérait quelque motif de pardon ; de fait, on ne voit pas qu'il ait jamais exercé de vengeance personnelle. Seulement, il apportait dans la vie ordinaire l'inflexible raideur de la discipline militaire et il tenait pour lâcheté le moindre ménagement.

Il était chambré par un petit cercle de fanatiques qui saluaient en lui le Sauveur prédestiné, l'homme choisi par la Sagesse éternelle pour sauver le monde que les athées et les révolutionnaires précipitaient vers sa ruine. Il avait fini par subir la contagion de leur chimère. — J'espère, répondait-il à Montalembert, qui le considérait *comme le*



premier personnage de l'Europe et de nos jours, que la Providence continuera à me protéger et à conduire à une fin heureuse cette grande entreprise, car c'est une tâche qui dépasse la force d'un individu. — « Il est certain, disait-il un peu plus tard à François-Joseph, que tout cela ne peut pas être l'ouvrage de l'homme seul, d'autant plus que j'ai été pendant longtemps l'unique représentant de la résistance [1]. » Son mysticisme belliqueux devait facilement s'entendre avec les scrupules de Thun, dont le rapprochaient déjà des liens d'étroite parenté.

L'arrivée du maréchal jeta l'alarme dans le camp radical; de part et d'autre, on sentit qu'une partie décisive s'engageait. Les révolutionnaires flairèrent un piège et firent vœu de sagesse. Malheureusement, il n'est pas facile de contenir les foules déchaînées. — « Moi aussi, écrivait quelques mois plus tard Ambros à son ami Hanslick, j'ai pris ma part de l'ivresse du champagne, et moi aussi je souffre du mal aux cheveux dont tu te plains [2]. » — Le pays tout entier était dans cet état de griserie chronique qui prédispose aux plus lamentables sottises [3] et chaque jour des causes nouvelles s'ajoutaient aux anciennes pour accroître le trouble.

Les prêtres libéraux organisaient des conférences où ils discutaient la réforme de l'Église. Des émeutes menaçaient le quartier juif. Les jeunes gens couraient à l'Université, moins pour y écouter que pour y applaudir les premiers professeurs qui faisaient leurs cours en tchèque. Les étudiants, en général pauvres, privés des leçons dont ils vivaient, mouraient de faim; ils arrivaient aux réunions, épuisés, surmenés, incapables de réflexion et de défense; ils se pénétraient des récits dramatiques de ceux de leurs cama-

1. Der œst. Feldmarsch. F. Windischgr. Berlin, 1886. — Apologie. — L'auteur a eu entre les mains les papiers du maréchal.

2. Hanslick, Aus meinem Leben, I, p. 50.

3. Gabler, très réactionnaire, écrit cependant à Helfert : — L'émeute de juin appartient à cette catégorie d'événements historiques que l'on ne peut pas juger sans tenir compte de l'irresponsabilité de la plupart de ceux qui y ont pris part. — Helfert, *Der Prager Juni-Aufstand*, 1897, IV.

rades qui, frais émoulus de la capitale, leur racontaient les exploits de la légion académique viennoise. Les ouvriers, dont la détresse grandissait, s'irritaient de l'égoïsme des bourgeois qui opposaient à leur détresse les axiomes de l'économie politique classique. Les modérés les plus réfléchis, tels que Havlitchek, ne pouvaient s'empêcher de dénoncer les intrigues de la réaction et par là augmentaient les chances de conflit. — Aujourd'hui, écrivait-il, le calme règne, mais c'est le calme qui précède la tempête : Vienne, Francfort et Pesth travaillent contre nous ; tenons-nous prêts à défendre nos libertés par les armes. Que chaque ville, chaque bourg forme un bataillon de volontaires pour protéger les droits de la couronne bohême et qu'il se constitue à Prague un comité central pour la défense du pays. Où sont nos beaux, nos solides régiments ? Si ceux qui sont en Italie sont indispensables, qu'on nous rende au moins ceux qui se trouvent sur le Rhin : les Allemands sont bien assez forts pour se défendre sans nous. — Quand Havlitchek ne repoussait pas l'idée d'une lutte sanglante, comment les jeunes radicaux ne se seraient-ils pas familiarisés avec la pensée que le moment approchait des suprêmes sacrifices?

L'attitude des militaires ne permettait aucune illusion sur les sentiments des officiers. La garnison de Lvov envoyait à la garnison de Prague une adresse menaçante : — en face du désordre, l'armée est toujours là, intacte, prête à faire son devoir ; — les régiments de Prague répondaient sur le même ton. Le 7 juin, Windischgrætz passa une grande revue. Il a prétendu depuis qu'il avait interdit aux soldats toute manifestation : dans ce cas, il fut bien mal obéi. Accueilli par des acclamations frénétiques, il y répondit par une allocution belliqueuse, rappela les événements d'Italie : dans des circonstances analogues, l'armée de Bohême saurait de même témoigner son dévouement à l'Empereur. Naturellement ses subordonnés renchérissaient; quand nous en aurons fini avec l'Italie, disait l'un deux, nous verrons ce que pèsera leur



constitution. C'était une opinion depuis longtemps répandue parmi les généraux que « pour toutes les maladies du siècle, communisme, radicalisme, impiété, athéisme, il n'y avait qu'un remède, la saignée [1] ».

Le maréchal ostensiblement prenait des mesures de combat, appelait à Prague des renforts, garnissait de canons le Vychehrad et la caserne de Saint-Joseph. Ces étranges mesures n'étaient-elles pas le prélude d'un coup d'état! La population ne voyait autour d'elle que des sujets d'inquiétude : d'après le règlement qui venait d'être publié, la noblesse devait conserver dans la prochaine diète une situation privilégiée ; n'en profiterait-elle pas pour s'opposer à la suppression de la corvée? — Puis, on promulgua le décret ministériel qui convoquait le Parlement de Vienne et fixait la date des élections : Thun lui-même avait fait remarquer au ministre que l'on risquait par là de paraître vouloir éluder la réunion de la diète de Bohême; il s'était incliné cependant. Faiblesse singulière, qui avait donné lieu à des commentaires peu favorables, d'autant plus qu'on apprenait que, dans beaucoup de districts allemands, les habitants refusaient d'envoyer leurs représentants à Prague et insultaient les délégués du Comité national.

Le mécontentement universel se traduisait par le ton de plus en plus acerbe des orateurs populaires. Un des plus ardents et des plus écoutés était le jeune Sladkovsky, qui devait rester jusqu'à sa mort un des chefs les plus énergiques et les plus populaires du parti avancé [2]. Sa parole

1. Chez beaucoup, cette conviction était devenue une idée fixe. « Les oiseaux précurseurs de la tempête traversent l'air, écrivait Vitzthum d'Eckstædt (p. 69) ; beaucoup de gens pensent que certains États ne peuvent être sauvés du marasme sénile que par une sérieuse saignée. »

2. Sladkovsky, 1823-1880 ; fait ses études de droit à Vienne ; il renonce à la brillante carrière administrative qui s'ouvrait devant lui pour se consacrer à la cause tchèque. Revenu à Prague, il devient rapidement une des idoles du parti radical ; il est arrêté comme complice d'une conspiration, — qu'il n'avait pas dénoncée, — (mai 1849) et condamné à mort. Sa peine est commuée en vingt ans de prison. Il rentre à Prague après l'amnistie de 1857. Depuis 1860, il est à la Chambre et dans la presse (Narodni Listy, le National) un des plus fermes champions des Jeunes-Tchèques. — C'était

chaude et colorée traduisait avec une émotion pénétrante les désirs et les angoisses de la foule; il demandait que l'on modifiât la loi électorale bohême, de manière à ce que la majorité de la diète fût la représentation fidèle de la nation; il exigeait surtout la retraite de Windischgrætz dont la présence seule était une menace, et l'armement effectif de la garde nationale qui n'avait pas encore reçu de cartouches.

Ces réclamations étaient d'ailleurs appuyées par le Comité national; Borrosch, un allemand, rappela au maréchal que, dans un État constitutionnel, l'armée n'a pas à intervenir d'elle-même dans les affaires publiques et n'est que l'instrument du pouvoir civil. — C'est l'Empereur qui m'a nommé, lui répliqua Windischgrætz, je ne suis responsable que devant lui; — et comme on lui représentait les conséquences terribles que son attitude risquait d'entraîner, il s'emporta : — Je ne me laisserai pas intimider par des menaces; j'attends les événements et je ferai mon devoir. — Plusieurs membres du Comité national suppliaient Thun de relever le prince de son commandement et, devant l'attitude intransigeante du Gouverneur, Palatsky donnait sa démission de membre du Conseil consultatif provisoire.

Les journées du 10 et du 11 juin s'écoulèrent ainsi au milieu de l'angoisse universelle; la ville était encombrée de soldats, des piquets de cavalerie parcouraient les rues; les officiers qui avaient perdu tout sang-froid insultaient et maltraitaient les étudiants. Rien absolument ne justifiait cet étalage de forces ou n'annonçait un projet de révolte. C'était la fête de la Pentecôte; le temps, qui fut merveilleux pendant toute cette année de 1848, était superbe; beaucoup d'habitants s'étaient répandus dans les environs; le jeune Fritch, un des batteurs d'estrade les plus aventu-

le type du révolutionnaire de 1848, idéaliste et optimiste, d'une intégrité rigoureuse; son éloquence aussi porte la marque du temps et elle paraît un peu emphatique et déclamatoire. V. Sladkovsky, Choix de discours et de réflexions politiques, publié par Heller (1899).



reux, se disposait à quitter la ville pour quelque temps. Dans les réunions, les orateurs recommandaient le calme.

Au dernier moment, à cinq heures du soir (11 juin), quelques meneurs décidèrent d'organiser une importante manifestation pour le lendemain lundi (12 juin); on célébrerait une messe solennelle devant la statue de Saint-Venceslas, de manière à passer en revue l'armée libérale. Il était tard; les plus zélés se mirent en campagne pour avertir leurs amis et ils déployèrent une telle activité que l'assistance fut nombreuse et la cérémonie grandiose[1]. Quand elle fut terminée, une partie des ouvriers sortirent de la ville et se retirèrent dans les faubourgs. Le reste de la foule se porta vers le Musée, qui était alors situé sur la voie la plus animée de Prague, le Fossé, pour acclamer les membres du Congrès. Quelques voix crièrent : à l'hôtel du Commandant ! et trois ou quatre cents manifestants suivirent. Au moment où ils arrivaient devant la demeure du prince, ils se heurtèrent aux délégués des clubs réactionnaires qui étaient venus présenter au maréchal l'assurance de leur dévouement. On les hua et il est assez vraisemblable qu'on hua aussi Windischgrætz. Le cortège n'avait d'ailleurs rien de menaçant; il y avait là pas mal de femmes et d'enfants, les étudiants n'avaient pas d'armes[2].

1. Arnold, qui célébra la messe, n'avait été prévenu qu'au dernier moment; il croyait qu'il s'agissait d'une cérémonie en l'honneur du congrès slave. — Il arrive au Musée un peu avant l'heure fixée et demande au capitaine de la Svornost (l'Union) qui commandait le poste, s'il doit y avoir une escorte pour la messe. — Quelle messe? Je n'ai entendu parler de rien. Adressez-vous au commandant de l'Union, le baron Villani. — On envoie un messager à Villani; aucune réponse n'arrive. Ainsi la Svornost, ce repaire de révolutionnaires farouches, ce foyer d'insurrection, n'avait pas été prévenue! — V. les Souvenirs d'Arnold, publiés dans le Recueil historique, 1885, p. 350. — D'autre part, Arnold parle de mouchards, de bandits « qui avaient reçu de l'argent pour crucifier la patrie », et, dans un récit postérieur, il dit que ces bandits n'étaient rien autre que des soldats de Windischgrætz déguisés en bourgeois. D'après Maly, un honorable tailleur raconta qu'on lui avait commandé des uniformes de Svornost? — Pourquoi ? — Évidemment pour introduire parmi les étudiants des agents provocateurs. — Ces légendes sont curieuses au point de vue de la psychologie des foules, mais ne signifient absolument rien pour l'historien.

2. « Dans la cour du Clementinum, écrit Sob. Pinkas, je trouvai un



Tout d'un coup, la porte du palais s'ouvrit et un peloton de grenadiers se précipita sur la foule, baïonnette au canon, pendant que d'autres troupes sortaient des casernes voisines et coupaient la retraite aux manifestants. La rue à cet endroit est très étroite; une terrible mêlée s'engagea : les étudiants qui, instinctivement, se jetèrent devant les soldats, furent écartés à coups de crosses et de baïonnettes; en quelques minutes, une cinquantaine d'hommes furent plus ou moins grièvement blessés. Tandis que le commandant général faisait battre le rappel, les fuyards, épouvantés et furieux, se répandaient dans toutes les directions au cri de : Trahison! Vengeance! On égorge nos frères! Aux barricades!

Les événements de Paris avaient propagé la légende qu'il suffisait de remuer quelques pavés pour forcer la réaction à reculer. — On se mit aussitôt à l'œuvre, au hasard, sans réflexion. On élevait des barricades sur de larges avenues, comme le Fossé, où il était fort malaisé de les défendre; on en construisait dans des ruelles écartées qui n'aboutissaient nulle part. Gabler raconte qu'il aperçut dans une ruelle derrière le Tyn un homme seul qui traînait dans la rue une armoire pour barrer le passage. Sur la place de Notre-Dame des Neiges, deux femmes essayaient de calmer un jeune homme très excité : laissez-moi, leur répondait-il, l'Europe nous regarde[1]. Très souvent, quand la barricade était construite, on l'abandonnait, comme si on lui eût supposé une sorte de pouvoir magique[2].

Dans les premières heures, au milieu de la confusion universelle, il n'eût pas été impossible d'occuper quelques

groupe assez important d'étudiants de diverses cohortes; ils étaient dans une extrême agitation. Je les rangeai rapidement en ordre, et, comme aucun d'eux n'avait de fusil, la pensée me vint que, dans le voisinage, le palais de Colloredo renfermait une collection d'armes. » — (Nar. Listy, 1897, 31 juillet).

1. Helfert, der Prager Juni-Aufstand, p. 28-29.

2. Ces phénomènes ne paraîtront pas surprenants à quiconque se rappelle l'état de Paris au mois de septembre et d'octobre 1870.



points dominants : personne n'y songea. S'il est vrai que Bakounine, comme on l'affirme sans preuve, ait parlé de constituer un gouvernement provisoire, on ne l'entendit pas. Nulle part, trace d'une direction générale. Au Clementinum, les radicaux les plus résolus, Sladkovsky, Fritch, s'interrogeaient, anxieux : — Que faire? — Je n'en sais rien. — Fritch par deux fois envoya des messagers à la Balance, ou se réunissait le club du Repeal : il n'y avait personne. Le hasard lui assura le commandement, il groupa une bande d'étudiants, jeta quelques barricades en avant de la vieille université, qui, par sa masse et sa situation près du pont de Charles, offrait un poste de défense excellent. Ce fut le point central de la résistance, le seul où perce une apparence, sinon de réflexion et de plan, du moins de volonté et d'obstination. Fritch, tumultueux, agité, ne manquait ni de courage ni de sang-froid, mais il n'avait autour de lui qu'une poignée de jeunes gens, il n'avait aucune autorité dans le pays, et à lui seul, le rôle prépondérant que jouait cet adolescent de dix-huit ans, suffisait à donner à l'insurrection un caractère puéril.

Un colonel quelconque aurait en deux heures rétabli l'ordre, d'autant plus que les libéraux influents virent aussitôt les périls de la situation et s'efforcèrent de calmer les esprits. Windischgrætz se montra si maladroit qu'il est difficile d'expliquer sa sottise par sa seule incapacité. Il est vrai qu'il n'avait aucun talent militaire et, pendant la guerre de Hongrie, ses fautes furent si scandaleuses que ses complices furent forcés de lui retirer son commandement, — trop tard pour éviter à la monarchie la honte de l'intervention russe. De plus, comme la plupart des généraux à cette époque, il croyait lui aussi à la légende du peuple invincible derrière les pavés et il ne voulut pas engager le combat avant d'avoir réuni ses forces. Malgré tout, ses tergiversations furent si longues et ses mesures si mal calculées que le soupçon se présente involontairement à l'esprit qu'une algarade ne lui suffisait pas et qu'il permit à l'émeute de se développer et de s'étendre afin de

grossir l'éclat de son triomphe [1]. Dans tous les cas, calcul criminel ou sottise invraisemblable, il réussit à transformer une bagarre enfantine en une sorte de guerre civile, qui pendant huit jours désola Prague. Guerre dont le détail est sans intérêt, puisque précisément il n'y eut de part et d'autre ni direction ni suite, où les escarmouches sanglantes furent rares et le nombre des victimes relativement faible, mais dont les résultats furent graves pour la Bohême et même pour l'Europe. La défaite de l'insurrection à Prague marque un tournant dans l'histoire de la Révolution de 1848, le moment où la réaction qui reculait jusque là, relève la tête et reprend l'offensive.

Les soldats avaient perdu tout sang-froid [2]; on les avait si bien animés contre les patriotes qu'on eut grand'peine à les empêcher de saccager le Musée et de disperser les collections nationales. Ils ne s'avancèrent ensuite qu'avec une certaine lenteur, bien qu'ils ne rencontrassent de résistance réelle que sur très peu de points; il n'y eut en réalité de lutte sérieuse que dans la Tséletna Oulitse, étroite et tortueuse, où une vingtaine d'hommes résolus repoussèrent plusieurs assauts. La princesse de Windischgrætz, qui s'était imprudemment approchée de la fenêtre, fut tuée dans sa chambre par une balle perdue. On n'a jamais su d'où venait cette balle et l'instruction ouverte contre divers insurgés dut être abandonnée; la princesse, charitable et bonne, ne partageait pas l'impopularité de son mari, et sa mort, qui fut universellement déplorée, semble bien n'avoir été qu'un malheureux accident. A la fin de la journée, l'insurrection était cantonnée dans le faubourg populaire du Podskal, auprès du Vychehrad, et dans le quartier qui s'étend sur la rive droite de la Vltava, en amont et en aval

1. Pendant toute la journée du 13, il n'y eut qu'une centaine d'étudiants au Clementinum. En dehors de quelques exaltés héroïques, — très rares, — la foule des émeutiers, ahuris, sans entraînement, sans chef, sans programme, — n'offrit qu'une très faible résistance.

2. Arnold dit que, parmi les grenadiers qui avaient chargé la foule, plusieurs étaient ivres. — Son témoignage ici n'a qu'une valeur médiocre, parce qu'il ne les a pas vus lui-même.



du pont de pierre, autour de l'Université. Les étudiants étaient assez découragés et ils manquaient de munitions [1].

Ils avaient mis la main sur un prisonnier d'importance, Thun, qui avait été arrêté au moment où il cherchait à rejoindre le maréchal et qu'ils gardaient comme otage [2]. Ils espéraient l'amener à intervenir près de l'autorité militaire. C'était mal le connaître. Thun était fort entêté et incapable de faiblesse devant le péril matériel; il opposa aux menaces comme aux sollicitations un stoïcisme un peu théâtral, mais qui ne manquait pas d'allure. Ses admirateurs vantent son appétit et la tranquillité avec laquelle il fuma son cigare. C'est une belle chose que d'avoir sa conscience pour soi; le Grand-Burgrave se complaisait sans doute trop dans son héroïsme [3] pour songer à se demander s'il n'aurait pas pu avec un peu plus de souplesse et de tact éviter le conflit déplorable qui ensanglantait la ville. Les étudiants, convaincus qu'ils n'obtiendraient rien de lui, cédèrent aux sollicitations des principaux bourgeois de Prague et rendirent la volée à leur prisonnier.

Faster et quelques émissaires avaient réussi à sortir de la ville, au milieu des plus grands périls, et ils s'étaient répandus dans les campagnes qu'ils cherchaient à soulever. La population était assez émue, mais il n'est pas facile d'organiser une insurrection générale. Windischgrætz occupait les portes de la place; quelques rassemblements se formèrent çà et là dans les environs; ils se composaient d'un petit nombre d'hommes, très mal armés, effarés, qui se découragèrent vite et se dispersèrent presque aussitôt. L'insurrection demeura enfermée dans la capitale, privée de tout secours, même moral. Les journaux réactionnaires,

1. La perte des soldats pendant la journée du 12 fut de 12 morts (dont deux officiers) et 62 blessés.

2. Fritch, qui aimait les grands gestes, le prit d'abord de haut avec lui. Ses camarades le rappelèrent vite à l'ordre. Fritch, d'ailleurs, était parfaitement incapable d'une action criminelle, et le Grand-Burgrave fut en somme convenablement traité; sa vie ne fut jamais sérieusement menacée.

3. Je ne conteste nullement cet héroïsme, car je suis parfaitement convaincu que Thun, très pessimiste et qui avait contre les révolutionnaires les préventions les plus absurdes, leur prêtait de sinistres intentions.

afin de détourner les sympathies qui seraient peut-être allées aux adversaires de Windischgrætz, la représentaient comme une levée en masse contre les *étrangers* [1]. — Des pamphlets, distribués à profusion dans la Bohême de l'ouest et du nord, parlaient de la Saint-Barthélemy qu'avaient préméditée les traîtres vendus au Tsar : — les insurgés voulaient élire roi le comte Buquoy ou le « duc du marché aux chevaux », l'aubergiste Faster ; on avait saisi chez le baron Villani des assignats russes. — Windischgrætz était accablé d'adresses où on célébrait en lui le sauveur de la nation allemande. Au début, le Parlement de Francfort accepta sans critique ces sottises, et peu s'en fallut que, sur la proposition de Schilling, il n'invitât la Bavière et la Saxe à envoyer des régiments en Bohême [2].

Les insurgés étaient donc réduits à leurs seules forces, qui étaient insignifiantes, suspects à toute une classe de la population, abandonnés par les modérés. Il est évident que, dans ces conditions, ils n'avaient qu'un parti à prendre : renoncer à une résistance inutile. Seulement, il n'y avait parmi eux personne qui eût assez d'autorité pour leur imposer une résignation nécessaire, et les tentatives de conciliation échouèrent, moins devant l'obstination aveugle des révolutionnaires que devant leur éparpillement. L'émeute avait eu dès le début un caractère anarchique ; elle s'était de plus en plus morcelée en une série de petits centres, très peu consistants et dont chacun n'agissait que d'après son inspiration individuelle. A plusieurs reprises, une entente fut conclue avec l'armée ; elle fut presque aussitôt rompue par quelques actes isolés de désespoir, et les militaires, qui ne jugeaient pas l'exécution suffisante, arguèrent de ces incidents pour reprendre aussitôt les hos-

1. L'émeute n'eut à aucun moment un caractère national ; on trouve des Allemands parmi les insurgés, peu, il est vrai, mais uniquement parce que les Allemands appartenaient en général aux classes riches et réactionnaires.

2. La majorité de l'Assemblée eut assez vite le sentiment qu'elle pourrait bien être en présence d'une intrigue réactionnaire et elle regrettait visiblement de « trouver comme défenseur de la cause germanique un personnage aussi détesté que le prince Windischgrætz ».



tilités, sauf d'ailleurs à les mener de nouveau avec une mollesse qui semblait calculée pour réveiller dans la population l'esprit de résistance.

La journée du 13 fut ainsi remplie par des escarmouches coupées d'armistices plus ou moins généraux. Les modérés, Palatsky, Chafarjik, le chevalier de Neuberg, essayaient d'obtenir de Thun quelques concessions ; la seule qui eût satisfait la population et fait tomber aux combattants les armes des mains, eût été la retraite du maréchal. Un moment, les Tchèques ne désespérèrent pas de l'obtenir, grâce à l'appui assez inattendu du ministère.

Comme l'Europe presque entière, les Viennois avaient au début vu dans les événements de Prague une explosion du fanatisme slave ; mais leur haine pour Windischgrætz les avait bien vite amenés à un jugement plus exact, et, comme eux, le cabinet redoutait fort la victoire du Prince, dans lequel il flairait avec raison un agent de la cour. Bien qu'il n'eût aucune sympathie pour les Tchèques, avec une clairvoyance qui l'honore, il comprit que la réaction s'entraînait en Bohême à une attaque contre Vienne et la révolution. Il envoya à Prague deux délégués avec la mission de rétablir la paix. L'un d'eux, le colonel Mensdorff-Pouilly, qui fut plus tard ministre des affaires étrangères au moment de la rupture avec la Prusse (1866), était un homme d'esprit et de cœur, à qui la fortune jouait toujours le mauvais tour d'imposer des tâches pour lesquelles il n'était pas né. Il avait les meilleures intentions du monde, le sens droit, l'horreur des moyens violents ; sa modestie, qui allait presque jusqu'à l'effacement, le rendait assez impropre au rôle d'arbitre qu'on lui conférait et son grade le plaçait dans une situation difficile en face du maréchal. Assaillis à leur arrivée par les lamentations des représentants officiels ou bénévoles de la cité, les délégués accordèrent quelques concessions et ordonnèrent aux troupes d'évacuer la plupart des points qu'elles occupaient (14 juin). C'était une mesure prématurée, tant qu'ils n'étaient pas décidés à accorder aux habitants le départ de Windischgrætz.

Mensdorff la désirait, sans oser l'imposer. Le maréchal, après avoir longtemps déclaré qu'il tenait son poste de l'Empereur seul et qu'il ne résignerait ses fonctions qu'entre les mains du souverain, finit cependant par consentir à laisser à Mensdorff le commandement intérimaire; les autorités municipales s'engageaient de leur côté à obtenir des émeutiers l'évacuation des barricades qui seraient aussitôt démolies; des patrouilles, fournies par la ligne et la garde nationale, assureraient l'ordre public (15 juin).

Les commissaires, qui commencèrent à parcourir les rues, en demandant aux insurgés de déposer les armes, se heurtèrent à d'assez vives répugnances. Le bruit courait que les paysans se soulevaient, que Faster avait formé un camp de 10,000 hommes, que les Viennois marchaient au secours de Prague. Quelques exaltés représentaient aux jeunes gens qu'ils étaient victorieux; allaient-ils déposer les armes au moment où ils n'avaient plus qu'à recueillir le succès! Sabina, très populaire, dont le *Journal du soir* avait 40,000 lecteurs[1], lançait une proclamation retentissante : — Provoqués par la trahison à une lutte inégale, nous en sortons vainqueurs. La Bohême, la Moravie, Vienne, l'Europe entière ont les yeux fixés sur nous. Ne nous laissons pas tromper par de fausses promesses; la retraite de l'armée ne signifie rien. Ce que nous voulons, c'est un commandant ou un duc tchèque, un commandement général tchèque, qui ne relèvera de Vienne que pour la défense commune de la monarchie; le commandement et l'armée prêteront serment à la constitution[2].

Ces appels passionnés produisaient une certaine impression sur les adolescents, grisés de soleil, de poudre et de liberté. Les radicaux, fort découragés, reprirent un instant confiance et les meneurs les plus ardents essayèrent de galvaniser la révolte. Bakounine, nous dit un apologiste anonyme, était le seul qui, au milieu de la confusion géné-

1. Le journal de Havlitchek n'en avait pas plus de 2,000. — Arbès, *Notre époque*, II, p. 582.
2. Tcherny, p. 308.

rale, n'eût pas perdu la tête et qui conservât la ferme volonté de greffer une véritable insurrection sur des troubles provoqués à la légère par la réaction [1]. — Jusqu'alors il n'avait pas obtenu grand'chose. — En voilà une révolution! disait-il au bourgmestre; pas d'ordre, pas d'organisation; chacun fait ce qu'il veut. — Il y eut dans l'après-midi du 15 une sorte de conseil de guerre au Clementinum; il comprenait, à côté de Bakounine, le slovaque Stour et deux Moraves, fort énergiques, Bloudek et Zach, qui devait mourir général en Serbie. Bakounine parcourut les rangs des étudiants, leur fit jurer de ne pas quitter leur poste [2]. Il n'avait plus guère d'illusion sur l'issue des événements, parlait par acquit de conscience d'un mouvement possible parmi les paysans; Zach avait déclaré que la lutte était désormais inutile, et c'était l'opinion de tous les combattants dont le nombre diminuait à chaque instant.

Une douzaine d'émeutiers avaient recommencé à tirailler sur les soldats qui se montraient sur la rive gauche de la Vltava (15 juin) [3]. La rivière est large à cet endroit et cette fusillade était fort inoffensive. Les troupes étaient si excitées et si mécontentes de la retraite qu'on leur imposait que Mensdorff n'avait pas osé leur annoncer qu'il prenait le commandement. Le bruit qui courait du départ de Windischgrætz, avait déjà provoqué dans les régiments une fermentation menaçante; une députation d'officiers de tous grades s'était présentée au maréchal et lui avait déclaré qu'ils ne voulaient pas servir sous un autre chef que lui; les grenadiers juraient que, si le prince s'éloi-

1. Sozialist. Monatshefte, 1898, p. 190.

2. Kopp, Die Ereignisse der Pfingstwoche, Prague 1848, qui est de tous les chroniqueurs le plus exact et le plus consciencieux, dit que les insurgés formèrent à ce moment un Comité central. — Il reconnaît d'ailleurs lui-même qu'il est impossible d'affirmer les faits dont on n'a pas été témoin directement, tellement les légendes se créaient rapidement. Nous ne trouvons aucune trace d'une action quelconque exercée par ce Comité central.

3. Quelques chefs exaltés en avaient-ils donné l'ordre? C'est possible, mais on n'en apporte aucune preuve. Il est plus probable que le signal de la reprise du combat fut donné par des nerveux isolés. Il n'est pas démontré d'ailleurs que les premiers coups soient venus des insurgés.



gnait, ils bombarderaient Prague à leurs risques et périls [1].

L'imprudence des insurgés permit à ces passions haineuses de se manifester. Les soldats répondirent aux coups de feu isolés par des feux de pelotons et le combat recommença un peu partout. Les délégués du ministère, placés entre des régiments qu'une habile préparation avait amenés à un degré de folle exaspération et une population à qui il eût fallu laisser le temps de se calmer, renoncèrent à leur mission (16 juin); les conditions du traité, répondirent-ils aux sollicitations des modérés, n'ont pas été tenues; il ne nous reste plus qu'à adresser aux habitants un dernier appel : les mesures étaient prises pour bombarder la ville, si elle ne faisait pas sa soumission avant le lendemain matin.

Windischgrætz avait réuni sur les hauteurs qui commandent la ville 17,000 hommes et une imposante artillerie; la masse de la population épouvantée appelait la paix à tout prix et son découragement gagnait les combattants : Sladkovsky conseilla aux étudiants de se disperser et Fritch se sépara de ses amis [2]. Tout était ainsi terminé, et il suffisait de quelques patrouilles pour disperser la poignée de pauvres diables qui erraient çà et là, lamentables épaves de l'insurrection. Beaucoup de combattants, écrivait Havlitchek quelques jours plus tard, avaient quitté non seulement les barricades, mais la ville; le calme était complet; des drapeaux flottaient sur beaucoup de maisons, une foule de curieux se promenaient sur les quais. Tout d'un coup, à huit heures et demie du soir, les batteries du maréchal ouvrirent le feu sur la capitale [3].

1. Helf., p. 157. — Ces faits me paraissent parfaitement suffisants, quoi qu'en pense Helfert, pour justifier Rieger et Klaudy qui parlèrent quelque temps après de troupes mutinées. Mensdorff, dans sa réponse, tout en gardant une réserve diplomatique, reconnut l'extrême émotion de l'armée.

2. Il dit dans ses Mémoires (III, 186) qu'il voulait lever des combattants dans les environs, pour venir au secours des Praguois. — Mais, si tous les insurgés partaient pour aller chercher des renforts, qui donc ces renforts auraient-ils à délivrer?

3. Les amis du maréchal et de Thun, pour justifier ce bombardement



Il y eut un moment d'horrible confusion : les habitants affolés se sauvaient en criant; par un instinct irréfléchi de défense, on s'était mis à relever les barricades, les cloches sonnaient le tocsin; vers neuf heures et demie, un boulet mit le feu au moulin de la Vieille-Ville, puis aux bâtiments des réservoirs d'eau et une immense colonne de flamme monta vers le ciel « comme un cierge gigantesque »; les échafaudages qui entouraient le palais Colloredo commencèrent à leur tour à flamber; sans le calme absolu de l'atmosphère, la ville entière brûlait. Le bombardement dura jusqu'à une heure du matin.

Quand le jour se leva (17 juin), l'aspect de la ville était lugubre. Des milliers de fugitifs, pris d'une sorte de folie, se répandaient dans la campagne; les trains étaient envahis par une foule anxieuse; des prêtres, revêtus de leurs ornements sacerdotaux, parcouraient les rues et donnaient l'absolution aux passants. Rieger et Nostits, qui arrivaient d'Innsbruck, supplièrent Mensdorff, pour éviter de nouveaux malheurs, de prendre le commandement. — C'est impossible; l'armée est trop excitée, elle n'obéira qu'au prince. — On eut la preuve, le matin même, de son délire furibond. Un train qui emportait les fuyards de Prague, fut arrêté par les hussards à une station de banlieue; ils déchargèrent leurs pistolets sur les wagons, frappèrent à coups de crosses et de sabres les voyageurs sans défense; il y eut plusieurs morts, une cinquantaine de blessés; quelques officiers avaient encouragé ce guet-apens [1]. — Une députation arrivait de Vienne, elle fut bousculée par les soldats : à bas ces brigands, ces coquins de Vienne, criaient-

insensé et féroce, prétendent qu'ils étaient convaincus que c'était le seul moyen d'arracher la population honnête à la domination d'une poignée de fous furieux qui la tyrannisaient. Ce raisonnement rappelle un peu celui d'Ugolin. Les apologistes de Windischgrætz ne rapportent d'ailleurs aucun fait précis contre les insurgés : l'accusation la plus grave qui ait été produite contre eux, c'est que quelques défenseurs des barricades exigeaient une offrande des passants. Les actes de pillage qu'on a relevés à leur passif sont absolument insignifiants, beaucoup moins importants que ceux dont les soldats se rendirent coupables.

1. Helfert, p. 196.



ils, massacrez-les. — Quand elle parvint enfin jusqu'à l'État-major, l'accueil qu'elle reçut l'édifia sur les intentions du parti militaire. — « Pillersdorff, leur dit le général Wallmoden, n'a rien à faire ici; la ville est en état de siège; c'est l'armée qui commande. — La révolution était partout victorieuse, leur dit Windischgrætz; ici elle est vaincue; l'armée est en mon pouvoir, j'ai seul la responsabilité et je n'accepte aucune médiation [1]. » Rieger avait rédigé un projet de convention. Le prince exigea une capitulation à merci; Rieger appela à son aide les délégués du ministre. — Je n'ai de leçons à recevoir de personne, répliqua le maréchal; on fera ce que je veux, et ceux qui n'obéiront pas, leur procès sera vite jugé.

« Dès le début, a écrit Thun dans une lettre qui est un aveu accablant, Windischgrætz avait vu dans le soulèvement de Prague autre chose qu'un incident local; il lui parut que c'était l'occasion désirée d'entreprendre la grande action qu'il préparait depuis des semaines avec autant de prévoyance que de zèle. Son but était d'écraser radicalement la révolution [2] ». — Le coup avait réussi. L'état de siège avait été proclamé et la terreur planait sur le pays. Le bourgmestre avait invité les gardes nationaux à se rendre à leurs lieux ordinaires de rassemblement; la compagnie de la Svornost (l'Union), qui se réunit au Musée, fut cernée par l'armée et emmenée en prison; ces jeunes gens, dont l'unique faute consistait à avoir obéi aux ordres de leurs chefs réguliers, ne furent remis en liberté qu'après plusieurs jours de captivité. Des perquisitions domiciliaires furent ordonnées chez les hommes qu'on suspectait de tendances radicales. On avait chargé une commission criminelle de procéder à une enquête sur la grande conspiration slave; on ne publia pas même les noms des membres qui en faisaient partie. Elle accueillait

1. Helfert, p. 198.
2. « Ce dessein élevé, ajoute-t-il, a été compromis deux fois, d'abord par le coup de feu qui le visait (?) et qui n'a atteint que sa femme, ensuite par la commission de Vienne. » Cité par Touzimsky, 692.



les dénonciations les plus invraisemblables; Brauner, Havlitchek, le comte Buquoi, Villani, etc., contre lesquels il fut impossible de relever le moindre commencement de preuve, furent arrêtés, parce que leur nom avait été prononcé par les journaux. — C'est grand dommage, disait un officier à Helfert, que l'on n'ose pas s'en prendre à Palatsky et à Chafarjik, ce sont les principaux coupables.

La Svornost fut dissoute, la garde nationale réorganisée de manière à en écarter l'élément populaire; le Comité national fut supprimé le 25 juin, et le 29, le Conseil provisoire de gouvernement, — qui n'avait jamais fonctionné. On regardait comme une provocation la moindre manifestation de patriotisme et on s'étonnait de l'audace du propriétaire du Café national qui osait mettre une enseigne tchèque : — Voyez pourtant ces gens-là, disaient les passants; ils n'en ont pas encore assez, ils ne seront satisfaits que quand ils auront été bombardés de nouveau. — Même les réactionnaires les plus fougueux ne purent étouffer un sentiment de pitié quand ils virent défiler sur le quai une troupe d'étudiants que l'on envoyait rejoindre les régiments, et qui, pâles et résolus, chantaient le Hej! Slovane[1].

Des colonnes volantes parcouraient le pays et semaient l'épouvante sur leur passage. — Une circulaire de Thun invitait les capitaines de cercle à procéder sommairement contre les émissaires qui essaieraient de soulever les paysans, que leur tentative fût suivie ou non d'effet; quiconque chercherait à répandre le désordre ou l'inquiétude devait être immédiatement arrêté[2]. Telle était la terreur qu'un employé de justice, cité à Prague, se tua; les employés des seigneurs rabrouaient les paysans et reprenaient leur insolence des anciens jours.

Deux hommes, au milieu du désarroi universel, conservèrent leur sang-froid. Havlitchek, qui, à peine relâché, recommença dans son journal sa polémique contre la réaction, et Brauner. Il avait la ténacité du paysan qui ne

1. Helf., p. 223.
2. Circulaire du 23 juin. Tcherny, p. 315.

ménage ni son temps ni sa peine et qui, sur le sol dévasté par l'ouragan, recommence à creuser son sillon. Le premier, il avait posé nettement le principe de l'indépendance de la Couronne; il y revint obstinément et il pria Thun de convoquer le plus tôt possible la Diète de Prague[1]. — Thun eût volontiers accueilli sa requête : le ministère ne le lui permit pas. La réunion d'une Constituante à Prague en face du Parlement de Vienne avait toujours été un de ses principaux motifs d'inquiétude; il répondit au Grand-Burgrave qu'il convenait de laisser le premier pas à l'assemblée centrale et, pour être sûr que sa politique ne serait plus contrecarrée en Bohême, il releva le comte de ses fonctions (25 juillet).

Le départ de Thun ferme une crise importante de l'histoire de Bohême. Depuis le 13 mars, les Tchèques, en dépit de quelques maladresses, s'étaient strictement maintenus sur le terrain de l'autonomie historique; ils étaient parfaitement sincères quand ils parlaient de leur dévouement à l'Autriche et, très différents sur ce point des Magyars, ils étaient prêts à reconnaître au pouvoir central une très large compétence : seulement ils entendaient ne traiter d'abord qu'avec leur souverain direct et débattre librement avec lui les conditions du contrat nouveau qui devait être établi avec les autres pays de la monarchie. A deux reprises (le 8 avril et au commencement de juin), leur thèse juridique avait paru acceptée par la cour et la réunion imminente d'une diète à Prague avait semblé devoir les placer dans une situation des plus favorables pour négocier avec les autres peuples de l'Empire. Il convient d'ailleurs de ne pas oublier que de graves difficultés demeuraient encore à résoudre : la théorie du droit d'état se heurtait à l'opposition des Moraves et des Silésiens et il n'est pas démontré que les districts allemands eussent envoyé leurs députés à la diète. La restauration du royaume bohême, telle que la poursuivaient Brauner, Palatsky,

1. 26 juin. Tcherny, p. 322.



Havlitchek et Rieger, froissait trop d'intérêts et bouleversait trop radicalement la situation acquise depuis longtemps pour qu'elle pût aussi rapidement aboutir, surtout sous la forme radicale qu'elle avait nécessairement affectée au début. C'est une explication par trop enfantine et superficielle que d'attribuer exclusivement à la hauteur de Thun, aux provocations de Windischgrætz ou à l'exubérance de Fritch, l'échec des espérances des patriotes Slaves. Il est permis seulement de penser que les revendications de leurs chefs auraient été écoutées avec plus d'attention s'ils avaient eu derrière eux une représentation légale du pays, et qui sait s'ils n'auraient pas obtenu dès lors quelques-unes des concessions qu'ils réclament encore en vain !

Puisqu'on refusait d'autoriser la réunion de la Diète de Prague, après que leurs espérances immédiates étaient anéanties, la tactique la plus sage eût été sans doute l'abstention, et la situation des Tchèques eût été évidemment excellente s'ils avaient attendu tranquillement les propositions de Vienne. Aucun des chefs ne paraît cependant s'être opposé à l'entrée des députés du royaume dans le Parlement central et ils ne virent même pas clairement qu'ils abandonnaient ainsi le terrain juridique sur lequel ils s'étaient jusqu'alors cantonnés. Toutes les réserves du monde ne sauraient y rien changer : quand on consent à siéger dans une assemblée, on en accepte l'autorité. De fait, les Tchèques, du jour où ils paraissent à Vienne, se placent sur le terrain autrichien, et ils cessent d'être autonomistes pour se confondre avec le parti fédéraliste. Leur histoire politique depuis lors est obscurcie par une sorte d'indécision qui les ballotte entre deux tactiques et deux programmes, voisins sans doute sur quelques points, mais en réalité profondément différents. Tour à tour, suivant les circonstances, ils invoquent le droit naturel ou les prérogatives traditionnelles du royaume, s'isolent en Bohême ou acceptent une place dans le camp des adversaires de la bureaucratie centraliste, de façon que l'indépendance historique de la Couronne paraît alternativement une machine de combat que

l'on néglige après qu'on en a tiré parti ou une religion que l'on confesse jusqu'à la mort. Ces hésitations sont d'ailleurs parfaitement explicables : elles marquent un effort obscur pour adapter aux exigences de la politique contemporaine les désirs essentiels que traduit la théorie du droit d'État, et qui sont avant tout le libre développement de la nationalité slave en Bohême et, subsidiairement, une protection suffisante contre les empiétements possibles de l'Allemagne. Elles n'arrêtent pas, d'ailleurs, l'affranchissement de la conscience nationale et le relèvement progressif du peuple [1].

1. Ces pages étaient déjà imprimées quand j'ai reçu les derniers numéros du Journal du Musée Bohême, qui renferment d'intéressants souvenirs de Tomek sur 1848 (mars-octobre); ils ont été rédigés en 1868, mais sur des notes recueillies au jour le jour. Le témoignage de Tomek, qui est un conservateur, me paraît en général confirmer mon récit. Il parle en effet de quelques radicaux qui avaient prémédité une insurrection, mais il ressort de la suite des événements que ces complots n'eurent à peu près aucune action sur les faits et que l'émeute eut pour causes réelles la fièvre universelle et aussi les maladresses des autorités. Tomek avoue ainsi que Thun était également impopulaire parmi les amis et les ennemis de la révolution et de la nationalité tchèque (p. 374); « il voulait, nous dit-il, *l'ordre et la liberté*, il avait commencé ses fonctions avec un esprit d'inquiétude, vu l'extrême agitation de la population praguoise, à laquelle il n'était pas décidé à céder en tout » (p. 136). Tomek constate également ce qu'il y avait au moins d'excessif dans les mesures militaires de Windischgrætz.



CHAPITRE II

Le coup d'État de Kromierzitse [1]

Le Parlement autrichien : les partis. L'alliance des Tchèques avec la cour et leur imprudente rupture avec les Allemands et les Magyars. — Le rachat de la corvée. — L'insurrection de Vienne ; triomphe du parti militaire. — Le ministère Schwarzenberg-Stadion. Abdication de Ferdinand Ier. L'empereur François-Joseph. — Le Parlement à Kromierzitse, les projets de constitution. — L'Autriche et l'Allemagne. L'assemblée et l'Église. — Le coup d'État de mars 1849.

Les nouvelles de Prague, coïncidant avec l'échec des révolutionnaires à Paris (15 mai) et les premiers succès de Radetzki en Italie [2], jetèrent les officiers dans une exalta-

1. Voir la bibliographie du chapitre précédent. — Les comptes rendus des assemblées de Vienne et de Kromierzitse (Kremsier) forment 4 volumes : *Offic. stenogr. Berichte üb. die Verhandl. d. Œsterr. Reichstages*. Les travaux du comité de constitution ont été publiés par Springer, *Protokolle des Verfassungsausschusses* (1848-49), 1885, avec une préface très importante ; malheureusement, la publication de Springer ne renferme pas tous les textes qu'il serait utile de connaître, en particulier les projets des divers membres du Comité. La brochure de Springer, *Œsterr. nach der Revolution*, 1849, est un document fort utile pour l'état des esprits à ce moment. Les discours de Rieger ont été publiés en tchèque par Kalousek, 1883, avec des éclaircissements et des notes. Les constitutions de 1848-59 ont été étudiées par Hugelmann, *Studien zum œsterr. Verfassungsrechte* 1886, et surtout par Bohusl. Rieger, *Notre développement constitutionnel depuis 1848*, 1re partie (1848-1851), 1898. — Sur l'abolition de la corvée, voir la bibliographie dans Grünberg 1894 ; en français, des renseignements précis dans Mülinen, *Les finances de l'Autriche*, 1875. — Pour la politique générale du ministère, Arneth, *Wessenberg*, 1890 ; Bern. v. Meyer, *Erlebnisse* 1875 ; Vitzthum d'Eckstædt, *Berlin u. Wien* 1845-1852, 1886 ; — *Aus dem Nachlasse d. Grafen Prokesch-Osten*, 1891, et une nouvelle suite : 1849-1855, 1896.

2. 11 juin, capitulation de Durando à Vicence ; 24 juillet, défaite des Piémontais à Custozza ; occupation de Milan par les Autrichiens, 9 août.



tion furibonde; il n'était question que de massacrer ces *pékins*, ces *ganaches*, qui osaient s'occuper des affaires de l'État. Windischgrætz, nommé commandant-général des forces de l'Empire en dehors de l'Italie, affectait des allures de souverain, entrait en communication directe avec Radetzki et bravait ouvertement les ordres du ministre de la guerre. Les moins clairvoyants ne pouvaient se dissimuler les désirs du parti militaire qui cherchait une revanche décisive.

Les Tchèques, très sincèrement dévoués à la liberté et qui avaient les meilleures raisons du monde pour se défier de Windischgrætz, auraient été bien inspirés en concluant avec les Allemands une alliance défensive contre la réaction. Un rapprochement eût été encore relativement facile et les centralistes étaient disposés à d'assez larges concessions. Il était seulement nécessaire de prouver aux membres de la gauche que les Slaves étaient résolus à combattre énergiquement les tentatives de restauration absolutiste. Quelques députés tchèques, Rieger entre autres et Havlitchek, n'auraient pas été éloignés de poursuivre cette politique de conciliation; ils furent entraînés par la majorité qui obéissait docilement à l'inspiration de Brauner, de Palatsky et de Strobach.

Ces derniers n'avaient certes aucun goût pour le despotisme, mais, persuadés que leur intérêt était de défendre l'intégrité de la monarchie autrichienne, — ce qui était vrai, — et que les Allemands voulaient la détruire, — ce qui l'était beaucoup moins, ils arrivaient défiants, hargneux, disposés à interpréter les moindres incidents de la façon la plus défavorable et à soupçonner partout les plus noirs complots. Leurs instincts de conservateurs étaient choqués par l'exubérance brouillonne des étudiants viennois; ils se mirent aussitôt sur la défensive et, loin de chercher à ramener l'opinion, ils la provoquèrent. Autrichiens et libéraux, défenseurs à la fois des droits du peuple et des prérogatives de la couronne, leur mission naturelle eût été de servir de médiateurs et d'arbitres, sauf à exiger un



honnête courtage. Au lieu de cela, déconcertés par le tohu-bohu de la capitale, dans un accès d'aveuglement fatal, ils se jetèrent imprudemment dans les bras de la cour et se livrèrent à elle pieds et poings liés. Leur conduite laissa aux Allemands une irritation qui n'est pas encore complètement calmée et compromit devant l'Europe la cause des Slaves; elle leur enleva en même temps les moyens d'imposer leurs conditions aux réactionnaires, qui, une fois victorieux, se soucièrent peu des alliés qui avaient assuré leur triomphe.

Leur situation dans l'assemblée qui se réunit à Vienne, le 10 juillet 1848[1], était excellente. Bien que dans certaines régions méridionales du royaume, où la propagande nationale avait encore peu pénétré la population, les résultats eussent été moins satisfaisants que n'eût permis de l'espérer la répartition des groupes ethnographiques, et que, dans les villes, les Allemands eussent remporté des succès isolés qui prouvaient combien leur influence sociale demeurait redoutable, les élections, comme toutes les fois où l'on consultera l'opinion avec quelque loyauté, avaient donné la majorité aux Slaves. La Bohême avait envoyé cinquante-cinq autonomistes slaves et sept autonomistes allemands contre vingt-six centralistes[2], la Moravie vingt Tchèques contre dix-huit Allemands, la Silésie un Tchèque sur dix représentants. Sur trois cent quatre-vingt-trois députés, il y avait cent quatre-vingt-dix Slaves contre cent soixante Allemands. Les Tchèques, appuyés en général par les Slovènes et les Ruthènes, formaient le groupe le plus nombreux du Parlement, le plus remarquable aussi à tous les points de vue, et, pour les gagner, il est bien certain que les Allemands n'auraient pas reculé devant les plus sérieuses concessions.

La cour était rentrée à Vienne le 12 août. — « L'Empereur était pâle et, les yeux fixés sur ses genoux, saluait

1. Elle fut ouverte solennellement par l'archiduc Jean, le 22 juillet.

2. Prague avait élu Palatsky, Rieger, Strobach et Borroch. Palatsky avait été nommé dans cinq ou six circonscriptions. — V. sur le caractère de ces élections, Tomek, Journal du Musée bohême, 1902, p. 372.



d'un air absent. L'Impératrice, toujours sainte et aujourd'hui martyre, laissait voir dans ses yeux des traces de larmes. L'archiduchesse Sophie cachait mal les siennes derrière son lorgnon et son mari donnait libre cours à son émotion. Les bons Viennois croyaient que c'était des larmes de joie que l'on versait dans le carrosse impérial et criaient à tue-tête : Vive l'Empereur. — Le maintien de François-Joseph, froid, l'expression sévère de son regard, trahissaient les sentiments qui l'animaient ; c'était de la tristesse, mais non de l'abattement, je dirais presque de l'indignation difficilement contenue ; pour moi, une révélation et une espérance [1]. »

Les chefs radicaux n'avaient aucune illusion sur les dangers qui les menaçaient et sur la nécessité de grouper dans une masse compacte tous ceux qui voulaient défendre les nouvelles institutions. Malheureusement, les défiances qui séparaient les partis étaient trop vives, les groupes trop dominés par leurs passions instinctives, l'atmosphère trop troublée. Les terreurs des libéraux se traduisaient par des déclamations de clubs et des manifestations bruyantes qui exaspéraient la droite. Les délibérations traînaient, sans ordre, sans résultat. Sur un seul point elles aboutirent, — d'une importance capitale, il est vrai.

On se montrait avec curiosité dans le Reichsrath un groupe de paysans ruthènes, revêtus de leur costume national, et qui, ne sachant pas un mot d'allemand, attendaient, pour émettre leur vote, un signe de Rodolphe Stadion, qui leur inspirait confiance parce que les Polonais le détestaient. Dans beaucoup d'autres provinces de même, les électeurs des campagnes ne s'étaient fiés qu'à leurs compagnons de misère pour les représenter, et ils leur avaient donné pour unique mandat d'abolir les derniers restes du régime féodal [2]. La question avait été déjà enga-

1. Hubner, Une année de ma vie, p. 279.

2. On désigne souvent le Parlement de Vienne sous le nom de Parlement des paysans, — il y en avait 92 sur 383 députés. — Dans la Bohême, où l'instruction était plus répandue et la vie politique intense, ils étaient beaucoup moins nombreux, 7 sur 90 ; — 9 sur 48 en Moravie.



gée par le décret du 28 mars 1848 d'après lequel les corvées ne pouvaient plus être exigées que jusqu'au 31 mars de l'année suivante. En fait, les paysans refusaient partout d'obéir aux réquisitions des seigneurs, qui étaient désormais les plus intéressés à obtenir une solution régulière. Les débats des diètes de Grætz, de Linz ou de Brno, avaient convaincu les nobles les plus intransigeants du danger qu'ils courraient en s'opposant aux désirs d'une population surexcitée. — « Nous avons promis d'attendre que les seigneurs descendissent vers nous, pauvres paysans, et nous tendissent la main, avait dit un des orateurs; ne laissez pas aller les choses jusqu'au moment où les paysans monteraient eux-mêmes vers les seigneurs, car Dieu sait ce qui en résulterait. »

A la fin de juillet, Kudlich, au nom de la gauche allemande, proposa au Parlement la suppression du servage et des droits et devoirs qui en découlaient. Sa motion, conçue en termes vagues, n'était qu'une démonstration; la gauche avait voulu donner une marque de sympathie aux agriculteurs, mais elle ne tenait pas à ce que la question fût tranchée trop vite, parce que très sagement elle comptait peu sur la reconnaissance durable de ses protégés, qui l'abandonneraient dès qu'ils auraient satisfaction. Elle fut entraînée par le mouvement qu'elle avait créé. Kudlich dut compléter et préciser son projet, d'autres l'imitèrent, et l'Assemblée fut bientôt submergée par une pluie de motions, dont la complexité effrayait les juristes les plus subtils. Comme chaque fois que l'on a mis le pied dans le guépier de la féodalité, on se heurtait à un enchevêtrement inextricable de contrats réciproques et d'interprétations contradictoires. Les paysans demandaient l'abolition pure et simple des redevances de toutes catégories et ils défendirent leurs revendications avec un emportement furieux. — L'Assemblée entière éprouva une sorte de saisissement en voyant paraître à la tribune un paysan galicien, qui baragouinait à peine l'allemand, les yeux hors de la tête, les poings serrés, qui venait crier les haines de longues gé-



nérations d'esclaves : — « A trois cents pas du palais des nobles, nous devions ôter humblement nos casquettes, et pour obtenir quelque chose du seigneur, il fallait faire intervenir le juif, car le juif avait le droit de parler au seigneur, le pauvre paysan ne l'avait pas. S'il s'avisait de monter l'escalier du château, on lui criait : reste en bas, tu pues, le seigneur ne peut supporter ton infection. — Et c'est pour ces humiliations que l'on nous demande une indemnité [1] ! »

Après une lutte très violente, la majorité, sur la pression du ministère, suivi en général par les Tchèques qui furent déterminés à la fois par des scrupules juridiques et par le désir de ne pas s'aliéner la noblesse, admit par 174 voix contre 144 le principe d'une indemnité ; les débats ne furent guère moins animés à propos des articles, et, de guerre lasse, on adopta enfin un projet transactionnel de Lasser (7 sept. 1848). — Le servage et les liens de suzeraineté et de servitude sont supprimés; les différences juridiques entre les diverses catégories de propriétés disparaissent; les droits de lods et ventes sont abolis de même que les charges diverses qui ont leur origine dans la servitude personnelle ou l'autorité seigneuriale ; les possesseurs de domaines patrimoniaux continuent provisoirement à exercer les pouvoirs administratifs et judiciaires qu'ils détenaient jusque-là, mais uniquement par délégation de l'État, et ils seront remplacés, dans le plus bref délai possible, par des fonctionnaires publics. Les obligations qui tirent leur naissance de la possession primitive du sol qui a été plus tard conféré par le noble au cultivateur, seront classées en trois catégories; les premières sont purement et simplement abolies, les deuxièmes seront rachetées par les intéressés et les dernières donneront lieu à une indemnité que l'État prendra à sa charge.

La loi n'avait fixé que les principes généraux et elle avait prévu la formation de commissions provinciales qui

1. Cité par Springer, II, p. 419-420.



étudieraient les règlements d'exécution. Les événements politiques ne permirent pas à l'Assemblée de terminer son œuvre. Mais la moindre tentative de retour en arrière aurait provoqué une formidable agitation et les seigneurs avaient pris leur parti d'un sacrifice qu'ils avaient craint plus complet; le ministère du coup d'état fut d'ailleurs désireux de se ménager l'appui des classes rurales pour balancer l'opposition de la bourgeoisie et un de ses premiers soins fut de régler la liquidation du régime féodal, qui avait été ouverte par la Révolution. Les ordonnances ministérielles du 27 juin 1849 pour la Bohême et la Moravie et du 11 juillet pour la Silésie supprimèrent définitivement les taxes judiciaires, les droits de chasse et de pêche sur tout domaine étranger, les droits de déshérence et de préemption, l'obligation pour les paysans de fournir au seigneur moyennant salaire un certain nombre de jours de travail et, en général, les charges qui purent être considérées comme une conséquence directe du servage.

Pour les autres obligations en nature et en argent dans lesquelles on vit une sorte de fermage, des commissions furent chargées de dresser un inventaire régulier, en écartant les déclarations qui ne seraient pas appuyées de titres précis; elles durent ensuite distraire du chiffre ainsi obtenu les dépenses variées qu'imposaient aux seigneurs les anciennes coutumes. Le restant des droits féodaux utiles serait divisé en trois parties : le premier tiers serait supprimé, comme représentant l'impôt dû jadis par le propriétaire sur ses revenus, le deuxième tiers serait payé par les paysans affranchis et le dernier par les provinces. Dans ce but, on remettrait aux intéressés des obligations remboursables par annuités; les agriculteurs seraient toujours autorisés à se libérer par anticipation. Chaque province aurait sa caisse spéciale, sous la surveillance des fonctionnaires et des États du pays. Les seigneurs reçurent en Bohême environ 55 millions de florins, pour 7 millions de corvées personnelles et 8 millions de corvées attelées, plus un million de redevances; en 1884, les



paysans s'étaient complètement acquittés de leurs dettes [1].

La loi avait été assez bien étudiée [2] et les résultats furent favorables. De cette époque date le remarquable progrès des méthodes agricoles en Bohême : jusqu'en 1848, les céréales occupaient les deux tiers des terres arables et les fourrages ou les plantes sarclées étaient rares; le bétail était insuffisant, le fumier cher, l'assolement triennal demeurait encore presque universellement répandu; une récolte de dix hectolitres à l'hectare était considérée comme bonne; la culture de la betterave, dont on estime aujourd'hui la production à 200 millions de francs par an, venait à peine de s'introduire; le paysan ne mangeait que du pain de seigle et d'avoine. — Les années qui suivirent la libération furent signalées par un relèvement très rapide de la production et de la fortune publique (développement des cultures industrielles et des prairies artificielles, abandon du système des jachères, introduction des machines agricoles).

Aucune classe de la population ne profita plus de cette transformation que les *grands propriétaires*. On comptait en Bohême vers 1848 environ un millier de domaines nobles, inscrits sur les « registres du pays » et comprenant près de 1,700,000 hectares, soit un tiers du royaume; leurs propriétaires avaient seuls autrefois le droit de siéger aux États et ils jouissent encore de privilèges politiques considérables, puisqu'ils délèguent à la diète de Prague et au Reichsrath un nombre vraiment énorme de députés. Beaucoup de ces domaines nobles n'ont qu'une étendue assez médiocre et plus de 150 propriétaires n'occupent qu'une centaine d'hectares ou même moins. Mais à côté d'eux, quelques familles conservent d'immenses territoires; les terres du prince de Colloredo-Mansfeld ne représentent pas

1. Grünberg, p. 391 et sq.; Mischler, Der œffentl. Haushalt in Bœhmen 1887; De Mulinen, Les finances de l'Autriche, 1875 (en français). — La loi n'avait pas supprimé le monopole de fabrication de la bière et de l'eau-de-vie qui ne fut racheté qu'en 1869.

2. Le mérite en revient en grande partie à Brauner.



moins de 57,000 hectares, celles des princes de Furstenberg et de Liechtenstein ou du comte de Waldstein-Wartenberg, près de 40,000; le prince de Schwarzenberg, duc de Kroumlov, véritable roi de la Bohême méridionale, possède à lui seul 180,000 hectares. Si l'indemnité que les seigneurs avaient encaissée était relativement faible, elle leur facilita cependant l'introduction d'un régime de culture plus rationnel et elle les garantit contre des revendications plus radicales. L'histoire démontre que les castes qui s'entêtent à défendre des prérogatives utiles ou politiques surannées, en sont punies par une déchéance complète, et les abus du régime féodal, qui ne trouvait plus aucun défenseur, auraient fatalement provoqué très vite la naissance d'un parti socialiste rural qui ne se fût pas contenté de l'abandon des corvées, mais eût réclamé une nouvelle répartition du sol. Les nobles de la monarchie échappaient à ce péril et, si leurs revenus étaient réduits, ils gardaient l'influence que leur assuraient leurs richesses.

Bientôt, pour réparer les brèches de leur fortune, ils améliorèrent leur outillage et développèrent leurs exploitations industrielles. En 1886, les grands propriétaires de Bohême possédaient 500 brasseries sur les 900 du royaume, 80 fabriques de sucre sur 120, 300 distilleries sur 400; ils entretenaient 72,000 employés ou ouvriers, 300,000 journaliers, 15,000 gardes-forestiers, 40,000 charretiers[1]. Ils ont ainsi sous leurs ordres une véritable armée et jamais leur influence n'a été aussi étendue que depuis que la loi a proclamé l'égalité juridique des citoyens. On s'expose à ne rien comprendre à l'histoire de l'Autriche contemporaine si on n'a pas sans cesse présente à l'esprit la puissance singulière que l'aristocratie continue à concentrer dans ses mains : les lois de rachat n'ont pas créé un état social nouveau, ni résolu définitivement la question agraire; elles ont seulement déblayé le terrain des débris du passé qui obscurcissaient le débat, et la prépondérance

1. Bignon, La grande propriété en Bohême, Nancy, 1886.



des classes supérieures n'a été nullement diminuée, parce qu'elle s'exerce désormais dans des conditions plus conformes aux caractères généraux de la vie moderne.

Les paysans, qu'unissait leur haine commune contre le régime féodal, n'avaient pas tous les mêmes besoins et les mêmes désirs. Sur les 750,000 cultivateurs propriétaires de Bohême, l'immense majorité ne détenait que quelques parcelles et était plus riche en dettes qu'en terres. Les petits fermiers, et à plus forte raison les journaliers, furent assez peu satisfaits des résolutions de Vienne; ils demandaient le partage des biens communaux, suppliaient les pouvoirs publics de secourir leur misère. Leurs voisins plus fortunés s'alarmèrent de leurs désirs « communistes » et, avec une rapidité qui nous étonne toujours, bien que l'histoire nous en présente d'innombrables exemples, les révolutionnaires repus se transformèrent en conservateurs féroces. Ils déclarèrent la discussion close et exigèrent un gouvernement fort qui leur permît de jouir paisiblement de leurs conquêtes. Les libéraux furent ainsi abandonnés de leurs alliés les plus ardents, au moment où ils auraient eu le plus besoin de leur appui. L'assemblée, en satisfaisant les appétits avant d'avoir obtenu la reconnaissance de ses prérogatives, avait commis une lourde faute de tactique : elle s'était rendue inutile; de là à paraître encombrante, il n'y avait qu'un pas.

Les séances étaient bruyantes et vides, les partis ne s'organisaient pas; le ministère, au lieu de grouper autour de lui les éléments modérés, tenait l'assemblée à l'écart. Le Parlement, ainsi laissé sans direction, sans expérience des affaires, divisé en factions qui se prêtaient gratuitement les plus perfides projets, suivait les événements au lieu de les diriger. La question magyare provoqua une crise décisive. En face des empiétements de Kossuth, la cour s'était rapprochée des Slaves du sud, et, le 4 septembre, elle rendait au ban des Croates Iellatchitj les pouvoirs dont elle avait un moment consenti à le dépouiller : une semaine plus tard, il franchissait la Drave, et la guerre civile commençait. La



diète de Pesth répondit à cette levée de boucliers en instituant un Comité de défense nationale, et le général Lamberg, que l'Empereur avait nommé commandant général des forces hongroises, fut massacré par la population sur le pont de Pesth (28 septembre 1848). Dans la lutte vitale qui s'ouvrait, Kossuth essaya d'obtenir contre la cour l'alliance du Parlement autrichien et il envoya à Vienne une grande députation magyare.

Les Tchèques, à la suite d'un discours aussi admirable que malencontreux de Rieger, firent décider par l'Assemblée qu'elle ne recevrait pas les délégués de la diète de Pesth. Les nouvelles qui arrivaient de l'Europe entière indiquaient les progrès de la réaction : le 17 septembre, une émeute avait été écrasée à Francfort et une tentative d'insurrection républicaine à Bade aboutissait à un échec lamentable; en Prusse, Frédéric-Guillaume appelait au ministère le général Pfuel que l'on célébrait d'avance comme le vainqueur de la démocratie; les révolutionnaires reculaient sur tous les points. La situation était assez grave pour que les Slaves sacrifiassent à la cause commune leurs rancunes et leurs griefs. Dans tous les cas, ils manquèrent d'adresse et de prudence en repoussant par une fin de non-recevoir brutale la demande des Magyars. Il ne fut pas difficile aux émissaires de Kossuth d'exploiter les colères de la foule exaspérée par l'intransigeance de la majorité et de convaincre les radicaux viennois qu'ils avaient le devoir de faire cause commune avec Pesth. Une émeute terrible éclata, le général Latour fut massacré, et l'Empereur, fuyant devant l'insurrection victorieuse, se retira à Olomouts (7 oct.), afin, disait-il, « de chercher les moyens de venir au secours de la population de la cité opprimée par les rebelles et de sauver la liberté compromise par les attentats les plus odieux ».

La gauche du Parlement persista, malgré les ordres de l'Empereur, à demeurer à Vienne, dans une situation assez mal définie, en marge de l'insurrection qu'elle n'osait ni désavouer ni diriger. Les Tchèques, réunis à Prague sous



la présidence de Strobach, lancèrent un manifeste violent contre les rebelles. — Les habitants de la capitale, disaient-ils, condamnent en grande majorité leur conduite; mais eût-elle leur approbation unanime qu'elle n'en serait pas moins criminelle; Vienne n'est pas l'Autriche et elle n'a pas à imposer des lois à l'assemblée.

« En face des prétentions égoïstes des Allemands et des Magyars, écrivait Havlitchek, il nous a fallu soutenir le ministère. Si ces deux peuples avaient montré aux Slaves un esprit de justice, nous n'aurions pas été forcés de nous creuser les uns aux autres le fossé dans lequel le gouvernement veut maintenant nous précipiter tous. » — Il plaidait les circonstances atténuantes; l'histoire reconnaît aujourd'hui que, dans cette rupture à jamais déplorable entre les Slaves et les autres peuples de la monarchie, tous les torts n'avaient pas été du même côté. — Il est parfaitement vrai que les Tchèques avaient les meilleures raisons du monde pour se plaindre des Viennois; leurs orateurs étaient chaque jour insultés et hués : — Strobach est un vaurien, hurlait la foule qui remplissait le vestibule du Parlement. — Si nous pouvions mettre la main sur Rieger, disaient des ouvriers, en voilà un à qui on tordrait le cou avec plaisir; le soir du meurtre de Latour, sa maison fut envahie par une bande de gens armés qui le cherchaient pour lui faire un mauvais parti. — La conduite des Magyars vis-à-vis des autres peuples du royaume et particulièrement vis-à-vis des Slovaques était aussi de nature à légitimer les plus véhémentes colères. Mais la politique consiste justement à ramener et à ménager ses adversaires et à ne pas sacrifier les intérêts généraux à des emportements momentanés, quelque légitimes qu'on les suppose. Or, il n'est pas douteux que les orateurs de la droite avaient trop souvent manqué de mesure et de tact et surtout ils ne se rappelèrent pas assez vivement que la dignité et la puissance du Parlement ne leur étaient pas moins indispensables qu'aux autres peuples de la monarchie [1].

1. L'imprudence des députés tchèques est d'autant plus inexplicable



« Une longue expérience nous a appris, écrivait Havlitchek, que, dès qu'il n'a plus besoin de nous, le ministère oublie les promesses qu'il nous a faites. » Ils venaient d'avoir une preuve assez claire de ce qu'ils avaient à attendre de lui. Une circulaire du 28 août ordonnait que le tchèque fût enseigné comme matière facultative dans les gymnases du royaume; le ministre faisait appel pour cela au dévouement des professeurs; si cependant aucun maître n'offrait ses services bénévoles, les directeurs étaient autorisés à accorder une rémunération convenable. — Ainsi, remarquait Havlitchek, la calligraphie, le chant, les langues étrangères sont des matières obligatoires de l'enseignement, et le tchèque est facultatif; Exner, qui passe pour libéral et qui veut sans doute justifier le proverbe qu'un Allemand sera favorable à notre peuple quand un serpent se brûlera sur la glace, pense-t-il vraiment qu'un Tchèque a moins besoin du tchèque que de l'anglais ou du français? — On reproche aux Slaves de sacrifier la liberté, écrivait-il encore, et ce reproche est injuste; mais pour qu'un peuple soit libre, il faut d'abord qu'il *soit*. Les Allemands veulent diviser l'Autriche en livrant à la Grande-Allemagne les Slaves de l'Ouest et aux Magyars les Yougo-Slaves; il n'est donc pas étonnant que nous soutenions contre eux le ministère. — Raisonnement qui eût été irréfutable si ce ministère que l'on appuyait ainsi, les Slaves eussent été sûrs de sa reconnaissance. Mais n'était-il pas souverainement imprudent de se livrer à lui sans conditions et était-il si évident que les Allemands et les Magyars, qui ne se dissimulaient pas la gravité du péril, n'eussent pas consenti aux Tchèques, pour obtenir leur appui, des avantages plus étendus et surtout plus durables et plus réels?

Quelques radicaux comprirent qu'il fallait du moins saisir le moment où la Cour était en présence de multiples et redoutables embarras pour lui arracher quelques pro-

qu'ils n'avaient aucune confiance dans les intentions de la Cour. V. Tomek, Souvenirs de 1848, dans le Journal du Musée, 1902, p. 386.



messes formelles. Ils avaient constitué un club, le *Tilleul Slave*, dont les ramifications étaient nombreuses et dont le Comité directeur réunissait les chefs les plus énergiques du mouvement. Tout en prenant nettement parti contre l'insurrection de Vienne, il s'efforça de séparer des émeutiers la masse de la population et il invita en même temps les Bohêmes à s'organiser pour la défense de la liberté si, « ce qu'à Dieu ne plaise, on pensait à autre chose qu'à abattre l'insolence du parti francforto-magyar ». Les étudiants aussi, très surexcités, redoutaient qu'à l'insolence de l'anarchie ne succédât la superbe militaire et qu'après la ruine de l'Aula de Vienne ne vînt celle de l'Aula de Prague. — Les chefs officiels du parti tchèque montrèrent un empressement un peu excessif à calmer les esprits et ils laissèrent ainsi passer l'heure favorable; ils étaient d'ailleurs déjà dans une position peu avantageuse pour imposer leurs conditions parce qu'ils s'étaient engagés trop vite et trop à fond, qu'ils avaient trop complètement rompu avec la gauche et que le gouvernement n'avait plus aucune raison d'acheter leur concours, puisqu'il était d'avance sûr de leur appui.

Quand la Cour, après la soumission de Vienne par Windischgrætz (31 octobre), convoqua de nouveau le Parlement à Kromierzitse, elle n'obéit qu'à des considérations d'opportunité. Windischgrætz, dans l'ivresse d'une victoire qui n'était pourtant pas très glorieuse, eût voulu en finir d'un coup *avec le désordre*. « Une constitution, des ministres responsables et, d'une façon générale, des ministres qui gouvernent, étaient pour lui un scandale »; il insistait sur la honte d'une entente avec des députés qui s'étaient rendus solidaires de la monstrueuse révolution viennoise; il demandait à « n'être troublé d'aucune manière dans l'œuvre qu'il avait entreprise sur l'ordre de l'Empereur et avec l'espoir de la protection divine » [1]. — Il ne se contentait pas d'imposer son autorité, il tenait à humilier ses

1. Arneth, Wessenberg, pp. 284, 287.



adversaires : « — Jadis, disait Wessenberg, on s'appliquait, même si on avait quelque chose de désagréable à dire, à employer les formes les plus bénignes, maintenant on se pique d'être cassant et raide. » L'armée entière partageait le même sentiment à l'égard des « avocats » et des journalistes. — « Tout ce qui portait une baïonnette se considérait comme le sauveur de la patrie [1]. »

Les nouveaux ministres calmèrent les impatiences du généralissime, et, sans le convaincre, l'amenèrent à accepter la réunion du Parlement à Kromierzitse (15 nov.). C'était Palatsky qui avait conseillé de choisir cette petite bourgade de Moravie, où l'assemblée siégea dans le palais de l'archevêque d'Olomouts. Elle ne risquerait pas d'y être troublée par le tapage de l'émeute ; en revanche, elle perdait tout contact avec le peuple. Pour récompenser les Tchèques de leur complaisance, il avait été un moment question de leur faire une place dans le nouveau cabinet ; le nom de Brauner surtout avait été prononcé avec une certaine insistance. Sa docilité ne parut pas assez sûre. Le nouveau président du conseil, Schwarzenberg, voulait des hommes qui obéissent à sa direction et n'apportassent pas de programme préconçu ; d'ailleurs, comme la plupart de ses collègues, il se défiait des Slaves [2]. Le ministère du 21 novembre 1848, dont les principaux membres furent avec Schwarzenberg, Stadion et Bach, fut ainsi constitué en dehors des influences parlementaires et il représenta exclusivement la cour et l'armée. Il fallait un degré d'optimisme rare pour s'imaginer qu'il laisserait aux représentants du pays une ombre d'autorité, et nous aurions peine à comprendre que les hommes de rare élévation de caractère et de talents supérieurs qui menaient la droite parlementaire, se soient prêtés à la comédie qu'on leur fit jouer,

1. Gers. Wolf, Aus der Revolutionszeit, p. 74.

2. Helfert, Les origines du cabinet Schwarzenberg-Stadion dans la Osviéta 1re-1. Helfert fut sous-secrétaire d'état de Stadion, et les renseignements qu'il nous donne sur cette période constituent un document de premier ordre.

si nous ne connaissions la puissance d'illusion et la volonté d'espérance dont la nature humaine est capable.

La faction à qui la défaite de l'insurrection viennoise avait livré la monarchie se divisait en groupes assez distincts. Le maréchal Windischgrætz était un aristocrate conservateur; il eût voulu revenir purement et simplement aux institutions de 1847, et son opinion était celle de la haute noblesse, qui avait de nombreuses attaches à la cour.

Le ministre de l'intérieur, Stadion [1], trouvait ces désirs trop modestes et il jugeait le moment opportun pour se débarrasser des fantômes d'assemblées et des privilèges particularistes qui avaient si longtemps entravé la marche de l'administation. Parce qu'il avait pour idéal un pays « divisé en compartiments égaux et en tiroirs semblables », ses admirateurs se plaisaient à le comparer à Joseph II, et il avait au moins quelques-uns des défauts de son illustre modèle. — Ces deux portefaix, disait-il une fois, valent mieux que Schiller et Gœthe. — Il n'avait aucune idée des forces morales et des besoins sentimentaux; il méprisait les hommes et il croyait nécessaire de les enfermer dans des cadres solides pour dompter leurs instincts de rébellion et d'anarchie. Comme sa conception du monde était purement matérialiste, il sacrifiait tout à l'uniformité qui facilite le gouvernement et hâte l'expédition des affaires, et il avait pour les lenteurs routinières de la bureaucratie autrichienne une sorte de haine personnelle. Immense, voûté, avec de longs bras et des jambes maigres qui lui donnaient l'apparence d'une araignée fantastique, un visage étroit qui s'élargissait vers le haut et s'épanouissait dans une légère couronne de cheveux bruns qui ombrageait un front bombé, ses allures de fanfaron et de bravache étonnaient et inquiétaient. Son activité dégénérait en fièvre; il

1. Franç. Stadion (1806-1853) — ne pas confondre avec son frère Rodolphe, qui était gouverneur de Bohême au moment de la Révolution, — s'était distingué dans l'administration, en particulier à Trieste et en Galicie, où il fut envoyé après l'insurrection de 1846 et où il appuya les Ruthènes; écrase l'émeute de Cracovie (avril 1848), député du Reichsrath, ministre (21 nov.); des troubles cérébraux graves le forcent à se retirer (juin 49).

gesticulait, grimaçait, bégayait, mangeait les mots, écrivait sans ponctuation et sans initiales. Ces indices décelaient un détraquement cérébral assez avancé, qui aboutit rapidement à une attaque de paralysie générale; il ne supportait aucune contradiction et tout ce qui était limite de l'autorité et division du pouvoir lui causait une aversion maladive.

Bach [1], comme Stadion, avait pour idéal le système administratif établi en France par Napoléon Ier. De tous les hommes qui ont été mêlés au gouvernement de l'Autriche depuis un demi-siècle, aucun n'a été jugé plus durement que lui et, bien que sa valeur morale paraisse avoir été des plus médiocres, il y a une exagération évidente dans la rigueur des condamnations prononcées contre lui. Entré par la petite porte dans un cabinet de nobles barons, traité de haut par ces aristocrates qui n'oubliaient ni ses débuts ni sa roture, il était prêt aux plus basses besognes et capable des plus honteuses compromissions. Il était persuadé comme Stadion que la domination en Autriche appartient naturellement aux Allemands et sa palinodie lui avait laissé un invincible dégoût pour les institutions libres. Du moins apportait-il dans ses projets une modération relative; il appréciait peu les rodomontades et il n'eût pas mieux demandé que d'apaiser les colères par des concessions de surface. Il accepta plus d'une fois la responsabilité d'actes qu'il n'approuvait pas, et, s'il n'eût tenu qu'à lui, le pouvoir, sans être moins vigoureux, se fût montré moins envahissant et plus souple. Ses talents d'administrateur étaient d'ailleurs remarquables, et il avait le rare mérite de choisir avec une perspicacité très éveillée

1. Alexandre Bach, né dans la Basse-Autriche en 1813; avocat, voyage dans l'Europe occidentale et y prend le goût des idées libérales, est en 1848 un des chefs du parti novateur; a avec l'archiduchesse Sophie (15 mars) une entrevue à la suite de laquelle son ardeur révolutionnaire s'apaise visiblement; ministre de la justice dans le cabinet radical du 18 juillet, conserve son portefeuille avec Schwarzenberg, et succède à Stadion à l'intérieur (juillet 49); son passage au pouvoir est marqué par de nombreuses lois administratives et par le Concordat. — Donne sa démission (août 59); ambassadeur à Rome jusqu'en 1868. Vit ensuite oublié à Vienne et meurt en 1893.

des collaborateurs dont il tirait tout ce qu'ils étaient capables de fournir et dont il savait gagner le dévouement. Il devait être un instrument précieux pour la réaction, dont il ne discutait pas les ordres et au service de laquelle il mit des qualités d'esprit très distinguées.

Entre Windischgrætz et Stadion ou Bach, entre les conservateurs et les bureaucrates centralistes, Schwarzenberg[1] n'avait pas pris parti. Il se vantait volontiers de n'avoir voulu se former aucun système avant d'entrer dans l'action[2]; en réalité, il dédaignait la théorie et comptait pour la remplacer sur son énergie qui était incontestable et ses talents qui l'étaient moins. Sa personne révélait la volonté têtue et la résolution froide du joueur qui, dans le banco qu'il est toujours prêt à tenir contre la fortune, aime moins encore le gain que le risque. Les coups de tête et les aventures retentissantes, qui avaient rempli sa jeunesse, avaient fini par émousser ses nerfs; il avait brûlé sa vie de toutes les manières et il ne goûtait plus que les sensations violentes dont il avait besoin pour sortir du coma où il s'endormait. Sa conduite avait quelque chose de tendu et d'excessif et elle devait fatalement aboutir à une catastrophe. Il eut le bonheur de mourir vite, avant d'avoir subi le châtiment de ses hâbleries, et même à distance, ce fier-à-bras, qui avait toujours la main sur la garde de son épée, fait encore illusion. S'il eût été obligé de la tirer, elle se fût aussitôt brisée entre ses mains, et ses insolences furent durement expiées par ses successeurs. Plus encore que Stadion, il faisait bon marché des désirs des peuples, et les institutions libérales lui inspiraient autant de mépris que d'horreur; « il était convaincu, écrit Hubner, le plus fervent de ses admirateurs, qu'il fallait avant tout appuyer la monarchie sur un principe, et ce

1. Félix-Louis Schwarzenberg, 1800-1852, entre dans l'armée, puis dans la diplomatie 1824, prend part au siège de Vienne 1848; président du conseil des ministres (novembre), rétablit l'influence de l'Autriche en Allemagne et impose à Frédéric-Guillaume IV la capitulation d'Olomouts (nov. 1850), meurt subitement, 5 avril 1852.

2. Hubner, p. 357.



principe c'était celui de l'autorité. De là, la répulsion que lui inspiraient les fausses théories nouvelles, mais aussi son attachement inébranlable à ce qu'il y avait de juste dans ces théories, l'organisation unitaire de la monarchie : tout le blâme des conservateurs ne réussit pas à l'en détacher ». Son idéal était Nicolas Ier, et, quand il allait s'incliner devant lui, à Varsovie, ce n'était pas simplement par calcul et pour obtenir son alliance contre la Prusse, c'était surtout par admiration sincère pour le souverain en qui s'incarnait le despotisme militaire.

Comme la plupart des hommes d'État qui ont gouverné l'Autriche, il ne jugeait les questions qu'au point de vue de la politique étrangère. Il voulait un souverain fort, disposant sans contrôle des ressources de la monarchie et en mesure ainsi d'exercer une influence prépondérante en Europe. Les Habsbourgs avant 1848 « savaient, quand il leur plaisait, faire triompher leur volonté en Allemagne et en Italie; ils veillaient au maintien du statu quo en Orient, et ils retenaient dans une situation subordonnée les puissances qui, comme la Prusse et le Piémont, cherchaient à grandir, en même temps qu'ils conservaient l'équilibre entre les deux autres grandes puissances continentales, la Russie et la France [1] ». Schwarzenberg ne se contenta plus de cette hégémonie morale. — « Tout le mystère de sa politique, écrivait Vitzthum, tient dans cette phrase : puisque les 38 millions de sujets autrichiens ne peuvent plus être gouvernés suivant la formule de 1815-1848, cherchons s'il n'y a pas moyen de fonder un empire de 70 millions d'Allemands, de Hongrois et d'Italiens. » Il est juste d'avouer qu'il était ainsi dans la tradition des Habsbourgs; seulement cette politique œcuménique, qui avait été dissimulée par Metternich sous des ménagements infinis, devait se heurter, dès qu'elle s'étalerait, à des résistances insurmontables. Dans l'Autriche même, elle n'aurait pu plaire qu'à une partie des Allemands, et Schwarzenberg

1. Ottok. Lorenz, Staatsmænner und Geschichtschreiber, p. 96.

se les aliéna par la brutalité de ses procédés. Il s'en souciait peu parce qu'il comptait sur ses régiments; seulement, ainsi que le remarquait Havlitchek, courber sous le joug 35 millions de mécontents, ce n'était pas une mince affaire, et à la longue les 500,000 soldats du ministère n'y suffiraient pas.

Il ne prévoyait pas les difficultés de si loin et il se laissait séduire aux pièges que lui tendait la fortune : pour le moment, les Magyars débandés abandonnaient Pesth (janvier 1849) : après la défaite de Custozza, les Piémontais avaient sollicité un armistice (août 1848) et le parti révolutionnaire italien s'effritait rapidement; la Prusse, sous le faible gouvernement de Frédéric-Guillaume IV, se compromettait par ses coquetteries avec Francfort, sans aller jusqu'au bout de ses audaces; la France était paralysée par ses troubles intérieurs et la bienveillance du Tsar était acquise à quiconque arborerait franchement le drapeau de la réaction. Dans ces conjonctures, il eût fallu aux nouveaux ministres une sorte d'héroïsme pour accepter le contrôle d'un Parlement et, unis en dépit de leurs divergences dans une haine commune du régime constitutionnel, ils ne prirent le pouvoir que dans le dessein de terminer la révolution. Ils laissèrent l'assemblée végéter encore quelques mois, sans s'occuper d'elle; pendant qu'elle discourait dans le vide, ils réorganisèrent l'administration, renforcèrent l'armée et préparèrent si bien les esprits au coup d'État que, quand ils l'exécutèrent, aucune velléité de résistance ne se manifesta.

Le premier soin de Schwarzenberg fut de mettre sur le trône un souverain qui ne fût lié par aucun serment et que « l'on pût montrer à l'armée ». On avait eu grand'peine à décider Ferdinand à conserver le pouvoir jusque-là ; il fut heureux de passer la main à son neveu (2 décembre 1848). Le nouvel Empereur, François-Joseph, avait dix-huit ans; il avait gardé des récents événements une amertume profonde et il avait appris à placer sa confiance exclusive dans l'armée. — Que serait Notre Seigneur Dieu, aimait à répé-



ter Schwarzenberg, sans l'archange Gabriel, avec son épée de feu ? — Il était sûr que le jeune Empereur suivrait docilement sa direction. Son plan était parfaitement arrêté : on permettra, disait-il, à Messieurs les députés de radoter encore quelque temps, ce qui ne va pas sans les affaiblir, puis on octroiera provisoirement une constitution ; le reste viendra à son heure, quand la Révolution sera écrasée dans l'Europe entière.

Les discussions du Parlement de Kromierzitse n'ont eu ainsi aucune influence sur les événements ; les ministres ne venaient pas aux séances ; tout au plus, de temps en temps, Stadion, entre deux trains, faisait-il une apparition à la tribune pour lire une réponse insignifiante à une série d'interpellations. L'Assemblée ne fut en réalité qu'une sorte de club constitutionnel. A ce point de vue, ses délibérations sont intéressantes, parce qu'elles nous fournissent des indications précises sur les forces et les désirs des partis en Autriche. Le groupe le plus important, qui comprenait 120 membres et qui réunissait autour des Tchèques les Ruthènes et les Slaves du sud, avait pour devise l'égalité des races et l'autonomie absolue de la monarchie vis-à-vis de l'Allemagne ; le centre, avant tout dynastique, désirait une alliance étroite avec la Confédération germanique, mais repoussait la suprématie du Parlement de Francfort et cherchait une entente avec les fédéralistes ; la gauche, très affaiblie par les récents événements et découragée par les nouvelles qui arrivaient du dehors, avait singulièrement atténué son programme. Elle s'aperçut qu'il y avait parmi les Tchèques des libéraux convaincus et des démocrates sincères. Quand on discuta les *articles fondamentaux*, — ces déclarations des droits qui étaient alors à la mode, — Rieger défendit les formules les plus radicales. Les Slaves, en tâchant de ménager les susceptibilités de la cour, voulaient un régime parlementaire sincère et réclamaient pour les représentants du peuple l'autorité suprême : l'Empereur prêterait serment à la constitution, il déléguerait ses pouvoirs à des ministres responsables

et il n'aurait en matière législative qu'un veto suspensif.

En retour, la gauche acceptait sans difficulté sérieuse l'article 11 qui proclamait l'égalité des divers peuples de l'Empire et reconnaissait à chaque race le droit imprescriptible de développer sa nationalité et sa langue. — Un orateur avait fait des réserves, demandé que l'on ne sacrifiât pas l'Autriche aux provinces. — Il est vraiment fâcheux, répliqua Rieger, que quand l'Assemblée a élu le Comité de constitution, elle ne possédât pas encore la pénétration et le patriotisme extraordinaire et si spécialement autrichien du préopinant. Il se serait sans doute déterminé alors à donner à sa Déclaration une forme plus autrichienne. Il aurait pu édicter par exemple que tout homme qui naîtrait sur le territoire de l'Empire, aurait une conscience autrichienne ; que tout Polonais, Bohême, Italien ou Magyar, serait au moment de sa naissance plongé dans les eaux du Léthé et oublierait que son histoire est de dix siècles plus vieille que celle de l'Autriche ; que dès sa naissance, afin de ne pas être perdu pour l'État, il serait peint en jaune et noir comme les poteaux des douanes [1]. — Ces railleries étaient acceptées sans colère et une immense majorité applaudissait Smolka qui voyait dans le respect des traditions d'indépendance le véritable moyen de créer une Autriche libre et forte. — Les centralistes purs ne rallièrent qu'un chiffre dérisoire de voix.

Naturellement, il était beaucoup plus facile de promulguer en termes généraux l'égalité des droits que d'en régler l'exercice par des textes précis, et, dès qu'on aborda les détails, les discussions reprirent une extrême véhémence. Une difficulté particulière compliquait la situation. François-Joseph avait exprimé nettement dans son manifeste l'intention « d'unir dans un grand corps politique tous les pays et toutes les races de la monarchie », c'est-à-dire que la Hongrie devait perdre sa situation privilégiée et être soumise aux règles communes. Mais les autres pays

1. Ce sont les couleurs du drapeau autrichien. — Rieger, Discours, I, p. 108.



avaient-ils le droit de voter sans elle une constitution qui lui serait ensuite imposée? Le Comité ne s'arrêta pas à cette objection, qui était pourtant essentielle, et il prépara un projet qui devait, suivant les circonstances, s'appliquer à l'ensemble de l'Empire ou seulement à une partie. Cette attitude nous donne un peu l'impression que le Parlement ne prenait pas lui-même très au sérieux ses résolutions ou, au moins, qu'il ne les considérait que comme des préliminaires, qu'il faudrait ensuite modifier suivant les événements.

En face des convoitises rivales, on devait être tenté d'en revenir au droit naturel, qui était ici l'ethnographie, et de diviser l'Autriche d'après les nationalités. Palatsky proposa de constituer huit groupes, roumain, magyar, illyrien, yougo-slave, polonais, italien, tchèque et allemand, dont chacun jouirait d'une très large autonomie. — Cette conception, si simple en apparence, dès qu'on l'examina de près, se révéla irréalisable; non seulement elle eût créé des difficultés administratives inextricables et elle blessait au point le plus sensible tous les peuples fatalement condamnés à perdre leurs colonies isolées, mais elle rendait impossible une réconciliation avec les Magyars et elle brisait les traditions les plus invétérées. Pinkas déclara qu'il n'était pas seulement Tchèque, mais Bohême, et que, quelque respectables que fussent les droits des nationalités, il se refusait à leur sacrifier les intérêts matériels du pays et son influence; on s'aperçut que les querelles de races, si bruyantes qu'elles fussent, n'avaient pas supprimé les liens noués par l'histoire, et l'on reprit pour base les divisions traditionnelles.

Palatsky proposa alors pour point de départ le droit d'État bohême et les promesses ministérielles du 8 avril. Il n'avait aucune chance d'entraîner jusque-là la majorité, et, comme il avait, avec peu de goût pour les compromis, une médiocre entente de la discussion, il se retira du comité de constitution. Les doctrinaires ne sont pas à leur place dans les congrès où il s'agit de concilier des prétentions



contradictoires. Rieger s'emportait, déclamait, parce qu'il était jeune, mais il a toujours eu le sens des réalités; il aimait la vie parlementaire parce qu'il y obtenait des succès et il se disait, avec raison, que les Tchèques occuperaient toujours dans une assemblée autrichienne une place assez large pour accepter la lutte sans terreur. Il fut peu à peu amené, avec Strobach et Pinkas, qui étaient deux des chefs de la droite les plus écoutés, très conciliants et très modérés, à des concessions graves. Ils acceptèrent ainsi la nomination d'une Chambre des députés élue directement par les habitants, et non par les Diètes locales, ainsi que l'eussent exigé les principes et que Rieger l'avait longtemps demandé; elle représenterait les intérêts communs de l'Empire en face d'une « Chambre des pays » chargée de défendre l'indépendance des divers groupes. Chacun d'entre eux y enverrait six délégués : cette égalité était évidemment très défavorable aux Tchèques et il était fort injuste d'accorder à des cantons, tels que Salzbourg ou Trieste, la même influence qu'à la Galicie ou à la Bohême. La majorité feignit de vouloir donner quelque satisfaction à la droite en admettant que les grandes provinces seraient divisées en cercles, et que chaque conseil de cercle élirait en plus un député à la Chambre des pays. D'après ce système, la Bohême aurait eu 15 représentants et la Moravie 6 sur un chiffre total de 115.

La compétence des diètes des divers pays s'étendrait aux finances locales, à la législation agraire, aux travaux publics, à l'assistance, aux caisses d'épargne et aux banques hypothécaires, aux encouragements donnés aux lettres et aux sciences, et, dans les limites des lois générales votées par le Parlement, à l'instruction publique, aux cultes et à la police; toutes les questions qui ne leur étaient pas expressément réservées, relèveraient des Chambres centrales; on avait repoussé, après une violente discussion, l'amendement de Rieger qui réclamait pour les assemblées locales l'administration de la justice, sous réserve d'un contrôle général du Parlement commun.



L'existence d'une diète de Bohême, même ainsi affaiblie, inquiétait les centralistes, et les Allemands craignaient que les Slaves n'y abusassent de leur majorité. Ils décidèrent que les grandes provinces seraient réparties en un certain nombre de régions dont chacune aurait un « Conseil de cercle »; ces conseils régleraient les questions de viabilité, surveilleraient les municipalités et seraient autorisés à prendre en mains certaines affaires qui dépendaient régulièrement de la Diète, à condition de renoncer dans ce cas aux subventions du pays. Les cercles devaient autant que possible grouper des populations de même langue : ils constituent le trait le plus original du projet de 1848 et ils n'ont pas été repris par les constitutions plus récentes [1]. La majorité avait évidemment l'intention de créer en Bohême des foyers d'opposition locale sur lesquels le Parlement central pût à l'occasion s'appuyer pour briser les résistances des Slaves. Il n'est pas démontré que ses calculs machiavéliques n'eussent pas été déjoués par l'événement. Du jour, en effet, où les Allemands du royaume auraient été convaincus qu'ils n'avaient rien à craindre des Tchèques, ils se seraient aperçus de l'étroite solidarité qui rapproche tous les habitants du pays, et l'alliance naturelle, un moment troublée par des malentendus absurdes et des provocations réciproques, eût été facilement renouée [2].

Les divers pays seraient gouvernés par des Lieutenants nommés par l'Empereur et soumis aux ministres. Ils seraient assistés par des conseillers de gouvernement, désignés par le pouvoir central et responsables devant les diètes.

Il est évident que ce mécanisme était assez compliqué et

1. Rieger, Notre développement constitutionnel, p. 89. Cp. Hugelmann, Studien zum œsterr. Verfassungsrechte, p. 26. — Les discussions du Comité de constitution sur ce point ont été publiées par Springer, Protokolle, p. 315 et sq.

2. M. Eisenmann, qui connaît très bien l'Autriche et dont l'opinion, en pareille matière, a une incontestable valeur, bien que, suivant moi, il juge trop les événements au point de vue allemand, croit qu'il serait utile, pour rétablir le calme dans les esprits, de reprendre cette institution des cercles. — Revue historique, mai 1902.



fort délicat, il ne saurait guère d'ailleurs en être autrement en Autriche. Après tout, ce projet, que l'on appelait alors fédéralico-centraliste et qui était en réalité un essai de décentralisation modérée, était un compromis acceptable. Les fédéralistes n'avaient aucune raison d'en être enthousiastes, mais ils obtenaient des garanties appréciables, et il est vraisemblable qu'à mesure que les peuples slaves sur lesquels ils s'appuyaient se seraient développés, ils se seraient taillé peu à peu une plus large place dans l'État. Leurs conquêtes, librement consenties, n'auraient pas soulevé de trop vives rancunes, la discussion aurait rapproché les peuples et adouci les haines, et la division par partis politiques se serait peu à peu substituée aux guerres de races. Le gouvernement de son côté était sûr de trouver dans les Tchèques des alliés dévoués, dès qu'il s'agissait de défendre les intérêts essentiels de la monarchie, et ils l'auraient en particulier aidé à contenir les ambitions des Magyars. Sur un point seulement, il ne leur était pas possible de transiger : ils ne voulaient à aucun prix être livrés aux influences germaniques et ils repoussaient par conséquent toute union intime avec l'Allemagne. Schwarzenberg, en dehors même de la répulsion instinctive que lui inspiraient les institutions parlementaires, était donc forcé par ses ambitions étrangères de rompre avec eux.

A Francfort, le parti prussien gagnait visiblement du terrain et il n'y avait pas de temps à perdre si l'on ne voulait pas que la Prusse s'emparât de la couronne impériale que lui offraient Gagern et ses amis. A l'intérieur, le moment était favorable pour en finir avec la Révolution: les Hongrois avaient été battus à Kapolna (26 février 1849) et l'insurrection semblait agoniser; l'armée était bien en mains et l'administration docile. Il importait de ne pas laisser à l'opinion le temps de se ressaisir. Déjà des symptômes inquiétants indiquaient un revirement des esprits qui, si on ne brusquait pas les choses, était de nature à créer de sérieux embarras aux défenseurs de l'absolutisme. Les



libéraux de l'Assemblée se rapprochaient et reprenaient courage; en province, l'opposition se réorganisait et le *Tilleul slave* publiait un manifeste insurrectionnel de Bakounine; des adresses, revêtues de milliers de signatures, apportaient au Parlement des protestations de dévouement; les impôts rentraient péniblement et la conscription donnait lieu à des troubles sérieux.

La Chambre avait déjà contre elle l'armée dont les chefs blâmaient la trop longue indulgence de Schwarzenberg pour « cette poignée de vauriens [1] »; elle avait exaspéré l'aristocratie en abolissant les titres nobiliaires; elle s'aliéna l'Église en repoussant un amendement de Helfert qui réclamait pour elle « le droit d'administrer et de diriger ses propres affaires ». — Ce que les évêques comprennent par liberté de l'Église, dit Rieger dans un discours dont le retentissement fut extrême, c'est l'exercice sans contrôle d'un pouvoir absolu. Ce n'est pas ainsi que nous l'entendons. La liberté, telle que nous la voulons, n'est pas celle qui existait à Venise, la liberté des patriciens, avec les toits de plomb et le pont des soupirs. Donnez la liberté, mais non pas à quelques hommes, au peuple entier qui est vraiment qualifié pour défendre ses droits. —

Avant 1848, écrit un historien catholique, l'administration admettait bien que l'Autrichien remplît ses devoirs religieux, qu'il assistât à la messe le dimanche et se confessât à Pâques. Tout cela, excellent; mais rien de plus. Pas d'exagération, pas de piétisme. L'âme chrétienne était soumise à un sarclage minutieux. — Les établissements où se formait le clergé avaient pour mission de préparer des jeunes prêtres qui acceptassent ce régime ou au moins ne le combattissent que timidement. Metternich, réfractaire à toute sorte de mysticisme, n'avait aucune sympathie pour les romantiques du catholicisme, et la froideur peu déguisée qu'il avait toujours montrée aux Jésuites ne fut certainement pas étrangère à l'hostilité qu'il rencontra dans cer-

1. Schœnhals, Erinner. eines œsterr. Veteranes, II, p. 12.

tains cercles de la haute aristocratie et de la cour. Au lendemain du 13 mars, Bernard de Meyer, un des séides du parti ultramontain, causait avec un de ses amis des suites de l'émeute. — Bah! lui répondit l'interlocuteur auquel il exposait ses craintes, l'Autriche est une vieille maison et les vieilles maisons peuvent bien gémir et craquer sous le vent; elles ne s'effrondrent pas. Après tout, ajouta-t-il, qui sait si la Révolution n'affranchira pas l'Église de la camisole de force du Joséphinisme [1]. — De fait, les évêques ne perdirent pas de temps pour présenter leurs doléances. Ils avaient une chaude protectrice dans l'archiduchesse Sophie et un intermédiaire fort adroit dans un jeune prêtre destiné à une illustre carrière, Rauscher, le futur archevêque de Vienne, qui unissait aux dons les plus prestigieux de l'intelligence une extrême souplesse d'allures. Il avait rapidement gagné les bonnes grâces du futur souverain, François-Joseph, à qui il donnait des leçons de philosophie; il rédigea avec Schwarzenberg les articles de la constitution octroyée relatifs à l'Église [2]. Il acheva de persuader à son impérial élève qu'une Assemblée impie ne méritait aucun ménagement. La coalition de tous les intérêts conservateurs était dès lors complète [3].

Dans la nuit du 6 au 7 mars (1849), les principaux députés de la droite et du centre furent prévenus que Stadion et Helfert venaient d'arriver et avaient une importante communication à leur faire. Ils accoururent fort émus; Stadion leur déclara qu'en présence des lenteurs du Parle-

1. B. de Meyer, p. 287.
2. Wolfsgruber, Rauscher, p. 48 et sq.
3. « Un Parlement qui se permet de faire une religion, n'a pas le droit d'exister », dit le sous-secrétaire d'État Helfert aux députés, dans la nuit du 6 au 7 mars 1849 (Lettre de Pinkas, Tcherny, p. 591). Il convient d'ailleurs de ne pas exagérer l'importance de l'intervention du clergé; dès l'origine, Schwarzenberg était bien résolu à se débarrasser le plus tôt possible de l'Assemblée, Helfert, qui affirme le contraire (IV, 2, p. 464), nous en fournit lui-même la preuve. Il avoue que, dès le 12 janvier, le prince était décidé à dissoudre le Parlement, avant que celui-ci eût eu le temps matériel de donner sa mesure, et ce qui l'avait déterminé, c'est que la majorité était revenue sur une de ses résolutions, par déférence pour le ministère!



ment, le ministère avait décidé d'octroyer une constitution et il leur en donna lecture. Les députés manifestèrent leur indignation, parlèrent de guet-apens, rappelèrent les promesses impériales. La chaleur de leurs paroles, l'émotion visible d'hommes dont la modération et le loyalisme étaient indiscutables tels que Brauner et Pinkas, ébranlèrent Stadion ; il n'était pas maître de ses nerfs, exposé aux surprises de la volonté : il parut hésiter, promit de présenter les objections des députés au président du Conseil.

Dès qu'il fut seul, il se ressaisit rapidement. Déjà les mesures de police avaient été prises ; à la première heure du jour, les agents occupèrent le palais de l'archevêque où siégeait l'assemblée, et les députés qui voulurent y pénétrer se heurtèrent aux portes barrées. Que faire ? — Essayer une résistance ouverte ? — Il était impossible d'y songer. On rédigea une protestation assez terne et plate ; quelques mandats d'arrêt avaient été lancés contre les membres de la gauche les plus détestés par la réaction ; les autres furent prévenus que, s'ils ne quittaient pas aussitôt la ville, ils seraient poursuivis. Le 8, tout était terminé ; la campagne de Kromierzitse avait été mieux menée que la campagne de Hongrie et l'armée avait le droit d'être fière de ses chefs ; ils s'étaient entraînés en massacrant à Prague quelques douzaines d'étudiants, ils venaient de mettre le comble à leur gloire en dispersant quelques centaines de députés.

Les Tchèques comprirent à ce moment la portée de la faute qu'ils avaient commise en attachant leur fortune à une cour sans foi et à un ministère sans intelligence. La Révolution, ouverte au milieu de si radieuses espérances, s'achevait par une lamentable faillite ; des rêves étoilés qui avaient grisé les cœurs, il ne restait, ainsi que l'écrivait tristement un des chefs, « qu'un épouvantable mal aux cheveux ». La situation était pire qu'en 1847, puisque la Diète de Prague avait sombré dans la tourmente et que le gouvernement tatillon et timide de Metternich avait été remplacé par l'action brutale d'aventuriers grisés par leurs

victoires et résolus à faire table rase des traditions les plus vénérables. Les partis se renvoyaient la responsabilité du malheur commun ; les modérés reprochaient leurs imprudences aux radicaux qui leur jetaient à la tête leurs maladresses et leurs timides compromissions ; ils avaient raison les uns et les autres, ils le sentaient, et la conscience des fautes commises aggravait encore le découragement universel.

Les Tchèques avaient cru à plusieurs reprises toucher le but et tenir en mains l'indépendance du royaume : la chute était lourde et leur désespoir, naturel. — Aujourd'hui que nous jugeons les choses plus froidement, il nous apparaît que la Révolution de 1848 avait donné tous les résultats possibles et que ces résultats n'étaient pas médiocres.

En laissant même de côté l'abolition du régime féodal, le souverain avait à plusieurs reprises reconnu solennellement les droits de la Couronne de Saint-Venceslas, et, quelque fragiles et périssables que soient les paroles royales, elles avaient interrompu la prescription et rendu une force nouvelle aux arguments juridiques des patriotes. Enfin et surtout, le peuple tchèque, pour la première fois depuis deux siècles, avait fait acte de vie politique ; il cessait d'être une entité morale, on l'avait vu parler et agir, on savait que derrière les écrivains que l'on traitait jadis comme des rêveurs isolés, se pressaient plusieurs millions d'hommes ; l'idée slave avait pénétré en Moravie, où ses représentants, encore clairsemés, allaient rapidement rallier autour d'eux l'immense majorité des habitants, enfin soustraits à l'influence germanique. On a dit que le 11 mars 1848 avait effacé la Montagne-Blanche : c'est vrai, en ce sens que la question bohême, que la défaite de 1620 semblait avoir définitivement supprimée, était de nouveau posée, et de telle façon qu'il était désormais impossible de la négliger.

Il s'agissait maintenant de maintenir les troupes nationales et de les dresser au combat. Parmi les hommes qui, dans ces années d'épreuves, relevèrent les courages défail-



lants et forgèrent l'armée de l'avenir, Havlitchek mérite une place à part. Aux heures d'épreuves se jugent les âmes héroïques : pendant deux ans, il resta sur la brèche, isolé, supportant l'effort des haines réactionnaires concentrées contre lui ; il sauva l'honneur du parti et permit l'espoir des revanches prochaines.

CHAPITRE III

La réaction et le centralisme

La Constitution de 1849 : ruine des libertés parlementaires et des prérogatives du royaume. — Les droits des nationalités. — Le National et Havlitchek. — Le Complot de mai 1849 : l'état de siège à Prague; ruine du parti radical. — Les Progrès de la réaction : le *Slave;* internement de Havlitchek. — Abolition de la constitution (31 déc. 1851) : l'absolutisme militaire : suppression des dernières libertés; omnipotence de la police. — Le Concordat de 1855. — Thun et la réforme de l'Enseignement : le tchèque dans l'administration et dans l'école. — Désaffection croissante des populations et ruine matérielle du pays. — Les échecs diplomatiques : la crise de 1859. — Le bilan de l'absolutisme [1].

Dans un des nombreux mémoires que Frédéric-Guillaume IV adressa à Schwarzenberg, il lui proposait de réunir en Allemagne une assemblée populaire où l'Au-

1. Les revues les plus importantes pour cette période sont l'Unsere Zeit et la Gegenwart.

La seule histoire complète de l'Autriche est celle de Rogge, *Œsterreich von Vilagos bis zur Gegenwart* (3 vol. 1872); dans un esprit très allemand, déclamatoire et confus.

Le *Dictionnaire biographique* de Wurzbach est médiocre, mais utile.

Mémoires de Bernard de Meyer, 1875, de Hasner (1892), de Fritch (t. III et IV), de Max de Wachstein. — Krones, *Moritz von Kaiserfeld* (1888). — Maly, *Notre Renaissance* (4e partie : *le Nouvel Absolutisme*, 1852-1860), Prague 1883. — Brandl, *Biographie d'Erben* (1883).

Havlitchek, *Œuvres politiques*, éditées par Tobolka (en cours de publication). — Veselsky, *Le séjour de H. à Koutna-Hora et son procès du 12 novembre 1851* (Koutna-Hora 1889). — Havlitchek, *Lettres de Brixen* (à sa famille).

Sur les réformes et le gouvernement intérieur : Hauer, *Polit.-statist. Uebersicht der Verænder. in d. Verfass., Administ. u. d. Haushalt d. œsterr. Mon.* (mars 1848-mars 1851), Vienne 1851. Du même, continuation jusqu'en 1855. — Stubenrauch, *Handbuch d. œst. Verwaltungsgesetzkunde*, Vienne 1861. — Andrian, *Centralis. u. Decent. in Œsterr.*, 1850.



triche et la Prusse seraient représentées chacune par cinquante hommes de confiance. — Cinquante hommes sûrs, écrivait en marge le ministre; le roi de Prusse est bien heureux s'il les a; en Autriche, on n'en trouverait pas quatre. — Le prince ne se demandait pas s'il est longtemps possible de gouverner avec quatre hommes, même s'ils sont commandés par un caporal tel que lui; il ne songeait pas que les peuples ont des rancunes tenaces et qu'il arrive toujours un moment où les gouvernants sont obligés de recourir à leur dévouement. — Les mesures de rigueur, écrivait Wessenberg à Windischgrætz, ne doivent pas durer trop longtemps, sans quoi elles perdent leur action et ne servent qu'à accroître les haines; on n'a pas su être généreux au moment opportun, disait-il encore, on a oublié que la guerre ne saurait être que le prélude de la paix et l'on voit maintenant qu'un « pays pacifié ressemble fort à un pays ennemi [1] ». Même Metternich, qui donnait volontiers son avis, indiquait discrètement à son successeur qu'il dépassait la mesure [2], et la princesse Mélanie regrettait que des rigueurs, peut-être inévitables, « fussent rendues intolérables par la manière dont on y procédait ».

Schwarzenberg haussait les épaules. Comme quelqu'un s'étonnait, après le coup d'État du prince Louis-Napoléon, qu'il se réjouît du succès d'un homme qui devait lui être suspect à tant de points de vue : — Mieux vaut n'importe quoi, répondait-il, que les ganaches d'autrefois [3]. Il avait

— Czœrnig, *Die Neugestaltung Œsterr.*, 1859. — Czœrnig, *Ethn. Œst.*, 1855-1857 (3 vol., inachevé). — (Anonyme), *Œsterreichs Desorganisation u. Reorganis.*, 1861.

Tcherny, *La lutte pour le droit* (Recueil de textes, le 2e volume va du 4 mars 1849 au 20 octobre 1860). — Boh. Rieger, *La question du droit d'état bohême de 1848 à 1865* (dans la Osvièta 1901).

Sur l'Église, Schmid, *Gesch. d. Kath. Kirche Deutschland's von der Mitte des XVIII Jahrh.*, III, Munich 1873. — Wolfsgruber, *Jos. Othmar Kard. Rauscher*, Vienne 1888. — *Kirchl. Zustænde in Œst. unter d. Herrschaft d. Concordats*, Leipz. 1859. — Flix, *Briefe aus Rom*, 1864. — Frankfurter, *Graf Leo Thun, Franz Exner u. Bonitz.*, 1893.

1. Arneth, Wessenberg, p. 312.

2. Metternich, VIII, p. 44.

3. Id., VIII, p. 121.

l'illusion, commune chez les militaires médiocres, qu'il suffit de marcher sur l'obstacle pour qu'il s'évanouisse; quand la fortune hésitait, il doublait la mise, jusqu'au moment où ses adversaires intimidés renonçaient à la partie.

Si nous en croyons Helfert, il eut réellement l'intention d'appliquer la constitution du 4 mars 1849 [1] : il n'est pas défendu seulement de se demander si le prince, qui tenait Helfert en médiocre estime, lui a révélé le fonds de sa pensée. Il me paraît infiniment plus probable qu'il avait simplement voulu offrir aux indécis et aux timides un prétexte de soumission. Malgré les victoires de Kapolna et de Novarre (23 mars), ni la Hongrie ni l'Italie n'étaient définitivement domptées; l'Angleterre ne dissimulait pas ses sympathies pour les Magyars, et il n'était pas sûr que la France ne sortirait pas de son inaction; surtout il importait de ne pas s'aliéner les libéraux allemands. Schwarzenberg avait jugé bon de ne pas révéler dès lors ses derniers desseins. « Que pensez-vous de la Constitution? demandait-il au général qui l'avait aidé à dissoudre le Parlement. — Excellence, à parler franc, elle renferme un très bon article, celui qui permet la révision. — Mais non! mais non! la constitution existe, et nous nous y tiendrons. » Ces affirmations, sans l'engager, entretenaient les illusions plus ou moins volontaires dont se berçaient les modérés et leur servaient à l'occasion d'excuse pour justifier leurs défaillances.

Eût-il été sincère dans ses résolutions pseudo-libérales qu'il ne lui eût pas été possible de s'arrêter sur la voie où il s'était engagé. La Charte du 4 mars avait eu un succès rare en Autriche, elle avait réconcilié les peuples et les partis dans une opposition formidable contre le ministère. A Prague, les régiments étaient salués par les cris de : Vive Kossuth, et l'on racontait que Rieger avait dit : il ne nous reste plus qu'à partir pour Francfort. Le seul fait

1. Elle avait été promulguée le 9, mais antidatée.



qu'une telle parole ne parût pas absurde indique à quel degré d'exaspération étaient montés les esprits. Les Croates et les Serbes, qui avaient versé leur sang à flots pour la défense de la monarchie, dupés maintenant et réduits à une dépendance plus humiliante que celle des Magyars, « éprouvaient des sentiments analogues à ceux qu'auraient ressentis les Allemands si, après les guerres de l'Indépendance, on leur avait donné des Russes pour gouverneurs ». A Vienne, en dépit de l'état de siège, l'irritation était telle que l'on craignait une nouvelle tentative d'insurrection, pour peu que les Magyars remportassent quelques succès. Aucune pression administrative n'aurait été assez énergique, aucune loi électorale, assez adroitement combinée pour assurer au ministère une majorité. Au premier contact avec un Parlement, il eût été bousculé. Il était donc condamné à gouverner par la violence et à rétracter successivement ses promesses.

Il est vraisemblable que, parmi les collègues de Schwarzenberg, quelques-uns, peut-être Stadion, plus probablement Bach et même plus tard Thun, auraient volontiers accordé certaines satisfactions à l'opinion et qu'ils aperçurent les inconvénients d'un régime de compression à outrance. Leur influence fut impuissante en face des militaires, à qui « il était difficile de faire comprendre que la constitution était autre chose qu'un chiffon de papier ». Ces *libéraux* étaient suspects par leur naissance et leur origine et ils ne se maintinrent aux affaires qu'en exécutant docilement les ordres de la coterie réactionnaire.

François-Joseph, qui aurait pu de son côté se croire lié par ses promesses, trop jeune pour s'affranchir de l'influence de Schwarzenberg, ne paraît pas avoir suivi dès lors les affaires de très près. Il avait, avec une mémoire des plus heureuses, une réelle bonne volonté, mais il se laissait facilement détourner par les distractions qui s'offrent naturellement à un empereur jeune et d'agréable tournure. D'ailleurs, ses connaissances étaient courtes et son horizon borné. Médiocrement élevé, sous la direction

d'un bigot vulgaire, Bombelles, qui ne lui avait guère donné que de pauvres professeurs, il avait grandi dans la conviction qu'il avait une mission providentielle à remplir. Les événements de 1848 lui avaient laissé une impression de colère et d'effroi; il regardait les libéraux les plus modérés comme des traîtres, n'avait de confiance que dans l'armée et ne se montrait jamais qu'en uniforme, si bien que le peuple le nommait le lieutenant aux culottes rouges. Son gouverneur militaire, le colonel Hauslab, le seul homme de valeur, avec Rauscher, qui l'eût approché dans sa jeunesse, l'avait dégourdi et avait transformé en un brillant cavalier, audacieux et portant beau, l'enfant maussade et grognon qu'on lui avait confié. Au moral, il demeurait le jeune homme bien élevé qu'avait pétri de ses mains expertes sa mère, l'archiduchesse Sophie, doux, bienveillant, sans élan, sans réflexion personnelle, sans idées, sans plus de révolte contre les événements que contre les tutelles. Il suivait docilement l'impulsion de son ministre et il ne lui vint pas à l'esprit que son intérêt et son honneur lui commandaient de ne pas faillir à la parole qu'il avait engagée à ses peuples. Comme, d'autre part, toute résistance avait été brisée et qu'en Europe la réaction était partout victorieuse, rien n'empêchait les auteurs du coup d'état de pousser jusqu'au bout leur victoire. Les lois qu'ils édictent sous prétexte de préparer l'entrée en vigueur de la constitution, restreignent ainsi toujours plus les libertés qu'elle a conservées et par des empiétements successifs rendent aisée la restauration du despotisme pur, tel qu'il sera enfin officiellement proclamé par la patente du 31 décembre 1851.

Le Parlement de Kromierzitse, écrivait un journal ministériel, l'Ami du soldat, nous ramenait par son origine à ce jour de honte éternelle du 15 mai, ce jour odieux d'ingratitude et de mensonge où l'on insulta, dans la personne du meilleur des monarques, ces droits que la loi garantit partout au mendiant lui-même, l'inviolabilité



de sa personne et de sa maison. Ce souvenir détestable aurait gâté pour nous même la meilleure constitution sortie d'une telle source. — Dans une pensée analogue, Stadion et Schwarzenberg s'étaient attachés avant tout à supprimer les souvenirs révolutionnaires et à effacer de la nouvelle Charte la moindre trace de l'idée de souveraineté populaire. Le Parlement est convoqué par l'Empereur et ses résolutions ne sont valables que quand elles ont été sanctionnées par lui; en l'absence des députés, le monarque rend, sous la responsabilité des ministres, des ordonnances avec force exécutive temporaire. Le budget est voté chaque année, mais les dépenses sont fixées par la loi, et les impôts continuent à être légitimement perçus tant qu'ils n'ont pas été supprimés régulièrement, c'est-à-dire par une décision du Parlement, sanctionnée par le souverain; la Constitution ne dit pas que l'approbation des Chambres soit nécessaire pour l'aliénation des domaines, la levée du contingent et la conclusion des emprunts. Les ministres suspendent l'exécution des résolutions des diètes provinciales et des conseils municipaux s'ils les jugent contraires à la loi ou au bien public. Les élections ont lieu au scrutin public et oral.

Le pouvoir du prince est beaucoup plus fort qu'avant la Révolution, parce que les concessions théoriques faites aux nécessités du contrôle populaire sont loin de compenser les avantages qu'il trouve dans les réformes administratives qu'elle a rendues possibles. Auparavant son autorité, illimitée en principe, était paralysée par l'existence des employés patrimoniaux qui ne relevaient qu'incomplètement de lui, par le régime collégial, par l'obligation de choisir certains fonctionnaires dans des catégories déterminées de sujets, et enfin par l'absence d'une force publique suffisante. — Une ordonnance du 8 juin 1849 crée dans tout l'Empire, sur le modèle de ce qui existait en Italie, un corps de gendarmerie qui relève des ministères de la guerre et de l'intérieur; grâce à lui, les volontés ministérielles sont dès lors partout appliquées; les gendarmes



sont recrutés avec soin, parmi les militaires les plus rompus à la discipline, on leur recommande d'éviter tout rapport d'intimité avec les habitants, leur témoignage ne peut être récusé et ils font peser sur les populations une véritable épouvante.

Le système collégial est modifié de manière à laisser uniquement aux chefs de service les questions de sûreté générale ainsi que la surveillance et la nomination des employés inférieurs ; la hiérarchie est fixée et les diverses provinces soumises à un régime administratif uniforme. Au premier degré, le capitaine de district, dont l'autorité s'étend sur un territoire de quatre mille carrés environ, est assisté de commissaires dont quelques-uns peuvent, suivant les besoins locaux, être affectés à une circonscription déterminée ; au-dessus d'eux, les présidents de cercles, entourés de conseillers. Les présidents relèvent directement du ministère, et le gouverneur de la province, qui n'a plus aucune raison d'être, ne conserve plus qu'une vague surveillance et un personnel très restreint, en attendant le moment où il sera permis de le supprimer. Stadion, grand admirateur du régime préfectoral français, avait emprunté cependant à Stein et aux réformateurs allemands du commencement du siècle certains souvenirs des physiocrates. Il aimait à répéter que la commune libre est la base de l'état libre et il avait prévu une hiérarchie compliquée de conseils de municipalités, de districts et de cercles, dont la compétence était d'ailleurs des plus restreintes et d'où l'élément populaire était soigneusement exclu. Malgré ces précautions, l'application des lois qui fixaient l'action de ces assemblées fut indéfiniment ajournée et l'ordonnance du 23 décembre 1850 délégua leurs pouvoirs aux présidents de cercles et de districts.

Il était nécessaire que les fonctionnaires politiques se consacrassent entièrement à l'expédition des affaires très nombreuses qui leur étaient confiées. La justice fut complètement séparée de l'administration et organisée sur le système français ; l'ordonnance du 7 août 1850 prescrivit



l'institution d'une cour de cassation : — conformément aux principes constitutionnels d'après lesquels la justice est rendue dans l'ensemble de la monarchie au nom de l'Empereur et étant donné qu'il convient de chercher à établir le plus d'uniformité possible dans la législation et dans l'application des lois, cette cour ne formera qu'une Compagnie, même s'il est nécessaire, pour les besoins de la justice, de la diviser en plusieurs chambres ; la langue du service sera l'allemand.

Le ministre affirmait que, si la Constitution de 1849 avait tracé les grandes lignes d'un régime dans lequel devaient être harmonieusement encadrées les régions distinctes, « elle était fort étrangère à cette recherche de symétrie qui veut imposer une forme semblable aux éléments les plus opposés ; les diverses parties de l'État conservent au contraire leur autonomie naturelle dans la mesure où elle est compatible avec l'existence d'un pouvoir central fort [1] ». — Il est impossible de voir dans ces phrases autre chose qu'une de ces formules diplomatiques par lesquelles on adoucit aux vaincus l'amertume de leurs défaites. L'Empereur lui-même était plus sincère : « Dans notre manifeste du 2 décembre 1848, disait-il, nous avions exprimé l'espoir de réunir dans un seul et grand corps politique les pays et les peuples de notre monarchie. Ces promesses ont soulevé parmi nos fidèles sujets un écho joyeux qui traduisait un besoin depuis longtemps éprouvé... La raison du peuple voit dans le rapprochement plus intime des différentes parties de la monarchie la première condition du retour de l'ordre et de la prospérité, la garantie d'un avenir paisible et joyeux. » Aussi le souverain se félicitait-il que les victoires de ses armées lui permissent de réaliser l'œuvre que les peuples attendaient de lui, « c'est-à-dire d'unir dans un lien commun, non seulement les pays représentés à Kromierzitse, mais la monarchie entière » ; dans ce but, il octroyait une constitution « à

1. Œsterr. Desorganis. u. Reorganisat., p. 82.



l'Empire autrichien un et indissoluble », et il proposait pour devise à ses peuples : avec des forces unies [1].

D'après cela, la Charte octroyée s'applique à l'ensemble des États soumis à François-Joseph; le souverain est couronné Empereur d'Autriche [2], tous les habitants de la monarchie sont soumis aux mêmes lois et jouissent des mêmes droits, les douanes qui séparaient les diverses provinces sont abolies (5 juin 1850). Le Parlement est formé par la réunion des députés de tous les citoyens; la constitution hongroise n'est maintenue que dans la mesure où elle peut se concilier avec la situation nouvelle, et le seul point qui rappelle la condition privilégiée dont jouissait auparavant le royaume de Saint-Étienne, c'est une certaine autonomie judiciaire, en attendant que les lois communes puissent y être appliquées.

Il est évident que des ministres qui ne reculaient pas devant des mesures aussi radicales, et, au risque de soulever chez les Magyars d'irréconciliables colères, n'hésitaient pas à soustraire à l'autorité de la diète de Pesth la Transylvanie, la Croatie et la Voïévodie de Serbie, n'étaient pas gens à ménager les Tchèques dont les droits, même s'ils étaient juridiquement aussi incontestables que ceux des Magyars, étaient depuis longtemps méconnus.

Si les auteurs du coup d'état avaient respecté d'une façon générale les anciennes divisions historiques, ils en désiraient et en poursuivaient le démembrement. La Bohême avait été ainsi répartie en sept cercles, constitués, disait Bach, d'après la communauté des intérêts : le cercle de Prague avec une population plus spécialement agricole, ceux de Plzein et de Boudiéjovitse, régions de céréales et de forêts; le cercle de Lipa contenait des industries importantes, celui de Jitchin produisait des cotonnades et des

1. Manifeste du 4 mars ; Tcherny, p. 564-66.
2. Il continue cependant à porter le titre de roi de Bohême, et la charte octroyée par Bach à la Bohême ordonne que les députés prêteront serment à l'Empereur-Roi. — Boh. Rieger, *Le droit d'état tchèque de 1848 à 1865*, Osviéta, 1901, p. 13.



fils, tandis qu'Éger et Saatz renfermaient des sources thermales et des mines, fabriquaient des porcelaines et des dentelles et devaient une partie de leurs richesses à la culture du houblon. Bach espérait visiblement que ces organismes nouveaux se développeraient au détriment de l'unité du royaume et qu'il serait alors facile de supprimer définitivement le gouverneur de Bohême qui n'avait déjà plus qu'une apparence d'autorité.

La compétence de la diète serait des plus restreintes; on avait réservé au Parlement central les questions relatives à l'armée, aux relations extérieures, à l'instruction publique, à l'Église, à la justice, aux finances, aux postes, etc. — En somme, que reste-t-il à nos délégués? demandait Havlitchek; — l'agriculture, les bâtiments et l'assistance. N'est-ce pas là la caricature de l'autonomie? — La Chambre haute à Vienne était censée représenter les intérêts régionaux, en face de la Chambre des députés élue directement par les habitants; seulement la loi électorale était combinée de façon à ce que les choix fussent beaucoup moins dictés par les tendances nationales que par les peurs et les égoïsmes des classes riches. La Révolution de 1848 avait mis à la mode certaines théories rationalistes, telles que l'égalité des droits, que le ministère exploitait très habilement contre la Bohême : sous prétexte qu'il ne convenait pas de lui accorder des privilèges, qu'il était impossible de reconnaître à quelques cantons minuscules, il supprimait les privilèges des États, comme il avait aboli les titres des seigneurs, et il courbait toutes les nations sous le même joug monotone et accablant; il substituait aux antiques contrats des libertés nominales, qui n'avaient pour garantie que son bon plaisir. Même à l'époque de Joseph II, le centralisme n'avait pas affecté des allures aussi provocantes.

Comme au XVIIIe siècle aussi, les tentatives du gouvernement échouèrent contre les résistances des peuples menacés dans leur existence intime. La Constitution proclamait en principe l'égalité des diverses races de la mo-



narchie. — Tous les groupes ethniques [1], disait l'article 5, ont les mêmes prérogatives et chacun d'eux a le droit imprescriptible de conserver et de développer sa nationalité et sa langue. Des établissements publics, ajoutait l'article 4 du préambule, assureront l'instruction du peuple; dans les contrées habitées par des populations mixtes, les minorités obtiendront les moyens de développer leur langue et de s'instruire dans cette langue.

En admettant même que ces promesses fussent tenues, ni les Magyars ni les Polonais ni les Tchèques ne pouvaient à la longue se contenter de la tolérance dédaigneuse qu'on leur accordait. — Nous considérons que la variété des peuples qui habitent l'Autriche, disait Palatsky dans un article qui fut très commenté, impose la nécessité d'une constitution fédérale. Comment parler d'équité, si l'une des races ou sa langue, ce qui revient au même, obtient de par la loi ou en fait une situation prépondérante? Si une langue commune est nécessaire, puisqu'il n'est pas possible d'adopter une langue neutre, telle que le français ou le latin, il faut que l'usage en soit limité aux questions strictement indispensables. Plus le pouvoir central étend ses attributions et plus l'égalité des divers peuples est menacée. Le ministre fait étalage de sa bonne volonté, il reconnait à tous les mêmes titres, mais en réservant la supériorité de l'allemand. Une nation que l'on prive pour des siècles de l'activité politique et parlementaire, tandis que ses voisins sont libres de se développer complètement, est condamnée à une infériorité manifeste qui doit à la longue entrainer sa disparition. Ce qu'il faut, c'est accorder

1. *Volksstæmme*. Faut-il croire, avec Gumplowicz, *Recht d. National. u. Sprachen in Œst.-Ung.* 1879, que le ministère, en employant le mot Volksstæmme au lieu de Vœlker (peuples), ait marqué l'intention d'exploiter contre les nationalités historiques les jalousies des petits groupes ethniques, d'opposer ainsi les Ruthènes aux Polonais, les Slovaques et les Moraves aux Tchèques? C'est possible, mais il est impossible de l'affirmer, tant que nous ne connaissons pas en détail les discussions qui précédèrent le coup d'état. Il est certain dans tous les cas que l'article manque de précision et on a le sentiment que Schwarzenberg et Stadion avaient cherché à créer une équivoque pour se ménager une porte de retraite.



aux races rivales une autonomie assez large et un terrain d'action suffisant pour que l'égalité devienne une réalité et pour écarter chez les unes la crainte de la servitude et chez les autres le désir de la domination. Jusque-là il n'y aura en Autriche ni satisfaction ni paix [1]. — L'événement justifia rapidement les pronostics pessimistes de Palatsky et, bien que les ministres répudiassent officiellement les pensées de germanisation qu'on leur prêtait, ils étaient condamnés par leur système politique à réduire le tchèque à la condition d'un patois. — La liberté qu'on laisse aux Slaves, écrivait énergiquement Havlitchek, c'est de parler à leur femme et à leurs enfants la langue qu'il leur convient. — Or, il ne s'agissait plus ici de droits théoriques et de discussions constitutionnelles, la foule était atteinte dans ses sentiments les plus délicats et ses passions les plus invétérées, elle ne voulait pas accepter la domination étrangère et, contre ce péril imminent, elle se groupa autour des adversaires de Schwarzenberg, avec une constance et une unanimité qu'on n'attendait guère de sa lassitude indifférente.

Quand Stadion avait annoncé à Helfert que la dissolution du Parlement était résolue, son secrétaire d'état lui demanda si la garnison de Prague était suffisante; le ministre se mit à rire. Il avait raison de ne pas croire à une prise d'armes; il se trompait en faisant bon marché de la résistance qu'allait soulever le coup d'état. Le ministère avait ordonné un Te Deum pour célébrer la Constitution octroyée; quelques fonctionnaires seuls y parurent. Les journaux officieux attribuèrent les abstentions au terrorisme tchèque : la population n'avait pas osé manifester sa satisfaction, elle n'avait pas illuminé, « mais les yeux brillaient de joie » ! — Ces sottises ne trompaient personne. — « J'ai la ferme espérance, disait Rieger aux étudiants qui l'acclamaient, que la réaction ne l'emportera pas; j'en ai pour garant l'attitude de Prague ces derniers jours. » L'opposi-

1. Petits écrits, I, p. 117.



tion était si générale et si vaillante que des hommes tels que Pinkas, qui ne se payaient pas d'illusions, espéraient que le ministère s'apercevrait de la faute qu'il avait commise et tenterait de sortir de l'impasse où il s'était fourvoyé. La province suivait l'exemple de la capitale. La constitution n'est faite que pour la noblesse et les fonctionnaires, répondaient les paysans à ceux qui leur proposaient d'envoyer des adresses de remerciements à l'Empereur; on nous tiendrait pour des imbéciles si nous étions reconnaissants d'un pareil cadeau [1]. Des pétitions arrivaient par centaines au souverain et le suppliaient de mettre en vigueur la constitution préparée par le Comité de Kromierzitse. — Il répondit en signalant aux gouverneurs les manœuvres des agitateurs qui inquiétaient l'opinion.

La Charte du 4 mars avait maintenu l'abolition de la censure et annoncé que la liberté de la presse serait réglementée par la loi; les citoyens auraient le droit de se réunir et de s'associer à condition que l'ordre public et la sécurité de l'état ne fussent pas menacés. Les légitimes inquiétudes qu'inspiraient ces menaçantes réserves furent plus que justifiées par les lois du 22 mars 1849 sur la Presse et les Associations; elles convainquirent les plus optimistes que le ministère était bien résolu à tout pour briser les obstacles qu'on essayait de lui opposer. Les associations et les clubs étaient soumis à l'autorisation préalable; il leur était interdit d'avoir des filiales en province ou « de s'unir avec des cercles analogues par des correspondances, des députés ou encore en admettant dans leur bureau un membre de la présidence d'une société voisine »; les réunions n'étaient permises qu'autant que les autorités les jugeaient sans danger pour la paix publique. — En Moravie, quelques patriotes voulaient fonder une association, sur le modèle de la Matitse tchèque, pour répandre l'instruction et distribuer des livres. — On

1. Helfert IV, 3, p. 372. — Son témoignage est d'autant plus important qu'il cherche à établir que le coup d'état n'a pas rencontré de résistance sérieuse.



lui retourna une première fois ses statuts; elle les modifia docilement. Ils ne plurent pas davantage et le gouverneur lui déclara qu'il était impossible, puisqu'elle voulait s'occuper de l'instruction du peuple, qu'elle ne fît pas de politique; il espérait effrayer ainsi beaucoup des adhérents. Les hommes qui avaient pris l'initiative de l'entreprise, se récrièrent, en appelèrent au ministre, qui les renvoya au gouverneur. Après de longues négociations, celui-ci se laissa fléchir quand il eut reçu la promesse écrite que « la société s'abstiendrait de toute action politique, ne s'occuperait pas d'éducation politique, ne publierait ni livres ni journaux politiques [1] ». Le *Tilleul slave*, que la loi avait spécialement en vue et qui groupait sous sa direction les éléments actifs de l'opposition, invita les cercles provinciaux à ne pas se disperser, mais à travailler, sous le nom de Société de lecture ou sous une autre désignation, au progrès de la liberté et au développement du peuple; « ayez toujours les yeux fixés vers Prague et, puisqu'une loi tyrannique nous interdit une union directe, restons au moins rapprochés par nos cœurs, par nos pensées et par nos efforts ». Stériles protestations qui n'arrêtèrent pas l'éparpillement du parti : l'opposition ne disparut pas et elle ne fut peut-être pas moins dangereuse, mais toute manifestation commune lui était presque impossible pour le moment.

La loi sur la presse exigeait un cautionnement très élevé, interdisait le colportage et la vente sur la voie publique et édictait des peines très rigoureuses, d'autant plus menaçantes que les délits prévus étaient plus vagues; du moins elle remettait au jury la connaissance des procès de presse. Telle qu'elle était, elle suffit à entraîner la ruine de presque tous les journaux d'opposition. En Bohême, le gouvernement n'y gagna pas grand'chose, et la voix de Havlitchek sonna plus retentissante au milieu du silence universel. — C'est un mauvais soldat, écrivait-il dans le *National*, que

1. Tcherny, p. 651.



celui qui n'a d'héroïsme que dans la paix; un peu d'argent et quelques mois de prison ne nous empêcheront pas de dire la vérité en face aux ministres. — Les Slaves sortent vaincus de la première passe : qu'importe? On ne répare pas en deux ou trois ans le mal de plusieurs siècles; la fortune est changeante, un jour viendra où elle couronnera le droit, à condition que nous ne nous abandonnions pas à un lâche découragement. — « On ne conquiert pas la liberté par des pleurs, des cris et des lamentations... L'Autriche sera ce que nous voulons qu'elle soit, ou elle cessera d'être; cette vérité, chaque carte, chaque statistique vous la crie..... Les baïonnettes, derrière lesquelles vous vous cachez, c'est nous, c'est notre peuple; elles ne savent pas aujourd'hui, elles sauront demain, dans un an, dans quelques années. Nos partisans se comptaient hier par centaines, ils se comptent maintenant par milliers, ils seront bientôt des millions. »

Il fut poursuivi pour attaque contre la constitution. Le ministère public fit piètre figure avec son acte d'accusation qui fourmillait de solécismes. La salle éclata en acclamations, quand l'accusé, d'une voix éclatante, lut la proclamation de l'Empereur Ferdinand : — C'est notre volonté ferme et immuable de maintenir dans leur pleine intégrité les droits reconnus à nos peuples... Nous voulons que le Parlement continue sans interruption et sans obstacle à préparer la Constitution (19 oct. 1848). — On m'accuse d'avoir attaqué la Constitution, ajouta-t-il; mais comment l'aurais-je fait, puisqu'il n'y a pas de Constitution. Une Constitution, c'est une charte votée par le Parlement; ce que l'on prétend lui substituer, n'est que l'ordonnance arbitraire d'un ministre qui a violé la loi et qui, pour cela, siégera bientôt lui-même sur le banc des accusés. « Je voudrais pour lui qu'il y comparût alors avec une conscience aussi tranquille que la mienne. »

« Ne comptez pas nous pousser à bout par vos violences, écrivait Havlitchek, de manière à pouvoir nous écraser pour longtemps; nous souffrirons jusqu'au moment où



nous serons assez forts pour imposer notre volonté, et ce moment sera celui où les dix-huit millions de Slaves-Autrichiens sauront où est leur ennemi. Alors, il n'y aura même pas besoin de révolution. Vous-mêmes, illustres seigneurs, vous serez justes envers nous, car vous serez obligés de l'être. » — Malheureusement, dans une crise comme celle que traversait la monarchie, il était trop probable que quelques courages généreux et imprudents refuseraient de plier sans une suprême tentative de résistance, et il est toujours facile à un gouvernement qui cherche une affaire, de dramatiser les événements.

Le parti révolutionnaire européen, pris à l'improviste par la chute de Louis-Philippe, était encore fort incomplètement préparé quand il avait engagé le combat, dans la seconde partie de l'année 1848; les émeutes de Francfort, de Vienne et de Berlin, n'avaient abouti qu'à une série de désastres qui complétaient l'écrasement des socialistes en France et qui avaient été sanctionnés par l'élection du prince Louis-Napoléon, le coup d'État de décembre en Prusse et la dissolution du Parlement de Kromierzitse. Les radicaux n'abandonnaient pas cependant la partie; la guerre n'était terminée ni en Hongrie, ni en Italie, les socialistes gagnaient du terrain en Allemagne. Bakounine avait lancé le 2 janvier 1849 un appel aux Slaves, puérile divagation « d'un étudiant de quinze ans, perdu dans les méditations sublunaires », qui n'avait pas laissé de produire quelque émotion parmi les meneurs de l'extrême-gauche tchèque. Ils étaient assez mécontents à ce moment de l'attitude de leurs députés au Parlement, et ils se plaignaient d'être peu à peu évincés de la direction du *Tilleul slave* qui était leur œuvre. Par tempérament aussi, ils étaient assez disposés aux coups de main. La plupart cependant eurent assez de raison pour résister à des tentations dangereuses; seuls, quelques comparses sans autorité se découvrirent davantage, Fritch, un enfant, Emmanuel Arnold, à moitié fou, Gautch, rêveur fanatique qui n'avait aucun sens des réalités.

Au mois d'avril (1849), le bruit commençait à se répandre que Schwarzenberg, affolé par les succès imprévus des Magyars, appelait les Russes à son aide. Les sentiments que provoquait cette intervention parmi les Tchèques, étaient assez complexes; ils redoutaient la victoire du ministère et ils éprouvaient quelque fierté du rôle joué par le Tsar. — « Oui, écrivait Havlitchek quelque temps après, nous autres, Slaves d'Autriche, nous ne sommes que de pauvres flûtistes, mais nous avons un riche cousin qui joue de la contrebasse et qui sert ainsi de base à la musique de toute l'Europe... Nous ne contestons pas que la lumière ne nous soit venue d'Allemagne, en particulier le flambeau qui a mis le feu au bûcher de Hus, et telle fut la lueur de ce flambeau qu'elle suffit à Zizka pour chasser au-delà des frontières une terrible armée du Saint-Empire; puis ce fut au tour des Jésuites de nous éclairer, quand ils brûlaient nos livres, sans doute pour que de ces cendres fécondes germât la civilisation germanique. » Mais de la Russie vient, à défaut de lumière, la force dont le gouvernement a besoin; « il a accueilli avec joie les accords de cette contrebasse et il n'est pas démontré que sans elle le *Miserere* se fût aussi vite changé en *Te Deum.* » — Les radicaux, qui étaient sous l'influence de l'émigration polonaise et de l'Allemagne, avaient de tout autres sentiments : ils vivaient dans une terreur maladive du tyran moscovite et ils voulaient opposer à la Ligue des souverains une Sainte Alliance des peuples.

Fritch vint à Dresde (avril 1849) et y rencontra auprès de Bakounine des émissaires de France, d'Italie, de Hongrie et de Pologne. Il eut aussitôt l'impression, — et il était impossible qu'il en fût autrement, — que les révolutionnaires jouaient une partie désespérée; ils se trompaient réciproquement sur les ressources dont ils disposaient et chacun comptait sur son voisin pour compenser sa propre faiblesse. Quant à Bakounine, il pensait que les entreprises les plus folles réussissent quelquefois et qu'après tout le mal n'est pas grand de sacrifier quelques



vies humaines : on n'aurait le droit de le lui reprocher que s'il s'était ménagé lui-même. « Au physique et au moral, c'était un géant, nous dit Fritch ; avec cela, aucune prétention, aucun embarras. » Le jeune étudiant tchèque, venu avec l'intention formelle de lui dire que, pour le moment, il n'y avait rien à faire à Prague, eut honte de sa pusillanimité : — Enfin, qu'exigez-vous de nous ? — Simplement, qu'au signal convenu vous tentiez un coup de main ; s'il ne réussit pas, vous vous replierez avec vos hommes vers la frontière polonaise en soulevant le pays sur votre passage ; Dembinsky arrivera avec une armée de 30,000 hommes et vous soutiendra. — Fritch, troublé par ces contes bleus, réclama du temps et de l'argent ; on lui promit tout ce qu'il voulut.

De retour à Prague, il enrôla une dizaine de jeunes fous ; on recueillit 200 ou 300 florins, on acheta quelques armes. Les conspirateurs n'étaient que des gamins qui jouaient à la Révolution. — Je suis convaincu, dit Fritch, que même si on ne nous avait pas arrêtés, il n'y eût pas eu le moindre soulèvement. — Le 30 avril, quand on apprit que Frédéric-Guillaume IV avait définitivement refusé d'accepter la constitution de Francfort, l'insurrection éclata à Dresde. Bakounine avait envoyé à Prague un de ses agents, Bœckl : le moment était venu. — Mais, on nous avait promis de l'argent et nous n'avons rien reçu. — Bœckl en demanda à un professeur, démocrate et poltron, qui confia son épouvante à un rédacteur de la *Bohemia*, journal allemand et réactionnaire ; celui-ci le conduisit au gouverneur, à qui il fit sa confession complète. Dans la nuit du 9 au 10 mai, Gautch, Sabina, Fritch, Sladkowsky et une dizaine d'autres suspects furent arrêtés dans leur lit. L'état de siège fut proclamé à Prague.

Le complot n'avait pas eu le moindre commencement d'exécution, en admettant même que l'on donne le nom de complot à des conciliabules sans portée. Mais le gouvernement avait intérêt à grossir les choses et la répression fut impitoyable. Pendant de longs mois, on emprisonna un peu

au hasard tous ceux qui avaient été mêlés à la conspiration et avaient reçu les confidences des agitateurs ou simplement étaient désignés aux soupçons de la police par leurs idées avancées; un étudiant qui s'était engagé pour échapper à l'enquête, fut arrêté un an et demi plus tard dans un régiment d'Italie et amené aux Hratchany, les fers aux pieds; un autre, dont la commission de recrutement avait ordonné l'enrôlement, fut traduit trois ans après devant le Conseil de guerre, toujours pour les mêmes faits, et puni des travaux forcés; en 1859, malgré l'amnistie, il était encore au nombre des forçats qui balayaient les rues de Kralové-Hradets.

Fritch était jeune, il souffrait pour une noble cause, il supporta l'épreuve avec une bonne humeur qui nous dissimule presque la dureté des bourreaux. Il resta six mois en cellule, sans livres, sans un brin de papier; il manquait un carreau à sa fenêtre et il était obligé de rester couché toute la journée pour ne pas mourir de froid. Sladkovsky, qui ne manquait certes pas d'énergie, eut à plusieurs reprises des accès de folie.

Les premières sentences furent prononcées le 31 décembre 1850, après une instruction de plus de dix-huit mois. Vingt-quatre étudiants allemands, dont le crime se bornait à avoir fait partie d'associations réputées dangereuses, étaient condamnés à la potence ou à une détention de 10 à 15 ans; le Conseil de guerre avait tenu à montrer son impartialité en ne pas réservant ses rigueurs aux Slaves. — Comment! disaient les officiers aux étudiants allemands; pouvez-vous être assez nigauds pour faire ainsi le jeu des Tchèques? — Pour les rendre plus sages, on les frappait sans pitié. Deux jeunes gens, arrêtés à la dernière heure, finirent par avouer qu'ils avaient vu l'un des accusés fabriquer des cartouches. — Et vous ne l'avez pas dénoncé! — 16 ans de prison. Parmi les Tchèques, quatre furent condamnés à mort; Fritch n'échappa à la potence que parce qu'il n'avait pas vingt ans au moment de son arrestation; il s'en tira avec dix-huit ans de chaînes; une vingtaine

d'autres furent envoyés aux travaux forcés pour une période de cinq à quinze ans. Le gouvernement recula devant les exécutions capitales ; mais les prisonniers furent si durement traités que presque tous tombèrent dangereusement malades et que plusieurs devinrent fous. Au moment de l'amnistie en 1857, la plupart des graciés revinrent à Prague ruinés physiquement et moralement. Au mois de février 1853, on prononçait encore des condamnations capitales à propos du complot de mai 1849.

Le parti radical était écrasé et il disparut pour plus de vingt ans. Ses imprudences étaient vénielles et il les expiait si durement qu'on n'a pas le courage de les lui reprocher. Les modérés rejettent volontiers sur les groupes avancés la responsabilité de leurs déconvenues : on ne voit pas bien pourtant, si de temps en temps des têtes chaudes ne se rencontraient pas là pour s'exposer à la prison et aux coups, ce qui déciderait les despotes à des concessions libérales, et, sans contester le mérite de ceux qui se ménagent et se conservent pour la patrie, les souffrances des martyrs ne sont pas inutiles au triomphe de la justice. Pour le moment du moins, le ministère exploitait le complot qu'il avait à peu près inventé et supprimait une à une les libertés qui subsistaient encore. Une circulaire de Khevenhiller aux conseils de révision jette une lumière curieuse sur les procédés du pouvoir (24 avril 1849) : — « Il est arrivé ces derniers temps, disait-il, que le prolétariat a été poussé à la révolte par quelques personnes dangereuses : le plus souvent, il n'y a pas de raison suffisante pour obtenir la condamnation de ces agitateurs ; il est cependant très désirable de les empêcher de nuire. Le Gouverneur a donc attiré mon attention sur le moyen de s'en débarrasser en les admettant plus facilement dans l'armée, c'est-à-dire en faisant abstraction de certains défauts physiques qui ne sont pas complètement incompatibles avec le service militaire ; l'envoi au régiment d'un certain nombre de ces fortes têtes

aurait certainement un effet moral des plus salutaires [1]. »

Le régime de l'état de siège était appliqué avec une rigueur brutale; la ville était livrée aux soldats que leurs officiers poussaient aux violences; ils arrachaient aux promeneurs les chapeaux *slaves* et insultaient les bourgeois paisiblement assis dans les auberges. Un officier se ruait sans provocation sur un passant qui rentrait chez lui et le frappait : — « Je me nomme Havlitchek; vous n'oublierez pas mon nom, c'est celui d'un faquin de vos amis ». — Bach, qui avait pris le ministère de l'Intérieur à la suite de la maladie de Stadion et avait été remplacé à la Justice par Schmerling (juillet 1849), n'eût pas mieux demandé que d'éviter les palinodies trop scandaleuses et il envoyait à ses subordonnés des pastorales édifiantes, où il leur recommandait « d'avoir les plus grands ménagements pour l'opinion publique et de se garder de toute défiance exagérée, aussi bien que de la négligence et de l'aveuglement ». — Paroles fort libérales et instructions fort belles, remarquait Havlitchek; il est dommage qu'un ministre qui parle si bien, agisse tout autrement; il se représente volontiers comme le dernier rempart contre l'absolutisme, il n'est en réalité que l'instrument le plus utile et le plus adroit des partisans du despotisme.

Les nouvelles qui arrivaient de tous côtés exaltaient le parti militaire; la capitulation de Vilagoch (13 août 1849) terminait la guerre de Hongrie, et la chute de Venise, la révolution d'Italie (22 août); l'expédition française à Rome supprimait définitivement l'éventualité d'un rapprochement entre le prince Louis Napoléon et les républicains; le Parlement de Francfort se dispersait (mai) et les tentatives insurrectionnelles étaient partout écrasées en Allemagne; Schwarzenberg obtenait de Frédéric-Guillaume le traité du 30 septembre 1849 par lequel la Prusse et l'Autriche prenaient par intérim le gouvernement de la Confédération, ce qui semblait indiquer que le roi

1. Tcherny, p. 626.



renonçait décidément à coqueter avec la Révolution.

Les libéraux perdaient courage et ne cherchaient plus qu'à se faire oublier; la Miestianska Béséda était déserte et on n'osait plus parler tchèque dans la rue. Le président du tribunal criminel faisait arrêter Trojan sous un prétexte ridicule, et le gardait cinq jours en prison. On essayait d'impliquer Rieger dans un procès de haute trahison et on l'accusait de préparer la dissolution de la monarchie [1]. Palatsky, poursuivi jusqu'au chevet de sa femme malade, n'avait d'autre ressource que de s'enfermer dans un isolement attristé. On interdisait aux officiers russes qui avaient vaincu les Magyars, de se montrer en Bohême. Quand l'Empereur, dont le voyage à Prague avait été plusieurs fois ajourné, finit par venir, on ne permit pas au bourgmestre de le haranguer. Le 15 janvier 1850, le commandant militaire prévint Havlitchek que, comme son journal n'avait pas tenu compte des avertissements qui lui avaient été donnés à plusieurs reprises de s'exprimer avec modération et qu'il mettait en péril l'ordre public, « il en suspendait la publication pendant la durée de l'état de siège ».

Les Tchèques n'avaient plus un seul organe; Havlitchek songea à se transporter à Vienne : — « Nous n'avons que trop de journaux, lui répondit le général Welden dont il sollicitait l'autorisation. — Mais ce sera un journal tchèque. — Nous sommes ici des Allemands. » — A Brno, aucun des imprimeurs ne consentit à lui prêter ses presses; on lui aurait aussitôt retiré sa licence. Enfin, à Koutna-Hora, un petit industriel qui n'avait pas grand'chose à perdre, risqua l'aventure. Le *Slave* était une petite feuille, qui ne paraissait que deux fois par semaine; il mena jusqu'au bout le combat avec une crânerie si alerte et si fringante que les plus abattus retrouvèrent quelque confiance; dans ce duel de l'esprit et de la force, un homme isolé, sans autres armes que sa raison et son courage, parut un

1. Voir la réponse de Rieger, Journal des Débats, 14 sept. 1849.

moment balancer la fortune et tenir en échec les forces de la réaction.

Il savait que dans ce combat à armes inégales il était destiné à succomber et il prévoyait qu'on était à la veille d'une période plus douloureuse et plus difficile que celle qui avait précédé 1848 : « Auparavant, la poignée de patriotes était si mince que personne ne s'occupait d'eux; il n'y avait pas alors parmi nous de traîtres, d'apostats et d'infidèles; non sans doute que nous fussions tous solides et inébranlables dans nos convictions, mais nous n'étions pas exposés aux tentations et une défection n'eût rien rapporté. Les temps ont changé; notre parti a montré une telle force, l'influence qu'il a conquise sur le peuple et les autres Slaves est telle que nos adversaires ont pris peur, et tout naturellement, ils cherchent à nous diviser et à nous corrompre. » — Il voyait la fatigue et les persécutions éclaircir les rangs des défenseurs de la liberté et tomber l'un après l'autre les remparts encore debout de la cause nationale. Le ministère, pour supprimer jusqu'à l'apparence d'une opposition à Prague, avait promulgué un statut communal qui était combiné de manière à ce que les fédéralistes fussent nécessairement battus. Grâce à ces manœuvres, les candidats allemands, qui avaient réuni 8,000 voix, tandis que leurs adversaires en avaient 21,000, eurent dans le Conseil municipal cinquante sièges sur quatre-vingt-dix. Pendant dix ans, la capitale tchèque resta asservie à une minorité qui n'existait que par la grâce du gouvernement et n'avait ainsi rien à lui refuser. Dès lors, le silence se fait : le dernier acte de résistance, bien timide, est un amendement de dix-huit conseillers municipaux qui proposent d'ajourner un projet de la majorité relatif à la nomination du prince de Schwarzenberg comme bourgeois d'honneur. — Après, rien. Dans le recueil de documents de Tcherny, la période de mai 1850 au 5 mars 1860, qui ouvre une nouvelle période de l'histoire d'Autriche, n'est guère représentée que par des communications officielles de maigre importance ou des adresses



courtisanesques de serviteurs à gages et de bourgeois poltrons.

Le ministère était revenu aux pratiques de la police de Metternich; les patriotes étaient l'objet d'une surveillance incessante et « ils étaient forcés de se réunir dans des cavernes ou de se donner rendez-vous sur un point élevé d'où ils surveillaient l'horizon ». Quiconque était en relations avec Havlitchek était suspect; un officier, qui se promenait volontiers avec lui, était envoyé en disgrâce. La vie politique devenait si morne qu'elle n'aurait même plus fourni matière à une discussion régulière. Le *Slave* et les *Lettres de Koutna-Hora* qui en forment le complément, s'étaient peu à peu transformés en une revue populaire, où Havlitchek faisait l'éducation de son peuple; il avait pour ce métier d'instituteur des dons innés, et aujourd'hui encore on ne saurait lire sans admiration ces pages d'une raison si ferme, où les idées les plus généreuses sont traduites dans une langue savoureuse. pittoresque et limpide, tirée du fond même de l'idiome national, sans recherche et sans emprunts à l'étranger. Il avait le talent de saisir dans les questions le point essentiel, de trouver l'argument qui frappe les imaginations

Les rares Tchèques qui n'avaient pas cru devoir combattre le ministère, Joseph Jiretchek, Tomek, et même, dans une certaine mesure, Thun, avaient été déterminés par des raisons complexes : leur aversion nerveuse pour le radicalisme avait été sans doute une des causes essentielles de leur soumission, non pas la seule cependant. Plusieurs d'entre eux regardaient les revendications des patriotes slaves comme prématurées et, par conséquent, comme vaines et dangereuses; avant de réclamer l'égalité politique et administrative, qu'ils commençassent d'abord par conquérir l'égalité morale; le moment viendrait où le gouvernement serait obligé de reconnaître le fait accompli. — Tout cela est bel et bon, leur répondait Havlitchek; mais vous mettez une lettre à la poste pour Brno (Brünn) et on l'envoie, non pas en Moravie, mais à Berne,

en Suisse; vous demandez un mandat et vous ne comprenez pas le reçu qu'on vous tend; vous prenez un billet de chemin de fer, et l'employé ne connaît pas le nom de la station où vous voulez aller; vous arrivez à cette station, et vous ne vous en apercevez pas, puisque le nom est en allemand; vous voulez faire instruire votre fils: il n'y a qu'un seul lycée tchèque, à Prague, et il ne reçoit pas plus de 80 élèves par classe! » Deux hommes avaient organisé une course. Ils avaient choisi un arbitre qui les aimait également d'une impartiale affection, il se nommait Judas. Le jour venu, il plaça Michel dans un char, y attela des chevaux fringants et les lança sur la bonne piste; il lia ensuite les pieds à Vachek et l'attela à un tombereau lourdement chargé. Il donna alors le signal, et avec un bon sourire, il encourageait Vachek. Vachitchek, mon petit Vachitchek, il ne tient qu'à toi d'arriver le premier.

Il pensait bien que ses ennemis ne toléreraient pas longtemps son libre langage et il donnait à ses fidèles un suprême conseil de persévérance : « Tant que nous pourrons, moi ou tel de mes amis que vous avez appris à connaître, défendre la moindre parcelle, le dernier vestige de liberté, nous y emploierons les dernières forces dont nous disposons... Si toute voix indépendante vient à disparaître, vous aurez le Journal et les écrits que nous avons publiés depuis 1848 : répandez-les et ne laissez pas éteindre la pensée de la liberté, l'idée de l'indépendance nationale. Après la Montagne-Blanche, les Jésuites se sont répandus dans le pays, brûlant et détruisant les livres tchèques. Ne l'oubliez pas. Appliquez tous vos soins à l'instruction de la jeunesse, ne ménagez pas la dépense pour cela et ne regrettez pas l'argent que vous donnez à l'instituteur. Soyez prudents et n'écoutez pas les premiers criailleurs venus, car peut-être des traîtres chercheront à vous induire en tentation et à vous précipiter dans une pire misère. En bon chrétien, il faut que je confesse ma foi, je crois à la résurrection des morts. »

Les paysans, qui n'avaient été que très indirectement



atteints par les prédications de Kollar et de Chafarjik, reconnaissaient dans Havlitchek un des fils de leur sang; ils faisaient dire des messes « pour le vaillant patriote qui ne nous a pas abandonnés quand tous étaient sans force ».

En poussant la charrue, ils fredonnaient quelqu'une de ses épigrammes : « Nous labourons le champ, un autre récolte; nous trimons, un autre se moque de nous... Attends un peu, drôle; un peuple ne périt pas pour une paire de fripons et le soleil ne luit pas pour une seule plante. » — « Il me semble, il me semble, il me semble, que Monsieur Schwarzenberg joue à la constitution..... Cet état de siège n'est pas pour des prunes et tout cela pourrait bien finir par la corvée... C'est dommage, quand nous nous sommes levés et que nous avons aperçu en songe la constitution, que nous ne vous ayons pas connus, nous vous aurions entassés sur un chariot et débarqués au-delà de la frontière. »

Les confiscations pleuvaient sur le « Slave »; il ne paraissait plus qu'une fois par semaine, n'arrivait aux abonnés que très irrégulièrement; par moment, Havlitchek se sentait fléchir, moins accablé encore par les persécutions de ses adversaires que par la défaillance des patriotes; il se relevait par un effort suprême de volonté. — « Malgré tout, nous ne déserterons pas, nous ne ferons pas cette joie à nos adversaires, nous considérons comme notre devoir de résister jusqu'à la fin et de ne céder qu'à la force. » — Frère Tchèque, disait une de ses épigrammes, dépouille la noire soutane; c'est elle que portaient les corbeaux romains qui ont brûlé Hus à Constance. — Le martyr, pour lequel il avait toujours eu un culte, lui avait enseigné que l'homme doit d'abord obéir à sa conscience, et, quand le monde entier s'inclinait lâchement devant les despotes victorieux, il donnait le grand exemple du juste qui reste debout et maintient contre les défections de la fortune le droit éternel. Pour en finir, l'ordonnance du 6 juillet 1851 accorda au ministère le droit de suspendre les journaux après un double avertissement; le 14 août 1851, Havli-

tchek, qui avait déjà reçu les deux avertissements préalables, déclara qu'il jugeait inutile de laisser à ses adversaires le plaisir de prononcer la suppression du *Slave* et en arrêta la publication.

Ses amis le suppliaient de passer à l'étranger; il était sous le coup de nombreux procès et, à cette heure de terreur, qui pouvait prévoir les décisions du jury? Il refusa de douter de son peuple; le 12 novembre 1851, il fut acquitté triomphalement, au milieu de la joie des patriotes accourus de tous les coins du pays pour offrir au vaillant champion de la cause tchèque leurs témoignages de sympathie [1]. — Le 16 décembre (1851), à deux heures du matin, le commissaire de police Dédéra entra dans sa maison. — « Lève-toi, Monsieur le rédacteur, et n'aie pas peur; nous travaillons la nuit, mais nous ne sommes pas des voleurs, nous sommes la police..... Bach m'écrit, en sa qualité de docteur, le climat de Bohême ne convient pas à ma santé, j'ai besoin de changer d'air..... O petite lune qui m'éclaires, tu sais ce que c'est que les femmes et quelle croix elles imposent à l'honnête homme ici-bas : tu as été le témoin solitaire de plus d'une séparation et tu connais mieux que tous les romanciers la tristesse de ces heures. Une mère, une sœur, une femme, ma petite-fille, ma petite Zventchinka, elles étaient autour de moi et pleuraient sans rien dire. Ce fut un dur moment; je suis un vieux grognard, bronzé dans les batailles; j'avais cependant cette fois le cœur serré et l'œil humide. » — Ces admirables *Élégies tyroliennes*, si poignantes dans leur simplicité exquise, ont plus contribué que bien des tirades ambitieuses à nourrir dans les cœurs la haine de l'oppression.

A Brixen, où il fut interné, il faisait bonne contenance, il écrivait sa *Croix de Saint Vladimir*, une des satires les plus pénétrantes et les plus joyeuses qu'ait jamais inspirées le despotisme politique et religieux. — Ah! Seigneur, que

1. Veselsky, Havlitchek, son séjour à Koutna-Hora et le procès du 12 novembre. — Veselsky était un ami particulier de Havlitchek et les renseignements qu'il nous donne sur lui sont précieux.



ne suis-je agent de police ! En voilà un métier. Quiconque vous passe par la tête, la main sur lui, et en prison. Chacun doit l'honorer, et si quelqu'un lui fait la moue, vite au bloc, pour offense à la police ! Écoutez-moi, braves gens, et que ma triste chanson vous serve de leçon ; contre la police, Dieu même ne nous protège pas. — Il continuait de railler, bien qu'il fût frappé au cœur, exposé aux chicanes les plus odieuses, séparé de sa femme qui, pendant six mois, avait en vain sollicité l'autorisation de venir le rejoindre et qui ensuite, victime du climat, avait été obligée de s'éloigner et s'en allait mourir à Prague. — Depuis que je suis ici, écrivait-il à Pinkas au mois de décembre 1854, je ne crois plus à l'immortalité de l'âme ; car je trouve que les animaux valent mieux et par conséquent sont plus dignes de l'immortalité que cette gent policière. Et elle serait faite à l'image du Créateur ! Voilà le plus grand blasphème que j'aie jamais entendu proférer. A l'image du Créateur ! Mais alors que serait donc ce créateur ? » —

La conduite de Bach et de Kempen, le directeur de la police, fut répugnante ; ils exploitèrent la douleur de leur prisonnier, et, pour lui accorder la permission d'assister à l'agonie de sa femme, ils exigèrent de lui des démarches humiliantes : Julie mourut sans avoir revu son mari, et Havlitchek ne rentra à Prague que pour succomber aussitôt (29 juillet 1856). Jusqu'au bout il était demeuré fidèle à sa cause... « Sum qui sum, écrivait-il à Pinkas. La captivité m'a assagi, au moins on le verra à mon physique, car mes cheveux ont terriblement grisonné ; mais une chose me console, c'est que je n'ai jamais regretté ma conduite. » — Il laissait à son peuple un admirable exemple et un programme précis. — « Je suis l'ennemi du despotisme et jusqu'à ma dernière goutte de sueur, je défendrai la constitution. S'il faut pourtant en passer par le despotisme, le despotisme russe est encore celui que je préfère. » — Les Tchèques n'ont jamais désespéré de l'Autriche ; du jour où elle viendrait à disparaître et où ils resteraient en face de l'Allemagne, ils auraient comme dernière ressource la pitié de cette masse

des Slaves Orientaux qui, si insensible et inerte qu'elle paraisse, retrouve et impose ses volontés aux heures décisives de l'histoire; elle l'a prouvé en 1863 et en 1877.

∴

Les hommes de la trempe de Havlitchek sont rares et la plupart des patriotes étaient fort abattus. A aucun moment peut-être la situation ne fut plus favorable pour contraindre les diverses races à des concessions mutuelles et pour fonder sur leur réconciliation une monarchie forte et solide. Il suffisait pour cela de reconnaître le point extrême qu'aucune d'elles ne pouvait dépasser sans suicide, et c'était moins une question de tact politique que de cœur. Malheureusement, de toutes les qualités, la générosité était celle qui manquait le plus à Schwarzenberg et à ses collaborateurs. Leur victoire aussi demeura stérile, parce qu'ils prétendirent l'exploiter à fond, sans pitié pour les vaincus, en foulant aux pieds les sentiments les plus indomptables de l'âme humaine.

On eût peut-être obtenu des Magyars qu'ils renonçassent à celles de leurs prérogatives qui étaient incompatibles avec l'unité de l'Empire ; on morcela leur royaume, on supprima jusqu'à l'apparence de l'autonomie locale, on livra les habitants à l'arbitraire des gendarmes de Bach. Cette politique absurde réconcilia dans une opposition irréductible les adversaires et les partisans de Kossuth, les libéraux et les conservateurs, et, ce qui semblait plus difficile encore, les races rivales et les peuples ennemis, qui, soumis aux mêmes lois oppressives, oublièrent un moment leurs griefs particuliers dans une révolte commune contre la tyrannie qui les étouffait également.

La politique extérieure fut de même excessive et provocante, et il parut que Schwarzenberg tenait moins à étendre son influence qu'à blesser ses concurrents. Il triompha

insolemment de la reculade de Frédéric-Guillaume IV à Olomouts (nov. 1850) et il excita contre la Prusse les roquets des cours secondaires, fiers d'avoir trouvé un piqueur énergique. Ces hâbleries de soudart mal élevé trahissent toujours une incurable bassesse d'âme. Le prince avait eu la chance de rencontrer devant lui un souverain dont les nerfs étaient faibles et une opinion publique mal informée; le bluff avait réussi. Parties périlleuses, où l'on finit toujours par se casser les reins ! Le succès final fut d'ailleurs modeste et, quand le vainqueur d'Olomouts essaya dans la Conférence de Dresde de réaliser cet Empire de l'Europe centrale qui devait comprendre soixante-dix millions d'hommes, ses alliés aussitôt se retournèrent contre lui. Il n'était vraiment pas nécessaire, pour reconstituer la vieille Confédération germanique, d'étaler de tels airs de matamore. En réalité, Schwarzenberg n'avait qu'un talent réel, il est vrai qu'il le possédait à un degré éminent, c'était celui de se faire des ennemis; il en tirait vanité, et, toujours prêt à partir en guerre, il cherchait uniquement son appui dans l'armée. Celle-ci de son côté avait horreur de la moindre apparence constitutionnelle et elle ne se tint pour satisfaite que quand la constitution du 4 mars 49 eut été définitivement abrogée.

On se débarrassa de quelques ministres, tels que Schmerling et Brück, à qui l'on faisait assez gratuitement l'honneur de supposer qu'ils avaient conservé de vagues préjugés libéraux (janvier et mai 51). Puis on transforma le Conseil d'Empire qui, d'après la Constitution du 4 mars, était un Conseil d'état, en une sorte d'assemblée des notables, de manière que le Parlement parût superflu (avril 1851). L'Empereur, interprétant alors de façon peu banale l'article de la Charte relatif à la responsabilité ministérielle, déclara « que les ministres étaient responsables devant lui » (20 avril 1851), et il en prit occasion pour leur recommander de rechercher mûrement et d'une manière approfondie si la constitution du 4 mars était vraiment conforme aux intérêts publics ; « dans l'examen de cette

question, comme dans les discussions du même genre, il faudra toujours avoir devant les yeux... l'unité politique de la monarchie, qui doit être considérée comme la base de tous les travaux. » — Schwarzenberg, en portant à la connaissance des ambassadeurs cette résolution, critiqua avec beaucoup de sens la Charte du 4 mars, composée de pièces et de morceaux, « qui ne pouvait avoir et n'avait eu en effet aucun succès ». Heureusement que le François-Joseph ne s'était engagé par aucun serment à la maintenir et « on ne devait la considérer que comme un de ces moyens qu'emploie un monarque pour exécuter sa volonté et qu'il change ou rejette, sans être responsable devant personne que devant Dieu ». — Le 31 décembre 1851, deux patentes impériales abolissaient la constitution et les articles fondamentaux. Par une sorte de pudeur, on parlait encore de lois organiques que l'on établirait progressivement, « de manière à répondre aux besoins des différents peuples et à permettre au souverain de garantir la paix intérieure et extérieure ainsi que l'unité et la puissance de l'état [1] ». Ces vagues promesses ne trompèrent personne.

Le nouveau régime livrait aux absolutistes une autorité illimitée et supprimait les dernières apparences de vie locale. Bien que les assemblées communales eussent été dépouillées de la plupart de leurs attributions, la pensée seule de recourir à une consultation des habitants, avec quelque soin qu'eût été trié le corps électoral, inspirait au gouvernement une aversion insurmontable et il ne se décida à publier une loi municipale qu'après la guerre d'Italie. Jusque-là il laissa en fonctions les municipalités existantes, à condition bien entendu qu'elles se soumissent à ses ordres. Les comités consultatifs de cercles et de provinces, auxquels les Patentes impériales faisaient aussi allusion, ne furent naturellement de même organisés nulle part et le pouvoir fut définitivement concentré entre les mains

1. Tcherny, p. 772.



des agents du ministère, affranchis de tout contrôle.

Les modifications administratives introduites par la patente du 31 décembre 1851 eurent pour objet de faciliter la surveillance des autorités centrales et d'établir une hiérarchie rigoureuse. Si le système collégial fut rétabli dans une certaine mesure, les questions politiques demeurèrent réservées au gouverneur et, sous ses ordres, aux chefs de cercles et aux présidents de districts. On les avait déchargés d'une partie de la besogne quotidienne, sur laquelle ils gardaient d'ailleurs toujours la haute main, pour qu'ils fussent libres de se consacrer à la direction générale et suivissent de plus près l'exécution des ordres venus de Vienne. Les tribunaux du premier degré avaient été supprimés et leurs fonctions étaient déléguées aux présidents de districts, qui étaient en même temps chargés de percevoir l'impôt. Cette accumulation des pouvoirs entre les mains d'un seul fonctionnaire faisait de lui un véritable tyran devant lequel les paysans vivaient dans une terreur continue. Ils auraient peut-être trouvé quelque appui dans les grands propriétaires qui eussent difficilement accepté cette tutelle : — les anciens domaines nobles ne firent pas partie du groupe communal et relevèrent directement des chefs de cercles; par un surcroît de précaution, les villes de quelque importance, où il était à craindre qu'une opposition ne se constituât, furent soumises à la Lieutenance.

Les gardes nationales avaient été supprimées (22 août 1851). La Police, séparée du Ministère de l'Intérieur (25 avril 1852), dépendit d'un directeur général qui étendit sur l'ensemble de la monarchie le réseau de ses inspections. La justice fut réorganisée de manière à assurer au ministre la haute main sur les tribunaux. Le jury disparut, les débats eurent lieu à huis clos; cependant quelques personnes étaient autorisées à assister aux débats, si le prévenu le demandait et que le tribunal y consentît; si l'accusé était trop visiblement innocent, la cour avait le droit de *le renvoyer des fins de la plainte faute de preuves suffisantes,* ce

qui laissait peser sur lui une suspicion grave et justifiait les rigueurs ultérieures de la police.

La loi sur la presse du 27 mai 1852 et l'ordonnance de procédure criminelle du 29 juillet 1853, qui marquaient un recul très sensible, non seulement sur le projet qui avait été préparé pendant la Révolution de 1848, mais même sur le code de 1803, « furent le solide rempart destiné à protéger le gouvernement contre les sujets et l'Autriche contre le progrès »[1]. Les termes de la loi étaient si vagues et la liberté d'appréciation des juges si large qu'ils disposaient en réalité d'un pouvoir discrétionnaire ; les condamnés politiques étaient soumis au même traitement que les criminels de droit commun. Précautions superflues d'ailleurs : on ne mesura la rigueur draconienne de la loi sur la presse qu'une dizaine d'années plus tard, quand, après le réveil politique, elle fut appliquée par Schmerling. Sous le ministère de Bach, le gouvernement la laisse dormir, parce qu'il n'y a plus d'autres journaux que les feuilles officieuses.

Aucun périodique, — c'est-à-dire aucun écrit paraissant au moins une fois par mois, — ne peut être publié sans autorisation préalable; on exige du directeur de tout journal politique ou religieux un cautionnement de 5 à 10,000 florins; il doit remettre chaque numéro chez le directeur de la police et le procureur impérial une heure avant la mise en vente ; il est tenu de publier immédiatement les communiqués officiels qu'il reçoit; tout journal qui suit une ligne dangereuse est supprimé après deux avertissements ; un article non inséré peut être l'objet de poursuites, si seulement il a été envoyé à l'imprimeur ; la police a toujours le droit d'interdire les livres et les journaux étrangers. — Aucune association ne peut se constituer sans l'approbation du ministère, et il prononce sans appel la dissolution des cercles qui lui semblent suspects (28 nov. 1852); les réunions doivent être annoncées à la police qui s'y fait représenter par un de ses agents.

1. Unsere Zeit, VIII : l'Autriche depuis 1852 jusqu'au traité de Paris. V. aussi, III, une étude sur Bach.

Le gouvernement avait les mains libres : il n'était pas seulement le maître, il était seul. Il avait supprimé les nations; il n'y avait plus ni Allemands, ni Magyars, ni Slaves, mais un régiment surveillé de près par des adjudants qui exécutaient sans discussion les ordres d'un état-major tout-puissant.

Quand les coryphées de la réaction eurent ainsi, dans un accès de manie des grandeurs, tout sacrifié à leur omnipotence, ils ne surent qu'en faire et, épuisés par leur triomphe, leur ambition se borna, non pas à user de l'autorité qu'ils avaient conquise, mais à ne pas la laisser contester. Il est possible qu'il n'en eût pas été ainsi si Schwarzenberg avait vécu encore quelque temps, en ce sens qu'il eût sans doute continué au-dehors ses exploits de casse-cou. Sa mort (avril 1852) ajourna la catastrophe qu'auraient rapidement provoquée ses insolences : il n'avait jamais été qu'un joueur heureux et la fortune lui était demeurée fidèle jusqu'au bout : il fit Charlemagne au bon moment.

Son successeur, Buol-Schauenstein, qui n'avait rien d'un fier-à-bras, s'appliqua péniblement à liquider avec aussi peu de fracas que possible la succession litigieuse qu'il recevait : sa politique fut conciliante jusqu'à la faiblesse et réservée jusqu'à l'abdication. Il avait assez de flair pour sentir la fragilité d'un édifice qui ne reposait que sur la violence et qui, à la moindre secousse, menaçait ruine. Le parti militaire en revanche, qui remplaçait par une fatuité outrecuidante les qualités indispensables qui lui manquaient, n'abdiqua rien de ses prétentions et elles s'exercèrent à l'intérieur avec une intransigeance d'autant plus rogue que ses succès à l'étranger étaient plus modestes. Bach, qui avait reçu la vice-présidence du cabinet, sous la direction immédiate de l'Empereur, comprenait ce qu'il y avait d'anormal dans la prolongation d'un régime qui jetait dans la même opposition irréductible les classes les plus diverses. Il est arrivé souvent que le despotisme a été accepté sans colère, et il n'est guère contestable qu'à ce

moment même Napoléon III était populaire. C'est qu'il donnait satisfaction à quelques-uns des désirs essentiels de la nation et que son règne était signalé par un prodigieux développement de la prospérité économique. Le ministre autrichien se rendait compte qu'un certain degré d'oppression, en paralysant les forces actives, entretient une anémie dangereuse et il n'eût pas été éloigné de chercher une réconciliation avec le pays. Il fit préparer des chartes provinciales (1854), très timides, viciées suivant la coutume autrichienne par des calculs électoraux destinés à transformer les minorités en majorités. Elles auraient eu du moins l'avantage de relever l'esprit public, de ramener un peu d'air respirable, de faciliter aussi certaines réformes matérielles. Le Conseil d'Empire jugea ces concessions imprudentes, demanda des explications; les projets de Bach traînèrent de bureau en bureau, pendant des années, finirent par être oubliés. Comme Meyer, un de ses principaux collaborateurs, s'étonnait qu'il eût accepté si longtemps cette situation humiliante; le ministre lui répondit qu'à plusieurs reprises, il avait demandé à se retirer; il n'avait consenti à conserver ses fonctions que parce qu'il avait la conviction absolue qu'après son départ « de graves tempêtes s'abattraient sur la monarchie ».

Il n'est pas impossible qu'il y ait eu dans ses paroles une part de sincérité. Bach manquait absolument de caractère, non d'intelligence; il avait groupé autour de lui des hommes très distingués, il savait les employer chacun dans le poste qui lui convenait et il obtenait de leur dévouement un travail actif; il avait des connaissances étendues et plusieurs des règlements techniques qu'il a édictés sont remarquables. Il n'avait aucune illusion sur la valeur des généraux qui entouraient l'Empereur et il était naturel qu'il crût de son devoir de ne pas les laisser maîtres d'agir à leur guise. Seulement, du moment où il cédait sur les points essentiels, son intervention était sans valeur et il se compromettait sans profit pour la monarchie.

Les hommes qui dirigeaient à ce moment l'esprit du



maître, échappent en grande partie à notre jugement, puisque aucun document ne nous renseigne sur leurs intentions et leur psychologie. Leurs actes suffisent pour révéler leur incurable médiocrité. Quand la Prusse, pendant la guerre de Crimée, envoya à Vienne un attaché militaire actif et intelligent, Hohenlohe, il n'eut besoin que de quelques mois pour s'apercevoir que cette immense machinerie, encombrante et coûteuse, ne donnait qu'un rendement dérisoire; ses rapports expliquent en partie le revirement de la cour de Berlin qui, dès lors, se montre sournoisement hostile. Juste expiation d'ambitions irréfléchies : l'armée était sortie de ses attributions en prétendant gouverner le pays ; elle s'enlisait à son tour dans les marais de la bureaucratie et du pédantisme formaliste.

Les ministres et les administrations se renvoyaient réciproquement la responsabilité de la cachexie qui gagnait peu à peu l'Empire, et leurs accusations étaient également fondées. Ils vivaient au jour le jour, sans risquer un mouvement, dans la crainte perpétuelle que la plus légère commotion n'amenât une catastrophe. Ils n'osaient même pas toujours tenir la main à l'exécution des règlements qu'ils lançaient à grands coups de fanfares. Ils avaient assez peu de confiance dans leurs fonctionnaires, et on ne saurait s'en étonner, car la moyenne des gens qui consentaient à servir une telle politique n'avaient qu'une valeur morale assez mince; soumis à des règlements minutieux et humiliants, transportés suivant le caprice de leurs supérieurs dans les régions les plus opposées, sans espoir en général d'arriver aux postes supérieurs, ahuris par des circulaires diffuses, amphigouriques et contradictoires, les employés accusaient réception des ordonnances officielles, les cataloguaient méthodiquement et en remettaient l'exécution à la Providence. Les chefs de service fermaient les yeux, parce que, s'ils eussent exigé l'observation rigoureuse de leurs décrets, ils se fussent heurtés à des complications inextricables. Ils vivaient ainsi dans un perpétuel mensonge ; ils avaient combiné un système administratif ingé-

nieux et bien agencé; seulement il ne mordait pas sur le pays. Ils avaient résolu le difficile problème d'opprimer sans gouverner.

Les éléments militants ne représentent jamais qu'une infime minorité. Mais ce qui rendait en Autriche l'opposition redoutable, c'est que les vainqueurs n'avaient pas su se constituer de parti. On les subissait, avec plus ou moins de répugnance, suivant les tempéraments; ils n'avaient nulle part de défenseurs. En face de l'hostilité universelle, la police redoublait de rigueur, et l'activité que l'on recherchait vainement ailleurs se concentrait dans ses bureaux. Dans les provinces surtout et en particulier en Bohême, la terreur resta à l'ordre du jour jusqu'en 1859. D'abord, pendant de longs mois, la commission militaire des Hratchany avait continué ses exploits, prononcé les condamnations à la douzaine : — condamné, un écrivain qui avait jugé peu favorablement Louis Napoléon; condamné, un prévenu dans la maison duquel on avait trouvé des journaux démocratiques; un tel avait conservé un vieux fusil ou un sabre rouillé, — trois mois de prison; un autre avait répandu les œuvres de Havlitchek, — six semaines de détention. Le ministère affirmait qu'il était impossible de se passer des châtiments corporels en Hongrie : pour ne pas violer le principe fondamental de l'unité de l'Empire, on les introduisit dans les pays occidentaux; on appliquait 50 coups de bâton aux hommes, on fouettait les jeunes gens et les femmes. Les cafés, les brasseries, les promenades étaient remplis de mouchards; une terreur nerveuse hantait les esprits affolés par cette incessante persécution. — « On vous a éloigné de la patrie, écrivait Pinkas à Havlitchek, mais pour nous, on a changé la patrie en prison. La Bohême est attachée sur un lit de tourments..... Dans la situation actuelle et avec ces lois illégales, la population ne comprend que deux classes, les esclaves et les malfaiteurs. » Il fallait vraiment un excès de misère pour amener à un tel degré d'exaspération un homme aussi modéré et aussi ennemi de toute rhétorique!

Il suffisait de connaître Palatsky pour être exposé aux menaces et aux vexations [1]. Les patriotes qui ne se renfermaient pas dans un silence absolu étaient aussitôt suspects à la fois à la police qui flairait en eux des révolutionnaires et à l'opposition près de laquelle ils passaient pour des agents provocateurs. — Je ne vois personne, écrit à Erben un des fidèles de la cause tchèque. — Il en est de même ici, lui répond Erben; pour éviter mille sortes d'ennuis et quelquefois pis, il faut s'enfermer en soi-même, n'aller nulle part, n'avoir confiance en personne; suivant l'ancien proverbe, il faut toujours, sauf preuve du contraire, supposer le mal. Laissons cela, on ne saurait en écrire sans danger [2]. — Il sollicitait un poste d'archiviste : il avait des titres éminents et il était protégé par le ministre Thun; sa demande n'en fut pas moins écartée : « on n'avait pas besoin de ces gens qui ne veulent pas renoncer à leurs fantaisies nationales. » Aucun des hommes qui avaient été mêlés aux événements de 1848 n'échappait aux persécutions : Strobach, l'ancien bourgmestre de Prague et l'ancien président du Parlement, était destitué parce que le tribunal qu'il présidait avait acquitté un ivrogne accusé d'avoir prononcé des paroles malsonnantes pour l'Empereur; Thun refusait à Rieger le droit de faire un cours à l'Université, parce que les étudiants chercheraient en lui un chef politique et non un professeur; le médecin Hamernik, élève et émule de Chkoda et de Rokytansky, était brutalement destitué, parce que ses sentiments politiques et religieux étaient suspects.

La presse tchèque n'était plus représentée que par deux ou trois journaux scientifiques; le gouvernement les voyait de mauvais œil et il eût voulu supprimer la Société du Musée bohême et la Société des Sciences, coupables d'en-

1. Il ne va nulle part, écrit Erben encore en 1854, et il ne parle à personne; il m'a dit expressément qu'il agissait ainsi pour ne pas mettre dans une situation pénible les gens dont on saurait qu'ils sont en relations avec lui. Il est heureux cependant, bien qu'étonné, quand quelqu'un lui rend visite et ose entrer en contact avec le proscrit de l'opinion publique actuelle.

2. Brandl, vie de Erben, p. 50.

tretenir une certaine curiosité d'esprit. Le directeur de la police à Prague, Sacher-Masoch, qui avait des motifs particuliers de haine contre les Slaves, servait fort adroitement les intentions de ses chefs. « La nature, a écrit Springer dans ses Mémoires, révélait à première vue en lui la laideur de son âme; couturé de petite vérole, louche, la barbe broussailleuse, il avait les mouvements sournois d'un fauve. » Son triomphe consistait à pousser à bout ses adversaires, de manière à les forcer à se découvrir. Comme il ne manquait pas de lettres, il réussit sans trop de scandale à se faufiler dans le Comité du Musée et, une fois dans la place, il s'attacha à préparer la ruine de la Compagnie. Palatsky, qui en avait été le véritable fondateur et en était demeuré l'âme, fut écarté de la commission, et pas une seule voix n'osa se porter sur lui. Cette preuve de docilité fut mal récompensée; à chaque instant arrivaient des observations, des reproches : — la Société était sur une voie périlleuse, elle marchait à l'abîme! Quelques remarques de Pourkynié sur la situation de la Bohême, au point de rencontre des mondes germanique et slave, furent prises en mauvaise part et faillirent aboutir à un décret de dissolution. Suivant les injonctions de la loi, le Comité du Musée avait présenté ses statuts au ministère et en avait sollicité l'approbation; sept ans après, en 1859, il n'avait pas encore de réponse. En 1860, il s'enhardit jusqu'à rappeler que le moment serait peut-être venu de régler la situation : cette audace parut imprudente à ses amis; mieux valait faire le mort, ne pas attirer l'attention d'en haut.

La Matitse était plus menacée encore: sa situation n'avait jamais été absolument régulière et elle était fort mal en cour. Elle n'échappa à la suppression que grâce à la plus extrême prudence. Pogodine lui demandait de publier les œuvres de Hus. — Où avez-vous l'esprit? lui répondait Chafarjik. Des écrits contre Hus, si vous voulez. Laissons reposer les morts. Hus ne nominetur quidem, aut uratur denuo. — Avant d'éditer une géologie de Krejtchi, elle la

faisait revoir à plusieurs reprises et la soumettait à la censure de plusieurs théologiens, pour être sûre qu'elle ne renfermât rien de contraire aux doctrines de l'Église [1]. Quand Rieger et Palatsky lui parlèrent d'entreprendre enfin la publication de cette Encyclopédie tchèque dont il était question depuis un demi-siècle, elle leur fit observer « qu'avec les lois actuelles sur la presse, il ne lui paraissait pas sage d'accepter ce projet ». « Il semblait que le sol chancelât sous nos pas », disait plus tard Tomek à l'assemblée générale. Les habitants, désireux de ne pas avoir d'affaires avec la police, s'éloignaient des œuvres patriotiques; les annales du Musée enregistrent de 1854 à 1860 six adhésions nouvelles, une par an en moyenne; les rangs des militants s'éclaircissaient; ceux qui tombaient, usés par la maladie, l'âge ou la fatigue, n'étaient pas remplacés : « Encore un des nôtres disparus, écrivait Erben, et ces infâmes qui s'étalent maintenant partout, le diable les respecte; sans doute il a peur qu'ils ne continuent leurs intrigues même dans les enfers. »

Le mariage de l'Empereur en 1854 donna lieu à quelques mesures de clémence, parcimonieusement mesurées; la politique générale ne fut modifiée en rien [2]. Les proscrits qui avaient été autorisés à revenir à Prague, ne firent guère que changer de prison. Sladkovsky, pour gagner sa vie, voulait ouvrir un magasin de charbons : — le nom de Sladkovsky sur une enseigne! — On lui refuse l'autorisation. — Fritch avait groupé autour de lui quelques jeunes littérateurs et ils préparaient un recueil de vers : il ne faisait pas de politique, songeait seulement à réveiller les esprits, voulait ouvrir la littérature tchèque aux influences occidentales : comment eût-on supporté un tel dessein,

1. Tieftrunk, Histoire de la Matitse, p. 169. — Malgré l'unanimité des avis favorables, la majorité crut prudent d'ajourner la publication.

2. Il y a à ce moment en Europe une sorte d'émulation entre les diverses gents policières; de Paris à Vienne, en passant par Dresde et Berlin, c'est à qui appliquera avec une sottise plus brutale des règlements plus absurdes. Il est visible que les exploits des coryphées de la réaction prussienne inspirent alors aux instruments de Bach une admiration malsaine.

alors qu'on regardait comme séditieux de prononcer le nom de Heine! — Que Fritch prenne garde, disait une lettre officieuse; s'il continue, il se trouvera bientôt de nouveau dans une forteresse. Les directeurs de la police et de la presse, Muth, Weber, Paumann, voyaient un conspirateur dans quiconque se permettait d'écrire en slave. — Je ne vois vraiment pas pourquoi vous prenez toute cette peine, disait Weber à Fritch; je ne vous en donne pas pour six ans avant qu'il n'y ait plus un coq qui chante dans votre littérature bohême [1]. — Vous êtes ici sur un sol allemand, lui disait-il une autre fois, et vous devez obéir aux lois allemandes. — Fritch avait l'intelligence rebelle, on l'envoya en Transylvanie. Il le méritait, il s'était refusé à admettre que le peuple tchèque fût pour toujours scellé dans le tombeau!

Là, en effet, était bien le nœud de la question. La situation du ministère demeurait instable et ses succès incertains tant que les peuples n'avaient pas définitivement abdiqué leur individualité. Où Joseph II avait échoué, Bach réussirait-il? Les circonstances étaient aussi peu favorables que possible. La révolution avait beau être vaincue, ses défenseurs n'avaient pas abjuré leur foi, et les idées de nationalité et d'indépendance fermentaient dans les pays les plus éloignés. Quand l'Empereur philosophe au XVIIIe siècle s'était essayé à plier à des lois communes les diverses populations de la monarchie, le sacrifice qu'il réclamait était relativement facile, elles n'avaient plus ni tradition littéraire ni souvenirs de gloire, et il leur offrait en échange la liberté de conscience, l'abolition du régime féodal et une civilisation supérieure. Pourtant elles avaient repoussé le marché! Et maintenant, après un demi-siècle d'efforts héroïques pour reconstituer leur passé, quand elles étaient portées par le courant général des idées en Europe, elles se contenteraient pour compensation du suicide qu'on exigeait d'elles, de la loi sur la presse et des

1. Fritch, IV, 473.



gendarmes! Bach, plus perspicace que Weber, ne jugeait pas l'opposition si près de désarmer; il appela à la rescousse le clergé qui lui offrirait peut-être l'appui moral dont il avait besoin.

*
* *

Il rentrait par là dans la vieille tradition habsbourgeoise. Seulement quand, au XVII[e] siècle, les Empereurs prenaient la tête de la croisade catholique, ils imposaient leur tutelle à l'Église qu'ils servaient; aujourd'hui, les rôles étaient changés, et il était naturel que la Curie, dont on sollicitait l'appui, dictât ses conditions. Bach était d'avance résolu à les accepter sans discussion: « en Autriche, disait-il à un de ses confidents, Meyer, la seule politique intérieure sage est celle qui est favorable au catholicisme. La monarchie n'a, en effet, que deux garanties solides de son unité, la dynastie et la religion. Or, la dynastie n'est une garantie qu'en tant que l'on maintient intact dans le cœur des peuples la piété filiale pour le souverain et on ne peut y arriver qu'en cultivant le sentiment religieux. D'ailleurs, chez les populations animées d'une piété sincère, les rivalités de races et les hostilités nationales s'effacent, puisque les fils d'une même Église sont tenus d'avoir les uns pour les autres une amitié fraternelle [1]. » — Un jour, le même directeur, Meyer, arrivant dans le cabinet du ministre, qui était en conférence avec un évêque, trouvait grandes ouvertes les portes d'audience; l'étiquette, lui disait ensuite son chef, prescrit de recevoir ainsi les princes régnants, et qu'est-ce qu'un petit prince allemand en face d'un évêque? L'un est un zéro pour nous, l'autre est une puissance publique. — Machiavélisme enfantin et combinaisons imprudentes! D'abord, l'Église est exigeante, et, comme le

1. Meyer, I, p. 378.

moment arrive vite où on est obligé d'arrêter ses envahissements, il est difficile de garder longtemps son appui. Puis, elle ne poursuit jamais que ses propres intérêts et, si elle s'unit volontiers aux victorieux, elle ne se solidarise pas avec les vaincus; Bach lui-même en fit l'expérience. Enfin, le joug qu'elle impose aux peuples leur paraît vite intolérable et l'oppression cléricale en Autriche acheva d'exaspérer l'opinion.

La constitution du 4 mars 1849 avait donné aux évêques des gages suffisants pour qu'ils n'hésitassent plus dès lors à se jeter dans la mêlée. La conférence ecclésiastique de Vienne (1849) condamnait « le délire maladif qui, voyant un ennemi dans tout voisin qui parle une autre langue, met le feu à sa propre maison pour nuire à ce voisin, et la lutte bestiale des races qui est une honte de l'humanité et un scandale devant Dieu »; cet attachement exclusif à la langue maternelle est un reste du paganisme, « car la différence des dialectes est un legs du péché et de l'abandon de Dieu ». — Une pastorale lue dans les églises de Prague, développait les mêmes idées : — le manifeste des démocrates allemands qui prêchent l'athéisme, disait-elle, ouvrira sans doute les yeux à bien des égarés; mais à côté de l'impiété ouverte, d'autres erreurs guettent les fidèles, au premier rang, le nationalisme, qui est une négation du Christianisme, qui a apporté le salut à l'humanité entière; puis, la théorie qui refuse à l'Église sa légitime influence sur l'école, car la science dirigée contre la Révélation est funeste. Non pas que l'Église soit hostile à la liberté! Elle n'en supprime que les dangers : « Quiconque est pour l'Église, jouit d'une liberté complète »; il est juste seulement de respecter aussi la liberté du souverain qui choisit dans sa seule initiative le moment où il convient d'affranchir ses peuples. —

Contre les impatients et les agités, le clergé offrait à l'Empereur son appui, à condition qu'il renonçât à la « doctrine pernicieuse de l'omnipotence de l'État qui contenait en germe la Révolution ». — Quel est, en effet, écri-



vait un des apologistes du Concordat, le véritable coupable de la catastrophe de 1789, sinon Louis XIV? Quand, par la déclaration de 1682, il s'empara du pouvoir spirituel, il jeta dans le clergé un germe de corruption et enleva à l'Église la force qui lui eût permis de résister à la populace. Les conséquences de la politique de Joseph II, qui s'inspirait des mêmes doctrines, n'ont pas été moins déplorables : « il est incontestable qu'en 1848, le clergé inférieur en Autriche avait peu de zèle, suivait peu exactement la discipline et, à part quelques exceptions glorieuses, trahissait une extrême tiédeur ; les prélats de leur côté montraient une foi languissante et se conduisaient bien moins comme des serviteurs de Dieu que comme des fonctionnaires publics. Aussi le clergé n'a-t-il eu pendant l'orage qu'une action très faible sur le peuple. » Il faut rompre avec ces errements lamentables, rendre à l'Église une complète autonomie et lui donner les moyens d'étendre sa puissance morale sur les esprits. Il est évident que cela implique la reconnaissance officielle de la religion ; les sophistes qui réclament le respect égal de toutes les convictions, ne sont que des anarchistes qui demandent au roi de traiter avec la même bienveillance ses ennemis nés et ses défenseurs naturels. — « Celui pour qui la foi n'est pas un vain mot, est bien obligé d'avouer que l'État, aussi bien que chaque individu, ne peut pas ne pas se rattacher à une confession déterminée. Comment dès lors lui reprocher de se déclarer sincèrement dévoué à l'Église ? »

Les ordonnances d'avril 1850 apportèrent aux évêques de nouveaux témoignages de la bonne volonté du gouvernement ; elles leur reconnaissaient une autorité absolue sur leur clergé et leur attribuaient la haute surveillance de l'instruction publique. Les prélats s'appliquèrent d'abord à éliminer les éléments d'opposition qui s'étaient glissés dans les rangs de leurs subordonnés. — On nous parle de la liberté des évêques, disait Havlitchek, mais cette liberté des évêques, c'est la servitude du clergé inférieur et des fidèles. Quelle réforme est-il permis d'attendre désor-

mais? L'introduction des Ligoriens et des Jésuites, la persécution des prêtres libéraux et patriotes, la fondation de petits séminaires où l'on pliera dès la première heure les esprits à la soumission. — Ses craintes furent vite réalisées.

Parmi les prêtres qui, en 1848, avaient été activement mêlés au mouvement national, un des plus ardents et des plus populaires avait été un des disciples de Bolzano, le directeur du séminaire vende à Prague, Nahlovsky. Il avait organisé des conférences ecclésiastiques où l'on discutait la réforme de l'Église, et une quarantaine de prêtres y avaient pris part (mai 48); ce n'était pas un révolté et il n'avait rien voulu faire que de l'aveu de ses supérieurs. Il n'en avait pas moins suscité des haines implacables; il fut forcé de quitter Prague et mourut quelque temps après, le cœur brisé (1853). Presque tous ceux qui l'avaient secondé, furent destitués, envoyés en disgrâce dans des postes perdus ou chassés de l'Église. On lisait dans les chaires une sentence violente d'excommunication contre le moine Augustin Smétana qui, poursuivi par des rancunes farouches, s'était résigné à se séparer de Rome plutôt que de trahir ses convictions.

La Bohême était un mauvais terrain pour le cléricalisme, et les traditions populaires se liaient trop étroitement à la cause de la liberté de conscience pour que la croisade noire n'y suscitât pas une opposition acharnée. Sur aucun point Havlitchek n'était en communion plus intime avec la majorité de la nation que quand il opposait aux ambitions ultramontaines le Christianisme, — le vieux Christianisme, si vieux que beaucoup l'ont complètement oublié, bien qu'ils soient investis de hautes dignités; — quand il flétrissait les bigots qui cherchaient à rendre supportable par la perspective du ciel le séjour sur cette terre qu'ils avaient transformée en enfer, et les cafards qui voyaient dans la religion une police à bon marché. On retrouve dans ses admirables Lettres de Koutna-Hora, à côté des réminiscences des Frères Bohêmes, des souvenirs constants de



Voltaire et même de Rabelais. L'ennemi qu'il dénonçait, c'était l'intolérance et l'oppression : — Dussé-je y perdre le renom de bon catholique, ni le cœur ni la raison ne me permettent de confesser qu'il n'y a qu'une religion de vraie. Toutes les croyances sont également vraies, si elles sont sincères. Aucun homme de cœur, protestant ou païen, mahométan ou athée, ne rira de la vieille femme qui donne ses quatre sous pour racheter quelques âmes du purgatoire; il éprouvera même une intime consolation, parce qu'elle fait acte d'amour et de charité. Quel homme d'honneur au contraire ne s'indignera pas contre les fourbes qui, sans partager cette crédulité naïve, répandent la sottise et exploitent la bonté? La foi sincère et simple m'est sacrée, même quand je la tiens pour déraisonnable, et le temple ne renfermât-il que des idoles, je ne me crois pas permis de le renverser : le pauvre paysan qui, dans son humble confiance dépose son obole au pied de son fétiche, mérite le respect. Mais je n'ai que du mépris pour ceux qui s'engraissent de ses offrandes et racontent ensuite à leurs dupes que les Dieux les ont reçues.

— Vous m'accusez de blasphème et d'impiété : les véritables blasphémateurs, c'est vous, qui avez corrompu la loi du Christ; vos prédécesseurs, les pharisiens, commencèrent par sacrifier le Sauveur et essayèrent d'étouffer ses doctrines; quand ils eurent reconnu la vanité de leurs efforts, ils adoptèrent une autre tactique et embrassèrent eux-mêmes la religion qu'ils avaient proscrite, ils eurent soin seulement de n'en garder que le nom et la vidèrent de sa moëlle et de sa substance; ils s'en servirent pour supprimer la raison et, en prenant le titre de chrétiens, ils proscrivirent les fidèles disciples du maître. Voilà vos modèles. Jésus vous avait ordonné d'être les serviteurs du peuple, et vous avez fait du peuple votre esclave. Jésus vous avait enseigné que le Bon Pasteur donne sa vie pour ses brebis, et vous forcez vos brebis à sacrifier leur vie pour leurs pasteurs. Avec vos robes chamarrées, vos chapeaux extraordinaires et vos cérémonies incompréhensibles, vous

essayez de donner le change et d'effacer la pensée du Christ. A la place de sa parole, vous avez introduit les cierges, le latin, les étoles, les huiles saintes, le célibat, l'obéissance passive, les Ligoriens, les subtilités dogmatiques, les miracles absurdes, les vendeurs d'orviétan, et si le Crucifié redescendait sur la terre, il serait obligé de vous chasser de nouveau du Temple à coups de fouet : « Cette maison était la maison de mon Père, et vous en avez fait une caverne de voleurs. » A ces renégats qui compromettaient et déshonoraient la cause qu'ils prétendaient servir, il opposait les véritables apôtres du Christ et surtout Hus, le plus fidèle ami du peuple tchèque, « son père, le martyr qui a payé son amour pour la liberté et la justice de ce que l'homme a de plus cher, sa propre vie ».

Ces pamphlets, qui étaient si merveilleusement appropriés aux lecteurs à qui ils s'adressaient et qui ont vraiment fondé dans le royaume le culte du martyr de Constance, ont pendant longtemps ralenti en Bohême la propagande cléricale et, aujourd'hui encore, il n'est guère de pays en Autriche où l'action du clergé ait moins profondément pénétré les masses. Mais, s'ils rendaient odieuse la domination de l'Église, ils n'arrêtaient pas les conquêtes progressives de l'épiscopat. Dans le marché qu'ils avaient conclu avec la réaction, les évêques observaient loyalement leurs engagements; mais, de même qu'ils soutenaient le gouvernement contre les partisans de la liberté politique, ils exigeaient qu'on frappât sans pitié les rebelles qui ne reconnaissaient pas l'autorité morale de l'Église et se réclamaient de la doctrine de la liberté de la science, « qui n'est qu'une idée fausse, issue d'une série de conceptions erronées ». Quiconque refusait de courber la tête était frappé. Hanouch, professeur de philosophie à l'Université de Prague, très modéré, très prudent, dont le talent était universellement respecté, était suspendu de ses fonctions, parce que, disait Thun, « l'école à laquelle il appartient, l'Hégélianisme, a contribué essentiellement par ses idées fondamentales et par le développement qu'elle leur donne, à

répandre les théories subversives, dont l'effet déplorable pour la foi chrétienne et pour l'État a été suffisamment démontré par les plus récents événements ».

L'Église romaine se vante d'être immuable, et, dans un certain sens, elle a raison, puisqu'elle a toujours poursuivi la domination et que les détails même de son programme ne varient guère. Elle veut d'une part être seule maîtresse chez elle, c'est-à-dire échapper à la moindre ingérence étrangère, diriger à son gré l'instruction de ses prêtres et les courber sous l'autorité indiscutée de leurs supérieurs; elle réclame ensuite la haute main sur l'instruction publique, et elle exige enfin la juridiction suprême dans les questions matrimoniales, ce qui lui ouvre une source de gains presque inépuisable et lui garantit une influence prépondérante sur la société civile. Les débats, qui, depuis le plus ancien moyen-âge, ont mis aux prises les pouvoirs temporels et spirituels, ont toujours porté sur un de ces trois points. Les évêques avaient rapidement réussi par une série d'empiétements successifs à faire sanctionner leurs principaux désirs et ils jouissaient en pratique des prérogatives qu'on leur contestait encore en droit. Le Concordat de 1855 compléta leur triomphe en codifiant en quelque sorte leurs conquêtes antérieures et en donnant le caractère d'un traité à ce qui n'était auparavant qu'une concession gracieuse du souverain.

Springer, dans ses Mémoires, raconte que Bach et Thun étaient visibles chaque matin à Saint-Michel : « l'un à droite s'agenouillait devant le Crucifix, l'autre à gauche, devant la statue de la Vierge, et, pour conquérir leurs bonnes grâces, il était sage de s'agenouiller à côté d'eux. » — C'est là un de ces tableaux symboliques dans lesquels la légende populaire ramasse les faits et les fausse. Bach, quelque prix qu'il attachât à la collaboration du clergé, s'effraya plus d'une fois de ses exigences, et quant à Thun, nous savons de la manière la plus formelle que la Curie le considérait comme un adversaire et qu'elle essaya à plusieurs reprises de se débarrasser de lui. Seulement, ils

étaient évidemment l'un et l'autre en mauvaise posture pour discuter un traité avec Rome, Bach sans caractère et sans autorité, Thun très pieux, également hantés par le spectre révolutionnaire. Autour d'eux, aucun allié. Les généraux, dont beaucoup n'aimaient guère « la prêtraille », se défiaient des bureaucrates et ne voulaient pas leur ménager l'alliance des cléricaux et de la haute noblesse dont l'influence occulte les inquiétait. La campagne fut très adroitement menée par Rauscher, en grand crédit à la Cour, dont l'insinuante et souple pression arrachait à la piété du jeune souverain les concessions qu'aurait peut-être refusées l'expérience des ministres.

Le Concordat de 1855 « proclama hautement, en face de l'Europe, la doctrine de l'État chrétien » (Rauscher). — La suprématie de l'Église catholique est nettement reconnue et tous les points qui n'ont pas été prévus par le traité seront réglés conformément à ses doctrines et à sa discipline ; elle jouira des droits et prérogatives qui lui appartiennent en vertu de l'ordre établi par Dieu et les lois canoniques. Le souverain nomme les évêques, après avoir entendu les autres membres de l'épiscopat, en particulier ceux de la province intéressée : il n'exerce plus ensuite aucune autorité sur eux; ils communiquent librement avec Rome et avec leurs fidèles, désignent leurs vicaires généraux, proposent pour les cures vacantes trois candidats, entre lesquels le gouvernement choisit; ils exercent sur leurs subordonnés un pouvoir disciplinaire illimité. Ils fondent librement des petits et des grands séminaires, qui demeurent sous leur surveillance exclusive; ils confirment les professeurs des facultés de théologie, surveillent leur enseignement et leur retirent leurs fonctions, s'ils le jugent nécessaire.

Le clergé forme une caste privilégiée. — Vu les circonstances, Sa Sainteté consent à ce que les juges séculiers connaissent des causes civiles des clercs et elle ne s'oppose pas à ce que les ecclésiastiques poursuivis pour crimes ou délits de droit commun soient déférés devant les tribunaux

ordinaires. Ces tribunaux préviendront immédiatement l'évêque et, s'il le désire, lui communiqueront les pièces du débat. On ne procédera à l'arrestation d'un oint du Seigneur qu'avec les formes qu'exige le respect de la condition cléricale; les tonsurés, condamnés à la détention, ne seront pas confondus avec le commun des prisonniers; s'ils sont frappés pour un simple délit, ils subiront leur peine dans une maison religieuse. — L'État reconnaît en principe la franchise des clercs en matière d'impôt; il les ménagera dans la répartition des logements militaires, il respectera le droit d'asile dans la mesure où le permettent les exigences de la justice et de la sécurité publique; il sanctionne les vœux ecclésiastiques et le caractère indélébile de l'ordination.

Il livre au clergé l'instruction publique. « Les jeunes catholiques seront élevés dans les écoles officielles ou privées conformément à la doctrine de l'Église, et les évêques veilleront à ce que, dans aucun genre d'enseignement, il ne s'introduise rien de contraire à la pure morale et à la foi romaine. » Les instituteurs des établissements catholiques seront soumis à l'inspection ecclésiastique : « pour former les enfants, une foi pure est nécessaire; quiconque déviera du droit chemin sera écarté ». Les professeurs dans les écoles catholiques devront être catholiques. Les évêques seront autorisés à flétrir les livres dangereux pour la religion et la morale, et l'Empereur empêchera par les moyens appropriés la diffusion de semblables ouvrages.

Pour édifier sa puissance sur des bases inébranlables, l'Église s'assure ensuite les moyens d'établir solidement sa richesse matérielle : le fonds de religion et d'études, formé sous Marie-Thérèse et Joseph II des domaines confisqués aux couvents, est reconnu propriété du clergé et il sera librement administré par lui; les évêques peuvent appeler dans leur diocèse des congrégations et des ordres conventuels; l'Église reçoit les dons et les legs, à condition que l'administration soit avisée de ses acquisitions nouvelles. Dans les causes matrimoniales, les tribunaux ecclé-

siastiques prononcent sur les questions de validité et de régularité, les tribunaux laïques sur les effets civils, c'est-à-dire que leurs fonctions se réduisent à entériner la sentence de l'Ordinaire. Dans la pratique, la compétence des cours ecclésiastiques s'étendit même aux familles des dissidents, si un des deux époux se convertissait. Il est facile de comprendre les abus qu'entraîna un pareil régime, en particulier dans les régions où les confessions sont mêlées. De toutes les clauses du Concordat, aucune n'a plus contribué à accroître l'influence du clergé; aucune aussi n'a soulevé des plus violentes rancunes.

Quelques polémistes s'amusent aujourd'hui à soutenir que les ministres n'avaient abandonné aucune des attributions essentielles de l'État et que l'hostilité que rencontra le Concordat s'explique par des maladresses d'exécution insignifiantes. Rauscher était plus sincère en avouant qu'il marquait une date dans la vie intellectuelle de l'Autriche, et encore en 1868, dans la discussion de la Chambre des Seigneurs, au moment où il cherchait à atténuer l'importance du traité, il reconnaissait « qu'il avait eu une influence beaucoup plus profonde qu'il n'était permis de l'espérer ». Les catholiques ne dissimulèrent pas leur joie : « c'est un acte vraiment unique dans son espèce, écrivait un contemporain; il annule complètement les prétentions du pouvoir temporel et rétablit le catholicisme dans ses privilèges primitifs depuis longtemps violés [1] ».

Malgré tout, les cléricaux ne regardaient pas le Concordat comme un règlement définitif de comptes, mais comme un point de départ, et ils pensaient que l'Empereur, qui les avait déjà aidés à emporter les tardives résistances de ses conseillers, ne leur retirerait pas son concours quand il s'agirait d'interpréter les clauses de la convention dans le sens le plus favorable à la Curie. — « Je sais très bien, disait-il aux évêques rassemblés autour de lui le 12 avril 1856, quelle solidité donne à la société civile le

1. Studien üb. d. œsterr. Concordat, 1856, p. 41.



lien intime des convictions religieuses. Ce que je vous promets, je le tiendrai avec cette fidélité qui est l'honneur de l'homme et du Prince. Par le Concordat, j'ai rempli mon devoir de souverain et de chrétien; j'ai à cœur de confesser par mes actes ma foi et mon espoir dans Celui par qui règnent les rois ». Ces paroles, dans lesquelles se révèle une ardente sincérité, étaient de nature à justifier les plus hautes espérances des évêques, et ils avaient reçu la promesse formelle, comme Rauscher le déclarait plus tard, que le gouvernement ne prendrait aucune résolution en matière confessionnelle qu'après entente avec Rome.

C'est en vain que l'opinion publique, malgré les précautions de la censure, se prononçait avec une énergie inattendue contre les empiétements de la Curie et que des timorés, tels que Grillparzer, s'effrayaient des progrès de l'intolérance et de la menaçante extension des biens de mainmorte; les ministres n'étaient plus maîtres de résister au torrent qu'ils avaient déchaîné. — L'Empereur s'agite, disait-on, et le père Becks le mène. — Le ministère, incapable de mettre sur pied les lois les plus urgentes, déployait une activité inattendue pour effacer jusqu'aux derniers vestiges du Joséphinisme. Dès 1855, sur 266 directeurs de gymnases, 181 sont des ecclésiastiques et il y a 1380 professeurs ecclésiastiques contre 1411 laïques. L'ordonnance du 19 juillet 1856 fait des chefs des écoles secondaires les humbles représentants de l'évêché et les invite à vivre « dans une entente cordiale avec les professeurs de religion ». Les Jésuites, à qui les prélats témoignaient une confiance spéciale, repoussaient avec hauteur la plus légère ingérence de l'État dans leurs établissements scolaires. Ils signalaient comme dangereuses les réformes de Thun, demandaient que l'on réduisît le temps consacré aux sciences et que l'on rendît purement formel l'enseignement des langues classiques. Quand la Chambre de 1861 se plaignit « que les matières des études eussent été limitées avec un esprit de timidité extrême », Rauscher répondit que la « connaissance plus ou moins

superficielle de l'histoire, de la géographie et des sciences naturelles n'avait pas en elle-même beaucoup d'importance [1] ».

« Il n'y a qu'un despotisme au monde, écrivait Havlitchek en 1850 ; son but est toujours le même, abuser le peuple pour en faire l'instrument de son ambition et de sa cupidité ; mais le pire et le plus dangereux de tous, c'est le despotisme ecclésiastique ». Le Concordat avait été admirablement calculé et il avait fondé la domination de l'Église sur des bases si solides qu'un quart de siècle de luttes et de révoltes ne l'a guère ébranlée depuis. Aucun acte aussi n'a plus contribué à rendre impopulaire le gouvernement de Bach.

Le seul avantage qu'il y trouva fut de fortifier sa situation vis-à-vis de l'Empereur et de déconcerter les intrigues des seigneurs qui minaient son influence. Seulement, il perdait dans le pays le terrain qu'il gagnait à la cour. En Hongrie, les protestants, qui formaient une partie importante de la population, la plus influente et la plus active, sentirent leur aversion redoubler pour des usurpateurs qui, non contents de supprimer les prérogatives politiques du royaume, les menaçaient dans leur conscience. En Bohême, tandis que les libéraux se renfermaient dans une hostilité toujours plus hargneuse, les féodaux s'étonnaient à bon droit que le gouvernement qui restaurait ainsi le passé, s'obstinât à développer un système de centralisation qui n'était après tout qu'une conséquence de l'esprit révolutionnaire. Leurs arguments ne laissaient pas indifférents les évêques qui n'avaient aucune sympathie pour les théories nationales, mais qui redoutaient un rapprochement trop intime de l'Autriche et de l'Allemagne et qui, après avoir obtenu de l'absolutisme ce qu'ils pouvaient en attendre, se demandaient s'ils n'auraient pas intérêt à favoriser un changement de régime qui leur permettrait, en cas de réaction, de conserver leurs avantages au moins dans

1. Wolfsgruber, p. 227.



une partie de l'Empire. Sans doute plusieurs d'entre eux, et à leur tête Rauscher, étaient des centralistes convaincus ; mais la majorité séparait dès lors très nettement les intérêts de l'Église de ceux du parti dominant ; ils l'exploitaient, ils ne s'identifiaient pas avec lui, et ils étaient prêts leur tour, si les circonstances l'exigeaient, à étonner le à monde par leur ingratitude.

De ce côté aussi, la politique du ministère était grosse de déboires : les dévouements intéressés qu'il avait achetés à si haut prix étaient aussi conditionnels et aussi flottants que les haines qu'il avait suscitées étaient tenaces et absolues. Il avait cherché au début à rallier autour de lui ceux des patriotes qui faisaient bon marché de la question politique pourvu qu'on respectât les droits de leur race. Au lendemain du coup d'état, Bach affectait de se placer au point de vue purement autrichien et il déclarait solennellement qu'il n'avait aucune pensée de germanisation : une commission fixait la terminologie juridique et politique des langues slaves, et le bulletin des lois paraissait dans les divers dialectes de la monarchie; le ministre, à grand fracas, invitait les fonctionnaires à apprendre les langues usitées dans leur ressort, de manière à ce que l'égalité des peuples fût respectée. — Ces bonnes intentions, en admettant même leur sincérité, étaient incompatibles avec les théories politiques générales qui prévalaient depuis 1849. Une des conséquences de ces théories, c'était que les employés étaient envoyés au hasard dans les régions les plus différentes de l'Empire; bientôt même, pour être sûr qu'ils ne seraient pas les complices des résistances locales, on s'attacha à faire administrer chaque province par des fonctionnaires originaires d'un autre pays. Cette application de la vieille règle : diviser pour régner, entraîna des suites déplorables et ajourna pour longtemps la réconciliation des divers groupes ethniques, qui est cependant la condition primordiale de la prospérité commune.

En Bohême, où le goût des études était très général, il s'était constitué un prolétariat intellectuel nombreux, et

beaucoup de jeunes gens, à qui l'absolutisme fermait les carrières libérales, furent forcés de chercher un refuge dans l'administration. C'était là une conséquence fatale du degré supérieur de culture à laquelle étaient arrivés les Tchèques. Il était naturel pourtant que les opprimés qui souffraient des vexations officielles, rejetassent les responsabilités de leurs maux sur les étrangers serviles que la misère condamnait à cette humiliante complicité. En Hongrie, en particulier, les Magyars ne pardonnèrent pas à leurs voisins le rôle qu'ils avaient accepté, et leurs rancunes s'ajoutèrent aux causes nombreuses qui les poussaient à voir dans les Slaves des ennemis irréductibles.

Il est probable que le machiavélisme mesquin de Bach avait prévu ces conséquences; il est certain qu'il les exploita sans pudeur. Il n'avait jamais cessé de considérer l'allemand comme la langue supérieure; dès que l'opposition cessa de lui paraître redoutable, il dédaigna les ménagements qu'il avait d'abord gardés. Il n'hésita même pas à introduire l'allemand en Hongrie comme langue du service administratif intérieur. Il était évident que l'on prendrait moins de précautions encore avec les Tchèques. Les articles organiques du 31 décembre 1851 ne firent plus aucune allusion à l'égalité des langues, le bulletin des lois ne parut plus qu'en allemand et le texte allemand fut seul déclaré officiel. Déjà auparavant, la cour suprême de Vienne avait invité la Cour d'appel de Prague, où s'était introduit l'usage de se servir du tchèque quand les parties étaient tchèques, à rendre ses sentences en allemand, sauf à y ajouter une traduction. Les arrêtés de mai 1852 déclarèrent l'allemand la langue exclusive du service intérieur des cours et des tribunaux; dans les procès criminels, l'emploi du tchèque n'était autorisé que si l'accusé ne savait pas d'autre langue; la connaissance de l'allemand suffisait pour être nommé à toutes les fonctions administratives et judiciaires.

Ces mesures, qui déchaînèrent en Bohême de légitimes colères, n'eurent pas pour la nationalité tchèque des suites



aussi funestes qu'il était permis de le craindre, d'abord parce que l'idée patriotique avait déjà poussé des racines si profondes qu'il n'était pas facile de les extirper, ensuite parce que, par une réaction naturelle contre le despotisme, les hommes qui avaient quelque générosité d'âme se rattachèrent avec plus de ténacité que jamais aux traditions d'autonomie, enfin parce que, parmi les membres mêmes du gouvernement, tous n'admettaient pas les conséquences extrêmes de la bureaucratie.

Pour que le système de Bach eût à la longue de sérieuses chances de succès, il eût été indispensable que l'allemand devînt la seule langue de l'enseignement. Il y travailla. Par une audacieuse fiction, le règlement du baccalauréat (26 mai 1851) déclara que l'on considérerait comme langue maternelle la langue de l'enseignement; l'étude de l'allemand devint matière obligatoire dans tous les pays de la monarchie; la part réservée au dialecte national fut réduite jusqu'à en être purement apparente. Tout cet ensemble de mesures fut complété par la célèbre ordonnance du 9 décembre 1854[1] : — « On partira du principe supérieur que l'enseignement doit partout et toujours être donné dans la langue la plus favorable au progrès des élèves, c'est-à-dire qu'on se servira de la langue qui leur est assez familière pour qu'ils puissent tirer profit de l'enseignement; dans le cas ainsi où il serait impossible de se servir ordinairement de l'allemand, on emploiera celui-ci dans la mesure où il peut contribuer à une culture sérieuse et il sera la langue exclusive de l'enseignement dans les classes supérieures; l'étude en sera obligatoire dans toutes les classes. » — L'intention était nette, bien que dissimulée sous des formules équivoques; l'arrêté ministériel du 1er janvier 1855 relatif à la Hongrie leva les dernières obscurités : « La langue maternelle des élèves, si elle n'est pas l'allemand, ne sera employée comme langue de l'ensei-

1. Pratiquement, on trouvera tous les textes importants dans Gumplowicz, Das Recht der Nationalitæten., p. 113 et sq.



gnement qu'autant qu'il paraîtra indispensable d'avoir recours à elle pour que les élèves comprennent ce qu'on leur enseigne. »

Il n'y a donc aucun doute sur la pensée de Bach ; les dialectes nationaux étaient un mal que l'on tolérait momentanément ; leur seul rôle était de préparer les élèves à la germanisation. Il est à remarquer cependant que ces décrets étaient tardifs et il semble certain que Thun et ses collaborateurs immédiats du Ministère de l'Instruction publique les acceptèrent sans enthousiasme. Thun était un doctrinaire et, s'il avait à ce titre cette peur hagarde de la démocratie que ressentent tous ses pareils, comme eux aussi, il n'abandonnait jamais complètement ses convictions. Les diatribes de ses adversaires ne sauraient nous faire oublier que les personnes qui l'approchèrent ont rendu unanimement hommage à ses hautes qualités d'esprit et de cœur. — « Non seulement dans sa vieillesse, où son caractère s'est pour ainsi dire illuminé, dit sa femme, mais même dans sa jeunesse, j'ai souvent connu de lui des expressions de sa vie intérieure et de son état d'âme qui m'édifiaient ». Quelque suspect que puisse paraître le témoin, il semble bien qu'un ambitieux vulgaire n'inspirerait pas des éloges de cette nature. — Il ne faisait rien, écrit le professeur Exner, un de ses collaborateurs, que pour les motifs les plus élevés ; — et Hasner, son adversaire, reconnaît en lui un « homme de sentiment profond, d'âme ardente et concentrée ; il inspirait confiance ».

Il aimait le pouvoir, il en subit l'effet démoralisant, et nous savons malheureusement que les plus nobles doctrines s'accommodent souvent des plus étranges capitulations. Comme, malgré tout, il avait besoin de l'approbation de sa conscience, il s'appliqua à justifier son ambition par les services qu'il rendit et qui furent considérables. Il avait une conception très haute de l'enseignement et, à mesure que les passions s'éteignent, on lui conteste moins le mérite d'avoir complètement régénéré l'instruction secon-



daire et supérieure en Autriche. Entouré de directeurs d'une valeur supérieure, il transforma les gymnases, organisa l'enseignement technique et ouvrit largement les Universités à l'esprit de recherche scientifique. Dans l'instruction primaire, qui à cette époque devint vraiment obligatoire, les conférences d'instituteurs et les journaux pédagogiques introduisirent des méthodes plus fécondes. Le Concordat ralentit les effets heureux de son initiative, sans les supprimer entièrement, au moins en Bohême, où beaucoup de prêtres demeuraient fidèles à l'esprit national.

Thun, pour de nombreuses raisons, n'était pas partisan de la germanisation à outrance, et il admettait au moins comme Exner qu'il n'était pas mauvais de « développer une langue que parlaient exclusivement quelques millions d'hommes et qui était le seul canal par lequel la civilisation pénétrait jusqu'à eux »; il ne voyait pas la nécessité de tout sacrifier à l'uniformité « qui en elle-même n'est pas un si grand bien »; il pressait ses compatriotes de se hausser « à cette dignité dans l'histoire de l'humanité qu'ont déjà atteinte les autres grands peuples de l'Europe». A côté de lui, Helfert, Wenzig, Vinarjitsky, Jiretchek sentaient qu'il y avait une contradiction cruelle à refuser tout moyen de se développer à une race que l'on déclarait capable des plus merveilleux progrès. Grâce à eux, les principes d'égalité qui avaient été proclamés en 1848 ne furent pas complètement reniés, et, d'une façon générale, la situation faite aux Tchèques fut meilleure que celle qu'ils avaient eue sous Metternich [1].

1. Gumplowicz a beaucoup exagéré les progrès de la germanisation pendant la période de l'absolutisme. Son ouvrage est une œuvre de polémique et il a intérêt à démontrer que les idées centralistes sont anciennes et à présenter comme des usurpateurs les hommes qui réclament que toutes les langues soient traitées de la même manière. Il n'est pas contestable que l'on constate à partir de 1848 un progrès rapide et constant du tchèque dans les classes supérieures. Dès ce moment, les jeunes patriotes savent le slave, au moment où ils entrent dans la vie publique, tandis que la plupart de leurs aînés avaient été obligés de l'apprendre.

Ces complaisances, incomplètes et timides, ne suffisaient naturellement pas à compenser l'effet des tracasseries administratives, et les années, au lieu d'amener l'apaisement, apportaient sans cesse aux populations de nouveaux motifs de plainte. « On ne trouve de confiance nulle part, constate Kaiserfeld qui n'était pas un adversaire intransigeant ; la centralisation administrative a éloigné de l'Autriche des provinces entières qu'elle devait y rattacher [1]. »

Les ministres essayaient de faire illusion en affichant l'insolence et ils se vengeaient de leur impuissance par de brusques sévérités ; ils ne parvenaient plus à dissimuler à l'Empereur l'échec de leur entreprise et ils le sentaient près d'échapper à leur influence et de chercher ailleurs des conseillers plus adroits ou plus heureux. Leur humeur s'aigrissait et ils ne parvenaient pas toujours à cacher leurs dissentiments aux ennemis qui guettaient leurs défaillances ; leur malaise se traduisait par une agitation fébrile, des ordonnances incohérentes et des engouements inconsidérés, suivis de retours inexplicables. — « Quel est le système, disait en 1860 un des principaux collaborateurs de Bach, qui a été complètement appliqué et solidement établi ? La coutume du gouvernement n'a-t-elle pas été sans cesse de raser aujourd'hui ce qu'il avait édifié hier à grand renfort de temps, d'argent et de forces, comme s'il se fût agi de simples châteaux en Espagne [2] » ? Ce régime d'expérimentation flottante et incertaine avait réduit la monarchie à un tel état de cachexie que le moindre ébranlement devait avoir les suites les plus douloureuses, et les ministres comprenaient eux-mêmes la nécessité d'éviter la plus légère imprudence. Mais leur politique étrangère n'était ni moins incohérente ni moins malheureuse que leur politique intérieure.

Buol-Schauenstein, qui la dirigeait, médiocrement adroit,

1. P. 141.
2. Springer, Protokolle, XXII.



était de plus gêné par l'intervention de l'Empereur et du cabinet militaire; les divisions qui affaiblissaient l'administration, se retrouvaient dans la diplomatie et lui donnaient une apparence de déloyauté. Pendant la guerre de Crimée, tandis qu'un bureau du ministère étudiait des plans de mobilisation contre la Russie, un autre célébrait dans des circulaires dithyrambiques les vertus du Tsar. L'Autriche s'aliéna ainsi tout le monde et, au Congrès de Paris en 1856, une coalition s'organisa sournoisement contre elle. Elle n'avait abdiqué aucune de ses ambitions et prétendait en même temps dominer en Allemagne, soumettre l'Italie et conquérir une influence prépondérante en Orient. Quand elle fut attaquée en 1859, elle ne trouva ni alliance ni sympathie.

Comme au XVII[e] siècle, la lutte entre les Habsbourgs et la France prit le caractère d'une lutte de principes. En face de Napoléon III qui arborait le drapeau de la Révolution et défendait les idées d'indépendance populaire et de droit national, François-Joseph incarnait la cause du despotisme catholique. — « La couronne que mes aïeux m'ont transmise sans tache, disait son manifeste, a connu sans doute des jours de tristesse, mais la glorieuse histoire de notre patrie prouve que souvent, lorsque les ombres d'une révolution qui met en péril les biens les plus précieux de l'humanité ont menacé de s'étendre sur l'Europe, la Providence s'est servie de l'épée de l'Autriche pour les dissiper. Nous sommes de nouveau à la veille d'une de ces époques où les doctrines subversives ne sont plus prêchées uniquement par des sectes, mais sont lancées sur le monde du haut même des trônes. »

« Il est permis de se demander, écrivait Kaiserfeld, si, dans le cas où l'Autriche serait atteinte par une tempête à l'extérieur, celle-ci ne serait pas suivie d'orages à l'intérieur. » — Les peuples se bornèrent à attendre l'arrêt du destin. Aucune tentative de rébellion ne se manifesta, mais il eût été vraiment excessif d'exiger d'eux des vœux bien ardents pour le triomphe d'un régime qu'ils abhorraient.

Leur indifférence hostile glaça l'ardeur des soldats qui se battirent sans entrain; l'administration ne fournit pas les ressources qu'on attendait d'elle, une campagne sans gloire aboutit à un traité onéreux. La défaite était d'autant plus humiliante qu'elle ne pouvait pas être attribuée à la supériorité de l'adversaire, mais à la seule faiblesse de la monarchie.

Tout craquait. Les généraux de parade et d'antichambre s'étaient montrés aussi incapables de diriger l'armée qu'ils avaient été impuissants à l'organiser; des procès scandaleux de concussion révélaient la décadence de l'esprit public. Les ressources matérielles étaient épuisées. « En douze ans, disait un peu plus tard Clam Martinits, les impôts directs ont augmenté de 143 o/o, et les impôts indirects de 120 o/o; pendant les dix dernières années, le gouvernement a perçu environ deux milliards d'impôts de plus que dans la période précédente correspondante, il a augmenté la dette de plus de trois milliards et demi de francs et diminué de 250 millions de francs le domaine de l'État [1]. »

La dette publique dépassait sept milliards de francs, charge accablante sous laquelle ployait une monarchie, en général encore peu avancée au point de vue économique; le papier monnaie perdait 25 o/o; on ne vivait que d'expédients et d'emprunts usuraires.

Le manifeste impérial du 16 juillet 1859, annonça un changement de méthode « et des améliorations conformes à l'esprit du temps dans la législation et l'administration ». Le despotisme avait vécu. — Dans les dernières années, les crises parlementaires et la violence des luttes nationales ont produit un revirement de l'opinion et plusieurs historiens sont disposés à juger avec quelque indulgence Schwarzenberg et Bach. Comment oublier pourtant qu'ils sont en grande partie responsables des difficultés actuelles! Ils ne laissaient derrière eux que des ruines, et la monarchie n'est pas encore guérie des blessures qu'ils lui ont faites.

1. Springer, Protokolle, XXII.



LIVRE III

VERS LE FÉDÉRALISME

CHAPITRE PREMIER

Les origines du dualisme [1]

Les débuts de l'ère constitutionnelle. — Le ministre Goluchowski : le Conseil d'État renforcé : Clam-Martinits. Fédéralistes et Centralistes. — Le diplôme du 20 nov. 1860. — Résistance de la Hongrie. — Schmerling et la Patente du 26 février 1861. Irritation des Tchèques; la loi électorale. Clam-Martinits et les féodaux décident les patriotes à entrer dans le Parlement de Vienne. — Les centralistes bohêmes : Herbst et Schmeykal. — Les Tchèques dans l'assemblée de Schmerling; ils reviennent à l'opposition passive, 1863. — La diète de Prague : la loi scolaire. — Progrès social et intellectuel; la science. Tomek et Randa. Les néo-byroniens : Halek, Nérouda. — Smétana. — La chute de Schmerling. Le ministère Belcrédi : son impuissance.

Le 22 août 1859, Bach fut remplacé par Goluchowski; de longs mois ensuite s'écoulèrent sans qu'aucune mesure indiquât les intentions du gouvernement. L'Empereur, qui

1. Comptes-rendus sténographiques du Conseil d'État renforcé, du Reichsrath (1861-1865) et de la diète de Bohême. — Ægidi et Klauhold, *Staatsarchiv* (Supplément 1862).

Friedjung, *Der Kampf um die Vorherrschaft in Deutschland*, 2 vol. 1898, très important pour la politique générale de l'Autriche.

Ouvrages généraux : Palatsky, *Ecrits politiques* (édités par Boh. Rieger), 1898, Prague. — *Mémorial pour le centenaire de la naissance de Palatsky*. — Eim, *Considérations politiques*, Prague, 1898, de 1860 à 1896. — Srb, *Histoire politique du peuple tchèque de 1861 à l'avènement de Badéni 1895*, Prague 1898; très consciencieux, avec des textes nombreux. — Cholts, *La nationalité et son importance dans la vie publique* (jusqu'en 1879), Prague, 1881. — Hugelmann, *Studien zum œsterr. Verfassungsrechte*, Vienne, 1886. — Gumplowicz, *Recht d. National. u. Sprachen in Œst.-Ung.*, 1879, et *Œst. Staatsrecht*, Vienne 1891. — Auerbach, *Les races et les nationalités en Aut.-Hong.*, Paris, 1898.

Mémoires : A côté de ceux qui ont été indiqués dans le chapitre précédent, Frœbel, *Ein Lebenslauf*, 2 vol. 1890. — Beust, *Mémoires* (1888). — *Dreisig Jahre aus dem Leben eines Journalisten*, Vienne, 1895.

—Boh. Rieger, *La question du droit d'état bohême de 1848 à 1861*, dans la

atteignait sa trentième année, sentait le poids de sa responsabilité au milieu des difficultés presque inextricables de la situation. Il n'avait guère eu le temps jusque-là de compléter son éducation, où les lacunes abondaient; comme cependant il avait l'esprit juste et qu'il savait voir autour de lui, il devinait l'impopularité de ses agents, et il en souffrait. Il n'eût pas mieux demandé que de satisfaire ses peuples, seulement il n'apercevait pas le moyen de concilier leurs exigences contradictoires et il était bien résolu d'autre part à ne rien céder de ce qu'il regardait comme les prérogatives imprescriptibles de sa couronne. Le sentiment le plus vif chez lui était l'orgueil de sa race; élevé dans la pure doctrine du droit divin, il considérait l'Autriche comme son patrimoine et il prétendait le maintenir et l'étendre; les théories modernes lui étaient odieuses, et il ne s'y est jamais converti, en ce sens qu'il n'a jamais vu dans les Chambres que des collaboratrices et non des copartageantes; l'armée et la diplomatie n'ont pas cessé d'être à ses yeux des terrains réservés et les majorités qui s'y sont aventurées ont toujours eu lieu de s'en repentir.

Cette aversion instinctive du jeune souverain pour le régime parlementaire se doublait d'une antipathie innée pour la bourgeoisie, à qui il n'avait pas pardonné son rôle en 1848. Il faut dire que les hommes avec qui il se trouva longtemps en contact n'étaient pas faits pour le guérir de ses préventions : des parvenus tels que Bach et Schmerling, Giskra, un brasseur d'affaires véreuses, Herbst un fier-à-bras, bavard, creux et mal tenu. Ainsi, tout en s'avouant la nécessité de rompre avec les tendances absolutistes, il avait

Osviéta 1901. — Maly, *Notre Renaissance* (5e partie : L'ère constitutionnelle jusqu'au dualisme), Prague 1884. — Hinkmann, *Die Grenzen der... Nationalit. in Bœhmen* (Mitth., 1862) et Weber, *Das bœhm. Sprachgesetz 1865* (Mitth. 1868).

Sur le mouvement intellectuel, le *Mémorial* publié par l'Académie de Prague à l'occasion du cinquantenaire de François-Joseph, 1898. — Batchkovsky, *Tableau sommaire de la littérature tchèque* (1848-1899). bibliographie raisonnée et commode. — Caroline Sviétla, *De mon cercle littéraire*, Prague, s. date. — La *Biographie de Madame Rieger*, par sa fille Marie Tchervinkova, Prague, 1892, curieuse pour la vie sociale.



peur de la liberté, d'autant plus qu'il prévoyait que des Chambres élues lui demanderaient en matière religieuse des sacrifices qui révoltaient sa piété très profonde et très ardente.

Ses tendances, ses goûts et ses habitudes, le prédisposaient à subir l'influence de la grande noblesse féodale qui, très hostile au despotisme bureaucratique, désirait revenir aux institutions disparues en 1848, en les adaptant aux besoins d'une société transformée. En principe, il n'était donc pas opposé à un rapprochement avec le fédéralisme, bien qu'il n'en acceptât pas les conséquences dernières et en première ligne la prépondérance des Slaves. Dominé par les traditions de sa race et les préjugés d'une éducation exclusivement germanique, il était convaincu que l'hégémonie allemande était une des conditions nécessaires à la fois du développement intérieur de l'Empire et de sa puissance au dehors; sans être vraiment ambitieux, le grand projet dont Schwarzenberg avait bercé son adolescence revenait de temps en temps hanter son imagination. Il n'était pas éloigné de chercher dans la Confédération une compensation de ses défaites en Italie et il était entretenu dans ses desseins par les cléricaux qui voulaient à tout prix éviter le triomphe de la Prusse protestante; or, il était évident que celle-ci rallierait aussitôt les hésitants, si l'Autriche cessait d'être une puissance essentiellement germanique. Il y avait donc une contradiction irréductible entre la politique étrangère de l'Empereur et la conception féodale et fédérale qui avait pour traits essentiels l'autonomie des provinces et l'égalité des races. L'histoire des quarante dernières années en Autriche a été en grande partie déterminée par les oscillations du souverain hésitant entre le désir de ne pas mécontenter la majorité de ses peuples et la crainte d'affaiblir son influence extérieure. A plusieurs reprises, il a proclamé les droits des divers pays de la couronne; quand il s'est agi de les sanctionner, il a reculé devant les complications qu'il redoutait et le saut dans l'inconnu qu'on lui proposait.

Quelque décisive que demeure encore la volonté personnelle du souverain, il n'en est pas moins certain que l'opposition ou même le scepticisme des peuples est une cause de gêne et d'affaiblissement en face de l'étranger. François-Joseph n'a jamais cessé de caresser la pensée de réconcilier ses sujets avec son propre système. Le problème était insoluble, et il n'est pas étonnant que le souverain, qui en connaissait les difficultés, ait cherché des conseils autour de lui. Il n'avait d'opinion fixe que sur deux ou trois points essentiels et il acceptait d'autant plus volontiers les avis que ses premiers échecs lui avaient laissé une certaine défiance de lui-même. Seulement, il entendait rester le maître de ses résolutions et, dès qu'il croyait s'apercevoir que l'on avait essayé d'empiéter sur sa volonté et de l'entraîner plus loin qu'il ne voulait aller, il revenait brusquement en arrière. A la fois mobile et tenace, fuyant et opiniâtre, c'est au moment où ses ministres lui avaient arraché une résolution décisive qu'il se séparait d'eux, et la marque la plus extrême de faveur qu'il leur donnait, était presque toujours le prélude de leur disgrâce. Ces brusques revirements imprimèrent une apparence de décousu à une politique qui, si nous la considérons à distance, s'explique par la permanence de penchants obscurs, mais impérieux parce qu'ils étaient déterminés par une longue hérédité. Du moment où il fut évident que le rôle de l'Autriche en Allemagne était terminé, quand, à la suite de l'entente d'Andrassy et de Bismarck, elle chercha ses prises vers l'Orient, les raisons capitales de favoriser la germanisation s'évanouirent, et depuis lors les Slaves ont obtenu des satisfactions qui, pour être incomplètes, ne sont pas négligeables.

Elles auraient été moins imparfaites et surtout moins disputées si les fédéralistes ne se fussent heurtés à l'opposition furibonde des Magyars. En 1860, ceux-ci, fort irrités contre les centralistes, redoutaient un rapprochement trop intime avec l'Allemagne, mais quand la paix de Prague (1866) et la formation de l'Empire germanique en 1871 eurent dissipé leur inquiétude à ce sujet, ils ne se préoc-

cupèrent plus que de fonder solidement leur propre hégémonie dans le royaume de Saint-Étienne. Les résistances qu'ils rencontraient chez les races qu'ils voulaient réduire à un état durable de subordination, en particulier chez les Serbes et les Croates, auraient naturellement été encouragées par la victoire des autonomistes en Cisleithanie. Ils furent ainsi conduits par le souci de leurs intérêts à offrir leur appui aux Allemands dont ils n'avaient personnellement plus rien à redouter pour le moment. Leur intervention, qui permit à la minorité de conserver assez longtemps à Vienne une prépondérance que rien ne justifiait, aigrit les passions et exaspéra les partis, au point que la vie politique régulière fut à plus d'une reprise arrêtée dans la partie occidentale de l'Empire. Les Hongrois n'avaient aucune raison de le déplorer, puisqu'ils doivent à ces divisions la prépondérance qu'ils ont conquise depuis lors, et actuellement on n'aperçoit pas bien ce qui pourrait les déterminer à se départir d'une tactique qui leur a valu de beaux bénéfices. — Les races dont ils exploitent les haines, ne comprendront-elles pas un jour leur sottise? Les hommes sont emportés par une puissance supérieure à leurs colères et à leurs désirs, et la force générale des choses qui partout aplanit les distinctions sociales et tend à un régime d'égalité et de justice ne s'arrête pas à la frontière d'Autriche. Les centralistes ont jusqu'ici réussi à repousser les assauts dirigés contre eux, mais chacune de leurs victoires s'est en réalité terminée par un recul, et l'histoire des Tchèques pendant le demi-siècle qui vient de s'écouler nous offre le tableau paradoxal d'une série continue d'échecs qui se traduit par une ascension ininterrompue.

∴

Comme en 1848, la principale difficulté, quand on songea en 1860 à réorganiser l'Empire, devait venir des Magyars;



tandis en effet que, dans cette reconstitution, les autres peuples n'avaient à peu près rien à perdre, elle leur imposait l'abandon de la situation privilégiée qu'ils possédaient auparavant. Pour les amener aux concessions nécessaires, il eût fallu que le gouvernement sût très exactement où il allait et ce qu'il voulait et qu'il ne s'avançât qu'avec une extrême prudence, en n'abandonnant le terrain que contre les garanties les plus formelles. Au contraire, dans un accès de générosité intempestive et de confiance maladroite, il commença par faire aux Hongrois des concessions qui diminuèrent singulièrement leurs fugitives velléités de conciliation; en même temps les timidités et les tergiversations de Goluchowski lui aliénaient les partis et les races dans lesquels, avec un peu plus d'habileté, il eût aisément recruté des alliés dévoués, et dont l'opposition ruina sa force de résistance en face des Magyars.

Au lieu de se placer nettement ainsi dès la première heure sur le terrain du droit commun et égal pour tous, il ne parvint pas à s'affranchir du préjugé qui consacrait l'hégémonie de la race germanique et il crut qu'il suffisait pour apaiser les esprits de badigeonner de libéralisme le système centraliste. Non seulement par là il rejeta les magnats de Pesth dans une opposition irréductible, mais surtout il intéressa à leurs succès tous ceux qui réclamaient la restauration de leur propre autonomie nationale. Les résultats de cette imprudence apparurent bientôt et le gouvernement essaya de revenir à une politique plus juste et plus adroite; mais alors les Allemands, brusquement troublés dans un rêve de domination auquel ils s'étaient bien vite habitués, l'accusèrent de mauvaise foi et de tyrannie et, pour se défendre contre un revirement odieux, ils lièrent partie avec les Magyars, firent la part du feu et sacrifièrent l'unité de l'Empire plutôt que de renoncer à l'hégémonie qu'ils avaient usurpée dans la moitié occidentale de la monarchie. Les Tchèques furent acculés par cette coalition à une situation des plus critiques. Leur défaite était inévitable, parce que leurs forces n'étaient pas encore com-

plètement organisées et que les traditions contre lesquelles ils se débattaient étaient trop enracinées : elle fut plus douloureuse que menaçante, par ce qu'elle n'arrêta pas leurs progrès et ne découragea pas leur énergie.

Au début, les tendances fédéralistes et féodales parurent sur le point de l'emporter. Dans le Conseil d'État renforcé qui se réunit en mars 1860 et qui était un premier pas, — bien timide, — dans la voie du retour aux institutions parlementaires, les Tchèques n'avaient pas un seul représentant : les seigneurs qui, par leur origine et leurs possessions, se rattachaient à la Bohême, eurent bien soin de déclarer qu'ils ne se regardaient nullement comme les chargés d'affaires d'une nationalité. Du moins quelques-uns d'entre eux réclamèrent-ils avec une certaine vivacité le respect des droits historiques du royaume. Ils suivaient l'exemple des Magyars. En Hongrie, les institutions de Bach avaient déjà été abandonnées et le gouvernement était complètement débordé; les conservateurs, qui au début avaient offert leur médiation, n'avaient aucun crédit réel dans le pays et, dès que le despotisme s'était relâché, l'autorité était passée au parti national, qui avait dans Deak son chef le plus respecté. Il se plaçait sur le terrain du droit et, sans contester qu'il convînt de modifier plusieurs articles de la Constitution de 1848, il repoussait toute négociation tant que l'Empereur n'en avait pas proclamé la validité et n'avait pas ainsi confirmé par un acte solennel l'indépendance de la Couronne de Saint-Étienne. Intimidés, les *Conservateurs* ne prirent place dans le Conseil d'État renforcé que sous les plus expresses réserves : ils ne siégèrent qu'à titre privé, sans que la décision de l'Assemblée pût d'aucune manière lier leurs concitoyens.

Sur ce terrain, ils s'entendirent aisément avec les meneurs de la noblesse bohême, en particulier avec le prince de Schwarzenberg et le comte Henri Clam-Martinits, qui demeura dès lors le guide le plus écouté du parti fédéraliste. Beau-frère de Léo Thun, allié des Schwarzenberg, étroitement apparenté aux plus illustres familles



du royaume, Clam-Martinits, était le légitime héritier des hauts barons du XVIe siècle, incapables de distinguer leur propre cause de celle du royaume; il écartait et il dédaignait la popularité et il se séparait avec affectation des patriotes dont les revendications lui semblaient suspectes de démocratie; mais, s'il connaissait mal le peuple de Bohême, il s'était pénétré de l'histoire du pays et il prétendait en relever les titres. Bien qu'il eût passé plusieurs années dans l'administration, il avait moins souci des faits que des théories, et sa conduite était moins déterminée par le désir du succès que par le point d'honneur. Il convoitait le pouvoir, mais il avait plus d'orgueil encore que d'ambition, et aucune de ses qualités ne lui fut plus funeste que son courage qui allait jusqu'à l'entêtement. Nul homme n'était plus incapable que lui de transaction et ne rendait ainsi les négociations plus pénibles; sa raideur, qui ne s'humanisait même pas en présence du souverain, l'éloigna toujours du ministère où l'appelaient ses talents supérieurs aussi bien que son nom et son influence.

Dans l'Assemblée des notables, où les nobles donnaient le ton, il groupa assez facilement une majorité et en obtint une déclaration un peu enveloppée, où elle suppliait le souverain de « reconnaître l'individualité historique et politique des différents pays ». Le diplôme impérial du 20 octobre 1860 s'inspira de cette résolution et il fut assez favorablement accueilli par les fédéralistes auxquels il concédait que les institutions durables sont celles qui « répondent à la conscience historique du droit et aux différences essentielles des divers royaumes ». Si on étudie cependant ce document sans parti pris, on est assez étonné des espérances qu'il souleva parmi les Tchèques. « Nous et nos successeurs, disait l'article premier, nous renonçons au droit de promulguer, de changer et d'abroger les lois sans la collaboration des diètes et du Conseil d'Empire, où les diètes enverront le nombre de délégués fixé par nous. » L'abdication du souverain était beaucoup plus apparente que réelle, puisque d'abord les diètes ne désignaient pas elles-mêmes

les membres du Reichsrath, mais proposaient au souverain un certain nombre de candidats entre lesquels il choisissait, et surtout parce que ces représentants indirects de l'opinion publique risquaient d'être noyés dans les députés nommés par l'Empereur de sa seule autorité ; de plus, le diplôme refusait au Conseil d'Empire toute initiative et il ne lui accordait d'autre prérogative réelle que de s'opposer à l'introduction des impôts nouveaux.

Les privilèges des nationalités n'étaient ni mieux définis ni plus étendus. Sans doute, au point de vue juridique, il n'était pas indifférent que les députés du Reichsrath fussent proposés par les diètes des divers pays et que les libertés historiques des groupes dont l'union avait constitué la monarchie des Habsbourgs, fussent ainsi de nouveau reconnues. En principe, de cette façon, l'autorité du Parlement commun n'était que dérivée et il n'exerçait que le pouvoir qui lui aurait été spécialement et précisément transmis. Malheureusement le texte de la déclaration impériale, très obscur, permettait les interprétations les plus contradictoires et il apportait moins des garanties que des espérances. Sorti d'une libre résolution du souverain, le Diplôme d'octobre ne proclamait en réalité la continuité du droit que pour la Hongrie, tandis que les autres pays devaient se contenter des chartes qu'on leur promettait et qui furent promulguées par Goluchowski sur des projets étudiés par Bach. De plus, il rappelait que depuis longtemps un certain nombre de questions étaient réglées pour les pays qui ne faisaient pas partie de la couronne de Saint-Étienne, par des lois communes : à l'avenir elles seraient discutées de même par les représentants réunis des groupes intéressés. Les Magyars avaient ainsi une situation privilégiée, et cette seule disposition suffirait à expliquer comment d'une constitution qui paraissait avoir un caractère de décentralisation unitaire est sorti le double centralisme actuel. — En résumé, la faveur relative que rencontra le Diplôme ne s'explique que par la lassitude qu'avait laissée le régime précédent et par l'éducation

insuffisante de l'opinion qui n'avait pas encore appris à peser la portée des termes; le ministre Goluchowski n'était nullement partisan des théories fédéralistes et il s'était réservé à lui-même ou à ses successeurs de très larges facilités pour réduire à son gré les concessions qu'il semblait annoncer.

Les Allemands étaient en général mécontents : le Diplôme d'octobre ne renfermait aucune des garanties libérales qu'ils réclamaient et ils craignaient que le développement des pouvoirs des diètes locales ne compromît leur situation prépondérante. Leur attitude inquiéta l'Empereur : très alarmé par les ambitions italiennes et les intrigues de Napoléon III, il n'avait pas réussi dans les Conférences de Varsovie (oct. 1860) à obtenir l'alliance formelle de la Russie et de la Prusse et il cherchait à gagner les sympathies de l'opinion publique dans la Confédération. Les difficultés financières s'aggravaient et, à la suite du rétablissement d'une administration autonome en Hongrie, les impôts de cette partie de la monarchie ne rentraient plus. Les Magyars, en faveur desquels le diplôme d'octobre avait été rédigé, n'avaient accepté les concessions qu'on leur offrait que pour acculer le gouvernement à une capitulation plus complète ; les vieux conservateurs qui, soutenus par le ministre des affaires étrangères, Rechberg, en avaient tracé les grandes lignes, étaient absolument débordés par le parti de Deak. La cour, qui avait escompté la reconnaissance enthousiaste du pays, était déconcertée par les éclats d'une opposition qui célébrait sa victoire par des hurlements forcenés et prétendait dicter ses conditions.

Goluchowski, bien qu'il eût essayé d'attirer l'attention du souverain sur le danger de concessions trop rapides, n'en fut pas moins rendu responsable de l'échec d'une politique qui n'était pas la sienne. Excellent agent d'exécution, energique, l'esprit clair et droit, il n'était pas de taille à jouer les premiers rôles dans des conjonctures aussi complexes; sa carrière s'était passée presque exclusivement en Galicie et il connaissait assez mal le reste de la monarchie; ses

adversaires, exploitant contre lui certaines coutumes répandues à Lvov, le représentaient comme un barbare qui avait importé dans le monde occidental les habitudes de brutalité et d'insolence des seigneurs polonais vis-à-vis de leurs paysans. La vérité est qu'il s'était heurté à l'hostilité de ses subordonnés qui ne s'étaient séparés de Bach qu'avec un vif regret et qui avaient mis leur nouveau chef en quarantaine; de leur côté, Rechberg et les Magyars ne lui pardonnaient pas son attitude réservée. Les chartes dans lesquelles il fixa la constitution de diverses provinces et qui ne faisaient qu'une part insignifiante à l'opinion publique, provoquèrent des plaintes unanimes et achevèrent de ruiner sa situation. Il disparut sans laisser de regrets, bien qu'il fût victime beaucoup moins de ses fautes que des circontances.

Schmerling, qui lui succéda (13 déc. 1860), avait quelques défauts qui devaient plaire à l'Empereur, d'autant plus qu'ils sont rares en Autriche, dans ce pays de vertus modestes et d'aimable nonchalance : il était très entiché de ses mérites et si infatué de sa supériorité qu'il accablait de la même insolente désinvolture ses adversaires et ses partisans. Il n'eût pas fait un mauvais chef d'opposition : il avait de l'esprit, acéré, mordant, méchant, la parole nerveuse et sèche, une impossibilité absolue à comprendre les arguments qu'on lui opposait; ce ne sont pas là les qualités qu'on réclame d'habitude d'un chef de gouvernement parlementaire. La réputation de libéralisme qu'on lui avait faite reposait sur des erreurs positives : il est juste de reconnaître qu'il n'avait rien fait pour les accréditer. Grand, maigre, très soigneux de sa personne, le teint pâle, les yeux clairs, il affectait des allures militaires et singeait volontiers Schwarzenberg. Par nature, je suis un soldat, disait-il à Frœbel. — Depuis qu'au mois de septembre 1848, il avait dispersé à Francfort quelques centaines d'émeutiers, il se regardait comme le défenseur prédestiné des idées d'ordre et de subordination : je me sens vraiment dans mon élément, disait-il, quand

il s'agit de montrer du courage et de la décision.

Ce courage, il le poussait jusqu'à la provocation et il aimait le danger au point de le créer volontairement; il prenait plaisir à exaspérer ses adversaires, et il mécontentait ses partisans par ses dédains et ses coups de boutoir; personne n'était moins capable de transaction et n'avait la victoire plus désagréable. Sa superbe lui donnait une certaine tenue morale. — « Je ne sacrifierai jamais ni mon honneur ni ma réputation à un poste, quelque brillant qu'il soit [1], » écrivait-il. Il exagérait un peu; ce qui est vrai, c'est qu'il dédaignait les petits marchandages quotidiens et il trouvait plus de saveur à forcer les adhésions qu'à les acheter. L'exemple de certains hommes des alentours de Napoléon III avait à cette époque tourné plus d'une tête et, comme Morny, Schmerling voulait gouverner du bout des gants. — Je suis indolent pour les petites choses qui m'ennuient, écrivait-il, mais pour les grandes, je suis toujours prêt. — Cela voulait dire qu'il n'aimait pas le détail des affaires. Auersperg, qui le vit à l'œuvre et qui n'avait aucune antipathie pour lui, exprime la même idée en disant qu'il « recherchait des succès sur lesquels on pût se reposer [2] ». — « C'est tout à fait contre mon gré que je suis arrivé à un rôle politique, disait-il; cette éternelle agitation m'est odieuse. Le soir, j'aime bien lire un bon livre, aller dans le monde ou assister à une représentation. » Le choix était singulier, pour fonder le régime constitutionnel, de ce dilettante du militarisme qui avait à soixante ans les illusions et les idées d'un lieutenant de bonne famille.

En 1848, Schmerling avait combattu avec énergie au Parlement de Francfort les ambitions de la Prusse; il avait depuis conservé des relations avec le parti de la Grande-Allemagne qui s'appuyait sur l'Autriche. Elles le désignèrent au choix de l'Empereur qui vit en lui avant tout le politique chargé de reprendre dans la Confédéra-

1. Arneth, Schmerling, p. 316.
2. Frœbel, Ein Lebenslauf, II, p. 115.

tion les traditions de Schwarzenberg. Il n'était pas inutile, pour conquérir les bonnes grâces des Allemands, d'entourer la monarchie de quelques institutions parlementaires : avec un pareil ministre, on était sûr que dans tous les cas l'autorité du monarque demeurerait intacte. Schmerling ne fut jamais, en effet, que le continuateur de Bach, et les formes dont il essaya de voiler son despotisme centraliste ne limitèrent jamais l'action du pouvoir. De temps en temps, les libéraux, sur qui il prétendait s'appuyer, froissés du sans-façon avec lequel il les rabrouait, laissaient échapper quelques grognements; il n'en avait cure et passait paisiblement à l'ordre du jour. Leur état d'âme, qu'il avait diagnostiqué exactement, rappelait celui des libéraux-nationaux prussiens, c'est-à-dire que la liberté leur tenait beaucoup moins à cœur que la domination et qu'ils avaient d'inépuisables trésors d'indulgence pour l'homme d'état qui défendait l'hégémonie de la race germanique. Ils savaient qu'un régime parlementaire, loyalement appliqué, les condamnerait vite à l'impuissance et ils auraient eu mauvaise grâce à surveiller de trop près les agissements de l'adroit prestidigitateur politique à qui ils devaient leur prépondérance. Le ministère de Schmerling ne fut donc ainsi que la parodie d'un gouvernement de libre discussion, et, tant qu'il dirigea les affaires, des majorités factices sacrifièrent à leurs ambitions égoïstes les prérogatives les plus essentielles des peuples.

La circulaire du 23 décembre 1860, dans laquelle le nouveau ministre indiquait son programme, annonçait les intentions les plus généreuses; l'Autriche allait prendre place parmi les états sincèrement constitutionnels, la presse serait affranchie, la procédure publique introduite, la liberté de réunion et d'association reconnue; le gouvernement appréciait le noble effort de tous les peuples pour s'élever par leurs propres forces à un degré supérieur de civilisation et il ne ménagerait à aucun d'eux sa sympathie et son concours.

La pensée véritable de Schmerling se manifestait

cependant par l'extension de la compétence du Parlement viennois au détriment des Diètes, et ces tendances allemandes se précisèrent plus clairement quand le ministère eut été modifié (4 février 1861). Dès ce moment, Schmerling s'était nettement séparé de Vay et de Szécsen qui représentaient les Magyars dans le cabinet, et les hommes dont il s'entourait, les ministres de l'intérieur et de la justice surtout, Lasser et Pratobevera, le poussaient de plus en plus dans la voie de la centralisation. A côté d'eux, le conseiller ministériel Perthaler et le conseiller aulique Mayrau, plus indifférents aux rivalités ethnographiques, paraissent avoir surtout cherché à maintenir l'influence de l'administration ; le baron de Lichtenfels, qui fut plus tard président du Conseil d'État et qui avait été le professeur de l'Empereur, apporta au ministre l'appui de son influence; c'était un défenseur intransigeant des théories de Joseph II. De cette collaboration sortit la constitution du 26 février 1861 qui, suivant l'expression de Springer, « fait le plus grand honneur à ses auteurs », et qui est, en effet, un chef-d'œuvre de mécanique assez distingué; il n'est guère possible de fausser plus adroitement la réalité et de déformer plus ingénieusement les textes que l'on interprète.

Le Conseil d'Empire est formé de deux Chambres. La Chambre-Haute comprend, avec quelques membres de droit, des membres héréditaires, chefs de grandes familles féodales désignés par l'Empereur, et des membres viagers, nommés par le souverain; leur nombre est illimité; elle est ainsi absolument dans la main du ministre et il peut, avec son concours, paralyser toute tentative de résistance de l'autre assemblée. A côté de la Chambre-Haute, le Conseil d'État réunit les défenseurs attitrés des traditions bureaucratiques et il a pour mission essentielle de maintenir l'unité de législation.

La Chambre des députés est élue par les diètes particulières. Sur ce point, le diplôme d'octobre était si précis que Schmerling n'avait pas osé faire nommer directement par le



peuple les membres du Parlement; seulement, il avait réglementé le droit des diètes avec tant d'adresse qu'il avait à peu près annihilé les garanties que les fédéralistes espéraient trouver dans leur intervention, et il s'était arrangé pour que les élections traduisissent beaucoup moins les traditions historiques et ethnographiques que les rivalités sociales et les intérêts. La faculté qu'il s'était réservée, de faire nommer directement par le peuple les députés de l'Assemblée centrale, s'il le jugeait nécessaire, en semble presque superflue, tant le caractère autonomiste, que conservait en apparence la constitution, était en réalité atténué par la subtile perfidie des combinaisons ministérielles.

La Chambre des députés se compose de 343 membres [1]; ils sont répartis entre les diverses provinces suivant la superficie, la population et les contributions. Les calculs avaient été établis de manière à favoriser les éléments sur lesquels le gouvernement croyait pouvoir compter; on avait procédé dans le même esprit pour la répartition des députés entre les diverses curies, villes, paysans ou grands propriétaires. Déjà l'idée d'accorder une représentation spéciale aux villes était étrange dans un pays où les cités n'étaient le plus souvent que des bourgades et où la plupart des grandes usines se trouvent à la campagne. Mais la bourgeoisie était encore en général allemande; c'était un titre suffisant aux faveurs de Schmerling : « Sous prétexte d'assurer une juste protection des intérêts, dit Meyer, qui n'est pas défavorable à Schmerling, la loi électorale était calculée de manière à produire une majorité libérale, c'est-à-dire à empêcher l'expression sincère de l'opinion publique... La politique de race, qui n'était pas nettement avouée dans la constitution, la tra-

1. 85 Hongrois, 26 Transylvains, 9 Croates, soit 120 pour le royaume de Hongrie; la Vénétie avait 20 députés, la Galicie 38, la Basse-Autriche 18, la Styrie 13, le Tyrol et la Haute-Autriche, chacun 10, la Carniole et la Silésie, chacune 6, la Carinthie, la Dalmatie et la Bukovine, chacune 5; le Salzbourg 3, l'Istrie, Trieste, Goritz et le Vorarlberg chacun 2.



versait tout entière comme un fil rouge. » On apercevait cette préoccupation de sophistication dans les moindres détails : les villes de Bohême, que l'on croyait soumises aux influences germaniques, reçurent ainsi un traitement particulièrement avantageux, tandis qu'au contraire on réduisait à la portion congrue celles de Galicie qui étaient le foyer de l'agitation polonaise.

Ce système électoral de Schmerling, qui, malgré les modifications récentes, domine encore la vie politique autrichienne, a eu sur le développement de la monarchie la plus désastreuse influence ; il a répandu des habitudes de mensonge, envenimé les rapports sociaux et arrêté net tout développement libéral. Quelle autorité auraient eue les majorités sorties de ces machinations artificielles si elles avaient essayé de revendiquer leurs droits contre les ministres par la grâce seule desquels elles existaient ! Seulement, ces majorités, impuissantes contre le cabinet, n'étaient pas moins incapables de le soutenir, soit contre telle ou telle nationalité, soit contre le souverain.

Dans cet assemblage de supercheries, l'invention de la Curie des grands propriétaires était particulièrement réussie. — A côté des députés des villes et des campagnes, on avait institué dans la plupart des provinces un groupe formé des possesseurs des anciens domaines nobles qui payaient au moins 250 florins d'impôts; ils composaient un corps très peu nombreux et qui comprenaient une fraction importante de besogneux, avec l'appui desquels le gouvernement était toujours sûr d'entraîner le vote. Or, comme le chiffre des députés qu'on avait accordé à la curie des grands propriétaires était énorme, il suffisait de déplacer dans le pays une cinquantaine de voix pour modifier la majorité dans les diètes et, par là, dans le Parlement central.

La Bohême envoyait 54 députés à Vienne, la Moravie 22 et la Silésie 6 ; ils étaient désignés par l'ensemble de la diète, mais ils devaient être nécessairement pris dans les 25 groupes entre lesquels elle se répartissait et dont chacun devait fournir un nombre déterminé de représen-

tants [1]. Schmerling voulait, disait-il, empêcher ainsi l'oppression des minorités. Il y avait merveilleusement réussi, puisque c'était la majorité qui était supprimée.

L'Assemblée de Vienne était la réunion des délégués de la monarchie entière et sa compétence s'appliquait à toutes les affaires communes; la liste en était relativement courte, — finances générales, commerce, voies de communications, armée. Le diplôme d'octobre avait promis aux Hongrois que les autres questions relèveraient de la diète de Pesth, et Schmerling, qui prévoyait leur résistance, avait tenu à ménager les apparences. Dans la pensée aussi de les amadouer, il avait attribué au Reichsrath des droits appréciables, avait étendu ses pouvoirs en matière de finance et son autorité législative, avait établi la publicité des débats et la périodicité des réunions. Seulement, ces concessions n'étaient le plus souvent que nominales. Suivant la théorie prussienne, les anciennes contributions continuaient à être perçues tant qu'elles n'avaient pas été abrogées régulièrement, c'est-à-dire par une décision des deux Chambres sanctionnée par le souverain. Le Reichsrath ne votait pas le contingent et ne s'occupait pas des affaires étrangères; la patente de février ne parlait pas de la responsabilité ministérielle; enfin, l'article 13 reconnaissait aux ministres le droit de prendre, en l'absence du Parlement, les mesures nécessaires, sauf à lui présenter ensuite les motifs de sa conduite. Schmerling était sans doute sincère quand il déclarait plus tard que « l'enfant ne dévorerait pas sa mère » et qu'il n'avait pas l'intention de se servir de l'article 13 pour supprimer la constitution; ses successeurs purent cependant sans scrupule y chercher les moyens de transformer radicalement la charte fondamentale, et il leur en avait lui-même donné l'exemple par l'abus qu'il avait fait de ses pouvoirs discrétionnaires.

1. Ainsi, sur les 54 députés de Bohême, 15 devaient être choisis parmi les représentants des grands propriétaires, 4 parmi ceux des chambres de commerce, 1 parmi ceux de Prague, 15 sortaient du groupe des députés urbains répartis en 11 circonscriptions géographiques et 19 du groupe rural, divisé également en 11 circonscriptions.

Les Hongrois avaient les meilleures raisons du monde pour ne pas entrer dans une Assemblée dont les pouvoirs étaient si parcimonieusement mesurés et où ils auraient été perdus au milieu d'une majorité servile, d'autant plus qu'il suffisait pour modifier la constitution des deux tiers des membres présents, quel que fût d'ailleurs leur nombre.

Encore la situation qui leur était faite était-elle infiniment plus avantageuse que celle des autres provinces. D'après le diplôme d'octobre, les diètes particulières étaient les dépositaires fondamentaux de l'autorité, et c'est à elles qu'appartenait en principe la législation, en dehors des questions expressément réservées au Parlement central; on prévoyait seulement qu'un certain nombre d'affaires seraient traitées en commun par les délégués des pays non hongrois. — La patente de février transforma en règle ce qui n'était qu'une exception. Les députés des États qui ne relevaient pas de la couronne de Saint-Étienne constituèrent un Parlement étroit dont la compétence s'étendit à tout ce qui n'était pas spécialement réservé soit à l'Assemblée générale, soit aux diètes locales Aucun des changements apportés au statut primitif n'eut des conséquences aussi graves et n'en altéra davantage le caractère essentiel. Le dualisme, dont on n'entrevoyait encore que les germes, se développa brusquement, et Schmerling mérite à ce titre, bien plus que Beust, d'être regardé comme le père du régime actuel. — Sous prétexte d'appliquer le système d'octobre, il le détruisait; « celui-ci part en principe de l'autonomie, le but de la constitution de février est la centralisation de tous les pays non hongrois; son trait essentiel est l'unité politique et la fusion [1] ».

Schmerling avait reculé devant les conséquences extrêmes de ses principes et il n'avait pas effacé tous les souvenirs qui rappelaient l'ancienne condition historique. Les diètes ne conservent cependant qu'une compétence

1. Boh. Rieger, Osviéta, 1900, p. 866. « La plénitude de la puissance législative, dit de même Hugelmann (p. 42), était enlevée aux diètes dans les provinces occidentales de la monarchie et passait au Conseil étroit. »

restreinte. — Elles se composent d'une seule Chambre, nommée environ par tiers par trois groupes d'électeurs, grands propriétaires, villes et campagnes [1]. Elles ont dans leurs attributions l'agriculture, l'assistance publique et le budget de la province ; en matière municipale et pour les affaires ecclésiastiques et scolaires, elles arrêtent les règlements d'exécution des lois votées par le Parlement ; elles présentent des doléances et des vœux et exercent certaines fonctions administratives, soit directement, soit par le Comité du pays, composé de huit membres élus, deux dans l'Assemblée entière, les six autres dans les diverses curies. Le gouverneur du pays est nommé par l'Empereur et n'est pas responsable devant la diète; elle ne peut contracter d'emprunt, aliéner le domaine public, établir d'impôt spécial ou voter plus de dix centimes additionnels sans l'autorisation du ministère.

Cette organisation n'est ni très claire, ni très logique, et l'erreur serait grande de comparer l'administration autrichienne à l'administration française. Même les centralistes les plus farouches ont été obligés de ménager les traditions et l'on rencontre à chaque pas les traces du système mixte qui s'était maintenu au XVII[e] et au XVIII[e] siècles. Ainsi que

1. La diète de Bohême comprend 241 membres; l'archevêque, les 3 évêques et le recteur de l'Université sont membres de droit; les grands propriétaires nomment 70 députés, 16 élus par les propriétaires de fidéicommis, et 54 par les autres membres de la Curie, les uns et les autres au scrutin de liste; les Chambres de commerce envoient à la diète 15 représentants et les villes 72. Les députés des campagnes sont au nombre de 79 ; leur élection se fait à deux degrés. Dans les villes sont électeurs les électeurs municipaux des deux premières catégories et les contribuables qui paient dix florins d'impôt direct. — La diète morave comprend 100 membres, 2 membres de droit, 30 grands propriétaires, 32 députés des villes, 5 des chambres de commerce, 31 pour les communes rurales. — La diète de Silésie est formée de 31 membres, 1 membre de droit, 9 grands propriétaires, 10 pour les villes, 2 pour les chambres de commerce. Nous aurons l'occasion de revenir souvent sur les singularités et les iniquités de cette loi électorale qui n'a pas cessé d'être en vigueur dans ses traits essentiels. — Rogge, d'ailleurs favorable à Schmerling, constate que le ministère, grâce aux grands propriétaires, disposait à son gré de la majorité en Bohême et en Moravie, ce qui lui permettait, dès qu'il le voulait, de suspendre la constitution. — Les députés de la Diète étaient élus pour six ans; le grand maréchal, qui présidait les débats, et son assesseur, étaient nommés par l'Empereur parmi les membres de la diète.



le dit très justement Boh. Rieger, l'Autriche, telle qu'elle s'est développée sur la base de la constitution de février, est un type politique incertain et fragmentaire, et aucune des théories en présence n'a réussi à y établir sa domination exclusive. Mais il est bien certain qu'en fait les intérêts nationaux sont sacrifiés à l'intérêt de l'État commun et la patente de février marque un progrès incontestable dans la voie de la centralisation : elle contenait en principe toutes les conséquences que Beust et Auersperg en firent sortir par la suite.

Les Hongrois, très bien dirigés par Deak, aperçurent dès le premier jour le piège qu'on leur tendait. Quand la diète se réunit à Pesth, au mois d'avril 1861, après douze ans d'interruption, une immense majorité réclama de François-Joseph, avant toute discussion préalable, la proclamation de l'autonomie constitutionnelle et de l'indépendance du royaume, telle que l'avaient maintes et maintes fois reconnue les traités fondamentaux, les lois et les serments des souverains : — Ni l'honneur ni l'intérêt de la patrie ne permettaient aux députés d'abdiquer leur droit de voter le budget et le contingent entre les mains d'un prétendu Conseil de l'Empire, sorti d'un acte arbitraire du pouvoir absolu; sans doute l'histoire avait créé entre les diverses parties de la monarchie une certaine communauté d'intérêts, et les Magyars ne se refusaient pas à entrer en relations avec les autres peuples constitutionnels de l'Empire, quand ce serait nécessaire, mais à condition que le roi sanctionnât d'abord leurs titres imprescriptibles. — Schmerling répondit en dissolvant la diète et en proclamant l'état de siège, ce qui n'est jamais très difficile. — « Il se peut, avait dit Deak, que de mauvais jours attendent encore notre pays ; nous avons connu de dures épreuves, nous en subirons de nouvelles sans terreur et sans faiblesse. Ce que la violence confisque, le temps et d'heureux changements de fortune peuvent le rétablir ; une nation qui abandonne ses droits, éprouve ensuite une extrême difficulté à les reconquérir. »

La position des Magyars n'était pas inexpugnable; les Slovaques, les Roumains, les Croates, les Serbes, n'avaient pas oublié les violences de leurs ennemis de 1848, et, avec un peu d'adresse, le ministre eût recruté parmi eux des alliés dévoués et précieux. — A condition de flatter leurs désirs nationaux. — Une dure expérience leur avait appris ce que valait la reconnaissance des Habsbourgs, et, avant de se prononcer, ils attendirent des gages! Servitude pour servitude, ils n'avaient pas plus de goût pour les Allemands que pour les Magyars. Le ministre les dédaigna; par sa partialité, il se privait ainsi du seul moyen d'action effectif dont il disposât contre ses ennemis les plus redoutables. Dès ce moment, les plus perspicaces commencèrent à douter qu'il parvînt jamais à réunir le Parlement central.

Il n'était rien moins que certain que le Reichsrath étroit lui-même se constituât. Les députés de Venise ne parurent pas. Les Polonais, Pototski, Smolka, réclamaient une autonomie complète. En réalité, la question ne les passionnait guère : ils n'avaient pas abandonné l'espoir d'une entière restauration de la patrie et voulaient surtout ne pas déplaire à l'Empereur dont ils escomptaient l'appui éventuel; d'ailleurs, leur situation n'était pas très solide, ils se défiaient de leurs paysans, redoutaient les Ruthènes. Ils vinrent à Vienne, pour flairer le vent, mettant leur complaisance à très haut prix, toujours sur la réserve et prêts à repartir si Schmerling ne semblait pas en état de solder en monnaie substantielle leur condescendance dédaigneuse et intérimaire.

Dans ces conditions, les Tchèques n'avaient qu'à rester chez eux pour que ce château de cartes s'écroulât sans tapage. Ils étaient fort irrités, froissés surtout par la loi électorale : — Vous avez tous applaudi, disait le vieil historien Palatsky, à la proclamation de l'égalité civile et à la destruction du régime féodal; un seul privilège vous paraît digne d'être maintenu, c'est celui d'un peuple sur un autre peuple. — Et il citait avec une verve inépuisable les escobarderies et les tours de passe-passe par lesquels le minis-



tère avait assuré la majorité dans la diète de Prague à la race qui ne formait qu'un tiers de la population : l'adroit découpage des circonscriptions si heureusement tracées que les cercles allemands avaient en moyenne un tiers d'électeurs en moins que les cercles tchèques, les villes importantes noyées dans des circonscriptions rurales, Prague moins bien traitée que Reichenberg. C'était toujours la vieille lutte qui se poursuivait; comme au temps du vieux chroniqueur, « les Germains combattaient pour étendre leur domination, les Slaves pour défendre leur chère liberté ou repousser l'extrême servitude ». — « Il y avait lieu de craindre, écrivait la Gazette d'Augsbourg, que, si les diverses diètes procédaient directement aux élections d'après la simple majorité, l'élément allemand et civilisateur n'eût pas dans le Parlement impérial la situation importante qui lui appartient. » — Schmerling avait avisé au moyen d'écarter ces craintes.

En présence d'une constitution qui, avec une impudence cynique, violait les principes élémentaires de la justice et brisait les liens qui rattachaient entre elles les diverses provinces du royaume, qui supprimait ses droits historiques et le réduisait au même régime que l'Istrie ou le Salzbourg, il n'y avait qu'un parti à prendre, s'abstenir. Le diplôme d'octobre, a-t-on dit, était un rameau d'olivier tendu aux Magyars; la patente de février fut un coup de canon tiré contre eux. — A plus forte raison, était-ce vrai pour les Tchèques. Leur absence de Vienne eût souligné l'isolement du ministère, l'eût forcé à négocier un compromis. Sur deux points essentiels, il était urgent qu'ils obtinssent satisfaction dès le début : avant tout, il fallait que les droits constitutionnels de la Couronne de Saint-Venceslas fussent clairement reconnus, de manière à ne pas être livrés à la discrétion du souverain ou à la fantaisie d'une majorité de rencontre; ensuite, il importait que l'égalité des deux nationalités fût solennellement proclamée. Il semble bien qu'à ce moment il n'eût pas été impossible aux Tchèques, avec un peu de fermeté et de prudence,

de recevoir satisfaction sur ces questions capitales. Dans tous les cas, on ne voit pas que leur absence de Vienne eût pu avoir pour eux le moindre inconvénient.

Palatsky, Rieger, celui-ci avec peut-être un peu moins de décision, étaient au début parfaitement résolus à ne pas faire le jeu de Schmerling [1] et ils avaient certainement derrière eux la masse de l'opinion publique dont le ministère n'était plus en état d'étouffer les manifestations. A ce moment, les mesures de répression ne provoquaient plus que de la stupeur et de la colère. Les agents les plus compromis, abandonnés par leurs chefs qui ne se souciaient plus de partager leur impopularité, quittaient la partie, et leurs successeurs, avertis par leur échec, se mo traient plus réservés. Dix ans de cachot avaient créé dans les âmes un immense besoin de discussion et de mouvement, les souffrances communes avaient pour un moment effacé les rancunes et aplani les différences : sous le drapeau relevé par Palatsky, Rieger et Brauner, se rangeaient, — à côté de leurs vieux compagnons de 1848, Trojan, Klaudy, le docteur Fritch, — les radicaux qui sortaient à peine de captivité, tels que Vavra et Sladkovsky, qui étaient encore sous la surveillance de la police, et les modérés qui, comme Tomek ou Joseph et Herménégild Jiretchek, avaient été un moment les collaborateurs de Thun. Leur cohorte se grossissait de quelques jeunes hommes dont l'adolescence avait été marquée au front par la révolution de 1848, Halek, Nérouda, les chefs de la jeune école littéraire, Édouard Grégr et son frère Jules, à qui le parti confiait la direction du journal qu'après une interminable série de sollicitations et de démarches il avait enfin obtenu du ministère la permission de fonder, les *Narodni Listy*, le National [2].

1. Voir le programme de « Notre Journal ». — Que Rieger ait accepté plus facilement que Palatsky la pensée de siéger au Parlement, cela me paraît ressortir du témoignage de Kalousek, dans les Discours de Rieger. Touma, dans sa biographie de Grégr, exagère cependant un peu la responsabilité de Rieger dans ces circonstances.

2. Jules Grégr, né dans les environs de Kralové-Hradets en 1831, fait ses études de droit, prend la direction des Narodni Listy le 1er janvier 1861 et



L'audace n'était pas mince d'accepter une semblable délégation; le gouvernement, surpris et effrayé d'une condescendance dont il n'avait pas prévu la portée, ne cherchait qu'un prétexte pour reprendre son autorisation. Les procès ne tardèrent pas à pleuvoir sur la malheureuse feuille; on vivait encore sous le régime des avertissements; le directeur en reçut immédiatement un. Tout manquait; les rédacteurs n'avaient aucune expérience, pas de correspondances du dehors, pas de machines, pas d'agence de publicité; la première année se solda par un déficit de 70,000 francs environ, chiffre énorme pour le modeste budget des patriotes. Jules Grégr avait mis son journal sous le patronage du nom de Havlitchek, et il avait quelques-unes des qualités du grand pamphlétaire, l'ardeur que ne déconcertent ni les injustices des partis ni les persécutions officielles, la verve et la fécondité de l'esprit, la bonne humeur et le flair très aiguisé des tendances populaires.

Certains journaux sont dogmatiques et prétendent diriger les consciences; ils ont de l'autorité et peu d'influence. Les autres, dont le *Times* est le spécimen le plus illustre, se piquent moins de créer l'opinion publique que de la refléter, et en la traduisant clairement, ils lui donnent une puissance qu'elle n'aurait pas sans eux. Les *Narodni Listy* ont été vraiment ce que leur titre annonçait, la voix du peuple. Jules Grégr n'était pas un écrivain; il n'avait ni l'éloquence chaude et vibrante de Havlitchek, ni sa verve pittoresque, ni son style à l'emporte pièce; il avait en revanche, en dehors de ses vertus morales qui étaient hautes, de rares qualités de directeur et d'inspirateur; surtout, et c'est ce qui lui assura une influence incomparable, dans son âme venaient vraiment retentir tous les battements du cœur de la patrie.

en devient le propriétaire l'année suivante. Député à la diète en 1865; depuis lors sa vie se confond avec l'histoire de la Bohême et en particulier du parti jeune-tchèque. — Son frère, Édouard Grégr, né en 1829, médecin, esprit très original et indépendant, propriétaire depuis 1862 d'une imprimerie très active.



Malgré les périls continuels qui pesaient sur lui, la seule existence d'un journal intimidait les policiers ; ils savaient que de hauts personnages, Léo Thun, Clam-Martinits, le prince Charles Schwarzenberg, se rapprochaient des fédéralistes. Le nouveau gouverneur, Forgatch, était un magyar d'une espèce assez rare ; il n'était pas indifférent à l'unité de la monarchie et il ne regardait pas les Slaves comme une race inférieure ; à l'enterrement de Hanka et de Chafarjik, sans scrupule, il s'afficha au milieu de ces « Messieurs en tchamara [1] », au grand scandale des vieux fonctionnaires.

Sous sa main tutélaire, la vie normale recommençait. Après six ans d'attente, les statuts de la Société du Musée étaient enfin confirmés et Palatsky reprenait sa place dans le Comité ; la Matitse rouvrait la série de ses publications ; la Société des Sciences reconnaissait en principe l'égalité des deux langues du pays [2]. La Société d'Économie politique, qui était devenue presque exclusivement allemande et avait perdu toute influence, se transformait sous la présidence du prince Charles Schwarzenberg. Les étudiants organisaient à la campagne et dans les petites villes des représentations dramatiques ; des cercles s'ouvraient où se rencontraient les patriotes. Au mois de novembre 1860, fut fondé le *Hlahol*, chœur de chanteurs qui est devenu une des gloires de Prague ; les concerts qu'il donna sous la direction de Smétana et de Bendl, ne contribuèrent pas seulement à répandre le sens artistique, mais accrurent chez les auditeurs l'orgueil national et fortifièrent leur dévotion pour le pays qui

1. Sorte de redingote à brandebourgs qui est l'habit de cérémonie des Tchèques.

2. Le récit de Kalousek montre avec quelle difficulté les Tchèques firent entrer dans la pratique cette égalité qu'on n'osait pas leur contester en droit. Les procès-verbaux restent exclusivement allemands jusqu'en 1882. Les Allemands n'en accusaient pas moins les Slaves d'exclusivisme et d'intransigeance : pourquoi? Parce qu'ils recevaient et publiaient des travaux tchèques. Un Allemand ne saurait dans aucun cas être forcé à apprendre le tchèque ; par conséquent tout Tchèque est pour lui une gêne et doit disparaître. D'ailleurs, si les Tchèques sont entre eux, on ne leur défend pas de se servir de leur patois.

produisait de tels artistes. La Société de gymnastique, le *Sokol* (le Faucon), fondé à Prague en 1862 et sur l'exemple duquel se constituèrent en province une foule d'associations analogues (48 en moins de dix ans), préparait à la cause slave de robustes et courageux champions.

Le ministre s'était enfin décidé à ordonner des élections municipales. Elles amenèrent presque partout aux affaires des hommes disposés à ne reculer devant aucun sacrifice pour maintenir et étendre les droits de leur race. Ils s'attachaient à multiplier et à améliorer les établissements d'instruction, soutenaient les entreprises nationales, assaillaient de leurs pétitions les autorités hostiles. — « Chaque jour, écrivaient les habitants de Roudnitse, — un des types les plus intéressants de ces petites villes tchèques qui ont joué un rôle prépondérant dans l'histoire de la Bohême contemporaine, — nous apporte la conviction que nous ne sommes pas traités comme les vrais fils de la maison... L'égalité que nous attendions, nous ne l'avons pas et nous perdons l'espérance de l'obtenir jamais. » Le mouvement gagnait peu à peu les classes dirigeantes. Jusqu'en 1848, les capitaux étaient concentrés entre les mains des Allemands; depuis lors, les Tchèques avaient créé des écoles de commerce et des écoles industrielles, fondé des Caisses d'épargne et des banques d'avances; ils fournissaient désormais des contre maîtres, des ingénieurs, ouvraient quelques magasins. Bien que le mouvement fût encore à peine indiqué, il rappelait celui qui s'était accompli au XIVe siècle et au commencement du XVe, quand la bourgeoisie étrangère avait été peu à peu envahie et transformée par le prolétariat indigène; il devait aboutir au même résultat, rendre le pouvoir à la majorité, si longtemps tenue dans une lamentable servitude.

Les années de recueillement imposé par le despotisme avaient été favorables aux Tchèques et ils n'avaient aucune raison de s'épouvanter d'une nouvelle période d'attente; le temps travaillait pour eux. Sans doute, leur situation restait difficile et la présence dans le royaume d'une impor-

tante minorité allemande leur imposait une prudence particulière; la loi électorale permettait à leurs adversaires de s'emparer de la diète et on était sûr qu'ils abuseraient sans ménagement de leur victoire; en Moravie, les Slaves, qui prévoyaient un désastre électoral, étaient décidés d'avance à se rendre à Vienne et il était fâcheux que les dissidences du parti national apparussent ainsi clairement. — Malgré tout, ces inconvénients, dont on s'exagéra l'importance, étaient moins graves que ceux qui résultaient de l'acceptation de la constitution de février. Les fictions ne trompent longtemps personne, surtout ceux qui les ont inventées. Schmerling affecterait peut-être de voir dans les délégués des Allemands les représentants du royaume tout entier : il lui serait impossible de rien édifier sur ce mensonge; les Moraves et les Silésiens trouveraient un précieux encouragement dans l'énergie et la netteté de conduite des Bohêmes et reprendraient bientôt leur place dans l'opposition. La patente du 21 février ne méritait que le dédain et il suffisait de passer à l'ordre du jour pour que le cabinet fût obligé de se retirer.

Quelques-uns des députés qui venaient d'être envoyés à la diète de Prague, étaient cependant convaincus que les intérêts essentiels du parti exigeaient qu'ils se rendissent à Vienne et ils avaient manifesté l'intention formelle de prendre part aux élections pour le Parlement central, même si la majorité de leurs collègues se prononçait dans un autre sens. Rieger s'effraya de ce schisme, et, du jour où il fut persuadé qu'il ne retiendrait pas la minorité, il préféra la suivre plutôt que de se séparer d'elle. Le sacrifice ne lui fut pas très douloureux : épris de luttes et d'activité, très optimiste, il ne désespérait pas d'amener les Allemands à des concessions acceptables; il avait à un très haut degré le sentiment de la solidarité slave, et la perspective de grouper sous sa bannière tous les peuples opprimés séduisait son courage; comme la plupart de ses concitoyens, il attachait une extrême importance au maintien de la monarchie, dans laquelle il voyait la seule protection possible de

sa race contre l'absorption germanique, et il ne jugeait pas sans danger de s'enfermer dans une résistance passive, au risque de faire le jeu des Magyars dont les exigences lui paraissaient excessives.

Ces raisons, dont quelques-unes sont graves, ne parurent pas décisives à Palatsky. Il n'avait aucun goût pour Vienne et pour la vie parlementaire. Fort entier dans ses opinions, très obstiné, il n'échappait pas malheureusement à certaines influences. Il avait eu de tout temps d'excellentes relations avec la noblesse ; elle avait au contraire jusque là peu de sympathie pour son gendre Rieger, qu'elle accusait de tendances démagogiques. Un des plus anciens collaborateurs de Palatsky, Tomek, mit en relations le tribun et le comte féodal; Rieger et Clam-Martinits tombèrent aisément d'accord, et de leur rencontre sortit le parti du droit historique qui prit pour programme le rétablissement des libertés du royaume, telles qu'elles avaient été sanctionnées par les anciens souverains, et l'égalité absolue des deux nationalités (janvier 1861)[1]. Les nouveaux alliés du groupe national lui apportaient l'appui de leurs richesses, de leur influence sociale et de leur crédit auprès du souverain ; ils méritaient quelques ménagements. Clam-Martinits, sans que nous connaissions les raisons de sa conduite, était à ce moment partisan d'une politique active ; peut-être était-il sous le charme du rôle qu'il avait joué dans le Conseil d'État renforcé et entrevoyait-il la possibilité de remplacer Schmerling. Comme Palatsky résistait toujours, on lui expédia l'archevêque de Prague qui emporta enfin son adhésion [2]. Il fut décidé dès lors que les Tchèques enverraient leurs

1. Jahn, Lad. Rieger, p. 86.

2. « Palatsky, lisons-nous dans une lettre de Sladkovsky de 1875, se plaint que je ne reconnaisse pas en lui une autorité politique. Le fait est vrai, et voici mes raisons. Quand en 1861, il s'est agi d'entrer au Reichsrath, Palatsky combattit le projet jusqu'au dernier moment ; alors l'archevêque parut au club, se prononça contre l'abstention, et immédiatement Palatsky se rallia à son opinion. Est-ce là la conduite d'un chef de parti ? » (Cité par Würzbach). — Il n'est pas invraisemblable que Sladkovsky ait un peu exagéré la portée de l'intervention de l'archevêque, mais je ne crois pas que le fonds des choses ait été contesté.



députés au Parlement central : de toutes les fautes qu'ils ont pu commettre, aucune n'était plus gratuite et elle les plaça dans une situation des plus délicates.

Dans la courte session de la diète de Prague, ils eurent l'avant-goût des déboires qui les attendaient. Le parti allemand-bohême était surtout représenté à cette époque par des légistes et des professeurs; il reconnaissait pour ses chefs les plus remarquables, Brinz, Hasner, Schmeykal et Herbst. Herbst qui avait été d'abord employé dans l'administration des finances et avait été ensuite nommé professeur aux universités de Lvov et de Prague (1859), était l'orateur du groupe, et ses amis, — qui étaient d'ailleurs fort rares, — le comparaient volontiers à Thiers, à Gladstone et à Gneist. On aime à supposer pour le goût de ceux qui employaient ces termes de comparaison qu'ils ne les prenaient pas très au sérieux. Il apportait à la tribune les habitudes de la chaire, et sa parole académique et pompeuse, son dogmatisme pédant soulevaient plus d'admiration que de sympathie. Descendu de la tribune, il ne manquait pas d'esprit et ses coups de boutoir étaient fort redoutés, surtout par ses compagnons. Il avait une conscience très haute de sa valeur et peu d'indulgence pour ceux qui combattaient à ses côtés. L'insolence a toujours été un moyen de réussir. Il convient d'ajouter que Herbst était supérieur à la plupart de ses rivaux par l'étendue de ses connaissances et surtout par sa rigoureuse intégrité, — il se distinguait heureusement par là de beaucoup des membres les plus en vue de la faction libérale-allemande; ce cynique n'avait pas de besoins et il aimait le pouvoir pour l'influence qu'il procure et non pour les satisfactions matérielles qu'il comporte.

Schmeykal le complétait et le corrigeait heureusement. Il avait moins d'envergure et plus de souplesse; sa bonne grâce et son humeur souriante enlevaient un peu de leur amertume aux débats les plus irritants et il n'éprouvait aucun plaisir à achever des adversaires abattus. Orateur sans prétention, il avait, avec des qualités éminentes de tacticien,

beaucoup de perspicacité et de flair; il aperçut aussitôt que dans la bataille qui était engagée en Autriche et dont l'issue pouvait être si grave pour la race germanique entière, la Bohême était la position principale, et il refusa le mandat de député à Vienne pour consacrer à l'organisation de la défense son activité qui était extrême et une rare adresse à manier les hommes. Il trouva un mot d'ordre séduisant : libéral et allemand, devise sonore qui trompa les observateurs superficiels et lui acquit de nombreuses sympathies ; il créa le Casino allemand de Prague (novembre 1862), qui compta bientôt deux mille membres et dont le palais au cœur de la capitale tchèque rappelle ces « cours des marchands » qui ont été au moyen-âge le point de départ de tant de colonies germaniques ; il maintint jusqu'à sa mort (1894) l'unité du parti et, s'il n'eût pas été sans doute en mesure d'empêcher à la longue le triomphe des éléments radicaux, son autorité suffit jusqu'à ses derniers jours pour arrêter la dispersion et dissimuler la décadence du groupe constitutionnel bohême, qui ne répondait plus guère aux tendances nouvelles des électeurs. Son action dépassait la Bohême, précisément parce qu'il y avait enfermé son ambition; les ministres centralistes n'eurent pas d'auxiliaire plus utile, et Taaffe, d'adversaire plus dangereux.

Les mérites de Hasner, qui fut ministre et même président du conseil, furent moindres, quoi qu'en ait pensé sa vanité, qui s'étale avec une amusante candeur dans ses Mémoires. Il fit un moment figure d'orateur, parce que le nombre des députés qui abordaient la tribune était faible ; personne ne vit jamais en lui un homme d'État. Il avait fait ses débuts dans le bureau des finances, qui réunissait des employés d'élite, et il y avait acquis des connaissances administratives assez précises, une certaine souplesse et une réelle facilité de travail; son amour-propre très vif s'humanisait à l'occasion, quand ses intérêts étaient en jeu, et son ambition était facilitée par une grande puissance d'oubli. Rédacteur de la Gazette de Prague en 1848, il lui

était arrivé d'écrire que le fédéralisme seul sauverait la monarchie et il fut élu député en 1861 par un compromis avec les Tchèques; il n'en devint pas moins ensuite un de leurs ennemis irréductibles.

Les chefs du parti allemand bohême se rattachaient au doctrinarisme libéral tel qu'il s'était épanoui dans la Confédération vers 1840 et ils puisaient leur foi dans le dictionnaire politique de Rotteck. Comme les économistes classiques, ils avaient pour idéal la domination de la bourgeoisie; ils jugeaient parfaitement naturel que les plus forts usassent sans pitié de leurs avantages et ils voyaient des révolutionnaires et des fous dans ceux de leurs rivaux qui ne se résignaient pas à une servitude décrétée depuis la plus haute éternité par les desseins de la providence. Ils continuaient la politique qu'avait incarnée dans l'Assemblée de Francfort en 1848 le groupe de la Grande-Allemagne et ils voulaient que l'Autriche conquît, en germanisant ses Barbares, le droit de réclamer l'hégémonie dans l'Europe centrale. Quand leur échec fut certain et qu'il devint manifeste qu'ils n'étaient pas assez forts pour empêcher la transformation de l'Empire des Habsbourgs, ils furent remplacés par les Pangermanistes de couleurs variées qui, incapables d'annexer l'Allemagne à l'Autriche, veulent livrer l'Autriche aux Hohenzollern. Pure question de nuance. Les amis de Herbst et de Schmeykal, bourgeois d'origine, d'éducation et de tempérament, évitaient les gros mots et voilaient leurs ambitions d'élégantes périphrases; leur but ne différait guère de celui des Schœnerer et des Wolf. — « Vous autres, Allemands, disait un jour Palatsky à Frœbel en 1848, quelque modérés que vous soyez, vous perdez tous la raison, dès qu'on aborde le point véritable du débat [1]. » — Nous sommes Allemands, et nous voulons rester Allemands, répétait sans cesse Schmeykal. — Personne ne leur contestait ce droit; les conséquences seules qu'ils en tiraient étaient inadmis-

1. Frœbel, Ein Lebenslauf, p. 192.



sibles. — Nous voulons, ajoutait en effet Schmeykal, en notre qualité d'Allemands, être non seulement comptés, mais pesés et honorés. Ils réclamaient une sorte de privilège de nature : la véritable ordonnance des langues, l'histoire l'avait édictée ; l'évolution historique avait imprimé à l'Autriche un caractère germanique ; les Allemands ne se laisseraient pas coller au mur ; ils combattraient l'injustice de toute loi électorale qui aurait pour effet de les condamner à la minorité [1].

Ces prémisses rendaient toute discussion superflue. « Entre le fédéralisme et la liberté, disait plus tard Schmerling, comme entre l'ultramontanisme et l'esprit de recherche, il n'y a pas d'entente possible ; ils s'excluent mutuellement. » C'est ainsi que pendant plusieurs siècles, les sectes religieuses ont essayé de se détruire, jusqu'au moment où, n'y réussissant pas, elles ont fait de leur impuissance une vertu nouvelle, la tolérance. Un jour de même, les conflits nationaux aboutiront à une formule analogue de résignation. En 1860, la fougue des partis était entière et elle était surexcitée par l'atmosphère qui pesait sur l'Europe. Les années qui s'écoulent de 1859 à 1871 et qui sont celles pendant lesquelles s'est constituée la société contemporaine, sont les plus fiévreuses et les plus troublées qu'ait traversées le monde depuis le commencement du XIXe siècle : de tous côtés, en Italie, en Pologne, dans les Balkans, dans la Confédération germanique, les peuples s'agitent dans l'attente de l'heure décisive qui va sonner. Les Allemands de Bohême subissent l'effet de cette griserie ambiante : au moment où leurs frères s'arment pour arracher à une antique servitude les habitants du Slesvig et du Holstein, laisseront-ils arracher à la mère-patrie une de ses plus anciennes colonies, une de ses positions les plus importantes ! De leur fermeté dépend le sort de la *Marche de l'Est* et, par suite, la domination de l'Orient.

1. V. Fr. Schmeykal, Eine Gedenkschrift, 1894. — Très instructif pour la psychologie du parti allemand. V. surtout le discours qu'il prononça au congrès de Vienne en 1880, p. 101.



Dans la Confédération même, la lutte s'engage entre le *Nationalverein* qui fait le jeu de la Prusse et la *Ligue de la Réforme* qui rallie tous les partisans des Habsbourgs : le seul moyen d'empêcher le triomphe des Hohenzollern et de prévenir une scission de l'Allemagne qui aurait pour résultat la victoire des Slaves en Autriche, n'est-il pas de conserver à la monarchie son caractère nettement germanique? Par là, la lutte constitutionnelle intérieure dépasse la frontière de la Bohême et même de l'Empire; mais plus l'enjeu est considérable, plus le conflit devient âpre et violent.

A la diète de Prague, les Allemands étaient sûrs de la majorité dans la Curie des villes. La Curie des grands propriétaires, après quelques indécisions, inclina de leur côté. Les élections s'y étaient faites un peu au hasard et on commençait à peine à distinguer les deux groupes qui s'opposèrent nettement par la suite et dont les succès alternés ont à plusieurs reprises modifié l'orientation de la politique autrichienne.

Les plus illustres familles, et à leur tête celle des Schwarzenberg [1], étaient hostiles au centralisme, qui diminuait leur influence et qui leur semblait suspect de compromissions révolutionnaires et irréligieuses ; elles avaient pour chef Clam-Martinits et pour orateur Léo Thun qui se trouvait pour la première fois de sa vie dans une situation absolument nette, puisqu'il combattait à visage découvert pour les trois causes qui lui tenaient le plus au cœur, le passé, l'Église et la justice. Sa prestance, sa haute taille, la confiance hautaine que lui inspiraient son propre talent et la petitesse de ses ennemis, sa voix chaude et sonore, son éloquence grave et redondante lui attiraient

1. Les Schwarzenberg dont le château familial est en Bavière, ont fondé leur fortune en Bohême dans la seconde partie du XVII[e] siècle ; ils possèdent encore aujourd'hui environ un treizième du pays et ils sont les rois de toute la région méridionale. Leurs principaux représentants, vers 1860, étaient Frédéric, né en 1809, cardinal en 1842 et archevêque de Prague depuis 1849; — Jean-Adolphe qui au début se rallia aux centralistes; — et Charles, né en 1824, dont le rôle pendant cette période fut particulièrement important.

des sympathies ardentes. Les anoblis de fraîche date et les besogneux n'étaient pas rares dans les rangs des grands propriétaires et le ministre avait compté rencontrer en eux des instruments dociles ; mais ils auraient été assez vite emportés dans le sillon des barons féodaux qui joignaient aux séductions de la fortune le prestige d'une antique renommée, si les centralistes n'avaient eu la chance de pouvoir opposer les Auersperg aux Schwarzenberg.

Bien que les domaines de ces derniers ne fussent pas tous en Bohême, ils y avaient cependant le centre de leurs établissements et ils tendaient de plus en plus à confondre leurs destinées avec celles du royaume, tandis que les Auersperg n'avaient vraiment aucun caractère national ; il n'était pas jusqu'au prénom de Carlos, par lequel on désignait le chef de la famille, qui ne rappelât leur exotisme [1]. Dans sa jeunesse cependant, ce Carlos avait été à la diète de Prague un des membres les plus véhéments de l'opposition contre Metternich, et les nationaux comptaient sur sa bienveillance. On a prétendu qu'en 1848 il avait été obligé de fuir devant ses paysans ameutés et qu'il n'avait pas pardonné aux Tchèques l'attitude peu glorieuse où ils l'avaient réduit. Des rivalités personnelles aigrirent ses rancunes. Depuis longtemps, l'éclat des Schwarzenberg portait ombrage aux Auersperg ; des questions de femmes, à ce qu'on assure, transformèrent en haine ouverte les jalousies invétérées. Schmerling, qui, au milieu de la haute aristocratie viennoise, si exclusive et si fermée, était fort isolé, devina les déboires de Carlos, caressa sa haine contre Clam-Martinits, le sacra « le premier gentilhomme du royaume » et gagna ainsi son alliance.

1. Les Auersperg tirent leur nom d'un château situé dans la Carniole. Ils sont le type de la noblesse *autrichienne* qui confond ses intérêts avec ceux de la dynastie et ils ont fourni aux Habsbourgs nombre de serviteurs dévoués. Leur établissement en Bohême est relativement récent.

Charles Auersperg, né en 1814, après avoir jeté sa gourme en 1847, se rallie à Bach ; chef de la noblesse allemande depuis 1861, président du Conseil (30 déc. 1867 — 26 sept. 1868), président de la Chambre des Seigneurs et de la diète de Bohême, se retire de la vie publique en 1887.

Précieuse recrue ! Auersperg avait grande allure : ses cheveux, qui avaient blanchi de bonne heure, adoucissaient l'expression un peu dure de sa physionomie aux traits nettement caractérisés ; ses yeux petits, d'un bleu d'azur, son regard acéré et clair, indiquaient la résolution, et c'était en effet la plus remarquable de ses qualités, à moins que ce ne fût le plus choquant de ses défauts. Très fier de son rang et très vain de sa naissance, — on affirme qu'il ne donnait jamais la main à un bourgeois qu'après s'être ganté, — il apportait dans la vie publique une raideur qui était de la dignité en face de l'Empereur, mais qui devenait de l'insolence ou de la brutalité quand il s'adressait à ses égaux ou à ses inférieurs : président de la Chambre des seigneurs pendant quatorze ans, il rabrouait ses collègues avec une dureté que n'excusaient ni ses connaissances qui étaient courtes ni ses talents qui étaient médiocres. Il était par là rapproché de Schmerling dont il appréciait la poigne et, à son exemple, il menait le Parlement comme un capitaine conduit sa compagnie. Il entraîna dans son évolution quelques-unes des vieilles familles du pays, les Waldstein, une grande partie des Kinsky et des Thun, tandis que les Tchernin, les Harrach et les Lobkovits se groupaient autour des Schwarzenberg. Les luttes constitutionnelles se compliquèrent ainsi de rivalités seigneuriales qui rappelaient le XVI[e] siècle. Ce n'était pas un des moindres inconvénients du régime de trompe-l'œil et de fraudes inauguré par Schmerling que de faire dépendre le sort des peuples des caprices d'une poignée de nobles.

Auersperg et ses amis n'osèrent pas s'opposer à une motion de l'archevêque de Prague qui demanda à la diète d'envoyer une députation auprès du souverain pour le prier de venir se faire sacrer roi de Bohême [1]. Les centralistes,

1. Rézek a publié sur Schwarzenberg, le cardinal-archevêque de Prague, une étude, (Osvièta, 1885), où il le représente comme le protecteur du parti slave. Suivant moi, ses titres à la reconnaissance des patriotes sont assez minces. — « J'ai la conviction, dit-il à la diète, que le sacre sera le meilleur lien entre le souverain et le peuple, et cette conviction, je le constate avec joie, est partagée par les miens. » — Est-ce une raison suffisante pour le



convaincus qu'ils ne parviendraient pas à faire repousser la proposition, préférèrent lui enlever toute portée en s'y ralliant, et la réponse de l'Empereur, aimable, mais entourée de déclarations favorables à la constitution de février, n'eut de même aucun sens réel. La majorité n'en garda pas moins beaucoup de mauvaise humeur de cet incident et elle se vengea en redoublant d'intolérance; Rieger, qui avait parlé des « Bohêmes de langue slave », fut interrompu violemment : il n'y a ici que des Autrichiens, nous ne connaissons d'autre drapeau que le drapeau noir et jaune. — Il vous est peut-être désagréable qu'il y ait dans ce royaume des Bohêmes de langue slave ; ils existent cependant et il faut que vous en preniez votre parti. Nous nous rallions, nous aussi, au drapeau jaune et noir, mais nous ne trahirons jamais le drapeau blanc et rouge, et ceux qui refusent de se ranger sous ses plis sont et demeurent nos adversaires. Nous protesterons éternellement contre toute tentative pour abolir les droits historiques de notre patrie et nous ne voulons pas être réduits au rôle d'un département français. —

Malgré les rancœurs que leur laissaient ces quelques jours de session à Prague, les Tchèques déclarèrent que, quand l'Empereur invitait les peuples à une réconciliation générale, ils ne voulaient pas répondre à son appel par une fin de non-recevoir. Avant de procéder aux élections pour le Reichsrath, ils firent seulement des réserves formelles et dénièrent au Parlement central « tout droit de porter atteinte aux privilèges du royaume ». Vaines subtilités, dont les sarcasmes des centralistes soulignèrent l'inanité. Donner et retenir ne vaut. Les Magyars seuls étaient dans la logique vraie en s'abstenant, et la situation des Tchèques dans une assemblée dont ils déclinaient la compétence et à qui leur inconséquence avait

ranger parmi les défenseurs des droits historiques du royaume? — Il ne me semble pas que le cardinal ait jamais prononcé un discours en tchèque. — En réalité, son opposition à Schmerling fut déterminée presque uniquement par des raisons confessionnelles.



permis de se constituer, était nécessairement des plus fausses.

Quand le Reichsrath se réunit (1er mai 1861), ce qu'on remarqua surtout, suivant le mot qui courut alors, ce furent les absents, Italiens et Hongrois. Parmi les présents, l'opposition comptait une cinquantaine de députés (une vingtaine de Bohêmes, quatre Moraves, quelques Slovènes). Rieger essaya d'organiser la droite, de lui donner un programme. — Dans un Empire où les peuples sont si divers, la centralisation est un leurre et un fléau. Sans doute une longue communauté d'existence a noué entre les races des liens qu'il est de leur intérêt de maintenir; on ne saurait cependant exiger d'elles que, pour défendre leur nationalité contre l'étranger, elles commencent par renoncer à cette nationalité; en leur imposant des sacrifices inutiles, on provoquerait des résistances invincibles. Pour amener les Magyars et les Yougo-Slaves à accepter l'autorité du Parlement, il faut d'abord limiter sa compétence à ce qui est strictement nécessaire et respecter les traditions et les prérogatives des divers peuples. —

La droite confessait volontiers ces principes, ce qui n'impliquait nullement qu'en fait elle fût tout entière disposée à se joindre aux Tchèques pour combattre Schmerling. Les Polonais, qui se défiaient de leurs tendances panslavistes, entendaient conserver leur complète liberté d'allures et ils étaient beaucoup plus préoccupés de l'agitation qui commençait à se manifester à Varsovie que de la constitution de février : l'essentiel pour eux était de ménager le souverain, dont ils auraient peut-être à solliciter l'intervention. Dans le camp tchèque, la concorde n'était pas absolue : les Moraves, inquiets de leur situation électorale, se montraient timides. Même parmi les Slaves de Bohême, tous n'acceptaient pas sans révolte l'alliance des cléricaux et des nobles, et, dans les questions de politique pure, quelques radicaux auraient volontiers lié partie avec les Allemands. La majorité dédaignait leurs avances. Une poignée de revenants de 1848, tels que Schouselka, désap-

prouvaient l'attitude brutale du gouvernement; quelques autonomistes, en général Styriens, regrettaient l'intransigeance de Schmerling qui rendait impossible une réconciliation avec la Hongrie; ils n'osaient guère avouer leurs inquiétudes et suivaient le courant. Seuls, les cléricaux du Tyrol, les *Tchèques noirs*, Greuter, Hasselwanter, qui détestaient dans le ministre l'adversaire de l'Église, apportaient à Rieger le compromettant appui de leur fanatisme.

En face de ce petit bataillon, Herbst et ses lieutenants, les Moraves Giskra et Skene, menaient à l'assaut une masse compacte de 100 à 120 centralistes intraitables, dont le noyau était formé par les députés allemands du royaume de Saint-Venceslas. Les frères-ennemis qui s'étaient déjà heurtés à Brno et à Prague, se retrouvaient en présence et leurs passions donnèrent aussitôt le ton aux débats. Sous le voile des luttes constitutionnelles, une question hantait l'assemblée : l'Autriche serait-elle allemande ou slave? Tout de suite, la discussion prit des allures de combat, et le ton des orateurs prouva quelle véhémence nouvelle dix ans de despotisme avaient ajoutée aux haines nationales.

A propos de l'Adresse, les Tchèques demandèrent à la majorité de ne pas exclure d'avance la possibilité d'une révision de la constitution : — Quel ne sera pas le retentissement de votre intransigeance dans le royaume de Saint-Étienne? disait Rieger. J'admets encore que vous invoquiez contre les Magyars le droit de conquête; les armes ont prononcé contre eux, malheur aux vaincus! Mais les Croates, les Serbes, les Roumains? Croyez-vous que vous les amènerez à venir ici, si vous refusez de tenir compte de leurs privilèges historiques, et ne voyez-vous pas qu'ils sont les maîtres de la situation et que la clé de Pesth est à Zagreb? Vous vous retranchez derrière le diplôme de février. Est-il donc le commencement et l'origine de l'Autriche? N'y avait-il avant lui que des hilotes et des esclaves dans l'Empire? En réalité, c'est maintenant que nous sommes esclaves, sous le régime de cette

loi électorale qui réduit plus de trois millions d'hommes à être défendus par une poignée d'une vingtaine de députés, qui donne à quinze cent mille Moraves trois représentants, ou tout au plus cinq. C'est par de pareils moyens que vous avez la majorité, et vous pouvez étouffer notre voix ici, mais au dehors, cette majorité dont vous vous targuez, elle nous appartient, et l'opinion pour laquelle nous combattons est aussi celle des peuples qui ne sont pas ici, je dis des plus modérés d'entre eux. A quoi sert d'invoquer sans cesse l'unité de l'Autriche et la puissance de la monarchie? Ce qu'il faudrait, c'est réaliser cette unité, et vous n'y arriverez jamais avec la politique que vous suivez. Les races non allemandes ne voient dans le centralisme que le prélude de la germanisation; nous souffrons de ce système depuis des siècles et nous en avons particulièrement senti l'amertume ces dernières années; nous voulons sortir enfin de cette misère. — La majorité avait son siège fait; les plus perspicaces, ceux qui sentaient la gravité des arguments de Rieger, étaient dès lors au fond du cœur résignés à un schisme inévitable et ils préféraient abandonner la Hongrie à elle-même plutôt que de perdre dans l'ouest de la monarchie la prépondérance qu'ils détenaient. Le troupeau ne portait pas si loin ses vues et se faisait les plus étranges illusions sur la force d'attraction du Reichsrath.

Le spectacle qu'il donnait était cependant peu fait pour séduire les récalcitrants. Hein, le président, un avocat de Silésie, menait les débats avec une partialité brutale : — « Vous nous avez fait vider jusqu'à la lie la coupe de l'amertume », lui disait Rieger. La majorité répondait par des ricanements aux plaintes les plus légitimes des Slaves et ne dissimulait nullement qu'elle se proposait pour but le triomphe absolu de la langue allemande.

Son intransigeance éclatait bruyamment dans la question des écoles, une des plus sensibles dans les contrées où se heurtent des races hostiles. — Les Tchèques se plaignaient que l'on n'appliquât même pas les rares ordonnances qui leur étaient favorables, et Schmerling enguir-



landait de vaines protestations de bienveillance la déclaration qu'il était tenu de se préoccuper d'abord des intérêts de la science et de la civilisation.

— Science, civilisation! répliqua Rieger dans un discours célèbre. Que de fois n'a-t-on pas invoqué ces Dieux devant moi! Vous n'entendez jamais parler de science Française ou d'English science, mais la Deutsche Wissenschaft, voilà qui remplit la bouche! Beaucoup de gens admettent vraiment comme une parole d'Évangile que l'allemand est chez nous l'unique instrument de la science et de la civilisation : eh bien, il est temps que nous échappions à la situation qu'on nous crée avec ce mensonge. Nous voulons qu'on reconnaisse les droits de notre langue dans l'administration, dans les écoles, dans la diète, dans la vie tout entière : nous voulons que les conditions politiques ne nous empêchent plus de cultiver la science chez nous, dans notre propre langue. Le ministre nous dit : la langue de l'enseignement dans les lycées doit être l'allemand, parce qu'ils préparent à l'enseignement supérieur qui se donne en allemand. Cet argument peut mener loin et il n'y a pas de raison pour ne pas germaniser ainsi jusque dans le sein maternel. Nous sommes les fils légitimes de la maison aussi bien que les Allemands et nous demandons à ne pas être traités plus mal qu'eux. Nous ne sommes pas des mendiants dont on se débarrasse avec une aumône, et c'est pour cela que nous repoussons une constitution qui livre à d'autres qu'à nos représentants le droit de régler nos intérêts les plus chers. Nous savons, en effet, que les hommes et les peuples ne traitent pas leurs voisins comme ils se traitent eux-mêmes; nous en avons fait du moins la triste expérience avec les Allemands et nous la faisons tous les jours. — Je vous rappelle à l'ordre pour la seconde fois et je vous retire la parole. — J'en appelle à l'assemblée : y a-t-il dans mon discours quelque chose d'offensant? — C'est offenser la nationalité allemande que de.... (le président est interrompu par des applaudissements frénétiques de la gauche). — Je demande à expliquer mes paroles, je

ne parlerai plus de la question nationale, car je vois qu'ici la liberté de la discussion est enchaînée. — Je vous rappelle de nouveau à l'ordre. Vous reprochez au président d'étouffer les débats, je vous prie de quitter la tribune. — Vive la liberté de la parole, telle qu'elle est pratiquée dans le Parlement autrichien ! — Je vous rappelle..... — Et moi, je vous rappelle à la justice [1].

Les Tchèques, quand ils étaient venus à Vienne, conservaient encore l'espoir que leur exemple entraînerait les Hongrois et qu'avec leur concours, ils parviendraient à tenir tête aux Allemands. Réduits à leurs seules forces, ils s'épuisaient en protestations stériles qu'étouffaient les clameurs de la majorité et qu'Hein qualifiait d'infâmes [2]. Le morave Giskra, qui finit quelques années plus tard en police correctionnelle, un des orateurs les plus écoutés parce qu'il était un des plus violents, raillait sans grâce leurs théories constitutionnelles : — Entre l'Autriche et nous, nous n'avons pas besoin de je ne sais quel intermédiaire mystique, de cette prétendue couronne de Saint-Venceslas qui n'a jamais orné la tête de ce pseudo-roi; nous ne voulons pas de royaume de Bohême, et tant qu'une goutte de sang coulera dans nos veines, nous refuserons de lui prêter serment; nous ne connaissons d'autre souverain que l'Empereur et nous faisons autant de cas de son titre de roi de Bohême que de celui de roi de Jérusalem. — Brauner, qui essaya de relever ces attaques, fut aussitôt interrompu par Hein : — Mais cependant, puisqu'il a été permis au préopinant d'aborder ces questions ! — Asseyez-vous et taisez-vous. — Brauner, toujours maître de lui, d'un flegme que rien ne déconcertait, perdit patience : — Devant tous les peuples de l'Autriche, je proteste contre cette violence, contre cette iniquité, contre cette tyrannie. — Nous nous associons tous à cette protestation, s'écria Rieger. — La majorité, un moment interdite, se ressaisit vite et pour-

1. 16 juin 1861, Comptes-rendus sténographiques, 302-310.
2. Kalousek, Discours de Rieger, II, p. 113.



suivit de ses huées les Tchèques et les Polonais; elle était encouragée par les galeries. La droite entière quitta la salle. — Ce fut la première de ces batailles parlementaires, qui ont si souvent marqué l'histoire contemporaine de l'Autriche [1].

Les fédéralistes n'avaient vraiment rien à faire dans cette assemblée et le gouvernement leur fournissait lui-même le prétexte qui leur était nécessaire pour reprendre leur liberté d'action. — La Constitution, fit remarquer Smolka, prévoit deux Parlements, un Parlement commun à l'ensemble de la monarchie, et un Parlement étroit, où ne doivent être traitées que les questions communes aux pays non hongrois. Que sommes-nous, à proprement parler? — Le parlement étroit, naturellement, répondit Schmerling, puisque les provinces occidentales sont seules représentées ici.

Il ne s'enferma pas longtemps dans cette conception et il inventa pour sortir d'embarras une théorie juridique d'une étrange subtilité. — Tant que la constitution n'était pas réellement entrée en vigueur, l'Empereur avait le droit de fixer le budget par ordonnance; on ne pouvait pourtant lui contester la faculté de partager sa prérogative avec les députés réunis à Vienne. Par ce détour sophistique Schmerling supprimait la distinction qu'il avait établie entre le Parlement restreint et le Parlement général et il présenta à l'Assemblée des lois qui devaient s'appliquer à l'Empire entier. Rieger signalait ce que ce prétendu libéralisme contenait en réalité d'arbitraire. — Sur les 33 millions d'habitants de la monarchie, 16 millions ont refusé d'envoyer ici leurs députés, et parmi les 17 millions d'autres, beaucoup ne sont venus à Vienne que sous les plus expresses réserves. Est-ce le moyen de fonder la liberté que de proposer à la minorité d'édicter des lois pour la majorité? On nous demande, dans ce théâtre national, de jouer Roméo et Juliette; malheureusement, Juliette

1. 26 juillet — Comptes-rendus sténogr., 602, 651.



persiste à ne pas se montrer et on veut que la représentation ait lieu quand même. N'apercevez-vous pas qu'accepter le budget dans ces conditions, c'est renoncer à l'unité de la monarchie? Car, on aura beau dire, nos décisions n'engagent que nous-mêmes, c'est-à-dire que l'on reconnait aux Hongrois le droit de voter seuls le budget qu'ils auront à solder, et, sous prétexte de réaliser plus rapidement la constitution, on l'aura ruinée à jamais (18 déc. 1861). —

Ce qui nuisait à l'effet de ces discours c'est que les Tchèques reculaient devant la sanction nécessaire de ces déclarations, qui eût été une démission immédiate. Leur attitude était gênée et leurs désirs obscurs. Ils approuvaient en principe l'intransigeance des Magyars et ils redoutaient leur triomphe trop complet, parce qu'ils ne voulaient ni leur livrer les Slaves du Sud ni introniser le dualisme, qui les eût condamnés à un tête à tête pénible avec les Allemands; ils s'abstenaient dans la discussion du budget et ils intervenaient dans les questions de politique générale; quand l'ordre du jour amenait des projets de réforme libérale, il leur paraissait vraiment trop dur de ne pas prouver à leurs calomniateurs qu'ils n'étaient pas les réactionnaires que l'on dénonçait à l'Europe. — Nous sommes libéraux, soyez en sûrs, disait Rieger, et nous le resterons, quoi qu'en pensent et en écrivent vos journaux. Nous nous vantons d'avoir eu pour ancêtres les hommes qui ont les premiers combattu pour la liberté de la pensée... Quand notre nation s'est réveillée de son sommeil, son premier cri a été un cri d'affranchissement.

Ils s'aperçurent que, même à ce point de vue, leur action était nulle. Schmerling n'avait pas le moindre goût pour un régime constitutionnel sincère : « Au fond de son cœur, a écrit Frœbel qui le vit de près dans cette période, son système était le système Schwarzenberg-Bach, transposé en libéralisme. » Eût-il été sincère, qu'il eût été immédiatement arrêté dans la voie des concessions. Sans aucune expérience des hommes, il se berçait des plus étranges illusions sur son crédit. En général, il lui était indifférent

de convaincre les personnes avec lesquelles il était en relations; il ne faisait exception que pour l'Empereur et il avait adopté à son usage un plan compliqué d'éducation progressive, dont il se louait fort; il n'avait réussi qu'à agacer profondément le souverain dont la conversion au Parlementarisme était encore très chancelante et qui n'était nullement dégagé des influences cléricales. Les évêques, le comte Chafgotch, le prince Fürstenberg, le cardinal Schwarzenberg ruinaient auprès du maître le crédit du ministre. Le cardinal Rauscher, allemand et centraliste, le ménageait davantage, parce qu'il redoutait la victoire des Magyars; naturellement, il ne poussait pas la complaisance jusqu'à trahir la cause de l'Église. Les tentatives de Schmerling pour obtenir de la Curie l'abandon du Concordat, — ce qui était un des désirs essentiels de la majorité du Reichsrath, — étaient ainsi d'avance condamnées à un échec humiliant.

Le ministre, qui avait les mains liées, essayait de donner le change par des rodomontades et il était toujours prêt à monter au Capitole : — On reprochera peut-être au gouvernement une certaine tiédeur dans son libéralisme; j'accepte ce reproche avec calme; on a le droit d'être modérément libéral quand on a eu l'honneur de conseiller à l'Empereur de donner une constitution à l'Empire, et quand, cette constitution, on a réussi en quelques semaines à la mettre en vigueur. —

Ces fastueuses apologies n'avaient d'autre but que d'amener la majorité aux plus pénibles abdications. Elle avait dû arracher de haute lutte une loi sur la liberté de la presse, bien timide encore et qui ne la satisfaisait guère : si l'autorisation préalable et les avertissements administratifs étaient supprimés, la loi sanctionnait les sévérités draconiennes des décrets de Bach. La majorité désirait au moins que les délits de presse fussent soumis au jury : — Schmerling la rappela à l'ordre. — M. Kouranda a dit que le gouvernement avait sa part de responsabilité dans le conflit; il a parfaitement raison; je vais même plus loin, le



gouvernement est seul responsable de ce conflit, et il eût maintenu son opinion, même si la Chambre-Haute s'était prononcée contre lui ; il a contre la presse l'appareil des avertissements et des confiscations ; si la majorité ne veut pas voter le texte qu'il lui a présenté, libre à elle ; il peut attendre (22 oct. 1862). — Les plus modestes demandes de la gauche furent de même repoussées. — Avec prudence, mais nettement en arrière, disait Giskra, parodiant dans une minute de sincérité le programme ministériel. — On déniait au Parlement le droit de manifester son opinion dans les questions de politique extérieure. Quand, en 1863, la majorité supprime les crédits pour l'ambassade du Vatican, Rechberg lui répond tranquillement que le gouvernement garde son opinion. — Le Conseil ferait bien mieux de ne pas s'occuper de haute politique, déclarait l'Empereur à la municipalité de Vienne qui avait voté une adresse relative aux duchés danois. — Dans la conviction de Rechberg et de Schmerling, la compétence du Reichsrath ne dépassait point celle du *magistrat* de Vienne.

Qu'y avait-il vraiment de changé en Autriche depuis qu'on avait avec tant de fracas proclamé la constitution ? — Un certain nombre de bons Messieurs qui, auparavant, parlaient politique dans les brasseries, dissertaient maintenant dans la baraque en planches que l'irrévérence viennoise avait baptisée du nom de théâtre de Schmerling, sans d'ailleurs que leur conversation eût plus de portée effective [1]. Isolé entre l'hostilité irréconciliable des Magyars et des Slaves et l'ironie gouailleuse des électeurs allemands, sur quoi le Reichsrath se serait-il appuyé pour forcer la main au ministère ? Il ne se souciait pas d'ailleurs de le désarmer, parce que leurs adversaires étaient les mêmes, et les plus humiliantes abdications lui étaient adoucies par l'espoir d'établir l'hégémonie germanique dans la monarchie et la prépondérance autrichienne dans la Confédération.

1. Unsere Zeit, Neue Folge, I, 1865. — L'Autriche depuis Villafranca. — Cons. aussi le t. Ier de 1868. — Ces études émanent de correspondants bien informés et relativement impartiaux.



Un des dangers de la politique d'injustice et d'oppression, c'est d'abaisser les caractères des triomphateurs et d'avilir leurs âmes ; de l'égoïsme des partis naît la cupidité des individus. Le niveau de la moralité était assez bas en Autriche, comme dans tous les pays où la condition économique est avariée. Depuis un siècle, elle était au régime du papier-monnaie et les continuelles et brusques variations du change avaient exaspéré la passion du jeu jusqu'à la fureur ; le gouvernement, semblable à ces fils de famille prodigues qui soulèvent sur leur passage tant de basses convoitises, répandait autour de lui la corruption par son système fiscal qui demandait à la loterie une part importante des ressources du budget, par son protectionnisme excessif qui créait une industrie factice, par ses complaisances pour les fraudeurs de haut vol et les financiers véreux. Aucun des peuples de la monarchie n'échappait complètement à la corruption et il y avait une large dose d'hypocrisie dans l'indignation avec laquelle les ennemis du ministère flétrissaient les tripotages de Vienne. Il est incontestable du moins que les députés de la majorité étaient dans des conditions particulièrement favorables pour *faire des affaires*. Non seulement elle votait de préférence les lois dont elle retirait des bénéfices trébuchants, mais beaucoup de ses membres préludaient à cette campagne de *fondations* et d'entreprises industrielles qui aboutit au « krach » de 1873. Ils achevaient ainsi de galvauder le peu d'autorité qui leur restait, et ils devenaient un objet de mépris pour les ministres qui connaissaient le tarif de leur conscience, pour l'opinion publique qui s'exagérait le mal et englobait tout le personnel politique dans la même réprobation, et enfin pour l'Empereur qui avait pour les spéculateurs le facile mépris des hommes qui n'ont jamais connu les besoins d'argent.

Les Tchèques n'étaient plus retenus dans cette Assemblée dégradée et haineuse que par la gêne d'une palinodie peu glorieuse. Ils excusèrent quelque temps leurs tergiversations en se persuadant que leurs discours, inutiles à la

Chambre, en dépassaient l'enceinte et atteignaient le peuple. Leurs orateurs ont toujours occupé une place fort distinguée dans le Parlement; à ce moment-là, Klaudy, Brauner, Zélény, Jirsik, l'évêque de Boudiéjovitse, formaient à Rieger un état-major remarquable. Ils se lassèrent vite de ces déclamations qui tombaient dans le vide. Palatsky, isolé dans la Chambre des seigneurs, avait depuis longtemps cessé d'assister aux séances. — Rieger était excédé : « Je me sens vraiment malheureux ici, écrivait-il; dans la situation qui nous est faite, il est impossible d'agir et cette inertie devient insupportable. » — Enfin, — beaucoup trop tard, — le 25 juin 1863, ils donnèrent solennellement leur démission : — ils n'étaient entrés au Parlement que pour prouver leurs sentiments pacifiques et pour ne pas compromettre par des scrupules excessifs la réconciliation des peuples; ils avaient espéré alors qu'on leur tiendrait compte de leur sacrifice. Au lieu de cela le Reichsrath interprétait dans l'esprit le plus hostile aux Slaves la Charte de février; il dépassait son mandat, en étendant illégalement ses attributions au détriment à la fois des diètes particulières et du Parlement commun, qui n'avait pas pu être formé. Le résultat de ces empiétements était d'introduire sournoisement le dualisme, de mettre en question les droits historiques des royaumes qui composaient la monarchie et d'empêcher l'établissement d'un ordre définitif, qui avait pour condition essentielle le libre concours de tous les peuples. Dans ces conditions, il leur était impossible de sanctionner plus longtemps par leur présence un régime d'oppression et de mensonge. —

La retraite des Tchèques ne produisit pas l'effet qu'ils en attendaient, parce qu'elle fut maladroitement mise en scène et révéla les dissensions de la droite. Les Polonais, les Moraves et même quelques députés slaves de Bohême persistèrent à venir aux séances; d'autres s'éloignèrent sans signer la déclaration. Les fédéralistes s'aperçurent alors seulement de la gravité de la faute qu'ils avaient commise : il était infiniment moins facile de ruiner le Reichsrath



qu'il ne l'eût été d'en empêcher la réunion. On s'était habitué à ce Parlement croupion et quelques vides de plus laissèrent l'opinion fort indifférente. Naturellement l'autorité de l'Assemblée, déjà si faible, fut encore diminuée, et les sessions suivantes furent à peu près stériles ; le discours du Trône l'avouait avec une certaine mélancolie (15 février 1864). Du moins, le Reichsrath durait. La Constitution de 1861, si imparfaite qu'elle fût, eut sur les précédentes un avantage décisif : elle n'exista pas seulement sur le papier, elle fonctionna et créa ainsi un précédent et un préjugé favorable au dualisme. Quand, dans un moment de crise aiguë, un ministre pressé chercha une solution rapide, par une sorte de mouvement réflexe, il revint à la Charte qui avait déjà été appliquée et il ne parut pas impossible de se passer des Tchèques, puisque la machine parlementaire avait déjà marché sans eux.

Ils avaient dans la diète de Prague un meilleur terrain d'action. La majorité y dépendait des grands propriétaires qui affectaient une sorte d'impartialité dédaigneuse : les Tchèques se plaignaient d'être abandonnés dans les circonstances les plus graves par ceux mêmes des nobles qui, comme Clam-Martinits, se vantaient de défendre les droits historiques de la Couronne de Saint-Venceslas, tout en refusant de confondre leur cause avec celle des patriotes. Ces allures de détachement et cette désinvolture agaçaient les radicaux et ils jugeaient la situation avec quelque amertume : « Nous autres, fédéralistes décidés, écrivait Sladkovsky après la clôture de la diète en 1864, nous n'avons guère lieu de nous féliciter de l'issue de la session et la situation du parti n'a pas sensiblement changé. » — Cependant, le groupe de Clam-Martinits, qui, au début, ne comptait guère qu'une quinzaine de membres, ralliait peu à peu les indécis qui s'étaient réunis sous la conduite du comte Albert de Nostits, et assez vite il balança à peu près la faction d'Auersperg ; dans certaines circonstances la majorité penchait même en faveur des Tchèques, et le nouveau gouverneur, Richard Belcrédi (1864), très modéré

et tolérant, voyait sans tristesse le progrès des Slaves.

Ils ne parvinrent pas, malgré leurs efforts, à obtenir la révision de la loi électorale, ce qui était leur désir le plus ardent et ce qui eût été la condition de toute amélioration sérieuse. En revanche, la Diète vota l'établissement de « Conseils de districts », qui limitèrent de la façon la plus heureuse les attributions de la bureaucratie; une subvention convenable fut attribuée au comité qui poursuivait la construction d'un Théâtre national, et on étudia les plans d'un monument destiné à recevoir les collections de la Société du Musée ; l'assemblée accorda les crédits nécessaires pour acquérir la Bibliothèque de Chafarjik et la collection des œuvres de Hollar, le célèbre graveur tchèque du XVII[e] siècle. On fonda une Banque hypothécaire. Rieger, qui avait un goût très vif pour les questions économiques, s'entourait de collaborateurs techniques éminents et faisait accepter par la Diète un vaste plan de travaux publics; le pays se couvrait d'un réseau de routes dont l'ouverture avait le plus heureux retentissement sur le développement de la richesse publique.

La majorité renvoyait au gouvernement avec avis favorable une pétition des médecins qui demandaient que des cours tchèques fussent ouverts à l'Université; à l'école polytechnique de Prague les chaires étaient dédoublées et le tchèque placé exactement sur le même pied que l'allemand. Enfin, la loi scolaire de 1864 reconnaissait formellement en principe l'égalité des deux idiomes usités dans le royaume : dans les écoles primaires, la langue de l'enseignement serait celle de la majorité des habitants de la commune; quant aux lycées, classiques ou modernes, ils étaient divisés en lycées allemands et lycées tchèques, mais dans tous, l'étude de la seconde langue du pays était obligatoire [1]. Cette loi, que les Allemands flétrirent du

1. Le partage favorisait à l'excès les Allemands, qui conservaient les gymnases de Boudiéjovitse et de Plzein, où la majorité des élèves était certainement slave. Du moins, d'après le nouveau système, le tchèque n'était plus restreint, comme il l'était auparavant, même dans les lycées tchèques.



nom de Loi de la Langue imposée (Sprachenzwanggesetz), provoqua parmi eux une explosion de fureur, et Schmerling, sur leurs instances, refusa de la sanctionner. Elle fut confirmée un peu plus tard par Belcrédi, et ce fut une des mesures que les centralistes lui reprochèrent avec le plus d'acrimonie : dès qu'ils revinrent au pouvoir, en 1867, ils l'abrogèrent. Les députés Tchèques avaient été unanimes à voter l'étude obligatoire des deux dialectes dans tous les établissements secondaires. Beaucoup depuis lors sont devenus plus pusillanimes et ils craignent que la connaissance de l'allemand ne facilite les désertions. Terreurs assez vaines, d'autant plus que par la force des choses le nombre des Tchèques instruits qui ne savent pas l'allemand ne sera jamais très considérable, et quels ne sont pas les inconvénients et les dangers d'un système qui sépare par une cloison étanche deux races que la nature condamne à vivre côte à côte ! Il n'est pas possible que tous les habitants de la Bohême parlent les deux langues : mais que de malentendus disparaîtraient et combien l'apaisement serait plus facile si les hommes des classes supérieures, si tous ceux surtout qui sont appelés à jouer un rôle dans la vie publique, connaissaient également les deux idiomes. La diète de 1864 l'avait compris, et, si la loi scolaire qu'elle avait acceptée eût été appliquée, la plupart des difficultés actuelles auraient été évitées.

En dépit de toutes les tracasseries officielles, les Tchèques avaient confiance dans leur fortune. Prague, surtout à la suite de la décision du conseil municipal qui avait déclaré que le tchèque serait la langue de l'enseignement dans les écoles communales, perdait rapidement la physionomie allemande qu'elle conservait encore en 1860 et devenait la grande métropole slave qu'elle est aujourd'hui. La Société des Arts (Umělétska Béséda) réunissait les artistes, les écrivains et les amateurs éclairés et exer-

à l'enseignement du catéchisme et de la littérature nationale, et il devenait vraiment la langue de l'enseignement.



çait, dès le lendemain de sa fondation, une action des plus heureuses sur le développement de la vie intellectuelle et sociale. Le Comité du théâtre, dont les destinées reflètent les phases de l'évolution du peuple depuis 1848, couvrait le royaume du réseau de ses filiales. Les Slaves ont un goût très vif pour les manifestations de la vie publique, pétitions en masse, meetings, fêtes commémoratives; tous les prétextes étaient bons et tous les héros étaient évoqués tour à tour, de Hus à Chafarjik et à Havlitchek.

Le ministère répondait à ces manifestations par des taquineries et des persécutions. Mecsery, le ministre de la police, avait été gouverneur de Bohême à l'époque de Bach; il avait laissé un mauvais souvenir à Prague, il ne l'ignorait pas et il avait à cœur de justifier l'antipathie des Tchèques. Il appliquait sans ménagement les plus impudents décrets de l'absolutisme; les fonctionnaires, sûrs ainsi de plaire à leurs supérieurs, organisaient une véritable chasse contre les patriotes; on affectait de les représenter comme les ennemis de la monarchie, on excitait contre eux les colères des soldats; il semblait par moments que le ministère cherchât une journée. Les journaux étaient accablés de procès, de confiscations, d'amendes; les journalistes condamnés pour délit de presse étaient traités comme des criminels de droit commun : on leur rasait la tête, on leur imposait le costume de la prison.

Cette terreur de parade était odieuse, ce qui ne l'empêchait pas d'être un peu ridicule, et la gêne qu'elle imposait au parti national était plus que compensée par l'ardeur qu'il puisait dans l'attrait du péril et dans l'orgueil du dévouement. Les Slaves commençaient à pénétrer dans les hautes sphères de la bourgeoisie longtemps presque entièrement fermées à leur propagande; ils se glissaient même dans le haut commerce et la grande industrie; les sucreries, qui se développèrent surtout d'abord dans les régions tchèques, contribuaient, en dépit des péripéties qu'elles traversèrent, à accroître dans une sérieuse proportion les capitaux du pays; les associations



agricoles répandaient l'usage des machines. Le progrès de l'aisance augmentait, en même temps que les besoins de liberté, la dignité individuelle et le goût de l'instruction.

La littérature n'était plus enfermée dans un petit cénacle de prophètes; avec le nombre des lecteurs, ses ambitions grandissaient et elle prétendait devenir l'image et l'inspiratrice de la vie entière du peuple. Rieger avait enfin lancé cette Encyclopédie qui avait déjà hanté l'imagination de Ioungmann en 1815, mais dont il n'avait certes prévu alors ni l'étendue ni la valeur. Ce dictionnaire des sciences, *Naoutchny Slovnik*, dont les Tchèques sont justement fiers et qui, sur bien des points, en particulier pour tout ce qui touche à l'histoire slave, demeure encore un précieux instrument de travail, dressait le bilan glorieux de l'œuvre accomplie par la génération des fondateurs qui ne survivait plus que dans quelques illustres représentants.

Palatsky, dont l'âge n'avait ni ralenti l'activité ni éteint l'ardeur, mettait dans son récit de l'*Histoire de Bohême*, à mesure qu'il approchait des temps modernes, une émotion plus pénétrante. Il ne lui suffisait pas d'avoir rendu ses titres à son peuple; il voulait laisser après lui des savants capables de continuer l'enquête qu'il avait ouverte, et, sous sa conduite ou son inspiration, se préparaient les vastes collections de textes ou de documents d'archives qui devaient permettre à ses successeurs d'établir décidément leurs recherches sur un fondement indestructible. Erben commençait en 1857 les *Regesta diplomatica* de Bohême et de Moravie, continués ensuite par Emler, que sa publication des *Reliquiae tabularum regni* (1870) et ses *Sources de l'histoire tchèque* ont classé depuis au premier rang des grands érudits contemporains. Gindély inaugurait par les *Décrets de l'Unité bohème* l'édition des textes relatifs à l'histoire religieuse du pays, et il avait pour continuateurs ou pour collaborateurs les Borovy, les Dvorsky et leurs émules.

Tomek, que l'école historique nouvelle avoue pour chef à côté de Palatsky, n'a ni au dehors de la Bohême ni

dans son pays même la gloire qu'il mérite [1]. Les étrangers ne le connaissent pas parce qu'il s'est renfermé strictement dans l'histoire nationale et que presque tous ses travaux sont écrits en tchèque. Quant à ses concitoyens, l'admiration qu'ils ne lui ménagent pas, manque un peu de sincérité et de chaleur, ce qui s'explique par la nature de ses qualités maitresses. Grandi sous l'influence du romantisme patriotique, il est arrivé à Tomek de s'obstiner à défendre des thèses qui avaient été chères à sa jeunesse et d'y apporter une véhémence qui a choqué d'autant plus que la cause n'était pas bonne et que le maître avait habitué ses lecteurs à plus de sérénité. Ces erreurs ont été si rares qu'elles disparaissent dans une vie qui n'a connu d'autre inspiration que la recherche de la vérité. Ce conservateur à tendances nettement catholiques a dressé le réquisitoire le plus sanglant contre les abus de l'Église romaine à la fin du moyen-âge; cet allié de la noblesse féodale a été un des premiers à signaler dans l'anarchie aristocratique la cause essentielle de la ruine de la Bohême au XVI[e] siècle. Mauvaises conditions pour mériter les sympathies des partis! Tomek a été député pendant de très longues années et, à plusieurs reprises, son influence sur les événements a été réelle. — Il n'a jamais pourtant aimé la politique et il méprisait la réclame et le bruit; la foule oublia ce silencieux qui ne partageait pas ses passions et dédaignait ses couronnes. Aujourd'hui encore, parmi les Tchèques les plus éclairés, combien ne soupçonnent pas que s'ils avaient à choisir un délégué chargé de les représenter dans un aréopage européen, Tomek serait avec Rieger et Dvorjak ou Fibich un des rares candidats entre lesquels leur choix serait circonscrit.

1. Né en 1818. *Histoire du royaume bohême* (1843); *Histoire de la monarchie autrichienne* (1845), souvent rééditées depuis; *Histoire de l'Université de Prague* (1848). Mais l'œuvre qui a édifié sa gloire, c'est l'*Histoire de Prague*, dont le premier volume parut en 1855 et dont le XII[e] volume date de 1901 et va jusqu'à la veille de la guerre de Trente-Ans. — Voir sur Tomek un excellent article de Novotny, qui semble être son élève direct, dans le Journal du Musée bohême, 1898, p. 147.



Élève de Palatsky qui devina ses dons supérieurs, mais digne d'être placé à côté du maître, le narrateur de l'histoire de Prague a été plus complètement garanti que ses contemporains contre les illusions de la fantaisie par la sûreté de sa méthode scientifique : il ne prétend être ni un moraliste ni un philosophe; il ne dogmatise ni ne vaticine; il n'a d'autre but que de tirer du texte le plus sûr tous les renseignements qu'il renferme. Il atteint à une sorte de majesté par la solidité de ses constructions et la luxuriante richesse de son récit; il nous donne au plus haut degré le sentiment de la réalité et de la vie. Les critiques littéraires qui ont étudié l'évolution de l'esprit tchèque au XIX[e] siècle depuis l'optimisme de Dobrovsky et l'idéalisme mystique de Kollar jusqu'au pessimisme désenchanté et au réalisme des contemporains, ont cherché surtout à l'étranger la cause de ces tranformations, et il est incontestable que les écrivains français, russes et scandinaves, sont les maîtres des auteurs tchèques les plus goûtés de nos jours; à côté de ces influences étrangères, il convient cependant de ne pas négliger les causes générales : au milieu d'elles, le développement de l'esprit scientifique et les transformations du genre historique ne furent certes pas les moins actives. Tomek à ce titre occupe une place importante, non pas seulement dans l'historiographie, mais dans l'histoire de la pensée tchèque à notre époque.

Vers 1860, l'heure était définitivement passée où les efforts des patriotes se bornaient presque à créer une terminologie scientifique et où l'on regardait comme des savants illustres les vulgarisateurs qui compilaient une géométrie ou une physique à l'usage des commençants. Pourkynié et Svatoplouk Presl avaient suscité d'actives vocations, et le développement industriel avait répandu le besoin des recherches techniques. Les Tchèques avaient emprunté aux Allemands leur sens du détail et leurs habitudes de méthode rigoureuse et de patiente abnégation, en même temps qu'ils gardaient de leur récent romantisme et de leurs relations avec les autres Slaves le goût des idées

générales et une certaine douceur de cœur, une ouverture d'âme, dont on retrouve la trace même dans leurs constructions les plus abstraites; ils fournissaient à l'Université de Vienne quelques-uns de ses professeurs les plus distingués et au corps de l'artillerie et du génie ses plus solides éléments; la renommée du mathématicien Weyr, du géologue Krejtchi ou du médecin Albert, dépassait les limites de la monarchie.

L'école des jurisconsultes bohêmes, qui avait été célèbre au xv[e] et au xvi[e] siècle et dont l'esprit s'était conservé jusqu'au seuil de notre époque, retrouvait son éclat. La revue, *le Juriste* (Pravnik), fondée en 1861, rassemblait un groupe nombreux de jeunes gens qui unissaient l'érudition la plus précise au respect des traditions nationales. Kalousek préparait son livre classique, le Droit public tchèque (1871), où il a jeté les bases solides de l'histoire constitutionnelle du royaume. L'Université avait possédé un moment les deux juristes les plus remarquables de la monarchie. Unger, centraliste décidé et qui fut plus tard le collaborateur d'Auersperg (1871), a renouvelé en Autriche l'enseignement du droit privé par l'histoire et la méthode comparée [1]. Randa, après lui, ne fut pas seulement un commentateur d'une pénétration merveilleuse et d'une clarté souveraine; il s'appliqua à étudier l'origine des lois, à les expliquer par les conditions au milieu desquelles elles sont nées, à en suivre l'évolution et à en prévoir la transformation; il appartient ainsi à la lignée des jurisconsultes de premier ordre, de ceux qui sont assez imbus de la pensée des ancêtres pour continuer leur œuvre [2].

Des hommes tels que Randa et Tomek, par l'éclat qu'ils jettent sur une race et par la solide empreinte dont ils marquent les jeunes gens, rendent impossibles les défections, et,

1. Il enseigna à l'Université de Prague de 1853 à 1856. V. Die deutsche Karl-Ferdinands Universitæt, 1899, p. 119.

2. Randa, né en 1834. Les deux œuvres maîtresses qui ont établi sa réputation, sont : Der Besitz nach œsterr. Rechte (1865) et Erwerb der Erbschaft (1867). Son influence s'est exercée sur les diverses branches des études juridiques et son esprit anime tous les professeurs de la Faculté de Prague.

du moment où la nationalité tchèque était hors de cause, l'école littéraire précédente, qui avait eu pour devise exclusive le maintien de l'idée slave, devenait inutile et même encombrante. Avant 1848, elle était déjà épuisée et Havlitchek faisait observer que des livres animés des meilleurs sentiments peuvent cependant être fort médiocres. — « Nous sommes obligés de confesser une vérité mélancolique, écrivait-il : en Bohême, et aussi chez les Moraves et les Slovaques, la grâce de Dieu a voulu que les écrivains fussent en même temps des patriotes ; ce sont là deux qualités essentiellement indissolubles. De là, les plus graves conséquences. Un auteur écrit un livre, et un critique constate que ce livre ne vaut rien. S'il ne s'agissait que d'un auteur, la chose n'aurait pas d'autre importance, personne ne protesterait, et les excellents confrères, par charité chrétienne et professionnelle, feraient chorus avec la critique. Seulement, cet écrivain est aussi un patriote et on a offensé en l'attaquant la patrie et tous ses fils. »

Les plaisanteries de Havlitchek n'avaient pas suffi cependant à dissiper un engouement légèrement puéril et l'absolutisme avait ouvert un nouveau crédit aux disciples attardés de Kollar. Leur verve était depuis longtemps épuisée et la foule se détournait de leur œuvre en bâillant ; ils s'en vengeaient en poursuivant de leurs accusations les téméraires qui osaient se risquer sur une voie nouvelle et qui ne se contentaient pas de conjuguer : Je suis tchèque, tu es slave. — Le patriotisme est, au moins jusqu'à présent, une des conditions du développement individuel et il est naturel et nécessaire qu'un peuple dont l'existence est menacée, rassemble ses forces pour repousser l'assaut qui le menace ; mais sa résistance, qui a pour but de protéger sa vie, ne saurait la remplir tout entière. Le patriotisme est comme la santé, dont personne ne conteste qu'elle ne soit le plus précieux de tous les biens, à condition qu'elle n'absorbe pas toutes nos pensées.

Le mérite éminent de Joseph Fritch et de ceux que l'on désigne d'une façon assez inexacte sous le nom de néo-byro-

niens, fut de rompre une bonne fois avec le sentimentalisme monotone et pleurard qui ressassait depuis un quart de siècle l'antienne convenue. Pendant la période de l'absolutisme déjà, Erben [1] et Bojéna Niemtsova avaient commencé à réagir contre les poncifs traditionnels, et, par la sincérité de leur inspiration et leur effort pour entrer en contact direct avec le peuple, ils avaient annoncé l'aurore d'une époque nouvelle. La *Guirlande* des contes nationaux d'Erben est de 1853, la même année que la *Grand-Mère* de Niemtsova, le plus lu de tous les romans tchèques, une des très rares œuvres de cette littérature qui ait été traduite dans la plupart des langues de l'Europe.

Ni Erben ni Niemtsova n'étaient des gens de lettres : Erben archiviste, très laborieux, très érudit ; Niemtsova, pauvre et brave femme, dévouée à ses enfants, qu'elle avait grand mal à élever. Son mari, employé des finances, avait assisté à l'enterrement de Havlitchek ; il était très grand, on le signala comme ayant pris une part éminente à la manifestation. Il fut révoqué, et cette facétie d'un policier spirituel réduisit à la misère le ménage qui ne vécut plus dès lors que des secours de quelques amis et du gain de Bojéna. Maigres ressources, si l'on songe à ce qu'était alors la librairie tchèque. Erben fut lui aussi dénoncé et écarté par la réaction. Leur malheur les rapprocha et développa chez eux la tendresse de cœur et la sympathie pour les humbles ; dans la Guirlande et dans les romans rustiques de Bojéna, ce qui nous charme, c'est l'absence complète de déclamation, de recherche et d'afféterie. Nous sommes émus et charmés par la simplicité sobre de ces récits, par leur émotion discrète et leur mélancolie résignée. C'est un art exquis, mais borné, et qui n'est pas capable de renouvellement; le parfum subtil de ces légendes s'évanouit vite et la transparence délicieuse

1. Erben (1811-1870) est une des plus pures et des plus intéressantes figures de la littérature tchèque. Voir sur la *Guirlande* (1853) la préface de l'édition de 1891 par Vrchlitsky. — Parmi les publications scientifiques de Erben, les plus importantes sont l'édition des œuvres de Chtitny, celle des œuvres tchèques de Hus, le premier volume des *Regesta*, etc.

de ces âmes tient un peu à ce qu'elles manquent de profondeur.

« Lada Niolé »[1], le recueil que Fritch lança si crânement en 1855, et l'almanach « Mai », qui parut en 1858, au moment où s'amoncelaient les nuages de la guerre d'Italie, furent les manifestes d'une école nouvelle. — Ce fut un beau tapage : « des personnes sans aucune autorité et qui, pour cela même, refusaient aux autres toute compétence, déchiraient à belles dents l'almanach et dénigraient même les œuvres d'écrivains jadis respectés parce qu'ils avaient donné la main à ces *prolétaires* sans nom, sans passé, sans avenir.[2] » Ces révolutionnaires n'avaient pas en réalité de bien noirs desseins. Comme beaucoup d'adolescents, ils se croyaient corrompus, ce qui est une preuve d'extrême candeur; ils manquaient parfois de mesure et leurs revendications s'exprimaient avec une exubérance emphatique. — Qu'attendre de jeunes gens qui ne seraient pas convaincus en se rendant à la brasserie qu'ils marchent à la régénération du monde! La vie se charge assez vite de rogner leurs ailes et de ralentir leur essor.

Ils étaient irrespectueux de leurs aînés, ce qui était leur devoir, puisque en art le respect n'est qu'une forme de la routine et de l'impuissance. Les épreuves récentes leur avaient révélé ce qu'il y avait de puéril et de faux dans l'optimisme béat de leurs prédécesseurs et ils savaient que les hymnes à la justice éternelle n'ont jamais mis en fuite les tyrans. Leurs fronts qu'ombrageait encore en général une crinière échevelée, avaient été frôlés par l'orage; ils avaient connu les délations, les soupçons cruels et injustes, les lâchetés de la foule, les trahisons de l'égoïsme et de la peur; ils voulaient crier leur misère et leurs haines, ils demandaient leur inspiration à Berlioz, à Hugo, à Byron surtout.

Ils ne le comprirent pas toujours très bien et ils se bor-

1. C'est le nom d'une sorte de Proserpine slave.
2. Caroline Svietla, De mon cercle littéraire, p. 33.

nèrent trop souvent à copier ses procédés et ses formules. Du moins, ils apprirent de lui à exprimer des sentiments généraux et à sortir du cercle étroit et monotone où on prétendait les emmurer. On les accusait de trahir leur race, ce qui depuis un siècle est l'anathème que l'on lance en Bohême à la tête de tous ceux qui refusent de se traîner dans les voies battues. Ils croyaient seulement qu'il était lâche et absurde de se terrer derrière une muraille de Chine, qu'il fallait se mêler aux autres peuples, afin de chercher avec eux la solution des problèmes que nous imposent la société et la nature : — On s'était habitué à vivre dans une sorte de mirage et on croyait supprimer les difficultés en ne pas en parlant : pourquoi cette pusillanimité ! Le moment était venu de regarder en face le monde et la vie ; la littérature n'avait été trop longtemps qu'un chant de nourrice dont on berçait le sommeil d'un enfant ; l'enfant avait grandi, il avait soif et besoin de vérité.

Ce fut là le double service que rendit à la littérature tchèque l'école de 1858. D'abord, elle reprit contact avec l'Europe : à une époque où les nations vivent dans une si étroite communion, quand leur existence, morale aussi bien que matérielle, repose sur un échange perpétuel de services, il est déjà dangereux pour un groupe d'être en quelque sorte retenu en marge de la civilisation par la singularité de son idiome ; le péril s'accroît si des critiques imprévoyants prêchent à ce peuple l'isolement systématique. En sortant de chez eux, les Tchèques échappèrent à l'idéalisme mystique dans lequel ils étaient emprisonnés, ils sentirent l'intérêt de la réalité, se dégagèrent des formules banales et comprirent pour la première fois que le peuple tchèque n'est pas uniquement digne de respect et d'affection parce qu'il a un passé héroïque, mais parce qu'il se compose d'individus qui luttent, travaillent et souffrent ; ils ne le contemplèrent plus seulement dans le miroir déformant de la légende, mais dans la complexité de la vie. La littérature cessa d'être une prédication, elle fut moins édi-

fiante et plus spontanée, moins tendue et plus diverse, plus intéressante aussi. Les jeunes écrivains, que l'on accusait de défection, revenaient au contraire aux véritables traditions de la race, utilitaire et morale, peu éprise de conceptions métaphysiques, pratique et tenace, réfléchie et railleuse, capable d'enthousiasme, mais uniquement quand le but est proche et le succès possible.

Le public était depuis longtemps las de la pauvre et fade rinçure que lui versaient ses poètes, il accueillit l'almanach de 1858 « comme un véritable mai dont les boutons et les bourgeons promettent une vie nouvelle, douce et riche ». Sa reconnaissance dépassa le mérite de ses nouveaux favoris et leur fit crédit sur leurs bonnes intentions. Ils avaient beau étaler des airs farouches d'indépendance et faire les matamores : beaucoup de ces rodomonts étaient de bons élèves dociles et bien éduqués; leurs révoltes comportaient de prompts repentirs et leur réclame audacieuse dissimulait souvent des marchandises qui n'étaient pas de première fraîcheur.

Halek [1], qui fut pendant une vingtaine d'années le grand favori du public, avait de hautes prétentions : — l'ancienne littérature était maigre et sèche; il voulait représenter l'homme complet, avec ses besoins, ses faiblesses, ses grandeurs, le corriger, le guider. « Dieu lui avait révélé des mystères impénétrables aux autres hommes et lui avait ouvert les trônes du monde infini pour qu'il y puisât l'enthousiasme et contribuât au bonheur de l'humanité, en chantant l'hymne de l'amour et de la réconciliation [2]. » Ne bornez pas l'inspiration du poète et ne limitez pas son influence : rien de ce qui est humain ne lui est étranger et sa voix d'airain ne s'arrête pas aux frontières. — Les par-

1. Halek (1835-1874). *Alfred*, épopée lyrique fantastique, commença sa renommée, 1858. Depuis lors jusqu'à sa mort, il publia un très grand nombre d'œuvres de tout genre, épopées, voyages. — Ses poésies lyriques, *Chants du soir* (1858) et *Dans la nature* (1872-74), forment son vrai titre de gloire. — Voir sur lui l'étude pénétrante, — suivant moi trop sévère, — de Machar dans la revue : *Notre époque*, 1895.

2. Zdziechowski, p. 64.

tisans de l'ancienne école en prirent texte pour l'accuser de cosmopolitisme, et il est vrai que dans ses œuvres les imitations sont nombreuses : à chaque page on y rencontre des réminiscences ou des souvenirs plus ou moins précis de Heine, de Byron, de Pouchkine, de Mitskiéwitch. Tout cela à fleur de peau ; le véritable reproche que mérite Halek n'est pas d'avoir cherché des modèles au-dehors, c'est de ne pas avoir pénétré jusqu'à la pensée intime des écrivains qu'il admire ; il a copié le geste de Byron, mais rien n'est moins byronien que son œuvre.

Ce pseudo-prophète est une belle âme. Il avait un bon estomac, le succès lui souriait : la nature était bonne, puisqu'elle avait produit un artiste tel que lui. Aujourd'hui, la critique, agacée par son optimisme naïf et sa fatuité bon enfant, lui reproche sa psychologie superficielle et creuse, la banalité de ses déclamations, et elle ne voit plus qu'un *pompier* dans ce révolté peu farouche ; elle le raye de la littérature pour le reléguer dans l'histoire littéraire. Rigueur excessive dont la postérité adoucira les considérants.

Il est vrai du moins que le succès de Halek n'aurait été ni aussi général, ni aussi rapide, s'il avait vraiment rompu avec les habitudes du public. Il lui offrait assez d'exotisme pour piquer sa curiosité, sans le dépayser ; les lecteurs goûtaient surtout en lui le continuateur de Tchélakovsky, et lui savaient gré de traduire avec une grâce délicate les charmes du pays tchèque. Sa chanson, un peu courte, a par moment la tendresse d'un sourire sur des lèvres de vingt ans, et il y a à côté de cela dans ses vers quelque chose qui indique l'aurore d'une époque nouvelle, un sentiment plus précis, plus localisé, des souvenirs plus exacts. Vltchek exagère bien un peu quand il aperçoit en lui un réformateur social : mais il se penche sur les humbles, il les aime, et sa douceur naturelle, qui amollit parfois son dessin, aiguise aussi sa pénétration ; Tourgueniev, qu'il avait beaucoup étudié, lui a enseigné la sympathie, qui est peut-être la condition de tout réalisme supérieur.

Halek avait de vastes aspirations auxquelles ne suffisait pas son talent un peu essoufflé ; il mourut en 1874, au moment où une génération nouvelle arrivait avec Vrchlitsky et Svatoplouk Tchech ; le destin qui lui avait toujours été favorable, dit Machar, ne voulut pas qu'il connût la tristesse de survivre à sa gloire. Les jeunes gens avaient dès lors trouvé un soutien et un guide dans Nérouda [1].

Il leur prêchait le même Évangile que Halek : l'ouverture d'esprit qui ne demande pas aux idées un certificat d'origine, la sincérité qui s'efforce de reproduire la réalité vivante, le courage qui n'écarte aucun des problèmes qui hantent la conscience humaine ; mais sa parole fut plus efficace parce qu'il joignait l'exemple au précepte. Ses débuts furent pénibles ; même quand la renommée lui vint, on goûtait surtout en lui l'essayste étincelant qui répandait dans ses Feuilletons les grâces d'une verve éternellement jeune et d'un humour éblouissant. Il méritait ces éloges ; sa prose, comme celle de Havlitchek, — à un degré supérieur, — nous donne vraiment l'impression qu'elle est une langue vivante, tandis que chez la plupart des autres auteurs nous croyons trop souvent lire les compositions d'élèves brillants qui s'exercent dans un idiome étranger. Il souffrait cependant qu'on ne vît en lui qu'un feuilletonniste supérieur. Sa perspicacité, qui était

1. Nérouda, 1834-1891. C'est un fils de Prague où il passa sa jeunesse et dont il ne s'est jamais éloigné. Sa vie a été entièrement consacrée à la littérature ; il subit très vivement l'influence de la jeune Allemagne, de Heine, de Gutzkow et aussi de Meissner et de Hartmann, puis celle de Byron. — Ses *Fleurs de la tombe* (1858) passèrent à peu près inaperçues. Il entreprend alors la publication des *Images de la vie* (1859), où il défend la jeune école contre les tenants de la pureté virginale de la littérature nationale, s'essaie au théâtre où il ne réussit pas et qu'il abandonne bientôt, et devient rédacteur de la *Voix*, puis des *Narodni Listy* (1865) ; il y dirige le feuilleton de longues années et exerce dès lors une immense action sur le mouvement intellectuel du pays. Ses *Livres de vers* (1868), ses *Chants cosmiques* (1878), ses *Ballades et romances* (1881), ses *Simples motifs* comptent au premier rang des œuvres supérieures de la littérature tchèque et l'inspiration du poète s'élève encore plus haut dans les *Chants du vendredi* qui ne parurent qu'après sa mort. Le succès de ces poésies avait été devancé par la popularité des œuvres humoristiques et des tableaux réalistes de l'écrivain, *Récits de voyages*, *Contes de la Mala-Strana* (1878), *Arabesques*, etc. — Pour la bibliographie, v. l'article de l'Encyclopédie d'Otto.

extrême, ne se démentait pas quand il se jugeait lui-même; il n'y apportait aucune complaisance, sa vie fut un continuel effort d'amélioration, et ses œuvres marquent un progrès continu. Mais, tout en s'avouant sans faiblesse ses imperfections, il sentait qu'il méritait mieux que la popularité, cette petite monnaie de la gloire. Le public, qui n'aime pas qu'on mêle les genres et qu'on dérange ses fiches, fut un peu longtemps à s'apercevoir que ce causeur spirituel était un artiste de grande race.

Tout jeune il était parti en guerre contre les tartufes du patriotisme qui demandaient d'abord aux écrivains *de faire tchèque*. — Instruisons-nous auprès des autres peuples, répondait Nérouda, et fondons leurs pensées avec ce que nous sommes devenus en suçant le lait maternel; l'œuvre que nous créerons sera nécessairement slave, puisque nous sommes slaves et que nous ne pouvons créer qu'en slaves. — Il est possible qu'à ce moment, il ne se soit pas toujours assez souvenu des conditions difficiles où se trouvait son peuple et, comme il l'avoua plus tard, que « la littérature qu'il cultivait avec ses amis, ait été moins la littérature tchèque que la littérature en soi »; il mit quelque temps à deviner que « dans le bataillon sacré des poètes, on n'admet que les combattants qui arrivent revêtus de leur armure personnelle ». Paradoxes de jeunesse qui ne tirent pas à conséquence.

Quelques-unes des poésies les plus émouvantes de Nérouda sont dédiées à ses parents, à sa mère surtout; il était de ces enfants fidèles chez qui les voyages lointains n'affaiblissent pas le culte du foyer paternel. Chez lui pas de rhapsodies, pas de tirades; à chaque page palpite pourtant cette ardente passion pour le sol sacré des ancêtres, qui est une des conditions mêmes de la vie morale, et, s'il invoque le « jour rayonnant où l'humanité célébrera sa fête de la Pentecôte », c'est parce que ce sera la fin de l'injuste guerre que la Bohême est encore condamnée à soutenir. Elle a infligé un démenti aux apôtres de la force brutale et augmenté l'harmonie sur la terre en refusant de se laisser

supprimer, doublement sacrée puisqu'elle représente la justice et qu'elle est faible : elle doit s'appliquer à intéresser l'humanité à son existence et il faut pour cela qu'elle ne se renferme pas dans un isolement morose et qu'elle crée chez ses ennemis mêmes le respect de sa pensée, en prenant sa part des souffrances et des travaux universels.

On a dit de Nérouda « que la corde d'airain de sa lyre jetait de tels accents qu'elle était entendue non seulement en Bohême, mais au-delà des frontières »; ce qui est vrai du moins, c'est qu'il a très vivement partagé les angoisses de ses contemporains et qu'aucun des problèmes vitaux qui nous touchent ne le laisse indifférent. Il ne cherche pas à forcer notre émotion, on lui a même reproché quelque excès de sobriété, une discrétion un peu sèche; il s'adresse à la pensée plus qu'au cœur; mais il nous ébranle par la sincérité de ses accents; sa poésie n'est pas une verseuse d'illusion, mais une inspiratrice d'énergie; elle console, non parce qu'elle berce nos chimères, mais parce qu'elle éveille notre volonté.

Quelques œuvres de Nérouda ont été traduites en diverses langues. — Traduit-on vraiment jamais une œuvre littéraire étrangère? Que reste-t-il dans le texte allemand de ces « Contes de la Mala-Straa », si animés, si grouillants de vie dans l'original? Un seul art est vraiment universel, — plus que les arts plastiques, déjà bien moins impénétrables que les œuvres littéraires, — c'est la musique, et c'est en effet à ses musiciens que le peuple tchèque a dû ses premiers parchemins de grande naturalisation parmi les nations civilisées.

En 1863, Smétana présentait à la direction du théâtre provisoire son opéra, les *Brandebourgs en Bohême,* dont la première représentation en 1866 fut accueillie avec enthousiasme. Dans ce domaine de la musique, les qualités naturelles de la race, servies par des conditions particulièrement favorables, arrivaient à leur plein développement alors que, dans les autres genres, elle n'avait pas encore dépassé la période des tâtonnements. Les Tchèques ont

toujours été un peuple de musiciens et de chanteurs et Prague avait été au XVIII[e] siècle un centre d'art célèbre : Glück y donnait ses premiers opéras, Mozart y obtenait ses plus éclatants triomphes et y fondait sa gloire par le succès de Don Juan (1787). Weber fit de son théâtre, de 1813 à 1816, la scène la plus brillante de l'Europe centrale et il contribua à attirer l'attention sur les chants populaires et à en révéler le charme. Dès lors, ils deviennent à la mode et quelques compositeurs y cherchent leurs thèmes préférés. Le pas décisif reste encore à faire : ne pas se contenter de la reproduction directe et de l'imitation servile de ces mélodies, mais retrouver en quelque sorte les sources primitives de l'inspiration nationale et transposer en création artistique le cri spontané des poètes anonymes qui, depuis des siècles, modulaient leurs chansons au hasard de leurs joies ou de leurs douleurs. On se trompe souvent sur Smétana et on le diminue quand on ne veut voir en lui qu'un aède qui recueille les rythmes qui flottaient répandus dans l'air; ses adversaires le jugeaient mieux quand ils l'accusaient de dédaigner les traditions et de se mettre à la remorque de l'étranger. Comme Nérouda, il croyait que « le devoir de l'artiste est de s'assimiler les progrès des autres peuples, pour les pousser ensuite plus loin et s'élever à un idéal supérieur [1]. »

Élève de Liszt et, à ce titre, grand admirateur de Wagner, il ouvrait son âme à la beauté sous toutes ses formes, persuadé que plus il s'affranchirait des préjugés d'école, plus l'œuvre qu'il produirait serait véritablement nationale, puisqu'elle traduirait sous une forme sincère, c'est-à-dire bohême, des sentiments humains. La « Fiancée vendue » (1866), qui demeure encore l'opéra favori des Tchèques et qui a établi au dehors la renommée de Smétana, décou-

1. Hostinsky, Smétana et sa lutte pour la musique moderne, p. 442. — C'est un livre d'un très grand intérêt pour l'histoire de toute la vie intellectuelle à Prague vers 1870.

ragea la critique par la grâce du coloris, la richesse des motifs mélodiques, l'unité et la justesse du ton général et ce charme supérieur qui évoque involontairement le grand nom de Mozart. Les œuvres qui suivirent, Dalibor, le Baiser (1876), plus contestées parce qu'elles étaient plus complexes, indiquent un nouvel effort et, au moins dans un certain sens, un progrès ; vieux, sourd, Smétana, dégagé en quelque sorte par la souffrance des ménagements et des timidités que lui avait imposés la routine des spectateurs, donne enfin sa mesure dans ses superbes compositions instrumentales, — le quatuor, *De ma vie*, le cycle symphonique, *A ma patrie*, — qui suffiraient à le placer au premier rang des artistes modernes.

Cette marche en avant de l'esprit tchèque, cette rupture avec des traditions vieillies, cette éclosion d'une pensée plus haute étaient accompagnées de luttes douloureuses : la période d'idylle et d'églogue était bien décidément close. Les naïfs s'en attristaient et les imbéciles y voyaient un indice de décadence, tandis que l'ardeur des combats trahissait au contraire l'effervescence d'une jeunesse sanguine. Jamais la vie n'avait été plus animée à Prague ; les tracasseries ministérielles ajoutaient un panache d'héroïsme à des manifestations qui fussent bien vite devenues puériles, si elles n'eussent présenté un certain danger; les débats de la diète retenaient l'attention loin du Parlement de Vienne. L'idée nationale rayonnait au dehors; les Slaves de Moravie s'affranchissaient à la fois de la dépendance où les avaient jusqu'alors maintenus les classes supérieures et des préjugés qui les avaient longtemps séparés des Bohêmes; le parti du droit historique y ralliait peu à peu la majorité. Même en Silésie, les Polonais et les Tchèques commençaient à s'organiser et les escamotages de la loi ne dissimulaient plus la place importante que les Slaves occupent dans cette province. Les fédéralistes auraient eu grand avantage à ce que l'expérience de Schmerling se prolongeât encore quelque temps : quand sonnerait l'heure du règlement définitif des comptes, plus leur organisation serait



avancée et leurs forces exercées, plus ils seraient en état de dicter leurs conditions.

La chute du ministère (juillet 1865), qui ne surprit que Schmerling lui-même, fut déterminée essentiellement par les échecs de sa politique extérieure qu'exploitèrent auprès de l'Empereur les partisans des Magyars. Depuis le moment où Bismarck avait pris la direction des affaires en Prusse (octobre 1862), la rivalité séculaire des Hohenzollern et des Habsbourgs était devenue plus aiguë. Schmerling avait donné aux vagues ambitions de la Cour de Vienne une forme plus concrète et, comme Bismarck lui-même, il cherchait dans des succès diplomatiques le moyen de ramener l'opinion et d'établir son crédit dans l'esprit du souverain.

François-Joseph n'avait pas été réconcilié avec le régime constitutionnel par le spectacle que lui donnait le Parlement : il était mécontent de ses récriminations, irrité de ses tendances anti-cléricales, ennuyé de la confusion des groupes politiques et du vague des programmes. — Un des agents mystérieux qui s'agitaient alors en marge de la diplomatie, lui représentait une fois qu'il était nécessaire, non moins que difficile, de gouverner avec les partis : — S'il y avait seulement des partis, lui répondait mélancoliquement l'Empereur, et que l'on pût s'y reconnaître ; le pis est quand ils se taisent, ou poursuivent d'autres buts que ceux qu'ils avouent [1]. — L'antipathie qu'il avait toujours eue pour Schmerling et qui s'aggravait de ces déconvenues, n'était guère contenue que par l'espoir des revanches que le ministre faisait miroiter à ses yeux.

Même sur ce domaine de la politique étrangère pourtant, il ne suivait pas son ministre sans arrière-pensée. Son esprit mûrissait, il n'avait jamais eu le goût des aventures, il avait auprès de lui des conseillers prudents, un peu timorés, tels que Rechberg, qui l'avertissaient des périls où on l'engageait. Maurice Esterhazy, qui était entré au

1. Lettres d'Orges, Biograph. Blætter, 1895, p. 346.



ministère au mois de juillet 1861 et qui y représentait les tendances des vieux conservateurs hongrois, insinuant, charmeur, poursuivait ses projets particuliers et construisait ses galeries souterraines. Ces rivalités intestines rendaient singulièrement dangereuses les grandioses et inquiétantes combinaisons de Schmerling. L'assemblée des princes à Francfort (août 1863), pompeusement mise en scène, avorta piteusement, et les rivaux de Schmerling firent observer à l'Empereur la faute à laquelle on l'avait entraîné en soulevant à la légère la question de la réforme fédérale en Allemagne. Il en avait eu le pressentiment au moment de partir pour Francfort et il était revenu de ses ambitions pangermaniques avant même que Schmerling eût entrepris sérieusement sa campagne. C'est un des traits essentiels de la nature de François-Joseph qu'il ne pardonne pas volontiers à ceux qui l'obligent à brûler ses vaisseaux, et, chaque fois qu'il a accordé à un de ses ministres une décision sérieusement compromettante, son effort lui a été si pénible qu'il a entrevu aussitôt la nécessité de se séparer d'un conseiller trop exigeant; c'est à la cour d'Autriche, plus que partout ailleurs, que la Roche Tarpéienne est près du Capitole.

A partir de l'entrevue de Francfort, l'influence de Schmerling décroît visiblement : les événements qui suivirent, bien que le ministre n'en porte pas réellement la responsabilité, l'alliance avec la Prusse dans l'affaire des duchés, la guerre absurde contre le Danemark, les discussions ultérieures avec Bismarck n'étaient pas de nature à diminuer la mauvaise humeur du maître. Les Hongrois, très au courant de ce qui se passait à Vienne, se montraient toujours plus dédaigneux des menaces d'un adversaire dont les jours étaient comptés. Dans le Reichsrath, la majorité s'émiettait : les autonomistes, avec Rechbauer et Kaiserfeld, reprochaient au président du Conseil son intransigeance vis-à-vis des Magyars; les centralistes purs l'accusaient d'avoir aliéné à l'Autriche l'opinion allemande. En réalité, ils étaient dès lors con-



vaincus que les jours du ministère étaient comptés et, peu soucieux de confondre leur fortune avec la sienne, ils déployaient une ardeur inattendue à défendre les principes libéraux. L'attitude de la majorité acheva de ruiner le crédit de Schmerling à la Cour : puisqu'il n'était même plus bon à domestiquer les libéraux, quel service pouvait-il rendre ?

Au mois de juin 1865, les Conservateurs hongrois décidèrent François-Joseph à venir à l'Exposition agricole de Pesth : il y déclara solennellement qu'il était « absolument résolu à faire tout son possible pour satisfaire les peuples de la Couronne de Saint-Étienne ». Atteint en pleine poitrine par ce désaveu, Schmerling se retira (27 juillet 1865). — Son ministère avait été désastreux : il s'était targué de relever le crédit de la monarchie, de réconcilier dans la liberté les jalousies surannées et de conquérir à l'Autriche une situation prépondérante en Allemagne. Il la laissait sans allié, compromise par une politique absurde qui lui avait successivement aliéné les partis opposés, engagée dans une polémique dangereuse avec la Prusse, exposée à une guerre redoutable. Le trésor était vide et le pays épuisé; au mois de septembre 1865, l'arriéré des impôts directs dépassait 80 millions de francs, et, dans certaines régions, la ruine des contribuables était telle qu'un tiers des terres était en vente. Jamais les haines nationales n'avaient été plus furibondes; le gouvernement de Bach lui-même avait été moins impopulaire que celui de ce charlatan du libéralisme qui avait manqué à toutes ses promesses et discrédité le régime parlementaire. — Je ne vous reprocherais pas, lui disait plus tard Beust, de ne pas avoir rendu possible l'impossible; ce qui me dépasse, c'est qu'en quatre ans vous n'ayez pas enfin compris qu'il fallait faire des concessions à la Hongrie. — Sa faute avait été plus générale et elle avait été celle du parti libéral allemand entier. — Vous nous accusez d'avoir renversé votre constitution, disait plus tard un Magyar aux centralistes; en réalité, elle est tombée

d'elle-même, le jour où vous avez voulu l'appliquer. Votre tort a été de croire que l'on pouvait vraiment se servir contre la réaction d'une constitution dont la Hongrie ne voulait pas. » — Gouverner à la fois contre la Cour et contre la majorité des peuples était une gageure impossible à tenir longtemps; parlementarisme et centralisme sont en Autriche deux termes qui s'excluent.

Palatsky l'indiquait nettement dans sa brochure, l'*Idée de l'État autrichien* (mai 1865). — Prétendre, écrivait-il, que les ressources d'une aussi vaste monarchie soient uniquement au service d'un ou deux peuples élus, tandis que les autres, qui contribuent davantage à la puissance de l'ensemble, se contenteront de ce qu'on voudra bien leur concéder, c'est dire : nous sommes les maîtres et vous, les serviteurs. Or, comment attendre une réconciliation durable sur cette base ? On aurait pu accepter, comme point de départ des négociations, le diplôme d'octobre qui promettait de respecter les droits historiques et les traditions nationales. Au contraire, la constitution de février a mis les peuples non allemands dans un état d'infériorité qui les réduit à une subordination intolérable. Les Magyars ont protesté et, comme on n'a pas réussi à les dompter, on essaie de leur donner satisfaction : il est question actuellement de combinaisons qui étendraient le dualisme tel qu'il s'est développé depuis Marie-Thérèse et qui livreraient aux Magyars l'Autriche méridionale et celle du nord aux Allemands. Une tentative analogue a abouti en 1848 à la guerre civile. Elle n'est pas moins menaçante pour la puissance de la monarchie que pour les Slaves : quelle que soit la sincérité de notre dévouement, il est certains sacrifices qu'on ne saurait raisonnablement en attendre. Nous existions avant l'Autriche et nous survivrions à sa ruine. Les Slaves désirent la prospérité de la monarchie, à condition cependant qu'elle garantisse leur développement régulier. Sans cela, on les condamne à une opposition irréconciliable qui ne permet à aucun régime libéral de fonctionner et ne peut à la longue qu'aboutir au

morcellement de l'Empire, dont le dualisme serait déjà une première dislocation. —

Le successeur de Schmerling passait pour n'être pas défavorable à ces idées. On lui a prêté des sentiments très sympathiques aux Slaves : je prouverai aux Allemands qu'on peut aussi gouverner sans eux, aurait-il dit; on affirmait qu'il voulait considérer les choses du point de vue tchèque. — Racontars qui ont leur origine dans les officines des journaux et exagèrent les faits au point de les dénaturer.

Richard Belcrédi descendait d'une vieille famille, pas très riche, mais très considérée, et il était fort bien en cour; sa belle-mère, la baronne Welden, était la gouvernante des enfants impériaux. Il était entré dans l'administration, et son nom, ses relations n'avaient pas nui à la rapidité d'un avancement que justifiaient son tact, sa souplesse et ses rares talents de juriste. Il avait les opinions de sa caste, celles de son frère Egbert Belcrédi, qui était avec Clam-Martinits et Thun un des fondateurs de la Patrie, l'organe des partis catholiques et féodaux. Il ne croyait pas qu'un décret providentiel ait depuis la plus ancienne éternité prédestiné les Allemands à la domination et les Slaves à l'esclavage, et ceux-ci, peu gâtés, lui avaient été reconnaissants, pendant son gouvernement de Bohême, de ne pas les avoir traités en ennemis publics. Son idéal eût été le retour au système de Metternich, légèrement panaché de réformes libérales, et il lui semblait que l'intérêt du souverain, dont il se regardait comme une sorte d'intendant, se concilierait le mieux du monde avec l'extension des pouvoirs des diètes locales.

Dans une monarchie aussi complexe, l'Empereur avait pour mission d'être l'arbitre des factions et non de se jeter dans la bataille; la première circulaire du nouveau ministre recommanda aux fonctionnaires de ménager l'opinion et d'agir avec une extrême modération. Puis, le 20 septembre 1865, il suspendit la constitution : — Elle n'avait pas été acceptée par tous les peuples et il fallait



chercher un terrain nouveau d'entente avec les Hongrois; d'autre part, il serait illogique et peu sérieux de maintenir pour une partie de la monarchie une Charte que l'on renonçait à appliquer à l'ensemble du pays; si les négociations qui allaient être ouvertes à Pesth aboutissaient, le souverain entendrait les observations de ses autres sujets relativement à l'établissement d'un régime définitif. — Les fédéralistes triomphaient: l'expérience de Schmerling était abandonnée, on allait reprendre l'édifice à pied d'œuvre.

Belcrédi n'avait pas prévu le déchaînement de fureurs que provoqua chez les Allemands la suspension de la constitution. Il ne s'en effraya pas : après tout, il n'était pas désarmé contre leurs colères; même dans la plupart des diètes où les Constitutionnels étaient maîtres de la majorité, la Haute et la Basse-Autriche, la Carinthie, la Styrie, la Silésie, Salzbourg, le gouvernement pouvait compter sur l'appui du clergé et la docilité des Grands Propriétaires. Il était sûr du Tyrol et de la Galicie; il avait de très puissants alliés dans les Slovènes qui forment autour de Lioubliana (Laybach) un groupe d'un million d'hommes, bien disciplinés, très jaloux de leurs droits. Il y avait là les éléments solides d'une armée qu'il n'était peut-être pas très facile de garder longtemps étroitement unie, mais qui était assez forte pour imposer ses conditions.

Il eût fallu seulement que son général eût un plan et qu'il y eût converti l'Empereur. Belcrédi comptait sur le temps et la force des choses : sa méthode était l'expectative et il croyait qu'il fallait laisser les passions s'user et les colères s'émousser. Ses calculs eussent peut-être réussi s'il n'avait pas été surpris par les événements et que des mesures maladroites n'eussent pas compromis le résultat de ses manœuvres. Le danger venait des Hongrois : ils sortaient victorieux de la récente passe d'armes, et leur confiance s'en était accrue; ils avaient pour eux des textes précis et, à leur tête, des chefs éminents, ils avaient placé

près du souverain des patrons souples et adroits; ils étaient dans les conditions les plus favorables pour exploiter la chute de Schmerling. L'Empereur, excédé de ces conflits et pressé d'arriver à une solution, se hâta d'autoriser la réunion d'une Diète à Pesth et promit aux Magyars le retour à la Couronne de Saint-Étienne de la Transylvanie, que Schmerling en avait détachée et où il avait favorisé les Roumains. Belcrédi n'avait même pas été consulté. Singulière façon de négocier que de remettre à l'ennemi les positions dominantes! On était désormais à la merci de Deak, à moins qu'on ne voulût recourir de nouveau aux procédés terroristes, dont les résultats avaient été si misérables à l'époque de Bach. Tout le plan de Belcrédi était renversé, puisqu'il reposait essentiellement sur des concessions à obtenir des Magyars et que ceux-ci n'avaient plus aucune raison de s'y prêter. Très honnête, un peu naïf, trop discret pour imposer sa volonté en haut lieu, il était désarmé avant le combat et condamné à travailler au triomphe d'une politique qu'il condamnait.

Les diètes de Moravie et de Bohême s'étaient prononcées pour le ministère, avec plus d'hésitation à Brno, plus de netteté à Prague. Les Grands Propriétaires, d'où dépendait la majorité, soutenaient le cabinet fédéraliste avec la même indifférence naïve qu'ils avaient jadis approuvé Schmerling. — L'Empereur, avait dit Rieger, avait tracé dans le diplôme d'octobre les lignes générales de l'édifice destiné à offrir un abri commun aux divers peuples de la monarchie. Malheureusement, des deux architectes auxquels il s'était adressé pour élever l'édifice, l'un ne connaissait pas son temps et l'autre ne connaissait pas l'Autriche ; Goluchowski avait construit un palais rococo, et Schmerling une caserne. Les peuples avaient refusé d'emménager dans ce logement incommode, et leur résistance avait entraîné la paralysie de la vie politique et affaibli la situation de la monarchie. Le mal venait de ce que les interprètes de la pensée du roi ne l'avaient pas comprise ; une constitution viable devait avoir pour origine le libre consentement



des sujets, qui étaient également intéressés à la grandeur de l'État, mais attendaient avec raison que leurs droits légitimes fussent sauvegardés. Dans l'union des groupes historiques, quelques-uns d'entre eux seraient naturellement amenés à jouer un rôle prépondérant et les Tchèques ne protestaient pas contre le classement qui découlerait de la nature des choses. Les Allemands se targuaient de leur supériorité intellectuelle et économique; à quel titre réclameraient-ils encore des droits protecteurs? Auraient-ils donc assez peu de confiance en eux-mêmes pour ne pas accepter un combat à armes égales! — L'adresse de la diète exprima l'espoir « que les privilèges de tous les peuples, qui étaient également chers au cœur du souverain, seraient respectés avec le même scrupule ».

Elle n'avait été votée qu'à la suite de débats très vifs et la majorité était flottante; en Moravie, le vote dépendait d'un tiers parti qui faisait sous main le jeu des Allemands; en Silésie, les Tchèques n'avaient qu'un seul député. Les fédéralistes, bien qu'avec leurs alliés cléricaux ils formassent la partie de beaucoup la plus nombreuse de la population, faisaient ainsi assez pauvre figure en face de la diète de Pesth qui, avec une unanimité redoutable, se groupait autour de Deak et posait comme condition préalable de tout pourparler, que la constitution de 1848 fût remise en vigueur. Dès le mois de mars 1866, il était certain que, sur les points essentiels, elle obtiendrait satisfaction.

Pour sauvegarder en face de cette poussée menaçante les intérêts des autres groupes, il eût fallu que Belcrédi se mît résolument à la tête des Slaves et qu'il fût libre de soucis extérieurs. Or, à ce moment même, les relations avec la Prusse étaient si tendues qu'une rupture paraissait imminente. A l'heure où l'on sollicitait contre la Prusse l'appui de la Diète de Francfort, était-il raisonnable d'exaspérer les Allemands de l'intérieur et était-il prudent en face de l'ennemi de procéder à une refonte générale des institutions? Au dehors comme au dedans, le ministère vivait au jour

le jour; il était à la merci d'événements qu'il ne dirigeait pas. La guerre, qu'il n'avait su ni éviter ni préparer, allait entraîner sa chute, et avec lui sombra pour longtemps l'espérance des Slaves.

CHAPITRE II

La victoire des Magyars et des Allemands [1]

La guerre de 1866 : les Prussiens et les Tchèques; l'Autriche exclue de la Confédération germanique. — Beust et Belcrédi : le Parlement extraordinaire. — Le dualisme : la constitution de 1867. — La résistance passive : La Déclaration de 1868. — Le ministère bourgeois : Herbst et Giskra. L'état de siège à Prague. — Le projet des élections directes. Les Polonais quittent le Reichsrath. Démission du ministère centraliste. — Les essais de conciliation. Pototski et Hohenwart. Les articles fondamentaux. Erreur et défaite des Tchèques (1871). — Le ministère Auersperg-Lasser : la persécution des Slaves; régime de la presse. Le Chabrus et les élections de 1872. Les élections directes au Reichsrath (1873). — Désorganisation de l'opposition fédéraliste.

Les Prussiens connaissaient très bien la situation intérieure de l'Autriche et ils exploitèrent sans scrupule les avantages qu'elle leur offrait. Bismarck s'est vanté depuis d'avoir ménagé son adversaire ; il voulait, a-t-il dit, rendre

1. La plupart des ouvrages indiqués au chapitre précédent. Les principales lois constitutionnelles ont été réunies dans Manz, *Taschenausgabe der œsterr. Gesetze*, vol. XIX : *Die Staatsgrundgesetze : Die Reichsverfass.*; *die Landesverfass.*, Vienne, 1896. Parmi les études critiques auxquelles a donné lieu le Compromis austro-hongrois, les plus remarquables sont : Helfert, *Revision d. ungar. Ausgleichs, 1876*, et surtout Kaizl, *le Traité austro-hongrois* (Prag, 1886), avec une préface historique de Rézek. — Ulbrich, *Œsterr. Staatsrecht*, 1883; 2e éd. 1891. — Mischler et Ulbrich, *Œsterr. Staatswœrterbuch*, Vienne 1895; très inégal. — Rogge, *Œsterr. seit der Katast. Hohenw.-Beust.* 2 vol. 1879.

Les ministères centralistes ont donné lieu à une littérature de pamphlets assez abondante. Parmi les plus intéressants : Helfert, *Die bœhm. Frage in ihrer jüngsten Phase*, Pr. 1873. — (Anonyme), *Ausgleich u. Verfassungstreue 1871-1873*, Leipz. 1879. — *Die Corruption in Œsterr.*, Vienne, 1872. — *Lasser, genannt Auersperg*, Leipz. 1877. — *Der Wahlsieg d. Verfassungstreuen in Boehmen*, Leipz. 1872. — *Austriaca*, Leipz. 1883.

Un recueil capital pour cette période est celui d'Arbès, *Les pleurs de la*



possible une réconciliation rapide et préparer une alliance qui mettrait sous une autre forme au service de l'Allemagne les forces de cette Marche Orientale qu'une cruelle et inéluctable nécessité le condamnait à expulser momentanément de la Confédération. — Ces déclarations, qu'elles aient été dictées par des calculs diplomatiques ou qu'elles aient été l'effet d'une de ces illusions rétrospectives auxquels les diplomates les plus sceptiques n'échappent pas toujours, ne s'accordent guère avec la réalité. La partie était grosse à jouer et, pour s'assurer des sympathies utiles, le ministre prussien n'eût pas hésité à déchaîner la révolution, au risque d'amener le morcellement de l'Empire des Habsbourgs.

En même temps qu'il appelait à lui les agents de l'émigration magyare, il promettait aux Tchèques « de respecter leur droit historique ». — « Venez à nous en amis, leur disait-il dans le manifeste qu'il publia au moment où les armées prussiennes envahirent le royaume, et vous trouverez aussi en nous des amis. Si notre cause triomphe, l'heure pourrait peut-être sonner pour la Bohême et la Moravie, comme pour la Hongrie, de réaliser leurs vœux nationaux. »

Quand les Prussiens occupèrent Prague, ils envoyèrent à Grégr et à Sladkovsky, les chefs du parti tchèque le plus hardi, Fritch, l'ancien combattant de 1848, le proscrit dont l'âge n'avait ni altéré l'ardeur ni diminué la force d'illusions. Fritch leur apporta-t-il des offres précises? Nous l'ignorons et le silence même des Tchèques sur ce point tendrait plutôt à indiquer le contraire. Ce n'était pas la manière de Bismarck ; sa tactique consistait à ouvrir à ceux qu'il voulait séduire de prestigieux horizons en leur

Couronne bohême ou la Persécution du peuple bohême (1868-1873), Prague 1897.

Franz Schmeykal, Eine Gedenkschrift, Prague 1894, intéressant pour la connaissance du vieux parti libéral allemand.

La biographie de *Rieger* par Jahn s'arrête en 1867 et, de même, la collection de ses discours, édités par Kalousek. — Sur les partis en Bohême, *Die Schicksale der nation. Beweg. in Bœhm. 1861-1878*, Prague, 1879.



laissant le soin de satisfaire, comme ils le pourraient, les convoitises qu'il avait allumées. Ici le piège était grossier; Timeo Danaos, répondit Grégr aux insinuations de Fritch.

Le gouvernement, bien à tort, se défiait de la sagesse des Tchèques. Il avait repoussé leurs offres de service, écarté leurs volontaires. Il lui eût suffi de relire l'histoire de Marie-Thérèse pour apprendre comment à diverses reprises le succès des envahisseurs avait été arrêté par l'hostilité des populations, et il lui eût été facile, en attisant les haines de races, de créer aux Prussiens de sérieux embarras. La guerre, qui avait été commencée sans réflexion, fut conduite sans vigueur; ni les ministres, ni le souverain ne comprirent la gravité de la partie engagée, et qu'il s'agissait de savoir si les Habsbourgs allaient être réduits à une sorte de vassalité; satisfaits d'avoir prouvé qu'ils ne reculaient pas devant une sottise, ils ne songèrent plus qu'à terminer le duel le plus vite possible, convaincus qu'ils seraient toujours libres de le recommencer dans de meilleures conditions.

Les Slaves n'étaient pas autrement fâchés de la tournure des événements et ils ne soupçonnèrent à aucun moment que l'intégrité du royaume était en péril. Le vieux roi Guillaume avait les dents longues et la vue courte; il se plaisait à jouer le rôle de la justice divine, quand il était chargé d'encaisser les amendes qu'elle infligeait. Il avait fini par se persuader que l'Autriche l'avait attaqué; la morale ordonnait donc qu'elle subît la peine de sa faute; le moment lui semblait favorable pour reprendre le plan de Frédéric II et mettre la main sur la rive droite de l'Elbe supérieure. La crainte de complications étrangères le ramena à la modération. Les Tchèques, qui n'avaient pas connu ses ambitions, ne virent d'abord dans le traité de Prague (23 août 1866) que la clause qui excluait l'Autriche de l'Allemagne. Elle n'était pas pour leur déplaire : les Habsbourgs, si longtemps hypnotisés par leurs ambitions œcuméniques, seraient bien forcés désormais de s'apercevoir que les Slaves formaient la majorité de leurs sujets.

En réalité, François-Joseph n'avait pas pris son parti de sa défaite et il ne sentit vraiment qu'après Sedan l'importance de Kœniggrætz. Tout entier au désir d'une prochaine revanche, il songeait uniquement à réorganiser l'armée et à apaiser les Magyars, qui, pendant les hostilités, s'étaient enfermés dans une réserve grosse de menaces. Les Tchèques se trompèrent lourdement en ne pas comprenant que Deack était dès lors maître de la situation. Que ces dispositions de la cour leur fussent très désagréables, cela s'explique : le triomphe des Hongrois entraînait presque fatalement l'abandon des Slovaques et des Croates et il créait un préjugé défavorable au royaume de Saint-Venceslas. Seulement, la politique consiste à tirer le meilleur parti possible des événements et non pas à poursuivre contre vents et marée un idéal nuageux. — Ésaü, disait Deak dans un de ses discours les plus célèbres, une fois qu'il avait faim, avait vendu pour un plat de lentilles son droit d'aînesse; il avait mangé ses lentilles, et ce qui en était résulté, c'était une guerre fratricide. — Supposez, disait-il encore à un journaliste, que vous ayez une lettre de change parfaitement en règle : votre créancier vous demande du temps et vous offre un acompte; soit, on peut s'arranger. Mais, il conteste votre titre et, par grâce, vous propose une indemnité, vous n'avez qu'à remettre votre lettre dans votre poche en vous disant : attendons, le moment viendra bien où je me ferai payer. — Le succès justifiait son intransigeance, et son exemple tourna la tête aux Tchèques. Ils oublièrent que la situation n'était pas la même à Prague et à Pesth.

Une perspicacité moyenne suffisait pour prévoir que la victoire des Prussiens surexciterait le chauvinisme des Allemands du royaume et que la Cour ne voudrait pas, en les poussant à bout, risquer de créer une *Germania irredenta*. Il fallait écarter absolument l'espoir de leur dicter des conditions et poursuivre loyalement une entente à l'amiable. Belcrédi était encore au pouvoir et les Slaves étaient sûrs d'avoir en lui un arbitre bienveillant; l'Empe-



reur désirait ardemment la fin des querelles intestines et il était disposé à bien des concessions. Les Allemands, qui étaient obligés de compter avec cette situation et qu'inquiétait la mégalomanie des Magyars, n'auraient pas repoussé un projet de réconciliation avec les Tchèques, s'il eût mis leurs droits essentiels à l'abri de toute attaque ultérieure. L'exemple des Polonais prouve quels fruits on pouvait attendre à ce moment d'une politique de transaction, et il n'est pas douteux que les Tchèques avec un peu d'habileté n'eussent dès lors obtenu une situation supérieure à celle qu'ils n'ont conquise que lentement après de dures épreuves et des luttes épuisantes. Malheureusement, il y avait parmi eux trop d'historiens et de philosophes, et pas assez de diplomates et de tacticiens. Ils étaient encore sous l'impression pénible des humiliations qu'ils avaient subies à Vienne et, pour ne pas retomber dans la faute qu'ils avaient commise en 1861, ils se renfermèrent dans un non-possumus hautain.

La responsabilité de cette erreur revient, avec Palatsky, trop idéaliste pour se plier aux nécessités de l'heure, à la noblesse féodale. Ce que désiraient Léo Thun, les Schwarzenberg, les Lobkovits, c'était la restauration d'un Royaume autonome où ils joueraient le premier rôle, et, en comparaison, les avantages qu'une politique plus conciliante aurait valus à la nationalité slave, leur paraissaient négligeables. Clam, de plus, dont l'influence sur Rieger était extrême à cette époque, apportait dans la politique les audaces des grands aventuriers du XVII[e] siècle; il aimait le péril et il n'appréciait la victoire que si elle était complète. Ce serait évidemment beaucoup exagérer les choses que de dire que, comme en 1618, l'aristocratie joua sur une carte la cause de la Bohême et la perdit : l'échec de 1866 n'a pas eu des suites aussi tragiques que la Montagne-Blanche; il n'en condamna pas moins les Tchèques à des épreuves douloureuses.

Et, comme en 1618 aussi, des motifs d'ordre inférieur contribuèrent à déterminer la politique des barons féodaux.



L'Empereur avait accepté des mains du roi de Saxe son nouveau ministre des affaires étrangères, le comte de Beust (octobre 1866). Les oligarques autrichiens firent grise mine à ce protestant, à cet étranger, à ce parvenu, dédaignèrent ses avances, le rejetèrent du côté des Magyars.

Beust, qui avait alors cinquante-sept ans, n'avait pas porté bonheur aux causes qu'il avait servies auparavant; sa fatuité n'en avait pas souffert. Il séduisit l'Empereur, — pas pour longtemps, — par sa verve et sa confiance, qualités auxquelles François-Joseph n'était guère habitué. Brouillon, superficiel, il n'avait pour talent que quelque bagout et une de ces intrépidités insupportables qu'explique seule une parfaite inconscience. Il ne connaissait pas la monarchie, et il ne prit pas le temps de l'étudier. Il arrivait, quoiqu'il en ait prétendu par la suite, avec l'intention de prendre sa revanche de l'échec que lui avait infligé Bismarck, et, pour appliquer ses vastes combinaisons politiques et avoir les mains libres, il était prêt à tout. Il partit pour Pesth en compagnie du chancelier Majlath. — Vous prenez votre chapeau, lui dit Majlath, au moment où ils se disposaient à aller conférer avec Deak et Andrassy. — C'est assez mon habitude quand je sors. — Oui, mais votre tuyau de poêle. J'ai remarqué que vous avez un très beau bonnet de fourrure. Voulez-vous le mettre. — Beust ne se fit pas prier [1]. Quant à Majlath, à peine arrivé, il s'était glissé dans un pantalon collant. C'était une culotte symbolique. Beust était résolu à faire un pont d'or aux Magyars, il accepta leurs conditions sans marchander. Ses ennemis affirment qu'il n'avait pas lu le Compromis; ses défenseurs plaident les circonstances atténuantes, prétendent qu'il n'avait pas compris la portée de ses concessions.

Belcrédi ne contestait pas la nécessité d'une entente avec Budapest, il pensait seulement que les autres peuples avaient aussi le droit d'être entendus. Il avait obtenu de

1. Beust, Mémoires, II, p. 83. Dans l'Europe orientale, le chapeau haute-forme est considéré comme spécial aux Allemands.

l'Empereur que l'on convoquât dans un Parlement extraordinaire les délégués des pays qui ne faisaient pas partie de la Couronne de Saint-Étienne et qu'on leur présentât les préliminaires acceptés par Deak; pour que ce Parlement extraordinaire traduisît plus exactement l'opinion publique, le ministre suspendait les articles de la constitution qui obligeaient les diètes à choisir leurs députés dans des curies ou des groupes déterminés. Dans ces conditions, les Tchèques, qui avaient la majorité à Prague et à Brno et qui étaient sûrs de l'appui des Polonais, des Slovènes et des Tyroliens, étaient les arbitres de la situation. Aussi les Allemands, menacés dans leur autorité, protestèrent-ils bruyamment contre le Parlement extraordinaire, et ils furent naturellement soutenus par les Magyars qui craignaient de se voir arracher la victoire au moment où ils croyaient déjà l'avoir en mains.

Beust a raconté de façon dramatique la séance du conseil où il demanda que l'on revînt purement et simplement au système de Schmerling et au Parlement restreint tel qu'il avait fonctionné jusqu'en 1865. Il fut seul de son avis; ceux mêmes de ses collègues qui l'approuvaient, n'osèrent pas indiquer leurs préférences. Belcrédi, qui avait sur Beust l'avantage d'une connaissance précise des faits, prononça un discours très brillant, dont l'effet parut décisif. L'Empereur demeura silencieux et le ministre des affaires étrangères sortit avec la conviction qu'il ne lui restait plus qu'à chercher fortune ailleurs. Il se préparait à faire ses paquets quand il reçut un billet du souverain, qui lui ordonnait de convoquer le Reichsrath dans les conditions ordinaires. Le lendemain, Belcrédi se retirait et Beust prenait la direction des affaires (9 février 1867). Le 16, Andrassy était nommé président du ministère hongrois. Deak avait déjà remis à l'Empereur le vote de la diète de Pesth, qui réglait les affaires communes aux deux parties de l'Empire. Le 8 juin 1867, François-Joseph était couronné roi de Hongrie et on intercalait dans le diplôme d'inauguration le fameux paragraphe XII

qui est depuis lors la charte de l'Autriche-Hongrie.

Les Tchèques étaient d'autant plus irrités que leurs espérances avaient été longtemps plus hautes. Au mois de juillet 1866, leurs principaux chefs, Palatsky, Rieger, Brauner, étaient accourus à Vienne et, bien accueillis par Belcrédi, aimablement reçus par l'Empereur, ils avaient, avec l'aide du grand évêque croate Strossmayer, tracé les lignes générales d'un projet qui avait été favorablement jugé par les Polonais. Ils comptaient sur leurs grands seigneurs pour enlever les dernières résistances ; à l'heure décisive, ceux-ci se dérobèrent, par crainte peut-être de paraître vouloir exercer une pression sur l'Empereur. — « Je n'ai de colère, écrivait Rieger, que contre notre aristocratie, dont les matadors, en dépit d'appels réitérés, ne viennent pas, et cela, juste au moment où ils pourraient nous être le plus utiles [1]. » Cette inaction leur coûta cher. Les Allemands, après un moment d'hésitation, avaient pris leur parti ; ils étaient décidés à n'accepter à aucun prix le droit d'état bohême. — « Notre tort, écrivait Kaiserfeld, qui était un des plus modérés, a été jusqu'à présent de nous considérer comme Autrichiens et non comme Allemands. La politique de Belcrédi nous a guéris de cette erreur. Nous ne laisserons pas opprimer par une autre nationalité nos frères de Bohême et de Moravie ; nous n'avons pas envie de nous faire manger les uns après les autres. » Mieux valait abandonner aux Hongrois une partie de l'Empire pour conserver la domination dans le reste de la monarchie.

Beust n'apporta dans l'affaire aucune passion et, même après l'échec de Belcrédi, il eût acheté cher l'entrée des Tchèques dans le Parlement ; ils refusèrent de négocier. Rieger, dans un discours d'une mélancolie poignante, indiqua les raisons qui expliquent leur conduite, — ne la justifient pas suivant moi : — Jusqu'à présent, dit-il, notre Royaume était un membre autonome de cet Empire d'Autriche, dont on a dit qu'il était l'État des États et le trône des

1. Jahn, Lad. Rieger, p. 282.



trônes. On divise maintenant cet Empire en deux tronçons et, dans l'un de ces tronçons, on veut incorporer notre royaume, en le privant de sa personnalité juridique. Que sera ce nouvel État? Personne n'en sait rien, il n'a même pas de nom. Un alchimiste nous invite à jeter dans son creuset fantastique notre Couronne royale, nos droits les plus précieux. Lamentable spectacle que celui de ce cimetière, si je puis dire, où depuis 1848, gisent les cadavres de tant de constitutions à peine essayées, où sont ensevelies tant de proclamations pompeuses et de radieuses espérances! Ce mélancolique charnier est peu fait pour nous inspirer confiance. La prudence la plus élémentaire nous oblige à nous en tenir aux titres que nous ont légués nos pères; si nous abandonnons ce terrain solide, nous nous lançons sur une mer perfide où nous sombrerons. Le droit d'état est la garantie de notre individualité politique et nationale. C'est sans restriction, sans arrière-pensée, que nous réclamons l'égalité complète pour les deux races qui habitent notre sol; un fait pourtant ne saurait être contesté, c'est que l'histoire du royaume est avant tout l'histoire de la race tchèque; nous ne saurions l'oublier [1]. —

Le discours de Rieger n'avait qu'un tort; il ne répondait pas à la réalité des faits. Il était facile de railler les mots de Cisleithanie et de Transleithanie, qu'avait lancés un certain hippophage, Wildner de Maithstein, et il était vrai que Georges de Podiébrad n'était pas un cisleithan et n'avait pas devant lui un transleithan quand il combattait Mathias Corvin. La rapidité même avec laquelle ces expressions se répandirent prouve bien malgré tout qu'elles s'adaptaient à quelque chose de réel, et à quoi bon s'insurger contre la nécessité! Le droit d'état n'était, en somme, qu'une abstraction; convenait-il de lui sacrifier ce qui était la réalité concrète, c'est-à-dire le peuple tchèque lui-même? Beust répondit aux protestations des Slaves en dissolvant les diètes de Prague et de Brno, et les nouvelles élections

1. 25 février 1867. Comptes rendus sténographiques, v, 10-14.



lui assurèrent la majorité. Dans la Curie des Grands-Propriétaires, d'où dépendait le vote, les Allemands l'emportèrent par 209 voix contre 179 en Bohême et par 83 contre 62 en Moravie, c'est-à-dire que, grâce aux savantes précautions de Schmerling, les destinées de l'Autriche étaient entre les mains d'une quarantaine de personnes, qui toutes obéissaient docilement à un signe du pouvoir.

Le Parlement de Vienne entérina les promesses faites aux Magyars et régla ensuite la situation de l'Autriche proprement dite. Depuis lors, les lois du 21 décembre 1867 n'ont été modifiées que sur quelques points secondaires. — L'Autriche et la Hongrie forment deux états souverains, gouvernés par un même monarque et unis en face de l'étranger; les affaires extérieures, l'armée et les finances, en tant qu'elles s'appliquent aux dépenses communes, sont administrées par un ministère responsable devant les délégations des parlements hongrois et autrichien. Elles siègent et délibèrent séparément. — Ces dispositions étaient singulièrement favorables aux Magyars à qui elles reconnaissaient une parité d'influences que ne justifiaient ni le chiffre de leur population ni leur richesse. Encore cette égalité, proclamée en principe, fit-elle place aussitôt à une véritable hégémonie de la Transleithanie. En effet, la délégation cisleithane se compose de 20 membres élus par la Chambre des Seigneurs et de quarante délégués élus par les députés envoyés au Reichsrath par les diverses diètes, 10 pour la Bohême, 4 pour la Moravie, 1 pour la Silésie, 7 pour la Galicie, etc. : formée ainsi de groupes très divisés, qui souvent ne s'entendent pas sur les questions essentielles, elle s'est montrée absolument incapable de faire front contre la masse des délégués transleithans. Les Magyars d'autre part, très habilement, intéressèrent la Cour à leur cause en accordant sans compter à l'Empereur les ressources qui lui étaient nécessaires pour la réorganisation de l'armée, et cette habile tactique leur a permis depuis d'incliner dans le sens de leurs intérêts et de leurs passions la politique générale de la monarchie, en



même temps qu'ils établissaient solidement leur domination dans les pays de la Couronne de Saint-Étienne sur l'asservissement des races secondaires, Allemands, Slaves et Roumains.

Il leur était d'autant plus facile de se montrer généreux qu'ils supportaient une part relativement faible des dépenses communes. Le pacte financier et le traité de commerce qui complétèrent la convention politique étaient si léonins que le Reichsrath, quelque domestiquée que fût la majorité, commença par les repousser; les considérations de parti finirent pourtant par l'emporter. Il fut ainsi décidé que les dépenses communes seraient couvertes par le revenu net des douanes et, pour le surplus, par une cotisation dont la Hongrie supporta environ 30 o/o et l'Autriche 70 o/o. Quant à la dette, les Magyars déclarèrent qu'en principe ils n'avaient pas à s'en occuper, puisque les emprunts avaient été contractés sans leur aveu; par grâce, ils consentirent à payer une rente fixe qui laissait à la charge exclusive de l'Autriche une annuité supérieure de 25 millions de florins à ce qu'aurait dû être sa quote-part, en acceptant même la proportion admise pour les contributions des deux parties contractantes. L'Autriche fut ainsi acculée à la banqueroute : les Magyars n'en éprouvèrent aucune tristesse; il ne leur déplaisait pas que leurs voisins fussent assez absorbés par leurs embarras pour n'avoir pas le loisir de s'occuper de ce qui se passait à Budapest. Le contrat financier était conclu pour dix ans : on avait ainsi un nouveau type d'état, une monarchie à bail renouvelable, et les Magyars comptaient bien, chaque fois que le contrat reviendrait en discussion, étendre leurs avantages [1].

Certaines questions, telles que le régime commercial, les douanes, les monnaies, les impôts indirects qui ont un re-

1. La cote contributive des deux parties de la monarchie est fixée par les Parlements de Vienne et de Budapest. Si les deux assemblées ne parviennent pas à se mettre d'accord, l'Empereur intervient comme arbitre. Sa décision est valable pour un an, mais peut être renouvelée.



tentissement immédiat sur la production industrielle, l'organisation militaire, sans être communes, sont réglées d'après des principes semblables. Pour cela, les ministres des deux pays, après s'être mis d'accord, proposent respectivement aux deux Parlements des lois analogues, ou bien les Parlements élisent des commissions qui s'entendent sur le texte à soumettre aux assemblées. Tant que ce modus vivendi est maintenu, l'Europe continue à former un seul territoire commercial; comme le pacte financier, l'union douanière est conclue pour dix ans.

L'Autriche, disait un des centralistes qui combattirent le Compromis, a abandonné la grande idée politique qui a fait de la petite Marche confinée entre la Leitha et l'Erlau, le vaste empire qui s'étend de l'Elbe à l'Adriatique; ce n'est plus dans les forces unies de tous ses sujets, dans la satisfaction de tous ses peuples qu'elle place sa puissance et son avenir, c'est une seule nationalité qu'il s'agit de flatter et de conquérir [1]. —

Aucune des races de la monarchie n'était plus gravement lésée par les conventions de 1867 que les Tchèques. Chacune des clauses du traité les atteignait dans les fibres les plus sensibles de leur être. Il livrait pieds et poings liés à des maîtres sans scrupules et sans pitié leurs frères, les Croates, les Serbes, les Slovaques surtout qui, malgré leur schisme, n'en constituaient pas moins jusqu'alors une réserve latente; il réduisait le royaume de Saint-Venceslas à une sorte de vassalité et il le confondait pêle-mêle dans le Parlement de Vienne avec la cohue des plus vagues et des plus insignifiantes provinces; il condamnait les Slaves à devenir les instruments d'une politique qu'ils détestaient, puisque au moins pendant longtemps la Hongrie allait briguer l'alliance de l'Allemagne. Comme la Bohême était la contrée la plus riche et la plus industrieuse de la monarchie, le surplus

1. Kaizl et Rézek, Le Compromis avec la Hongrie, p. 43. — C'est l'exposé le plus précis et le plus pénétrant des traités de 1867.



des charges financières que les Magyars avaient imposées à la Cisleithanie, retombait en majeure partie sur elle et elle devenait ainsi tributaire du royaume de Saint-Étienne, tandis que les intérêts économiques du Royaume étaient menacés par l'influence prépondérante dans les questions commerciales et douanières d'un peuple rival dont les besoins étaient absolument opposés aux siens.

Les Allemands de la Cisleithanie, qui étaient aussi atteints dans leur richesse, devaient un jour regretter la faute qu'ils avaient commise en acceptant la suprématie des Magyars. Pour le moment, ils n'avaient qu'une pensée, mettre les Slaves hors de combat. Beust avait amadoué les centralistes les plus récalcitrants en leur promettant d'établir un véritable gouvernement parlementaire : que risquait-il, puisque la loi électorale lui donnait les moyens de modifier la majorité à son gré ? Et d'ailleurs, l'article 14, qui maintenait sous une forme à peine atténuée l'article 13 de la constitution de février, lui permettait dans les cas urgents de gouverner sans le Parlement [1].

Comme à l'époque de Schmerling, tout l'apparat constitutionnel n'était qu'un trompe l'œil et le rôle des prétendus représentants du peuple était des plus faibles. Dans les affaires de quelque intérêt, la Cour n'admettait même pas l'intervention des Députés. Beust, au moment où son influence était le mieux assise, avait la plus grande peine à obtenir de l'Empereur qu'il éloignât de sa personne les plus compromis des officiers de sa Maison, et son crédit n'allait pas jusqu'à le convaincre qu'il devrait bien se montrer un jour en habit civil à ses fidèles Viennois, ce qui eût comblé d'aise leur âme candide et enfantine. L'enthou-

1. « Si, à une époque où le Parlement n'est pas rassemblé, l'urgence de mesures pour lesquelles l'approbation du Reichsrath est exigée par la constitution se manifeste, elles peuvent être prises par ordonnance royale, sous la responsabilité du ministère, en tant qu'elles ne visent pas la modification de la loi constitutionnelle et ne comportent ni charge durable pour le trésor ni aliénation du domaine public. La puissance légale de ces ordonnances cesse si le gouvernement ne les présente pas au prochain Parlement dans le cours des quatre semaines qui suivent la rentrée » (Manz, p. 36).



siasme avec lequel l'assemblée votait une série de lois sur les libertés de la presse, de réunion, d'association, de pétition, la liberté individuelle, etc., rappelait les beaux jours de 1848; malheureusement, elle se bornait le plus souvent à de pompeuses déclarations de principes et laissait en fait à l'administration les pouvoirs les plus exorbitants. Le ministre avait ainsi réclamé le droit de supprimer les « associations qui lui paraîtraient dangereuses pour l'état »; la gauche trouva la restriction menaçante. — On lui rappela qu'il y avait les Tchèques, dont il fallait réprimer l'agitation, et elle s'inclina aussitôt.

Elle tenait moins à la liberté qu'à la domination, et le régime de 1867 eut surtout pour but d'assurer l'hégémonie allemande en Cisleithanie. L'alarme récente avait été si chaude que les centralistes firent quelques concessions : ils ne soutinrent pas ceux d'entre eux qui auraient voulu que les membres des délégations fussent élus, au moins en partie, par l'ensemble du Reichsrath au scrutin de liste, et non séparément par les députés des divers pays, et ils étendirent çà et là la compétence des assemblées régionales. Concession plus grave, ils abandonnèrent le principe établi par Schmerling qui reconnaissait au Reichsrath une supériorité théorique sur les Diètes, et ils en revinrent sur ce point à la doctrine du diplôme d'octobre, d'après lequel toutes les questions qui ne sont pas expressément réservées au Parlement central relèvent des Chambres particulières. Ces atténuations secondaires ne modifiaient pas le caractère nettement centraliste de la nouvelle Charte; elle ne supprimait aucune des plus iniques absurdités de la loi électorale et elle prévoyait, dans le cas où une Diète refuserait d'envoyer ses délégués à Vienne, la possibilité d'élections directes par le peuple.

Victorieux pour le moment sur le terrain politique, les centralistes comprenaient la fragilité de leur triomphe tant qu'ils n'auraient pas forcé leurs adversaires à accepter la supériorité de la langue et de la civilisation allemandes ; il était dans la logique de leurs principes qu'ils ne se con-

tentassent pas de réduire les Slaves à l'impuissance, mais qu'ils cherchassent à anéantir leur nationalité. La lutte prit ainsi, après 1867, beaucoup plus nettement qu'auparavant, le caractère d'un combat inexpiable entre deux races rivales.

Les Tchèques avaient brûlé leurs vaisseaux. Ils avaient refusé de paraître au Reichsrath; après de longues hésitations, entraînés par Clam et un journaliste, Skrejchovsky, qui jouait alors parmi eux un rôle fort important, ils se décidèrent à quitter la Diète de Prague. Le 22 août 1868, Rieger expliqua leurs motifs dans la célèbre *Déclaration* qui exposait les principes dont n'a pas cessé de se réclamer depuis le parti du Droit d'État.

Au lendemain même de la Bila-Hora, disait-elle, Ferdinand II, vainqueur de la révolte et tout puissant, a reconnu l'indépendance du Royaume de Bohême et ses privilèges. Cette condition juridique du pays, sanctionnée depuis lors par des traités et des serments nombreux, ne saurait être modifiée que par la libre entente des parties intéressées, le souverain et le peuple bohême. Le droit imprescriptible et inaliénable de la nation n'a pas pu être affaibli par les abdications d'une majorité fictive qui a subordonné le royaume à un Reichsrath irrégulier et incompétent. Les Allemands, qui avaient d'abord essayé de germaniser l'Empire tout entier, obligés maintenant de reculer devant les Magyars, s'attachent avec une passion d'autant plus haineuse à maintenir sous leur domination les contrées qui ne leur ont pas encore échappé. Comme les lois électorales les plus habilement calculées ne suffiraient pas à la longue pour leur assurer la majorité dans les pays de la Couronne de Saint-Venceslas, ils ont imaginé un Reichsrath commun, qui doit être l'instrument de leur hégémonie. Ils veulent y transporter le centre de la vie de la monarchie et condamner ainsi à une léthargie mortelle les diètes particulières. L'allemand sera par la force des choses la langue des délibérations du Parlement central : plus sa compétence sera étendue, plus les peuples

non-germaniques seront réduits à une existence végétative. Accepter de pareilles institutions serait un suicide.

En dépit de promesses réitérées, on n'a pas consulté la diète de Bohême sur le régime constitutionnel nouveau que devait nécessairement entraîner le Compromis conclu avec la Hongrie ; c'est sans les Tchèques qu'on a décidé de leur destinée : ils ne sauraient se résigner à un changement qui a pour conclusion fatale la ruine matérielle du royaume, la destruction complète de son indépendance et de sa personnalité historique et politique et l'asservissement de la nationalité slave. La Bohême n'a jamais été rattachée au reste de la monarchie que par la personne de son roi ; il est inadmisssible que cet état de choses, qui lui garantit entre autres avantages une complète autonomie financière, soit modifié par un traité signé sans son aveu avec un peuple étranger. Tant que l'injustice dont elle est victime n'aura pas été réparée, tant que la situation n'aura pas été réglée par un libre contrat entre le monarque et les représentants du peuple élus en vertu d'une loi égale pour les deux nationalités, les députés tchèques ne sauraient prendre part aux débats d'une assemblée dépouillée de ses plus précieux privilèges. — Le même jour, à Brno, vingt-huit députés moraves lisaient une déclaration analogue et déposaient leurs mandats.

Les Tchèques, dans la lutte inégale qu'ils engageaient, cherchèrent des sympathies à l'étranger. Au mois de mai 1867, Palatsky, Rieger, Brauner et Jules Grégr se joignirent à la députation des Slaves qui allaient assister aux fêtes de l'Exposition ethnographique de Moscou, organisée par les panslavistes russes. Ce pèlerinage, en dépit des acclamations et des toasts ordinaires en pareil cas, était moins utile que compromettant. La révolte de la Pologne en 1863 avait provoqué en Russie un violent accès d'occidentophobie et l'opinion y était dominée par les Slavophiles, que guidaient Aksakof et Katkof. Le gouvernement appuyait de temps en temps par quelques manifestations un mouvement qui le servait, mais il ne se livrait pas. Le



ministre des affaires étrangères, Gortchakov, était un diplomate de la vieille école, très vaniteux, superficiel, qui attachait peu d'importance aux sympathies populaires et, pour reviser le traité de Paris, ce qui était l'unique objectif de sa politique, il comptait beaucoup plus sur les Allemands que sur les Slaves. Il n'était pas fâché de susciter quelques embarras à Beust dont le hannetonage l'agaçait, mais il était fermement résolu à ne pas se compromettre.

Le voyage de Rieger et de Palatsky fut une rechute assez intempestive de romantisme; il irrita les Polonais, il froissa les libéraux de l'Occident, et il donna des armes au gouvernement. Ce qui était plus grave encore, c'est qu'il entretint chez les Tchèques de très dangereuses illusions. Il n'était pas bon que, la veille d'une bataille décisive, ils fissent fonds sur des sympathies platoniques et des manifestations d'après boire; des illusions analogues avaient été une des causes du désastre de 1620. Sans doute, il importe de ne pas dédaigner les éléments impondérables qui, à un moment donné, bouleversent les calculs des politiques de carrière et il était légitime de chercher à développer les sentiments de solidarité slave : mais il était sage de mesurer sans illusion la portée réelle de ces sympathies sentimentales et, dans des cas pareils, des chefs avisés lancent quelques enfants perdus et n'interviennent pas directement.

Les tentatives du côté de la France ne furent pas beaucoup mieux calculées. Les événements de 1866 avaient fort ému l'opinion à Paris et l'affaire du Luxembourg n'avait naturellement pas calmé les inquiétudes causées par Kœniggrætz. La crainte de la Prusse attirait l'attention des diplomates et des publicistes français vers les pays de l'Est, ce qui n'était qu'un retour aux plus constantes traditions de notre passé : n'était-ce pas en s'appuyant sur la Pologne, la Suède et la Turquie, que les Bourbons avaient arrêté les ambitions des Habsbourgs? Puisque le même péril reparaissait, il semblait qu'il n'y eût qu'à reprendre les mêmes pratiques, en les appropriant



aux conditions nouvelles de la vie. Divers écrivains commençaient à attirer l'attention du public sur l'importance des débats qui s'agitaient en Autriche. Saint-René Taillandier, dont la curiosité était très alerte, avait été amené par ses études sur l'Allemagne à s'occuper de Deak et de Palatsky, et il racontait aux lecteurs de la *Revue des Deux-Mondes* quelques-uns des épisodes les plus dramatiques de l'histoire tchèque. Avec une bien autre compétence et avec une chaleur de conviction que l'âge n'a pas amortie, Louis Leger, le fondateur des études slaves en France, commençait un apostolat fécond en déboires autant qu'en triomphes. Doué d'une mémoire prodigieuse et d'une surprenante facilité d'assimilation, parlant avec la même aisance tous les dialectes slaves, populaire d'un bout à l'autre de l'Europe orientale, il joignait aux scrupules les plus délicats de l'érudit infiniment de verve et le rare talent d'intéresser le public aux questions les moins connues. Il venait de publier, en collaboration avec Fritch, réfugié à Paris, un livre où étaient exposées les revendications des Tchèques.

Très lentement, l'opinion publique commençait à comprendre le danger que créait pour nous la formation sur nos frontières d'un Empire prussien. Napoléon III, ballotté entre ses devoirs de défenseur de la France et ses rêveries humanitaires, un peu revenu de ses sympathies pour l'Allemagne, n'eût pas été fâché de concilier ses conceptions philosophiques avec les exigences de sa sécurité ; il avait pris au sérieux le Grand Projet de Sully, et l'existence d'une Bohême autonome ne lui eût pas déplu. Mme Cornu le décida à recevoir Rieger : celui-ci lui remit un Mémoire où il insistait sur l'intérêt de la France à ce « que l'Autriche fût forte et à ce qu'elle ne fût pas une simple annexe de l'Allemagne ». Ces relations des leaders tchèques avec Napoléon, qui n'avaient aucune utilité pratique, fournirent aux journaux de Vienne un prétexte de crier à la trahison ; Rieger et Palatsky protestèrent de l'innocence de leurs intentions et personne, en réalité, ne les soupçonnait. Ils ne



s'en étaient pas moins mis dans une situation louche : il est toujours mauvais d'être pris en flagrant délit de collusion avec l'étranger, et François-Joseph, qui considérait la politique extérieure comme son domaine propre, était fort mécontent que des « laïques » s'aventurassent sur ce terrain réservé.

Beust, bien qu'il affichât un vertueux émoi, avait des trésors d'indulgence pour les diplomates d'aventure; cet intrigant avait l'habitude des escaliers secrets, il avait la langue longue et la plume intempérante, et, si ses adversaires n'étaient pas plus discrets que lui, il prenait ses avantages, sans leur tenir rigueur de leur maladresse. Il avait péché contre les Tchèques plus par ignorance et par légéreté que par haine et il ne leur gardait pas rancune du tort qu'il leur avait causé. Il avait rendu des services éminents aux Magyars et il commençait à se dire in-petto qu'ils n'en conservaient pas un souvenir très vif. Il n'eût pas été fâché de ne plus être à leur discrétion et il pensait avec raison que, tant que la Bohême n'était pas réconciliée, l'Autriche était en mauvaise posture pour jouer la grosse partie qu'il méditait. Au mois de juin 1868, il vint à Prague et essaya de lier conversation avec Palatsky et Rieger. Mais il exigeait qu'ils acceptassent la constitution, et les Tchèques, dans la première chaleur du combat, n'auraient jamais consenti à cette capitulation. Il ne resta d'autre ressource au ministre que de faire amende honorable aux Allemands, qui ne lui pardonnèrent pas cet essai de défection, et de reprendre la politique de répression.

Comme quelqu'un lui rappelait, au moment où il prenait le pouvoir, qu'il devait s'attendre à l'opposition des Slaves : « Que voulez-vous! avait-il répondu, deux personnes en convaincront toujours plus facilement une troisième qu'elles ne se laisseront convaincre par elle. Les Allemands et les Hongrois sont deux contre un. — Et si les Slaves persistent à résister? — Je les traiterai comme Belcrédi voulait traiter les Allemands : on les collera au



mur [1]. — Il laissa la main libre au ministère cisleithan, dont les principaux membres, le président, Carlos Auersperg, Giskra à l'intérieur, Herbst à la justice, étaient des centralistes de Bohême, heureux d'appesantir leur puissance sur la tête de rivaux qu'ils poursuivaient depuis longtemps de leur haine.

Leur premier soin fut d'abroger la loi scolaire qui introduisait l'enseignement obligatoire des deux langues du pays dans tous les établissements d'instruction secondaire (10 févr. 1868). Ils organisèrent ensuite un gouvernement de combat qui procéda « avec la plus grande décision et avec toutes les sévérités de la loi contre l'élément qui..... cherchait à entretenir la haine du gouvernement, la méfiance de ses intentions et à susciter la résistance contre l'ordre légal. » Comme d'habitude, les journalistes furent les premiers atteints et les feuilles de l'opposition virent pleuvoir sur elle une grêle de procès, de confiscations, d'amendes et d'années de prison. Un ecclésiastique fut déclaré coupable de haute trahison et condamné à cinq ans de détention pour une brochure qui n'avait pas été publiée. Les libraires qui vendaient le *Journal humoristique* reçurent l'ordre de le faire disparaître de leurs vitrines, — parce qu'il gênait la circulation. Le ministère retarda jusqu'au mois de mai 1869 l'application de la nouvelle loi sur la Presse, bien qu'elle lui offrît cependant des moyens de répression suffisants pour rendre la vie impossible aux journaux qui lui déplaisaient. — Le rédacteur accusé était obligé de faire la preuve de son innocence ; *la procédure objective*, une des plus merveilleuses trouvailles de Schmerling, était maintenue, c'est-à-dire que la police et le parquet qui ordonnaient la confiscation d'un journal, n'étaient pas obligés de justifier leur procédé en poursuivant l'écrivain, mais pouvaient se contenter de déférer à la

1. Man wird die Slawen an die Wand drücken. — Le démenti de Beust dans le Reichsrath est très vague. La Politik, qui avait rapporté le mot, maintint son récit et offrit d'indiquer son témoin. Le ministre n'insista pas. Dans la suite, il se borna à essayer d'atténuer la portée de ses paroles.



justice l'article incriminé. — Les accusés étaient retenus plusieurs mois en prison préventive. Les tribunaux étaient soumis à une pression odieuse. — Que voulez-vous! répondait un juge aux plaintes d'un condamné. Nous n'y pouvons rien, le métier est le métier [1].

Une loi avait proclamé le droit de réunion, en laissant les ministres libres de le suspendre en cas de danger public. Les Tchèques, quand ils voulurent user des bénéfices de la loi, se heurtèrent aux plus extravagantes difficultés. — Le nombre surprenant des demandes d'autorisations relatives à des réunions, disait une circulaire de la Lieutenance, permet de supposer avec vraisemblance qu'il ne s'agit pas de la liberté garantie à chaque citoyen; les organisateurs veulent en réalité abuser de la tolérance du pouvoir pour organiser des démonstrations contre la constitution qui est cependant l'origine de leurs libertés, et ce qui s'est passé jusqu'ici confirme malheureusement ces suppositions. Aussi les autorités locales devront-elles examiner soigneusement les motifs de la demande, le caractère du programme et des préparatifs, la situation personnelle des instigateurs, l'époque et le lieu indiqués, et, quand elles concluront de ces circonstances ou d'autres que la réunion préparée a bien pour but l'objet indiqué plus haut, elles n'hésiteront pas à l'interdire, ainsi que le leur permet la loi (17 juillet 1868). — La police était invitée à avoir l'œil sur les orphéons, les sociétés d'étudiants, les associations de gymnastique. On interdisait une représentation d'amateurs, parce que le programme annonçait des chants populaires, une autre parce qu'on devait y discuter le moyen de répandre l'instruction dans les diverses classes de la société. Quelques étudiants et quelques dames avaient, le 8 novembre, anniversaire de la Bila-Hora, déposé une cou-

1. Arbès, Les lamentations de la couronne de Bohême, p. 113. — Arbès avec une patience méritoire a réuni tous les actes de persécution dont les Tchèques furent victimes de 1867 à 1873. Ce recueil, qui ne se compose que de faits et de textes, ne forme pas moins de deux volumes de 430 et de 384 pages. Il jette une lumière éclatante sur les procédés de ce ministère bourgeois qui se présentait comme libéral.



ronne de lauriers sur la tombe des vaincus : ils furent condamnés à la prison, « pour avoir manifesté en l'honneur de rebelles morts en combattant leur souverain [1] ».

Ces tracasseries maladroites exaspéraient d'autant plus les esprits que des causes multiples contribuaient à irriter l'opinion contre le ministère. Le budget portait les traces lamentables de l'imprévoyance avec laquelle avait été conclu le Compromis avec les Hongrois. Malgré la banqueroute, le déficit atteignait cent millions de francs; pour le diminuer, il fallut augmenter les impôts, établir entre autres une taxe sur le capital qui pesait d'autant plus lourdement sur le pays qu'à ce moment une crise économique des plus graves ruinait les agriculteurs. Le clergé, agacé des attaques de la majorité du Reichsrath, soutenait l'opposition de toute son influence, qui était grande dans certaines régions, et particulièrement en Moravie. Le cabinet avait réuni contre lui les partis les plus opposés comme les classes les plus diverses, et l'ardeur unanime des Tchèques défiait ses menaces. En dépit des rigueurs de l'administration, les manifestations grandioses qui ont été de tout temps chères aux Slaves, se multipliaient ; ces meetings qui rassemblaient souvent plusieurs milliers de patriotes, ont donné à cette ère une physionomie spéciale et on la désigne sous le nom d'ère des « tábors » [2].

Un espoir de succès soulevait les poitrines. « O ma Prague bien aimée, disait Sladkovsky, le jour où fut posée la première pierre du théâtre national (16 mai 1868), ton œil s'illumine d'allégresse quand il s'abaisse sur les masses profondes de ce peuple innombrable qui, dans une procession solennelle, défile devant toi. Oui, ce sont bien tes fils, tes filles, et disséminés au loin, ils demeurent fidèles à ton esprit. Il n'y a pas un quart de siècle que l'on condamnait

1. Arbès, p. 91.
2. Tábor, en tchèque, réunion publique en plein air.



ton peuple à disparaître! Voyez maintenant : le monde répète avec respect le nom de ses savants, toutes les branches de la littérature et des beaux-arts se gonflent d'une sève généreuse; le progrès nous emporte avec une rapidité que nous n'aurions même pas osé espérer, ..., et chacun de nous peut considérer avec fierté sa patrie et sa race [1]. » — « Je suis obligé de vous l'avouer en toute sincérité, disait de son côté Palatsky (14 juin 1868); c'est maintenant seulement que j'ai la conviction complète que notre peuple vivra... Contre l'esprit de civilisation et de véritable patriotisme, les portes de l'enfer même ne sauraient prévaloir. »

Une inquiétude seulement le hantait, c'est que la foule surexcitée ne se laissât entraîner à quelque acte de désespoir; il rappelait à ses concitoyens que leur cause était sacrée parce qu'elle avait pour point d'origine le désir d'introduire un peu plus de justice et d'amour dans le monde : « Le plus sûr moyen pour cela serait de faire descendre le Christianisme de la tête dans le cœur, d'éveiller chez tous les peuples, chez tous les hommes, le sentiment de leur fraternité, d'étouffer ainsi les mauvaises passions chez nous-mêmes, chez nos amis et nos ennemis. .... La défensive est et restera notre mot d'ordre. .... Exerçons-nous dans les arts de la paix plutôt que dans ceux de la guerre, efforçons-nous de vivifier l'esprit, pour être vivifiés par lui. Et si plus tard enfin le combat devenait inévitable, n'employons que des moyens honnêtes, non pour ménager nos ennemis, mais par respect pour nous-mêmes et pour ne pas devenir leurs égaux. » — Ainsi le vieillard qui s'abaissait vers la tombe répétait aux jeunes soldats qui entraient dans la carrière les paroles de modération et d'humanité que lui avaient transmises les frères bohêmes et les philosophes du XVIII[e] siècle. Sa voix serait-elle plus écoutée que ne l'avait été jadis celle de Zérotyn?

On eût dit que quelques-uns des ministres prenaient à tâche de pousser à bout la patience des Tchèques et qu'ils

1. Sladkovsky, Discours, p. 106.



cherchaient une journée. Les amis de Giskra le louaient fort d'une réforme qu'il venait d'introduire et qui avait pour but de séparer à tous les degrés la justice et l'administration ; elle avait été préparée par Belcrédi et le mérite du nouveau ministre dans la circonstance était des plus minces. Il avait seulement saisi l'occasion pour épurer le personnel et substituer aux anciens fonctionnaires « qui servaient tous les régimes et ne se passionnaient pour aucun », des employés triés sur le volet, ambitieux et décidés à ne reculer devant rien pour mériter un avancement rapide. Beaucoup d'entre eux n'avaient de titre à leur nomination que la recommandation des députés centralistes qui payaient ainsi leurs dettes électorales : leur partialité envenima les passions, et bientôt quelques incidents graves se produisirent. A Prague des rixes éclatèrent, les agents de police furent insuffisants pour rétablir le calme, il fallut appeler des soldats. Les Juifs soutenaient le ministère et ils avaient les meilleures raisons du monde pour apprécier la constitution : ils trafiquaient dans tous les bureaux. Leur attitude réveilla les haines qui, dans l'Europe orientale, poursuivent une race traditionnellement condamnée à l'usure et à la banque ; quelques-uns d'entre eux furent maltraités. Pour rétablir l'ordre, les ministres envoyèrent un militaire à poigne, le baron Koller, choisi, disaient-ils, à cause de ses sentiments constitutionnels. Il en prouva la sincérité en proclamant l'état de siège à Prague (octobre 1868).

Grand, raide, boutonné, le visage renfrogné et dur, Koller, incapable de réflexion et d'opinion, ne songeait qu'à une chose, justifier la confiance de ses supérieurs, et il exagérait les ordres qu'il recevait. Des patrouilles parcouraient la ville, baïonnette au canon, les gibernes lourdes de cartouches ; la plupart des journaux tchèques avaient été interdits ; les communes slaves étaient avisées qu'au moindre signe d'opposition elles recevraient des garnisaires. Les arrestations et les poursuites étaient si nombreuses que les maisons d'arrêt ne suffisaient plus : 400 prévenus et con-



damnés étaient entassés dans une prison de la Nouvelle-Ville, qui régulièrement pouvait en recevoir 250; les parquets et les commissariats de police succombaient à la tâche et il fallut augmenter le personnel; « dans la seule année de 1868 et devant l'unique tribunal criminel de Prague, 144 personnes se partagèrent pour crimes ou délits politiques 81 ans de détention; le chiffre des condamnés dans tout le royaume peut être fixé à environ 700 [1] ».

Il suffisait, pour être frappé, d'appartenir au parti qu'un tribunal appelait la faction « des Tchèques fanatiques privés de toute réflexion et de tout jugement clair ». Les patriotes étaient plus durement traités que les coupables de droit commun; on les entassait cinq à six dans une chambre sans air, éclairée par une petite lucarne étroitement grillée; ils étaient autorisés à voir leurs amis ou leurs parents un quart d'heure par semaine; on refusait à un rédacteur d'un journal de l'opposition la permission de suivre le cercueil de son enfant.

« Herbst, écrivait le National, s'est montré au monde dans le magnifique éclat de sa puissance ministérielle, mais aussi dans sa pleine médiocrité naturelle; il a voulu inspirer le respect et il n'a produit que la conviction qu'au pouvoir il était incapable d'oublier les passions du chef de parti. » — Même à Vienne et parmi ses collègues, ses exploits et ceux de Giskra étaient loin d'inspirer une admiration sans mélange. Le cabinet qui s'était constitué sous la présidence du prince Charles Auersperg, le 30 décembre 1867, et que l'on désigne sous le nom de *ministère bourgeois*, avait bruyamment annoncé qu'il allait régénérer la monarchie; il avait dû vite en rabattre, à la fois par sa faute et parce que son autorité était faible. L'Empereur n'avait aucune sympathie pour ses nouveaux auxiliaires et il serait injuste de le lui reprocher trop sévèrement. Il y avait parmi ses nouveaux conseillers quelques honnêtes gens et quelques hommes intelligents; malheureusement,

1. Arbès, p. 412.



en général les honnêtes gens étaient des sots et les habiles des aigrefins. Beust se piquait de largeur d'esprit en affaires et il courait sur son compte des bruits fâcheux qu'il ne se souciait pas de démentir. Sous prétexte d'ouvrir l'Autriche à l'esprit nouveau et de l'adapter aux conditions de la vie moderne, il accueillait une séquelle affamée d'aventuriers véreux. Vienne n'était plus qu'une bourse, et le cabinet en était la corbeille. Giskra surtout était très mêlé à cet agiotage et il avait autour de lui une bande de tripoteurs et de pêcheurs en eau trouble qui se réunissaient dans le salon d'une certaine Adèle, que l'on désignait dans les bureaux de rédaction sous le nom de la dame en noir, et qui était l'amie du ministre.

Leurs relations, nous dit le journaliste qui nous a laissé sur l'histoire contemporaine de l'Autriche des mémoires amusants, étaient parfaitement honorables. L'Empereur sur ce chapitre n'aurait eu aucune raison de se montrer particulièrement rigide; il était au contraire choqué par ce relent d'affaires louches qu'exhalaient quelques-uns de ses collaborateurs. Il s'était loyalement efforcé au début de triompher de ses répugnances; ils avaient vite découragé sa bonne volonté : Brestel, d'une timidité maladive, qui bafouillait et ne sortait jamais d'une proposition; Herbst, bruyant, infatué, mal tenu, débraillé; Giskra, tumultueux, sournois, de mauvaise foi. Très vite, ils n'eurent plus aucune autorité près du souverain, et, incapables de rien faire, ils se disputèrent. Herbst, qui, par hasard, avait joué un rôle prépondérant dans le Parlement de 1867, se regardait comme un grand homme et voulait être président du conseil. Berger était un cancanier que l'on donnait comme spirituel parce qu'il disait du mal de tout le monde, surtout de ses amis. Pendant les séances du conseil, il s'amusait à rédiger des portraits piquants ou à aiguiser des épigrammes qu'il communiquait à un de ses confidents : quand il était parti, ses collègues ramassaient dans le panier à papier les fragments de ces satires. Cela provoquait des explications pénibles; à plusieurs reprises,



l'Empereur dut suspendre les réunions pour permettre aux ministres de se calmer [1].

La situation du cabinet fut encore affaiblie quand, au mois de juin 1868, Auersperg donna sa démission avec fracas, à la suite de l'essai de négociation de Beust avec les Tchèques. François-Joseph, qui avait probablement connu les intentions du Chancelier, garda rancune aux ministres-bourgeois d'une algarade dont ils n'étaient pas responsables, et le départ du prince les laissa isolés en face d'une cour hostile et d'une aristocratie dédaigneuse. Taaffe, qui n'accepta qu'après un long intérim (avril 1869) la présidence du Conseil, ne se mêlait guère à ses collègues : il n'avait ni la même origine ni les mêmes convictions; trop galant homme pour les trahir, il était trop habile pour se solidariser avec eux. Il n'aimait pas les violences et il pensait que le premier imbécile venu est capable de gouverner par la terreur; n'arrive-t-il pas d'ailleurs toujours un moment où il faut revenir aux voies légales?

Il donna aux Tchèques une preuve de ses sentiments de conciliation en levant l'état de siège à Prague (avril 1869). Les Allemands en furent fort irrités. — La question du droit d'état, écrivait la Neue Freie Presse, est une question de puissance, et il n'y a d'autre moyen de la résoudre que la force; l'union des pays de la Couronne de Saint-Venceslas est indispensable aux intérêts tchèques, et il est impossible aux Allemands de l'accepter; nous devons la combattre jusqu'à la mort. — C'était un article de foi chez les centralistes qu'il était vain de chercher un terrain d'entente avec l'opposition et qu'il n'y avait qu'une chose à faire, combiner les moyens de la détruire. Ils comptaient y arriver par une réforme électorale qui enlèverait aux diètes particulières le droit de désigner les députés du Reichsrath et ferait sortir directement du scrutin populaire les membres du Parlement central. On abolissait ainsi les derniers souvenirs particularistes, on diminuait l'influence des

1. Dreissig Jahre aus dem Leben eines Journalisten, II, p. 137.



diètes, et, si on ne supprimait pas en réalité les partis anti-constitutionnels, on en dissimulait l'existence en remplissant les vides de l'Assemblée viennoise, de manière à donner l'illusion d'un gouvernement accepté par l'ensemble des pays.

L'idée était ingénieuse; elle parut scabreuse à Taaffe, qui, avec raison, n'y voyait « qu'un moyen de satisfaire les désirs de domination absolue des Allemands »; il craignit de provoquer des résistances plus furieuses et se retira. Le ministère se reconstitua sous la présidence de Hasner (1er février 1870) et présenta au Reichsrath un projet qui l'autorisait à ordonner des élections directes dans le cas où les députés désignés par les diètes refuseraient de remplir leur mandat (20 mars). C'était un expédient auquel les ministres s'étaient arrêtés parce qu'ils n'avaient pas réussi à s'entendre avec leur majorité sur un projet plus radical. La discussion préalable avait révélé les divisions des centralistes et surtout leur timidité, la mesquinerie de leurs conceptions. Tout progrès sérieux eût eu pour condition la suppression du privilège abusif des grands propriétaires : ni les ministres, ni leurs servants ne voulaient y renoncer, hantés par la terreur de se trouver face à face avec la réalité et le peuple. Ils eussent été plus sages dès lors en ne pas soulevant des questions qu'ils étaient incapables de résoudre; leur projet piteux ne satisfit personne. Beust, qui affectait un détachement souverain, soulignait leur sottise et il était en coquetterie réglée avec les Polonais.

Ces derniers s'étaient fait payer cher leur entrée au Parlement : — un conseil scolaire autonome, le polonais langue de l'enseignement et de l'administration, un ministre polonais. — Ce n'était qu'un acompte, et la Résolution du 20 septembre 1868, qui a pour l'histoire de la Galicie une importance analogue à celle de la Déclaration tchèque du 22 août pour la Bohême, énuméra leurs revendications : les députés de Galicie ne prendraient part aux délibérations du Reichsrath que pour les questions communes à l'ensemble de la Cisleithanie; la diète de

Galicie serait seule compétente pour les questions d'enseignement, de justice, d'administration, de crédit ; le pouvoir exécutif serait exercé par une Chancellerie responsable devant la diète ; une cour suprême prononcerait en dernier ressort, de façon que les habitants ne relevassent jamais d'un tribunal étranger[1]. — En somme, c'était un nouveau démembrement de la monarchie. Comment supposer que ces aristocrates, si jaloux de leurs prérogatives, consentiraient à l'élection directe des députés du Reichsrath ! Quand ils eurent la conviction que, pour le moment, il n'y avait plus rien à gagner avec le ministère bourgeois, ils quittèrent le Parlement avec fracas (31 mars 1870).

Le ministère, avec sa maladresse et sa brutalité ordinaires, avait provoqué une insurrection à l'extrémité méridionale de la monarchie, sur les confins de la Bosnie et de l'Herzégovine, dans la Krivoscie ; l'agitation avait gagné tout le sud. Les députés slovènes de l'Istrie, de Goritsa, de la Carniole, suivirent les Polonais et entraînèrent avec eux quelques Roumains de Bukovine. Les Allemands demeuraient entre eux ; l'absurdité de cette constitution qui prétendait subordonner les destinées de l'immense majorité des populations à une bande de politiciens qui vivaient par l'unique grâce d'une loi électorale fantastique, frappait les moins clairvoyants. Le ministère, réduit à l'impuissance, donna sa démission (4 avril 1870). — Pour le moment nous sommes vaincus, avouait Kaiserfeld. — C'était plus qu'une défaite momentanée : l'événement avait démontré qu'il n'y a d'autre moyen que la violence pour maintenir en Cisleithanie la domination d'une race, ce qui revenait à dire qu'il fallait chercher une autre solution si on voulait rétablir la paix publique.

1. M. Daniel Lévy a donné une traduction de la Résolution dans son livre trop peu connu et très solide : *l'Autriche-Hongrie, ses Institutions et ses nationalités*, Paris, 1871, p. 223.



*
* *

Les Tchèques, sans alliés, sans protections, avaient usé la force de cet impérieux ministère qui raillait si superbement le droit d'état, et le Chancelier, qui parlait jadis de les coller au mur, sollicitait maintenant leur bonne volonté. Cette victoire inattendue leur monta au cerveau; ils laissèrent en dehors de leurs calculs deux éléments essentiels, les Allemands du dehors et les Hongrois. Les uns et les autres, absorbés par des soucis plus urgents, avaient quelque peu négligé jusque là les événements de Vienne, et les centralistes Cisleithans, abandonnés à leurs seules forces, avaient été finalement écartés par la coalition des cléricaux, des fédéralistes et du parti militaire qui encourageait Beust et ses projets de revanche. Mais supposer que, parce que les Allemands n'avaient pas réussi à se maintenir au pouvoir, il était possible de leur imposer une capitulation, c'était exagérer étrangement la portée de leur échec. La vraie morale des récents événements, c'était la nécessité d'un accord; espérer établir de haute lutte un régime qui du coup proclamerait l'hégémonie slave, c'était provoquer des résistances irréductibles et s'exposer aux plus graves déceptions. Le génie politique consiste essentiellement dans le sens des réalités; ce qu'il était possible d'obtenir dès lors, c'était, avec une reconnaissance théorique du droit d'état, une révision de la loi électorale, une loi sur l'égalité des langues et une extension de la compétence de la diète de Prague. C'était peu, si l'on veut, non pas insignifiant. Le tort des Tchèques fut de ne pas voir que l'Empereur lui-même, quel que fût son désir de les satisfaire, n'était pas libre de dépasser certaines limites, qui lui étaient imposées par la volonté formelle des autres peuples.

Le nouveau président du Conseil, le comte Alfred Po-



totski [1], avait quelques-unes des qualités nécessaires au rôle de pacificateur pour lequel l'Empereur l'avait choisi. C'était un bon administrateur, modeste, modéré, prudent, qui avait appris depuis longtemps à se plier aux fatalités de la vie; il n'était pas mal vu des Allemands modérés et il avait quelque crédit auprès des Magyars qu'il eût peut-être amenés à accepter un projet de réconciliation avec les Tchèques. Il avait en face de lui au Reichsrath une majorité centraliste qui ne dissimulait pas sa mauvaise humeur et il prévoyait des explications pénibles. Comme il n'aimait pas les horions, dans la pensée assez vaine d'amadouer ses adversaires, il réduisit le plus possible les concessions qu'il proposa aux Tchèques, lésina, se donna gratuitement des apparences de mauvaise foi. Sa maladresse servit les désirs du parti intransigeant, qui tenait alors le haut du pavé à Prague.

Le 25 août 1870, à la diète de Bohême où les Tchèques étaient rentrés et où de nouvelles élections leur avaient rendu la majorité, le gouverneur lut un rescrit royal où le souverain leur promettait de donner satisfaction à leurs désirs légitimes, à condition qu'ils consentissent à se placer sur le terrain constitutionnel et à prendre place dans le Reichsrath. Les plus conciliants des Allemands en faisaient une condition absolue : — « Nous sommes prêts à tout, disait l'un d'eux à Helfert, à condition qu'on procède constitutionnellement [2]. » Agir autrement, c'était d'ailleurs provoquer inévitablement une intervention des Magyars.

Les Tchèques ne voulurent rien entendre. La politique

1. Alfred Pototski, né en 1817, entre dans le service diplomatique, puis se consacre exclusivement à l'administration de ses domaines. Il possédait en Russie des propriétés très étendues, et le souci de sa fortune lui imposait une extrême modération qui le rendait un peu suspect aux Polonais intransigeants. Membre de la Chambre des seigneurs, Ministre de l'Agriculture avec Auersperg (1868), il avait suivi Taaffe dans sa retraite (janvier 1870). Président du Conseil (12 avril 1870-4 février 1871).

2. Helfert, dans le Mémorial de Palatsky, p. 104. Helfert est un témoin impartial et son récit est précieux. Toutes les fois qu'il m'a été possible de le contrôler par d'autres textes, je l'ai trouvé exact.



insensée de Herbst et de Giskra, les maux soufferts pour la patrie, les déclamations et les manifestations continuelles avaient créé une véritable fureur nationale que l'échec des centralistes poussait à son paroxysme. Les plus prudents, les plus paisibles, étaient entraînés par le courant. — Il n'y a rien à attendre du gouvernement de Vienne, disait Palatsky; les Hongrois ont été plus sages que nous, ils ont fait des révolutions, on les craint, et pour qu'ils se tiennent tranquilles, on leur accorde ce qu'ils demandent. Pour ma part, je ne veux plus m'en mêler. Qu'il arrive ce qui pourra. J'ai une confiance inébranlable, mon peuple ne périra pas. — Le droit d'état devenait une sorte de dogme intangible; beaucoup de manifestations et de discours de cette époque sont empreints d'un mystique enthousiasme; le toast que portait Palatsky, le 2 février 1871, est d'un lyrisme magnifique et un peu inquiétant : — « Dieu et le génie slave ont enrichi notre langue, notre peuple, d'une expression que ne connaît aucun autre dialecte, ni latin, ni germain. Nous seuls, nous pouvons dire : *nous sommes nôtres*. Nous ne sommes pas des associés, des amis, des parents. Nous sommes bien plus que tout cela, nous sommes un corps, nous sommes une âme. Vous connaissez les sentiments qui ébranlent le cœur de deux amants, quand ils peuvent se dire : nous sommes nôtres... Honorons donc cette langue, qui fait de nous un peuple. .... Nous sommes nôtres, non comme des conquérants qui combattent ou des brigands qui pillent ensemble; ce qui nous réunit, c'est la vérité, le droit et la justice.... Gardons-nous de l'injustice pour rester à cette hauteur morale [1]. »

Quelques écrivains rejettent sur l'aristocratie la responsabilité de l'erreur commise à ce moment par les Tchèques, et il est certain que Clam, Charles Schwarzenberg et Léo Thun se montrèrent en général rebelles aux transactions. Il convient seulement d'ajouter qu'ils ne donnèrent pas le ton, mais furent eux-mêmes roulés par le flot. La guerre de l'Al-

1. Petits écrits, p. 332.



lemagne et de la France enfiévrait encore cette surexcitation universelle qui fermait les âmes aux contingences vulgaires. Les Tchèques eurent alors le sentiment très net qu'ils étaient en face d'une de ces crises où se fixent pour de longues années les destinées du monde; leurs angoisses séculaires, leurs rancœurs leur montèrent aux lèvres. Au moment où la force triomphante célébrait ses orgies, dans le silence peureux de l'Europe aplatie devant Bismarck, alors que les peuples qui nous devaient tout s'excusaient de leurs sympathies platoniques et que Beust, la main sur son cœur, jurait qu'il n'avait jamais eu pour la Prusse que les intentions les plus amicales, ce fut un noble et haut spectacle que celui de ce petit peuple de quelques millions d'hommes qui exprimait hautement ses sympathies, « pour cette illustre et noble nation de France qui a rendu de si précieux services au monde, si bien servi la cause de la civilisation et fait plus qu'aucune autre pour le progrès des idées d'humanité et de liberté » (18 décembre 1870). Comme leurs aïeux, les Tchèques, seuls en face du monde, invoquaient la venue du royaume de Dieu.

Seulement, les vertus héroïques sont souvent encombrantes, et les martyrs n'ont guère leur récompense ici-bas. Les Tchèques avaient répondu aux invites de Pototski par le vote d'une adresse où, tout en se déclarant prêts à faire les concessions nécessaires aux nécessités modernes et à la puissance de la monarchie, ils suppliaient l'Empereur de sanctionner auparavant par un acte solennel l'autonomie et les privilèges du royaume. François-Joseph accueillit bien la députation et il demanda aux Tchèques de ne pas rendre les négociations impossibles : qu'ils consentissent seulement à se placer sur le terrain légal, et leurs demandes seraient satisfaites. Après avoir lu la réponse officielle du ministère, il s'avança vers les délégués et, d'une voix presque suppliante, il les pressa d'entrer au Reichsrath : — Je vous en prie, ne quittez pas Vienne sans vous être entendus avec mon gouvernement. Vous savez

qu'il y a au Parlement des partis qui reconnaissent la justice de vos demandes; vous vous concerterez avec eux et vous aurez la majorité. Il ne tiendra pas alors à moi que vous n'obteniez ce qui est équitable. Songez-y bien, je n'octroierai pas une nouvelle Charte de ma propre autorité; cela, jamais. Voilà ce que vous dit l'Empereur, non son ministère [1] (18 sept. 1870).

Quelques-uns des députés furent émus. La situation était grave; les nouvelles de France avaient produit chez les Allemands de Bohême une ivresse furieuse, et, quand la majorité slave leur avait offert de leur accorder sans discussion toutes les garanties qu'ils exigeraient à la seule condition qu'elles fussent réciproques, ils avaient dédaigneusement repoussé les propositions d'entente. N'y avait-il pas plus d'inconvénients que d'avantages à rester éloigné du Reichsrath, où l'on pouvait compter sur l'appui des Polonais et la bienveillante sympathie des catholiques? — Le comte Nostits et le prince Schwarzenberg répondirent à ces considérations que la délégation n'avait pas reçu mandat de négocier. Elle avait remis un ultimatum; si le roi ne l'acceptait pas, il ne lui restait qu'à se retirer.

Le rescrit impérial du 26 septembre promettait aux Tchèques la révision de la loi électorale; la compétence de la Diète serait étendue, l'indivisibilité et l'inaliénabilité de

1. Eim, p. 66. Le récit de Eim est suspect, parce qu'il est écrit dans un but de polémique, avec l'intention de prouver l'imprudence des Vieux-Tchèques, à qui il attribue, on ne voit pas bien pourquoi, la responsabilité exclusive de l'échec des pourparlers. Il est probable qu'il a exagéré le pathétique de l'appel de l'Empereur. Mais Rieger ne conteste pas le fond des choses. — Quand Helfert rencontra les délégués tchèques, ils « ne semblaient pas regarder la négociation comme terminée »; sur ces entrefaites arriva Palatsky, aussi peu disposé qu'auparavant à la conciliation : « il faut que nous entrions au Reichsrath, me dit-il avec amertume, alors on nous accordera tout. C'est comme si on disait à quelqu'un : je m'en vais te couper le cou et tu auras ensuite tout ce que tu voudras ». Le récit de Helfert confirme ainsi celui de Eim (Mémorial de Palatsky, p. 105). Sur le point essentiel, il n'y a donc aucune incertitude : l'Empereur a insisté sur l'impossibilité d'un coup d'État et il s'est montré prêt à acheter par des concessions importantes l'adhésion des Tchèques à la Constitution. Ceux-ci se sont maintenus sur le terrain du droit d'État et leur intransigeance a amené la retraite de Pototski.



la Couronne seraient sanctionnées, le roi viendrait se faire sacrer à Prague; Pototski paraît n'avoir pas été éloigné à ce moment d'accorder aux Tchèques une situation analogue à celle des Croates en Transleithanie. — La majorité demeura inflexible, persista à exiger avant tout la reconnaissance du droit d'État. Le ministère répondit en ordonnant en Bohême, conformément à la Constitution de 1867, des élections directes pour le Reichsrath. Les Tchèques affectèrent de ne pas s'en émouvoir : cependant, dans quelques circonscriptions, des Allemands furent nommés et ils allèrent à Vienne grossir la majorité centraliste ; surtout les adversaires des Slaves furent encouragés par le succès d'une mesure devant laquelle ils avaient jusqu'alors reculé. Pototski donna sa démission (4 février 1871).

Les Allemands, qui chantaient déjà victoire, furent très marris d'apprendre que le comte de Hohenwart avait été chargé de former le nouveau cabinet [1]. On était au lendemain de la proclamation du nouvel Empire germanique, et personne ne supposait à ce moment que Bismarck aurait assez de sagesse et de poigne pour limiter les ambitions du parti militaire prussien. Beust, très souple, uniquement préoccupé d'effacer auprès de l'Empereur Guillaume la fâcheuse impression que lui avaient laissée les pourparlers de l'Autriche avec Napoléon Ier, avait répondu avec une câlinerie empressée aux premières ouvertures des vainqueurs. François-Joseph était plus défiant et il ne se résignait pas encore à accepter la suzeraineté morale des Hohenzollern. L'attitude des Allemands de la monarchie pendant la guerre lui avait vivement déplu et il avait vu un commencement de haute trahison dans l'opposition de

1. Le comte Ch. de Hohenwart, né en 1824 à Vienne, entre dans l'administration; gouverneur de la Carniole et de la Basse-Autriche, ministre de l'intérieur et président du Conseil (7 fév. — 26 oct. 1871) ; élu député par un district slovène (1873), il devient le chef de la droite parlementaire et soutient Taaffe jusqu'en 1893 ; depuis lors, sa situation est affaiblie par diverses défections. Il est toujours demeuré fédéraliste : je suis convaincu, disait-il à l'Exposition de Prague (1891), que le royaume et le peuple tchèque finiront pourtant par obtenir ce qui leur appartient.



leurs députés, qui, dans les délégations, avaient refusé les crédits nécessaires pour les forteresses de l'Enns, sous prétexte qu'il n'était pas nécessaire de séparer davantage les États longtemps confondus dans la Confédération. Il comprenait plus nettement que par le passé la force que lui offrirait contre les ambitions prussiennes le dévouement des Slaves, et il désirait une réconciliation avec eux aussi sincèrement qu'il avait quelques années plus tôt poursuivi une entente avec les Magyars.

A certains points de vue, la situation était donc très favorable pour les Tchèques, très dangereuse aussi. François-Joseph n'avait évidemment aucune sympathie personnelle pour eux; il aspirait à la paix, et une entente avec Prague cessait de lui être précieuse du moment où elle lui aliénait une partie des autres peuples de la monarchie. Si sa bonne volonté était sincère et sa loyauté absolue, il se défiait de son propre jugement et il ne pardonnerait pas aux téméraires qui essaieraient de le pousser à des résolutions extrêmes. N'y avait-il pas d'ailleurs une imprudence manifeste à exiger des Allemands des concessions décisives au moment même où les succès prodigieux des armées prussiennes avaient exalté jusqu'au délire leur orgueil de race? Les ministres, comme les Tchèques eux-mêmes, se firent les plus fâcheuses illusions sur les embarras qui les attendaient et sur la fermeté des décisions impériales.

Plusieurs d'entre eux étaient gens de mérite. Le comte de Hohenwart, qui cachait sous une apparence de froideur une extrême vivacité d'impressions, avait fait ses preuves d'administrateur dans le gouvernement de la Haute-Autriche, où il avait réussi à satisfaire son ministre, Giskra, sans exaspérer les catholiques que menait l'évêque de Linz, Rudigier, un des chefs les plus belliqueux du parti clérical. La dignité de sa vie, son dévouement sincère au bien public, son esprit de modération et de mesure inspiraient le respect et la sympathie. Il avait pour principal collaborateur, un économiste très connu, Schaeffle, qui avait été obligé de quitter sa chaire à l'Université de Tubingen, à



cause de son opposition contre la Prusse. Consulté par François-Joseph, il lui avait plu en lui révélant l'incurable médiocrité du parti libéral, incapable d'union et d'action, dont les désirs se bornaient à maintenir sur le papier une charte fictive : pour que l'Autriche fût forte, il était nécessaire d'en finir avec un régime de privilèges injustes et de persécutions, et de grouper autour du trône toutes les nationalités; on y arriverait d'autant plus sûrement qu'on élargirait les bases du gouvernement et qu'on ferait une place aux classes inférieures, exclues jusqu'alors de la vie politique [1].

Hohenwart avait donné aux Tchèques un gage de sa sympathie en appelant au ministère deux d'entre eux, Habiétinek et Joseph Jiretchek. La nomination de Jiretchek à l'instruction publique provoqua parmi les Allemands un accès d'épilepsie; c'est le Sedan de l'esprit germanique en Autriche, écrivait la Neue Freie Presse. Il était difficile de prendre au sérieux les craintes qu'affectaient les journaux centralistes. Joseph Jiretchek, gendre et élève de Chafarjik, était un érudit fort distingué et il a laissé des travaux remarquables; il fallait d'ailleurs beaucoup de bon vouloir pour voir un Slave fanatique dans un homme qui avait été pendant plusieurs années le collaborateur de Thun. La violence avec laquelle fut menée la campagne contre lui aurait dû suffire du moins pour mettre en garde les fédéralistes et les incliner à la modération et à la prudence.

Ils avaient perdu tout sang-froid et l'heure leur paraissait venue de répondre « au rétablissement de l'Empire germanique par la restauration du royaume de Saint-Venceslas »; leurs propositions, parfaitement fondées en principe, prirent un air de bravade, aussi héroïque que téméraire. Par le rescrit du 12 septembre 1871, François-Joseph avait déclaré « qu'il avait en bonne mémoire la situation juridique et politique de la Couronne de Bohême, qu'il

1. Tagblatt, 14 fév. 1871. Les renseignements du Tagblatt sont confirmés par tout ce que nous connaissons de Schæffle.



reconnaissait volontiers les droits de ce royaume et qu'il était prêt à renouveler cette confirmation par le serment du sacre ». La Diète de Prague répondit à cette promesse par le vote des articles fondamentaux (9 et 10 oct. 1871).

Les Bohêmes adhérent au Compromis signé avec la Hongrie : la nouvelle charte présentée au roi reproduit textuellement les articles de la Charte de 1867; seulement à l'avenir les délégations seront nommées directement par les diètes particulières; la Bohême y sera représentée par 15 députés. Les questions qui ne sont pas du ressort des Délégations, sont en principe renvoyées aux assemblées régionales, cependant certaines affaires, militaires, économiques ou financières, seront traitées en commun dans un congrès où siégeront les délégués des 17 diètes de la Cisleithanie : la compétence de ce congrès s'étendra au recrutement et à l'organisation de l'armée, aux douanes, monopoles et régales, à la monnaie, aux poids et mesures, aux postes et télégraphes. L'examen des traités, les conflits et les difficultés constitutionnelles seront réservés à un sénat nommé par l'Empereur, soit de sa seule initiative, soit sur la présentation des divers pays. La justice, l'instruction publique et l'administration intérieure, seront exclusivement du ressort de la diète bohême dont la compétence ne sera dans aucun cas modifiée sans son aveu. Les pays non hongrois de la monarchie seront gouvernés par un conseil des ministres où siégeront des chefs de services (commerce, communications, défense nationale et finances) et des ministres d'état représentant les divers groupes politiques. Les intérêts de la Bohême y seront soutenus par son Chancelier ; il aura pour mission d'assurer l'exécution des résolutions du Congrès et, d'autre part, présidera à l'administration intérieure du royaume ; il sera responsable devant la diète. — La diète de Brno vota une proposition analogue, mais où se marquait plus nettement la pensée de restaurer le royaume de Saint-Venceslas, qui était un peu voilée dans les propositions de Prague (octobre 1871).



La discussion fut sommaire et elle donne l'impression que les Tchèques n'avaient pas voulu entrer dans un examen précis qui eût révélé de très nombreuses difficultés d'exécution. Les articles fondamentaux, dans lesquels on aperçoit très clairement le souvenir des projets constitutionnels de Palatsky en 1848, transformaient le dualisme en fédéralisme, et le droit des Bohêmes à réclamer ce changement était incontestable. Reste seulement à savoir si la machine politique qu'ils proposaient aurait pu fonctionner sans trop de frottements, et il est difficile de ne pas éprouver quelque scepticisme sur ce point. On a le sentiment d'être en face de juristes et non d'hommes d'état ; les meneurs ont trop lu les documents et ils ne connaissent pas assez les hommes. Les parchemins ne sont pas inutiles, ils donnent une base honorable aux revendications et ils décorent la victoire ; on ne voit pas jusqu'à présent qu'ils l'aient jamais décidée.

Les Tchèques allaient nécessairement avoir contre eux, d'une part, tous les représentants officiels de l'unité de la monarchie, épouvantés par l'extraordinaire confusion que créerait l'existence de ces dix-sept assemblées souveraines et par l'inextricable série de compétitions et de conflits qui paralyseraient ces Parlements coordonnés et hiérarchisés, et, de l'autre, les Allemands que la nouvelle constitution rejetait dans une situation inférieure. Les journalistes qui écrivaient que la capitale de l'Autriche serait désormais Prague, et non plus Vienne, exagéraient sans doute les choses ; il n'est pas possible de nier cependant que leurs craintes ne renfermassent une parcelle de vérité. Il était évident que, dans ces conditions, sans rien abandonner des principes, les Tchèques auraient agi prudemment en limitant et surtout en simplifiant leurs revendications. N'eût-il pas été sage ainsi, au lieu de tout remettre en question et de provoquer par là les défiances des Magyars, d'écarter des scrupules de forme et d'accepter en fait la constitution établie, sauf à la modifier sur quelques points essentiels ? Ce que les Slaves devaient pour-

suivre, c'était d'abord une modification de la loi électorale qui les eût garantis contre tout retour d'une majorité centraliste à Prague, puis une loi sur les nationalités qui facilitât les progrès du tchèque, une extension sérieuse de la compétence des diètes locales et peut-être enfin l'élection des délégations communes par les assemblées régionales respectives, ce qui eût traduit d'une manière concrète leur indépendance nationale. Même réduit à ces points capitaux, il est fort douteux que leur programme eût eu de sérieuses chances de succès et que l'Empereur eût résisté jusqu'au bout aux assauts des Allemands; mais leur intransigeance fit le jeu de leurs adversaires et facilita le succès des intrigues de Budapest et de Berlin [1].

L'agitation avait commencé chez les Allemands de Bohême, en particulier dans la région d'Eger, toujours ouverte aux influences de l'étranger et qui forme aujourd'hui la forteresse des Pangermanistes. Les députés centralistes, réunis à Vienne, avaient entamé une campagne très active contre le ministère. Ils chargèrent Giskra d'aller exciter l'ardeur belliqueuse des Magyars. — Nous ne voulons rien avoir de commun avec une Autriche slavisée, écrivait l'organe du parti de Deak, le Pesther Lloyd, et nous ferons tout pour empêcher cette transformation. Égoïsme, si l'on veut, c'est notre politique. — L'antichambre de l'Empereur était pleine d'officiers généraux qui

1. Il est toujours très difficile de déterminer la part qui revient dans les événements aux causes générales et aux incidents particuliers. La transformation de l'Autriche en monarchie fédéraliste paraît inévitable, ce qui ne veut pas dire qu'elle soit facile ni prochaine : elle suppose une série de préparations et d'étapes, et les Tchèques eurent le tort de vouloir atteindre le but du premier coup. Ceci admis, je suis très disposé à croire que l'erreur de Clam-Martinits, qui fut l'âme de l'opposition à ce moment, eut des conséquences beaucoup moins tragiques et décisives que ne le supposent Eim et les opportunistes. Dès le début, les Magyars étaient résolus à renverser Hohenwart, c'est un point qui est aujourd'hui incontesté. — V. les Dreissig Jahre aus dem Leben, II, p. 253 et sq.; Beust, II (édit. allem., p. 500). Cf. le récit de la Frankfurter Zeitung (nov. 1893), cité par Srb, p. 371. — Dans les circonstances politiques générales, il était impossible à l'Empereur de résister à la pression de Bismarck et d'Andrassy. Du moins, les Tchèques, s'ils s'étaient rendu mieux compte des dangers de la situation, auraient-ils pu tirer quelques avantages partiels de la bonne volonté du souverain.



signalaient dans l'approbation des articles fondamentaux la ruine prochaine de l'armée. Le ministre des finances, Holzgethan, se lamentait : si les provinces riches font bande à part, comment vivra la monarchie [1]?

L'assaut décisif vint de Bismarck. Sa politique vis-à-vis des Slaves a souvent varié. — L'importance particulière de la Prusse en Allemagne, disait-il une fois à Bunsen, vient de ce qu'elle n'est pas purement germanique. La nature et même le monde des plantes ont besoin d'un élément masculin et d'un élément féminin; de même la physiologie des peuples. L'âme du Siegfried allemand est féminine; elle a besoin d'être fortifiée par le sang viril slave. C'est ainsi qu'est née la Prusse et seule elle a pu former l'Allemagne [2]. — Quoi qu'il convienne de penser de cette psychologie, il est sûr qu'il avait un moment songé à restaurer le royaume de Pologne sous la suzeraineté de la Prusse. Ces velléités étaient fort oubliées en 1871 et il avait dès lors arrêté la combinaison à laquelle il est demeuré fidèle jusqu'à sa mort. Il ne voulait plus de conquêtes; il pensait qu'il convient de ne pas tenter la fortune et il était sincère quand il disait à Beust qu'il ne tenait nullement à fortifier par de nouvelles acquisitions les oppositions cléricales et particularistes : « Je n'ai aucun désir de soumettre la Hollande, déclarait-il au Chancelier de Vienne, mais je trouverais cette annexion moins déraisonnable que celle de l'Autriche ». — Tout en désirant maintenir avec la Russie des relations qui lui avaient été précieuses, il jugeait dangereux d'augmenter vis-à-vis d'elle sa dette de reconnaissance. Gortchakov, un peu brutalement, lui avait présenté pendant la guerre la carte à payer et, s'il ne lésinait pas

1. On a souvent raconté que la Russie s'était effrayée de l'agitation polonaise qu'entretiendrait l'autonomie de la Galicie et que son ambassadeur, Novikov, avait combattu Hohenwart. Je ne connais, pour ma part, aucun document précis permettant d'affirmer ce fait. Le récit de Ierjabek (Osviéta, 1880), sur lequel s'appuie M. Eisenmann (Revue historique, mai 1902), n'a qu'une valeur contestable. Le caractère de Novikov, qui était un slavophile et qui suivait avec un grand intérêt le mouvement tchèque, rend bien peu vraisemblable son intervention contre eux.

2. Cité par Eim, p. 238.



sur le prix, il avait estimé le procédé discourtois. Il n'était pas fâché d'introduire un tiers dans son amitié avec Pétersbourg, et l'Autriche lui paraissait tout indiquée. Le moment viendrait-il de substituer à l'alliance qu'il briguait des liens plus étroits? Bismarck ne se le demandait pas : comme Frédéric II, il se piquait de ne pas prévoir l'avenir de trop loin. Pour le moment, une entente cordiale avec les Habsbourgs était le meilleur moyen d'empêcher toute tentative de rapprochement entre les États sur la défaite desquels s'était élevé le nouvel Empire germanique, de tenir en bride les appétits moscovites et de désarçonner le parti clérical, avec lequel le Chancelier était dès lors en mésintelligence. Or, l'Autriche ne serait une alliée utile et sûre que si elle demeurait une forte puissance militaire et si la domination y restait entre les mains des Allemands.

Quand, au moment de la rentrée triomphale des troupes prussiennes à Berlin, le général Gablenz, un des vaincus de 1866, alla présenter ses hommages au Prince Royal, celui-ci ne lui cacha pas l'étonnement que lui causait l'attitude du nouveau ministère autrichien : « Si cela continue, il n'aura bientôt plus les bras assez longs pour atteindre jusqu'à Prague et Lvov; il n'y aura plus moyen de gouverner en Autriche. » Dans l'entrevue des deux Empereurs à Salzbourg, le 8 septembre, Guillaume affecta de confondre sa cause avec celle des Allemands d'Autriche : — Les élections n'ont pas bien tourné pour nous, disait-il après la victoire des fédéralistes. Je ne voudrais pas, ajoutait-il, que les Allemands d'Autriche fussent amenés à s'adresser à moi et me causassent des embarras. — Bismarck priait Beust d'excuser ces boutades : — Mais pourquoi diable aussi aller chercher de nouvelles difficultés, plus graves que celles qu'on voulait écarter. — Après Bismarck, le général Schweidnitz reprenait les mêmes observations.

Beust brûlait du désir de donner aux vainqueurs des gages de son repentir ; s'il n'avait pas de mémoire, il pensait avec raison que Bismarck oubliait moins facilement



et il sentait le besoin de le convaincre de sa sincérité. Andrassy sournoisement le poussait en avant; il connaissait bien l'Empereur et il savait que celui-ci ne pardonnerait pas à l'homme qui l'aurait forcé de se séparer de ministres qu'il goûtait et d'accepter une alliance, dont la nécessité ne supprimait pas l'amertume. Beust qui se piquait de finesse et qui n'était qu'un hurluberlu, remit au souverain un vaste Memorandum où il signalait les redoutables conséquences que cachaient dans leur sein les articles fondamentaux. A ce signe, la presse Bismarckienne donna de la voix avec un merveilleux ensemble qui prouvait l'excellente organisation qu'elle avait reçue. La cour de Berlin envoya à Vienne le roi Albert de Saxe, ami personnel de François-Joseph, qui porta les derniers coups. Devant ce concert d'attaques furibondes, mal soutenus en haut lieu, désespérant d'obtenir des Tchèques des concessions qui à ce moment n'auraient plus eu d'ailleurs aucune utilité, les ministres découragés se retirèrent (30 octobre 1871). Quelques jours plus tard, l'Empereur écrivait à Beust pour lui exprimer ses regrets que des raisons de santé ne lui permissent pas de continuer ses bons et loyaux services. Le Chancelier avait fait tout le mal qu'il lui était possible de faire; sa tâche était terminée et il laissa la place de ministre des affaires étrangères au comte Jules Andrassy qui avait mené l'action dans les coulisses et qui allait conclure et resserrer cette alliance austro-allemande qui est depuis lors la base du système politique européen.

Les Tchèques accueillirent par une explosion de fureur et de désespoir le coup imprévu qui les frappait. Je viens à vous, avait dit Clam à ses commettants après son retour de Vienne, comme un marin dont le vaisseau a été brisé par la tempête. Dans ces jours d'épreuve apparut clairement la robuste vaillance de ce peuple, dont la fortune pouvait bien tromper les espérances, mais non abattre le cœur. — Nous sommes repoussés, nous ne sommes pas vaincus, disait Rieger aux Praguois qui l'acclamaient; j'ai



la ferme conviction que ce que refuse l'Empereur mal informé, l'Empereur mieux informé l'accordera. — Dans la diète, le prince Charles Schwarzenberg invitait les députés à promettre avec lui de défendre les droits du Royaume avec toutes leurs forces, quoi qu'il arrivât, jusqu'au sacrifice de leurs biens et de leurs vies, et ses paroles étaient accueillies par des applaudissements frénétiques. L'agitation gagnait les diverses classes de la société, les journaux étaient fort excités. Le brusque et piteux revirement de François-Joseph avait gravement atteint le respect invétéré de la population pour les Habsbourgs ; Skrejchovsky, dont l'influence était extrême, menait la campagne avec une fougue presque révolutionnaire : il avait fait imprimer sur papier souple et propre à tous les usages le manifeste où l'Empereur promettait de se faire sacrer à Prague ; les autorités n'osaient pas intervenir, de crainte de provoquer une explosion.

Au bout de quelques semaines, les vainqueurs, un moment déconcertés, reprirent confiance. On avait tout promis aux Tchèques, écrit Beust dans ses Mémoires, et en un tour de main on leur avait tout repris, sans que le globe fût le moins du monde ébranlé ; on avait arraché au lion à deux queues la proie qu'il tenait dans les dents ; ce fait leur enleva en haut lieu toute importance et les rendit pour longtemps impuissants et sans crédit. — Le souverain, pour justifier sa conduite à ses propres yeux, se plut à se figurer que les fédéralistes ne formaient qu'un groupe sans consistance ; il avait essayé d'arriver à la paix par la douceur ; il avait échoué, il laissa pleine liberté d'action aux hommes qui se faisaient forts d'amener à ses pieds l'opposition vaincue et soumise.

∴

Dans son ensemble, le nouveau ministère centraliste (25 nov. 1871) était très supérieur au ministère bourgeois



Son président, Adolphe Auersperg, n'avait guère été désigné au choix de l'Empereur que par son nom et par la confiance que les Allemands avaient dans son frère, Carlos. De son passage à l'armée cet ancien commandant de cavalerie avait conservé une brusquerie de ton et une rudesse d'allures qui s'accordaient assez mal avec son air d'aubergiste bien nourri. Très vaniteux, très jaloux de ses droits extérieurs, ses connaissances étaient courtes et son bagage politique se bornait à quelques banalités, qu'il avait ramassées dans la presse quotidienne; son programme se résumait dans une phrase : puisque l'Autriche ne possède pas de peuple naturel, il faut créer un peuple d'état. — La formule n'était pas neuve et elle n'était pas fausse; sur les moyens seulement de la réaliser, la discussion demeurait ouverte. Les procédés d'Auersperg étaient simples ; il voulait appliquer à l'Empire les règles de la discipline militaire. Après sa chute, il n'avait qu'un regret, c'est de ne pas avoir mené ferme les journalistes. Dieu sait cependant s'il les avait ménagés !

Sauf quelques divergences de détail, ses collègues partageaient ses vues; aussi leur laissait-il volontiers les mains libres, pourvu qu'ils lui montrassent quelque déférence officielle. Le véritable directeur du cabinet fut Lasser, le ministre de l'Intérieur : Lasser, raison sociale Auersperg, disait un écrivain qui résumait l'opinion de Vienne. Cet ancien collaborateur de Bach et de Schmerling, était un administrateur de premier ordre, l'esprit clair, la volonté ferme; il voyait nettement le but et il ne chicanait pas sur les moyens. Il fut secondé par deux professeurs éminents de l'Université de Vienne, Unger, dont la réputation dépassait les limites de l'Empire, et Glaser, criminaliste des plus distingués, dont les travaux ont laissé une trace profonde dans la législation autrichienne. Ils se rattachaient à la tradition du despotisme éclairé et ne reculaient pas à l'occasion devant des réformes même radicales, à condition qu'elles ne compromissent pas l'unité de l'État. C'était là, à leurs yeux, l'arche sainte et ils veillaient sur elle avec



un soin jaloux. Plusieurs des collègues d'Auersperg venaient de la Bohême allemande et ils avaient grandi dans la pensée que Germanie et civilisation sont deux termes identiques. Ils étaient sûrs dans leur lutte contre les Slaves de la docilité de leur Parlement; ils s'en seraient passés à l'occasion, et les scrupules libéraux ne les tourmentaient guère. Peut-être même avaient-ils à ce point de vue la conscience plus large encore que Herbst et que Giskra.

Ils commencèrent par nommer des Gouverneurs dont ils fussent sûrs et ils invitèrent les parquets à procéder « avec énergie » contre les feuilles d'opposition; quelques magistrats répondirent qu'ils observeraient la loi; ils furent remplacés [1]. Il faut que l'opposition se soumette ou qu'elle soit brisée, avait dit Andrassy. Ce fut le mot d'ordre. Le ministère déploya contre les journaux une ingéniosité et un esprit d'invention incomparables : la vente des feuilles d'opposition fut soumise aux formalités les plus vexatoires; la Haute-Cour décida que les journaux, dont la confiscation aurait été ordonnée, n'auraient droit à aucune compensation, même s'ils étaient acquittés par les tribunaux; la censure préventive fut ainsi en quelque sorte rétablie. « La confiscation, disait Glaser (30 avril 1872), n'a pas besoin d'être justifiée par des raisons particulières. L'administration est libre et indépendante, elle fait ce qu'elle juge bon ». On saisissait la *Correspondance de la bourse de Prague*, parce qu'elle avait reproduit un bulletin de la *Neue Freie Presse*, qui n'avait donné lieu à aucune émotion. Dans la première année du ministere, la *Politik*, journal allemand du parti tchèque, fut confisquée 83 fois. Les jurys tchèques acquittaient les écrivains que l'on citait devant eux : on traduisit les prévenus devant des jurys allemands. Les avocats de Prague protestèrent contre cette mesure arbitraire, à leur tête Schmeykal, un des chefs du parti germanique; au Reichsrath même, quelques députés s'émurent : — raison d'état, répondit Lasser, et la majorité

1. Arbès, p. 279.



s'inclina. Le jury de Boudiéjovitse, en majorité allemand, renvoya des fins de la plainte un journaliste slave; la sentence fut cassée pour cause de suspicion légitime et le procès renvoyé devant le tribunal de Most (Brüx). Même dans les circonscriptions purement allemandes, il y eut plusieurs acquittements; le gouvernement en revint alors dans les cas douteux à la procédure objective, c'est-à-dire continua à confisquer les journaux, sauf ensuite à poursuivre non pas l'écrivain, mais l'article.

Les associations et les cercles suspects de favoriser la résistance nationale furent dissous. La Société d'Économie politique, qui remontait à Marie-Thérèse et avait survécu aux ministères de Bach et de Schmerling, fut supprimée, parce que son président, le prince Charles Schwarzenberg, avait refusé de participer à l'Exposition de Vienne, à moins qu'on n'accordât une place spéciale à la Bohême, comme on le faisait pour la Hongrie. Le ministère écartait de la présidence des Conseils d'arrondissements tous les hommes connus par leurs sentiments slaves. Une députation des principaux bourgeois de Prague venait demander au Gouverneur, le baron Koller, le retrait de quelques mesures arbitraires. — « Messieurs, leur répondait Koller, vous voudriez m'entraîner à quelques paroles grossières, vous n'y réussirez pas. J'ai à travailler. Je vous donne cinq minutes pour vider les lieux », — et comme, interloqués, ils balbutiaient quelques explications, il sonnait et la porte ouverte montrait dans l'antichambre une patrouille, baïonnette au canon.

Quelques gamins s'étaient amusés à écrire un acte de condamnation de Koller. Le plus âgé avait vingt et un ans; on trouva chez eux une arme, un canif; ils furent accusés d'être les agents d'un comité révolutionnaire de Moscou : — poste vraiment admirablement choisi, disait leur avocat; Moscou est au centre de l'Europe, les communications avec l'Autriche y sont faciles, le secret des correspondances y est assuré. — Un des prévenus fut condamné à douze ans de détention, un autre à six. Le premier mourut en prison.



Quand sa mère fut autorisée à venir le voir sur son lit d'agonie, le directeur de la prison leur refusa d'abord la permission de parler tchèque ; il interdit l'entrée de la chambre au frère du martyr [1]. — « Me voilà en prison, écrivait le pauvre Rjéhak au début de sa captivité, et je ne regrette rien que vous, mes bien-aimés, et la patrie, mais elle m'a suivi dans les ténèbres de ma tristesse et elle me sourit comme l'éclat de l'amour divin. Quel que soit mon destin, je le supporterai avec courage. Le peuple ne peut pas dire que je ne suis pas son fils très fidèle. Patrie! ma mère chérie, mes parents, je vous remercie de m'avoir élevé pour être capable de cela ! »

Il n'était pas facile de dompter une race dont les enfants bravaient ainsi la souffrance et la mort; il était moins malaisé d'étouffer sa voix. Le plus urgent était de rendre la majorité aux Allemands dans les diètes de Prague et de Brno. Les circonscriptions rurales et urbaines de Bohême envoyaient régulièrement 76 Allemands et 90 Tchèques, et la pression la plus fougueuse aurait tout au plus modifié le résultat dans deux ou trois circonscriptions. Sans négliger ces gains accessoires, le gouvernement s'attacha surtout à la curie des Grands-Propriétaires ; il se divisaient en deux groupes : 45 fidéicommissaires élisaient 16 députés, 400 autres propriétaires de domaines nobles en désignaient 54. La majorité était flottante ; aux dernières élections (décembre 1871), les partisans du droit d'état l'avaient emporté avec une majorité d'une vingtaine de voix ; depuis lors, diverses circonstances avaient accru leurs forces et la défaite du ministère était très probable. Koller, pour éviter à ses amis un échec dont le retentissement eût été fâcheux, employa les grands moyens [2]. Les listes électorales furent remaniées avec la plus étrange désinvolture [3]. Un

1. Arbès, p. 346.

2. La campagne électorale a été racontée dans la brochure, Der Wahlsieg der Verfassungstreuen in Bœhmen im April 1872. Les faits, n'ont pas été démentis, ils s'appuient sur des témoignages officiels et des textes authentiques.

3. La protestation des Grands-Propriétaires dit que 54 électeurs furent

père avait déshérité son fils, dissipateur notoire; le Gouverneur fait venir celui-ci, lui promet d'arranger la chose, à condition bien entendu qu'il vote pour les Constitutionnels; le tribunal avait déjà homologué le testament; on renvoie à la hâte l'affaire devant une autre cour qui casse l'arrêt. — Le prieur de Strahov était averti que, s'il ne votait pas bien, on retirerait à son Ordre les gymnases où il enseignait. Le manifeste du parti conservateur était confisqué.

Le secrétaire de la Lieutenance du Royaume écrivait au capitaine du cercle d'Iitchin : — « Le gouvernement n'oublierait pas le service que lui rendrait Papstmann en votant pour lui ou au moins en s'abstenant, et, s'il a quelque désir dont la réalisation soit dans le domaine du possible, il n'a qu'à le dire ; il peut être sûr qu'on fera tout au monde pour en tenir compte. » — Quand on demanda des explications à Koller il se contenta de répondre que cette lettre n'avait pas été envoyée officiellement; d'ailleurs elle prouvait que les autorités n'avaient employé aucun moyen incorrect! Le secrétaire reçut la croix de Saint-Léopold. — Quelques bourgeois de Kolin, en voiture et en costume de cérémonie, s'étaient rendus auprès des Grands-Propriétaires des environs, avec lesquels ils étaient en relations amicales, et leur avaient demandé de voter pour les partisans du droit d'État. Koller vit dans cette démarche une tentative révolutionnaire et, pour rétablir l'ordre, il expédia 300 soldats dans la ville; les coupables eurent à nourrir et à loger de 15 à 30 garnisaires. Ils sollicitèrent une audience du Gouverneur pour expliquer les faits : — ils n'avaient jamais eu la pensée d'exercer la moindre pression sur les électeurs. — Ils étaient accompagnés à la Lieutenance par le secrétaire d'un des Grands-Propriétaires qui apportait une lettre où celui-ci protestait contre l'interprétation

inscrits illégalement, tandis qu'on en écarta plusieurs dont le droit était incontestable, soit un déplacement de plus de 70 voix dans un collège de moins de 500. — Ausgleich und Verfassungstreue. Cette brochure qui est, je crois, l'œuvre de Helfert, renferme des détails très précis et très curieux sur cette période.



qu'on avait donnée à la démarche des bourgeois de Kolin; il ne s'était pas le moins du monde senti terrorisé. — Vous direz, à ce Monsieur, répondit Koller, que l'impression qu'a faite sur lui cette manifestation m'est parfaitement indifférente; je la regarde comme une tentative de terrorisme, et j'ai le devoir de le protéger. — Les prétendus insurgés envoyèrent une députation à l'Empereur qui refusa de les entendre.

Comme, malgré tout, les rigueurs et la corruption risquaient d'être insuffisantes, on eut recours à un procédé plus digne d'hommes qui se vantaient d'avoir ouvert pour l'Autriche une ère économique nouvelle et que ses apologistes désignent eux-mêmes sous le nom de parti des *faiseurs* (Gründer).

Il est évident que rien n'est mieux fait pour provoquer l'esprit d'intrigue et de fraude qu'un système dans lequel vingt-cinq électeurs décident du sort de la monarchie entière, et les conditions compliquées qui règlent en Autriche la propriété féodale et le droit de vote encourageaient encore les machinations et les brigues. A mesure que l'heure des élections approchait, les passions s'exaltaient et les deux partis employaient toutes les imaginations possibles pour gagner des voix, ventes fictives, division des propriétés, etc. Quelques grands établissements financiers de Vienne formèrent un syndicat, un *Chabrus*, pour acquérir des propriétés nobles en Bohême : à leur tête, la Banque franco-autrichienne, dont Giskra était le directeur bien appointé. Le bureau du syndicat, à l'Étoile bleue, fut bientôt envahi par une foule d'intermédiaires véreux, « de ces drôles à qui on ne permet pas volontiers de revenir [1] ». Les propriétaires besogneux avaient là une occasion inespérée : on leur payait leur domaine un tiers, quelquefois une moitié de plus qu'il ne valait réellement; naturellement, les terres ainsi acquises

1. Dreissig Jahre, II, 282. L'auteur était venu à Prague et il suivit de près l'opération.



représentaient autant de voix pour les centralistes. L'élection terminée, le syndicat repassa ses domaines, en les majorant, à un Crédit foncier du royaume qui, grâce à son caractère officiel, émit des obligations et entra presque aussitôt après en liquidation [1]. — Les conservateurs renoncèrent à la lutte et, le 22 avril 1872, les 70 candidats ministériels furent élus à l'unanimité par 19 et 261 Grands-Propriétaires. Les Tchèques quittèrent la diète de Prague [2]. En Moravie, des procédés analogues aboutirent au même résultat.

Le gouvernement s'était débarrassé des deux journalistes tchèques qui le gênaient le plus, Jules Grégr et Chkrejchovsky. Ils n'avaient pas payé certaines surtaxes de timbres d'annonces; ils furent accusés d'escroquerie et de malversations, retenus sept mois en prison préventive : le tribunal les renvoya des fins de la plainte, mais Chkrejchovsky fut condamné par la cour à dix-huit mois de détention [3]. Il s'était jeté dans la lutte avec une audace folle; avide d'influence et d'argent, grisé aussi par la fièvre de spéculation qui sévissait en Autriche, il avait essayé de lutter avec le Chabrus, dont l'idée première était même née dans son cerveau; sa condamnation acheva de jeter le désarroi dans ses affaires; il essaya de se relever par des expédients scabreux et, abandonné par la noblesse et le clergé mécontents de son attitude, il sombra triste-

1. Lasser, genannt Auersperg, 1877. Interpellé sur cette publication, le ministre se contenta de répondre qu'il n'était pas obligé de connaître tous les pamphlets qui paraissaient contre lui. La brochure ne fut pas poursuivie, ce qui prouve, pour qui connaît les habitudes du gouvernement d'alors, que Lasser avait redouté un débat public.

2. Les centralistes prétendaient volontiers que le régime électoral avait pour base la représentation des intérêts. Les 3,100,000 Slaves (sur cinq millions d'habitants) payaient près de 14 millions de florins sur 22 millions et demi (Ausgleich u. Verfassungstreue, p. 128). — La Politik évaluait à plus de cinq millions et demi de francs la somme que le syndicat avait payée en plus de la valeur réelle des propriétés acquises (Die Corruption in Œsterreich, Leipzig, 1873, p. 57).

3. On avait arrêté comme complices plusieurs journalistes. Un d'eux, dont la santé avait déjà été ébranlée par une longue captivité, devint fou. L'éditeur de la Correspondance slave fut arrêté, parce qu'il devait au fisc un peu moins d'un franc.

ment après des incidents scandaleux qui jetèrent un jour fâcheux sur les divisions intérieures des Tchèques.

Le terrain une fois déblayé, le cabinet porta le dernier coup à ses adversaires en modifiant le régime électoral du Reichsrath, qui dut être nommé, non plus par les diverses diètes, mais directement par les électeurs (1873). Mollement combattu par la minorité fédéraliste, dans laquelle les Polonais étaient en coquetterie avec Auersperg, le projet fut voté par 120 députés sur 203 que comptait le Parlement : le président démontra par un calcul savant que 120 formait les deux tiers de 203. Dans certains cas, avait dit un ministre, il ne faut pas redouter un peu de coup d'État.

La loi du 2 avril 1873 est encore, dans ses dispositions essentielles, la base du régime électoral autrichien. Lasser, pressé d'enlever l'affaire, avait écarté les questions délicates, extension du droit de suffrage, modification du système des curies ; il s'était contenté de développer les principes adroitement déposés par Schmerling dans la constitution de 1861. Le chiffre des députés était porté de 202 à 353, ce qui avait surtout pour but d'augmenter le prestige du Reichsrath, moins nombreux jusqu'alors que la diète de Prague. Médiocre expédient et insuffisant pour compenser le discrédit qui s'attachait naturellement à une assemblée où d'adroites combinaisons permettaient à l'administration de modifier à son gré la majorité. — « La réforme, dit un jurisconsulte centraliste, n'avait été inspirée par aucune pensée élevée, mais par des préoccupations de parti, et il était douteux que la force intrinsèque du Parlement central s'en trouvât accrue [1]. »

Les Grands-Propriétaires élisaient environ le quart du Reichsrath, et, bien que la proportion de leurs députés fût ainsi légèrement diminuée, ils suffisaient très largement pour faire pencher la balance du côté où le gouvernement

1. Hugelmann, p. 66. La loi du 2 avril 1873 a été publiée dans la collection de Manz, XIX, p. 91.



le désirerait. De plus, tandis que dans la Galicie, la curie des Grands-Propriétaires était divisée en 20 collèges, de façon à faciliter l'action ministérielle, dans la Bohême et la Moravie, les 23 et les 9 députés de la Propriété féodale étaient élus au scrutin de liste, parce que c'était le seul moyen d'empêcher les Slaves d'obtenir la majorité dans certains groupes; les fidéicommissaires, plus riches et moins malléables, cessaient de constituer un collège particulier et étaient noyés dans la foule des hobereaux à court d'argent. — Dans cet empire en grande partie exclusivement agricole, les villes, où la bourgeoisie, qui jouit seule du droit de vote, était encore fidèle aux traditions allemandes, obtenaient les deux cinquièmes des sièges; en Moravie, 430,000 électeurs urbains, qui payaient 700,000 florins de contributions directes, élurent 13 députés; 1,600,000 paysans, avec une contribution directe de 3,700,000 florins, en nommèrent 11. De plus, le scrutin était direct dans les villes, à deux degrés dans les campagnes.

Dans tous les détails de la loi, on découvre la même préoccupation d'altérer le résultat normal du vote populaire. Les sièges sont répartis entre les diverses provinces d'une façon qui semblerait incompréhensible si elle n'était déterminée par des arrière-pensées de partialité et d'escamotage. Les petits pays, où l'action du gouvernement est plus intense, sont favorisés aux dépens des grands. La Moravie (avec 36 députés), la Bohême (92) sont ainsi relativement sacrifiées à la Silésie (10), au Vorarlberg, à la Haute-Autriche; la députation de la Basse-Autriche est plus que doublée, alors que partout ailleurs elle n'est accrue que de 50 o/o environ. Dans l'intérieur de chaque contrée, les inégalités les plus choquantes : certaines circonscriptions slaves ont 150 et même 200,000 habitants, à côté des circonscriptions allemandes qui en ont 60,000; d'une façon générale, on calcule que chaque député allemand en Bohême représente 10,000 habitants de moins dans les cercles ruraux et 2,000 de moins dans les villes qu'un député tchèque.

Les élections de 1873 prouvèrent que les calculs du gou-

vernement avaient été bien faits; elles donnèrent environ 230 constitutionnels et 120 fédéralistes. L'opposition était visiblement découragée, incapable de se mettre d'accord sur un programme commun. Les conditions de la politique européenne contribuaient à la paralyser. L'hégémonie du nouvel Empire germanique n'était plus contestée par personne. La vigoureuse campagne entreprise par Bismarck contre l'Église catholique rendait une nouvelle ardeur aux anti-cléricaux autrichiens et ils arrachaient à l'Empereur une série de lois (1874) destinées à briser le joug que depuis 1855 Rome avait imposé à l'Autriche : beaucoup de Tchèques, qui n'avaient jamais accepté sans inquiétude l'alliance avec le clergé, se réjouissaient de ces succès de la gauche et le parti national était affaibli par des dissensions mal dissimulées. La Hongrie prenait un rapide essor ; la Croatie signait avec Budapest un compromis médiocre, et sa résignation imprévue jetait le désarroi dans le camp des Roumains et des Serbes ; une majorité parlementaire compacte se constituait en Transleithanie par « la fusion » qui amenait à Deak avec Tisza le gros de la petite noblesse, si influente dans le pays. Le souverain qui avait pris son parti des événements et qui avait du goût pour Andrassy, comptait sur lui pour éclairer de quelque gloire un règne jusqu'alors plus accidenté qu'heureux ; très habilement, les Magyars, dans les délégations, caressaient ses désirs, et François-Joseph reconnaissant, heureux d'être enfin échappé à de longues bourrasques, se plaisait à voir dans leur triomphe la victoire de la dynastie.

Contre cette coalition de forces supérieures, les Slaves, sans alliés, semblaient ne plus combattre que pour l'honneur. Je ne leur en donne pas pour deux ans, disait Lasser. L'approche du succès redoublait son ardeur ; la presse viennoise menait contre les Tchèques une campagne furibonde, les dénonçait « comme une bande de chiens, un troupeau de loups affamés, une horde d'hyènes qui dérobent les cadavres » ; elle flétrissait leur demande d'introduire l'égalité des deux dialectes en Moravie comme « un non-sens et une



injustice pour les Allemands, si supérieurs en civilisation »; elle pressait le ministère de ne plus se contenter de demi-mesures et de suivre l'exemple des Prussiens en Alsace et en Pologne. Lasser s'efforçait de la satisfaire : en quelques mois cinquante instructions étaient ouvertes contre diverses sociétés industrielles ou commerciales de Bohême. En Moravie, on procédait plus radicalement, et le gouvernement repoussait toutes les demandes d'association qui lui étaient présentées par des Slaves [1].

Heureusement que les Tchèques ont la tête dure, et ils étaient habitués à l'injustice de la cour. Il n'est pas impossible de supprimer un peuple, mais c'est une œuvre de longue haleine, qui exige beaucoup de persévérance et la faveur durable des circonstances. Au moment même où les centralistes étaient dans l'ivresse de leurs triomphes, ils furent atteints par une série de désastres qui leur enlevèrent l'autorité morale qui leur était nécessaire pour maintenir le régime de terreur qu'ils avaient établi.

1. Ausgleich u. Verfass., p. 176.



CHAPITRE III

Les Centralistes en échec [1]

Causes de la dissolution du ministère Auersperg : le krach de 1873 ; échec de l'Exposition de Vienne ; le renouvellement du Compromis austro-hongrois. L'occupation de la Bosnie. Division du parti libéral allemand. — Transformation des partis et caractères généraux de l'histoire intérieure de l'Autriche contemporaine. — Les vieux et les jeunes-Tchèques. — Le ministère Taaffe. L'ordonnance sur les langues (avril 1880). Le gouvernement de la droite (1880-1885) : Dounajevski. Les conquêtes des Tchèques. L'Université de Prague. — Le mouvement intellectuel contemporain en Bohême : Svatoplouk Tchech et Vrchlitsky ; l'école réaliste, Masaryk et la question des Manuscrits. Le théâtre national. Les arts. Dvorjak et Fibich. — Inquiétudes des Allemands et hésitations du ministère. Les affaires de Bulgarie éloignent l'Autriche de la Russie et ramènent l'Empereur vers le parti constitutionnel. — Progrès des radicaux. — Le Compromis de 1890. Révolte de l'opinion publique en Bohême et déroute du parti Vieux-Tchèque (1891).

Bien que les collaborateurs d'Adolphe Auersperg fussent certainement beaucoup moins mêlés que les collègues de Giskra aux questions financières, ils n'avaient pas rompu les

1. Le ministère de Taaffe est une des périodes sur lesquelles nous possédons le moins de documents. — Une brochure officieuse, *Graf Taaffe, 1879-1889*, Leipzig 1889, résume la première partie de son gouvernement, la plus féconde. — Des articles, un peu sommaires, dans la Osviéta, de Srb (1894) et de Toujimsky (1896). — Les sources sont toujours les comptes-rendus sténographiques du Reichsrath et de la diète de Prague. — Parmi les journaux et les revues, la *Neue Freie Presse* (ancienne gauche allemande), le *Vaterland* (organe du parti féodal) ; à *Prague*, les *Narodni Listy* (jeune-tchèque), le *Pokrok* (le Progrès, organe de Rieger), la *Politik* (en allemand, très instructif). — En Allemagne, les *Preussische Jahrbücher*.
Sur le mouvement économique, si important dans cette période : Waentig, *Gewerbliche Mittelstandspolitik*, 1898 ; — Rauchberg, *Die Bevœlkerung Œsterreich's auf Grund der Volkszaehlung, 1890*, 1895. — Adamek, Une nombreuse série d'études qui se trouvent en grande partie résumées dans



liens qui les enchaînaient à une majorité où les brasseurs d'affaires tenaient une place bruyante. Triste rançon de la politique d'intolérance qui rejetait dans l'opposition les trois-quarts de la monarchie et mettait le ministère à la merci d'une poignée de politiciens, qui avaient plus d'appétit que de scrupules. Non pas sans doute que le parti constitutionnel ait été seul atteint par la fièvre du jeu et qu'il convienne d'attribuer uniquement au régime centraliste les excès de spéculation de la bourse de Vienne. La crise financière, qui atteignit en même temps que l'Autriche la plus grande partie du monde civilisé, ne fut qu'un de ces épisodes qui se reproduisent régulièrement dans la vie économique des peuples [1]. Seulement elle prit à Vienne une gravité spéciale, parce que depuis longtemps les expédients du gouvernement avaient développé le goût, et comme le besoin des affaires chanceuses, tandis que le progrès régulier de l'industrie et du commerce avait été entravé par le système des prohibitions et des monopoles.

Les ministres allemands d'autre part, quelle que pût être la sincérité de leurs convictions personnelles, étaient incapables de donner satisfaction aux désirs de liberté et

son ouvrage : *De notre époque* (4 vol.), Prag. 1886-1888. — Les travaux de Braf et de Kaizl (voir l'Encyclopédie d'Otto). — Mischler, *Der œffentliche Haushalt in Bœhmen*, 1887. — Bignon, *La grande propriété en Bohême*, (en français), Nancy, 1889.

Un des côtés les plus intéressants de la politique de Taaffe a été étudié avec clarté et exactitude par Preux, *La question des langues et le conflit des nationalités en Autriche 1879-1888* (en français), Paris, 1888. — Madeyski, *Die deutsche Staatsprache* (résume avec talent l'opinion des fédéralistes). — Bendel, *Der Kampf d. Deutschen in Bœhm. u. Œsterr.*, Leipz., 1884. — Held, *Das deutsche Sprachgebiet v. Maehren u. Schlesien*, Brünn, 1888. — Gehre, *Die deutschen Sprachinseln in Œsterr.*, 1886. — Schlesinger, *Die Nationalitaetsverhaeltn. Bœhmens*, Stuttg., 1886. — Tcherny, *La vérité sur le Schulverein*, Prague, 1883. — Knoll, *Die Deutschen in Bœhmen*, Vienne, 1891. — Menger, *der bœhm. Ausgleich*, Vienne, 1891 (important, résume les théories allemandes, avec des textes précis). — Vachaty, *Die gesetzliche Gleichheit d. bœhm. u. deutschen Sprache*, 1886 (radical-tchèque).

Pour la lutte des partis : Heller, *Choix de discours politiques et de considérations de Sladkovsky*, Prague, 1899. — Les *Biographies de J. Grégr* par Heller et par Touma, Prague, 1896. — Barak, *Choix d'articles* et sa *Biographie*, par Jedlitchka, Prague, 1883.

1. On trouve une histoire précise et impartiale de la crise de 1873 dans Max Wirth, Gesch. der Handelscrisen, p. 455 et sq.

de fonder un véritable gouvernement parlementaire. Ils avaient cherché à détourner les esprits vers les affaires et ils avaient accueilli sans examen les projets des aventuriers qui leur proposaient de transformer par un coup de baguette en grand état industriel une monarchie essentiellement agricole et dont certaines provinces n'avaient pas encore dépassé un état de civilisation presque rudimentaire. Comme la majorité du Reichsrath éprouvait quelque dégoût du rôle subordonné auquel elle était réduite, pour la maintenir dans l'obéissance, ils s'étaient formé une clientèle personnelle, qu'ils s'attachaient par des faveurs diverses, spécialement par des concessions de travaux publics. En pareil cas, la contagion se répand dans les assemblées avec une prodigieuse rapidité, et l'opinion publique exagère encore sans mesure la gravité des faits. Le Parlement ne parut bientôt qu'une succursale de la Bourse. A la suite de Friedlænder et de la Neue Freie Presse, les journaux devinrent les organes, non pas des partis, mais des maisons de banque. La résistance morale de la majorité était faible, minée par ses conceptions politiques qui réduisaient tout à une question de force. Elle ne distinguait pas très nettement le bien d'autrui du sien propre et elle était habituée à risquer le tout pour le tout. Au bout de quelques années, les joueurs sautèrent.

Le ministère avait déjà été fort ébranlé par l'échec de l'Exposition de Vienne; il avait voulu étaler aux yeux du monde les progrès de l'Empire, tenir dans sa capitale les grandes assises de la civilisation. Audace imprudente de parvenus trop pressés. Les étrangers restèrent chez eux, le choléra acheva le désastre; les espérances avaient été fantastiques, la déception fut énorme. Les cours surchauffés s'effondrèrent (septembre 1873), un vent de ruine souffla sur la monarchie. Lasser et Herbst, parfaitement corrects, voulaient laisser passer l'ouragan sans intervenir. Leur majorité ne le leur permit pas, exigea qu'on vînt au secours des Banques compromises. De Pretis l'essaya, sans profit pour elles, au grand détriment du parti dont la soli-

darité avec les agioteurs sembla dès lors incontestable. Dans les procès qui suivirent le krach, un des ministres, Banhans, joua à côté de Giskra un rôle lamentable et fut obligé d'abandonner son poste. L'opinion, indulgente aux joueurs heureux, fut impitoyable dès que l'ère des dividendes fut close. Les centralistes avaient épuisé leur force à écraser l'opposition : au moment où ils restaient seuls, ils furent incapables d'user du pouvoir conquis.

La majorité sortie des élections d'octobre 1873 était, de l'aveu des écrivains les plus favorables aux constitutionnels, extrêmement médiocre; les hommes de valeur se détournaient d'une faction qui réduisait la politique à l'intrigue et faisait du Parlement un instrument de despotisme. Les ministres les plus remarquables, Lasser, Glaser, Unger, ne conservaient leur poste que sur les instances de l'Empereur; leur fatigue se traduisait par leur nervosité, la mauvaise humeur avec laquelle ils accueillaient les plus légères critiques. Quand il s'agit de renouveler la convention financière avec la Hongrie, ils étaient en fort méchante posture pour négocier; les conditions qu'ils subirent furent amèrement critiquées par les orateurs les plus écoutés de la majorité. Les Allemands avaient tout sacrifié pour établir leur domination en Cisleithanie : ils commençaient à s'apercevoir qu'ils avaient conclu un marché de dupes et leur déconvenue prenait le cabinet pour bouc-émissaire.

L'Empereur, déjà fort mal disposé par les tripotages financiers dans lesquels avaient trempé tant de députés, mécontent des lois cléricales qu'on lui avait imposées, s'irritait de ces marchandages et de ces conflits. L'attitude des libéraux dans la question de Bosnie acheva de l'exaspérer.

Andrassy était un dilettante fort intelligent. Il avait, avec un grand charme personnel, du flair et de la décision. En termes excellents avec Bismarck, il travaillait doucement à l'éloigner du Tsar. Depuis quelque temps, le Chancelier allemand avait à se plaindre de Gortchakov qui se posait en protecteur de la paix européenne (1875); il le vit sans déplaisir s'engager dans la guerre de Turquie. An-



drassy s'est vanté plus tard d'avoir tendu un piège à la Russie qu'avait encouragée sa réserve (1877); quand elle fut épuisée, menacée par l'Angleterre, il posa ses conditions. Il y aura sans doute lieu un jour de reviser les détails de cette histoire qui n'est pas faite : il est certain du moins qu'au Congrès de Berlin, Andrassy eut le beau rôle. Il en revint avec le mandat de l'Europe d'occuper la Bosnie et l'Herzégovine (1878).

François-Joseph était radieux; il rêvait depuis longtemps de terminer son règne par une apothéose et de relever par une conquête le prestige de la dynastie. Les Hongrois se seraient volontiers passés du cadeau de Bismarck et ils ne se souciaient guère d'augmenter le nombre de leurs Slaves. Ils se consolèrent par la pensée de la déception de la Russie, surtout ils tenaient à ne pas déplaire à l'Empereur. Les centralistes cisleithans, moins prudents, s'engagèrent à fond. Les 60 millions qu'exigeait la mobilisation ne furent votés que grâce aux Slaves et aux conservateurs allemands (juin 1878); dans les délégations, Herbst repoussa tout compromis. Auersperg donna sa démission. Stremayr, qui le remplaça (février 1879), essaya un replâtrage, avertit les Allemands que leur maussaderie pouvait entraîner pour eux de fâcheuses surprises. Ils s'exagéraient leur puissance : Vous voulez m'effrayer avec la perspective d'un ministère Taaffe, répondait Herbst à Stremayr, il durera un mois ou six semaines; la simple supposition qu'on peut constituer dans le Parlement une autre majorité, dénote une complète ignorance de la situation. — Le 14 août 1879, Taaffe arrivait au pouvoir et avec lui commençait une ère nouvelle de la politique autrichienne.

L'échec du parti constitutionnel allemand était d'autant plus grave que ses adversaires n'y étaient pour rien et qu'il avait sa cause uniquement dans la force même des choses et dans la nature de la monarchie. En réalité, en Autriche, il n'y a que deux solutions possibles, — ou bien une dislocation de l'Empire qui livre à l'Allemagne la Cisleithanie,



sauf peut-être la Galicie, — ou bien une politique de modération et de loyauté qui groupe autour des Habsbourgs les nationalités rivales, en les garantissant contre l'oppression étrangère. Les centralistes de 1860 et de 1870 avaient cherché un moyen terme : leur loyalisme se compliquait de chauvinisme germanique et ils avaient voulu faire de l'Autriche une sorte d'annexe autonome de la Prusse. C'était une gageure contre le bon sens. Il était absurde de vouloir maintenir sous le joug de moins de 8 millions d'Allemands plus de 12 millions de Slaves et de Latins, alors surtout que la moitié de ces Allemands au bas mot étaient indifférents ou nettement hostiles au centralisme libéral. Les plus adroites combinaisons électorales ne pouvaient pas à la longue empêcher la vérité d'apparaître. Lasser, après Schmerling, avait démontré l'inanité de cette conception paradoxale : l'épreuve avait été poursuivie plusieurs années, dans des conditions spécialement favorables, sous l'influence immédiate des victoires prodigieuses de Guillaume Ier, à un moment où les fédéralistes étaient divisés et épuisés par leurs récents échecs. Là où ils avaient échoué, personne ne devait réussir. Le groupe allemand-libéral ne disparut pas sur le champ, parce que rien ne finit brusquement et que les partis et les idées mènent une ombre de vie longtemps après qu'ils ont fini d'exister; à plusieurs reprises, il se crut même sur le point de reconquérir le pouvoir. Vaines illusions et stériles espoirs ! Son rôle était fini ; il n'a pas cessé depuis lors de se désorganiser et ses derniers représentants ne sont plus que les témoins d'un programme dépassé et d'une faction vaincue.

La débandade des constitutionnels ne supprimait pas naturellement les Allemands, et les Tchèques commirent une erreur grave en confondant la déroute d'un parti avec l'abdication d'une nationalité. Les incidents récents avaient démontré que le droit d'État, tel qu'il avait été proposé par Palatsky et développé par Clam-Martinits et la noblesse féodale, — pour des raisons analogues à celles qui avaient

entraîné l'échec des centralistes, — devait être abandonné. Depuis trop longtemps, l'unité de la couronne de Saint-Venceslas n'était plus qu'une entité historique; elle ne répondait plus à rien de réel. Quelque sincères que fussent les Tchèques quand ils offraient à leurs compatriotes d'une autre langue les garanties les plus étendues et les plus précises, il était absurde de supposer que ceux-ci accepteraient une situation subordonnée, et il était souverainement imprudent de jeter dans une opposition irréconciliable un tiers de la population du Royaume, dont les plaintes ne pouvaient à la longue laisser indifférents ni la Cour, ni les Allemands du reste de la monarchie, ni surtout les Allemands de l'Empire. Les féodaux, qui avaient dicté les résolutions de la diète de Prague en 1871, n'avaient pas osé même alors formuler nettement leur programme; ils n'avaient parlé ni de la Moravie ni de la Silésie et ils avaient pris pour modèle de leurs Articles fondamentaux le Compromis austro-hongrois de 1867. Malgré leur réserve, ils ne s'étaient pas moins heurtés à des difficultés insurmontables; toute tentative nouvelle était condamnée au même avortement si elle partait d'un point de vue analogue.

Il était donc urgent de fixer un nouveau programme qui conciliât avec la condition traditionnelle de la monarchie les intérêts des diverses nationalités. Le droit d'État, qui n'était passé au premier plan que depuis 1860, devait être remplacé par le droit des peuples. Il fallait que le conflit devînt, d'historique, national, ou, pour parler plus exactement, il était nécessaire que les oripeaux historiques sous lesquels se dissimulaient depuis vingt ans les besoins nationaux des Tchèques, fussent peu à peu écartés, pour que les éléments essentiels du problème autrichien fussent clairement aperçus de tous.

Cette évolution, conforme au mouvement démocratique général qui emportait l'Europe, n'avait rien en soi qui fût de nature à effrayer les Tchèques, qui avaient toujours pris leur appui dans les masses populaires profondes. Ils eurent



besoin cependant d'un quart de siècle pour se rendre compte de l'inanité de leurs anciennes formules, et il n'est pas bien sûr qu'ils soient encore complètement guéris de leurs illusions. On ne saurait s'en étonner quand on songe à la persistance des idées une fois acceptées et l'étrange épouvante des partis et des peuples devant les doctrines inconnues. Le droit d'État avait l'avantage d'éveiller de prestigieuses espérances; c'était un de ces mots cabalistiques qui s'imposent aux masses avec une irrésistible puissance. Depuis un quart de siècle, il était devenu un dogme pour la foule; les chefs qui les premiers osèrent en contester la valeur absolue, furent dénoncés comme des apostats; les ambitieux et les timides se crurent habiles en maintenant en théorie leurs exigences, sauf à en ajourner l'exécution à une époque indéterminée. Leur tactique fut inconséquente et obscure et ils déconcertèrent l'opinion par leurs contradictions et leurs vaines promesses. De là, la rapidité avec laquelle depuis lors les hommes s'usent en Bohême et les factions se succèdent, sans apporter de force nouvelle ou d'idée régénératrice. Un changement n'a commencé à se manifester que quand la fatigue et la mort ont rejeté peu à peu dans l'ombre les hommes qui demeuraient prisonniers des mots qu'ils avaient mis à la mode dans leur jeunesse.

Ils furent suivis dans leur retraite par l'indifférence ou les sarcarmes de ceux qui aspiraient à les remplacer, et il était aisé de les railler si on comparait à leurs mirifiques déclarations le rôle modeste qu'ils avaient joué dans la majorité de Taaffe, leurs complaisances vis-à-vis de la noblesse et du clergé et les maigres rogatons qu'avait ramassés leur humilité. L'avenir, plus juste, dira sans doute qu'il ne dépendait pas d'eux d'amener aussitôt la foule à une conception plus exacte de la situation et il reconnaîtra que les résultats acquis ne furent pas négligeables. D'une part, ils démontrèrent aux Allemands qu'il était parfaitement possible de gouverner sans eux, ils rendirent fort difficile le retour d'une tentative analogue à celles de Schmerling ou d'Auersperg et ils préparèrent

ainsi leurs adversaires à l'idée d'une transaction équitable. De l'autre, leur persévérance obtint une série de concessions qui hâtèrent le progrès national et permirent aux Slaves de défier toute réaction. L'histoire de la Bohême contemporaine est mélancolique si on l'étudie à un point de vue purement extérieur, si on s'attache à la dissolution des partis, aux rivalités mesquines, au mensonge des adresses électorales. Au milieu de ces crises obscures, qui sont non pas les préludes de l'agonie, mais les angoisses de la délivrance, l'avenir se prépare, les idées se précisent, le vieux romantisme se lézarde, le peuple s'affermit dans sa foi, l'idée nationale se répand. — Il est vrai que les passions s'exaspèrent et que la lutte prend un caractère de violence qu'elle ne connaissait pas autrefois. A mesure que le problème se simplifie et que les questions de langue, qui traduisent sous une forme concrète et intelligible pour tous la domination d'une race sur l'autre, passent au premier plan, les partis extrêmes prennent la direction et ils donnent au combat une allure plus tumultueuse et plus implacable. Crise inévitable et passagère. Certaines concessions sont si douloureuses que les peuples ne s'y résignent qu'après un combat suprême et lorsque de cruelles expériences les ont lentement convaincus de l'inéluctable nécessité d'une entente.

Si l'histoire de l'Autriche depuis 1879 a son explication dans la condition même des choses et dans la situation créée par l'histoire, il n'en faut pas conclure que la crise n'eût pas pu être abrégée et adoucie avec un peu plus d'adresse et de virilité. Taaffe fut trop habile, et les Tchèques, qui avaient si souvent péché par excès d'orgueil, furent trop timides. Ils manquèrent leur rentrée au Parlement, comme, vingt-cinq ans plus tôt, ils avaient manqué leur sortie.

Les circonstances leur étaient redevenues favorables. Dans les diverses provinces de l'Autriche, les Slaves reprenaient l'offensive; les Slovènes, solidement établis en Carniole, faisaient des progrès sensibles dans la Styrie et la



Carinthie, que l'on regardait auparavant comme exclusivement allemandes, et ils tendaient la main dans le Littoral, l'Istrie et la Dalmatie, aux Croates et aux Serbes. Les Polonais, qui n'avaient pas à se plaindre du ministère centraliste, demeuraient un peu à l'écart; ils redoutaient le retentissement des idées d'affranchissement sur les Ruthènes qu'ils maintenaient durement dans une situation inférieure et ils étaient irrités des manifestations russophiles qu'avait provoquées à Lioubliana et à Prague la guerre des Balkans; il n'y avait pas à attendre de leur part un concours très actif; ils demeuraient malgré tout, dans leur isolement, une réserve précieuse pour les fédéralistes. Les Allemands cléricaux, qui étaient maîtres du Tyrol et qui étaient très puissants dans certaines régions de la Haute-Autriche, de la Styrie et du Salzbourg, étaient encouragés par l'échec du *Kulturkampf*, et leurs rangs s'étaient grossis des mécontents qui avaient souffert du krach de 1873. Comme beaucoup d'entreprises financières étaient entre les mains des Juifs, les désastres de la bourse de Vienne avaient réveillé l'antisémitisme, qui est dans l'Europe orientale une forme endémique des rivalités économiques, et il avait conquis une bonne partie de la petite bourgeoisie, menacée par l'évolution sociale.

Au dehors, Bismarck, que Gortchakov accusait de mauvaise foi et de trahison, avait dû chercher une garantie contre un accès de mauvaise humeur du Tsar, et il venait de signer avec l'Autriche (8 octobre 1879) un traité de défense réciproque contre la Russie et la France; l'Italie y adhéra bientôt après et ainsi se constitua la Triple Alliance qui n'a pas cessé d'être renouvelée depuis lors. Bismarck était désormais assez sûr de François-Joseph pour que la nécessité d'un cabinet allemand ne lui parût pas aussi manifeste qu'en 1871; il ne désirait pas une rupture avec la Russie et il n'était pas fâché de tenir en échec les Hongrois dont il redoutait les excès de zèle; l'outrecuidance de Herbst et de ses amis en 1879 lui avait semblé saugrenue et il affectait de juger les affaires de Cisleithanie avec une



suprême impartialité. — Le peuple tchèque est actif, laborieux, disait-il à un membre du parti constitutionnel; il n'est pas possible d'écarter ses demandes en passant à l'ordre du jour. — Les Slaves sont souvent bien ennuyeux, disait-il une autre fois ; avec eux, il y a toujours un arrière-goût désagréable; je n'aime ni leurs bottes de cuir, ni leur passion pour le clair de lune; ils ne transformeront pas le monde. Ils n'en sont pas moins une race intelligente et laborieuse; il y a assez de place sur la terre pour les Allemands et pour eux. L'Autriche ne peut pas germaniser ses Slaves ; il y a deux siècles on eût pu y songer; maintenant l'idée nationale est trop exaltée ; il faut y renoncer. —

Ces boutades ne tiraient pas à conséquence et Bismarck ne conserva pas longtemps cette neutralité sereine ; pour l'instant, elle débarrassait les Tchèques d'un ennemi redoutable. Les ministres des affaires étrangères subissaient directement son influence. Andrassy, le véritable auteur de l'alliance austro-allemande, avait disparu en plein triomphe ; il avait donné sa démission le jour même où le traité avait été signé, sans que nous connaissions les véritables causes de son départ. Il eut pour successeur, après le court passage d'Haymerlé aux affaires, Kalnoky (1881-1895). C'était un esprit modéré, prudent, qui avait très loyalement accepté l'alliance de la Prusse, sans être bien sûr de la parfaite sincérité de son partenaire. Très autrichien et très dévoué à la dynastie, pacifique, il n'avait aucun goût pour les pangermanistes et il goûtait à l'intérieur la politique d'équilibre, qui, ne décourageant aucun parti, permettait à l'Empereur de conserver sur les affaires une influence prépondérante. On l'accusait d'être clérical : il était au moins conservateur et se rapprochait par là de la noblesse féodale, avec laquelle son origine morave lui créait déjà des accointances. Il n'eût pas admis que l'on touchât à la Constitution et, quand il la crut menacée, il se sépara de Taaffe ; tant qu'il ne s'agit que de l'interpréter, il se contenta du rôle de spectateur indifférent.



Les Tchèques, avertis par leurs précédentes déconvenues, eurent l'intelligence de comprendre qu'il eût été insensé de relever les prétentions qui avaient entraîné la chute de Hohenwart. Tant bien que mal, la constitution avait fonctionné sans eux et une demande de réforme radicale se fût heurtée à une résistance invincible de l'Empereur. Ils se lassaient de leur opposition passive. Non pas que leurs progrès réels se fussent arrêtés ou que le pays montrât la moindre lassitude; il souffrait au contraire d'un excès d'activité politique qui menaçait à la longue d'altérer et d'énerver le tempérament de la race.

Le moment arrivera-t-il où l'expansion universelle des idées de justice et de charité rendra inutile le patriotisme qui n'est que l'instinct collectif de conservation contre les menées avouées ou latentes de l'étranger? — C'est possible, et nous devons espérer qu'à ce moment-là les vertus qui résulteront de cette bonne volonté unanime compenseront le déficit moral laissé par l'abolition du sentiment national. Nous sommes pour le moment encore éloignés de cet âge d'or, et le peuple qui voudrait anticiper sur le progrès futur de l'humanité, deviendrait très rapidement la victime de son imprudence et compromettrait, en même temps que sa propre cause, l'avènement des idées de justice et le bon ordre universel. Les Tchèques, dont la situation est très menacée, ont donc le devoir impérieux de se défendre contre la domination étrangère, sous quelque forme qu'elle se dissimule.

Pour élevé et pur que soit un sentiment, il ne saurait à lui seul cependant remplir une âme. Le patriotisme est la condition de la vie d'un peuple, il ne peut pas suffire à constituer cette vie. Une des causes essentielles de la décadence du Royaume au xv[e] siècle avait été la prédominance exclusive des préoccupations théologiques; on risquait maintenant de ne plus vivre que pour le Droit d'état, ce qui est une façon comme une autre de mourir. Une nation dont les citoyens sont indifférents aux intérêts publics, est mûre pour le despotisme; une nation qui s'absorbe dans

les luttes constitutionnelles, devient une nation de politiciens.

On avait imposé au peuple tchèque une somme d'efforts excessive et on lui avait attribué un rôle trop direct. Il est bon que les électeurs surveillent de près la conduite de leurs députés, non qu'ils les remplacent; depuis le commencement de la résistance passive, tout le monde était sur la brèche, sans repos, sans répit. De là, à la longue, une nervosité maladive. L'on vivait dans une atmosphère surchauffée de réunion publique, et la masse commençait à souffrir des maux qui se développent dans les assemblées délibérantes : l'absence de calme et de sang-froid, l'importance folle accordée à certains détails insignifiants, le parti pris, l'affaiblissement du sens moral, le goût de l'intrigue, le dédain de la vie pratique et du travail fécond. La presse quotidienne accaparait la plupart des jeunes écrivains.

Comme on était toujours en présence d'un implacable ennemi, une discipline rigoureuse était indispensable et le peuple entier se répartissait en factions qui suivaient aveuglément les chefs qu'elles s'étaient une fois donnés. Ce régime impliquait d'une part une abdication complète de la liberté personnelle et, de l'autre, des haines aussi violentes que futiles. Des hommes, entre lesquels il est fort difficile d'apercevoir des divergences réelles, animés les uns et les autres des plus nobles sentiments, s'invectivaient, parce qu'ils se séparaient sur un point de tactique; les groupes les plus voisins échangeaient les anathèmes et les excommunications; les questions n'étaient envisagées qu'au point de vue de la politique pure; quiconque n'acceptait pas sans discussion et sans réserve les programmes convenus était aussitôt dénoncé comme traître et mis au ban de l'opinion. La libre critique était signalée comme une hérésie. On flétrissait tout homme qui, même avec les intentions les plus droites, osait signaler les lacunes de la civilisation tchèque et on retournait à l'idyllisme romantique qu'avait déjà raillé Havlitchek. Les Slaves de Bohême ne sont pas encore complètement guéris



de cette hystérie nerveuse qu'ils ont contractée de 1867 à 1880, bien que, depuis le retour à une vie normale, le fonds solide et sain du tempérament national ait peu à peu repris le dessus. En se prolongeant, la politique passive risquait de tarir la production intellectuelle, de tuer l'esprit de réflexion et d'indépendance et de ruiner le sens moral.

Les Jeunes-Tchèques rendirent donc un très réel service au pays en combattant la tactique d'abstention, à laquelle les chefs reconnus du parti national ne tenaient plus que par point d'honneur. Cette divergence ne justifiait pas la violence des polémiques qui n'ont pas cessé, depuis 1865, de remplir les journaux et qui forment un des côtés les plus fastidieux de l'histoire de la Bohême, — un des plus confus aussi. Les Jeunes-Tchèques se rattachaient par leurs origines et leurs amitiés aux radicaux de 1848, ils redoutaient l'influence du clergé et ils avaient vu avec inquiétude le rapprochement étroit de Palatsky et de Rieger avec la noblesse. Le libéralisme qu'ils affectaient bruyamment, était en réalité assez timide, comme ils l'ont prouvé par leur attitude en présence des socialistes, et on ne voit pas bien quelles sont celles de leurs réformes qui ne seraient pas acceptées par les Vieux-Tchèques [1]. Au point de vue national et politique les demandes des deux groupes se superposaient absolument. Tout se réduisait en somme à des nuances analogues à celles qui dans les assemblées parlementaires séparent la gauche du centre gauche et qui répondent beaucoup moins à des différences de doctrines

1. Leur programme officiel a été fixé par la déclaration du 28 septembre 1874 (Srb., p. 478); il renferme les revendications ordinaires du libéralisme classique, liberté religieuse, réforme et développement des institutions parlementaires, extension de l'autonomie locale, réforme électorale sur la base du suffrage universel, et, en attendant, abandon du système des Curies, élection directe dans les campagnes et droit électoral politique des électeurs communaux de la troisième classe, instruction primaire et secondaire gratuites. Aucune de ces demandes n'aurait effrayé les Vieux-Tchèques. Je crois bien que le premier député qui ait défendu le suffrage universel au Reichsrath a été Gabler, vieux-tchèque. Il est difficile de prendre au sérieux les accusations de cléricalisme lancées contre Palatsky et contre Rieger.



qu'à des oppositions de tempérament. La lutte n'en fut pas moins conduite avec une fureur qui ne s'explique que par une sorte de folie obsidionale ; le besoin d'activité, que la politique passive laissait sans emploi, s'usait, sans profit pour la chose publique, dans des rivalités personnelles.

Le schisme latent éclata à propos de l'insurrection de Pologne (1863). Palatsky et Rieger déploraient cette folle prise d'armes, et l'avenir ne justifia que trop leurs prévisions pessimistes. Les jeunes gens et la foule étaient grisés par le fracas de ces batailles qui étaient le plus souvent inventées par la presse galicienne. Les Narodni Listy suivirent le courant. Palatsky, très bon, sans ombre de morgue personnelle, avait l'affirmation dogmatique et il prononçait volontiers des oracles; Rieger, plus souple, plus ouvert, que rien ni dans son passé ni dans ses convictions ne séparait des démocrates, suivait son beau-père, pour qui il avait autant d'affection que de respect. Chkrejchovsky, polémiste de premier ordre, âme de condottiere, envenima la querelle par ses emportements. Les Jeunes-Tchèques, qui avaient pour chefs Sladkovsky et Jules Grégr, avaient au début montré plus de mesure. Attaqués, ils se défendirent. La nation entière se divisa; la querelle gagna les villages les plus reculés, détourna les esprits de l'étude sérieuse et impartiale des questions, répandit des habitudes d'intolérance et de frivolité; on s'habitua à ne plus juger les choses en elles-mêmes, mais uniquement au point de vue du parti.

Les Vieux-Tchèques portent la responsabilité de la rupture définitive. Leurs adversaires demandaient que l'on rentrât dans la Diète de Prague et ils gagnaient visiblement du terrain. Les partisans de la politique passive décidèrent que le Comité ne soutiendrait plus aux élections que les candidats qui accepteraient une fois pour toutes la tactique d'abstention (nov. 1873). Brutalement exclus du camp national, les Jeunes acceptèrent le combat. Au début, les électeurs, qui en grande majorité leur étaient secrètement favorables, se soumirent aux décisions du club, par un sentiment de dis-

cipline mal compris, et presque partout les candidats jeunes tchèques furent battus. Assez rapidement, les circonstances se modifièrent. Les Moraves, soumis au même régime de persécution que leurs compatriotes de Bohême, étaient dans de moins bonnes conditions de résistance, parce que les villes étaient presque entièrement allemandes et que le pays était très ouvert aux influences de Vienne; la lutte n'y avait pas pris le même caractère mystique qu'à Prague. Bien que les députés slaves s'y fussent très franchement ralliés au droit d'état, ils s'attachaient surtout à conquérir quelques avantages pratiques : au mois de janvier 1874, ils se décidèrent à reprendre leur place au Reichsrath.

Entraînés par ce précédent, après les élections de juillet 1874, les Jeunes-Tchèques, quoiqu'ils n'eussent eu que sept nominations contre 77 Vieux, rentrèrent à la Diète de Prague. Leur situation y fut difficile, en face d'une majorité ennemie dont leur présence gênait les maneuvres : quelles que soient les haines et les convoitises d'un parti, il est des besognes que l'on ne fait bien qu'entre soi. Les députés Jeunes-Tchèques montrèrent du courage et gagnèrent des sympathies. En 1876, Palatsky mourut, — c'était le défenseur le plus obstiné de la politique d'abstention et sa gloire avait jusqu'alors retenu bien des hésitants. L'insurrection d'Herzégovine grandissait, gagnait la Bosnie; une phase nouvelle de la question d'Orient s'ouvrait; dans des circonstances aussi graves, était-il prudent de se renfermer dans un isolement morose? Un grand souffle national emportait tous les cœurs : l'entrée en campagne des Serbes, la déclaration de guerre de la Russie (avril 1877), déchaînèrent un enthousiasme universel au milieu duquel les rivalités mesquines étaient oubliées. Les Vieux-Tchèques se séparaient violemment de Chkrejchovsky, qui exerçait sur le parti une sorte de terreur et qui menaçait d'entraîner le peuple aux pires imprudences. Mais cette exécution nécessaire fut accompagnée d'incidents fâcheux qui affaiblirent le groupe. Les chefs comprirent la nécessité d'une transaction, et, en 1878, les deux ailes de

l'opposition fédéraliste en Bohême se rapprochèrent : au mois de septembre, tous les députés tchèques reprirent leur place dans la diète de Prague.

Jusqu'alors, les Vieux et les Jeunes avaient été d'accord pour s'abstenir de paraître au Reichsrath, et la conduite des Moraves n'avait rencontré que des approbateurs isolés. Sladkovsky, envoyé à Vienne au moment où se constituait le ministère Taaffe, y fut très fraîchement accueilli (mai 1879) et, sur son rapport, le Comité directeur à Prague, presque sans discussion, déclara que, dans ces conditions, il n'apercevait aucune raison de modifier son attitude. Le ministre comptait, pour l'entraîner, sur l'influence de la noblesse.

Quand les crédits de mobilisation demandés par Auersperg avaient été votés au Reichsrath grâce à l'appoint des Grands-Propriétaires, les constitutionnels irrités s'étaient avisés des absurdités du régime électoral et ils avaient ouvert une campagne très vive contre les privilèges de l'aristocratie. Les Grands-Propriétaires libéraux, inquiets pour leurs prérogatives, recherchèrent alors l'alliance des féodaux dont ils connaissaient l'influence personnelle à la Cour, et, pour les gagner, ils offrirent de leur abandonner une partie des sièges qu'ils avaient plus ou moins légitimement conquis. Un Compromis fut en effet conclu, sous l'égide de Taaffe, entre les deux fractions, constitutionnelle et fédéraliste, de la curie des Grands-Propriétaires de Bohême et les féodaux cherchèrent naturellement à entraîner à leur suite les autres députés du Royaume.

Inquiets de cette défection de leurs alliés, les chefs du groupe parlementaire tchèque avaient de plus à compter avec la réaction de l'opinion publique qui ne comprend guère les demi mesures et qui avait vu dans la rentrée à la diète de Prague le commencement d'une politique toute nouvelle. Ils ne surent pas dissimuler les difficultés de leur situation et Taaffe en abusa. Le vieux Brauner, avec la lucidité et la pénétration dont il avait donné tant de preuves, mit ses collègues en garde contre une capitulation sans



conditions : la présence dans le ministère de Prajak, le chef du parti du droit d'État en Moravie, une phrase équivoque du discours du Trône, où le souverain indiquait l'importance pour la paix publique de la résolution des Tchèques qui, « sans rien abandonner de leurs convictions juridiques et malgré la différence des points de vue, acceptaient le terrain d'une action commune », quelques promesses « assez formelles » du chef du cabinet, — le lutteur éprouvé de 1848 jugeait que c'était là de maigres avantages, et il n'avait pas tort de supposer que Taaffe, qui avait absolument besoin des Slaves, n'eût pas reculé devant des concessions plus sérieuses. Il semble à peu près certain ainsi qu'avec moins de précipitation et plus de fermeté, il n'eût pas été impossible d'obtenir de lui au moins la réforme des abus les plus criants du régime électoral et une loi sur les langues qui aurait mis fin à l'inégalité choquante dont se plaignaient très justement les Tchèques.

Il n'est pas rare que les marchés léonins réservent de fâcheuses surprises aux négociateurs trop heureux. Taaffe se crut très habile en exploitant à fond la confiance naïve de ses partenaires et leur empressement intempestif; il se prépara par son adresse excessive d'insurmontables difficultés. L'excès de finesse est le défaut ordinaire des diplomates, et il arriva plus d'une fois au nouveau ministre de s'embarrasser dans ses propres roueries. Au moment où il prenait le pouvoir, les Allemands, fort déconcertés de leur récente campagne, irrités contre les Magyars, avaient touché du doigt l'inanité d'un gouvernement parlementaire fondé sur l'oppression des autres nationalités; ils redoutaient une réaction nobiliaire et cléricale et, pour l'arrêter, ils n'étaient pas éloignés de lier parti avec les libéraux tchèques ; ceux-ci de leur côté ajournaient à une date indéterminée leurs prétentions extrêmes. On était ainsi à un de ces moments psychologiques où l'épuisement des adversaires permet à un gouvernement avisé de dicter des compromis équitables. Taaffe, peut-être par calcul, plus probablement par timidité et négligence, préféra laisser ouvert

un procès qui lui donnait barre sur les divers partis ; il voulut ne pas se démunir de ses moyens d'attraction, et, au lieu de déblayer le terrain par quelques larges concessions qui eussent apaisé les esprits, il introduisit le système des pourboires, le *Fortwursteln*, disait Herbst. Les acomptes qu'il distribua parcimonieusement aux Slaves en récompense de leurs votes ne les satisfirent pas et exaspérèrent les Allemands, qui se sentaient toujours à la veille de quelque surprise désagréable. Un pamphlétaire disait plaisamment qu'il appliquait la méthode de ce maître sensible qui, pour diminuer les souffrances de son chien, lui coupait la queue morceau par morceau. La menace d'un péril, dont on ne perçoit pas très nettement les limites, énerve et affole. Le tort de Taaffe fut de porter à leur paroxysme les passions de ses adversaires par son système de mauvais tours sournois et d'empiétements *dégradés*.

Les Allemands étaient fort injustes quand ils l'accusaient d'hostilité préconçue. Il avait très loyalement essayé d'obtenir leur concours ; quand ils eurent refusé malgré toutes ses sollicitations de voter le renouvellement pour dix ans de la loi militaire que désirait très vivement l'Empereur, il fut bien forcé de s'appuyer sur la droite qui comprenait les Tchèques, les Polonais et « le parti du droit », composé des Slovènes et des Allemands cléricaux, sous la présidence de Hohenwart. Même alors, il gouverna sans les Allemands, non pas contre eux. Il n'avait aucune sympathie pour les Tchèques; s'il était né à Prague, ce qui n'est pas sûr, c'était par hasard; sa famille était d'origine irlandaise, son éducation avait été purement allemande, et, bien qu'il affectât d'être dégagé de tout préjugé de race, il éprouvait quelque tristesse à la pensée que l'Autriche était nécessairement appelée à échapper à la tutelle germanique. Il essayait d'éloigner le terme d'une évolution qui lui était désagréable et il s'efforçait d'en atténuer les dangers en étendant le pouvoir du souverain. — Je ne suis pas le ministre d'un parti, dit-il dans la première discussion générale au Reichsrath de 1879, je suis un Kaiserminister.



Un gouvernement de parti s'appuie sur un parti; je ne suis pas un ministre de parti, je suis au-dessus des divers groupes.

La minorité se voila la face, l'accusa de fausser le régime parlementaire et de livrer le pouvoir à l'Empereur. La plaisanterie paraît amusante quand on songe au rôle piteux qu'avaient joué les assemblées de Schmerling et d'Auersperg. Tant que la loi ne garantira pas les droits des diverses nationalités, le système constitutionnel ne sera en Autriche qu'un leurre. Ce qui est vrai, c'est que Taaffe n'éprouvait aucune hâte de modifier une situation dont la couronne profitait. Très dévoué au souverain, dont il avait été dès l'enfance le compagnon de jeu et qui éprouvait pour lui une confiance affectueuse, il jugeait un peu niaises les querelles des factions et il apportait dans les débats du Parlement la condescendance d'un homme du monde, qui a beaucoup vécu et qui ne prend pas grand'chose au tragique ou même au sérieux. Orateur médiocre, il était passé maître dans les intrigues de couloir; sa démarche aisée, son élégance discrète, la vivacité de son regard qu'il dissimulait sous un large lorgnon d'écaille, sa bouche fine où l'ironie s'adoucissait de bienveillance, lui donnaient l'aspect d'un parfait gentleman, de relations très agréables, qui descend jusqu'aux affaires publiques et conserve dans les moments les plus difficiles sa bonne humeur et sa bonne grâce. Très laborieux, très pénétrant, il connaissait bien les affaires et mieux les hommes, s'étonnait de leurs passions et se servait de leur sottise. Son système de furetage (fortfretten) lui valut de grands succès personnels qui coûtèrent beaucoup moins à la monarchie qu'on ne l'a souvent répété. Pas plus que de l'affaiblissemnt du Parlement, il n'est responsable de l'abaissement des caractères et de la confusion des partis; ses prédécesseurs ne lui avaient pas laissé grand'chose à faire sur ce point. Tout au plus est-il permis de dire qu'il ne fut pas un véritable homme d'État et qu'il ajourna les difficultés plus qu'il ne les résolut.

Il avait donné un gage de sympathie aux Tchèques par

l'ordonnance du 19 avril 1880. — La constitution de 1867 avait proclamé l'égalité des peuples et des langues de la monarchie dans les écoles, les fonctions publiques et les divers actes de la vie; elle n'avait fait par là que confirmer pour la Bohême la constitution de 1627. Seulement, ces belles déclarations étaient restées lettre morte, beaucoup de fonctionnaires ne savaient pas le tchèque et un grand nombre de tribunaux refusaient de recevoir les documents tchèques. Pour justifier leur attitude, les Allemands invoquaient l'article 10 de la Constitution de 1867, en vertu duquel les lois sont publiées au nom de l'Empereur, avec mention du vote du Parlement et sous la responsabilité d'un ministre. L'argument était faible. L'ordonnance du 19 avril supprima quelques-uns des abus les plus scandaleux. — Les fonctionnaires judiciaires et politiques de Bohême répondront aux demandes des citoyens dans la langue de ces demandes; les pièces, en tchèque ou en allemand, auront le même caractère d'authenticité et il ne sera dans aucun cas nécessaire qu'elles soient accompagnées d'une traduction; les décisions administratives, destinées aux parties, seront rédigées dans la langue de ces dernières; les communications officielles publiques seront toujours bilingues; les affaires criminelles seront jugées dans la langue de l'accusé et les procès civils dans celle du demandeur; les procès-verbaux seront rédigés dans la langue des dépositions; les pièces tchèques ou allemandes seront insérées dans les registres publics, sans traduction; les fonctionnaires politiques ou judiciaires correspondront avec les administrations locales dans la langue dont se servent ces dernières [1].

Les Tchèques furent très déçus, et à juste titre. Sans nier le progrès matériel qui suivit l'ordonnance de 1880, il est évident que les Slaves ne pouvaient être satisfaits d'un

1. On trouve une très bonne analyse de cette ordonnance dans la brochure consciencieuse et exacte de Preux, La question des langues et des nationalités en Autriche sous le ministère du comte Taaffe 1879-1888 — (Paris 1888).



règlement qui, non seulement ne s'appliquait pas à tous les services publics, ne visait ainsi ni les postes, ni les finances, ni l'armée, mais excluait le tchèque de toutes les instances suprêmes et même reconnaissait pour la première fois officiellement l'allemand comme langue du service intérieur. Il y avait là une inégalité déplorable qu'il était impossible à une nation parvenue au degré de développement intellectuel des Tchèques d'accepter sans colère [1].

Les centralistes le sentirent et, suivant la tactique ordinaire en pareille occurrence, pour prévenir de nouvelles concessions plus sérieuses, ils donnèrent les signes du plus bruyant désespoir : ils étaient livrés aux bêtes, on voulait tchéquiser l'Autriche et morceler la monarchie [2]. Les électeurs libéraux, assourdis par ce tapage, s'épouvantèrent et, de bonne foi, s'imaginèrent qu'ils étaient victimes d'un horrible complot. Ils se mirent en état de défense et la guerre fut ouverte sur toute la ligne avant même que les questions litigieuses eussent été abordées.

Sur le moment, les attaques furibondes de l'opposition rejetèrent Taaffe vers la droite et, jusqu'aux élections de 1885, il s'appuya nettement sur elle. Même alors, ce serait dénaturer complètement la vérité que de voir en

1. Pour se rendre compte de la désillusion des Tchèques, il suffit de rapprocher l'ordonnance de 1880 de la pétition qu'ils avaient présentée à l'Empereur : — En Bohême et en Moravie, la langue des administrations politiques et judiciaires sera celle de la majorité des habitants; dans les instances supérieures et à Prague, les deux langues seront employées indifféremment. Toutes les questions seront traitées, à tous les degrés, dans la langue où elles auront été introduites. Personne ne sera nommé à un emploi public s'il ne prouve la connaissance des deux langues. Ces règlements seront valables en Silésie, avec cette nuance que l'on reconnaîtra le polonais comme langue du pays, à côté du tchèque et de l'allemand. Les Tchèques demandaient de plus l'augmentation du nombre des professeurs tchèques à l'Université de Prague, la création de nouveaux gymnases, d'écoles industrielles et professionnelles tchèques, etc.

2. Que ces plaintes fussent peu sincères, nous le voyons par Schmeykal, qui commença par déclarer que la loi n'était pas après tout si mauvaise : — si les Tchèques ne demandaient pas autre chose, on pourrait le leur accorder aussitôt (Dreissig Jahre, III, p. 274). — Cela ne l'empêcha pas de prononcer un discours fulminant à Vienne (14 nov. 1880) : — « Nous sommes Allemands et nous voulons rester allemands. Ce que nous défendons, c'est l'unité de l'Empire, c'est l'Allemagne, c'est aussi la liberté! »



lui un ministre de combat, de croire par exemple qu'il reprit contre la gauche la tactique de Schmerling ou de Lasser contre les Tchèques. — « Nous avons prouvé depuis six ans, disait le ministre des finances Dounajevski dans la discussion du budget de 1885, que nous ne souffrirons la domination exclusive d'aucun parti, et nous ne poursuivons pas davantage la formation d'un tiers-parti. C'est que nous ne sommes pas à proprement parler un gouvernement parlementaire. La caractéristique du gouvernement actuel, c'est d'écouter avec la même bienveillance les justes revendications des divers groupes et de s'opposer avec la même modération à leurs exigences excessives. » Ce n'était pourtant pas la faute du cabinet, si tout retour à une politique d'équité équivalait à une défaite pour les Constitutionnels.

Ce fut la brillante période du ministère Taaffe, et, en somme, une des plus remarquables de l'histoire de l'Autriche contemporaine. Il convient d'en rapporter l'honneur avant tout à Dounajevski. Les Tchèques n'avaient aucune raison de se louer spécialement de lui et il réservait ses faveurs à ses compatriotes, les Polonais. Son mérite consistait dans la fermeté du caractère et la clarté des vues. Il ne craignait pas les fantômes : il ne s'effraya pas plus à la pensée de gouverner sans les Allemands qu'il ne recula devant la nécessité d'établir de nouveaux impôts. En dix ans, les recettes furent augmentées de plus de 300 millions. Les plaintes que soulevaient le poids des contributions et la rigueur avec laquelle elles étaient perçues ne l'ébranlèrent pas; il pensait que les sacrifices des citoyens avaient une large compensation dans les énormes avantages qui résultaient pour eux de l'affermissement du crédit de la monarchie et du retour à un régime monétaire normal. Grâce à lui, le budget se solda en excédent, la reprise des paiements en espèce fut préparée et l'Autriche sortit de la situation humiliée et dangereuse où l'avait réduite jusqu'alors le désarroi de ses finances.

Dans les diverses branches de l'administration, des pro-



grès importants furent accomplis et, à l'exemple de l'Allemagne, l'Autriche s'engagea dans la voie des réformes sociales et essaya d'améliorer la condition des classes les plus douloureusement atteintes par les transformations économiques. Rien n'est plus difficile d'ailleurs que d'apprécier le retentissement des lois qui eurent alors pour objet de venir en aide à la petite bourgeoisie ou de remédier aux misères de l'agriculture.

Sur ce domaine les Tchèques étaient fort divisés, bien qu'ils fussent d'accord pour reconnaître les dangers de la situation. Une partie énorme du pays était concentrée entre les mains des grands propriétaires, qui détenaient presque les deux-cinquièmes du sol (plus de 37 o/o); en face de ces latifundia, que la loi et les mœurs protégeaient contre le morcellement, la loi du 26 juin 1868 avait supprimé les règlements multiples qui entravaient la transmission de la propriété immobilière et précipité la division des petits domaines. De 1869 à 1880, plus de 40,000 nouvelles exploitations avaient été constituées et il se formait ainsi un semi-prolétariat rural qui luttait péniblement contre la misère; près de 65 o/o de la population ne possédait que des parcelles qui lui permettaient à peine de vivre.

Assez longtemps, cette évolution sociale, qui était d'origine fort ancienne, avait paru favorable aux Tchèques : elle hâtait la progression de la population, et le recensement de 1880 donna 5,200,000 Tchèques sur les 21,800,000 habitants de la Cisleithanie, soit, depuis 1869, une augmentation de près de 500,000, proportion sensiblement plus forte que pour les Allemands qui passaient de 7,100,000 à 8 millions. Ce progrès était d'autant plus significatif que depuis le début du siècle il se continuait sans interruption. Tandis que depuis 1828 la population des provinces du centre, — allemandes, — était demeurée à peu près stationnaire, celle de la Moravie avait augmenté de près d'un million et celle de la Bohême de près de deux; le revenu des impôts directs, dans la plupart des provinces de la monarchie, est le double de ce



qu'il était alors : il est de plus du triple en Bohême.

Naturellement, la rapidité de ce développement est commune aux districts allemands et slaves du Royaume de Saint-Venceslas; cependant le recensement de 1880 marquait une avance plus rapide des Tchèques qui étaient 3,500,000 en face de 2,000,000 d'Allemands. L'exubérante vitalité de leur race était confirmée par la slavisation rapide des villes de l'intérieur, par l'érosion continue des îlots germaniques, par le réveil de l'idée nationale en Silésie, surtout par la pénétration de l'élément slave dans certains centres jadis presque purement allemands, Saaz (Jatets), Mies (Strzibro), Reichenberg (Liberets), par le développement enfin de la colonie de Most et la formation d'un îlot important au milieu de la région houillère qui s'étend de Komotau à Aussig.

Les écrivains tchèques se plaisaient à voir dans ces faits la preuve d'un état moral supérieur. La science a établi aujourd'hui de façon incontestable que les groupes arrivés à un certain degré de richesse se multiplient moins rapidement, et il est puéril d'attribuer à je ne sais quel épuisement vital le recul relatif des Allemands du Nord et du Nord-Ouest du Royaume. Les conséquences politiques de cette concurrence n'en demeuraient pas moins graves. Les Tchèques, qui ont pour le moment plus de bras à offrir, envahissent les districts industriels, y brisent l'unanimité de la résistance et, si le mouvement se prolongeait, il pourrait être l'origine d'une transformation politique aussi grave que celle qui se produisit au xv[e] siècle, quand une évolution économique analogue prépara le triomphe de la nationalité slave. D'autre part, l'apparition d'ouvriers nouveaux dans les cercles industriels abaisse le taux moyen des salaires et complique les querelles politiques de haines matérielles; les Allemands détestent dans leurs voisins non plus seulement des adversaires qui leur disputent la domination, mais des concurrents dont la présence augmente leur misère. De là, en partie, l'âpreté des luttes pendant ces dernières années et les explosions de



fureur dont ont été victimes à plusieurs reprises les minorités tchèques.

Il est bien certain que les ouvriers qui s'exposaient à ces avanies, n'acceptaient les souffrances d'un exil dans un pays hostile que parce qu'ils y étaient contraints par le besoin. Les régions purement agricoles traversaient, en effet, une crise très grave, semblable à celle qui a provoqué en France le réveil des idées protectionnistes, mais que rendait ici particulièrement pénible le détestable régime de la propriété, inégalement répartie entre quelques seigneurs très riches et une foule immense de laboureurs obérés.

En même temps que la détresse des petits cultivateurs se traduisait par l'exode de la population qui abandonnait les districts de l'intérieur [1], leur mécontentement se manifestait par la formation d'un parti agraire qui, comme les petits industriels, sollicitait l'intervention de l'État. Comme toujours en pareille matière, le remède apparaissait moins clairement que le mal : les programmes étaient confus et obscurs, et les électeurs hésitaient entre les défenseurs du passé qui cherchaient à exploiter leurs déboires et les radicaux qui leur annonçaient l'éclosion d'une ère nouvelle. Les libéraux à l'ancienne mode et les élèves de l'école économique classique étaient déconcertés et découragés, si bien que Taaffe, qui avait au moins le mérite de se préoccuper de ces questions sociales, ne rencontrait aucune résistance sérieuse, même parmi ceux qui doutaient de l'efficacité des solutions qu'il présentait. Il était entretenu dans ses projets, qui ne manquaient pas de hardiesse, par l'exemple de Bismarck qui lançait hardiment l'Allemagne dans la voie des réformes ouvrières Malheureusement, il gâtait trop souvent ses meilleures intentions par l'égoïsme de calculs mesquins, et, préoccupé avant tout de trouver dans les classes inférieures de nouveaux appuis pour son système politique, il flattait imprudemment des passions dangereuses et des préjugés stupi-

1. Voy. Unsere Zeit, 1889, 2.



des. Sous sa protection dissimulée grandissaient divers partis, tumultueux et rétrogrades, dont les antisémites étaient les plus bruyants; en général ils acceptaient la direction du clergé et mêlaient à de vagues tendances démagogiques une aversion instinctive pour le rationalisme progressiste dont s'étaient plus ou moins sérieusement réclamés les Constitutionnels centralistes.

Les Tchèques, au milieu de cet ébranlement des idées reçues, ne parvenaient pas à se reconnaître et ils ne voyaient clairement ni leurs désirs ni leurs intérêts. Démocrates d'instinct, la plupart d'entre eux subissaient avec impatience la tutelle d'une aristocratie féodale dont le concours au Parlement leur paraissait indispensable; grandis sous l'influence de la philosophie éclairée, ils n'avaient aucune sympathie pour les antisémites, dont ils goûtaient cependant les attaques furibondes contre les Magyars et les Viennois; ils désiraient des réformes, et ils étaient effrayés par les déclamations internationalistes qu'importaient en Bohême quelques disciples maladroits de Bebel et de Liebknecht. Ils étaient obligés de solliciter l'appui des cléricaux qui suivaient Hohenwart et Liechtenstein et leurs instincts ataviques se révoltaient contre la loi de 1883 qui rétablissait en grande partie le caractère confessionnel de l'école. Édouard Grégr, un des esprits les plus libres du club national, appelait ardemment le moment où les rivalités de races ne fausseraient plus les conditions de la vie politique en Autriche et où les Tchèques seraient enfin libres de se dégager de cet « anneau de fer » d'une majorité qui leur imposait de si pénibles abdications.

Il jugeait, avec nombre de ses concitoyens, que les faveurs dont on payait leurs complaisances, étaient maigres, et il ne les estimait peut-être pas à leur juste valeur. La Chambre des Seigneurs s'était enfin résignée, après une opposition tenace, à approuver la fondation d'une Université tchèque à Prague, et, bien que les détails de la loi justifiassent les récriminations des Slaves, elle n'en constituait pas moins un énorme progrès (22 fév. 1882). Les facultés



de philosophie et de droit furent ouvertes presque immédiatement, celle de médecine en 1883 ; c'était le couronnement de l'œuvre entreprise par Dobrovsky, Ioungmann et Palatsky, l'aurore d'une ère nouvelle [1].

Les abus les plus graves du régime électoral furent atténués. La loi du 23 mars 1882 divisa la curie des Grands-Propriétaires en deux groupes : les fidéicommissaires élurent 5 députés ; les autres furent répartis en cinq circonscriptions qui nommèrent chacune 3 ou 4 représentants, de manière à rendre plus difficiles les escamotages scandaleux qui avaient à diverses reprises amené au Parlement une majorité de hasard ; la loi, qui ne s'appliquait d'abord qu'aux élections du Reichsrath, fut ensuite étendue à celles de la diète. Le cens électoral fut abaissé de moitié et le droit de suffrage accordé à tous les citoyens qui payaient 5 florins d'impôt direct, ce qui, comme toutes les mesures démocratiques, était favorable aux Slaves. L'emploi du tchèque fut autorisé dans certains tribunaux de Silésie. Le ministre renonçait à soutenir les candidats allemands en Bohême et les élections de 1883 rendaient aux Tchèques la direction de la Diète, sans leur donner cependant la majorité des deux tiers qui leur eût été nécessaire pour mener à bonne fin la réforme du régime électoral. Ils reconquéraient les circonscriptions de Prague que leur avait enlevées le cabinet précédent, un règlement nouveau leur permettait de battre les Allemands à la Chambre de commerce de Prague ; celles de Plzein et de Boudiéjovitse leur appartenaient déjà.

Les partis sont nécessairement injustes. Aujourd'hui encore c'est un lieu commun en Bohême de présenter comme une période d'abaissement et d'inertie ce ministère de Taaffe qui fut marqué en réalité par de très sérieuses

1. Dès la première année, l'Université tchèque compta un millier d'élèves ; elle en a maintenant environ 3,000. L'Université allemande en avait en 1897, 1,300. — Un des besoins les plus urgents des Tchèques et l'un des articles essentiels de leur programme est la fondation d'une seconde université tchèque en Moravie.



améliorations. On restait sans doute très loin du but poursuivi et le droit d'état n'apparaissait que dans un nuageux et problématique avenir. Mais, ce droit d'état, qu'avait-il été à l'origine dans la pensée de ceux qui l'avaient invoqué, sinon un moyen pour garantir la nationalité slave contre l'oppression et la ruine, et qu'y avait-il de commun entre le nouveau peuple, organisé, instruit, dont les intérêts étaient défendus par une cohorte nombreuse de journaux et de députés, appuyé sur une Université déjà glorieuse, et les paysans, ahurris et tremblants, que vers 1820 essayaient presque sans espoir de galvaniser quelques prophètes [1].

Il fallait que cette transformation intellectuelle et économique fût accomplie avant que la question politique, — après tout secondaire, — pût être abordée avec quelques chances de succès. Le moment approchait où l'œuvre serait assez avancée pour que les Tchèques eussent enfin le droit de refuser un plus long crédit au ministère et d'exiger qu'il abordât enfin sérieusement la réforme de la Constitution.

En attendant, ils se préparaient à la tâche qui leur incomberait dans l'Autriche nouvelle par un ardent effort intellectuel qui se traduisait, non seulement par une production littéraire très intense, mais par une volonté sincère de réforme, le désir toujours plus visible de se dégager d'un idéal suranné et la volonté d'introduire dans leurs œuvres plus de vérité et de sincérité. — Les écrivains tchèques contemporains sont en effet dominés par des préoccupations

1. On trouvera l'écho des plaintes des Tchèques dans le livre bien renseigné de Bourlier, les Tchèques et la Bohême contemporaine (Paris, 1897). M. Bourlier n'a pas vu le point de départ. Quand je suis retourné à Prague en 1891, après dix ans d'absence, j'ai été stupéfait et émerveillé du changement, et tous les voyageurs français, au courant de la situation, ont éprouvé le même sentiment. Naturellement, je n'en conclus pas que les Tchèques auraient dû se tenir pour satisfaits ni même que Taaffe n'aurait pas été mieux inspiré en suivant une politique plus franche et plus énergique. Je veux seulement dire qu'il convient de ne prendre au tragique ni les accusations lancées contre les Vieux-Tchèques à cette époque ni en général les récriminations pessimistes des politiciens.



morales, ce qui semble d'ailleurs la caractéristique des littératures européennes actuelles : ils se rapprochent ainsi de la masse du peuple, dont ils cherchent à démêler les besoins et à adoucir les misères. Cette tendance a été favorisée par l'autorité d'un jeune professeur de l'Université de Prague, Masaryk, très ouvert aux idées occidentales et qui a conquis sur les jeunes gens une prestigieuse influence [1]. Son action n'aurait pas été aussi rapide cependant si elle n'avait été soutenue par le mouvement général des idées et si elle n'avait eu son prologue dans le programme de Halek et surtout de Nérouda.

Les jeunes gens qui, vers 1868, essayaient leurs forces dans le *Mouvement* et dans l'*Almanach des Étudiants*, ne pouvaient guère que continuer l'œuvre qu'avaient commencée leurs prédécesseurs immédiats ; ils trouvaient l'opinion prête à les comprendre. De tous, aucun n'arriva plus vite à la renommée et ne la conserva plus longtemps que Svatoplouk Tchech [2]. On l'accabla sous les fleurs et son nom

1. Masaryk, né en 1850, professeur de philosophie à l'Université de Prague, 1882, fonde une Revue critique, l'*Athenaeum*, et mène l'attaque contre l'authenticité des Manuscrits avec une verve bruyante qui lui vaut des haines furibondes et des dévouements passionnés ; il crée le parti des *Réalistes;* député au Reichsrath (1891), il se lasse vite de l'action politique directe ; sa revue : *Notre époque* (1893), est la plus brillante des revues tchèques. Son œuvre la plus connue est la *Question sociale* (aussi en allemand, 1899), critique très pénétrante du Marxisme. Masaryk est un prophète, c'est-à-dire que ceux qui ne sont pas ses disciples, sont souvent agacés par ses allures de hiérophante, ses aphorismes tranchants et ses vaticinations nuageuses. J'avoue humblement que son mysticisme m'est insupportable. Ce qui ne m'empêche pas de reconnaître en lui un esprit très éveillé, un écrivain d'un rare mérite et un grand dénicheur de merles. Il avait les qualités, — et surtout les défauts, — qui étaient le plus nécessaires à cette heure de la vie nationale.

2. Né en 1846. Sa vie fut exclusivement consacrée à la poésie et à la littérature. Les *Adamites* (épopée en sept chants) 1873, fondèrent sa gloire qu'accrut encore *Vatslav de Michalovits* (1886) ; c'est avant tout un poète épique ; ses satires et ses œuvres humoristiques, entre autres les divers *Voyages de M. Broutchek* (1888), imités de Swift et de Jules Verne, ont eu un succès éclatant qu'ils méritent en partie. Les *Chants de l'esclave* (1895) furent accueillis avec plus d'enthousiasme encore et ils sont un des plus purs joyaux de la littérature tchèque. — On trouvera une analyse des œuvres de Tchech dans Sutnar (en allemand, Vienne, 1897), très consciencieux, peu intelligent. — Je renvoie tous ceux qui désireraient étudier de plus près la poésie contemporaine tchèque à Albert, Neueste Poesie aus



induisit les critiques les plus prudents à de fâcheuses hyperboles : la nature l'avait désigné, écrit l'un d'eux, plus modéré d'habitude ; c'était le Tchèque, le représentant de la nation. Cet assénage de louanges déplaisait fort à l'écrivain, le plus modeste des hommes, d'une conscience timorée et dont la vie n'a été qu'un effort continu vers le progrès. Ce qui était vrai dans ces éloges, c'est que l'âme de l'écrivain reflétait avec une candeur éloquente les sentiments de la foule et on suit dans ses poésies l'évolution de l'âme nationale depuis 1870. Après avoir dit le dégoût que laissait aux jeunes gens épris d'idéal une politique de marchandage, il a le premier salué le parti qui demande sa force à une étroite alliance avec la démocratie, et ses *Chants de l'esclave* traduisent à la fois la colère de la race qui languit sous l'oppression étrangère et celle du prolétaire que courbe la toute-puissance du capital.

Ce qu'il y a de plus nouveau en lui, c'est l'arrière-goût de déception que laisse à ce vaillant patriote le pressentiment de la victoire prochaine. Ses dernières poésies, baignées d'une mélancolie résignée, disent la tristesse de l'homme qui regarde décroître derrière le coteau la longue théorie de ses années écoulées et le doute du soldat qui, le soir de la bataille, se demande si le prix méritait d'être conquis. Que de labeurs et d'angoisses pour secouer le joug de l'Allemagne! Et maintenant que le danger est écarté, alors que, quelles que soient les surprises de la volonté impériale, rien ne saurait faire que la race bohême n'existe pas, on s'aperçoit que cette lutte n'était qu'un jeu d'enfants et on se heurte à de plus redoutables problèmes. Cette fatigue et cette incertitude, elles reparaissent plus clairement dans les continuateurs de Tchech, et naturellement elles ont provoqué les accusations ordinaires de trahison et de cosmopolitisme : elles n'en impriment pas moins à leurs vers une émotion et une sincérité qui nous charment.

Bœhmen, et Lyrisches und Verwandtes (Vienne, 1900), recueil de traductions, aussi bonnes que peuvent l'être des traductions.



Ces frissons et ces troubles n'apparaissent que par moments chez Tchech, et surtout dans les dernières années; dans le voyage en Europe qu'il a entrepris à la suite de Fritch, de Halek et de Nérouda, sa foi patriotique ne s'est pas étiolée; elle a pris au contraire plus d'élan et de vigueur et il couronne avec un éclat inconnu jusque-là l'école nationale qui avait commencé avec le siècle. Aucune trace chez lui de la timidité anxieuse avec laquelle l'inquiète piété de tant de ses prédécesseurs voilait les défauts de leurs compatriotes; il est de ceux qui aiment assez leur pays pour ne pas en dissimuler les tares et il admire trop les qualités de sa race pour que les imperfections qui s'y rattachent ne gardent pas quelque saveur à ses yeux. Nous sommes définitivement sortis de la convention et du poncif, la vérité crie dans ses tableaux, et ses *Voyages variés*, une de ses productions les plus amusantes, sont peut-être, dans toute la littérature tchèque, l'œuvre qui nous donne la sensation la plus exacte et la plus fine de la Bohême nouvelle.

C'est aujourd'hui un exercice d'école que de comparer Tchech à Vrchlitsky. Le premier est certainement plus populaire, ce qui lui nuit auprès des snobs; il est soutenu par les patriotes et par les radicaux qui, au moins par prétérition, accusent son émule de tiédeur et le suspectent [illegible] sympathies réactionnaires. Sous cette forme brutale, ces accusations sont niaises; elles signifient seulement que les questions de politique journalière n'ont pour Vrchlitsky qu'un charme médiocre et que, comme les Vieux-Tchèques, il a un sentiment très vif de la puissance du passé et de la continuité de la vie des peuples [1]. Il se plaît à suivre des

1. Vrchlitsky, né en 1853. La fécondité de Tchech, qui est extrême, ne peut être comparée à celle de Vrchlitsky, qui est stupéfiante. Il a abordé tous les genres, épopée, lyrisme, drames, nouvelles, critique. On en trouvera l'énumération jusqu'en 1892 dans Albert. Vrchlitsky, aussi attaqué que chargé de gloire, est aujourd'hui le représentant officiel de la poésie tchèque et il serait difficile de citer un homme qui fût mieux que lui désigné à cet honneur par la largeur de son esprit, l'immensité de son érudition et la droiture de son âme.

yeux l'écoulement du flot qui depuis les origines entraîne l'humanité vers un avenir inconnu, et son âme, contemporaine de tous les âges et compatriote de toutes les races, est un miroir sonore où passent les mondes en travail. Il avoue pour ses maîtres Victor Hugo et Carducci; il faut entendre, je pense, le Victor Hugo de *la Légende des siècles*, et il me semble bien que Carducci a moins agi sur lui comme créateur que comme critique. Les écrivains latins, quelque compréhensifs qu'ils s'efforcent d'être, ne parviennent jamais complètement à s'oublier eux-mêmes. Vrchlitsky se confond avec les sujets qu'il traite et l'on peut vraiment dire de lui que rien de ce qui est humain ne lui est étranger. Il rend avec la même grâce sinueuse et profonde, avec la même somptuosité de langue, avec le même éclat d'harmonie, les rêves grandioses de l'Inde, les mythes délicats et subtils de la Grèce, les religieux élans du Dante et les fanfares cuivrées de Victor Hugo. Son œuvre suppose une souplesse et une fluidité qui ne sauraient se rencontrer que chez les Slaves dont l'adolescence résonne comme un roseau flexible aux plus subtils souffles de l'air. Il est toujours très difficile, sinon impossible, de donner une impression exacte d'un talent poétique; peut-être évoquerai-je une sensation moins vague, si je dis qu'il me fait songer à un Lecomte de Lisle qui serait sincère, c'est-à-dire qui aurait vraiment l'intelligence émue des divers mondes où il prétend nous transporter, ou encore à un Renan qui aurait le don de la création poétique.

Les Tchèques ne se reconnaissent pas en lui. Les nécessités de la vie ont développé en eux des qualités de précision et de volonté; leur idéal a une forme déterminée et concrète, ils aiment la bataille, croient à la victoire et, dans les armistices, cherchent une récréation dans les joies de la vie; ils sont souvent assez voisins de la bourgeoisie française. Tchech leur agrée infiniment, il est belliqueux et plaisant, ses personnages ont du mouvement, à défaut de vie, il croit à la justice immanente, ses idées sont claires et ses images naturelles. Vrchlitsky est trop ondoyant et trop di-



vers, trop riche d'idées et d'émotions pour convenir à la foule, qui, même quand elle l'admire, ne le saisit jamais complètement.

Albert, qui était, en même temps qu'un médecin illustre, un critique très pénétrant, remarque qu'il a commencé à écrire au moment où arrivait à la vie la génération qui avait été élevée dans des gymnases purement tchèques par des professeurs qui leur avaient parlé presque exclusivement de Tchélakovsky et de Kollar. C'était une culture un peu étroite, et il était à craindre que la nation, privée de contact direct avec la civilisation occidentale, languît et s'appauvrît. Vrchlitsky, par ses traductions et ses imitations, fut un grand pourvoyeur d'idées; il rouvrit à ses compatriotes le monde européen, il leur montra, au-delà de l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne. Il leur apprit ainsi à sortir d'eux-mêmes, à s'élever au-dessus des préjugés courants et des querelles quotidiennes. D'une autre façon que Tchech, avec plus de suite et une volonté plus arrêtée, il leur rappela que l'homme n'est pas seulement un être politique et que, pendant que la bataille se livre sur le bateau, le fleuve qui l'emporte ne cesse pas de couler.

Vrchlitsky a fait école et la plupart des jeunes poètes proviennent de lui, surtout ceux qui le jugent avec le moins d'indulgence. Cet écrivain, si souple et si curieux, goûtait les formes les plus raffinées. Comme les premiers romantiques allemands qu'il rappelle par plus d'un côté, il imite volontiers les rythmes exotiques; il a enseigné aux jeunes gens les charmes les plus subtils de la recherche et les grâces amorphes de l'abandon. On l'a accusé quelquefois de pervertir leur candeur et de les éloigner de l'inspiration nationale : est-il bien nécessaire que chaque génération se borne à refaire la Marseillaise? — Ne nous arrêtons pas au tapage de quelques rhétoriciens dont l'exubérance paradoxale chagrine les bonzes et malmène les Dieux consacrés. L'âge calme les intempérances, et les cœurs qui ont senti le poids de la misère humaine retournent plus purs au culte de la patrie.

Jules Zeyer est une de ces âmes incertaines et frileuses qui, lassées par de vaines recherches, voudraient, comme les hirondelles, revenir au toit de la vieille maison, pour y revivre les rêves envolés [1]. Inutiles regrets; il est des cœurs qui ne sauraient se contenter du mensonge banal et que la nostalgie de la souffrance chasse de l'île bienheureuse qu'épargnent la douleur et la mort. Zeyer, comme Byron et les romantiques polonais, a entendu le chant des Nornes sépulcrales, et depuis lors le rire a disparu de ses lèvres; rebelle aux lâches résignations comme aux consolations convenues, il cherche à démêler sous les formes flottantes de l'histoire la pensée qui anime le monde et il croit par moments entendre au milieu des cris de colère et des hurlements désespérés, le bégaiement d'une espérance faite de renoncement et d'amour.

C'est une manie commune aux critiques de se lamenter sur la décadence de la littérature contemporaine et d'écraser les jeunes gens sous la gloire de leurs aînés. Il y a des sots en Bohême, comme partout, et des nigauds qui copient des formules sans les comprendre et se plaisent aux jongleries décadentes ou symbolistes. Est-ce une raison pour envelopper dans un anathème banal tous ceux que tourmentent le désir du nouveau et le besoin d'un art plus complexe, plus profond et plus raffiné? Les poètes, qui, en 1895, lancèrent leur manifeste dans la « Moderne tchèque », manquent évidemment de modestie et l'implacable sévérité avec laquelle ils attaquent Vrchlitsky, qui est leur véritable maître, témoigne de peu de sens critique et de justice. Qu'importe, puisque ce ne sont pas là les qualités essentielles du poète! — Sous leur main la langue s'assouplit, les mètres se combinent en harmonies plus pénétrantes, des images tirées du fond des choses remplacent les comparaisons extérieures usées. Chez les meilleurs, ces recherches d'*écriture* provoquent le dégoût des idées con-

1. Zeyer, 1841-1901; Poète épique et dramaturge. Son œuvre la plus célèbre est l'*Épopée carolingienne*.



ventionnelles et des lieux communs; leur émotion appa-raît plus sincère, par cela seul qu'elle n'est pas enfermée dans la gangue des métaphores reçues et leur prurit d'originalité les pousse à ne plus psalmodier toujours les mêmes complaintes et à regarder la terre d'un œil plus ouvert.

Il est impossible de juger des écrivains qui en sont encore à leurs débuts et dont on ne saurait dire qu'ils ont donné leur mesure; il est certain du moins que Sova et Brjézina ne sont pas des auteurs indifférents et, avec quelque imprudence provocante que Machar brave les idées les mieux établies, ses adversaires eux-mêmes reconnaissent dans le poète du *Confiteor* et des *Tristium Vindobona* (1893) un des représentants les plus remarquables de la littérature bohême. Suivant l'épigraphe qu'il a empruntée à Lermontov, Machar suit le cercueil du siècle qui vient de mourir avec la tristesse désenchantée du fils à qui un père prodigue n'a laissé que des dettes. C'est une histoire commune, qui nous touche par l'absence absolue de déclamation, par la parfaite simplicité du ton et parce que l'écrivain ne se drape pas dans un stoïcisme d'école. Il n'aborde pas la vie avec la fièvre de joie des précurseurs, mais il ne dédaigne pas les charmes alanguis de l'automne et, s'il connaît les rancœurs des lendemains d'amour, sa mélancolie est parfumée de l'odeur du sourire qui l'a séduit jadis.

En Bohême, comme partout aujourd'hui, les écoles se brisent, les influences se combinent, les tendances se compliquent et se croisent, et il est de plus en plus difficile de suivre le cours général du fleuve sous les mille remous qui troublent la surface. Deux traits essentiels distinguent cependant la nouvelle génération, une curiosité plus ouverte et plus large et une sincérité plus intime: elle se contente moins de phrases toutes faites et elle s'enferme moins dans la tour d'ivoire de l'artiste; elle veut agir sur la vie et pour cela elle s'intéresse à la vie [1].

1. Je répète que je n'écris pas une histoire de la littérature tchèque; il m'arrive ainsi d'omettre les noms d'hommes qui possèdent à Prague une



Par un singulier hasard, c'est peut-être dans le roman que cette tendance a le plus de peine à se dégager; ceux mêmes qui, comme Arbès, ont visiblement subi l'influence des réalistes français et anglais, sont restés trop dépendants de leurs modèles, et trop souvent les photographies qu'ils prétendent nous donner ont l'air faites d'après une gravure et non pas sur l'image elle-même. Peut-être aussi chez eux, la conscience de l'ouvrier est-elle trop faible, ils produisent trop, écrivent trop vite, subissent trop directement l'influence du goût des lecteurs; Jirasek, par exemple, qui est célèbre parmi ses compatriotes, se renferme trop souvent dans le plus faux et le plus ennuyeux des genres, le roman historique, et il a beau étayer son récit d'études consciencieuses, quel est le lecteur éclairé qui ne préférera pas celui de Tomek? Et puis, n'est-ce pas justement sur ce terrain du passé qu'il est le plus malaisé de s'affranchir de l'idyllisme romantique, et que de raisons n'a pas la paresse de l'auteur en pareille matière pour accepter les légendes protégées contre la critique par une longue vénération!

Quand, en 1886, quelques iconoclastes entreprirent une campagne en règle contre l'authenticité des vieilles poésies tchèques, connues sous le nom de Manuscrits de Kralové-Dvour et de Zéléna-Hora, qui, depuis le moment où elles avaient été offertes à la vénération des patriotes par Hanka et ses amis (1817), étaient regardées comme une sorte de palladium de la nation, le scandale fut prodigieux. A diverses reprises, depuis Dobrovsky et Kopitar, des objections graves avaient été présentées contre ces textes; comme elles venaient en général de personnes dont la compétence était contestable ou dont l'impartialité était douteuse, elles avaient été écartées plus que réfutées. Cette fois-ci, l'attaque partait de professeurs de l'Université tchèque, et parmi eux se trouvaient des hommes tels que Gebauer,

réputation méritée, tels que les poètes Boretsky ou Bodhan Kaminsky. Ils ne m'ont pas semblé *représentatifs* et j'ai cru à ce titre pouvoir les oublier dans cet essai d'histoire de l'évolution nationale.



dont l'autorité en matière de philologie tchèque n'est pas contestée, Masaryk dont les adversaires les plus résolus ne nient pas le talent, et Goll, le véritable chef de la jeune école historique, qui a le premier introduit à Prague la solide organisation scientifique des Universités germaniques. Les Manuscrits étaient pour les Tchèques un titre de noblesse dont ils s'enorgueillissaient, ils les opposaient aux Allemands qui les traitaient de barbares et de parvenus, ils les avaient appris par cœur comme les dévots apprennent l'Évangile. Ils se cabrèrent contre la vérité, et la lutte, où se mêlèrent les passions les plus nobles et les calculs les plus mesquins, mit littéralement le pays en feu.

Dès 1886, malgré l'appui qu'apportèrent quelques écrivains autorisés aux journalistes politiques qui avaient flairé dans les fondateurs de l'Athenæum des rivaux d'influence, les observateurs attentifs n'avaient plus aucun doute sur l'issue de la campagne, et si, aujourd'hui encore, de rares critiques attardés essaient de rouvrir le débat, leurs réserves et leurs concessions trahissent une conviction chancelante. Masaryk et ses amis n'apportèrent peut-être pas dans leur polémique la délicatesse et la réserve nécessaires ; on eût voulu leur voir plus de sympathie pour la tristesse qu'ils causaient; quand on brise un Dieu, fût-ce une idole, on doit comprendre et partager l'horreur des fidèles. L'opération eût exigé une main plus légère et on aurait aimé voir les vainqueurs triompher moins bruyamment de l'erreur de leurs pères [1]. Après tout, peu importe, et l'amputation était nécessaire. Le respect est incompatible avec l'histoire; l'érudit n'a qu'un devoir, rechercher la vérité, et, quand il croit l'avoir découverte, la dire sans

1. Il convient d'ajouter à leur décharge qu'ils furent eux-mêmes exposés aux attaques les plus injustes et les plus brutales. Je ne parle pas seulement des violences puériles de Jules Grégr et des Narodni Listy, mais tous ceux qui sont, comme moi, les admirateurs invétérés de Tomek, ont regretté alors de le voir se départir de son calme et abuser, dans sa polémique avec Goll, de son âge et du respect qu'avait pour lui son contradicteur.



réticence. Les véritables héritiers de Palatsky n'étaient pas ceux qui voulaient transformer son œuvre en une Bible intangible, mais ceux qui appliquaient à ses conclusions les principes de libre examen qui avaient fait le mérite de ses écrits. Masaryk, le jour où il avait dans l'Athenæum opposé à la tradition la science et la vérité à un patriotisme égaré, avait été un fils loyal de la nation; il avait orienté la vie publique vers une voie nouvelle en s'insurgeant contre une orthodoxie qui s'endormait dans un dogme consacré; il avait ramené la Bohême à ce qui a fait sa gloire dans le passé et à ce qui est la garantie de son avenir, le respect de la conscience. Il ne faut sans doute rien exagérer, et son action n'eût été ni si rapide ni si profonde si elle n'eût été depuis longtemps préparée par Nérouda et la jeune génération littéraire; il avait eu au moins l'honneur de déployer au vent le drapeau de l'école nouvelle.

Ceux qui flétrissaient sa trahison ne s'apercevaient pas de ce que leurs terreurs cachaient de pusillanimité. La Renaissance bohême du XIXe siècle aurait été plus lente sans les souvenirs historiques qui avaient donné un fondement solide et un but concret aux désirs d'autonomie; peut-être même pourrait-on prétendre que les Tchèques auraient été incapables de résister à la pression germanique s'ils n'avaient été soutenus par les souvenirs d'un passé illustre. Mais, cette histoire n'avait repris une force active que parce qu'elle s'était identifiée avec l'instinct d'une race qui ne voulait pas se perdre dans une nationalité étrangère : du jour où cette conscience était définitivement éveillée, les souvenirs les plus glorieux n'avaient plus qu'une importance très secondaire. Supposons que les Slaves fussent arrivés en Bohême en 1789, en quoi leurs droits seraient-ils moins respectables? et quel médiocre argument pour les oppresseurs que l'antiquité de leur tyrannie! Que signifiaient les plus anciens parchemins du monde en comparaison du progrès qui se manifestait sur tous les domaines de la science et de l'art!

L'inauguration du théâtre national, 18 novembre 1883,



mit au cœur des plus pessimistes une ivresse rayonnante. Jitek, qui avait dirigé la construction du monument que « le peuple s'élevait à lui-même » et dont la somptueuse élégance complète avec tant de charme le merveilleux panorama de la ville, avait voulu qu'il fût une sorte d'apothéose de l'art national. Pendant la première partie du siècle, la peinture et la sculpture s'étaient traînées à la remorque des écoles germaniques, et les monuments de François Ier ou de Radetzky sont une preuve lamentable de ce qu'était devenu le goût à cette époque. Après 1848, les jeunes gens cherchèrent des modèles moins poncifs et ils demandèrent leur inspiration à la France : changer de maître est déjà un essai d'affranchissement. Sous l'influence des théories littéraires qui dominaient alors en Bohême et des tendances européennes générales, les peintres retracèrent les grandes scènes de l'histoire et prouvèrent leur slavisme en étalant les pittoresques costumes serbes ou polonais. Tchermak fut un moment célèbre ; les grandes machines de Brojik donnèrent à quelques enthousiastes l'illusion du génie, et il est vrai que l'éclat du coloris, la vigueur et la solidité de la touche, la largeur de la composition assurent à ses tableaux les mieux venus une valeur durable; ils nous intéressent pourtant plus qu'ils ne nous émeuvent; il y a là trop de convention et trop de pompe, et l'on sent derrière tous ces Hussites l'ombre inquiétante de Delaroche.

Brojik enseigna aux artistes le métier et il les détourna de l'imitation en la poussant à la perfection. Ils apprirent de Joseph Manès (1820-1871), le véritable chef de l'école tchèque contemporaine, que la nature est la seule maîtresse qui ne trompe jamais, à condition que l'artiste ne se contente pas de reproduire le décor extérieur, mais se pénètre de la substance même des choses. Contemporain de Tchélakovsky et d'Erben, il avait comme eux le sens de la poésie populaire, et sa muse, souriante et mélancolique, rend avec un charme délicieux les sentiments les plus fugitifs de l'âme nationale ; ses études et ses cartons nous per-

mettent de suivre l'effort continu par lequel il s'affranchit peu à peu des souvenirs de Munich et de l'influence de Cornelius et s'éleva à une intelligence toujours plus adéquate de la poésie des choses; par moment, il rappelle, par ses tendances, comme par son action, le grand nom de Corot.

De lui relèvent les peintres qui ont décoré le théâtre national, avant tous Iénichek et Alèch, qui est peut-être le plus original et le plus séduisant. La jeune école, qui cherche à Paris, dans le foyer le plus favorable à toutes les hardiesses, le moyen de traduire avec une fidélité plus savoureuse et plus large la lumière et la vie et dont Alphonse Moucha est le représentant le plus connu, lui doit son indépendance d'esprit et cette horreur de la banalité qui est la condition même du progrès.

A Manès se rattache directement le sculpteur Myslbeck qui a achevé son éducation artistique en France, mais qui a su sortir de sa patrie sans l'oublier. Les architectes n'ont pas plus réussi à Prague que dans le reste de l'Europe à créer un art nouveau; chez eux aussi cependant, le culte du passé a éveillé le besoin d'émancipation; la Renaissance italienne a été peu à peu négligée pour la Renaissance tchèque et pour le style *baroque* qui avait célébré à Prague ses fêtes les plus éclatantes et qui a vraiment donné sa physionomie à la ville. Les occasions ne manquent plus à l'invention des architectes, non seulement dans la métropole, mais dans de nombreuses villes de province où s'élèvent des écoles, des églises, des hôtels de ville, des établissements de bienfaisance; les banques construisent des palais; à côté de Jitek, Schoulz, qui avait déjà été chargé de terminer le théâtre national, a construit le Musée bohême dont la magnificence couronne la place de Saint-Venceslas et marque la prise de possession définitive « de la mère Prague par les fils de Tchech ».

L'ouverture du nouveau théâtre, ainsi que le remarque justement Hostinsky [1], a eu moins d'influence immédiate

1. Almanach de l'Académie des Sciences, 1899.



sur la production dramatique que sur le mouvement artistique général, en partie parce que le théâtre est toujours un des genres les plus soumis au goût de la foule et les plus lents aux transformations, en partie aussi parce que les auditeurs praguois conservent une préférence évidente pour les œuvres musicales. Sur ce terrain Smětana a eu des continuateurs dignes de lui.

De tous les compositeurs tchèques, Dvorjak est le plus populaire dans sa patrie et le plus connu au loin. Son *Stabat Mater* attira de bonne heure sur lui l'attention des connaisseurs (1883); depuis lors ses *Danses Slaves* et ses *Légendes* sont devenues classiques. Il doit la rapidité de son triomphe au pittoresque de ses mélodies, à la verve et à l'éclat de ses rythmes, peut-être aussi à son respect de la tradition. Il ne suit qu'à distance les réformateurs, on s'en aperçoit surtout dans ses opéras qui ne sont pas d'ailleurs la production la plus favorable à son génie. Musicien jusqu'au fond de l'âme, il aime pour elle-même la poésie des sons et il ne donne vraiment sa mesure que quand il rend la bride à sa luxuriante imagination, sans être gêné par le souci de la pensée ou les exigences de la déclamation; ses quatuors, ses symphonies, si pleines de verve et si riches en trouvailles exquises, un peu longues quelquefois et d'une composition un peu flottante, mais d'un charme capiteux et d'une couleur chatoyante, révèlent l'ardente fougue d'un tempérament merveilleusement doué.

Hanslick, le critique viennois, qui fut un de ses premiers admirateurs, nous le dépeint embarrassé, raide, renfrogné; ses cheveux noirs et hérissés, ses pommettes saillantes lui donnent l'air d'un Cosaque. Ce fils encore à demi-barbare de la Slavie a l'emportement de la race, la poésie spontanée, l'émotion vibrante. Fibich a plus de monde, il est plus préoccupé d'esthétique, son art est plus raffiné et plus tourmenté. Comme Wagner, dont il fut dès la première heure l'apôtre enthousiaste, c'est un envahisseur et il prétend annexer à la musique le monde entier de la pensée. Il demande pour être compris plus de travail

et d'attention que Dvorjak, il est de ces amis sûrs que l'on apprécie plus à mesure qu'on les connaît davantage et, à le pratiquer, on sent toujours mieux ce qu'il y a en lui de suc et de moelle.

Ses compatriotes le vantent plus qu'ils ne l'admirent et les journaux politiques lui reprochent de ne pas puiser assez directement aux sources indigènes; les critiques les plus indépendants et les plus sûrs, tels que Hostinsky, voient en lui le véritable continuateur de Smétana. Comme Vrchlitsky et comme Nérouda, il n'a pas cru qu'il convînt de s'enfermer derrière une muraille de Chine et il a compris que, de même que le poète ne devait pas borner son ambition à reproduire les ballades populaires, mais devait les transposer et leur infuser une vie nouvelle, le musicien avait une mission plus haute que d'incruster des refrains ruraux dans une orchestration appropriée. Il s'est préparé par de profondes et longues études à une communication plus intime avec l'âme des ancêtres et personne peut-être n'a plus profondément senti la poésie des légendes de Bohême, personne n'en a tiré des effets plus saisissants que ce cosmopolite que ne laisse indifférent aucune question esthétique et qui a emprunté à Schiller le poème de sa plus belle création. Grâce à Fibich, à Dvorjak et à Smétana, il existe désormais une école musicale tchèque, et la riche floraison des jeunes compositeurs, parmi lesquels quelques-uns sont des maîtres et dont un au moins, Kovarjovits, est déjà célèbre, prouve que la moisson récente n'a pas épuisé le sol.

Cette exubérance de vie était soulignée par l'anémie dont étaient frappés les Allemands du royaume. Le seul nom qu'ils puissent invoquer est celui du peintre Gabriel Max, dont la popularité ne saurait être ratifiée par les juges éclairés. Chez lui le sentiment dégénère en sentimentalité et les molles grâces de ses tableaux ont juste la valeur des éjaculations mystiques que récitent les pensionnaires des couvents. Il y a plus d'émotion sincère et de vérité dans Rumpler, dont les paysages et les portraits sont vraiment



des œuvres d'art, sans qu'on aperçoive là rien de profond et d'inédit. Encore y a-t-il sur ce domaine une ombre d'animation. En littérature, c'est le silence et la mort; les écrivains sont si médiocres et si indifférents que le critique, chargé dans une œuvre apologétique récente de l'inventaire de cette production, n'a eu d'autre ressource que de remonter à Hartmann et à Meissner, dont l'inspiration est tarie depuis un demi-siècle [1]. La haine est une mauvaise conseillère. La cause des Tchèques s'ennoblit par ce qui s'y rattache d'éternel et d'humain; les Allemands n'opposent à la justice des revendications slaves qu'un orgueil de race qui aussi peu scientifique que peu conforme aux traditions de leurs plus admirables penseurs, rétrécit leur âme et déforme leur esprit. Loin d'ailleurs de moi la pensée de conclure, comme certains écrivains tchèques, d'une décadence momentanée à une dégénérescence organique; j'ai seulement voulu dire que les Allemands d'Autriche sont mal orientés, et leur intérêt même leur ordonnerait de renoncer à une intolérance qui les affaiblit et dessèche chez eux les forces créatrices.

⁂

N'était-il pas étrange que le ministère ne fût pas frappé des progrès des Tchèques et qu'il leur marchandât si chichement sa justice! Ils commençaient à se lasser de ses lenteurs, et cette impatience se marquait dans les élections par quelques succès pour les radicaux. Ceux-ci avaient fait une recrue importante dans Hérold (1883), qui était né en 1850 et qui, nouveau venu dans la carrière, n'avait pas pour les anciens chefs le respect involontaire que conservaient ses compagnons plus âgés. Il représentait la génération nouvelle, impatiente de tous les jougs, et il mettait au service des passions des jeunes gens sa parole

1. Deutsche Arbeit in Bœhmen: Fürst, Die neueste Litteratur, 188 et sq.



sonore et chaude. Les modérés sentaient le terrain vaciller sous leur pieds et ils pressaient Taaffe de leur accorder quelques satisfactions, de façon à pouvoir retenir leurs électeurs chancelants. A force de batailler ils arrachèrent au ministre de la justice, Prajak, l'ordonnance du 23 septembre 1886, qui invitait les cours de Prague et de Brno, « pour éviter les traductions trop nombreuses », à se servir du tchèque dans les actes intérieurs relatifs aux procès introduits en tchèque. La mesure avait surtout une valeur symbolique : le gouvernement renonçait à regarder comme un principe intangible l'emploi de l'allemand dans le service intérieur, ce qui devait entraîner pour les fonctionnaires l'obligation de connaître les deux langues du pays. Comme toujours d'ailleurs, Taaffe avait procédé avec une timidité maladroite; on eût dit non pas un défenseur de la loi qui écarte des usurpateurs, mais un voleur qui se glisse furtivement sur un domaine étranger.

Cette attitude hésitante rendit confiance à l'opposition. La réforme électorale de 1873, très grave au point de vue théorique, avait laissé le choix des députés aux classes sociales supérieures, chez lesquelles les passions nationales étaient atténuées par l'esprit dynastique. La réforme de 1882, en déclarant électeurs les citoyens qui payaient 5 florins d'impôts directs, appela à la vie politique une catégorie nouvelle, où les sentiments étaient plus primitifs, et il se constitua dans les divers camps des groupes extrêmes, dont les programmes n'étaient pas toujours très précis, mais qui cherchaient à gagner les sympathies des masses par la truculence de leurs épithètes. Ils introduisirent dans le Reichsrath avec des exigences intransigeantes des mœurs de réunions publiques. Les plus bruyants furent d'abord les antisémites : ils se recrutaient dans la petite bourgeoisie, misérable, anxieuse et aigrie, dont les tristesses se tournaient contre les Juifs, qui occupaient dans la grande industrie et dans la haute Banque une situation prépondérante; leurs progrès furent favorisés sous main par les cléricaux qui, désireux

d'établir l'état sur une base confessionnelle, se plaisaient au réveil du fanatisme; ils furent menés au combat par un agitateur, Lueger, qui joignait à une complète absence de scrupules des talents supérieurs de tribun et qui devint un moment l'idole de la population viennoise.

L'antisémitisme est une coalition de haines et de convoitises, il n'a pas de doctrines et son apparition n'est qu'un de ces phénomènes passagers qui troublent quelques années la vie d'un État et disparaissent ensuite sans laisser de traces. Il en est autrement des Pangermanistes qui, vers 1885, commencent à prendre position et à se grouper autour de Schœnerer. L'ancienne gauche, qui suivait l'inspiration de Herbst et de Pléner, fut d'abord choquée de leurs idées et de leurs façons; elle était habituée à une polémique plus courtoise et elle unissait à ses sentiments allemands un patriotisme autrichien très vif et un profond loyalisme dynastique. Elle s'aperçut très vite que sa modération était peu goûtée des électeurs, surtout en Bohême; pour les ramener, elle haussa la voix et elle prit l'offensive.

Au mois de février 1886, le baron de Scharfschmid déposa au nom de 115 députés une proposition de loi où, sous prétexte d'interpréter l'article XIX de la Constitution qui proclame l'égalité des diverses races de la monarchie, il établissait la prédominance de l'allemand. — L'allemand est la langue d'état, et, à ce titre, la langue exclusive des administrations dans le service intérieur et dans leurs relations réciproques; toutes les décisions des administrations centrales et de la Cour suprême sont en allemand; les citoyens sont libres partout de s'adresser en allemand aux fonctionnaires publics, et dans ce cas, on leur répond en allemand. L'allemand est en principe la langue de l'enseignement aux divers degrés; dans les régions où les habitants se servent d'un autre idiome, l'autorité scolaire a toujours le droit d'entretenir des écoles allemandes; la connaissance de l'allemand est exigée des candidats à une fonction publique ou à un poste dans les

chemins de fer. Pour qu'une langue autre que l'allemand soit considérée comme langue usitée dans un ressort judiciaire, il faut qu'elle soit parlée au moins par un sixième de la population domiciliée; les inscriptions dans les registres publics sont en allemand. Quand un dialecte n'aura pas atteint un degré de développement suffisant ou que la terminologie scientifique et technique n'en sera pas assez bien connue, les autorités ne seront pas obligées de s'en servir.

Le projet de Scharfschmid était fort compliqué [1], mais le but était clair : il s'agissait de rendre impossible à l'avenir tout progrès des Slaves et de les réduire à une situation analogue à celle des Polonais en Prusse ou des Slovaques en Transleithanie. Ainsi que le remarquait l'orateur de la majorité, Madejski, les Allemands ne pouvaient défendre leur proposition qu'en se plaçant sur le terrain de la force, et il suffisait pour en juger la valeur morale de se demander quelle eût été leur attitude, si un député avait réclamé de semblables privilèges pour une autre langue que la leur.

La minorité ne se faisait aucune illusion sur le vote final et elle avait surtout cherché un prétexte d'agitation. Ses attaques virulentes troublaient le président du conseil. Aimable, bienveillant, se piquant de ménager les intérêts opposés et les passions ennemies, la pensée d'une rupture ouverte avec la gauche lui était fort antipathique et la cour ne l'eût pas suivi jusque là. Les progrès des fédéralistes y causaient déjà quelque ennui, surtout dans les cercles militaires ; le ministre de la guerre se plaignait de la difficulté de trouver des officiers de réserve qui fussent complètement maîtres de l'allemand. Ses récriminations frappèrent l'Empereur. La situation extérieure était assez troublée. La révolution de Bulgarie (août 1886)

1. Il ne distinguait pas moins de sept catégories : langue d'état, langue de l'administration, langue officielle du pays, langue usitée dans un pays, langue usitée dans un district, langue habituelle (Umgangssprache), langue maternelle, et il créait pour chacune un régime spécial, de façon toujours à réduire le plus possible l'influence des Slaves. Il rendait à peu près impossible la création des écoles de minorité pour les populations non allemandes.

et la chute d'Alexandre de Battenberg avaient inquiété l'opinion; les Magyars étaient très montés contre la Russie et, à certaines heures, une rupture ne parut pas impossible. Puis, ce fut l'agitation provoquée en Allemagne par le renouvellement du septennat militaire (1887); Bismarck évoquait le spectre boulangiste. Les Tchèques refusaient de se laisser plus longtemps traîner à la remorque de Berlin; le journal de Rieger, la *Voix du Peuple*, attaquait la Triple alliance, les étudiants de Prague envoyaient des adresses enthousiastes à leurs camarades de Paris. Les Hongrois s'émurent et le souverain s'irrita de cette intrusion sur ce domaine de la politique étrangère qu'il s'est toujours réservé avec un soin jaloux.

Taaffe très docilement suivait l'impulsion d'en haut; il était sûr de la complaisance de presque tous les députés tchèques qui avaient abdiqué leur orgueil et qui étaient résolus à conquérir à force de patience l'autonomie du royaume, « dussent-ils pour cela, suivant la parole de Rieger, ramper sous la table pour y ramasser les miettes », et il n'apercevait pas derrière eux la foule qui s'énervait et grondait. A partir de 1887, il ne parut plus occupé que de désarmer l'opposition du Parlement et on eut ce spectacle paradoxal et savoureux d'un ministre qui gouvernait contre sa majorité.

Il avait appelé à la direction de l'instruction publique, le poste le plus délicat peut-être entre tous, Gautsch de Frankenthurn, qui n'avait pas pour les Tchèques l'aversion dont ils le soupçonnaient, mais dont les imprudences provoquèrent en Bohême un concert d'imprécations (1887). Mal soutenu par ses alliés dans le Reichsrath, obligé d'accepter des mesures cléricales qui lui déplaisaient, déçu par des promesses éternellement stériles, le parti vieux-tchèque perdait peu à peu toute autorité dans le pays. La réconciliation de 1878 entre les modérés et les radicaux n'avait jamais été qu'un replâtrage : les plus avancés des Jeunes-Tchèques, qui avaient toujours accepté de mauvaise grâce la direction de Rieger et de Clam, reprirent

leur liberté d'action (mai 1887) et commencèrent une campagne très vive contre la politique de compromissions et de pourboires. Leurs accusations, fort exagérées, n'en firent pas moins une profonde impression sur les électeurs; les Vieux-Tchèques avaient proposé à la nation un programme trop ambitieux, et, quelque réels que fussent leurs succès, les gains paraissaient négligeables si on les comparait aux espoirs suscités. Surtout, une longue alliance avec la noblesse et le clergé condamnait le groupe à des compromissions qui répugnaient aux instincts démocratiques de la masse de la nation.

La situation des modérés devenait chaque jour plus difficile parce que leurs concurrents avaient relevé contre eux les idées de Palatsky, celles mêmes qui, depuis l'origine, résumaient les aspirations du peuple, et qu'ils n'avaient à leur opposer que des raisons d'opportunité. Leurs rangs s'éclaircissaient; la mort de Clam-Martinits (1887) leur enlevait un de leurs chefs les plus écoutés, un des nobles aussi qui, en dépit de toutes les divergences, conservaient une autorité réelle sur les esprits. Quarante ans de combats quotidiens n'avaient pas usé la vigueur de Rieger, mais il n'avait plus l'alerte activité des premières campagnes et il n'était plus en contact aussi intime avec les jeunes générations. Les nouveau-venus au Reichsrath hésitaient à se perdre dans un parti usé. Un brillant professeur de l'Université, Kaizl, qui avait marqué sa place dans la science par des travaux importants et que la mort devait enlever prématurément à la patrie (1901), personnifiait les tendances de ces combattants de la dernière heure qui, sans toujours se rendre un compte très précis des difficultés de la situation, cherchaient à s'affranchir des programmes surannés et s'efforçaient de concilier les ambitions mystiques et les possibilités pratiques.

Quelques-uns des maîtres les plus écoutés de l'Université prêchaient avec le candide optimisme de leur inexpérience la nécessité de substituer aux anciens mots d'ordre les formules magiques qui réconcilieraient les



anciens ennemis dans la justice et la tolérance. Masaryk, jaloux de joindre de nouveaux triomphes à ses succès littéraires, attirait les étudiants par ses rares qualités de manieur d'âmes, son érudition variée, son effort pour transformer les mœurs et les méthodes universitaires, et il les retenait par la mystérieuse grandiloquence de ses prophéties, l'intransigeance de ses anathèmes et l'infatuation naïve avec laquelle il apportait des solutions définitives. Il constitua avec Kaizl un parti qui prit le nom de Réaliste et qui s'unit aux Jeunes-Tchèques pour combattre Rieger et ses amis [1]. Les élections pour la diète de Prague (1889) prouvèrent que l'opinion se séparait très rapidement de ses anciens chefs. Presque la moitié des députés vieux-tchèques sortants ne furent pas réélus, Rieger ne passa lui-même qu'à une très faible majorité.

Très émus de cet échec, les membres modérés de la représentation tchèque à Vienne cherchèrent un appui dans le ministère et, quand celui-ci s'entremit pour préparer un accord entre eux et les Allemands, ils accueillirent favorablement ses invites. L'Empereur désirait vivement cette réconciliation. Satisfait de l'accalmie qui avait suivi l'avènement de Taaffe, il s'alarmait de voir se réveiller les haines nationales : les Allemands qui avaient déjà quitté la diète de Prague, menaçaient de se retirer du Reichsrath. Allait-il finir son règne, comme il l'avait commencé, au milieu du tumulte des passions déchaînées ? Son fils, l'archiduc Rodolphe, venait de disparaître dans une tragédie lamentable (janvier 1889).

1. On trouve tous les renseignements nécessaires sur le groupe réaliste dans le Programme général du parti démocratique tchèque (1900), et dans Herben, Dix ans contre le courant, 1898. — Son grand défaut, suivant moi, est d'avoir, en dépit de ses prétentions réalistes, des ambitions infiniment trop vastes et d'aimer les formules trop vagues; il unit, dans un mélange souvent curieux, toujours inquiétant, les aspirations des écoles socialistes occidentales et les préoccupations morales de Tolstoï. Il n'est pas douteux, quelque insupportables que soient les airs d'augure de Masaryk et l'obscurité ampoulée de ses vaticinations, qu'il n'ait répandu beaucoup d'idées justes et neuves et qu'il n'ait préparé une transformation de la politique bohême. — Mais cette transformation devra être l'œuvre de vrais réalistes.



L'héritier du trône était désormais le neveu de Francois-Joseph, François-Ferdinand [1] : son avènement ne soulèverait-il aucune difficulté [2] ?

La presse européenne discutait ouvertement des plans de partage de la monarchie autrichienne, et, bien que le péril me semble assez imaginaire, il était impossible que l'Empereur ne fût pas alarmé de ces sinistres pronostics. Le danger venait naturellement d'abord de l'Allemagne, et la mort de Guillaume Ier (1888) semblait lui donner un caractère d'urgence. Guillaume II, jeune, exubérant, d'une éloquence un peu tumultueuse, avait grandi au-milieu des triomphes militaires et il était permis de se demander s'il ne voudrait pas réunir sous sa domination toutes les tribus germaniques. Pour le moment, l'opinion dans son Empire semblait assez peu belliqueuse. Serait-il impossible cependant de déchaîner de nouveau les colères chauvines, et la question bohême ne se prêtait-elle pas aussi bien que celle des duchés danois aux déclamations d'une presse très disciplinée et docile aux moindres impulsions du gouvernement ? Quelques-uns des professeurs les plus populaires étaient tout prêts à continuer l'œuvre des Dahlmann et des Treitschke. Le moyen le plus naturel pour désarmer leurs ambitions n'était-il pas de les intéresser au maintien de l'Autriche, en rendant aux Habsbourgs leur rôle traditionnel de protecteurs de la race germanique ?

Les progrès inattendus du parti radical bohême, que François-Joseph soupçonnait de projets révolutionnaires et presque de trahison, l'irritèrent et le disposèrent à accueillir favorablement les insinuations de ceux de ses conseillers qui désiraient un rapprochement avec la gauche. — J'ai été surpris du résultat des élections, disait-il à un député morave (11 juillet 1889) ; la popula-

1. Le frère de François-Joseph, Charles-Louis, père de François-Ferdinand, est mort en 1896.

2. Depuis lors, François-Ferdinand, pour épouser la comtesse Chotiék, a dû renoncer à tout droit sur la couronne pour les enfants qui naîtraient de ce mariage. La couronne reviendrait ainsi à ses neveux, les fils d'Othon-François-Joseph.

tion rurale a vraiment donné là un certificat d'indigence de son intelligence. C'est une singulière société qui prend le dessus, il faut réagir énergiquement. — Les Vieux-Tchèques subirent docilement l'impulsion de la cour et ils acceptèrent volontiers l'idée de conclure avec les nobles et les Allemands modérés une ligue conservatrice; au mois de janvier 1890, ils signèrent un projet de Compromis.

Ils commirent une faute capitale en excluant des négociations les délégués des Jeunes-Tchèques et ils semblèrent ainsi sacrifier à des rancunes personnelles les intérêts généraux du pays. Il est évident qu'un traité doit fatalement imposer aux deux races en présence des sacrifices pénibles et il n'eût pas fallu moins que l'effort unanime de ses chefs pour obtenir de la nation tchèque l'abandon de quelques-uns des points essentiels de son programme. Les radicaux eurent beau jeu pour dénoncer dans le traité de Vienne un complot des réactionnaires, qui, pour sauver leur influence menacée, achetaient l'appui des Allemands par des concessions indignes.

Le Compromis prévoyait la division du Conseil d'agriculture et du Conseil scolaire de Bohême en deux sections nationales qui ne se réuniraient que pour traiter les questions communes. Une *école de minorité* serait instituée aux frais du pays dans les communes qui compteraient quatre-vingts enfants d'une autre nationalité en âge de recevoir l'instruction et dont les pères y seraient domiciliés depuis trois ans; le chiffre de quarante enfants suffirait, si les parents étaient établis depuis cinq ans dans la localité. Les circonscriptions administratives et judiciaires seraient remaniées de manière à grouper autant que possible les populations de même race. La cour d'appel de Prague serait divisée en deux Chambres, tchèque et allemande, et vingt-six conseillers seulement seraient tenus de connaître les deux langues; les quinze autres pourraient ne savoir que l'allemand. Chacune de ces deux chambres formerait pour les questions disciplinaires et personnelles une commission distincte, dont relèveraient les tribunaux infé-

rieurs suivant leur nationalité; elles délibéreraient isolément sur les nominations; quant aux tribunaux secondaires et au personnel inférieur, le ministère tiendrait compte des besoins réels du service et la loi sur les langues du 19 avril 1880 serait amendée. Pour les administrations communales, Prague serait considérée comme une commune mixte, et non pas Reichenberg. La loi électorale serait revisée dans le sens d'une répartition des sièges plus conforme à la réalité et à la justice. Les curies des villes et des campagnes seraient remplacées par deux curies nationales, et les lois qui auraient en vue une réforme de la constitution et de la loi électorale ou qui tendraient à régler l'usage de la langue dans la vie publique, ne seraient adoptées qu'après avoir réuni la majorité dans les trois curies séparément [1].

Les centralistes crièrent victoire. — Nous croyons, disait Pléner, que les Allemands ne seront pas mécontents..... Ce n'est pas seulement un succès pour les Allemands de Bohême, le projet fortifie la situation de tous les Allemands de la monarchie. — Il est rare, disait-il une autre fois, qu'une minorité amène la majorité à lui donner satisfaction sur la plupart des points. Quand, il y a quelques années, nous avons demandé la division de la Bohême en deux parties, le tolle fut général. Jamais, jamais ils n'accepteraient un régime qui compromettrait l'unité du Royaume, jamais ils ne consentiraient à la formation d'un territoire fermé allemand. Ils y sont pourtant venus. — Tout le système du droit d'état est en loques, écrivait la *Neue Freie Presse* (28 janvier 1890); la politique du gouvernement en matière de langue est détruite, le fédéralisme est vraiment vaincu.

1. Srb, p. 774. Les pièces essentielles relatives au Compromis sont réunies dans Menger, Der bœhm. Ausgleich, 1891.— Menger s'efforce de démontrer que le traité était très favorable aux Tchèques. Son argumentation est viciée par son point de départ; il suppose, en effet, en principe que l'allemand est par définition la langue de l'Autriche: par conséquent chaque fois que le slave n'est pas complètement supprimé, c'est par une grâce des Allemands. Son livre est, d'ailleurs, bien composé, clair et fort intéressant.



Les Jeunes-Tchèques avaient beau jeu à dénoncer la *trahison* de Rieger. — Tout d'abord, le Compromis ne s'appliquait qu'à la Bohême et abandonnait aux entreprises de leurs adversaires les Slaves de Moravie et de Silésie, moins bien organisés pour la résistance. En Bohême même, on reconnaissait aux Allemands un domaine intangible où ils pourraient à leur aise préparer l'union avec l'Empire germanique ou organiser un retour offensif; en attendant, en même temps qu'ils refusaient au slave tout droit dans les régions qu'ils occupaient, ils réclamaient une égalité complète dans les districts tchèques. Les clauses du Compromis autorisaient les pires usurpations. « Tout ce que nous avons pu redouter aux heures les plus sinistres de notre histoire, disait le manifeste des Jeunes, le morcellement du Royaume, la destruction de l'unité de notre race, l'anéantissement des minorités slaves en territoire germanique, la domination de l'allemand, est réalisé par le traité. Il constitue et établit sur les bases les plus solides un territoire allemand fermé en Bohême, tandis que le territoire tchèque est ouvert à l'invasion étrangère. Notre existence nationale est menacée, et Dieu veuille que le péril ne s'étende pas jusqu'à l'existence même de la monarchie [1]. »

Comme il arrive d'habitude, l'opposition forçait singulièrement la note, et le Compromis aurait eu besoin d'être amélioré plus qu'il ne méritait d'être rejeté en bloc. L'idée même de la formation de groupes administratifs et judiciaires qui ne comprendraient autant que possible que des habitants de même race était facile à réaliser et excellente ; elle a été reprise depuis par le parti réaliste et elle est acceptée en général par l'opinion publique ; elle est la première et l'indispensable condition d'une réconciliation sincère. La loi sur les langues de 1880, dont le principe était parfaitement juste, n'avait en réalité jamais été complètement appliquée et elle donnait lieu aux objec-

1. Srb, p. 786.



tions pratiques les plus sérieuses. Exiger que tous les fonctionnaires connussent à fond les deux langues dans toutes les parties du Royaume, c'était sacrifier des intérêts respectables à des considérations d'amour-propre et faire le jeu des énergumènes qui avaient intérêt à attiser le feu; c'était compromettre gratuitement la cause tchèque elle-même qu'il importait de dégager de tout ce qui pouvait avoir une apparence de tracasserie et d'usurpation. « Nous n'abandonnons rien de notre programme, disait plus tard Kaizl dans un discours-programme (13 déc. 1895), et nous ne renonçons pas à l'espoir de créer un État fédéral; mais ce droit d'état tchèque et cette constitution fédérale, nous ne nous proposons nullement de les réaliser malgré nos compatriotes allemands et par leur asservissement; nous espérons au contraire que ce changement s'opérera de leur aveu et même avec leur concours. Nous avons renié tout le vieux radicalisme romantique; nous savons que ces changements ne s'accompliront pas en une fois et que nous ne réaliserons pas notre idéal en un tour de main. Il s'agit de donner une direction opposée à une très ancienne évolution historique; cela suppose une série d'étapes et nous comptons pour cela sur l'appui de la diète, et, je le répète, sur le concours de nos compatriotes allemands. »

La première condition de ce concours, c'était que les Allemands fussent absolument sûrs que leurs droits n'étaient en rien menacés : la division du pays en deux régions administratives distinctes et la formation de curies nationales à la Diète étaient donc la préface de tout apaisement durable. Les Tchèques qui s'y opposaient dans la crainte que l'unité du Royaume ne fût ainsi brisée, commettaient une erreur analogue à celle de Louis XIV quand il proscrivait les protestants dont il redoutait les sympathies hollandaises ou à celle des antisémites contemporains. La solidarité matérielle et morale des citoyens, qui est la seule base solide de l'existence d'un État, a sa source essentielle dans le sentiment intime des habitants qu'aucun groupement différent ne saurait mieux garantir leurs intérêts vi-



taux. La moindre tentative pour réduire à une situation subordonnée une minorité aussi nombreuse, aussi influente, aussi riche, que les Allemands de Bohême, aboutirait nécessairement à une rupture violente, à une guerre civile et au morcellement définitif, sinon même, ce qui est plus probable, à l'écrasement des Tchèques. Il est au contraire extrêmement vraisemblable que, du jour où les Allemands ne se croiraient plus exposés à une tyrannie étrangère, les influences historiques, géographiques et économiques, reprendraient leur valeur et que le patriotisme bohême-allemand, aujourd'hui fort ébranlé, renaîtrait pour la plus grande prospérité commune. On ne voit pas qu'il existe des Pangermanistes en Suisse ou en Hollande ou de parti français en Belgique ou en Suisse.

L'idée maîtresse du Compromis était donc heureuse et juste et il faudra bien y revenir sous une forme ou une autre. Il est évident seulement que la première impression devait être pénible pour les Tchèques : le traité froissait les idées de domination qui, bien que toujours repoussées officiellement par les députés nationaux, s'étaient nécessairement développées dans la persistance du combat et fermentaient sourdement parmi la masse. S'il n'entraînait pas l'abandon du programme historique, il en subordonnait l'exécution au consentement des Allemands, ce qui était naturel et juste, mais ce qui en altérait le caractère. La foule, déjà fort mécontente de l'attitude de ses représentants à Vienne, tirée brusquement des illusions dans lesquelles elle se complaisait, vit dans le pacte qu'on lui proposait une véritable duperie, et il fut d'autant plus facile d'exploiter sa déconvenue et d'exaspérer son humeur que Rieger, dans son désir de conciliation, avait oublié certaines clauses indispensables. Il eût été ainsi nécessaire d'obtenir pour les Slaves de Silésie et de Moravie certaines garanties primordiales, la création d'une université tchèque à Brno par exemple et une répartition plus équitable des gymnases; il eût fallu établir que le tchèque deviendrait la langue du service intérieur dans les circonscrip-

tions administratives slaves et que, dans tous les cas, il serait placé sur le même rang que l'allemand. Ces modifications n'auraient peut-être pas été repoussées par Pléner et ses amis qui désiraient réellement à ce moment la fin du conflit. Taaffe, suivant sa coutume, avait voulu être trop habile : une fois de plus, il avait dicté aux Tchèques des clauses léonines ; il ne réussit ainsi qu'à déchaîner de nouvelles guerres, parce que la masse de la nation refusa d'endosser l'engagement de ses chefs.

Sous sa forme incomplète et obscure, le compromis prêtait le flanc aux plus sérieuses objections et les radicaux eurent beau jeu à en dénoncer les périls. En quelques jours, la Diète reçut deux mille adresses de protestation, couvertes d'innombrables signatures. Les décrets hâtifs et maladroits de Schœnborn, le ministre de la justice, qui forma à la Cour de Prague une Chambre mixte et une Chambre allemande dont les quatorze juges n'étaient pas tenus de savoir le tchèque (5 février 1890), soulignèrent d'une façon brutale l'arrière-pensée de la Cour. Parmi les Vieux-Tchèques, un groupe n'avait accepté le Compromis que par déférence pour Rieger et il était visiblement ému par l'attitude des électeurs. La loi qui ordonnait la division du Conseil d'instruction publique de Bohême en deux sections nationales ne fut votée (juin 1890) qu'après un débat acharné, et l'opposition réunit 52 voix contre 167 ; il fut dès lors probable que le cabinet n'aurait pas dans la diète la majorité des deux-tiers nécessaire pour les articles qui touchaient à la Constitution. Chkarda faisait voter malgré les Allemands une résolution qui invitait le gouvernement à présenter à l'assemblée un règlement relatif à l'organisation des tribunaux et à l'emploi des deux langues du pays dans l'administration.

C'était le nœud du débat et Rieger supplia Taaffe de déclarer le tchèque langue du service intérieur dans les régions slaves. Il n'y avait aucun autre moyen d'assurer le vote du Compromis. Malheureusement le ministre et



l'Empereur se trompèrent sur la puissance de l'opposition et ils ne virent dans les résistances qu'ils rencontraient à Prague qu'une intrigue dont ils auraient facilement raison. Quand la diète rouvrit ses séances (octobre 1890), les Jeunes-Tchèques étaient pleins de confiance et les hésitations de la majorité apparaissaient toujours plus clairement. Dans la discussion sur la division du Conseil d'agriculture, une proposition de Mattouch qui demandait que le président et les deux représentants du gouvernement sussent les deux langues du pays, fut acceptée par 117 voix contre 89. Pléner déclara dès lors qu'il ne croyait plus au succès des négociations, et les Allemands refusèrent de prendre part à l'Exposition de Prague (1891).

Le parti jeune-tchèque ne comptait que des victoires. En Moravie, les libéraux gagnaient 6 sièges; en Silésie, les Slaves remportaient des succès inattendus : était-ce le moment de les livrer sans défense à leurs adversaires? — Les réalistes, avec Masaryk et Kaizl, se rapprochaient des *Narodni Listy;* le club vieux-tchèque se brisait et le groupe de Chkarda soutenait dans les questions essentielles Hérold et Grégr. Les violences des Allemands achevèrent de persuader la foule qu'un essai de conciliation ne serait qu'une duperie. Aux élections pour le Reichsrath (février 1891), les Vieux-Tchèques ne réussirent à faire élire qu'un seul de leurs candidats dans la curie des villes (à Tabor); dans les campagnes, ils avaient été complètement écrasés. Ils s'inclinèrent devant le verdict du pays et déclarèrent que pour le moment ils laissaient la direction au parti qu'avait désigné l'opinion. Le Compromis était enterré.

L'exposition de 1891 (mai-octobre) s'ouvrait sous cette impression. Elle fut très brillante et très gaie, attira beaucoup d'étrangers, Russes, Français. La police, maladroitement, interdit quelques démonstrations inoffensives, et ses rigueurs, qui formaient un étrange contraste avec la tolérance dont jouissaient les manœuvres pangermanistes, ajoutèrent un piquant ragoût à l'enthousiasme universel. Les



Tchèques sont un peuple jeune et ils apportent dans la vie politique une imagination enfantine et souriante; ils ont toujours eu avec le sens de la mise en scène l'amour des manifestations et leurs convictions s'y réconfortent. Les voyageurs étaient frappés de l'harmonie du spectacle, du goût avec lequel les fêtes étaient ordonnées, de la bonne grâce de la population, de la rapidité des progrès accomplis.

Sans doute, l'habileté des organisateurs ne voilait pas complètement certaines lacunes; les industries textiles, par exemple, concentrées dans les districts septentrionaux autour de Reichenberg, n'étaient presque pas représentées, et l'absence des Allemands, qui conservent une incontestable avance économique, ne permettait pas aux visiteurs de se faire une idée complète de la remarquable activité de ce pays que la nature a doté de trésors si variés. Même au point de vue industriel pourtant, il était visible que les Tchèques commençaient à s'affranchir de leur longue infériorité; leurs hauts-fourneaux, leurs fabriques de machines, leurs verreries exposaient des articles de premier ordre, les sucreries et les industries agricoles se développaient, les capitaux devenaient plus abondants; les statistiques révélaient l'immense effort accompli par le peuple pour développer l'instruction et fortifier le patriotisme. Dans la clarté sereine des jours d'automne, au milieu de ce merveilleux paysage de Prague, on était comme enveloppé par la prière du peuple qui jugeait son œuvre bonne et demandait qu'on lui accordât la juste récompense à laquelle il avait droit.

Quand, au lendemain de ces messes patriotiques, le ministère proposa à la Diète de Prague de reprendre la discussion du Compromis, même ceux qui le jugeaient acceptable, le défendirent sans conviction (mars 1892). Depuis trois ans, la vie politique en Cisleithanie n'était que le prolongement de la lutte engagée en Bohême. Par un singulier retour, les Allemands, qui déniaient toute influence aux diètes particulières, en étaient arrivés à ce



résultat que le Reichsrath n'était qu'un reflet du Landtag.

Taaffe continuait à administrer, par habitude ; il ne gouvernait plus. Il ne s'était pas rendu compte que la Constitution de 1867 était inconciliable avec un régime qui ne serait pas fondé sur l'oppression violente des Tchèques et il s'épuisait à soutenir un système dont il avait ruiné les bases et qui s'écroulait par morceaux. Il appelait à l'aide, pour le soutenir, les centralistes, et, comme leur intérêt était manifeste, il espérait qu'ils ne lui marchanderaient pas leur appui ; fidèle d'ailleurs à ses pratiques constantes, il chicanait et lésinait, et ses finasseries éternelles lassaient ses partenaires. Bien qu'il aimât le pouvoir, il était assez galant homme pour y renoncer sans hésitation du jour où son devoir et son honneur l'exigeraient, et son ambition était incapable de concessions qu'il jugeait incompatibles avec l'intérêt de la monarchie. Très attaché au souverain, il se défiait des Allemands dont il sentait la fidélité conditionnelle et qui, dès qu'on examinait leurs droits, se rappelaient qu'ils avaient à côté une somptueuse maison où ils seraient accueillis à bras ouverts. C'était une des conséquences, non pas la moins fâcheuse, du régime centraliste. Pour soustraire les Allemands à l'attraction de l'Empire, il eût fallu les encadrer dans de petites patries où ils fussent très libres et très occupés de leurs affaires propres. Dans l'Autriche actuelle, leurs pensées sont nécessairement dirigées vers la domination ; la Charte de 1867, qui les place entre la dépendance ou l'hégémonie, les voue à la folie des grandeurs et les force à se regarder comme l'avant-garde de la Prusse. Taaffe devinait leurs réserves secrètes, sans avoir le courage de tenter les réformes profondes qui eussent radicalement amélioré la situation. Il demeurait prisonnier des vieilles formules ; il avait une idée claire qui était de combattre le morcellement de la monarchie ; seulement, y réussirait-il mieux en réduisant les Allemands à l'impuissance ou en comblant leurs désirs? — Sur ce point capital, il n'arrivait pas à prendre parti.



Les avances qu'il leur faisait de temps en temps ne les ramenaient pas, parce qu'il ne se livrait jamais sans arrière-pensée. Il leur avait sacrifié Dounajevski, dont ils avaient horreur (fév. 1891); le nouveau ministre des finances, Steinbach, était un spécialiste intelligent qui ne compromit pas les résultats acquis par son prédécesseur et prépara la reprise des paiements en or. Il y fallait du temps et le marché avait toujours besoin de ménagements. Taaffe avait raison cependant de se vanter de l'amélioration économique générale; les impôts rentraient plus facilement, les recettes des chemins de fer augmentaient, le change s'améliorait, la bourse retrouvait quelque activité. Le ministre supposa sans doute que les circonstances étaient favorables pour des élections générales et il prononça la dissolution du Reichsrath.

Le Nouveau Parlement (mars 1891) fut le plus bigarré et le plus flottant qu'on eût encore jamais vu; la majorité y dépendait de petits clubs dont il était impossible de deviner les aspirations ou de pressentir les desseins : *le tiers-parti de Coronini* groupait ceux des Grands-Propriétaires qui ignoraient s'ils étaient plus allemands ou plus ministériels; les *Socialistes-Chrétiens*, cléricaux honteux, affectaient des allures de démagogues. La gauche et l'extrême gauche allemande ne comptaient que 130 voix et, même avec l'appui du centre gauche, elles ne suffisaient pas à former une majorité. La droite était très divisée; les Conservateurs catholiques et les Slovènes cléricaux ne frayaient pas volontiers avec les 35 Jeunes-Tchèques ; les Polonais se réservaient, suivant leur habitude, et attendaient le vent. Taaffe essaya de gouverner avec les modérés et, pour plaire aux Allemands-libéraux, il tenta de réaliser ceux des articles du Compromis qui leur tenaient le plus à cœur : c'est ainsi qu'il prépara une nouvelle répartition des circonscriptions administratives et judiciaires de Bohême, de manière à amorcer la formation d'un territoire germanique fermé.

Le 23 avril 1892, le ministre de la justice ordonnait l'in-



stallation d'un Tribunal de première instance à Weckelsdorf (Teplitse). C'était un moyen d'imposer aux Tchèques le Compromis qu'ils repoussaient. Ils répondirent en accusant Schœnborn d'avoir violé la constitution et demandèrent sa mise en accusation. Masaryk, avec une vigueur et une précision qui provoquèrent une vive émotion, dénonça le péril qui menaçait, non seulement les Tchèques, mais la monarchie entière.

Un parti puissant chez nos voisins, dit-il, prétend établir l'hégémonie de la race germanique dans le monde entier; la conquête de l'Autriche est à ses yeux la première étape de cette marche à l'étoile. Hegel saluait déjà dans les Allemands le peuple de Dieu, et Hartmann réclame l'extermination des peuples qui n'acceptent pas de se perdre dans l'océan germanique. Aujourd'hui, ces idées ne se présentent plus seulement sous une forme philosophique, elles sont devenues un programme politique, elles ont suscité un interprète éloquent dans Paul de Lagarde, dont l'activité n'était pas épuisée par ses travaux d'orientaliste et qui a proposé à ses compatriotes un vaste plan de colonisation de l'Autriche. A son appel, une armée est sortie du sol, des comités se sont organisés, et cette croisade a son avant-garde dans le *Schulverein* qui inspecte le terrain et fixe d'avance les points faibles à occuper. Les événements d'Eger et de Reichenberg ne laissent aucun doute sur la gravité de ces menées; plus redoutables encore sont les symptômes qui montrent combien la monarchie entière est minée par cette propagande de l'étranger. Un professeur du Theresianum enseigne que l'Autriche est une colonie allemande et qu'elle a pour mission de germaniser les Tchèques et les Slovènes. Nous n'avons pas de haine contre les Allemands, à condition qu'ils respectent nos droits : l'évolution historique qui a amené la fondation du royaume de Hongrie doit aboutir à la formation d'un royaume de Bohême, et cette évolution, elle est la condition du maintien de l'Autriche, qui n'est pas moins menacée par l'Allemagne que la France elle-même (18 nov. 1892). —



Vous dénoncez les hommes qui prévoient la dissolution de l'Autriche, lui répliqua un député silésien, Menger, et nous les blâmons également. Sont-ils coupables cependant de haute trahison, comme vous et les défenseurs du droit d'état. Il fut interrompu par les exclamations indignées de la majorité. — Oui, je le répète, il n'y a pas d'un bout à l'autre de l'Autriche un seul Allemand qui ne voie dans le Droit d'État un aveu de haute trahison.

Les passions qui fermentaient firent brusquement explosion. Il est impossible, écrivait le *Wiener Tagblatt*, de décrire le tumulte. Pas un député n'est à sa place, les spectateurs des tribunes crient et sifflent. Les Jeunes-Tchèques, comme fous et soutenus par les Slaves du Sud, hurlent : Rétractation ! Rétractation ! — La gauche vocifère : Croyez-vous que nous allons tout supporter ! Continuez, Menger. Laissez parler ! Bravo ! Voilà un homme ! Il nous en faudrait plusieurs comme lui ; on les forcerait bien à se taire ! — On ne voit que bras levés et bouches ouvertes. — Vous vous prétendez un peuple civilisé, prouvez-le ! — Rétractation ! Des excuses ! — C'est donc ainsi que vous traitez les Allemands en Bohême. — Le président avait rappelé Menger à l'ordre. Les centralistes protestèrent. Engel, qui a une voix de stentor, s'avança au premier rang et rallia les Jeunes-Tchèques : il ne parlera pas, il ne parlera pas. — Après une longue lutte, il fallut lever la séance (18 nov.).

Ces violences eurent leur épilogue dans la Diète de Prague. Quand le Maréchal voulut, malgré le règlement, mettre à l'ordre du jour le projet relatif à l'établissement d'un nouveau tribunal à Trautenau, le rapporteur fut assailli par une bordée de sifflets ; le tumulte recommença chaque fois qu'il essaya de prendre la parole. Il fit mine de dicter son discours aux sténographes : ils furent houspillés, bombardés de projectiles ; plus d'un parmi eux était Slave et refusait de faire le jeu des Allemands. Les tribunes applaudissaient les Tchèques : « Cent mains sont en l'air, cent bouches crient, les poings tombent sur les tables, les pupitres se brisent » (Séance du 21 avril 1893). —



De guerre lasse, le Maréchal déclara la session close.

On était vraiment dans un état révolutionnaire. Les Allemands avaient violé la loi en tournant le règlement et les Tchèques avaient repoussé la force par la force. L'agitation se propageait du Parlement dans la rue et elle prenait un caractère anti-dynastique. L'hymne autrichien était accueilli par un silence significatif et les spectateurs entonnaient la *Marseillaise*. Des centaines d'étudiants et d'ouvriers, portant des insignes panslavistes, allaient manifester sur le champ de bataille de la Montagne-Blanche; des réunions nombreuses réclamaient le suffrage universel, et les agents de police qui essayaient de les disperser, étaient malmenés par la foule. Le 17 août 1893, les musiques militaires qui donnaient un concert sur la place de la Vieille-Ville à l'occasion de l'anniversaire de l'Empereur, étaient huées par les spectateurs; puis des bandes de manifestants se répandaient dans les rues, conspuaient les Allemands et cassaient les vitres du club de la noblesse. On redoutait des troubles plus graves pour le 12 septembre où les patriotes devaient fêter en grande pompe le rescrit par lequel l'Empereur avait en 1871 solennellement reconnu les droits de la Couronne de Saint-Venceslas.

Les gouvernements, qui n'ont pas su mériter par leur tenue le respect des peuples, ont recours à la violence: pour justifier les mesures d'exception auxquelles ils étaient acculés, les agents de Taaffe, suivant la pratique consacrée, inventèrent le complot de *l'Omladina*.

Il s'était formé, en 1889, un groupe de jeunes progressistes qui avaient pour organe le *Journal des Étudiants*. C'était un parti radical-socialiste, à tendances un peu vagues, et leur programme s'inspirait des formules de Belleville (1869), nuancées de quelques vagues réminiscences de Bakounine. Ils prêchaient la réconciliation des classes et voulaient préparer les masses au rôle prépondérant qui devait nécessairement leur revenir bientôt. Ils furent amenés par là à entrer en relation avec les ouvriers.

Avant même la fin de l'ère absolutiste, quelques écri-



vains avaient compris la nécessité d'améliorer la condition des classes laborieuses et Chimatchek, dans le *Messager du Peuple*, avait prêché avec une éloquence émue et emphatique les bienfaits de l'association. Un peu plus tard, en 1867, un groupe d'ouvriers avait fondé un journal, le *Travailleur*, que rédigeait un avocat, Chléborad. Il se rattachait à l'école des économistes classiques et sa polémique ne révèle aucune trace d'influences socialistes proprement dites. Cela s'explique aisément : l'industrie tchèque était encore peu développée, les patrons étaient en général allemands, et les désirs d'affranchissement économique se confondaient avec les pensées d'émancipation politique. Comme cependant les résultats des entreprises fondées sous l'inspiration de Chléborad furent assez médiocres, quelques ouvriers pensèrent à se soustraire à l'action de guides qui connaissaient mal leurs besoins; des syndicats corporatifs se constituèrent, et, sous l'inspiration des doctrines de Marx et de Bebel, des groupes isolés commencèrent à se demander s'ils avaient vraiment intérêt à prendre parti dans les querelles qui mettaient aux prises la bourgeoisie des deux races.

Comme il est si souvent arrivé un peu partout, les inspirateurs officiels de la politique tchèque, même les plus libéraux, au lieu de chercher à comprendre la raison de cet état d'esprit et de donner satisfaction à des demandes légitimes, excommunièrent les dissidents et invoquèrent contre eux l'appui de la police et des tribunaux. Cette tactique, peu généreuse, favorisa la propagande des socialistes-internationaux qui tendaient peu à peu à écarter les questions de race et à unir tous les travailleurs dans une lutte commune contre les patrons. Cette évolution fut d'ailleurs très lente et, comme le capital, malgré le progrès relatif des Tchèques, restait en grande partie concentré entre les mains des Allemands et des Juifs, le mouvement ouvrier conserva, en dépit de manifestations retentissantes, un caractère anti-germanique et antisémite. Les théoriciens, dociles aux leçons de



Liebknecht et de Bebel, avaient beau parler de la fraternité universelle : quand les ouvriers tchèques allaient demander du travail dans les districts septentrionaux, ils étaient exposés à des avanies multipliées, et leurs rancunes, mal éteintes, se réveillaient facilement. Ils supportaient impatiemment la direction de Vienne et demandaient une organisation moins rigide. Les jeunes gens surtout désiraient une action plus libre et un programme plus approprié à leur condition. Ils étaient suspects aux pontifes du parti, qui les accusaient d'opportunisme, et cela les rapprocha des étudiants avancés qui étaient aussi fort sévèrement traités par les Jeunes-Tchèques. Ainsi se forma en 1893 un parti *du Progrès* qui eut ses journaux; l'*Indépendant*, le *Nouveau Courant*, le *Journal de Prague*, etc., et qui recruta d'assez nombreux adeptes, en particulier dans cette région de Kolin où s'est toujours conservé depuis le xve siècle un foyer révolutionnaire.

Le nouveau groupe se composait presque exclusivement d'adolescents, son programme était nébuleux et grandiose, ses conceptions, généreuses et obscures. Ils poursuivaient le plein développement de l'individu et la ruine des institutions qui gênaient l'expansion de la personnalité. Ils attachaient un grand prix au rétablissement de la nationalité tchèque et ils ne croyaient pas qu'elle eût nécessairement pour condition l'existence de l'Autriche; ils rêvaient une république fédérale, bien que le moment ne leur parût pas venu d'exposer leurs aspirations dernières. Les autorités les surveillaient de près, leurs journaux étaient régulièrement confisqués et le gouvernement les recommandait à l'attention spéciale des commandants de gendarmerie et des commissaires de police. Leur influence réelle était très faible et leurs moyens, d'action, à peu près nuls; le gros de leur peloton était formé d'enthousiastes parfaitement inoffensifs qui aboyaient à la lune et qui, après avoir jeté leur gourme, étaient destinés à devenir de parfaits notaires et des bourgeois timorés.

A côté de ces progressistes, il y avait en Bohême un



grand nombre de sociétés de jeunes gens, plus ou moins régulièrement constituées, clubs d'amateurs de théâtre, conférences d'étudiants, comités d'études sociales. On y pérorait beaucoup, on s'y disputait avec frénésie. Au milieu de ces compagnies rôdaient quelques louches agents qui écoutaient, ne comprenaient pas toujours et, pour mériter leurs gratifications, présentaient les faits sous le jour le plus fantaisiste, souvent même les inventaient de toutes pièces. Les chefs de la police, trompés par ces rapports, désireux aussi de prouver leur zèle, finirent par soupçonner l'existence d'une redoutable société secrète dont les meneurs dirigeaient les manifestations populaires et préparaient dans l'ombre un attentat révolutionnaire, l'Omladina, la Jeunesse[1].

Il est très vraisemblable que quelques radicaux tchèques avaient été mêlés aux troubles de 1893, bien que la preuve juridique n'en ait pas été faite. L'accusation constata de plus que beaucoup de ces jeunes gens lisaient volontiers des livres révolutionnaires et que leur enthousiasme dynastique était tiède. — Indices peut-être un peu maigres pour étayer un procès de haute trahison!

Le 12 septembre (1893), la foule se dirigeait vers l'île de Jofyn où les députés jeunes-tchèques avaient organisé un banquet. Deux commissaires de police interdirent la réunion et, comme les habitants ne se retiraient pas assez vite, les agents mirent sabre au clair et dispersèrent les manifestants. Le lendemain, le petit état de siège était proclamé à Prague et dans les faubourgs; les arrestations avaient déjà commencé plusieurs jours auparavant; on mit ainsi sous les verroux deux ou trois cents personnes, au premier rang naturellement les rédacteurs des journaux progres-

1. Je me suis servi pour l'histoire de cet épisode du compte rendu détaillé du procès, publié par Tchijék et Hajn (Kolin, 1894). — Mlady en tchèque signifie jeune. Le nom d'Omladina est d'origine serbe, il a été introduit dans l'histoire en 1848 par des étudiants qui s'étaient réunis à Presbourg pour relever leur nationalité. La société de l'Omladina fut réorganisée en 1866 à Novi-Sad et joua un rôle important dans la politique de l'Europe orientale jusqu'en 1872.



sistes, Rachin, Sokol, Hajn, Chkaba, tous les prétendus chefs du complot qui, disait un des délateurs, « avaient été si prudents qu'ils faisaient tout exécuter par les autres affiliés et ne prenaient part eux-mêmes à aucune démonstration ».

La suite du procès répondit à ce début. On retint définitivement 77 accusés, au petit bonheur; quelques-uns restèrent six mois en prison préventive. Le tribunal était en réalité fort embarrassé, quand un certain Mrva, dont le rôle dans cette histoire avait été des plus suspects, fut assassiné (23 décembre). — Vite, la police ordonna l'arrestation du secrétaire du club des députés tchèques, Tchijek, essaya même d'impliquer Hérold dans l'affaire. Les coupables, qui furent bientôt découverts, étaient deux gamins, à l'esprit faible — « Mrva, dit l'un d'eux devant la cour, m'avait trahi, m'avait fait arrêter, m'avait enlevé mon gagne-gain; je le haïssais. Il m'a raconté lui-même qu'il recevait de l'argent pour livrer ses camarades et il les excitait à des actes illégaux. Quand nous l'avons entendu chanter l'hymne : celui qui brûle pour la liberté, où l'on voue les traîtres à la mort, nous avons résolu de le punir[1]. » Ce « Fumier »[2] était un dégénéré, tourmenté par un besoin maladif de tapage, qui, suivant l'expression du procureur du roi, « se vantait volontiers et, dans l'intention de donner de lui une bonne impression, usurpait le titre d'agent secret ». Les rapports de ce pseudo-mouchard formèrent la base essentielle de l'acte d'accusation. On appela cependant aussi en témoignage quelques condamnés de droit commun, qui le plus souvent s'enfermèrent dans de vagues formules. Dès qu'ils se risquèrent à avancer un fait précis, ils furent démentis par des preuves irrécusables. A plusieurs reprises, ils se rétractèrent. Le procureur avoua qu'il n'avait jamais rencontré autant de faux-témoignages; il les expliqua par la terreur qu'exerçait toujours l'Omladina. Les accusés dé-

1. Procès de l'Omladina, p. 326.
2. Mrva signifie en tchèque charogne, fumier.

montrèrent que les mouchards avaient emprunté à un roman de Sabina le projet de complot qu'ils leur attribuaient; on leur coupa la parole. Les avocats, après de vains efforts pour que les droits de la défense fussent respectés, furent obligés de renoncer à leur tâche. Cela n'empêcha pas la cour de condamner Sokol à trente mois de détention, avec un jour de jeûne tous les trimestres; 68 autres accusés se partagèrent quatre-vingt-seize années de prison; un des condamnés avait seize ans.

L'état de siège à Prague, un procès stupide et odieux, les passions déchaînées, le souverain impopulaire, c'était là un triste épilogue d'un ministère qui avait pour programme la réconciliation des peuples. Steinbach suggéra au cabinet l'idée d'une réforme électorale, qui détournerait les esprits des questions pendantes. Le moyen ne déplut pas à Taaffe qui, comme Bismarck, croyait à la docilité du suffrage universel et supposait que les haines nationales étaient moins acerbes dans les petites classes que dans la bourgeoisie. Il proposa au Reichsrath d'étendre le droit électoral à tout citoyen qui saurait lire et écrire et aurait accompli son service militaire; du coup, le chiffre des électeurs se serait élevé de 1,500,000 à quatre millions et demi.

Même à cette heure suprême, Taaffe ne jouait pas cartes sur table; il était de ces gens qui, quand ils brûlent leurs vaisseaux, oublient toujours quelques barques. En bouleversant le régime électoral, il respectait le système des Curies, ce qui était scandaleux et ridicule au milieu de cette brusque invasion d'un suffrage presque universel. La ficelle était vraiment grossière et la volonté de maintenir malgré vents et marées l'influence prépondérante du gouvernement, trop manifeste.

Entre les masses, qui, dans nombre de provinces, obéissaient docilement au mot d'ordre de la noblesse et du clergé, et les Grands-Propriétaires, dont le vote était entre les mains du pouvoir, la bourgeoisie allemande était condamnée à un écrasement. Les Polonais et les conserva-



teurs d'autre part étaient épouvantés de ce saut dans l'inconnu. Seuls, les Jeunes-Tchèques acceptaient volontiers un changement qui devait grossir leur nombre [1]. « J'ai déjà exprimé l'espoir, dit Kaizl, que la lumière nous viendrait peut-être un jour de ce que l'on nomme les classes inférieures. La question est posée, elle ne disparaîtra plus de l'ordre du jour. Un sentiment commun de réaction a beau réunir aujourd'hui des hommes dont les noms hurlent de se trouver côte à côte; Polonais, Allemands et nobles ont beau combiner leurs épouvantes dans une nouvelle Triplice. Ils mettront le cabinet en échec. Et après? La proposition du gouvernement prouve que ce ne sont pas seulement les couches les plus larges du peuple, mais les cercles les plus élevés qui voient dans le suffrage universel le meilleur moyen, le seul, de guérir les maux de l'Empire. Cette pensée finira bien par triompher, et ce jour-là nous ne serons pas parmi les vaincus. » — Le malheur de l'Autriche constitutionnelle a son origine dans le mensonge de la loi électorale de Schmerling qui fausse et voile la réalité; dès qu'elle sera écartée, la nécessité du fédéralisme apparaîtra inéluctable.

Il était naturel que les privilégiés dont la réforme menaçait la puissance ne se résignassent pas aisément à leur déchéance. Pour la première fois Taaffe avait réussi à former une majorité solide dans le Parlement : il est vrai que c'était contre lui. Avec l'appui de l'Empereur qui lui demeurait fidèle, il eût pu essayer de faire face à l'orage. Il était trop fin cependant pour ne pas apercevoir les difficultés de la lutte.

Weckerle, le président du conseil des ministres en Hongrie, avait abordé à son tour le terrain délicat des réformes ecclésiastiques, et ses projets avaient provoqué à la Cour une mauvaise humeur peu dissimulée; le cabinet

1. Ils calculaient que le suffrage universel donnerait sur 400 députés, 244 Slaves, 145 Allemands et 11 Latins. Les Slaves se répartiraient entre 92 Tchèques, 64 Polonais, 53 Ruthènes, 22 Slovènes et 13 Serbes-Croates. Dans un tel Parlement, les Tchèques seraient les maîtres de la situation.



de Budapest, habitué à plus de déférence, n'était pas fâché d'une crise qui rendrait le monarque plus traitable. Il avait appliqué avec une telle énergie les lois sur les nationalités que le recensement de 1890 constatait un progrès extraordinaire de l'élément magyar. Mais les chefs de la majorité, qui savaient par quels moyens ce triomphe avait été obtenu, ne se laissaient pas griser par leurs succès, et le fédéralisme, qui était au bout de la réforme de Taaffe, les effrayait. Le ministre des affaires étrangères, Kalnoky, ne voulait pas que l'on compliquât encore l'imbroglio des Délégations, et le ministère de la guerre craignait pour l'unité de l'armée. L'Empereur Guillaume II ne cachait pas son antipathie pour le chef d'un cabinet qui cherchait son point d'appui dans des partis peu favorables à l'alliance allemande. La coalition qui avait renversé Hohenwart s'était ainsi sourdement reformée, avec moins de fracas. Taaffe ne se sentit pas le courage d'affronter les colères qu'aurait provoquées une mesure d'autorité. Il n'avait jamais aimé ces moyens brutaux : ai-je l'air d'un ministre à coup d'état? disait-il une fois à la Chambre. Depuis quatorze ans qu'il était au pouvoir, sa volonté s'était usée, son régime de vie était peu raisonnable et sa santé, compromise. Le 11 novembre, il donna sa démission (1893).

Il était bien tombé, avec dignité, sur une question grave, et il avait assez d'esprit pour atteindre parfois à la grandeur. Il est probable que la postérité ne le jugera pas sans indulgence et il y aurait une injustice flagrante à le mettre sur la même ligne que les Schmerling, les Beust ou les Auersperg. Ses torts les plus graves n'étaient que la conséquence du système politique que lui avaient transmis ses prédécesseurs : le régime électoral qu'ils avaient établi, en livrant la domination à une minorité, avait ouvert la voie aux marchandages et à la corruption qui faussent la vie publique et abaissent les consciences; Taaffe, que l'on accuse volontiers d'avoir avili le Parlement, avait travaillé, — bien que trop timidement, — à supprimer quelques-uns des abus



les plus scandaleux, et il est étrange que les historiens mêmes qui croient que le suffrage universel ramènera la paix en Autriche, lui reprochent si aigrement les mesures par lesquelles il en a facilité l'avènement. S'il manqua de décision et de fermeté, il eut du moins le mérite de comprendre que la réconciliation des races avait pour condition la tolérance et la justice et qu'il était absurde de vouloir gouverner contre la majorité. Les Slaves qui condamnent sans pitié ses hésitations, ne devraient pas oublier qu'il leur a rendu la majorité dans la diète de Prague, qu'il a fondé l'Université tchèque et qu'il a reconnu en principe l'égalité des langues.

Son intelligence était large et sa bonne volonté, sincère ; il ne lui manqua peut-être, pour être un homme d'état supérieur, qu'une éducation plus virile et une atmosphère plus favorable. Avec ses qualités et ses lacunes, il est le type le plus complet de ce que pouvait être un politique autrichien d'ancien régime, souple, habitué aux expédients et s'y complaisant, peu préoccupé de l'avenir lointain, gouvernant « de cas en cas », sans autre souci que d'éviter les à-coups et les catastrophes. A certaines heures ; les difficultés sont telles que c'est un succès de vivre au jour le jour, et, quand un ministre accomplit ce tour de force de maintenir pendant quatorze ans cet équilibre instable, l'habileté ne suffit pas à expliquer cette sorte de miracle ; il y faut au moins un grain de cette intelligence profonde des besoins des peuples qui distingue les hommes dont l'histoire respecte le nom.

CHAPITRE IV

Les derniers Conflits [1]

L'Autriche à la fin du ministère Taaffe. Progrès des Slaves; division des Allemands. Les Pangermanistes. — Windischgrætz : la coalition des intérêts. L'échec du ministère démontre qu'il est impossible de gouverner sans les Tchèques. — Le ministère Badéni : ses hésitations. La propagande pangermaniste. Les Élections au Reichsrath (1897). L'ordonnance sur les Langues. La bataille parlementaire : Démission de Badéni. — Les ministères Gautsch et Thun. — Kœrber : Les dernières élections. — Conclusion.

En 1878, l'Autriche, en dépit des révolutions et des bouleversements constitutionnels, n'était encore en réalité que très peu différente de ce qu'elle était à la veille de 1848

1. Srb, *De l'avènement de Badéni à la retraite de Thun*, Prague, 1900. Très utile, donne tous les actes importants.

Aux revues déjà indiquées, s'ajoute la Revue politique et parlementaire (Paris), avec des chroniques politiques régulières, malheureusement assez partiales. — A côté de la Osviéta, qui demeure l'organe du parti classique du droit d'état, *Nache Doba* (*Notre époque*), sous la direction de Masaryk, et la *Revue tchèque*, inspirée par Kaizl jusqu'à sa mort, traduisent les aspirations des nouvelles générations.

Les brochures récentes les plus instructives pour la connaissance des partis sont : Masaryk, *Notre crise actuelle, la chute du parti vieux-tchèque, les débuts des nouvelles tendances*, Prague, 1896. — Ses autres ouvrages, historiques et sociologiques : *Ch. Havlitchek*, 1896 ; *Palacky's Idee des bœhm. Volkes*, 1898 ; et la *Question sociale*, 1898 (aussi en allemand, 1899), ne sont pas inutiles à consulter pour l'intelligence de la situation actuelle en Bohême. — Herben, *Dix ans contre le flot*, Prague, 1898 ; éloge passionné du parti réaliste, s'arrête en 1888. — *Programme général du parti du peuple tchèque* (*réaliste*) (Compte rendu du congrès du 31 mars-1er avril 1900).

Jeunes-Tchèques : Kaizl, *Les pensées tchèques*, Prague, 1896. — Ses articles sur la *Question des Langues*, dans la *Revue tchèque*, I, nos 5 et 6, 1898, sont extrêmement importants et indiquent les bases sur lesquelles peut être con-



ou même à la fin du XVIII[e] siècle. Avec le Reichsrath de Schmerling comme auparavant, les traits dominants du régime étaient la division de l'Empire en deux parties profondément distinctes et, dans les provinces héréditaires, l'omnipotence de la Couronne et l'hégémonie allemande. Les quatorze années du ministère de Taaffe n'avaient pas ébranlé le dualisme, mais la situation de l'Autriche proprement dite avait été profondément modifiée.

On l'accuse communément de n'avoir voulu être qu'un ministre de la couronne et il est bien certain que la pensée ne lui serait jamais venue de gouverner contre la volonté du souverain ou même en dehors de lui. Il n'était pas un ministre parlementaire, dans le sens ordinaire du mot. Du moins, à la différence de ses prédécesseurs, il s'appuyait sur une majorité effective et il représentait l'opinion publique moyenne. Il n'était pas obligé ainsi de recourir d'habitude aux moyens violents. Il n'aimait pas les grands gestes et n'invoquait pas volontiers les principes éternels ; en revanche, il tolérait la discussion, laissait une assez large

clue une paix durable entre les Allemands et les Slaves. — Kramarj, *Das bœhm. Staatsrecht*, 1896. — Cp. deux articles sur la *Crise austro-hongroise* et la *Crise autrichienne* dans la *Revue de Paris*, 1897 et 1899.

Radicaux : Chkarda, *Le parti national-libéral et son programme ; Le programme et le but du parti progressiste radical*, Prague, 1897. — Compléter par une série de brochures publiées par la Samostatnost (l'Indépendance). Sur les origines du parti : *Le procès de l'Omladina*, recueil de textes publié par Tchijék et Hajn, Kolin, 1894. — Le parti socialiste est encore en mal d'organisation et on est obligé, en l'absence de travaux précis, de se contenter des renseignements glanés dans les journaux de Vienne et qui ne méritent que très peu de confiance.

Pour les Allemands, un recueil d'articles réuni sous le titre de *Deutsche Arbeit in Bœhmen*, Berlin, 1900. Le fait seul qu'un travail semblable ait paru à Berlin et non à Prague est caractéristique. — L'agitation pangermaniste a été étudiée avec beaucoup de conscience et de talent par Chéradame, *L'Europe et la Question d'Autriche au seuil du* XX[e] *siècle*. Paris, 1901. Parmi les brochures pangermanistes les plus curieuses, j'indiquerai : *Œsterr. als Einheitsstaat*, Munich, 1899 ; Naumann, *Die Deutschen in Œst.*, Berlin, 1899. — *Deutschl. beim Beginne d. XX Jahrh.*, Berlin, 1900. — On trouvera aussi des renseignements curieux dans la brochure publiée par Schmidt-Beauchez à propos des troubles qui suivirent la chute de Badéni : *La lutte de la Bohême contre le pangermanisme*, Paris, 1898 (à consulter naturellement avec précaution). — Sur la situation actuelle de la Bohême, v. l'excellente brochure de Hantich, 1902 (en français), et ses revues politiques dans la Revue française, *le Droit public*.



liberté à la presse et n'interdisait pas les réunions. Peu à à peu, grâce à lui, le despotisme s'était détendu et la vie politique était devenue plus sincère; si ses roueries imprimaient quelque gauchissement aux institutions parlementaires, du moins il ne les faussait pas impudemment, comme les Schmerling et les Lasser, et elles avaient pris une certaine réalité.

Cette transformation, — encore qu'incomplète, — de la monarchie absolutiste en gouvernement populaire, avait mis hors de doute un fait, que les centralistes s'efforçaient jusqu'alors de dissimuler, c'est que l'Autriche est une puissance slave. Sur vingt-quatre millions et demi d'habitants, elle renferme moins de neuf millions d'Allemands. et ils ne sauraient vraiment songer à absorber les 5,700,000 Tchèques, qui représentent à eux seuls 23 o/o de la population totale de la Cisleithanie, contre 36 o/o d'Allemands. Encore faut-il ajouter aux Tchèques près de quatre millions de Polonais, 3,300,000 Ruthènes, 1,200,000 Slovènes, près de 700,000 Serbes-Croates. Sans doute les conclusions pessimistes de quelques statisticiens qui parlent d'une prétendue dégénérescence physiologique de la race germanique en Autriche ne signifient pas grand'chose, et je ne crois guère à la possibilité pour les Tchèques de reconquérir les cercles du nord et du nord-ouest du Royaume [1]. Mais il n'est pas moins absurde sans

1. Au moins dans un avenir historique. Le seul changement probable, c'est la disparition graduelle des ilots perdus en territoire étranger. Les Tchèques ont déjà gagné ainsi Prague et Boudiéjovitse, ils sont à peu près maîtres de Plzein; la conquête de Brno n'est qu'une question d'années. Il est infiniment vraisemblable au contraire que les minorités tchèques de Reichenberg ou de Brüx n'arriveront jamais à une réelle influence politique. Vienne, malgré ses 200,000 Tchèques, restera aussi essentiellement une ville allemande, mais ouverte aux influences slaves, et il n'est pas impossible qu'elle finisse par jouer le rôle de capitale scientifique de la Slavie qu'avait prévu pour elle Kopitar. C'est à Vienne qu'une politique prévoyante et large devrait fonder la seconde Université tchèque, dont la création ne saurait être différée longtemps. — Herkner, Die Zukunft der Deutschen-Œsterreicher et Hainich (même titre), sont très pessimistes pour l'avenir des Allemands en Cisleithanie; les statistiques prouvent en effet que le développement de la population dans les régions allemandes est deux fois, et quelquefois trois fois moins rapide que dans les régions Slaves. — Je



doute de supposer que les Allemands germaniseront une majorité très avertie, jalouse de ses droits, aguerrie par une longue lutte et dont les adversaires mêmes reconnaissent les qualités d'endurance et d'activité.

La seule supériorité que les Allemands conservent encore sur les Tchèques, c'est celle de la richesse, et il est parfaitement possible qu'ils la gardent fort longtemps, parce que les districts qu'ils occupent sont dans des conditions beaucoup plus favorables au développement industriel. Il est probable cependant que cette inégalité, qui a déjà diminué, s'atténuera sensiblement dans l'avenir, et même sans cela l'évolution démocratique, qui s'exerce partout au détriment des classes supérieures, aura pour résultat d'augmenter l'influence des majorités slaves. D'autre part, les divisions, dont triomphent les adversaires des Tchèques, sont assez superficielles. Le parti clérical, dont la clientèle est faible en Bohême, leur est nécessairement favorable, puisqu'il redoute par-dessus tout la victoire des Hohenzollern. Les socialistes, qui prétendent dédaigner les querelles de races, seront facilement amenés à faire cause commune avec les Slaves, qui représentent le suffrage universel, la révolte contre une oligarchie oppressive et la lutte contre les capitalistes étrangers; les réformes agraires qui auraient pour but de supprimer les latifundia, seraient très avantageuses aux Tchèques. Les autres groupes politiques du royaume, qui mènent grand bruit dans les journaux, s'accordent tous, quelle que soit la violence des polémiques, à poursuivre l'égalité des races et l'indépendance du Royaume ; que les Indépendants, les Radicaux ou les Réalistes remplacent les Jeunes-Tchèques, comme ceux-ci ont remplacé les Vieux, certains détails de tactique seront peut-être modifiés, le programme demeurera le même

n'attache à ces chiffres aucune valeur. D'abord les statistiques sont assez fausses pour vicier les résultats, puis Herkner et Hainich sont obligés de raisonner sur des moyennes, qui ne signifient rien, et enfin il s'agit avant tout ici de phénomènes économiques essentiellement variables et dont le retentissement général sur la répartition de la puissance est faible.



dans ses grandes lignes, puisque, sur le but à atteindre, la nation est unanime et que les factions les plus opposées réclament avec la même énergie la liberté et l'égalité des races par le fédéralisme.

Le mouvement gagne de proche en proche. Il est certain que Brno aura une année ou l'autre une Université tchèque et que le régime électoral qui a prolongé la prépondérance de la bourgeoisie allemande est condamné. La Moravie sera dans un avenir prochain un centre de résistance fédéraliste, plus solide même que la Bohême, puisqu'elle compte 1,600,000 Tchèques sur une population totale de 2,150,000 habitants. En Silésie, les 300,000 Slaves sont assez fortement organisés pour tenir en échec les Allemands à peine aussi nombreux, et les rivalités entre Polonais et Tchèques s'effacent dès qu'il s'agit de résister à l'adversaire commun. Enfin, s'il n'est pas impossible, que les Magyars parviennent à supprimer les Slovaques qui, depuis leur séparation de Prague, sont dans une situation fort difficile et dont l'avenir est obscur, quand on songe à l'endurance dont sont capables les paysans et à la permanence des traditions, leur soumission définitive semble assez invraisemblable, et il est plus probable qu'ils seront à leur tour gagnés par la propagande slave et qu'ils fourniront à l'armée anti-germanique une précieuse réserve de deux millions d'hommes.

Les Tchèques en même temps complètent leur formation. Leur langue, encore flottante et à demi-artificielle en 1860, est définitivement fixée; les enfants l'apprennent dans la famille, l'étudient à l'école, et l'allemand n'est plus pour eux qu'une langue étrangère, dont beaucoup d'entre eux se servent facilement, mais qui n'a plus leur préférence instinctive. Comme pendant longtemps l'industrie et le commerce ont été entre les mains des étrangers ou des Juifs, beaucoup de jeunes gens, après leurs études universitaires, ont cherché fortune au dehors ou sont entrés dans l'administration : chez beaucoup, naturellement, les convictions se sont atténuées; elles n'ont pas



disparu pourtant et, dans le cas le moins favorable, leur scepticisme, en arrêtant l'ardeur de supérieurs trop zélés, suffirait à briser les retours offensifs de la germanisation.

La situation générale en Autriche sert les projets des fédéralistes du Royaume. Les Polonais, longtemps choqués par les manifestations russophiles de Prague, se sont enfin aperçus que la Russie ne pensait guère à la Bohême et que les Tchèques, très jaloux de leur liberté, n'avaient pas le moindre désir de se perdre dans l'Océan moscovite. La politique prussienne dans le grand duché de Posen, injuste et brutale, a réveillé à Cracovie les vieux sentiments d'antipathie contre l'Allemagne, et ces haines sont spécialement ardentes dans le parti démocratique qui, quelque solidement établie que soit en Galicie la domination de la Szlachta, commence à jouer dans les assemblées un rôle important. Les Ruthènes n'ont guère été jusqu'ici qu'un instrument passif entre les mains des ministres : à mesure pourtant qu'ils s'éveillent de leur torpeur, ils viennent prendre leur rang dans l'armée slave. Enfin, les Slovènes, dont les progrès sont très remarquables et qui sont arrivés à un haut degré de civilisation, opposent une invincible barrière à l'infiltration germanique. Et sans doute, il ne s'agit encore que d'une coalition; chaque groupe slave a ses désirs propres et son programme qu'il n'est pas toujours facile de concilier avec celui du groupe voisin et beaucoup de temps sera nécessaire pour classer ces revendications et limiter les ambitions nées du combat. Sur un point du moins, tous les Slaves sont d'accord, ils ne veulent plus supporter la domination étrangère et ils exigent la suppression du régime centraliste qui a pour condition l'hégémonie d'une race détestée.

Leurs désirs sont favorablement accueillis par les traditionalistes de toute origine, très nombreux dans les régions allemandes alpestres, chez qui les haines ethnographiques n'ont guère pénétré jusqu'à présent. Les antisémites de leur côté, malgré les invectives de Lueger contre les Tchèques, sont si absorbés par leurs colères contre les

Juifs et les Magyars qu'ils en oublient volontiers les Slaves, et, s'il n'y a pas à compter sérieusement sur ce parti d'agitateurs véreux et d'ambitieux vulgaires, dont les incessantes fluctuations et les déclamations absurdes sont une perpétuelle insulte au sens commun, il n'en est pas moins vrai qu'il divise les forces allemandes et affaiblit gravement leur situation.

Ainsi, au moment de la chute de Taaffe, les Slaves, qui forment l'immense majorité de la population, n'avaient réellement en face d'eux que deux ou trois millions de centralistes, déconcertés et incertains. Il semble qu'il n'eût pas dû être très difficile, dans ces conditions, de modifier le régime politique, de manière à assurer le respect de tous les droits légitimes et à mettre un terme aux agitations au milieu desquelles la monarchie se débat depuis si longtemps. Et cependant, jusqu'à présent aucune des tentatives de conciliation n'a réussi et jamais la situation n'a été aussi obscure et troublée que pendant ces dernières années.

Cela s'explique par la timidité des hommes d'état qui n'osent pas confesser la nécessité d'une transformation radicale, par la persistance des traditions séculaires qui s'opposent aux besoins nouveaux des peuples, par la médiocrité des partis d'opposition qui n'osent pas substituer un programme nettement fédéraliste et libéral aux vieilles plates-formes du droit d'état, enfin et surtout par la pression de la Hongrie et de la Prusse qui ont un intérêt manifeste au maintien du *statu quo*.

A mesure que la lutte se prolonge, elle tend à changer de caractère et à devenir une question européenne, plus encore qu'autrichienne. En effet, les Allemands de la monarchie qui se sentent toujours plus incapables d'arrêter l'élan des Slaves, appellent à leur aide leurs frères d'au-delà des frontières, et les anciens centralistes autrichiens se transforment rapidement en Pangermanistes.

Le parti pangermaniste qui avait commencé à se dessiner à l'époque du ministère Hohenwart, avait à peu près



disparu pendant le gouvernement d'Auersperg. Sous Taaffe, il se réorganisa, constitua ses cadres et formula son programme : il voulait que l'on accordât une situation privilégiée à la Galicie, à la Bukovine et à la Dalmatie, qui étaient pour le moment trop difficiles à germaniser, et que la Cisleithanie ainsi allégée devînt une sorte d'annexe de l'Empire d'Allemagne : elle ferait partie du Zollverein, l'allemand serait reconnu langue d'État, l'alliance perpétuelle avec l'Allemagne serait inscrite dans la constitution. De nombreuses sociétés se formèrent pour répandre ces idées, le Schulverein qui compta bientôt des milliers d'adhérents, la Société de la Forêt de Bohême, de la Bohême septentrionale, etc. Schœnerer, le chef de cette agitation, orateur tumultueux et redondant, recruta des auxiliaires dévoués parmi les industriels du Nord, grisés par le développement économique prodigieux de l'Empire des Hohenzollern, et parmi les professeurs de l'Université allemande de Prague, mécontents de la diminution régulière du nombre de leurs élèves.

Le progrès des Pangermanistes fut assez longtemps ralenti par la réserve de Bismarck; comme il n'avait pas la conscience très tranquille du côté de l'Autriche, il affectait une extrême correction. Bien entendu, cela ne l'empêchait pas de laisser s'avancer les radicaux. Le parti de la Grande-Allemagne, battu en 1848 et en 1866, puis un moment décontenancé par les succès de la Prusse, reprenait peu à peu une certaine consistance. Quand l'excès de la production amena l'établissement des premières colonies allemandes, des publicistes se demandèrent si, au lieu d'aller chercher bien loin des débouchés problématiques, il ne serait pas plus sage d'ouvrir largement au commerce national des provinces qui étaient le prolongement naturel du nouvel Empire. L'Union pangermanique se constitua solidement en 1894 et elle compte aujourd'hui plus de 20,000 adhérents [1]. Elle a son journal officiel, « les Feuilles

1. V. sur ce mouvement le livre de Chéradame, l'Europe et la question d'Autriche au seuil du xx[e] siècle, Paris 1901. On peut admettre que M. Ché-

pangermaniques », et elle a produit une littérature fort abondante. Son attention s'est naturellement portée d'abord sur l'Autriche : elle sera, en effet, incorporée la première dans ce Zollverein de l'Europe centrale qui sera le prélude de la fondation d'une monarchie de cent millions d'hommes qui comprendra l'Autriche, la Suisse et la Hollande et aura pour royaumes vassaux la Pologne, la Roumanie et les états des Balkans. — Ces ambitions sont lointaines, mais l'avenir de la *Marche orientale* hante la pensée des politiques Allemands, et le professeur Lenz, un des plus brillants représentants de la jeune école historique, rappelait récemment à ses étudiants que l'unité germanique n'était pas achevée et que l'œuvre du xxe siècle consisterait à rendre à la patrie les provinces qui sont encore en dehors de l'Empire. Quand on songe à l'action que les Universités ont toujours exercée sur l'opinion publique et sur la marche des événements, de pareils symptômes ne sauraient être négligés.

L'Union Pangermanique attira à elle les adversaires les plus violents des Tchèques et leur donna un programme précis et une direction énergique. Schœnerer, dont les premiers appels étaient tombés dans le vide, groupa autour de lui quelques fanatiques, Wolf, qui dirigeait l'Ostdeutsche Rundschau, Iro, le fondateur du Schulverein für Deutsche, Prœll, etc. Appuyés avec plus ou moins de franchise par plusieurs journaux de Vienne, ils inspirèrent une série de feuilles de provinces, inondèrent le pays de proclamations, de prospectus, de cartes postales, d'images, de photographies, mobilisèrent les instituteurs groupés autour du Schulverein, fanatisèrent les ouvriers qui redoutaient la concurrence des prolétaires voisins. Leur programme était simple et leurs paroles sonores, leurs progrès furent rapides ; il y a une exagération évidente

radame a exagéré la gravité du péril et je me sépare de lui sur un grand nombre de points. Mais son travail est fait avec beaucoup de conscience et il renferme des textes très intéressants. M. Eisenmann, qui l'a jugé avec une sévérité absolument excessive, n'a pu lui reprocher en somme que des erreurs d'appréciation, ce qui est matière à discussion.



à dire avec M. Chéradame que, au-delà de l'arc de cercle formé par Troppau, Trautenau, Reichenberg, Leitmeritz et Eger, les sentiments autrichiens ont disparu et que ce pays est mûr pour la conquête prussienne. Il est incontestable du moins que les Pangermanistes y tiennent le haut du pavé et qu'ils y ont réduit les modérés au silence.

Il est assez vraisemblable que leurs succès seront moins durables qu'ils n'ont été rapides et, sauf peut-être autour d'Eger qui n'a jamais été qu'une annexe du Royaume, il ne paraît pas impossible de réveiller le patriotisme bohême chez des populations dont quelques ambitieux sans scrupules exploitent l'ignorance. En attendant l'apaisement, l'intrusion des Pangermanistes a arrêté pour un moment l'évolution naturelle des causes qui préparent la transformation graduelle de l'Autriche en une monarchie fédérale et elle a imprimé aux événements un caractère révolutionnaire.

Les populations Tchèques, gagnées bientôt par la contagion des fureurs voisines, ont reproché à leurs députés leur modération, et ceux-ci ont été obligés de faire en quelque sorte leurs preuves de violence; ils ont obtenu quelques succès dans ce sport, sans autre intention que de ramener leurs adversaires à des pratiques plus raisonnables. Ils ne sauraient, en effet, désirer la durée d'une anarchie qui finirait par compromettre l'existence même de la monarchie ; ils veulent la régénérer, non pas la supprimer, et ils ne pourraient continuer ce système de guerre au couteau sans risquer de s'aliéner les sympathies des conservateurs, leurs alliés naturels. Entre les exigences de la foule qui taxe de faiblesse leurs ménagements et les nécessités durables de la politique, les chefs du parti hésitent et leurs oscillations sont exploitées par les arrivistes qui cherchent à se pousser au milieu de la confusion universelle. Les partis se brisent et les programmes se confondent, l'opinion publique s'exalte ou se lasse, et le pilote n'a d'autre recours que de fuir devant la tempête, en attendant une bonace.

Dans un de ses discours récents, François-Joseph parlait « des brusques tournants qui coupent les périodes de l'histoire pendant lesquelles il est donné aux peuples de s'avancer sur les routes frayées : nous n'avons pas le bonheur, disait-il, de vivre dans une époque calme et claire, nous avons à franchir les plus difficiles rapides; on n'en triomphe qu'à force de persévérance et de courage et souvent au prix de cruels sacrifices; il faut cependant les dépasser ». Après le ministère de Taaffe on était entré dans un de ces défilés dangereux; la constitution de Schmerling et de Beust ne répondait plus aux besoins et aux désirs des peuples, il fallait ou refouler violemment les Slaves, ou reconnaître franchement leurs titres. Jusqu'à présent aucun des successeurs de Taaffe n'a osé s'avouer qu'on traversait une étape décisive et s'élever à une résolution énergique : mais peu importent leur timidité et l'obstination des Allemands qui s'arc-boutent pour arrêter le bateau. C'est une tâche ingrate que de lutter contre le flot et la force des choses travaille pour les Tchèques.

*
* *

Le nouveau président du conseil (nov. 1893-juin 1895) le prince Windischgrætz, ne leur était pas hostile; il parlait leur langue avec une rare élégance et on avait longtemps cru qu'il présiderait le grand ministère de conciliation que l'on attendait. Comment ce parfait gentleman, de hautes manières et de cœur élevé, accepta-t-il de se compromettre dans un cabinet de coalition, condamné par définition à l'impuissance? C'est un de ces mystères qu'explique seule sans doute l'intervention personnelle de l'Empereur. Il réunit autour de lui des collaborateurs de premier ordre, Madeyski, qui passait pour le député le plus remarquable de la Galicie après Dounajevski et dont le rapport sur la question des langues est une œuvre des

plus remarquables, le comte Frédéric Schœnborn, juriste éminent, etc. Tous ces hommes distingués mirent en commun leurs talents pour ne rien faire.

Le discours du trône, infiniment long, incompréhensible, voilait mal sous le charabia convenu en pareil cas l'épouvante qui, par une surprise instinctive, avait jeté dans les bras les uns des autres les privilégiés tremblants pour leur prérogative. Rapprochée seulement par cette terreur commune, l'invraisemblable coalition sur laquelle s'appuyait Windischgrætz n'avait d'autre moyen de se maintenir que l'inaction; au premier mouvement elle se disloquerait. L'expérience ne manqua pas d'intérêt. Les patriotes tchèques étaient isolés, sans autre appui que quelques Slovènes, suspects aux Grands-Propriétaires; ils suffirent cependant pour démontrer que toute tentative pour gouverner contre la Bohême était vouée à un échec rapide. Le ministère Windischgrætz illustra les changements qui s'étaient accomplis depuis un quart de siècle.

Le prince, pour amuser le tapis, proposa diverses réformes en matière de justice ou d'impôts, plusieurs excellentes; elles n'avaient qu'un défaut, c'était de n'intéresser personne. Une seule question passionnait l'opinion, celle de la réforme électorale que ni le ministre ni la majorité n'osaient aborder. Pendant que la commission cherchait un moyen de protester sans trop de scandale la lettre de change que Taaffe avait tirée sur elle, le pays était abandonné à lui-même, et les haines s'exaspéraient. Le ministère ne savait pas ce qu'il voulait, mais il le voulait énergiquement, et il était représenté par des agents qui affectaient de provoquer les colères populaires. Le gouverneur de Bohême, François Thun, avait de qui tenir. Il était le neveu de ce Léo Thun, dont la hauteur doctrinaire avait été si malencontreuse en 1848; son père, François, poussait plus loin encore les scrupules conservateurs. C'est un trait qui dépeint assez bien la haute noblesse bohême que l'enfant grandi au milieu d'une famille inféodée au parti fédéraliste baragouinait à peine le tchèque.



Non pas qu'il fût malveillant pour les Slaves, il leur accordait de haut sa protection ; il appartenait encore à cette catégorie de plus en plus rare de patriotes bohêmes qui affectent de négliger les questions de races. Il accusait les Jeunes-Tchèques de surexciter les passions dangereuses et il s'appuyait contre eux sur les Grands-Propriétaires. La tactique était intempestive, au moment où ceux-ci avaient exaspéré l'opinion en se mettant à la remorque des Allemands.

Les maladresses de Thun ne servirent qu'aux intransigeants. Quelques modérés, Hérold, Kaizl, Kramarj, Patsak conservaient leur sang-froid, recherchaient les causes du mal dont souffrait le pays, proposaient des compromis qui eussent facilité l'apaisement. Kramarj réclamait la création d'une administration autonome et responsable devant la diète de Prague : ce serait, disait-il, le moyen de rapprocher dans un effort commun les nationalités rivales, le début d'une ère de réconciliation. — « Nous y arriverons, croyez-le. Je ne suis ni un imaginatif, ni un optimiste ; je ne crois pas qu'une crise d'amour doive nous jeter dans les bras les uns des autres. Mais nous finirons par comprendre que le culte des ancêtres n'entraîne pas nécessairement la guerre au couteau et par reconnaître la nécessité absolue de nous réunir pour défendre ensemble les intérêts généraux de ce Royaume. »

Le gouvernement répondait à ces appels par un silence obstiné. En Bohême, disait Thun, il faut une main ferme ; il l'avait plus lourde que ferme, et c'était un peu le cas de tous les représentants de Windischgrætz : çà et là des troubles éclataient, en Istrie, en Styrie, en Moravie, à Vienne. Les nouvelles de Hongrie où la politique anti-cléricale de Weckerle aboutissait à un conflit grave et entraînait la chute du ministre des affaires étrangères, Kalnoky (mai 1895), contribuaient à augmenter la surexcitation générale.

C'est dans ces conjonctures que le ministère déposa son projet de réforme électorale : l'impression fut si mauvaise qu'il ne songea qu'à ajourner la discussion. Les Tchè-



ques, pressés de sortir d'une situation fausse, par bravade aussi, résolurent de le mettre au pied du mur et demandèrent qu'on abordât aussitôt le débat qui occupait tous les esprits. Le règlement du parlement autrichien a été rédigé à une heure d'optimisme et il ne renferme à peu près aucun article coercitif; aussi suffit-il d'un petit groupe résolu pour arrêter toute délibération. A Budapest déjà, quelques années auparavant, l'opposition avait forcé ainsi la majorité à capituler devant elle. Quand Windischgrætz demanda la priorité pour les lois de finance, les Tchèques s'y opposèrent, multiplièrent les appels nominaux et les votes à la tribune et usèrent si bien des armes que leur offrait le Règlement qu'il fallut suspendre les débats (juin 1895).

Succès dangereux! Les Slaves, qui disposent de la majorité en Cisleithanie, ont-ils avantage à ruiner l'influence du Reichsrath? N'est-ce pas dans cette assemblée des délégués des divers États autrichiens que peut être valablement conclu le traité nouveau qui réédifiera la monarchie? Les objections des quelques puristes qui craignent d'affaiblir ainsi le droit d'État sont extrêmement faibles, puisque, depuis un demi-siècle, les députés du Royaume ont accepté ou subi l'autorité du Parlement central, et c'est attacher vraiment une importance excessive au formalisme juridique que de supposer que les titres d'une nation dépendent de l'endroit où aura été rédigé le contrat qui les sanctionne. De quoi s'agit-il en somme, sinon de régler les rapports des Tchèques avec les autres peuples de manière à ce qu'ils exercent dans l'ensemble une influence proportionnelle à leurs forces et que leurs intérêts légitimes soient sauvegardés? Si une convention équitable est possible, qui la rédigera mieux qu'un libre congrès où siègent les délégués de tous les groupes également intéressés au maintien et à la prospérité de la monarchie?

D'ailleurs, contre un aussi pauvre adversaire que Windischgrætz, à quoi bon de tels efforts? — La majorité se

disloquait d'elle-même. Les Slovènes demandaient depuis plusieurs années qu'on créât des divisions slaves dans les classes du lycée de Tsélovets (Cilly). — Les Allemands, qui regardent cette ville comme leur forteresse dans la Styrie méridionale, s'y refusaient âprement. La question, quoique grave, n'eût pas justifié une rupture. En réalité, les coalisés étaient écœurés et ils n'attendaient qu'un prétexte pour dénoncer une alliance qui leur imposait une gêne insupportable. Aussi, dès que la commission du budget eut voté les crédits pour le dédoublement des classes de Tsélovets, la gauche allemande se hâta de déclarer qu'elle ne soutiendrait plus le ministère, et Windischgrætz se retira (18 juin 1895).

∴

Badéni, qui lui succéda après un court intérim (oct. 1895-nov. 1897), a eu en général une mauvaise presse, ce qui n'a rien d'étonnant puisque les agences européennes reçoivent leurs renseignements des feuilles de Vienne, hostiles par définition aux cabinets qui ne sont pas des ministères allemands de combat. Si on serre de près le débat, on s'aperçoit que les griefs innombrables que ses adversaires alignent contre lui, se résument en un mot : c'est un Polonais. C'est peut-être un malheur d'être Polonais, ce n'est pas encore un crime, et il ne paraît pas que les Polonais soient en si mauvaise posture pour jouer en Autriche le rôle d'arbitre.

Badéni n'était ni un rêveur ni un fier-à-bras, et il ne songeait pas plus à provoquer les Allemands qu'à renverser la constitution ; il était seulement assez perspicace pour comprendre la nécessité de préparer peu à peu l'introduction d'un nouveau régime plus conforme à la réalité. Étendre dans une certaine mesure la compétence des diètes, relâcher les liens de l'administration centrale, reconnaître les droits des divers dialectes, ses projets



n'allaient pas plus loin. Il savait que ces changements, modestes en eux-mêmes, froisseraient bien des préjugés, mais il ne soupçonnait pas les tempêtes qu'il allait déchaîner et il ne désespérait pas de lasser ses adversaires, grâce à l'appui de l'Empereur et à sa propre souplesse. Il avait l'habitude des hommes et l'expérience des affaires et il jouait volontiers avec l'orage. Il commit une faute analogue à celle de Taaffe, baguenauda trop longtemps, et quand, mis au pied du mur, il fut obligé d'avouer ses desseins, il fut déconcerté par une résistance à laquelle il avait laissé le temps de s'organiser et qui dépassa à la fois sa puissance et sa résolution.

Le discours où il exposa son programme et où se balançaient harmonieusement les hommages rendus à la culture germanique et les avances aux Slaves, déplut à tout le monde ; en Autriche, ce n'est pas un mauvais signe. — Le ministre invitait les partis à la concorde : le Compromis austro-hongrois expirait en 1897, de grosses questions étaient en jeu ; il espérait que le Parlement ne voudrait pas négliger pour des dissentiments secondaires les graves intérêts dont il avait la charge.

Il proposait une trêve, s'engageait personnellement à ne rien faire qui pût rompre l'équilibre. Il s'attacha d'abord à escamoter le projet de réforme électorale en modifiant aussi peu que possible le *statu quo*. Aux quatre curies anciennes il en ajouta une cinquième, qui comprit les citoyens âgés de vingt-quatre ans, jouissant de leurs droits politiques et domiciliés depuis six mois [1].

Ce misérable expédient soulignait les absurdités du régime de Schmerling : 5,400 Grands-Propriétaires élisaient 85 députés ; 583 membres des Chambres de com-

1. Loi du 14 juin 1896. Les électeurs inscrits dans l'une des quatre curies anciennes, avaient ainsi un double suffrage. Dans la plupart des circonscriptions nouvelles, la loi établissait le suffrage à deux degrés, mais elle autorisait les diètes à introduire le suffrage direct dans les communes rurales, et dans ce cas, les électeurs de la 5e Curie votaient aussi directement. Parmi les 72 sièges que créait la loi, 18 étaient attribués à la Bohême, 7 à la Moravie, 2 à la Silésie.



merce en nommaient 21 ; les 380,000 électeurs des villes et les 1,380,000 électeurs ruraux conservaient leurs 118 et leurs 129 représentants; quel pouvait être le rôle au milieu d'un Parlement ainsi composé, des élus du suffrage universel! Badéni se félicitait de l'adresse avec laquelle il avait fourni à peu de frais la preuve de son libéralisme. Il ne prévoyait pas que les nouveaux députés n'auraient d'autre désir que de briser un organisme qui les réduisait au rôle de comparses et qu'ils n'hésiteraient pas, pour y parvenir, devant les pires violences.

Il lui eût été facile dès lors cependant de se rendre compte des inconvénients de ses tergiversations et de ses timidités. Il avait beau crier sur tous les tons son admiration pour l'Allemagne, les centralistes n'avaient pas confiance en lui, et ils se mettaient en défense contre les projets qu'ils lui supposaient. Les Pangermanistes mobilisaient leurs forces et refoulaient les libéraux qui ne maintenaient leurs électeurs chancelants qu'en adoptant le programme et le ton des Schœnerer et des Wolf. Les esprits se montaient des deux parts; les Tchèques, qui s'efforçaient d'être calmes, étaient gagnés par la contagion de la violence. Bien que les élections pour la diète (en 1895) eussent renvoyé les Jeunes-Tchèques plus nombreux que jamais, il était visible que leurs électeurs s'énervaient. Kaizl, Hérold, Kramarj, très pondérés et pacifiques, ne demandaient pas mieux que de s'entendre avec Badéni ; encore fallait-il qu'il leur donnât quelque gage. Les incidents déplorables qui marquèrent l'été de 1896 poussèrent à bout les plus modérés.

Les sociétés tchèques de gymnastique avaient décidé de célébrer pour la Pentecôte une grande fête à Teplitz. C'est une petite ville de 7 à 8000 habitants, que ses sources minérales ont rendue célèbre, et un poste fort important dans la lutte des nationalités. Les Slaves s'y sont maintenus jusqu'à la fin du xvi[e] siècle, et l'industrie et les mines y ont attiré ces derniers temps une immigration ouvrière qui a formé autour de Chomoutov (Komotau), de Most (Brüx), de



Bilin et d'Ousti (Aussig), un îlot tchèque que les statistiques officielles évaluent à une dizaine de mille habitants et qui paraît être sensiblement plus important. Cette infiltration exaspère d'autant plus les Allemands que c'est là le point faible de leur position, l'endroit où leur territoire est le moins profond et le moins compact, si bien qu'il ne serait pas impossible que, dans un avenir assez rapproché, il fût complètement percé, ce qui isolerait les deux centres essentiels de leur puissance, Reichenberg et Eger.

Les Pangermanistes virent dans le projet des « Sokols » une provocation et ils annoncèrent des contre-manifestations; le ministère, qui redoutait des rixes, interdit toutes les fêtes. La précaution était peut-être sage, elle était fort pénible pour les Tchèques; il était tout de même étrange qu'on défendît de déployer le drapeau de Bohême dans une partie du Royaume. Les Allemands, fiers de leur triomphe, redoublèrent d'insolence; leurs journaux prêchaient la guerre sainte, invitaient les propriétaires à ne pas louer à des locataires slaves, les industriels à renvoyer leurs ouvriers tchèques; quiconque, dans les districts du nord ou de l'ouest, osait parler tchèque en public, était insulté, menacé ou frappé. La Bohême allemande appartient aux Allemands, disait la Ligue nationale; ne reculons devant rien et recourons à tous les procédés pour la purger des étrangers qui la souillent.

Il est aisé de comprendre l'exaspération que de semblables procédés de polémique causaient aux Tchèques. « Le peuple qui occupait le Royaume depuis la plus haute antiquité, qui avait versé son sang à flots pour défendre son indépendance et son unité, qui formait encore la grande majorité des habitants, ne réclamait d'autres droits que ceux dont jouissait la minorité germanique [1] », et on répondait à ses supplications pacifiques et modestes par le boycottage et les coups! Les députés les plus patients exigeaient du ministère qu'il rappelât à l'ordre ces énergu-

1. Déclarat. du Comité du pays, 23 août 1896. Cité par Srb, p. 122.



mènes qui traitaient l'Autriche en pays conquis et qu'il rabattît leur insolence par quelque acte qui établît nettement l'égalité des diverses races.

Les Élections au Reichsrath (mars 1897) furent très confuses; le nouveau Parlement ne comprenait pas moins de vingt-quatre groupes, et il était d'autant moins facile de se reconnaître dans cette poussière de partis, que les programmes de plusieurs d'entre eux étaient fort voisins, quand ils n'étaient pas uniquement séparés les uns des autres par de simples rivalités personnelles. Un fait du moins apparaissait clairement, c'était le recul des Allemands centralistes. L'ancienne gauche tombait de 111 à 70 voix et, même en y ajoutant les 44 voix des Démocrates-Allemands et du clan Schœnerer, ils ne formaient au milieu d'une assemblée de 425 membres qu'une impuissante minorité [1]. Si le ministre ne voulait pas se trouver complètement isolé, le moment était venu pour lui de prendre position.

L'ordonnance sur les Langues, qu'il publia le 5 avril 1897 et qui était destinée à lui assurer le concours des Tchèques, était plutôt timide, et Patsak, qui avait assisté aux négociations où elle s'était élaborée, avouait qu'elle laissait sub-

1. Les 100 députés de Bohême comprenaient 48 Jeunes-Tchèques, 16 grands-propriétaires conservateurs et 7 grands-propriétaires libéraux, 12 progressistes et 9 radicaux allemands, 7 socialistes et 1 socialiste-national allemand. Les divers partis tchèques conquirent 18 sièges en Moravie; ils ne firent passer aucun de leurs candidats en Silésie.

Depuis la réforme électorale de 1896, le Reichsrath comprend 425 députés : grands-propriétaires, 85; villes et marchés, 118; chambres de commerce, 21; communes rurales, 129; cinquième curie (suffrage universel), 72.

Les élections de 1897 avaient donné à la droite une petite majorité, environ 225 voix (63 Tchèques, 68 Polonais, 29 Slaves du Sud, 21 grands-propriétaires féodaux, 41 Allemands cléricaux).

L'ancienne gauche allemande avait été décimée, au profit des partis extrêmes, parti du peuple allemand et radicaux-allemands (Schœnerer, Wolf, Iro, etc.). L'opposition nationale-allemande (49 progressistes, 40 membres du parti du peuple allemand, 5 radicaux) était ordinairement soutenue par les 15 socialistes, et les 28 grands propriétaires constitutionnels. Ils disposaient ainsi d'environ 150 voix.

Les Ruthènes (11), les Roumains (6), les Socialistes-Chrétiens (Antisémites, 28), les Grands-Propriétaires du centre formaient une masse flottante dont il était à peu près impossible de prévoir les résolutions.



sister un certain résidu de l'ancienne prépondérance de l'allemand : sur les points essentiels elle n'était en somme qu'un commentaire des articles de la constitution qui avaient depuis longtemps proclamé l'égalité des diverses races de la monarchie. — Les juges, les parquets et les administrations qui relèvent des ministères de l'intérieur, des finances, du commerce et de l'agriculture, devront dans toute l'étendue du Royaume de Bohême répondre aux parties qui s'adresseront à eux dans la langue dont celles-ci se seront servies; les procès-verbaux, en particulier s'il s'agit de dépositions, seront rédigés dans la langue employée par les intéressés. Dans les actes d'office, les administrations useront de la langue connue ou vraisemblable des personnes visées; elles s'adresseront aux corps élus dans la langue usitée par ces derniers pour leurs délibérations. Les communications qui s'appliquent à l'ensemble du pays seront toujours en tchèque et en allemand. Dans les affaires criminelles, on se servira de la langue de l'accusé. —

Sur tous ces points, l'ordonnance de 1897 ne changeait rien à ce qui avait été établi par les arrêtés antérieurs, tout au plus réglait-elle avec plus de précision et de clarté certains points de détail. La seule innovation de quelque importance était l'ordre donné aux autorités compétentes de se servir de la langue du demandeur pour tous les actes préparatoires, et non plus seulement pour les communications avec le public. Cette décision complétait l'arrêté de Prajak de 1886, et, bien que l'allemand continuât à être la langue exclusive des administrations du Royaume dans leurs rapports avec les instances supérieures, qu'il dût être seul employé dans le service intérieur des finances et, enfin, que les nouveaux règlements ne s'appliquassent pas aux administrations militaires, il n'est pas douteux que Badéni avait, avec plus de courage que ses prédécesseurs, essayé de rendre au tchèque la place qu'on lui avait jusqu'alors obstinément contestée. A partir du 1er juillet 1901, tout fonctionnaire nommé à un

poste relevant des ministères de l'intérieur, des finances, du commerce et de l'agriculture, serait tenu de prouver, dans le délai de trois ans, qu'il écrivait et parlait les deux idiomes du pays; les petits employés pouvaient dans certains cas être dispensés de cette obligation.

L'ordonnance du 5 avril a été vivement critiquée et, suivant moi, avec raison. Un des hommes qui l'avaient d'abord le plus vivement approuvée, Kaizl, qui en était sans doute un des rédacteurs, a avoué depuis qu'elle avait été mal conçue. Il est essentiel que les mesures d'équité n'aient à aucun degré l'apparence de tracasseries et de représailles. L'édit de Badéni était incomplet, insuffisant, et il imposait cependant aux Allemands des obligations, qui, parfaitement raisonnables en elles-mêmes et telles qu'elles sont acceptées sans difficulté dans d'autres pays, par exemple en Suisse, devaient, au milieu de l'agitation des esprits, être jugées intolérables et permettre aux Pangermanistes de tromper l'opinion.

La plupart de leurs arguments étaient enfantins. Ils accusaient Badéni d'avoir violé la constitution en tranchant par ordonnances des questions qui étaient de la compétence du Reichsrath, sans songer que tous ses prédécesseurs avaient procédé de la même façon et qu'il se bornait en réalité à tirer les conséquences directes de l'article XIX de la Charte. Ils lui reprochaient de poursuivre je ne sais quel plan machiavélique de slavisation, ce qui s'accordait difficilement avec la primauté que gardait l'allemand. Ils prétendaient que, si on exigeait des fonctionnaires la connaissance des deux idiomes, on frappait d'ostracisme les Allemands, qui n'arriveraient jamais à apprendre le tchèque. Il était malaisé de prendre ces doléances au sérieux; il suffisait aux jeunes gens de Reichenberg ou d'Eger d'aller tranquillement faire leurs études à l'Université de Prague pour acquérir sans peine la connaissance du tchèque et ce n'était pas là un effort inutile, puisque le tchèque leur donnait la clé des langues slaves. En mettant les choses au pis, ils subissaient là une de ces nécessités

matérielles, analogues aux conditions climatériques, et qui cessent presque d'être ressenties dès qu'on les a acceptées.

Si les récriminations des Allemands ne supportaient donc pas une discussion sérieuse, elles présentaient un côté spécieux qu'exploitèrent les Pangermanistes. Leur propagande était déjà assez avancée pour qu'ils jugeassent l'heure venue de déployer leur drapeau; ils combattirent les ordonnances moins pour elles-mêmes que comme un symbole de l'égalité qu'ils repoussent. Il s'agissait de savoir si l'Autriche continuerait à subsister avec son caractère propre et ses intérêts distincts ou si elle deviendrait un avant-poste de l'Empire germanique. Ils sonnèrent l'hallali contre les Tchèques qui avaient l'insolence de contester la supériorité du *Kulturvolk*.

Le tort de Badéni fut de ne pas prévoir la violence de l'attaque qu'il allait avoir à braver. Imprudemment il jugea le pays d'après le Parlement où une motion de la gauche qui demandait sa mise en accusation fut dédaigneusement écartée par 203 voix contre 163. La minorité se composait d'éléments fort hétérogènes, Grands-Propriétaires constitutionnels et Allemands radicaux ou progressistes, antisémites, socialistes aussi, — que l'on s'étonnait de rencontrer dans cette bagarre et qui combattaient l'égalité des langues sous prétexte qu'ils condamnaient tous les privilèges! En face de cette coalition incohérente, le parti ministériel formait un bloc compact et son programme était assez net : égalité réelle des nationalités, respect des droits historiques et autonomie des groupes naturels, restriction de la compétence du Reichsrath, extension des attributions financières des diètes et de leurs pouvoirs administratifs, l'école affranchie de la bureaucratie. Badéni, sans vouloir renverser la constitution, reconnaissait la nécessité de l'améliorer, en donnant plus de jeu aux assemblées locales.

La gauche, qui n'attendait plus rien d'une discussion régulière, organisa l'obstruction ; il fallut déclarer la session close (juin 1897). Les fédéralistes n'étaient pas

mécontents : ils avaient constitué une majorité solide et obtenu du Cabinet des déclarations satisfaisantes, ils n'avaient aucune raison pour se désoler du vacarme des radicaux qui discréditait la constitution. Badéni était moins tranquille ; il n'avait fait voter ni le budget ni le Compromis hongrois, qui expirait à la fin de l'année. Ses adversaires lui ont souvent reproché ses violences, et leurs caricaturistes le désignent volontiers sous le nom d'homme à la cravache. C'est une des plus curieuses contre-vérités qu'ait répandues la presse. Ce que l'on peut au contraire reprocher au président du conseil, ce sont ses hésitations, son besoin presque maladif de ménager ses adversaires. Il ne voulut pas s'avouer qu'il était nécessaire de rompre nettement avec un système vieilli, et ses tergiversations laissèrent aux Pangermanistes le temps d'exalter les passions.

Ainsi que le remarquait très justement Kaizl, il n'y avait certainement pas un centième de la population qui eût lu l'ordonnance des langues et qui l'eût comprise. La foule acceptait docilement les contes bleus que lui débitaient Schœnerer, Wolf, Iro et leurs amis. Le mouvement fut très bien mis en scène, par des gens qui avaient étudié le boulangisme et qui en copièrent les procédés en les perfectionnant. Les districts du nord et de l'ouest furent inondés de pamphlets, de caricatures, de cartes postales, de proclamations; d'innombrables journaux répandirent le sonore crescendo de leurs imprécations; dans les districts voisins de la frontière les foules furent mobilisées et grisées de colère et de peur dans des réunions où des énergumènes versaient à flots les discours cantharidés. Ils hurlaient à pleins gosiers les menaces les plus furibondes contre les Slaves, « ces intrus sur le sol allemand ! ». — « Citoyens allemands et propriétaires, disait l'un des pamphlets les plus répandus, l'heure a sonné où doit être soutenu le combat sans merci pour la nationalité allemande. Déjà un peuple barbare a versé le sang de vos frères (!); voulez-vous avoir à supporter des maux pires



encore de la part de ces hordes à demi-civilisées ?.... Armez-vous pour le combat... Aucun Allemand ne doit demeurer sous le même toit que son ennemi mortel. Expulsez les locataires tchèques, renvoyez les domestiques et les ouvriers tchèques. Quiconque n'écoutera pas nos conseils, ne mérite pas le nom d'allemand [1]. »

Le nord de la Bohême était en feu : les minorités slaves étaient exposées aux traitements les plus odieux, leurs lieux de réunions étaient envahis, leurs enfants, maltraités; on alla jusqu'à renverser dans les cimetières les pierres tombales qui portaient des inscriptions tchèques. « Dès maintenant, écrivaient les Narodni Listy, la *Germania irredenta* n'est plus une simple phrase ; nos Allemands, leurs députés en tête, ont reconnu sans détour que leur désir est de se réunir à la Grande-Allemagne. » — Ils n'en faisaient aucun mystère, promenaient dans les rues le tricolore germanique, chantaient les hymnes nationaux prussiens; de Tepliz, de Brünn, de Reichenberg, d'Aussig, partaient des adresses à l'Empereur Guillaune II. Le mouvement se propageait au-delà des frontières. Le Conseil général de la « Ligue pour la défense du germanisme à l'étranger » envoyait aux agitateurs ses vœux et ses secours. Sur une invitation partie de Heidelberg, 816 professeurs de vingt et une universités d'Allemagne votaient un manifeste où ils invitaient leurs collègues de Prague à tenir haut et ferme le drapeau de cette « race supérieure » à laquelle la Bohême devait sa civilisation.

Badéni, surpris par cette levée de boucliers, avait essayé d'ouvrir des négociations avec la gauche; il n'avait réussi qu'à lui révéler ses incertitudes, et, quand le Reichsrath reprit ses séances au mois de septembre 1897, il se trouva en présence d'un groupe peu nombreux, mais dont les fureurs s'étaient peu à peu exaspérées et qui était résolu à ne reculer devant rien. L'opposition était soutenue par les encouragements qui lui arrivaient du dehors. Le président

1. Cité par Srb, p. 258.



du Conseil de Budapest, Banffy, déclarait que, d'après lui, le concours du Reichsrath était nécessaire pour le renouvellement du Compromis austro-hongrois et refusait ainsi à Badéni le droit de gouverner sans Parlement.

Les Pangermanistes rencontraient dans le grand Empire voisin de bruyantes et inquiétantes sympathies. — « Nous nous sommes séparés de vous, leur écrivait Mommsen, et la séparation a été cruelle ; nous n'en demeurons pas moins unis par les liens d'une étroite solidarité, comme deux frères qui se rapprochent, après un pénible procès d'héritage. Les Alpes du Salzbourg et du Tyrol ne sauraient cesser d'appartenir à l'ensemble des peuples germaniques ; le Danube doit être allemand comme le Rhin ; nous ne pouvons pas plus abandonner les tombes de Mozart et de Grillparzer que celles de Gœthe et de Schiller. Sur ce point, même au moment le plus ardent du combat, aucun de nous, Allemands du nord, n'a eu le moindre doute ; cela s'entendait de soi-même. Nous n'avons jamais cessé de regarder l'Allemagne et l'Autriche comme indissolublement unies. Et maintenant, les apôtres de la Barbarie prétendent engloutir dans l'abîme de leur nullité l'œuvre d'un travail cinq fois séculaire ! .... Votre avenir est dans vos mains, chaque grand état doit être lui-même l'artisan de sa destinée ; nous ne pouvons pas agir avec vous, nous ne pouvons que souffrir avec vous. Comment est-il possible qu'au moment où des questions aussi essentielles se débattent, certains tiennent compte de considérations insignifiantes ! Comment les Catholiques peuvent-ils justifier par leur conduite les accusations de ceux qui reprochent à l'Église de Rome d'être contraire à l'idée de patrie, et renier leur peuple comme Pierre renia le Christ ! Comment la vieille capitale allemande, Vienne, est-elle si faible, si peu patriote, si lâche, qu'elle ne bouge pas dans ce combat ! Soyez unis, c'est mon premier conseil, et voici mon second : soyez fermes. Le crâne des Tchèques ne comprend pas la raison, mais il comprend les



coups. Il s'agit d'un combat à la vie et à la mort [1]. » — C'est entendu, nous sommes des Barbares, répondait le professeur de Lvov, Balzer ; c'est cependant sur terre slave, à Prague et à Cracovie, qu'ont été fondées les deux premières Universités dont vous vous glorifiez; c'est un Slave, Hus, qui a le premier défendu jusqu'au sacrifice de sa vie les droits de la conscience humaine; c'est un Slave, Kopernik, qui a découvert les lois qui règlent la marche des astres, et un Slave, Comenius, qui a réformé la méthode de l'éducation. Ce sont des Slaves que Mitskiewitch, Pouchkine et Tolstoï, que Brojik, Matejko et Verechtchagin; Chopin et Dvorjak sont des Slaves, et de même Jagitj et Miklositch, et ces Tchèques mêmes, que vous nous représentez comme les types de la Barbarie, ils sont les compatriotes de Palatsky, de Chafarjik, de Rieger et de Nérouda. Les Germains, arrivés de meilleure heure à une organisation politique plus solide, ont prétendu maintenir les peuples moins avancés sous leur éternelle tutelle : nous ne voulons plus supporter le joug. Il n'est pas question de germaniser les terres où dorment Mozart et Grillparzer, et l'histoire montre que ce ne sont pas les Slaves qui étendent leurs territoires au détriment de leurs voisins. Ce que nous voulons, c'est que la terre où reposent Palatsky et Chafarjik demeure slave, comme elle l'a été depuis dix siècles. Les Allemands n'ont pas inventé la Culture; leur civilisation n'est pas la seule, elle ne sera pas la dernière; les Slaves réclament leur droit de collaborer à côté d'eux à l'œuvre du progrès universel. Vous refusez de nous accepter comme associés parce que nous n'apportons pas un capital égal à celui que vous avez amassé. En admettant que nous soyons en effet moins avancés, ne devriez-vous pas vous rappeler que cette supériorité dont vous vous targuez, vous nous la devez en grande partie : vous vous êtes enrichis de nos réfugiés, et, sans la résistance des Tchèques, qui peut affirmer que Gustave-Adolphe serait

1. Neue Freie Presse, 31 oct. 1897.



arrivé à temps pour sauver le protestantisme allemand. —

Le ton de ces polémiques indique assez que pour le moment toute tentative de conciliation était condamnée à un échec fatal. Il n'y avait plus en présence que deux nations à qui remontaient à la gorge les haines accumulées depuis dix siècles et il était puéril et dangereux de chercher à ramener à une froide intelligence de la situation le parti allemand qui s'était peu à peu grisé de ses déclamations et qui avait vraiment fini par croire qu'il combattait pour la liberté et l'honneur de sa race. Dans ces conditions, il n'y avait d'espoir que dans une solution vigoureuse. Le plus sage eût été probablement de rendre l'élection du Parlement central aux Diètes locales. Ce coup d'état, qui eût satisfait les trois-quarts de la population, eût déconcerté les Pangermanistes et il eût assuré une majorité solide au Ministère. Aucune tentative de résistance sérieuse n'était à craindre, à condition que l'on procédât rapidement et que nul doute ne fût possible sur la résolution de l'Empereur d'aller jusqu'au bout.

Faut-il admettre que le souverain refusa à Badéni les pleins pouvoirs qui lui eussent été nécessaires? On l'a affirmé à ce moment et les bruits qui ont couru alors ne sont pas en contradiction avec ce que nous savons du caractère de François-Joseph. — Ou bien le président du conseil lui-même manqua-t-il d'estomac?—Ce qui n'est pas non plus invraisemblable. Dans tous les cas, il biaisa, les semaines s'écoulèrent sans qu'il arrêtât ses résolutions définitives et, quand il prit enfin son parti, l'heure était passée où la victoire eût été possible.

La session d'automne 1897 n'avait été qu'une véritable bataille. Badéni, dès la première séance, avait été salué par des acclamations ironiques : Vive le fondateur de l'Unité allemande! Quand le président d'âge avait invité le Reichsrath à s'unir suivant l'usage dans le cri de : Vive l'Empereur! Schœnerer et ses amis avaient répondu en criant : Vive le peuple allemand! La gauche accusait Badéni de la faire surveiller jusque dans l'enceinte de



l'assemblée par ses agents de police : Voilà bien l'infamie polonaise ! s'écria Wolf. Un duel suivit, dans lequel le ministre fut blessé. Les séances se passaient en vociférations et en bagarres. Les lois les plus urgentes, le budget, la loi militaire, le Compromis austro-hongrois, ne pouvaient même pas être mis en discussion.

La majorité comptait dans son sein un groupe important d'Allemands catholiques. Soit qu'ils fussent peu à peu ébranlés par le déchaînement de l'extrême gauche et qu'ils craignissent d'être désavoués par leurs électeurs, soit, ce qui paraît plus probable, que le moment leur semblât favorable pour imposer leurs conditions à leurs alliés, ils affectaient des hésitations. Une nouvelle proposition de mise en accusation du ministère ne fut repoussée que par 177 voix contre 171 ; l'opposition avait rallié les libéraux et les Grands-Propriétaires constitutionnels, d'abord ahuris et effrayés, puis domptés, aux antisémites, aux socialistes et à une partie des démocrates catholiques. Le président, Kathrein, ultramontain, donnait sa démission, dans l'espoir d'embarrasser le ministère. Badéni essaya au moins d'obtenir le vote d'un traité provisoire avec la Hongrie, de manière, en attendant que le Compromis austro-hongrois pût être renouvelé, à fixer la situation pour un an. Il fit décider de haute lutte qu'on réserverait pour cette discussion les séances de nuit ; il avait l'intention d'enlever rapidement l'affaire. La gauche dépêcha à la Tribune des orateurs interminables. Lecher pérora onze heures ; il fallut lever la séance après trente heures de discussions accablantes (29 octobre).

Le nouveau président Abrahamovicz était insulté : à plusieurs reprises, de véritables rixes s'étaient engagées dans l'assemblée. Wolf criait qu'il ne viendrait désormais qu'avec un revolver. Pfersche brandissait son couteau (24 nov.). Le ministre proposa enfin de modifier le règlement : quiconque persisterait à troubler l'ordre pourrait être exclu, sur un vote de la Chambre, pour 30 séances (25 nov.). — Pourquoi pas la potence ! lui cria-t-on de gauche. Quelle

honte ! A bas le traître ! C'est un coup d'état parlementaire. —Wolf avait apporté un sifflet à roulettes et, posté au pied de la tribune, il empêchait tout débat. Au milieu du tumulte, pendant que les députés étaient debout dans l'hémicycle, le président mit la motion aux voix et la déclara adoptée. — La majorité n'était pas douteuse, mais il est certain qu'aucune des formes régulières n'avait été observée.

Le ministre s'attendait à une résistance désespérée et, quand le Reichsrath se réunit de nouveau (27 nov.), la salle était gardée par d'imposantes forces de police. Les Allemands se croyaient sûrs du succès et, désireux de ne pas se compromettre, ils lancèrent en avant les socialistes. Les socialistes étaient partis de quelques observations simples et en somme parfaitement justes. Ils se défiaient, non sans raison, des cléricaux qui formaient une fraction importante du parti fédéraliste et ils avaient à se plaindre des chefs des groupes nationalistes qui leur avaient témoigné peu de sympathie et même de justice ; ils étaient las des querelles stériles où s'étalaient les rivalités et les jalousies bourgeoises, et ils désiraient la substitution d'une politique de réformes pratiques à ces vaines et épuisantes fureurs. Ces sentiments furent très habilement exploités par les agitateurs allemands qui abusèrent de l'autorité qu'avaient chez ces ouvriers médiocrement instruits quelques noms retentissants. Ils parvinrent ainsi à créer momentanément une confusion singulière entre la démocratie et le pseudo-libéralisme viennois et ils détachèrent pour une heure des partis nationaux certains des éléments sur lesquels ceux-ci avaient le plus le droit de compter.

Le raisonnement des socialistes était étrange : « Nous sommes un parti internationaliste, disait leur manifeste après la chute de Badéni, et à ce titre, nous protestons contre les haines de races et l'oppression des peuples... C'est pour cela que, d'accord avec la gauche, nous avons combattu les ordonnances sur les langues [1]. » En d'autres

1. Srb, p. 327.



termes, c'est parce que nous sommes partisans de l'égalité que nous réclamons une situation privilégiée pour les Allemands. Cette conséquence était trop absurde pour ne pas sauter très vite aux yeux des ouvriers les plus intelligents, d'autant plus que leurs intérêts économiques les rapprochent des Tchèques. Le socialisme est déjà en voie de transformation en Autriche, il cherche à s'adapter aux conditions spéciales de la monarchie, et il deviendra nécessairement un des alliés des Slaves dans leur désir d'émancipation. Pour le moment, il était dans la période d'orage et d'assaut, entraîné par des meneurs qui exploitaient sa naïveté, sans autre pensée que d'essayer ses forces et d'attirer l'attention; son intervention était précieuse aux Allemands, parce qu'elle dissimulait l'égoïsme de leurs exigences et qu'elle permettait au gros de l'opposition de conserver l'attitude relativement réservée qui convenait à un parti ministrable.

Quand le président Abrahamowicz apparut au bureau, il fut accueilli par des huées : A la porte ! A la porte! Puis les socialistes et les pangermanistes se ruèrent à l'assaut. Le bureau avait été entouré d'une balustrade, les députés de la droite accoururent pour refouler les assaillants et un véritable combat s'engagea au pied de la tribune. Le vice-président, Kramarj, appela les agents de police qui, après un corps à corps furibond, refoulèrent les socialistes.

Abrahamowicz, qui veut rouvrir la séance, est interrompu par des injures : Bandit! Fripon! Traître! Gibier de galères! Il veut parler : Wolf couvre sa voix avec son sifflet à roulettes et, quand le président le déclare exclu pour trois jours, il refuse d'obéir. Le commissaire de police, dont on requiert l'intervention, est salué par le cri de : Vive la Révolution! Wolf emmené, d'autres énergumènes le remplacent et la même scène se renouvelle plusieurs fois. Le tumulte est épouvantable, on n'entend que les mots de : Scélérat! Vaurien! Vieux criminel! En prison! — Kramarj est obligé d'ordonner l'expulsion en masse des

socialistes et la séance est levée au milieu de la plus épouvantable confusion.

Wolf en avait appelé aux électeurs : — Tu l'entends, peuple de Vienne! On arrête tes députés! — L'émotion commençait à pénétrer du Parlement dans la rue. A la sortie, les députés de la gauche étaient acclamés et ceux de la droite étaient difficilement protégés par la police contre les insultes de la foule. Le 28 novembre, une affluence considérable se pressait aux portes de l'assemblée, des bandes de manifestants parcouraient la ville aux cris de : A mort Badéni! Lueger, le bourgmestre, déclara à l'Empereur qu'il ne répondait plus de l'ordre; les nouvelles de province annonçaient une recrudescence de l'agitation. Le ministre donna sa démission (28 novembre 1897). Elle était devenue inévitable. Non pas que l'on eût à craindre une tentative sérieuse de révolution : mais les lenteurs du ministre avaient permis aux Pangermanistes de pousser à un tel degré l'exaltation des Allemands qu'un conflit sanglant n'était pas impossible. Badéni, que ses adversaires représentaient comme un terroriste forcené, recula avec épouvante devant les extrémités auxquelles il pouvait être acculé, et il eut certainement raison. Mieux eût valu sans doute arrêter plus vite l'agitation; mais, du moment que l'heure était passée, le plus sage était de la laisser tomber d'elle-même et d'éviter un conflit qui eût rendu plus difficile encore la réconciliation nécessaire.

La capitulation de l'Empereur devant les criailleries de quelques braillards n'en devait pas moins produire une très pénible impression à Prague, où les esprits étaient déjà fort émus par les persécutions auxquelles étaient exposées les minorités tchèques dans le nord et l'ouest du Royaume. Les Pangermanistes y avaient organisé un régime de terreur : des centaines de familles étaient chassées de leur domicile, privées de leurs moyens d'existence; le portrait de François-Joseph était remplacé par celui de Guillaume II, le drapeau noir et jaune par le tricolore allemand. A Brüx, Aussig, Litomierzitse, Komoutov, les



Tchèques étaient insultés et frappés; à Bodenbach, on saccageait leur club et leur école; à Saaz, à Bilin, à Braunau, à Landskron, dans vingt autres communes, la foule, sous l'œil bénévole de la police, envahissait les maisons des Tchèques, brisait leurs meubles, arrachait les tentures [1].

Au moment où, d'heure en heure, le télégraphe apportait ces nouvelles douloureuses, les étudiants allemands, les couleurs allemandes au béret, se réunirent à l'Université et entonnèrent, les fenêtres ouvertes, la Garde au Rhin et le Chant de Bismarck; ils se formèrent ensuite en procession et, groupés autour du drapeau allemand, traversèrent la ville pour aller porter leurs félicitations au Casino allemand (29 nov.). Ils avaient dépassé la mesure : la foule se rua sur le cortège, le dispersa, houspilla les manifestants. Ils ne se tinrent pas pour satisfaits, décidèrent d'offrir un couteau d'argent au député Pfersche que ses accès de fureur avaient rendu célèbre. Les Slaves se montaient peu à peu, poussés à bout par les brutalités de la police et l'insolence provocatrice des étudiants. Les rassemblements devenaient plus nombreux et les manifestations plus tumultueuses; on brisait les vitres des cafés et des établissements allemands. Le 1er décembre, des rixes sanglantes éclatèrent entre le peuple et l'armée. Les soldats avaient reçu des ordres rigoureux : les gendarmes chargeaient au hasard; des femmes qui se rendaient au théâtre furent brutalement assaillies, renversées, maltraitées; on tirait des coups de feu dans le dos des passants qui fuyaient; il y eut en trois jours des centaines de blessés et plus de 800 arrestations. La ville prenait l'aspect d'une cité en révolution; à la foule qui avait été amenée dans la rue par les passions politiques commençaient à se mêler les bandes suspectes que cachent les bas-fonds des grandes agglomé-

1. Ces faits furent dénoncés à la tribune, entre autres par **Baxa**. Le gouverneur, le comte Coudenhove, les confirma. Les Allemands ne les contestèrent pas, les excusèrent seulement par les provocations des **Tchèques** : Des ouvriers affectaient de parler slave. — Ils ne savaient pas d'autre langue. — D'autres avaient arboré les couleurs du Royaume, le rouge et le blanc!



rations modernes. L'émotion gagnait les campagnes et il était permis de se demander si l'on n'était pas à la veille d'une explosion générale. Le 2 décembre, l'état de siège fut proclamé à Prague. De nouveaux troubles éclatèrent au mois de janvier, pendant la session de la Diète.

Elle fut entièrement remplie par des récriminations. Hérold et Patsak avaient proposé un projet de loi très court, très simple, qui proclamait l'égalité des deux langues. Les Allemands le repoussèrent sans discussion : ils étaient le premier peuple du monde, c'était une dérision et une infamie que de les mettre sur le même pied que les Tchèques; ils ne voulaient plus rien avoir à faire avec un ramassis d'incendiaires et d'assassins. Sur ces paroles, ils quittèrent la diète, ainsi qu'ils l'avaient déjà fait en 1871 et en 1886.

La majorité vota alors une adresse que l'on peut regarder comme le programme actuel du parti tchèque. — Les luttes nationales, disait-elle, ont revêtu un tel caractère de violence que la vie politique est en réalité suspendue, que la constitution est paralysée et que les lois les plus urgentes n'aboutissent pas. Quelle est l'origine du mal? — La centralisation seule. L'entente des deux peuples de la Bohême serait beaucoup moins difficile si la question n'impliquait pas la domination d'une race sur l'ensemble de la monarchie. Pour assurer la centralisation, on a enlevé aux diètes le droit d'élire le Reichsrath, et on l'a ouvert par là aux passions les plus furieuses. La Constitution a ainsi pour résultat d'exaspérer les haines et de créer un abîme infranchissable entre des groupes qui seraient nécessairement rapprochés par le souci de leurs intérêts communs, s'ils n'étaient pas détournés de leur mission naturelle par de fausses et dangereuses ambitions. Dans un état aussi varié et aussi divers que l'Autriche, à une époque où la vie économique est si complexe, un Parlement central est impuissant à s'acquitter de la tâche qu'on a essayé de lui imposer, et, comme il sent la vanité de ses tentatives de réformes, il se désintéresse des questions essentielles et ne



songe qu'aux luttes de partis. On ramènera le calme dans les esprits en rétablissant l'Empire sur la base des traditions historiques dont la persistance a créé des personnes morales, capables de développement et d'action. Sans doute, les Tchèques, intéressés à la grandeur de la monarchie, reconnaissent la nécessité d'une Représentation commune où seront discutées les affaires générales. Mais ce Parlement Central doit être formé par les délégués des Diètes particulières, ses attributions devront être allégées et la compétence des Diètes, étendue ; il faut qu'elles reçoivent une autorité exécutive et aient devant elles des agents responsables chargés d'accomplir leurs décisions; leur autonomie financière sera sensiblement augmentée. L'assemblée de Prague ainsi transformée deviendra le théâtre naturel du travail commun des deux peuples et de leur réconciliation; il suffira pour cela d'édicter l'égalité des deux langues et l'unité du Royaume. —

L'entente demande en réalité un peu plus de façons et les Allemands ne se résigneront pas sans peine à abdiquer leurs rêves de domination. Il semble bien cependant que la marche indiquée par la majorité tchèque soit la seule possible. Son adresse était bien accueillie à Brno et en Silésie; les Moraves demandaient, en attendant la réforme constitutionnelle, une révision de la loi électorale [1], l'établissement des conseils de districts, qu'avaient toujours refusés les Allemands parce que les Slaves y étaient sûrs de la majorité, la fondation d'une Université et d'une École Polytechnique tchèque à Brno, la création d'écoles primaires et secondaires en nombre suffisant pour les besoins de la population.

En dehors du royaume de Saint-Venceslas, les Slaves se montraient disposés à soutenir les Tchèques et leur attitude indiquait un progrès remarquable de l'idée de soli-

1. Extension du droit de suffrage pour la Diète au moins à tous les électeurs du Reichsrath, vote direct dans les campagnes, suppression de la curie des Chambres de commerce et division en plusieurs collèges de la Curie des Grands-Propriétaires.



darité de race. Non seulement les Slaves du sud et en particulier les Slovènes, mais même les Polonais, dont on craignait davantage les tendances particularistes, repoussaient les avances des centralistes. Les déclamations pangermanistes n'avaient que très peu d'influence sur les Tyroliens qui formaient le noyau du groupe clérical. Il était évidemment impossible de former dans le Reichsrath une majorité pour soutenir un ministère franchement allemand.

Le baron Gautsch, qui fut chargé de liquider la succession Badéni (1[er] déc. 1897-5 mars 1898), était un vieux routier que les Allemands n'aimaient guère et que détestaient les Tchèques, qui avaient eu déjà maille à partir avec lui pendant qu'il dirigeait sous la présidence de Taaffe le ministère de l'instruction publique. C'était un de ces serviteurs complaisants que l'on emploie aux besognes compromettantes. Il décida par ordonnance que, puisque le budget n'avait pas été voté, les impôts continueraient provisoirement à être perçus et que le Compromis austro-hongrois serait maintenu pour un an. Puis, il abrogea l'ordonnance de Badéni sur les langues et la remplaça par de nouveaux arrêtés (4 mars 1898).

Ils divisaient la Bohême et la Moravie en trois zones, slave, allemande et mixte. Prague, la Moravie entière et celles des circonscriptions de Bohême dont un quart de la population ou un cinquième des communes étaient d'une autre race que la majorité, étaient déclarés territoires mixtes. En principe, dans l'ensemble du pays, chaque citoyen pouvait s'adresser dans sa propre langue aux autorités qui relevaient des ministères de l'intérieur, des finances, du commerce, de l'agriculture, de l'instruction publique et de la justice, et on devait lui répondre dans ce même dialecte. L'allemand serait la langue du service intérieur dans les districts allemands, le tchèque dans les districts tchèques ; l'allemand et le tchèque seraient indifféremment employés dans les régions mixtes. — Les arrêtés de Gautsch manquaient de précision, ce qui était de nature à provoquer de nouveaux conflits ; certaines de leurs dispositions



étaient évidemment injustes, celles par exemple qui faisaient de la Moravie entière un territoire mixte. Les Allemands n'en jugèrent pas moins ses concessions insuffisantes, et le ministère, qui n'avait personne pour lui, se retira.

Le choix de son successeur, François Thun (mars 1898-13 sept. 1899) n'était pas très heureux. Sa famille et son nom étaient odieux aux Allemands, et il n'était guère moins antipathique aux libéraux tchèques qu'il avait combattus comme gouverneur de Bohême avec une vigueur au moins maladroite. Ses talents ne paraissent pas avoir dépassé la moyenne; surtout il souffrait de cette paralysie de la volonté qui est la maladie commune des hommes d'État de la Cisleithanie et qui forme un si pénible contraste avec la spontanéité et la hardiesse des Magyars. Convaincu qu'une réforme constitutionnelle était nécessaire pour ramener la paix, il n'avait ni plan précis ni programme ferme; au lieu d'imposer aux adversaires un traité équitable, il espérait les désarmer par sa bonne volonté ou les user à force de tergiversations.

Son gouvernement fut ainsi une nouvelle édition des ministères précédents. Il avait essayé de lui donner une couleur parlementaire, avait appelé un catholique, un polonais, un représentant des Grands-Propriétaires, un constitutionnel, un Tchèque aussi, Kaizl, dont la mort prématurée a été un deuil national pour ses concitoyens et qui, par la droiture de son caractère, la largeur de son esprit et l'étendue de ses connaissances, avait forcé l'estime de ses adversaires [1]. Il n'était entré dans le cabinet qu'après avoir consulté ses amis : ils n'avaient pas blamé sa conduite, réservant eux-mêmes leur adhésion, disposés cependant à oublier leurs griefs personnels contre Thun s'il inaugurait une nouvelle politique. En général, ils n'eussent pas été très exigeants.

Il n'y avait pas dix ans qu'ils avaient dénoncé à l'indi-

1. Mort le 19 sept. 1901. V. l'article de Braf, dans l'Osviéta 1901, p. 875.



gnation des électeurs les Vieux-Tchèques, trop complaisants et trop humbles devant les ministres ; l'expérience les avait vite assagis. Le séjour de Vienne leur avait révélé la complexité de la situation, la nécessité de concilier les intérêts opposés et le danger des solutions radicales. Pourquoi auraient-ils risqué par une hâte imprudente de provoquer une crise dangereuse alors que le temps travaillait pour eux? Chaque année amène en effet à la vie politique des générations nouvelles qui ont été élevées dans le culte de l'idée nationale, qui savent à peine l'allemand et qui opposent ainsi aux tentatives de germanisation une invincible inertie. Les Tchèques ont de plus pour eux les progrès continus des autres Slaves de la monarchie, Slovènes, Croates et Polonais, chez qui tout développement de la richesse et de la civilisation correspond à un éveil de la conscience, et ils sont enfin servis par la marche du siècle qui emporte le monde vers les idées démocratiques. La prérogative que réclament les Allemands en Autriche est au fond de même nature que celle dont jouissent les Grands-Propriétaires, aussi peu fondée en principe, aussi contraire aux théories modernes, et le moment approche où, en dépit des déclamations des Schœnerer, des Prade et des Wolf, la majorité elle-même rougira de les revendiquer.

Ces considérations, qui semblent décisives à l'observateur, frappent beaucoup moins les combattants, et, au milieu de l'effervescence de la bataille, les hommes qui parlent de concessions et d'entente, sont vite soupçonnés de trahison. A côté de Hérold, de Kaizl, d'Engel, de Patsak, qui demandaient que l'on fit crédit au ministère et s'efforçaient de maintenir leurs troupes, d'autres, plus impatients, désireux aussi de se substituer aux Jeunes-Tchèques, leur reprochaient aigrement leurs compromissions. Les radicaux, sous la conduite de Hajn, un des condamnés de l'Omladina, et de Chots, prenaient contact avec les groupes d'ouvriers qui, las du rôle de dupes que leur imposaient les meneurs de Vienne, formaient un parti socialiste-national ; ils réclamaient la plus large liberté politique, le suffrage uni-

versel et direct, un régime fédéral pour la Cisleithanie et l'union personnelle avec la Hongrie. Ils n'attendaient aucune concession sérieuse de Thun et ils blâmaient toute négociation avec lui. — Les agriculteurs se plaignaient de leur côté que les députés ne fissent rien pour soulager leur détresse, qui était réelle, bien que, suivant la coutume, ils exagérassent leurs souffrances. Hrouby et Koubr formaient au commencement de 1899 un parti agrarien qui rallia d'une part quelques Vieux-Tchèques, qui n'avaient pas oublié leurs rancunes, et, de l'autre, quelques députés à tendances vaguement socialistes tels qu'Alphonse Chtiastny et Rataj. Les catholiques complétaient aussi leur organisation.

Ces divisions, qui ont la propriété de jeter le désespoir parmi les contemporains, sont parfaitement naturelles et normales; elles sont une preuve du développement régulier de la vie et elles sont l'amorce de la cristallisation de partis politiques destinés à se substituer aux partis nationaux, le jour où les droits des divers peuples seront reconnus et protégés par la loi. Pour le moment, elles encourageaient les Allemands qui s'en exagéraient l'importance et elles gênaient la tactique des représentants officiels de la politique tchèque qui, obligés de ménager à la fois leurs électeurs et leurs alliés dans le Reichsrath, n'osaient ni combattre ouvertement Thun qu'ils espéraient entraîner ni lui accorder un appui public et franc.

Le ministre, devant l'attitude des Magyars qui menaçaient de réclamer leur complète liberté d'action dans le cas où le Compromis ne serait pas voté par le Reichsrath dans les formes constitutionnelles, avait essayé d'obtenir des partis un armistice et la réouverture des travaux parlementaires. Les Allemands avaient mis pour condition l'abandon des ordonnances de Gautsch et, comme il était impossible au ministre d'aller jusque-là, ils avaient recommencé l'obstruction. Ils varièrent leurs procédés, mais en s'arrangeant toujours de manière à rendre tout vote impossible; le Parlement, trois fois convoqué, dut toujours être ajourné



au bout de quelques semaines, et Thun n'eut d'autre ressource que de recourir au fameux article 14 de la Constitution, en vertu duquel il prorogea pour l'année suivante les conventions financières et douanières avec la Hongrie (31 déc. 1898).

Il s'épuisait en tentatives de conciliation, élaborant les projets les plus compliqués, réunissant conférences sur conférences ; les Allemands ne venaient pas ou commençaient par poser des conditions préalables qui rendaient la discussion impossible. Leur programme du 20 mai 1899 étala dans son insolence naïve leur véritable pensée.

— La paix ne peut être rétablie que si on reconnaît aux Allemands la situation qu'ils ont possédée pendant des siècles et qui est la condition du développement de l'état autrichien. La constitution ne sera pas modifiée ; l'alliance avec l'Allemagne deviendra perpétuelle, on s'appliquera à rendre plus intimes les rapports économiques des deux Empires et plus étroite leur solidarité dans les divers domaines de la vie matérielle et intellectuelle, en particulier pour ce qui concerne les Universités. L'allemand est la langue des services publics et des administrations centrales ; il est la langue exclusive du service intérieur, sauf dans la Galicie et quelques districts italiens ; il est seul employé dans l'armée, les finances, les postes et télégraphes, les chemins de fer ; tous les employés de l'état, ainsi que les avocats et les notaires, doivent le parler et l'écrire. En Bohême, les circonscriptions administratives et judiciaires seront remaniées de façon à séparer les deux races aussi complètement que possible, et on ne nommera sur le territoire allemand que des fonctionnaires d'origine allemande ; cette division sera définitive et ne pourra dans aucun cas être remaniée. Prague sera une commune utraquiste. En Silésie, la langue de l'administration sera exclusivement l'allemand ; cependant quand les fonctionnaires s'adresseront à des parties qui seront supposées ne pas savoir l'Allemand, elles joindront au texte officiel une traduction en tchèque ou en polonais. —



L'idée générale qui domine les Allemands apparaît ici clairement : nous sommes partout chez nous en Autriche, nous avons droit dans tous les cas à la première place; nous avons seulement assez de grandeur d'âme pour tenir compte momentanément de l'ignorance de quelques-uns de nos concitoyens, en nous réservant bien entendu de leur faciliter l'étude de l'allemand pour les élever jusqu'à nous. A ce titre, ils exigent d'être traités sur le même pied que les Slovènes en Carniole où ils sont 30,000 sur 500,000 habitants, et ils leur refusent tout droit en Styrie, où les Slaves forment une imposante minorité; ils demandent le maintien des écoles allemandes dans le Tyrol italien et la suppression des écoles italiennes dans le Tyrol septentrional.

En réalité, ils ne proposaient pas un traité de paix, ils exigeaient une capitulation à merci. — « Nous autres Allemands, disait Schœnerer, nous voulons marcher vers la lumière, et, si nous n'y arrivons pas nous-mêmes, nos fils ou nos petits-fils plus heureux verront l'heure du solstice pangermanique; c'est à ce moment que de tous les côtés retentira le cri : le pays allemand est réveillé! et l'on reconnaîtra que le peuple allemand est souverain et doit rester souverain dans le monde entier. Sans Juifs, sans Rome, est bâtie la cathédrale de l'Allemagne. »

Le mouvement n'avait pas encore atteint sa force dernière et la faction la plus passionnée refoulait de plus en plus les éléments relativement modérés. Les Démocrates-Allemands qui, avec Prade, proposaient qu'on constituât un territoire fermé d'où les Tchèques seraient exclus, étaient désormais dénoncés comme des modérés par les Pangermanistes qui voulaient occuper immédiatement la Bohême entière. Ils dédaignaient les faux-fuyants et les litotes par lesquelles leurs alliés avaient jusqu'alors dissimulé leurs plans. Ils s'indignaient contre ceux de leurs concitoyens qui ne partageaient pas leurs colères, en particulier contre les cléricaux, sur lesquels retombait d'après eux la principale responsabilité de l'anarchie actuelle. Ils invitaient tous

ceux qui n'avaient pas complètement perdu le sentiment national à se séparer de cette Église romaine « qui depuis les origines a coupé le nerf de la vie au peuple allemand ».

Cette campagne de séparation de Rome (*Los von Rom*), dont Schœnerer et Wolf [1] furent les apôtres, n'a jusqu'à présent donné que des résultats assez maigres [2], et elle irrita l'Église, dont on ne saurait exagérer le pouvoir en Autriche. — J'en ai vu bien d'autres, répondait l'Empereur, quand on lui représentait les périls dont les perturbateurs menaçaient la monarchie. — Quand le clergé fut menacé, son indifférence disparut et Thun fut invité à procéder avec moins de ménagements. Les Pangermanistes, à la première intervention de la police, poussèrent des cris d'orfraie, parce qu'ils étaient habitués à une impunité complète. Encouragés d'ailleurs par les succès que remportait l'opposition à Budapest contre Banffy qu'elle obligeait à se retirer, ils se ruèrent sur le ministère avec une violence accrue. Il faut en finir, disait Wolf; on ne trouverait pas dans le monde entier un seul état où l'on ne gouverne que par la menace d'abolir la constitution. — Les Allemands, ajoutait un de ses lieutenants, ne sauraient avoir aucun intérêt pour un Empire qui est incapable de protéger les droits les plus sacrés. Périsse l'Autriche plutôt que si nous devions y vivre déshonorés!

Devant ces provocations, Thun était bien obligé, s'il ne voulait pas être réduit à un isolement complet, de prendre une attitude plus nette, et, comme il était sûr à ce moment de l'appui des Polonais, très irrités par la politique du gouvernement de Berlin dans le grand duché de Posen, il accorda quelques menues satisfactions aux Tchèques,

1. V. Braunlich, Die œsterr. Los-von-Rom-Bewegung, Munich, 1899; cp. une autre brochure instructive : Deutsches Parteileben in Œsterreich, 1900.

2. En deux ans, Schœnerer a rassemblé près de 12,000 adhésions, ce qui n'augmente pas dans une très importante proportion la force des 45,000 protestants de Cisleithanie. Mes amis de Bohême me disent qu'en ces derniers mois il s'est produit dans ces conversions une recrudescence sensible et s'en montrent assez alarmés. Je persiste à ne pas prendre au sérieux ce mouvement.



invita les autorités à respecter l'article XIX de la Constitution qui proclamait l'égalité des diverses races de l'Empire. Les fédéralistes espéraient que ce n'était que le prélude de réformes constitutionnelles profondes. Ils étaient inquiets cependant : on disait que François-Joseph se refusait à prendre l'initiative d'une révision de la Charte fondamentale.

Il n'était plus jeune et il avait assez d'expérience et de finesse pour savoir que les Tchèques, quels que fussent leurs déboires, seraient toujours forcés en dernière analyse de lui revenir. Ils étaient voués aux Habsbourgs. Quelques-unes de leurs manifestations ces derniers temps l'avaient mécontenté. Un certain nombre de réservistes avaient répondu à l'appel de leur nom, non pas en allemand, comme d'habitude, mais en tchèque. Ils avaient été durement punis, et, quand les députés avaient essayé d'intervenir en leur faveur, ils avaient été rabroués par le souverain : Pour Dieu, ne touchez pas à l'armée. — L'Autriche n'a jamais été une nation, a écrit un observateur perspicace ; c'est une grosse erreur que de se figurer qu'il y a des Autrichiens : l'état n'a jamais été maintenu que par l'administration et l'armée. — Or, l'administration était depuis longtemps envahie par les divisions qui déchiraient les peuples et, dans l'armée même, des symptômes inquiétants se manifestaient çà et là. On racontait que lors des troubles de Prague, des rixes avaient éclaté dans plusieurs régiments, et, bien que les faits eussent sans doute été exagérés, il était fatal qu'à mesure que les passions nationales gagnaient les masses profondes, l'esprit militaire s'affaiblît.

L'Empereur, déjà assez inquiet de l'exaspération furibonde des Allemands, avait été mal disposé par ces récents incidents ; si nous en croyons les bruits qui ont couru dans les journaux, l'ambassadeur d'Autriche à Pétersbourg, le baron d'Æhrental, que l'on désigne comme le successeur éventuel de Goluchowski, emporta ses dernières hésitations et le décida à renvoyer Thun. Le baron aurait remis



au souverain un Mémoire de Kalnoky où celui-ci insistait sur la nécessité de ne pas laisser ébranler l'alliance avec l'Allemagne et pour cela de ne pas favoriser les éléments hostiles à cette politique, et en particulier les Tchèques. Il n'est pas douteux que Thun ne fût mal vu à Berlin et que ses déclarations à propos de l'expulsion des Polonais par le gouvernement prussien n'eussent irrité Guillaume II. « L'alliance austro-allemande, écrivait la Gegenwart (juillet 1899), est fondée sur le caractère germanique des deux états contractants... On ne peut pas demander à l'Allemagne de confier à une Autriche slave la mission de sauvegarder l'Empire contre la Russie, dans le cas d'un coup de main français. Le moment est venu pour l'Allemagne de sortir de la réserve qu'elle s'était imposée en présence de la funeste politique qui a mis la monarchie des Habsbourgs dans une situation grave et qui ne tarderait pas à faire naître des complications au-delà de ses frontières. » Au mois d'août, les ministres des affaires étrangères à Berlin et à Vienne, MM. de Bülow et Goluchowski se rencontraient à Semmering et François-Joseph recevait à Ischl le Chancelier allemand, M. de Hohenlohe. Il est difficile de ne pas apercevoir un lien entre ces visites et la retraite de Thun (sept. 1899). Pour la quatrième fois depuis la fin du régime absolutiste, la Prusse venait au secours des Allemands de l'Autriche et leur permettait de refouler l'assaut des Slaves. Kœniggrætz avait entraîné la chute de Belcrédi et Sedan, celle de Hohenwart; depuis, la main du Chancelier de Berlin apparaît visiblement dans les intrigues qui ont abouti à la chute de Taaffe et de Thun. La nécessité même de ces interventions réitérées de l'étranger ne semble pas prouver que les Allemands de la monarchie doivent être longtemps en état de soutenir l'effort de leurs adversaires.



*
* *

La chute de Thun n'était pas une solution. Clary qui le remplaça (oct. 1899), donna satisfaction aux Allemands en abrogeant les ordonnances sur les langues. Ce fut alors le tour des Tchèques de reprendre l'obstruction, et Clary, incapable de faire voter le budget et le Compromis avec la Hongrie, se retira.

Après un intérim, on confia le ministère à M. de Kœrber (20 janv. 1900), dont on vantait les talents supérieurs et qui a eu du moins le mérite de durer. Ses débuts furent difficiles. Malgré tous ses efforts, les Tchèques, en dépit de l'abandon des Polonais, parvinrent à paralyser l'action du Reichsrath et il fallut de nouveau interrompre la discussion (juin 1900).

L'appel aux électeurs (janvier 1901) ne modifia pas sensiblement la situation et le vote prouva que la lutte des nationalités rejetait de plus en plus au second plan les autres questions [1]. La surprise fut donc générale quand

1. Je ne crois pas inutile d'indiquer avec quelque précision la composition du Reichsrath sorti des élections de décembre 1900-janv. 1901, puisqu'il nous donne le tableau de la force respective des partis dans l'Autriche actuelle. — La droite avait perdu 6 sièges. La gauche comprend 39 progressistes, 46 membres du parti du peuple allemand (nationaux), 31 Grands-Propriétaires constitutionnels, 4 Allemands libéraux, 1 agrarien, 21 radicaux (Schœnerer). = 142.

Votent le plus souvent avec eux 22 socialistes chrétiens (antisémites).

Les catholiques allemands de diverses nuances ont 32 sièges.

En somme, les Allemands de toutes catégories ont dans le Parlement 196 voix.

Les 84 Tchèques (53 Jeunes, 5 agrariens, 5 ouvriers-nationaux, 2 catholiques, 19 Grands-Propriétaires), les 69 Polonais (60 qui forment le club polonais et 9 indépendants, socialistes, catholiques), les 27 Yougo-Slaves (15 Slovènes, 10 Croates, 2 Serbes) forment un groupe de 180 voix qui se retrouve compact dans toutes les questions graves.

Les Ruthènes (10), les Roumains (6), le parti du centre morave (3), et un indépendant, suivent en général l'impulsion du gouvernement.

La majorité dépend ainsi essentiellement des 19 Italiens et des 10 socialistes.

Un des traits caractéristiques des élections en Bohême a été la défaite

Kœrber réussit à obtenir des partis une sorte de trêve et qu'il fit voter un vaste plan de travaux publics (printemps 1901). La paix demeurait fort instable et la session d'automne fut des plus troublées. Le ministre parvint cependant à enlever le vote du budget et on parut rentrer ainsi dans la voie constitutionnelle. Est-ce une accalmie entre deux orages? Faut-il y voir au contraire l'aurore d'une époque de réconciliation et d'apaisement[1]?

Les crises violentes de ces dernières années ont produit dans l'Europe entière une impression pénible et il est devenu de mode de prévoir le morcellement prochain de la monarchie des Habsbourgs. Je ne nie pas que ce ne soit là un symptôme fâcheux et que ces discussions ne soient propres à entretenir des ambitions dangereuses. Je ne saurais cependant oublier que les personnes dont on escompte la succession ne meurent pas toujours les premières. Les nécessités qui ont amené la formation de l'Autriche au XVIe siècle n'ont pas disparu et, quelque légitimes que soient les griefs des Polonais, des Tchèques et des Slovènes, ils n'en ont pas moins un intérêt manifeste au maintien

des socialistes qui n'ont obtenu qu'un seul des sièges de la cinquième curie sur 18 (7 Jeunes-Tchèques, 4 ouvriers tchèques, 5 radicaux allemands, 1 progressiste). Dans les communes rurales, les agrariens qui n'avaient encore qu'un député, ont enlevé 4 sièges aux Jeunes-Tchèques.

La Moravie est représentée par 18 Slaves (13 Jeunes-Tchèques, 2 catholiques, 2 conservateurs, 1 ouvrier), 20 Allemands et 2 socialistes. — En Silésie, sur 11 députés, les Tchèques unis aux Polonais ont fait élire leur candidat à Tieschin.

En Galicie, le club officiel a obtenu une éclatante victoire; les socialistes ont disparu.

Les Slaves du Sud conservent en général leurs positions.

Les catholiques des régions alpestres se défendent au contraire difficilement contre les partis nationaux allemands : ils perdent six sièges, et leurs chefs les plus connus, Dipauli et Ebenhoch, ne sont pas réélus. — Les socialistes chrétiens, contre lesquels les socialistes et les progressistes allemands se sont coalisés, subissent des échecs encore plus cuisants (11 sièges). — Depuis lors les socialistes chrétiens et les antisémites ont pris leur revanche dans la Basse-Autriche (nov. 1902).

Il est certain que d'une façon générale le résultat de ces dernières élections est plutôt inquiétant; il prouve l'exaspération croissante des haines nationales et le désarroi des modérés.

1. Les plus récents indices sont plutôt défavorables : les Tchèques menacent de dénoncer l'armistice et de rouvrir les hostilités dans le Reichsrath (déc. 1902).



de la monarchie, sans même parler des Magyars qui n'ont certes plus aucun motif de plainte contre Vienne. Le vieux loyalisme dynastique n'est pas aussi éteint que le supposent volontiers des observateurs superficiels et il opposerait une résistance imprévue aux téméraires qui essaieraient de sacrifier à une grandiose chimère les intérêts et les souvenirs des peuples.

Je ne veux pas dire qu'il ne viendra pas un moment où l'Autriche sera réunie à l'Allemagne; je crois seulement que cette éventualité ne peut être envisagée que dans un avenir si lointain qu'elle cesse d'avoir aucun intérêt pour nous. Nous sommes toujours disposés à croire que les passions qui soulèvent une génération doivent aller sans cesse en s'exaspérant et que l'histoire se développe suivant une ligne continue. C'est le contraire qui est vrai.

Les Tchèques, menacés dans leur existence, se sont arrachés par un violent effort de volonté à l'enlisement dans lequel ils sombraient peu à peu ; leur réveil inattendu a irrité les Allemands, qui se croyaient déjà les maîtres incontestés de la Bohême. Dans cette lutte qu'ils soutiennent depuis plus d'un demi-siècle, ils ont été successivement refoulés des situations dominantes qu'ils jugeaient conquises pour toujours. Cette retraite continue et lamentable les a peu à peu exaspérés. De là, des accès de fureur convulsive pendant lesquelles ils semblent disposés à ne pas reculer devant les solutions extrêmes. Mais ces explosions de haine peuvent très bien précéder une crise de fatigue et susciter le désir du désarmement. Longtemps les diverses sectes religieuses ont travaillé à s'exterminer; quand elles ont vu qu'elles n'y réussissaient pas, elles se sont résignées à se supporter, et de leur impuissance est née une vertu nouvelle, la tolérance. Pourquoi n'en serait-il pas des rivalités nationales comme des querelles religieuses?

Le dernier recensement de la Cisleithanie donne presque exactement 6 millions de Tchèques; il faut y ajouter 4,250,000 Polonais, 3,335,000 Ruthènes, 1,200,000 Slo-

vènes, 700,000 Serbo-Croates [1]. Ce n'est pas une tâche si facile que de supprimer 15 millions d'hommes. Le partage de la Pologne n'est pas une opération assez brillante pour tenter beaucoup d'imitateurs. N'était la question de point d'honneur, plus d'un Allemand avouerait que l'Empire germanique a moins gagné que perdu à l'annexion de l'Alsace. Ira-t-on recommencer une expérience pareille, dans des conditions cent fois plus difficiles ? Les Pangermanistes ne sont encore en Autriche qu'une infime minorité ; ils ont contre eux les catholiques, les particularistes et ces masses profondes qui représentent la tradition et le goût de la paix. Le besoin primordial et permanent de l'homme, c'est le calme, la tranquillité, et les agités ne tardent guère d'habitude à être étouffés par la résistance instinctive de ceux qui demandent à vivre paisiblement à côté de voisins paisibles. Il faudrait, d'ailleurs, désespérer de l'humanité pour admettre que le dernier mot restera aux doctrines de violence et de haine. Nous sommes encore loin du royaume de Dieu qu'appelait Comenius et il serait sans doute imprudent de jurer que nous ne reverrons pas des jours de deuil et de sang. Et pourtant, en dépit de quelques énergumènes, n'est-il pas vrai que la conscience de l'Europe se révolterait contre une guerre de brutale conquête et d'égoïste extermination? Quelque superstition que professent les Allemands pour leur « Culture », voudront-ils l'imposer par les armes à leurs voisins ?

Puisque la pensée d'une guerre à vie et à mort doit, suivant moi, être écartée, il faudra bien trouver un terrain d'entente. Ici, les prévisions sont vaines, parce qu'il est à peu près certain qu'on n'arrivera au but qu'après une série de tâtonnements et de corrections. Sur quelques points cependant, il est permis d'entrevoir certaines modifications qui ne sauraient être longtemps ajournées. Tout d'abord, le régime électoral devra être modifié et les complications de la loi actuelle remplacées par le suffrage universel. Les habi-

1. Il y a 9,150,000 Allemands et 700,000 Italiens.



letés par lesquelles Schmerling a faussé le régime politique de la monarchie n'ont eu pour résultat que d'aigrir les passions et de discréditer les institutions parlementaires. Du jour où le Reichsrath sera la représentation réelle du pays, les partis n'auront plus aucune raison pour en décliner les arrêts.

Le suffrage universel direct enverrait au Parlement central un très grand nombre de représentants qui ne comprendraient que leur seul dialecte. La discussion deviendrait donc impossible, si l'on ne rendait aux diverses Diètes le droit de nommer les députés du Reichsrath, en veillant à ce que les différents groupes aient une représentation proportionnelle à leur importance relative. Les questions réservées à ce Reichsrath commun seront restreintes le plus possible et la compétence des assemblées locales, étendue.

Pour rétablir la paix entre les diverses nationalités, l'égalité absolue des races et des langues sera proclamée, et la loi garantira chaque citoyen contre toute tentative d'oppression. Du moment où les divers partis mettront de côté ce qui n'est qu'une affaire d'amour-propre et lorsqu'ils songeront moins à tracasser leurs adversaires qu'à conquérir leurs propres libertés, il ne sera pas impossible de trouver un terrain d'entente.

Dans ce Compromis, Tchèques et Allemands auront des sacrifices égaux à faire. Il est arrivé quelquefois aux Tchèques, sans en avoir une conscience claire, de dépasser la mesure, et certaines de leurs revendications, légitimes en principe, leur semblaient surtout précieuses parce qu'elles étaient désagréables à leurs compatriotes d'autre race. Ils sont désormais assez forts pour revenir sans inquiétude à une politique plus généreuse et plus haute. Arrivés au degré de développement qu'ils ont atteint, ils n'ont plus besoin de protection factice et ils peuvent sans imprudence renoncer à quelques-unes des garanties qui, au début, leur semblaient indispensables. Ils ont été soutenus dans la plus inégale des luttes par la justice de leur cause;

leur victoire définitive sera facilitée et hâtée par la modération de leurs désirs.

Sur certains points aucune transaction n'est possible et ils ont le devoir d'exiger de leurs voisins le respect absolu de leur nationalité. Seulement cette nationalité est désormais hors de cause. Encore en 1848, il ne semblait pas impossible qu'une politique persévérante et habile réussît à les supprimer. Aujourd'hui, les Allemands les plus fanatiques n'en conçoivent même plus l'idée. Ils ne se dissimulent pas que la partie désespérée qu'avaient engagée les Slaves de Bohême, ceux-ci l'ont dès aujourd'hui gagnée. Il ne s'agit plus pour les vainqueurs que de réconcilier leurs adversaires avec la situation nouvelle et de leur adoucir l'amertume de leur déception. Les successeurs de Comenius et de Palatsky sauront trouver les paroles qui apaisent et les formules qui désarment les haines. M. de Kœrber, dans un de ses discours au Reichsrath, disait qu'il ne désespérait pas de ramener le calme, parce qu'il avait pour lui deux recettes précieuses : Persévérance et Absence de passion. Il arrive toujours un moment où les armes tombent des mains des combattants, pourvu qu'on ne prétende pas leur imposer des conditions qui blessent leur dignité ou froissent leur conscience. Les Tchèques ne l'oublieront pas.

Je n'ignore pas que bien des lecteurs, parmi ceux qui connaissent le mieux le fond des choses, secoueront la tête en lisant ces conclusions optimistes. Je n'ai pas la naïveté de supposer que les passions vont désarmer du jour au lendemain, pas plus que je n'ai l'outrecuidance de proposer aux partis un programme d'entente. Mais je crois à la force des choses, plus puissante que la sottise des partis ou la fureur des sectaires. En songeant à l'extraordinaire concours de complicités ou de négligences que suppose la suppression de l'Autriche, à la trainée de larmes et de sang qu'elle laisserait, à la suite presque infinie de bouleversements dont elle serait le point de départ, aux résistances désespérées qu'elle soulèverait, il m'est impossible

d'admettre que les Pangermanistes, quelque bruyante que soit leur propagande et quelque retentissants que soient leurs succès actuels, ne reculent pas eux-mêmes d'horreur devant les sacrifices par lesquels ils devraient acheter la victoire.

Il convient d'ailleurs de tenir grand compte de la loi sociologique de la substitution des désirs. Les faiseurs de pronostics qui entrevoient déjà l'Allemagne étendant ses frontières jusqu'à l'Adriatique et à l'Archipel, rappellent que Schœnerer, Iro, Wolf et tous les continuateurs de Paul Lagarde n'emploient pas d'autres procédés que ceux dont on s'est servi, en 1848 et en 1860, pour déchaîner l'opinion contre le Danemark et créer la question des duchés. Pourquoi n'auraient-ils pas le même succès que leurs aînés ? — Mais précisément parce qu'ils ne sont que des imitateurs et qu'ils évoquent des passions émoussées. Vers 1848, le patriotisme germanique avait été exaspéré par de longues humiliations et une excessive disette de gloire avait laissé aux Allemands une boulimie de puissance. Ils ont connu depuis les ivresses de la victoire et ils en ont compris la vanité. Sans doute, des exemples récents prouvent qu'une presse bien disciplinée est capable d'entraîner aux pires folies des peuples que l'on croyait protégés contre de semblables erreurs par un passé de raison et de sagesse, et il est prudent de ne pas trop compter sur la générosité et la réflexion des foules. Il est vraisemblable cependant que des millionnaires repus n'apporteront pas à l'accroissement de leur fortune la même passion furibonde que leurs pères, dont des siècles de jeûnes et de misère avaient aiguisé les dents.

Dans tous les cas, et en supposant même que les instincts féroces l'emportent à un moment donné, les Tchèques peuvent envisager l'avenir sans trop d'inquiétude. Ils ne défendent pas leur seule cause, mais celle de l'Europe et celle de l'humanité entière, et leur défaite marquerait un retour offensif de la barbarie. S'ils succombaient, tous ceux qui désirent la paix par le droit et qui refusent de

croire qu'il y ait des races prédestinées à un éternel esclavage, seraient gravement atteints dans leurs espoirs.

Ils tiennent dans leurs mains le drapeau de l'avenir; les lourds devoirs qui en résultent pour eux ne sont pas sans compensation. — Notre peuple est dans un grand danger, disait Palatsky, dans l'allocution célèbre qui est comme son testament public; de tous les côtés, des ennemis implacables l'entourent; je ne désespère pas pourtant; j'espère au contraire qu'il résistera à tous, s'il le veut.... Il faut pour cela que chacun agisse, que chacun travaille, qu'il soit prêt à se sacrifier au bien public. — Il faut aussi, disait-il une autre fois, et ce fut la pensée maîtresse de sa vie, que notre nation n'oublie pas qu'elle combat pour la justice, qu'elle n'a pas le droit d'imiter les procédés violents de ses adversaires et que son triomphe doit être celui de la civilisation.

C'est là le premier et le plus grand commandement que les apôtres de la Renaissance slave en Bohême ont donné à leurs disciples : ne pas répondre à l'oppression par la haine et avoir le même respect pour les libertés de leurs adversaires que pour leurs propres privilèges.

Il ne paraît pas que les Tchèques se soient jusqu'à présent si mal trouvés de cette politique de travail patient et d'effort moral. Ils sont par moments enclins au découragement : qu'ils mesurent cependant du regard le chemin parcouru; qu'ils songent au ravissement effaré que ressentiraient Dobrovsky, Ioungmann et Palatsky lui-même, s'ils renaissaient dans la Prague d'aujourd'hui.

Le succès est assez éclatant pour qu'ils n'hésitent pas à persévérer dans la voie qu'ils ont choisie. Qu'ils évitent tout ce qui pourrait avoir le caractère de représailles, qu'ils prouvent à leurs adversaires que, suivant la parole du chroniqueur, ils combattent pour l'indépendance et non pour la domination. Peut-être seront-ils amenés par là à modifier leur programme, à renoncer à certaines formules, qui ont été un admirable mot d'ordre pour le combat, qui rendraient difficile une réconciliation durable.

Qu'ils ne sacrifient pas la réalité à l'apparence. Le droit d'état n'a été en somme mis en avant que pour protéger la nationalité slave contre l'absorption étrangère : du moment où cette absorption n'est plus à redouter, les procédés par lesquels on préviendra les retours offensifs possibles de l'ennemi, n'ont plus qu'une importance secondaire.

Il n'est pas impossible à la rigueur que la bonne volonté des Tchèques soit mal comprise et que leurs rivaux ne cherchent à en abuser pour leur imposer une capitulation à merci. Ce jour-là, les patriotes, forts de la justice de leur cause, se rappelleront que leurs pères ont tenu tête à l'Europe entière et que des bandes de paysans ont fait reculer les Empereurs et les papes. Ils ont la tête dure et le cœur haut. Ils ont traversé sans périr les plus redoutables épreuves ; par un effort héroïque de volonté, ils ont arraché les linges dans lesquels on avait enveloppé le cadavre de la nation avant de la sceller dans le tombeau ; ils ont prouvé qu'aucun sacrifice n'était trop lourd à leur courage, quand il s'agissait de défendre leur droit. Les disciples de Comenius sauront, s'il le faut, redevenir les soldats de Zizka. Ils auront avec eux, dans ce combat suprême, tous ceux qui refusent de s'incliner devant la force brutale et qui réclament pour les peuples le droit de disposer d'eux-mêmes. C'est pour cette liberté humaine que Hus est mort sur le bûcher, que les Frères de l'Unité ont enduré les tristesses de l'exil, que Dobrovsky, Ioungmann et Palatsky ont travaillé, lutté et souffert. Pour maintenir le glorieux héritage que leur ont légué leurs héros et leurs martyrs, les Tchèques sont prêts, si l'heure fatale sonne, aux suprêmes sacrifices. Vainqueurs ou vaincus, ils auront laissé au monde un grand exemple et ils seront les créanciers de l'humanité.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER. — LE RÉVEIL

CHAPITRE PREMIER

LES PRÉCURSEURS.

CHAPITRE II

LE RÉGIME DE METTERNICH ET LE ROMANTISME.

CHAPITRE III

La fondation du parti national.

LIVRE II. — RÉVOLUTION ET RÉACTION

CHAPITRE PREMIER

La Révolution a Prague.



Pages.

CHAPITRE II

LE COUP D'ÉTAT DE KROMIERZITSE.

CHAPITRE III

LA RÉACTION ET LE CENTRALISME.

LIVRE III. — VERS LE FÉDÉRALISME

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES DU DUALISME.



CHAPITRE II

La victoire des Magyars et des Allemands.

CHAPITRE III

Les Centralistes en échec.



CHAPITRE IV

LES DERNIERS CONFLITS.

Impression photographique des *Presses Universitaires de France*, Paris.



G.-K. LOUKOMSKI

Ancien Conservateur des Palais-Musées de Tsarskoïé-Sélo
du Musée des Beaux-Arts de Kiev

L'ARCHITECTURE RELIGIEUSE RUSSE

DU XIe AU XVIIe SIÈCLE

Les ouvrages les plus importants consacrés à l'histoire de l'art et les meilleurs dictionnaires nous apprennent que l'art russe n'est qu'un art byzantin barbare et que l'architecture russe est le résultat de la fusion de certains éléments des styles byzantins et asiatiques. Telle fut l'opinion des meilleurs historiens de l'art et architectes français, comme Viollet-le-Duc.

Ce qui était ignoré jusqu'à nos jours, ou bien ce que seules un nombre restreint de personnes savaient, c'est que la Russie a le droit de s'enorgueillir d'une architecture importante, que le génie russe s'est manifesté dans le domaine de cet art avec la même force que dans le domaine de sa littérature, dont nul, à présent, ne méconnaît la valeur.

L'ouvrage que nous annonçons est un recueil très complet de documents les plus précieux sur l'architecture religieuse russe ancienne.

Un volume in-4° jésus (28 × 36 cm.), 116 pages de texte et 144 planches hors texte en phototypie........................ 300 fr.

Du même auteur :

LA VIE ET LES MŒURS EN RUSSIE

DE PIERRE LE GRAND A LÉNINE

Un volume in-4° (26 × 33 cm.), VIII-45 pages, 107 planches hors texte en phototypie............................ 200 fr.



Ce ... 5

Louis LÉGER

ÉTUDES SLAVES
Voyages et littérature
Un volume in-18......... **20 fr.**

NOUVELLES ÉTUDES SLAVES
Histoire et littérature
Un volume in-18......... **16 fr.**

NOUVELLES ÉTUDES SLAVES
Deuxième série
Un volume in-18......... **16 fr.**

CHRONIQUE dite DE NESTOR

Traduite sur le texte slavon-russe avec introduction et commentaire critique.

Un volume in-8 *(épuisé)* **250 fr.**

LA MYTHOLOGIE SLAVE

Un vol. in-8°, fig........ **30 fr.**

NALIVKINE

HISTOIRE DU KHANAT DE KHOKAND

Traduit du russe par A. Dozon

Un volume in-8°, carte.......................... *(épuisé)* **120 fr.**

SMIRNOW

LES POPULATIONS FINNOISES DES BASSINS DE LA VOLGA ET DE LA KAMA, LES TCHÉRÉMISSES, LES MORDVÈS

Traduit du russe par Paul Boyer

Un volume in-8° .... *(épuisé)* **200 fr.**

TOLSTOÏ (Le Comte)

LA MORT D'IVAN LE TERRIBLE

Drame traduit du russe par Courrière, mis en vers par Demény et Yzambard

Un volume in-18°.. **10 fr.**

BIBLIOTHÈQUE DU *MONDE SLAVE*

LA POLITIQUE RUSSE D'AVANT-GUERRE ET LA FIN DE L'EMPIRE DES TSARS (1904-1917)

Mémoires du Baron M. de Taube

Un volume 14 × 23 cm. in-8°, 409 pages .... **40 fr.**

Édouard BENÈS
Ministre des Affaires étrangères de la République tchécoslovaque

SOUVENIRS DE GUERRE ET DE RÉVOLUTION (1914-1918)

Deux volumes, in-8°, chaque............................ **60 fr.**



